

600077638.



HISTOIRE UNIVERSELLE

publiée par une société

DE PROFESSEURS ET DE SAVANTS

sous la direction

DE M. V. DURUY

PROFESSEUR D'HISTOIRE AU LYCÉE SAINT-LOUIS

OUVRAGE DU MÊME AUTEUR.

Ulrich de Hutten, histoire du temps de la Réforme. 1 vol. in-8.
Prix..... 3 fr. 50

Les éditeurs de cet ouvrage se réservent le droit de le faire traduire dans toutes les langues. Ils poursuivront, en vertu des lois, décrets et traités internationaux, toutes contrefaçons et toutes traductions faites au mépris de leurs droits.

Le dépôt légal de cet ouvrage a été fait à Paris dans le cours du mois de novembre 1852, et toutes les formalités prescrites par les traités ont été remplies dans les divers États avec lesquels la France a conclu des conventions littéraires.

DE L'IMPRIMERIE DE CH. LAHURE (ANCIENNE MAISON CRAPELET),
rue de Vaugirard, 9, près de l'Odéon.

HISTOIRE DE L'ITALIE

DEPUIS

L'INVASION DES BARBARES JUSQU'À NOS JOURS

PAR

JULES ZELLER

Professeur d'histoire au lycée de Strasbourg
Docteur ès lettres



PARIS

LIBRAIRIE DE L. HACHETTE ET C^{te}

RUE PIERRE-SARRAZIN, N^o 14

(Près de l'École de Médecine)

—
1853

246. c. 39.

PRÉFACE.

A en croire un homme d'État célèbre, Autrichien il est vrai : « L'Italie n'est qu'une expression géographique, » et le beau pays que Berchet a chanté,

Che Appennin parte
E circonda la mare e l'Alpe,

ne renferme pas, dans ses limites si bien définies, une nation !

Si cette histoire contenait un enseignement, elle serait, malgré le spectacle encore affligeant qu'offre aujourd'hui la péninsule, la réfutation du mot plus diplomatique que vrai de M. de Metternich.

Qui pourrait le nier ? Depuis la chute du monde romain il s'est développé aussi au delà des Alpes une même famille, ayant son caractère propre, son originalité ; et celle-ci, dans la plus grande mobilité des événements, et la plus étonnante variété des formes, a toujours eu un fond commun. Elle a conservé sans altération et cultivé entre toutes la foi qu'elle avait reçue particulièrement en dépôt ; elle a parlé la même langue, elle a créé une littérature, un art ; et elle a poursuivi sans relâche ce qui pouvait constituer fortement ces éléments mêmes de la nationalité ; je veux dire : l'union et l'indépendance.

Comment la nationalité italienne a-t-elle été méconnue, compromise ?

Il faut le reconnaître, la péninsule s'est trouvée dans les conditions les plus difficiles et les plus délicates, au dedans

et au dehors, pour acquérir, non ce qui fait la nationalité, mais ce qui en est comme le ciment : une constitution politique.

D'abord, l'invasion barbare, sous laquelle a succombé l'empire romain, a pris fin, tôt ou tard, dans les autres contrées, en France, en Angleterre, en Espagne. Dans la péninsule elle dure encore. « Connais-tu le pays où fleurit le citronnier, où l'orange d'or brille sous la sombre feuillée ? C'est là, c'est là que je voudrais aller. »

Kennst du das Land wo die Citronen blühn
Im dunkeln Laub die goldorangen glühn
Dahin, dahin!

Voilà la chanson que les nations transalpines répètent depuis plus de quatorze siècles ; et ce n'est pas sans raison que maint poète italien a pleuré sur cette fatale beauté du pays qui en fait un objet de séculaire convoitise.

Renouvelée presque de siècle en siècle, sans repos ni trêve, l'invasion n'a jamais été complète ni à fond ; elle ne s'est jamais assimilé le pays même, elle ne s'est point consolidée, affermie. Ailleurs, sur les ruines de l'empire romain et païen, de fortes créations politiques sont sorties de l'étroite union de la barbarie conquérante et de l'Église civilisatrice, entre autres : le *royaume ecclésiastique* des Francs et le *saint-empire* germanique. L'État et l'Église ont, parfois, pu n'y être pas d'accord ; mais au fond ils ont toujours été unis, et cette union a fait la grandeur de ces États à différentes époques.

En Italie, Rome chrétienne a succédé sans interruption à Rome païenne ; le successeur de saint Pierre a choisi cette ville même comme le centre d'une nouvelle domination spirituelle. Comment la *maîtresse et la mère* (*domina et mater*) de toutes les églises se serait-elle unie avec une conquête

barbare et fondue dans un royaume péninsulaire? Que l'Église romaine fût dans l'État italien, ou l'État italien dans l'Église romaine, qui eût reconnu pour souverain pontife des chrétiens, le premier serviteur ou le maître d'une royauté péninsulaire?

Le saint-siège n'a jamais permis, ni qu'une invasion ni qu'un royaume s'étendit à toute la péninsule; il a plutôt opposé une invasion à une invasion, un royaume à un royaume; gage à la fois pour l'Italie de grandeur morale et de faiblesse politique, garantie perpétuelle d'indépendance et danger d'asservissement!

Léon I^{er} arrête au v^e siècle les Huns idolâtres, et Léon IV, au ix^e, les sectateurs de Mahomet. Le pape ne permet point à qui menace la chrétienté même de toucher le sol sacré.

Un des plus dignes entre les conquérants barbares, Théodoric, avec la nation demi-civilisée des Ostrogoths, est sur le point de fonder le royaume italien. C'est un arien; double danger. Le saint-siège et la vieille population *machinent sa perte*; ils aiment mieux que l'Italie redevienne un diocèse, un exarchat de l'empire d'Orient.

La féroce population des Longobards se répand des Alpes au golfe de Tarente, *réalisant la fin du monde sur son passage*; puis elle s'adoucit sous la main d'une femme et se convertit par la politique d'un de ses rois. Les trois grands papes de ce temps, tous trois du nom de Grégoire, résistent à la barbarie et à la civilisation, à l'arianisme et à l'orthodoxie lombarde. Le danger devient-il imminent, le saint-siège condamne les Lombards à périr; il livre leur royaume aux Francs. A l'empire grec qui ne saurait plus le protéger et qui chancelle dans sa foi, il substitue l'empire latin et orthodoxe d'Occident. S'il faut qu'il obéisse, il ne veut obéir qu'à Charlemagne, au maître chrétien du monde.

Mais il n'obéira pas. Léon III a constitué la société chrétienne sous le double contrôle du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel, du pape et de l'empereur; mais ce n'est pas pour prendre la seconde place. Aux barbares du nord la force matérielle, aux hommes du midi la force morale; l'empereur vient chercher en Italie, des mains du pape, le symbole de sa puissance : il n'est que le bras de l'Église. Les successeurs de Léon III essayent d'imposer ce partage aux descendants affaiblis de Charlemagne; et l'Italie impériale et pontificale est encore fière de sa part de gloire et de domination.

L'empire franc tombe.... Des débris de cette brillante et éphémère création, sortira-t-il en deçà des Alpes, un royaume, une nation, comme il arrive au delà des monts? Quelle capitale s'élèvera à côté de Rome? Pavie, Friuli ou Spolète? Quel prince féodal prendra la couronne, qui n'ait pour égal, au temporel, Saint-Pierre lui-même, que la générosité de l'empereur franc a doté du centre de la péninsule? Bérenger, Guido ou Adalbert? Qui couronnera l'heureux héritier des Carlovingiens? Le pape ne consent à donner qu'une couronne d'empereur. L'archevêque de Milan, peut-être? Mais il devient le rival du pape. L'union de l'Église romaine et de l'État italien ne se fera pas. Le royaume d'Italie est impossible; la péninsule s'épuise et se démoralise à vouloir l'enfanter. Le saint-siège lui-même se laisse avilir plutôt que dompter; il préfère l'opprobre à la servitude; il devient le fief de Marozie et non celui de Bérenger.

Pour se relever enfin avec l'Italie et nettoyer ces écuries d'Augias, Jean XII déchaîne encore du haut des Alpes l'avalanche de l'invasion allemande; Grégoire V et Sylvestre II reconstituent en faveur des Othons le saint-empire germanique. L'autorité spirituelle de Rome, l'existence de la pé-

ninsule, sont à ce prix. L'Italie salue encore avec joie son nouveau César et le saint-siège le canonise. Sous Henri II le Saint, Pierre Lombard, Anselme, Lanfranc rétablissent la pureté de la foi au fond des couvents. Un clergé plus moral, investi de privilèges, d'exemptions, de pouvoir, devient le maître politique en même temps que l'éducateur de la péninsule; l'Italie, menacée de périr, se relève; le saint-siège régénéré lui-même, préside à cette grande réforme sous la surveillance de l'empereur et roi d'Italie, Henri III.

Mais la vertu n'est-elle pas digne de la liberté? La foi et la moralité mêmes, assises sur la chaire de Saint-Pierre dans la personne du moine Hildebrand, redemandent à l'empereur franconien, au dissolu Henri IV, l'indépendance que les prédécesseurs de ce grand pape ont mérité de perdre. C'est l'affranchissement du saint-siège et celui de l'Italie que Grégoire VII poursuit en même temps. Après l'élection des papes, il arrache à l'empire l'investiture des évêques, seigneurs féodaux de la péninsule; le souverain pontife et le patriote italien se prêtent un mutuel appui. Mais l'excès de l'ambition accompagne aussi l'excès de la vertu. C'est pour lui seul que le grand pape revendique l'investiture enlevée à l'empereur, et par là, il devient le seigneur politique de l'Italie, que dis-je? de l'Europe chrétienne; il réunit les deux pouvoirs en sa personne, le pouvoir divin et le pouvoir humain, comme Jésus-Christ, les deux natures. Il devient le chef d'une théocratie féodale qui embrasse la chrétienté tout entière.

Sublime utopie! mais irréalisable. S'il est impossible que la chrétienté reconnaisse son chef spirituel dans le maître temporel de l'Italie, combien plus encore dans celui de l'Europe! Le successeur de saint Pierre, eût-il réussi, aurait fini comme les khalifes, successeurs de Mahomet. De là, la grande lutte. L'Italie elle-même se partage. Entre les deux

maîtres qui se disputent sa domination, elle travaille bientôt pour elle-même; la monarchie normande au midi et les républiques au nord sortent des concessions et des faveurs du sacerdoce et de l'empire, et grandissent par leurs luttes. Les premiers successeurs de Grégoire VII se contentent au *concordat de Worms* de l'indépendance et renoncent à la domination.

À défaut du saint-siège, la liberté républicaine donnera-t-elle à l'Italie l'unité; secouera-t-elle le joug de la domination allemande? Nouveau mécompte. Arnaud de Brescia attaque les deux pouvoirs; il réunit contre lui Adrien IV et Frédéric I^{er} Barberousse. L'empereur proclame les droits césariens au domaine de la péninsule à Roncaglia, et les confirme par la ruine de Milan. La péninsule n'aura d'unité que celle de la servitude. Frappés par ce grand malheur, les Italiens entrevoient le vrai moyen de salut, la confédération des États particuliers, sous le patronage du saint-siège; mais ils l'entrevoient seulement. Alexandre III ne poursuit jusqu'au bout que sa propre indépendance; la ligue *lombarde* est incomplète, et la victoire de *Legnano* est douteuse. La *paix de Constance* stipule la liberté particulière des villes et confirme la servitude commune de l'Italie. Le César allemand reste le vrai et légitime souverain de la péninsule.

Le saint-siège et les républiques italiennes ne le voient que trop vite. Frédéric II réunit la couronne de Sicile à celle de l'empire. L'Italie est prise comme dans un étau. La lutte recommence, mais avec de nouvelles fautes. Alexandre III avait manqué d'audace; Innocent III, Innocent IV vont trop loin. Le premier n'avait pas voulu l'indépendance entière, les deux autres veulent encore la domination. Innocent IV n'est point satisfait d'avoir sauvé hardiment le saint-siège et l'Italie au concile de Lyon. C'est le royaume de

Sicile qu'il veut, c'est la ruine de cette grande famille des Hohenstaufen, *cette race de vipères*; c'est la domination de l'Italie; et Urbain IV, pour atteindre ce but, ne craint pas d'appeler encore un nouvel étranger et de livrer le midi de la péninsule aux Français angevins.

Quoi d'étonnant, au milieu de ces circonstances terribles, que l'Italie se partage encore? Il n'y a plus d'Italiens, il y a des gibelins et des guelfes; mieux que cela! le roi français de Naples prend bientôt la position politique du pape et rend les deux partis tout à fait étrangers. Les gibelins ne sont plus que le parti allemand, les guelfes le parti français; et Dante, pour échapper à cette honte, se fait *blanc*, et croit avoir été *un parti à lui seul*, tandis qu'il n'est qu'une variété de gibelins.

En vain l'empire disparaît dans *le grand interrègne*, et la papauté dans *la captivité de Babylone*; la discorde reste, comme le fer dans la plaie, et l'Italie est pendant deux siècles indépendante par le fait, mais non par le droit. Il lui est donné, avec profusion, tout ce qui constitue la nationalité même : la science théologique et juridique, saint Thomas et Accurse, la richesse commerciale et industrielle, Venise et Florence, une langue, une épopée, un art, et tout cela original. Ce bien seul qui garantit tous les autres lui est refusé : une constitution politique nationale.

Ce n'est pas, au moins, qu'aucune n'y ait été essayée; bien loin de là. Mais toutes ont dépassé ou n'ont pas atteint la mesure; aucune n'a répondu aux vrais besoins du pays. Après les essais de monarchie impériale ou sacerdotale qui dépassaient les limites de la péninsule, l'un veut l'enfermer dans le mouvant royaume de Naples, l'autre dans l'aventurière tyrannie du Milanais, ceux-là dans les étroites murailles d'une cité républicaine.

Royautés, tyrannies, républiques, comment donneraient-elles à la péninsule l'ordre et l'unité qu'elles ne possèdent pas? Le flot apporte ou remporte, au signal donné par une reine impudique, les Angevins, les Aragonais, les Hongrois même, en vue du Vésuve. La tyrannie a trop à faire pour se maintenir sur le sol héroïque de la Lombardie; elle ne se transmet pas, elle passe violemment des Torriani aux Visconti, de ceux-ci aux Sforza. Les républiques courent toutes les aventures d'une liberté mal constituée; elle vont du cardeur de laine Michel Lando, à l'aventurier condottiere Gauthier de Brienne, de l'anarchie à l'usurpation. L'aristocratique Venise est plus tranquille; mais sa constitution et sa politique orientale la séparent encore plus du reste de l'Italie que ses lagunes. D'où viendrait l'unité?

C'est le même peuple cependant, car vous y rencontrez la même foi, la même pensée, le même but. Il n'est pas un événement arrivé sur un point, auquel le reste soit étranger. Le barbare qui apparaît sur les Alpes fait trembler le pêcheur du golfe de Tarente; la parole qui tombe du Vatican ou du Capitole ébranle toute l'Italie. Du plus grand État au plus petit, du royaume de Naples à la république de Saint-Marin, tous ressentent ce que l'Italie ressent et passent par où elle a passé. En dépit de la division des États, il y a une histoire italienne, et elle n'est autre que ce flux et ce reflux de révolutions qui se propagent de proche en proche tantôt du nord au sud, et tantôt du sud au nord, le long des Apennins; comme ces feux qui, à certaines époques, s'allument successivement sur chacun des sommets de la grande chaîne.

Le but est le même en effet, mais les moyens sont divers; le fond est constant, mais la forme mobile. Et alors, bien que l'individu soit puissant, la masse est faible; bien que chaque chose, prise en particulier, soit grande, l'ensemble est petit. Rien ne se généralise, rien ne se fonde; la mobilité seule et

la discorde durent, c'est-à-dire les deux plus redoutables ennemies de toute nationalité.

C'est le danger que ressentent et que redoutent tous les poètes nationaux de l'Italie; et c'est pourquoi ils font un pénible effort aussi pour se rattacher à un principe d'unité, qu'il faille le demander au delà des monts ou l'implorer du ciel même. Pétrarque est la plus fidèle image de cette douloureuse et inquiète maladie. Il salue dans Rienzi, et avec quel espoir! la liberté qui vient réunir sous le même drapeau toute la famille italienne; Charles IV lui apparaît comme le seul cavalier fait pour dompter la fougueuse Italie; enfin, il voit dans Urbain IV l'intervention du Christ lui-même. Mais l'empereur ne veut que rançonner l'Italie; mais le pape ne revendique que le domaine de Saint-Pierre; mais la liberté républicaine n'est que l'oppression ou la proscription d'un parti. C'est un privilège et non un droit, une conquête égoïste et non un bien commun. La foi chrétienne, féodale et républicaine se perd, car aucune n'a pu donner l'ordre, et Pétrarque, désabusé de tout, finit par l'étude d'Homère, sous la protection d'un Visconti.

La tyrannie et la renaissance, voilà en effet où aboutit l'Italie du moyen âge, entre les mains d'un heureux condottiere et d'un banquier libéral! Il n'y a plus ni parti pontifical, ni parti impérial; la péninsule est constituée en petits États indépendants sous le pouvoir d'un seul; l'Italie est *princière*. La politique est toute d'intérêt, d'égoïsme personnel ou local; le succès est le but de chacun, l'équilibre des forces, celui de tous. Pour y arriver tous les moyens sont bons, même la trahison et le meurtre. Le livre de Machiavel est la vraie théorie politique de l'Italie *princière*. L'inspiration dans les lettres n'est non plus ni chrétienne ni nationale. La foi fait place à l'érudition; le génie italien se

..

plie à l'imitation païenne. L'art est tout dans la forme; la beauté physique devient son idéal, si l'on en excepte le démenti que deux grands artistes donnent à leur siècle, parce qu'ils sont au-dessus de lui. C'était une belle chose que cette découverte de l'antiquité, une grande et profitable école que cette étude des chefs-d'œuvre de la raison et de l'art du paganisme. Mais l'Italie fascinée s'y oublie presque tout entière, et l'admiration tue trop souvent l'originalité. Elle ne s'y est point façonnée, fortifiée comme la France, elle y a trouvé seulement de splendides obsèques.

Le saint-siège est restauré, en effet, mais ce n'est plus la grande papauté du moyen âge, ce n'est pas même celle que demande le siècle; je n'en excepte que la mort de Pie II. Grégoire VII, Innocent III avaient compris le monde dans leurs desseins; les papes de ce temps n'y font pas même entrer l'Italie; ils ne voient pas au delà des États de l'Église. Les deux tentatives de fédération de 1454 et de 1484, dont Guicciardini fait tant de bruit, ne sont que d'artificielles ébauches. Nicolas V, Sixte IV, Innocent VIII, Alexandre VI sont des princes italiens, au même titre que les Sforza ou les Médicis, tantôt païens comme Laurent le Magnifique, ou tyrans comme Ludovic le More. Ils ne s'élèvent pas moralement au-dessus du niveau de leur temps.

C'est un siècle prospère, brillant que la fin du xv^e et le commencement du xvi^e, mais combien en somme inférieur au xiii^e! Son plus grand chef-d'œuvre politique n'est que la raillerie du monde de foi et d'héroïsme qui finit; l'art qui y tient le premier rang, la peinture, est le plus matériel de tous les arts. Son éclat est dans la forme; le fond manque: la vertu et la liberté. Tous ces brillants dehors ne recouvrent que des sépulchres blanchis; et dans une de ces fêtes théâtrales, tantôt folles et tantôt lugubres, qu'il donne à la molle et insoucieuse Florence, un artiste déguisé en spectre,

peut s'écrier : « Nous sommes morts, comme vous voyez, et morts nous vous verrons; nous avons été comme vous êtes maintenant, et bientôt vous serez comme nous sommes. »

Morti siam, come vedete,
 Così morti vedrem voi;
 Fummo già come voi siete,
 Voi sarete come noi.

Arrivée là, l'Italie gardera-t-elle ce qui lui reste encore : l'indépendance? Hélas! qui apprécie la liberté commune, dans la ruine des libertés particulières? et sans la vertu où est la force morale? S'il y a encore du courage en Italie, c'est un courage vénal; le condottiere Alviano se vend à Venise, mais Trivulzio se vend à la France. Savonarole est impuissant à proscrire le paganisme et à renverser la tyrannie, à ranimer la foi éteinte et la liberté morte. Les *barbares* peuvent venir : le traître Ludovic le More les appelle comme un instrument d'usurpation, et le dominicain réformateur comme un instrument de pénitence.

Ils viennent en effet de tous les points de l'horizon : Français, Allemands, Espagnols, Turcs même, prennent la péninsule pour champ de bataille au xvi^e siècle. Qui restera maître du jardin des Hespérides? Le danger est trop grand, les éléments de résistance sont trop petits, pour permettre au saint-siège de sauver l'Italie; c'est sa politique, au moins, qui décide quel sera, entre les rivaux, le maître de la péninsule. Le grand Jules II voudrait davantage; il tente une guerre d'indépendance. Il jette l'Allemand Maximilien entre Louis XII et Ferdinand le Catholique; il préférerait voir l'Italie à l'empire qu'à la France ou à l'Espagne; car l'empire sous Maximilien n'est qu'un fantôme. Mais Jules II

commence par attaquer une puissance italienne, et Léon X ajoute bientôt ses fautes aux siennes.

Le roi d'Espagne devient empereur; Charles-Quint réunit la Sicile à l'Allemagne, comme les empereurs du ^{xiii}^e siècle. C'était le temps peut-être de recommencer la lutte; Léon X scelle le pacte d'alliance; il craint de perdre l'Allemagne qui se sépare de lui à la voix de Luther, et il livre l'Italie à la maison d'Autriche. Les Italiens croient voir la barbarie même intronisée dans le sanctuaire avec Adrien VII (*Il barbaro pontefice*). Un pape italien, un autre Médicis, Clément VII veut conjurer le péril; il est trop tard. Les troupes du traître Bourbon prennent Rome d'assaut; tout est fini, l'Italie est pour plus de deux siècles condamnée à subir la domination austro-espagnole.

Les Italiens eux-mêmes ont flétri cette servitude politique et morale; le ^{xviii}^e siècle, le *seicento*, est pour eux le siècle de la honte. La péninsule se résigne à son malheur. Les princes qui vivent par la permission de Vienne ou de Madrid se disputent seulement le premier rang dans l'esclavage; les peuples restent plongés dans une profonde léthargie. La France grandit sans qu'on s'attache à ses promesses, l'Espagne tombe sans qu'on y cherche une espérance; rien ne bouge, si ce n'est un duc de Savoie au pied des Alpes, et un pêcheur au pied du Vésuve. S'il y a encore du courage italien, c'est au dehors qu'il se montre: Philibert-Emmanuel, Alexandre Farnèse, Montecuculli. A l'intérieur, l'ancien condottiere se fait *bravo*, et ses soldats sont les brigands des Apennins. La vie même paraît indifférente à l'Italie. Les travaux hydrauliques s'arrêtent dans la Lombardie, le désert se fait dans les environs de Rome, dans la Maremme et dans la Calabre. Comment les Italiens prendraient-ils soin de leur gloire? Ils la renient, ils s'en prennent aux lettres, aux arts,

à la renaissance, dont l'éclat n'a fait qu'illuminer leur chute. Le saint-siège est le premier instrument de cette réaction.

Paul III, Pie V, papes pleins de vertu et de rigidité, voient dans le paganisme du xvi^e siècle la cause des périls de l'Église et de l'asservissement de l'Italie, et pour la régénérer ils lui infligent un long jeûne, une rude pénitence. L'ordre des jésuites se fonde; l'Inquisition centralisée, surveille la conduite politique et privée, la pensée même. Les études anciennes sont proscrites; le libre examen banni; l'*Index* commence à ouvrir la volumineuse liste des ouvrages condamnés. L'esclavage des consciences scelle celui des âmes. Sous ce rude régime politique et moral, le caractère national lui-même s'altère, la foi se rapetisse et devient superstition; la passion ne disparaît pas, elle s'oblitére et s'étiole dans le personnage du sigisbée. Dans les lettres et les arts, plus d'indépendance, plus d'inspiration, plus d'originalité. Les historiens se vendent, la poésie devient la servante de la musique; la forme même décline; les patois revendiquent leurs droits sur la langue nationale; la peinture est toute dans les secrets de la palette, et la sculpture dans les habiletés du ciseau. Que pouvait faire, après tout, l'Italie sous la domination de l'Espagne mourante? C'est un cadavre étouffé par un cadavre!

Qu'on ne l'oublie pas cependant; si la péninsule alors n'a pas tout perdu sans retour, indépendance, nationalité, sciences, arts, si elle n'a pas été rayée du nombre des nations, c'est au saint-siège, à lui seul, qu'elle le doit. La maison d'Autriche ne s'est arrêtée que devant Rome, la décadence n'a respecté que le Vatican. Le saint-siège a été le dernier état guelfe; Paul IV résiste encore quand tout est soumis. Paul III, Pie IV, Pie V retrempent la foi par une réforme intérieure de l'Église et raffermissent le saint-siège au concile de Trente. Sixte-Quint donne, dans l'administra-

tion des États de l'Église, un exemple, il est vrai, trop rarement suivi. De tous les princes italiens, Clément VIII seul tient tête à Philippe II, Alexandre VII à Louis XIV. Si la réaction catholique de ce temps inquiète Galilée, elle suscite et protège le savant Baronius, l'auteur de *la Jérusalem délivrée*, et les merveilles, grandes encore après celles de Michel-Ange et de Raphaël, du Carrache, du Dominiquin, du Guide.

La péninsule ne se relèvera cependant pas d'elle-même au XVIII^e siècle. C'est l'étranger encore, et cette fois elle doit le bénir, qui vient la tirer du tombeau de la monarchie espagnole, et lui dire, par la voix des princes des maisons de Bourbon et de Habsbourg, héritiers de l'Espagne : lève-toi et marche. Le royaume de Naples et le duché de Parme redeviennent indépendants sous deux Bourbons, la Toscane passe à un Habsbourg; mais ces princes se font promptement italiens. Le Milanais seul reste en propre à l'Autriche. Enfin, un prince italien, le dernier venu dans la famille, mais à la maison duquel sont réservées peut-être les plus glorieuses destinées, réclame avec énergie et habileté sa part de l'héritage, et ses efforts sont récompensés. Victor-Amédée I^{er} réunit la Savoie, le Piémont, la Sardaigne, et fonde un royaume tout italien; une armée aguerrie, un peuple positif et pratique se forment au pied des Alpes.

Les nouveaux souverains intéressés à la prospérité de leurs États peuvent-ils laisser la péninsule comme ils l'ont reçue des mains agonisantes de l'Espagne? Charles de Naples et son ministre Tanucci, Léopold I^{er} de Toscane, Charles-Emmanuel II de Sardaigne, Benoît XIV et Pie VI, le ministre même de l'Autriche, Firmian, dans le Milanais, travaillent activement à sa régénération morale et matérielle. La hache est portée dans les vieilles institutions et les vieux

abus du moyen âge ; on secoue la léthargie italienne. La péninsule figure honorablement avec Galvani et Volta, Beccaria et Filangieri dans ce siècle des sciences naturelles et sociales. La tragédie et la satire font entendre même par la bouche d'Alfieri et de Parini, de mâles accents. La brusque irruption du jansénisme et de la philosophie française, adoptés par les souverains mêmes, mêle il est vrai ces réformes de quelque intempérance et de quelques erreurs ; Pie VI est obligé de rompre en visière à Joseph II et à Léopold I^{er} ; cependant une œuvre salubre de régénération commence à s'accomplir en Italie, lorsqu'elle est tout à coup surprise par la révolution de 1789.

C'était là une commotion trop violente pour une nationalité convalescente, remise à peine d'une longue prostration. Quelques souverains commencent à opérer des réformes, avec plus de bon vouloir que de prudence peut-être, et voici que la révolution même tente la péninsule. Le caractère, l'esprit publics renaissent à peine, et on leur demande déjà d'héroïques vertus. La péninsule n'a pas encore la liberté, et on lui montre l'indépendance.

Ainsi mise en demeure en temps inopportun, la péninsule se divise. Les souverains, la vieille noblesse et sur plusieurs points les masses ignorantes, se déclarent contre la révolution et contre la France ; une partie de la noblesse et la bourgeoisie les appellent. L'Italie ne s'appartient plus à elle-même ; elle s'enrôle sous le drapeau de la coalition des puissances absolutistes, ou arbore les trois couleurs, et Napoléon Bonaparte, qui eût pu naître un de ses enfants, fait pendant vingt ans ses destinées. Instrument du *Directoire*, il la couvre de républiques : ligurienne, cisalpine, romaine, parthénopéenne, toscane ; établissements éphémères renversés par un souffle de l'absolutisme quand les bataillons

français se retirent ! Instrument de son propre génie, consul et empereur , il la couvre de royaumes et de rois plébéiens, d'origine française : Eugène Beauharnais , Joachim Murat. Encore un peu, et après l'avoir délivrée de l'ombre du Saint-Empire germanique , il la fondra tout à fait dans un nouvel empire français , auquel le roi de Rome du moyen âge ne manque même pas.

Cette initiation à la liberté, à la lutte, à la gloire sous le drapeau français et par un grand homme , n'est pas sans avantages pour la péninsule. L'idée d'un royaume italien du nord , qui serve de boulevard à l'indépendance commune , devient familière à tous les esprits. Les principes de liberté et d'égalité civile, vraies et légitimes conquêtes de la révolution, s'implantent sur le terrain même de la routine ecclésiastique et féodale. Toutes les contrées italiennes passent sous le joug d'une même loi, tous les peuples s'enrôlent sous la même discipline ; les Piémontais et les Romagnols surtout , montrent qu'ils savent à côté des Français mourir pour une idée. La pensée « de régénérer la grande patrie italienne » est évidemment l'un des rêves de Napoléon.

Mais les services de l'étranger ne sont jamais gratuits, et le despotisme gâte même ses bienfaits. La réunion d'une partie de l'Italie à la France est décrétée, et ses propres souverains ne sont que les instruments d'un maître. La révolution a promis à l'Italie l'indépendance, la liberté ; Napoléon la démembre et la domine encore. Un seul souverain résiste à celui qui commande à tous ; la dernière protestation de l'Italie émane de Pie VII. Entraîné par la grandeur et l'excès de ses desseins , Napoléon ne respecte pas celui devant qui les barbares, devant qui l'Autriche s'est arrêtée. On le sent trop alors, l'Italie est l'humble satellite de la France ; ses souverains, les vassaux de l'empereur ; son territoire, le patrimoine de famille du vainqueur. On oublie les bienfaits,

pour ne plus voir que la servitude et les *carbonari* s'unissent aux *sanfédistes*, les libéraux aux rétrogrades, pour chasser les souverains et les soldats français quand l'heure de la chute de Napoléon a sonné !

Malheureuse alliance et victoire plus triste encore ! L'Italie n'aide à la chute de la domination française que pour rentrer sous celle de l'Autriche, encore appesantie, et elle regrette bientôt un despotisme politique qui assurait la liberté et l'égalité civiles, pour un autre qui viole l'une et l'autre. Ce ne sont pas seulement les anciens souverains que les Italiens trompés, battus, ou complices ont rappelés, c'est l'ancien régime tout entier. Il n'y a pas plus de constitution libre que sous l'empire de la France, et les vieux abus sont restaurés. Le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel sont d'accord ; la papauté qui a résisté à Napoléon ne sait plus ni protéger contre l'Autriche, ni consoler la malheureuse péninsule. C'est une époque triste entre toutes. Au *xvii^e* siècle, l'Italie ne connaissait pas son malheur ; au *xix^e* siècle, elle le sent ; douleur poignante, mais qui fortifie ! La littérature devient par la bouche de Manzoni et de Silvio Pellico, la plainte éloquente de la servitude ; les malheureuses tentatives constitutionnelles de 1821 à Naples et à Turin sortent des sociétés secrètes du carbonarisme.

La révolution de 1830 irrite les plaies et appesantit les chaînes de l'Italie, mais non pas encore sans profits. La prise d'armes si modérée de Bologne en 1831 arrache aux puissances le *memorandum* libéral adressé au saint-siège. Grégoire XVI, Ferdinand II ferment, il est vrai, leurs oreilles aux conseils de la prudence et leur cœur à la mansuétude ; la *Jeune-Italie*, avec Mazzini, école radicale et ardente de révolutionnaires, germe et grandit derrière le libéralisme. Les constitutionnels n'obtiennent rien, les républicains deman-

dent tout ; les souverains refusent à leurs sujets des réformes , le gouvernement parlementaire ; Mazzini rêve une Italie démocratique et unitaire, sans souverains et sans pape. Mais les souverains de Piémont et de Toscane, l'empereur d'Autriche même, mieux inspirés , entrent dans la voie des réformes administratives et matérielles. Quelques âmes aussi généreuses que sages dans le Piémont, dans la Toscane, MM. d'Azeglio, Balbo, Montanelli, etc., reprennent confiance dans leurs souverains. Ils applaudissent à leurs réformes, ils espèrent les institutions libérales de leur bonne volonté ; c'est de l'accord de la péninsule avec ses princes qu'ils attendent un jour l'indépendance tant désirée. L'abbé Gioberti même croit que le divorce n'est pas définitif entre le saint-siège et l'indépendance italienne ; il tente d'arracher le pape aux funestes conseils, et d'en faire, comme aux époques glorieuses, le défenseur et le protecteur de l'Italie. C'est alors que Pie IX paraît.

C'est un beau moment en Italie, en Europe même ; on l'a bien oublié aujourd'hui. Mastai Ferretti vient tout à coup réaliser la pensée de Gioberti ; sa main s'ouvre pleine de pardons pour le passé et de promesses pour l'avenir, et les générations italiennes se lèvent avec gratitude et espérance. Toute la phalange constitutionnelle se range derrière le saint-père ; les radicaux se taisent dans le respect et dans l'attente : « Courage, saint-père, » tel est le cri, non pas seulement de Rome, mais de l'Europe civilisée tout entière. Le roi de Sardaigne, le duc de Toscane, cèdent de bonne grâce à ce mouvement réformateur, accordent des institutions libérales et préparent une alliance avec le saint-siège. L'opinion publique condamne l'Autriche, qui étend la main non pas sur Ferrare, mais sur la personne sacrée du pape même ; elle n'a que de l'indulgence pour les mouvements insur-

rectionnels, qui arrachent à Naples une constitution à une résistance opiniâtre et à d'excessives rigueurs. A l'ombre du Vatican, l'Italie renaît à la liberté et peut espérer un jour l'union et l'indépendance. On a pour la première fois le spectacle d'une révolution pacifique, féconde, et qui vient d'en haut. Comment tout a-t-il été subitement compromis?

Comment en un plomb vil l'or pur s'est-il changé?

Pour la seconde fois en soixante ans, la France révolutionnaire compromet par le contre-coup de ses convulsions intérieures, le développement original et régulier des affaires italiennes. 1848 tombe tout à coup en Italie comme 1789, et exige d'elle plus qu'elle ne peut donner.

Quand tout est ébranlé en Europe, tout paraît facile à la péninsule. Milan, Venise en quelques jours se débarrassent des Autrichiens; Charles-Albert, l'épée de l'Italie, arrive sur le Mincio. On touche à l'indépendance: un royaume italien adossé aux Alpes, et occupant toute la vallée du Pô en sera la garantie. Mais le saint-siège recule. Pape, Pie IX ne peut être le complice d'une révolution européenne; souverain des États de l'Église, il ne permettra pas plus qu'au moyen âge la formation d'un grand royaume italien du nord. Ferdinand II, plus résolu, frappe la révolution déjà victorieuse à Naples; et Radetzki, longtemps acculé mais toujours redoutable entre le Mincio et l'Adda, culbute le futur royaume italien à Custozza, reprend Milan et le rejette au delà du Tessin.

La royauté constitutionnelle a échoué après la papauté dans cette œuvre nationale. Quand tout est déjà désespéré, la démocratie vient essayer à son tour de se mettre en ligne, et achève de tout compromettre. Après la Rome pontificale, la Rome démocratique; après Pie IX, Mazzini; après la guerre royale, la guerre populaire; après Charles-Albert,

Garibaldi. La république est proclamée à Rome, à Venise, à Milan ; elle menace ou pousse la royauté à Naples et à Turin, et la papauté au Vatican. Pie IX n'avait fait encore que reculer, il sévit maintenant ; s'il hésitait à devoir l'indépendance péninsulaire au royaume du nord, il la repousse ouvertement des mains de la démocratie et appelle à son aide les armées étrangères et catholiques. L'Italie succombera, mais le Vatican sera sauvé. Charles-Albert, la mort dans l'âme, paraît encore à Novare, non pour vaincre mais pour tomber dignement avec l'Italie ; et l'armée française, sur l'ordre de Louis-Napoléon Bonaparte, président de la République, achève la révolution italienne à Rome, et y ramène victorieusement le pontife-souverain.

Dernier épisode de la vie italienne, cette révolution contemporaine a présenté en petit toute son histoire, et par là renferme un grand enseignement. Papauté, royauté, peuple, n'ont rien pu, isolément, au XIX^e siècle, comme au moyen âge, pour la péninsule ; l'avenir de l'Italie est dans leur intime union. La religion, le pouvoir, la liberté, ne peuvent se passer l'un de l'autre pour la constituer en nation et lui donner l'indépendance. Il faut que ces trois principes se concilient, en se faisant des concessions, dans la constitution intérieure de chacun de ces États et dans leurs rapports mutuels, comme le Piémont commence à en donner l'exemple. La leçon des trois dernières années confirme celle de quinze siècles. Accord et équilibre des principes, confédération des États, là est le problème. Pour le résoudre, il ne faut laisser de côté aucune des forces vives, aucun des éléments de l'Italie.

Ajoutons encore que ce ne serait pas trop d'une main amie et qu'elle est là peut-être. La France n'a pas seulement troublé l'Italie depuis soixante ans ; chaque fois qu'elle a

paru dans la péninsule, elle a laissé quelque chose derrière elle. Après Napoléon, des lois civiles, un code; après le gouvernement de juillet, une tribune sage et libre au pied des Alpes; après la révolution contemporaine, l'armée française. Celle-ci a déjà sauvé Rome de l'Autriche. On peut l'espérer de celui qui l'a envoyée, il ne bornera pas là ses services. L'ordre rétabli en Italie ne peut pas être celui dont parle le poète :

Questa morte
D'ogni idea sublime che ordin si chiama.

Juin 1852.

ERRATA.

<i>Au lieu de :</i>			<i>is23 :</i>
Page 95, ligne 18,	Jean III,		Jean VIII.
110, 8 et 15,	950-975,		952-973.
125, 16,	position d'intérêts,		opposition d'intérêts.
129, 37,	Damas II.		Damase II.
163, 3,	Frédéric II,		Frédéric I ^{er} .
174, 19,	1117-1141.		1217-1241.
195, 22,	Astide l'empereur.		Asti de l'empereur.
260, 17,	Plutarque.		Pétrarque.
276, 14,	Galias Sforza,		Galeas Visconti.
393, 11,	Pierre Stozzi,		Pierre Strozzi.
450, 13.	Firmian Charles-Emmanuel,		Firmian ; Charles-Emmanuel.

CARTES , PLANS ET GRAVURES

CONTENUS DANS L'HISTOIRE D'ITALIE.

CARTES.

	Pages
<u>Italie sous les Lombards.....</u>	<u>78</u>
<u>Italie au xv^e siècle.....</u>	<u>306</u>
<u>Italie au temps de l'Empire français.....</u>	<u>518</u>
<u>Italie en 1852.....</u>	<u>632</u>

PLANS.

<u>Le Golfe de Naples et le Vésuve.....</u>	<u>436</u>
<u>Milan et Gènes.....</u>	<u>586</u>
<u>Florence et Rome.....</u>	<u>615</u>
<u>Venise et ses lagunes.....</u>	<u>649</u>

GRAVURES.

<u>Église Saint-Marc.....</u>	<u>236</u>
<u>Le Baptistère, le Dôme, la Tour penchée.....</u>	<u>237</u>
<u>Le Campo Santo.....</u>	<u>238</u>
<u>Château Saint-Ange.....</u>	<u>379</u>
<u>Église Saint-Pierre.....</u>	<u>393</u>
<u>Cathédrale de Milan.....</u>	<u>513</u>

HISTOIRE D'ITALIE.

PREMIÈRE PÉRIODE.

DÉCADENCE ET CHUTE DE L'ITALIE ROMAINE (395-476).

CHAPITRE PREMIER.

ÉTAT DE L'ITALIE A LA FIN DU QUATRIÈME SIÈCLE DE NOTRE ÈRE (395)¹.

DÉCHÉANCE POLITIQUE DE L'ITALIE, DU SÉNAT ET DE ROME. — ORGANISATION POLITIQUE DE L'ITALIE. — IMPUISSANCE DE L'ADMINISTRATION; RUINE DE L'AGRICULTURE; MISÈRE DE LA PÉNINSULE. — AFFAISSEMENT DES CARACTÈRES; DÉCADENCE DU SENTIMENT RELIGIEUX, DE LA LITTÉRATURE ET DES ARTS. — L'ARMÉE ET L'ÉGLISE, SEULES INSTITUTIONS VIVANTES, MAIS PEU PROPRES A SAUVER L'ITALIE.

Déchéance politique de l'Italie, du sénat et de Rome.

A la fin du iv^e siècle de notre ère, à cette époque de crise où l'antiquité finit et où le monde moderne commence, les vices qui minaient l'empire romain au dedans, les dangers qui l'entouraient au dehors, apparaissaient avec un caractère plus menaçant, à Rome et dans l'Italie, que dans les autres provinces. Ce peuple romain qui, par l'énergie de son courage et son esprit de discipline, avait sous la république

1. Voy. pour les histoires générales de l'Italie: Denina, *Révolutions d'Italie*; Leo et Botta, *Histoire d'Italie depuis les premiers temps jusqu'à nos jours*; Sismondi, *Républiques Italiennes*; les collections de Muratori, Fantuzzi, etc. Pour ce chapitre particulièrement: Savigny, *Histoire du droit Romain*, et Karl Hegel, *Städteverfassung von Italien*. Consultez pour la constitution de l'empire sous Dioclétien et Constantin, dans notre collection, Buruy, *Histoire Romaine*.

dompté et gouverné tant de nations, était tombé, à la mort du grand Théodose, dans l'abâtardissement le plus complet; et l'Italie, après avoir versé sa robuste population par tous les défilés de ses montagnes et les rives de toutes ses mers, de l'Atlas au Rhin et au Danube, du Tigre et de l'Euphrate à l'océan Atlantique, maintenant amollie et dépeuplée, attendait avec effroi l'invasion des barbares qu'elle n'avait pu soumettre.

Depuis plusieurs siècles tout annonçait cette déchéance. La péninsule avait perdu de bonne heure le privilège de produire et de nommer les empereurs. L'Espagne avec Trajan et Adrien, la Gaule avec Antonin, l'Afrique avec Sévère, la Syrie avec Caracalla, la Pannonie avec Décius et Aurélien, l'Arabie avec Philippe, la Dalmatie avec Dioclétien, avaient conquis successivement l'honneur de donner des maîtres à l'Italie et au monde. Depuis Antonin, deux Italiens à peine avaient pris place dans la nombreuse suite des empereurs.

Ces maîtres étrangers ménageaient peu le vieil orgueil romain. Sous la république, la jouissance des droits de la cité mère, de la cité conquérante, n'avait guère dépassé les limites de la péninsule. Sous l'empire, déjà Claude, un des premiers Césars, avait admis la Gaule entière au partage; le Syrien Caracalla, d'un trait de plume, accorda à tous les sujets les droits du citoyen et fit descendre l'Italie au niveau des provinces qu'elle avait réduites, bien plutôt qu'il n'éleva celles-ci au rang du pays dominateur. La puissance du sénat romain, ce corps célèbre dont la persévérante politique avait fait autant que les armées pour la grandeur de la république, avait été frappée dans la même mesure. Auguste lui avait déjà fait sa part bien petite; Adrien lui enleva les restes de son autorité législative; Gallien interdit à ses membres l'honneur de commander les armées; Constantin, dans sa nouvelle organisation monarchique, lui ôta toute influence sur l'administration générale de l'empire et le réduisit à n'être plus guère qu'un corps municipal.

Cependant jusqu'à Dioclétien, et Constantin, Rome et l'Italie étaient restées sinon la tête, du moins le centre de l'empire. Mais le premier, par l'établissement de sa tétrar-

chie, relâcha tous les liens qui unissaient les provinces à l'Italie, et, au sein de la péninsule même, suscita une rivale à Rome dans la ville de Milan, résidence de l'Auguste d'Occident; le second, en fondant Constantinople pour donner un boulevard à la Grèce et à l'Asie, éleva une seconde Rome et acheva de briser tous les rapports de l'Italie avec l'Orient. La scission du monde romain, ainsi préparée, fut consommée définitivement par le partage de l'empire, après Théodose, entre ses deux fils Arcadius et Honorius. L'Italie n'était plus que le centre administratif des provinces de l'Occident, au moment où elles furent toutes menacées par l'invasion. Elle avait même déjà perdu en partie sa première ligne de défense. Les Germains, en effet, avaient franchi le Danube et gravissaient les pentes septentrionales des Alpes comme pour aller contempler d'avance les belles campagnes et les riches cités qui devaient être leur proie.

Sous Honorius les provinces au nord et à l'ouest des Alpes vont se détacher de l'Italie, soit sous l'effort des barbares qui franchiront les frontières, soit sous celui d'usurpateurs qui rejeteront un pouvoir habile à opprimer, incapable de défendre. La péninsule réduite à elle-même sera-t-elle au moins assez forte pour sauver son indépendance, sa nationalité, dans la dissolution générale de l'empire?

Organisation politique de l'Italie.

L'Italie semblait, à ne considérer que les dehors, avoir reçu une organisation faite pour assurer la prospérité d'une région si heureusement douée par la nature. Dans la division administrative de l'empire d'Occident, l'Italie était à la tête de la première préfecture, qui comprenait trois diocèses : celui de l'Italie proprement dite avec la Sicile, la Sardaigne et la Corse; celui d'Illyrie avec ses robustes et montagnardes populations de Dalmatie, de Norique et de Pannonie, d'où étaient sortis tant de vaillants empereurs et de si nombreux soldats; enfin celui d'Afrique avec ses fertiles contrées du territoire carthaginois, de la Byzacène et de la Numidie. L'Afrique et l'Illyrie, liées ainsi administrativement à l'Italie, sous l'autorité supérieure d'un préfet résidant à Milan, ser-

vaient à la péninsule de grenier et de boulevard; elles devaient assurer son approvisionnement et sa défense.

Elle-même, mise comme diocèse sous l'autorité d'un vicairé dépendant du préfet de Milan, renfermait dix-sept provinces ayant chacune un caractère particulier. Au nord les deux Rhéties devaient, avec leurs nombreuses légions, défendre la frontière du haut Danube; à l'ouest les Alpes cottiennes gardaient le défilé de Suze, et, dans la Méditerranée, la Sicile, la Corse et la Sardaigne formaient comme autant d'avant-postes, comme une seconde enceinte fortifiée et pourvue de dépôts d'hommes et de vivres. Dans le large bassin du Pô, la Vénétie et l'Istrie occupaient, entre les Alpes juliennes, l'Adige et la mer, la contrée montagneuse, coupée par les torrents de la Brenta et du Tagliamento qui se jettent au fond de l'Adriatique, et concentraient dans l'active ville d'Aquilée tout le commerce du Nord avec l'Orient; la grande province de Ligurie, qui allait de l'Adige à Gènes, traversée par l'Oglio, l'Adda, le Tessin, baignée par les lacs de Garda, de Côme et Majeur, s'étendait sur les deux rives du cours supérieur du Pô et voyait s'élever dans ce *paradis italien*, qui gardait encore quelque fécondité au milieu de l'appauvrissement général, la nouvelle rivale de Rome, Milan; enfin, en deçà du Pô, jusqu'aux premières crêtes des Apennins, l'Émilie, moins riche et moins vaste, renfermant dans son sein les villes de Plaisance et de Parme, était comme chargée de défendre l'entrée de la péninsule même, les défilés des monts, et le cours du Rubicon, ruisseau autrefois sacré.

Au centre la chaîne nue et sauvage des Apennins, en s'engageant dans la Péninsule, séparait la Flaminie, tournée vers l'Adriatique où se baignait Ravenne, bientôt le dernier asile des empereurs, de l'Étrurie, qui communiquait par l'Arno avec la Méditerranée occidentale. Rome, qui avait un préfet particulier, était comme flanquée de trois anciennes et robustes provinces : la Sabine qui se cachait sous le nom adouci de la Valérie, le Picénium et le Samnium, qui n'avaient plus conservé d'eux-mêmes que leur nom. Une partie de ces provinces désignée quelquefois sous le nom de *Suburbicaire*, était particulièrement liée à Rome dont elle

formait le diocèse. On avait fait à la vieillesse de Rome comme une couronne de ces premières conquêtes qui furent l'origine de sa prodigieuse fortune. Au midi, la Campanie, avec ses anciennes limites, avait vu s'accroître et s'embellir Naples, qui paraissait déjà dominer la Sicile, heureuse si elle n'avait énérvé davantage encore ses habitants en ajoutant aux délices de son climat toutes les délicatesses de la civilisation. A l'extrémité de la péninsule, le Brutium, joint à la Lucanie avec Cosenza pour capitale, à l'ouest du golfe de Tarente, et la Calabre réunie à l'Apulie avec Lucérie pour chef-lieu ; à l'orient, regardaient, la première vers l'Afrique dont elle avait presque le climat, l'autre vers la Grèce avec laquelle elle entretenait d'assez actives communications.

Chacune de ces provinces était gouvernée par un président ou consulaire qui dépendait du préfet de l'Italie. Dans toutes les villes importantes résidait un comte chargé de représenter le pouvoir central. Ces agents, qui relevaient tous du conseil de l'empereur, composé de sept ministres, le grand chambellan, le maître des offices, le questeur, le comte des largesses, le comte du trésor privé et les deux chefs de la garde palatine (*comites domestici*), transmettaient et faisaient exécuter sa volonté dans toutes les parties de la péninsule, jugeaient et assuraient l'assiette et la rentrée des impôts, sans cependant bannir de l'Italie toute espèce de liberté.

Au sein des provinces les villes avaient en effet conservé leur constitution municipale. L'ordre des curiales, composé des plus riches (*ordo decurionum*), formait dans chaque cité une *curie* ou sénat chargé du soin des intérêts locaux et du choix des *duumvirs* ou des *quatuorvirs* qui rendaient la justice en première instance, et du *curator* ou *ensor* qui administrait les biens et revenus de la cité. Pour la protection spéciale des intérêts du peuple qui n'avait point accès dans la curie, un *défenseur* était élu par la masse des citoyens moins aisés, et assez souvent groupés selon leurs métiers en différentes corporations : il était fâcheux seulement que l'avidité impériale, faisant de ce dernier reste de liberté un instrument de tyrannie, rendit les cu-

riales responsables des impôts, et les autorisât à faire retomber sur les pauvres les vexations qu'ils éprouvaient eux-mêmes de la part des agents du fisc.

Impuissance de l'administration ; ruine de l'agriculture ; misère de la péninsule.

Cette organisation savante ne conjurait pas les misères que le despotisme impérial avait multipliées en Italie plus encore que dans le reste de l'empire. L'agriculture, première condition de la force et de la prospérité d'un peuple, avait péri complètement dans un des pays les plus fertiles de l'Europe. Déjà, sous la république, les grands propriétaires, voyant dans leurs esclaves de mauvais cultivateurs, et trouvant trop coûteux le travail des hommes libres, avaient converti leurs terres labourables en vastes prairies¹. Vespasien et Titus, en enlevant aux colonies, bourgs et villages les pâturages et bois communs², achevèrent d'un coup la ruine de tous les petits propriétaires, qui, faute de cette ressource, cessèrent de continuer la culture, vendirent leurs terres, ou se firent colons des plus riches. Qu'on ajoute à cela, par suite de l'influence de l'argent en Italie, la cherté des bras et par conséquent des produits du sol, et l'on comprendra comment ces immenses propriétés (*latifundia*), qui n'étaient que jardins de luxe près des villas et vastes prairies tout à l'entour, couvrirent la péninsule, et comment l'Italie devint tributaire pour sa subsistance de pays moins favorisés de la nature, mais mieux cultivés.

Tant que l'Italie jouit du privilège de l'exemption de l'impôt, que les empereurs y répandirent l'or des provinces et les esclaves faits prisonniers sur l'ennemi, une prospérité factice cacha ces causes de ruine. Mais lorsque la *capitation*, l'*indiction*, l'*or lustral et coronaire* pesèrent aussi sur l'Italie déchue et que les provinces se disputèrent les esclaves pris sur les barbares, la misère, la dépopulation s'accrurent dans une proportion effrayante. Les grands pro-

1. « Propter avaritiam contra leges ex segetibus fecit prata. » Varro, lib. II, de *Rustica* ; *proamium*.

2. « Compascua, silvæ communes. » V. Siculi Flacci, de *Cond. agrorum*, ed. Gæssii.

priétaires à leur tour, les sénateurs surtout, qui ne pouvaient avoir de fonds et d'immeubles qu'en Italie, furent frappés, et la petite propriété écrasée acheva de disparaître. Dans les villes, le corps des curiales, épuisé par la responsabilité des impôts qui pesaient sur lui, non-seulement ne put entretenir les monuments, les murailles, les aqueducs des cités, mais tomba sous le poids des charges qui s'augmentaient tous les jours, et vit ses membres chercher à sortir de la curie pour se réfugier au moins parmi les colons. Les campagnes voyaient s'opérer un mouvement contraire; les petits possesseurs ruinés se réfugiaient dans les villes comptant sur les distributions, cependant plus rares, de pain et d'huile. En vain la loi chercha à retenir le curiale dans la cité, le colon sur son champ, l'ouvrier même à son métier, en enchaînant le propriétaire à la curie, l'agriculteur à la glèbe, le travailleur à la corporation; on vit les villes démantelées et en ruine remplies de mendiants affamés et avides des spectacles du cirque; on vit les campagnes parcourues en tous sens par des brigands qui s'assemblaient en troupes pour piller les villas ou les faubourgs des cités, et se réfugiaient dans les gorges des Apennins auprès des pâtres, complices et recéleurs de leur brigandage; on vit enfin le fisc qui ne pouvait plus mettre la main sur ses agents responsables, et les propriétaires que leurs esclaves abandonnaient pour aller augmenter le nombre des brigands, faire la chasse aux hommes afin de ramener les curiales dans la cité et les cultivateurs à leurs travaux.

Au III^e siècle déjà le mal était si grand que plusieurs empereurs avaient senti la nécessité d'y remédier. Aurélien avait tenté de repeupler la Toscane et la Ligurie. Valentinien, en 370, établit des barbares sur les bords du Pô pour en cultiver les rives. Frigeried, général de Gratien, un peu plus tard, transplanta des Goths, des Taïfales et des Huns, entre Parme, Modène et Reggio, qui, selon saint Ambroise, n'étaient plus que des ruines et des cadavres de cités (*tot semiruta urbium cadavera*): Honorius sera bientôt obligé d'exempter de l'impôt cinq cent mille journaux de terre devenus stériles dans la fertile Campanie. Le fisc recule devant les ruines qu'il a faites.

Le commerce ne pouvait combler les vides qu'une agriculture défailante laissait dans les approvisionnements. Les habitants de la péninsule, à l'exemple des anciens Romains, avaient opiniâtrément conservé le mépris de l'antiquité pour le travail des mains; et l'Italie recevait du dehors non-seulement les denrées de première nécessité, mais celles de luxe, les draps, les soieries, sans rien produire et sans rien exporter elle-même.

Affaissement des caractères; décadence du sentiment religieux, de la littérature et des arts.

L'affaissement des caractères, la démoralisation, avaient suivi naturellement l'abaissement politique et la misère générale; les soldats, les défenseurs de l'Italie, étaient, ainsi que les empereurs, comme le produit de l'importation étrangère. L'Italie n'enfantait plus ni généraux, ni légionnaires. Les sénateurs, les *clarissimes*, les *perfectissimes*, après s'être plaints d'être éloignés des commandements militaires, avaient fini par tenir à honneur cette exemption qui les dispensait du courage. Avides des charges civiles, si lucratives, ils croyaient déroger en paraissant dans les armées. Depuis près de deux siècles, l'Italie n'avait pas fourni un seul officier remarquable. Les empereurs, après avoir pris les généraux parmi les provinciaux, les choisissaient maintenant parmi les barbares; Théodose confiait le commandement général des troupes d'Occident à Stilicon, Vandale d'origine. Tels généraux, telles armées; les légions n'étaient elles-mêmes depuis longtemps remplies que d'étrangers, de barbares, à défaut de nationaux! Le peuple des grandes villes italiennes fuyait le service militaire, regardé autrefois comme le privilège des propriétaires. Les descendants des Romains se coupaient les doigts pour y échapper. Les sénateurs, de leur côté, offraient de l'or à l'empereur pour qu'on n'enrôlât point leurs colons et leurs esclaves et qu'on n'achevât pas la désertion complète des campagnes. La défense du sol sacré était remise forcément à des barbares soldés, frères de ceux qui le menaçaient.

Après tout, si les Italiens ne combattaient plus, c'est qu'ils

n'avaient, pour ainsi dire, plus ni patrie, ni religion. L'Italie avait cessé d'être la terre nourricière qui autrefois formait tant de fortes générations. La religion, celle du moins qu'ils étaient habitués à considérer comme autochtone, qui se rattachait à tout leur passé glorieux, celle dont les temples et les images couvraient encore le sol, disparaissait pour faire place à une autre foi venue de l'Orient; celle-ci s'imposait irrésistiblement à eux, il est vrai, mais sans étouffer un reste de sympathie pour de vieilles et chères croyances; ils ne se sentaient plus païens, mais ils ne s'abandonnaient pas sans réserve et sans regret à une religion qui les subjuguait sans les attendrir, sans les ranimer encore.

Ainsi, le sénat romain venait d'envoyer successivement quatre ambassades à Théodose pour obtenir la restauration de l'autel et de la statue de la Victoire dans le temple où il s'assemblait; et il avait fallu tout le zèle ardent et la persistance de l'archevêque de Milan, Ambroise, pour vaincre dans l'esprit de l'empereur l'éloquence toute païenne du sénateur Symmaque. Quelque temps après, quand Théodose tout-puissant obtint de la majorité du sénat, après une discussion solennelle, la condamnation de Jupiter et l'exaltation du Christ, une assez forte minorité protesta. Théodose, armé du glaive de la loi, put proscrire les sacrifices, fermer les temples, dissoudre les collèges des prêtres païens; les plus zélés d'entre les chrétiens, à la suite de quelques moines, se précipitèrent sur les temples pour abattre, sans respect pour l'art, ces sanctuaires des vieilles superstitions. Les Italiens ne défendirent ni leurs anciens prêtres, ni leurs idoles; quelques membres du vieux collège des pontifes quittèrent même leurs ornements païens pour revêtir la robe blanche des néophytes; et le peuple remplit quelques-uns de ces temples, convertis en églises chrétiennes, comme le Panthéon à Rome. Néanmoins, dans l'esprit de beaucoup, la fortune de l'Italie semblait condamnée avec ses anciens dieux; et quand un nouveau malheur arrivait, ceux qui, avec Zosime, dénonçaient l'abandon de la vieille religion comme la cause du mal, étaient plus nombreux que ceux qui, sur la foi de saint Augustin et de Salvien, regardaient l'inva-

sion des barbares et la chute de l'empire comme un châtiement providentiel des crimes des païens.

Les lettres et les arts étaient tombés avec la liberté, la grandeur et la religion de la vieille Italie; la péninsule était devenue tributaire des contrées voisines pour les dons de l'esprit comme pour les besoins du corps et les mâles vertus du cœur. Augustin était venu d'Afrique enseigner la rhétorique dans la patrie de Cicéron, de Pline et de Tacite. Pacatus avait été appelé de Gaule pour faire le panégyrique de Théodose. C'était un Grec, Claudien, qui retrouvait l'art de Virgile et de Lucain pour chanter les dernières victoires de Rome sur les barbares; il fallait un Égyptien, Macrobe, pour recueillir avec un pieux respect, qu'on n'était pas en droit d'attendre de lui, les secrets du foyer romain et du culte effacé des dieux pénates. Ambroise, archevêque de Milan, et Paulin de Nôle, venus jeunes il est vrai en Italie, étaient nés en Gaule. Un soldat né à Antioche, Ammien Marcellin, était le seul enfin qui se servit de la langue de Tite Live pour raconter quelquefois avec indignation et douleur les misères de l'empire. Les citoyens opulents, parés des noms de Rabur-rus et de Tarrasius pour imposer au vulgaire, vêtus de robes flottantes de soie et de pourpre, avaient assez à faire de pratiquer l'usure ou de donner des festins dans leurs maisons de campagne de Puteoli et de Caiète; ils n'entraient même plus dans leurs bibliothèques qui restaient fermées comme des tombeaux où le jour ne pénétrait jamais. Et le peuple, n'avait-il pas sa journée bien remplie? Dès le matin, il allait se plonger dans les vastes bassins des Thermes, il courait recevoir le pain et le lard de la distribution gratuite; alors bien repu, sans travail, il s'asseyait au cirque pour suivre pendant des heures entières le char qui portait la couleur préférée ou pour parler encore des combats regrettés des gladiateurs; le soir avait aussi son emploi, c'était le moment réservé aux plaisirs de la taverne. Dans une famine, à Rome, quand il s'agira de débarrasser la ville de quelques bouches inutiles, le peuple fera mettre dehors les grammairiens et les rhéteurs pour garder les mimes, les pantomimes et les bateleurs, qui lui font oublier la faim sur le théâtre.

De l'art il n'en faut non plus parler. Les Romains dégradèrent eux-mêmes les vieux monuments de leur gloire pour y puiser les matériaux de leurs nouvelles demeures. Les sénateurs faisaient encore couler leurs statues en or ou en bronze pour éterniser leur nullité vaniteuse. Mais quand il s'agissait d'élever un arc de triomphe à un empereur victorieux, faute d'artistes, on dépouillait l'arc de Trajan de ses bas-reliefs et de ses colonnes. Le christianisme même n'avait pas encore la puissance d'animer la pierre; il ravissait les vingt-quatre colonnes de marbre violet du môle d'Adrien pour orner la basilique de Saint-Paul.

L'armée et l'Église, seules institutions vivantes, mais peu propres à sauver l'Italie.

Deux institutions seulement avaient encore quelque vie en Italie, l'armée et l'Église; mais elles étaient peu propres à soutenir l'ancien ordre de choses, et se trouvaient atteintes même jusqu'à un certain point de la décadence universelle. Un maître général de la milice, qui avait sous ses ordres un maître de la cavalerie, un maître de l'infanterie et des ducs et comtes chargés de surveiller les frontières et de défendre les provinces, commandait l'armée encore fortement organisée; mais les cadres étant remplis par des barbares au service de l'empire, ce n'était plus le vieil esprit romain qui animait les légions. Avec les mœurs et les coutumes de tous les peuples représentés dans les armées romaines, l'indiscipline et le caprice naturels à ces barbares avaient pénétré dans les armées. Accoutumés à suivre le chef de guerre qui leur promettait le plus de butin, ces mercenaires s'attachaient moins à l'empereur, symbole de l'unité de l'empire, qu'au maître de la milice, souvent au général barbare qui les commandait. Braves, aimant la guerre, mais plus encore les jouissances que leur offrait la civilisation corrompue des provinces romaines, n'ayant de romain que le nom, ils étaient prêts aussi bien à défendre l'Italie contre les autres barbares, qu'à se joindre à eux pour s'en assurer la possession.

L'Église n'avait pas un attachement beaucoup plus pro-

fond pour un ordre de choses sorti tout entier du paganisme ; en Italie, comme partout, elle voyait dans les barbares des hommes à convertir plutôt que des ennemis à combattre ; elle se disposait non à sauver l'Italie, mais à adoucir l'orgueil et la férocité des vainqueurs, les misères des vaincus, et à préparer leur union dans la commune patrie du christianisme.

Dans l'Italie, d'ailleurs, elle était moins active, moins féconde en grands caractères qu'en d'autres contrées, que dans la Gaule, par exemple. Si là aussi elle jouissait d'importantes immunités, si les évêques à Rome, à Milan, à Aquilée, à Pavie, à Ravenne, élus *défenseurs* du peuple, commençaient à devenir les personnages les plus importants de la nation, il est remarquable cependant que parmi les nombreux conciles qui furent tenus à la fin du iv^e siècle et au commencement du v^e, on en voit beaucoup s'assembler en Afrique, en Gaule, en Orient, et très-peu en Italie. Saint Ambroise, le tout-puissant et ardent évêque de Milan, était loin d'avoir une influence aussi grande dans l'Église que saint Jérôme de Bethléhem et saint Augustin d'Hippone. Après sa mort, arrivée en 397, saint Paulin de Nôle soutint seul encore et faiblement la gloire de l'Église d'Italie.

On ne voyait point dans la péninsule l'ardeur que mettaient l'Afrique et la Gaule à poursuivre, à condamner l'hérésie. En face de saint Ambroise, seul sur la brèche, et comme sous sa main, dans Milan, l'arianisme qui s'attaquait à la divinité même de Jésus-Christ, levait audacieusement la tête contre l'orthodoxie. Le siège de Rome excitait déjà, par son importance et par ses richesses, en 366, l'ambition rivale d'Ursin et de Damase. Néanmoins, quoique les antiques destinées de la ville éternelle, la tradition de la mort des apôtres Pierre et Paul, et la dignité de Patriarcat, dont il était seul revêtu en Occident, tendissent à lui donner naturellement une sorte de suprématie sur les autres Églises, ses illustres titulaires ne semblaient pas encore bien ardents à en accroître, à en étendre les prérogatives. Les évêques d'Hippone, de Bethléhem et de Milan jouaient un rôle bien plus considérable que celui de Rome.

En vain Gralien, par une loi de 381, accordait au pape le pouvoir de décider des difficultés survenues entre les évêques, et dans la même année le concile de Constantinople, en donnant le premier rang au siège de cette capitale de l'Orient, après celui de Rome, reconnaissait implicitement la suprématie romaine; les évêques de Rome n'osaient encore agir avec autorité. En 404, par exemple, quand l'Église tout entière fut troublée par la déposition de Chrysostome à Constantinople, le pape Innocent hésita longtemps à se prononcer, empêché, dit-il, dans une de ses lettres, par des personnages puissants; et il n'épargna point au courageux évêque de Byzance la mort dans l'exil. L'ambition du saint-siège s'éveillera bientôt, elle se fera sa place dans la péninsule; mais elle sommeillait encore, et semblait partager la langueur qui frappait alors toutes les institutions de l'Italie.

Ainsi, doublement épuisée, sous la république, par les héroïques efforts d'une ambition qui voulait tout soumettre; sous l'empire, par un despotisme plus pesant parce qu'il était plus proche, l'Italie, après l'épreuve d'une puissance excessive et d'une oppression sans exemple, était moins capable encore que le reste des provinces de résister aux barbares qu'un instinct secret poussait de préférence dans ses campagnes et sur sa capitale.

CHAPITRE II.

DISSOLUTION ET CHUTE DE L'EMPIRE D'OCCIDENT (393-476)¹.

L'EMPEREUR HONORIUS ET LE BARBARE STILICON (395-398). — L'ITALIE SAUVÉE D'ALARIC ET DE RADAGAISE; L'EMPIRE PERDU (403-406). — ASSASSINAT DE STILICON PAR HONORIUS (409); PRISE DE ROME PAR ALARIC (410); MORT DU ROI VISIGOTH (411). — LE MINISTRE CONSTANTIUS ET LA PRINCESSE PLACIDIE (411-423). — L'EMPEREUR VALENTININ III ET LE BARBARE AÉTIUS (425-455). — LE PAPE SAINT LÉON ET LES BARBARES ATILA ET GENSÉRIC; DEUXIÈME PRISE DE ROME (452-455). — LE SUÈVE RICIMER; LES EMPEREURS AVITUS, MAJORIEN, SÉVÈRE, ANTHÉMIUS ET OLYBRIUS (455-472). — LES DERNIERS EMPEREURS; LES BARBARES ORESTE ET ODOACRE; ABDICATION DU SÉNAT ROMAIN (472-476).

L'empereur Honorius et le barbare Stilicon (395-398).

Après la mort de Théodose, le premier personnage de l'empire romain, partagé entre deux enfants, l'Orient à Arcadius, l'Occident à Honorius, était un barbare, le Vandale Stilicon.

Revêtu du titre de *maître général* d'une milice qui comptait plus d'étrangers que de nationaux dans son sein, époux de la nièce même de Théodose, la belle et adroite Sérène, Stilicon avait été chargé de la tutelle d'Honorius et de la régence de l'Occident, peut-être même du soin des deux empereurs et des deux empires. Il s'assura d'abord en homme de précaution du pouvoir militaire. Tandis que Sérène, à Milan, s'emparait de l'esprit du jeune Honorius, auquel elle promit sa fille et qu'elle domina longtemps, il mit la main sur l'armée rassemblée dans la haute Italie après la guerre contre Arbogast; et en la partageant entre les deux empereurs, il eut soin de garder pour Honorius, c'est-à-dire pour lui-même, les troupes les plus braves et les mieux disciplinées. Habile et ambitieux, plein d'énergie et d'astuce, soupçonneux et vindicatif, il avait les qualités

1. Voy. Gibbon, *Histoire de la chute et de la décadence de l'empire romain*; J. Lebeau, *Histoire du Bas-Empire*; Crévier, *Histoire des Empereurs*; Le Nain de Tillemont, *Histoire des Empereurs*; Jornandès, *Annales des Goths*; Aschbach, *Geschichte der Westgothen*.

et les défauts qu'une si haute fortune, au milieu d'un monde civilisé et corrompu, devait développer dans un barbare. Le sort de l'Italie et de l'empire était attaché au soin de son intérêt personnel et de son ambition jalouse; le jeune Honorius, faible de corps et imbécile d'esprit, n'ayant d'autre souci que celui d'élever des poulets pour son plaisir..

Le noble désir de gouverner et de défendre l'Occident et l'Orient, l'envie de punir Rufin, ministre d'Arcadius, rival qui l'avait voulu perdre et qu'il méprisait, portaient Stilicon à vouloir exercer dans tout l'empire le pouvoir que lui avait laissé Théodose. Il sentait que l'unité du commandement était une condition de salut pour tout le monde romain, et il regardait Arcadius et son ministre comme incapables de contenir la nation des Visigoths qui avait déjà franchi le Danube. Sous prétexte de conduire lui-même à Arcadius les troupes de l'Orient, qu'il avait composées des plus faibles et des plus turbulentes, il se dirigea d'abord sur Constantinople, pour se rendre maître aussi du pouvoir en Orient au nom d'Arcadius. Arrêté par un ordre que Rufin dicta à son pupille, il confia le commandement des troupes au Goth Gaïnas, avec la mission de le venger, sans toutefois renoncer encore à ses projets. L'année suivante (396), il profita de l'invasion prévue des Goths dans l'Attique et dans le Péloponnèse pour chercher à acquérir des droits à la faveur d'Arcadius en le défendant. Il débarqua avec une armée, près des ruines de Corinthe, dans l'intention de couper la retraite au chef des Goths; Alaric, qui venait de piller Argos et Sparte; il le resserrait déjà et l'enveloppait sur les monts Pholoé, aux frontières de l'Élide, et espérait le forcer bientôt par la famine, lorsque Alaric, profitant de la négligence de quelques soldats, traversa les retranchements romains et regagna, à marches forcées, le nord de la Grèce.

Ayant éprouvé un échec au lieu de rendre un service, le ministre de l'Occident fut mal récompensé; l'eunuque Eutrope, nouveau ministre d'Arcadius, déclara Stilicon ennemi public pour être entré en armes dans l'empire d'Orient, et octroya à Alaric le gouvernement de la province d'Illyrie orientale, avec le titre de maître de la milice. Les

Goths furent ainsi mis entre Stilicon et la cour d'Arcadius, et le danger qui menaçait incessamment la Grèce détourné sur l'Italie, dont Alaric devenait le redoutable voisin.

Stilicon n'eut plus qu'à gouverner et à défendre l'empire d'Occident. La tâche était déjà assez rude. Le Maure Gildon, comte militaire d'Afrique, s'était emparé de l'administration civile et des finances de la province, et comme il continuait d'assurer à l'Italie l'arrivage des grains, il n'avait pas été troublé jusque-là dans son usurpation, et jouissait depuis plusieurs années d'une sorte d'indépendance. Il désira la rendre plus complète, et reconnut l'empereur d'Orient, maître si éloigné et si faible qu'il ne devait pas être bien importun. Celui qui avait voulu gouverner deux empires ne laissa pas diminuer le sien : Stilicon fit acheter des blés de la Gaule sur la demande du préfet de Rome Symmaque, pour approvisionner la ville pendant la guerre, et envoya en Afrique, à la tête de cinq légions de vétérans, le propre frère du rebelle, Mazascel, qui s'acquitta de cette mission fratricide avec une haine tout africaine. De retour à Milan, le vainqueur excita par sa fierté la jalousie et les soupçons de Stilicon. Un jour qu'il accompagnait le Vandale il fut précipité d'un pont dans la rivière où il se noya, aux yeux mêmes de Stilicon, sur le visage duquel on ne put surprendre qu'un sourire de secrète satisfaction (398).

**L'Italie sauvée d'Alaric et de Radagaise; l'empire perdu
(403-406).**

Toutes les frontières, le Rhin, le Danube étaient alors menacées ; mais pour l'Italie, l'ennemi le plus voisin et le plus redoutable était sur les Alpes orientales. Alaric, chef d'un vaillant peuple depuis longtemps errant dans l'empire, poussé lui-même par l'ambition et le désir de la vengeance, n'avait accepté l'Illyrie, pays montagneux et déjà souvent ravagé, que pour se préparer à l'échanger contre une conquête plus riche. Il avait à sa portée plusieurs des grandes manufactures impériales où l'on fabriquait les armes nécessaires aux soldats, dans les villes de Margus, de Ratiaria, de

Naïssus et de Thessalonique; il leur commanda une quantité considérable de lances et d'épées, de casques et de boucliers; et il parcourut les bords du Danube pour ramasser tous les débris épars de ce peuple visigoth qui, fuyant devant les Huns, avait demandé, vingt-cinq ans auparavant, asile dans l'empire à l'empereur Valens. Stilicon ne perdait pas de vue ces mouvements et ces préparatifs, dont il était aisé de comprendre la menaçante intention.

Cependant il ne se trouva pas prêt, lorsqu'en l'année 403, Alaric se présenta aux Alpes juliennes. La frontière était en partie dégarnie de troupes par l'envoi de plusieurs légions dans la Rhétie révoltée. L'activité de Stilicon répara tout : il obtint de l'empereur Honorius, qui n'avait eu jusque-là que le gouvernement de sa basse-cour, la promesse de tenir dans Milan jusqu'à son retour ; il envoya l'ordre aux troupes qui gardaient le Rhin, à celles même de la Grande-Bretagne, de se diriger sur l'Italie, et traversa lui-même les Alpes couvertes de neige, pour ramasser des auxiliaires allemands parmi les tribus qui venaient de se soulever. Honorius ne tint pas sa promesse. Quand l'ennemi eut passé le Mincio, l'Oglio et l'Adda, il s'enfuit de Milan, fut atteint et forcé de se jeter dans Asti que les Goths assiégèrent.

Il était temps que le Vandale vint défendre l'empereur. Stilicon tomba tout à coup des Alpes, franchit l'Adda, traversa le camp ennemi pour rassurer Asti, concentra ses troupes qui arrivaient de tous côtés par les Alpes, rejeta les Goths au delà du Pô, les resserra dans leur camp près de Pollentia; puis le jour de la fête de Pâques, au moment où, sans inquiétude, grâce à la solennité, ils célébraient le service divin, il les fit attaquer à l'improviste par un chef païen, nommé Saül. Le combat engagé, il accourut avec ses troupes fraîches, força le camp et y prit la femme même d'Alaric au milieu du butin. Le chef des Goths essaya vainement de réparer son échec en se jetant à travers les Apennins, pour faire une pointe sur Rome par la Toscane; il trouva partout devant lui son ennemi victorieux, et dans sa retraite reçut encore une rude leçon près de Vérone, par la prise de laquelle il voulait assurer son retour et sa vengeance.

Honorius alla célébrer à Rome un magnifique triomphe en l'honneur des victoires gagnées par Stilicon; mais en transportant sa résidence dans la ville de Ravenne, bâtie sur pilotis aux bords de l'Adriatique et entourée d'impraticables marais, il se hâta de démentir la rassurante inscription qui déclarait sur l'arc triomphal la nation des Goths à jamais domptée : *Getarum nationem in omne ævum domitam.*

Trois ans après, en 406, commençait la grande invasion de l'empire par toutes les races que les Huns poussaient sur les frontières. Les Vandales, les Suèves, les Alains, les Burgondes passaient le Rhin, limite de la Gaule; et une grande cohue de barbares de toutes nations, sous la conduite d'un chef nommé Radagaise, franchissait le Danube et paraissait sur les Alpes. Stilicon dut abandonner la Gaule. Il composa rapidement une armée d'un corps d'Alains qui lui étaient attachés, d'esclaves à qui il fallut promettre la liberté et deux pièces d'or, et de Goths et de Huns, sous le commandement de Huldin et de Sarus, chefs de bandes mercenaires, qui erraient sur la frontière. Le torrent descendit d'abord les Alpes rhétiques, passa le Pô et franchit les Apennins sans résistance; mais en Toscane Stilicon, avec une habileté et une persévérance qui rappelaient la tactique de César, enferma les barbares par des forts et des murs de circonvallations, sur les monts Fœsule, et les y détruisit par le fer et la faim. Radagaise, obligé de se rendre, fut décapité, et le reste de ses compagnons vendus à vil prix comme esclaves.

La péninsule était sauvée pour la seconde fois, mais l'empire était perdu. La Grande-Bretagne, après le départ des légions, reprit son indépendance qu'elle devait si mal défendre. La Gaule et l'Espagne abandonnées, couvertes de barbares, se jetèrent dans les bras d'un usurpateur, Constantin, pour avoir un chef contre l'étranger; et l'Italie, selon la belle expression de Montesquieu, *devint frontière.*

Assassinat de Stilicon par Honorius (408); prise de Rome par Alarie (410); mort du roi visigoth (411).

L'empereur lui-même livra ce qu'un barbare avait défendu.

Stilicon, sans doute pour prendre de tous côtés ses précautions, négociait avec Alaric et, au grand mécontentement des légions romaines, favorisait les auxiliaires qu'il fallait d'ailleurs ménager pour les services qu'ils avaient rendus et ceux qu'ils pouvaient rendre encore. Honorius, las de la tutelle du maître de la milice, et de Sérène qui lui avait fait encore épouser sa seconde fille après la mort de la première, s'avisait de s'effrayer des mesures prises plutôt pour la sûreté de l'Italie que contre sa personne. Un de ses favoris, Olympius, augmenta ses craintes en prêtant à Stilicon le projet de faire couronner son fils Euchaïre, et de livrer l'Italie aux étrangers. Il n'en fallut pas davantage pour porter Honorius à se défaire de son ministre, non en souverain, mais en conspirateur. Tous les officiers de l'armée, partisans de Stilicon, furent massacrés ; le héros barbare, justement célébré par le poète Claudien, fut surpris traîtreusement par le Goth Sarus, se réfugia à Ravenne, et y reçut la mort d'un officier du palais ; enfin, par une atrocité lâche et insensée que rien n'explique, un ordre d'Honorius livra au massacre et au pillage de ses légions, les femmes, les enfants et les biens que les mercenaires avaient déposés en otages dans les villes d'Italie.

C'était faire ce qu'on voulait éviter. Plus de trente mille mercenaires altérés de vengeance appelèrent Alaric, qui n'attendait qu'une occasion. Le roi des Goths franchit cette fois sans difficulté l'Adige, le Pô au milieu de la désorganisation complète de l'armée romaine ; ramassa tous les auxiliaires furieux, laissa de côté l'empereur tremblant dans Ravenne, et comme poussé par une force irrésistible, arriva par la voie Flaminienne sous les murs de la ville éternelle (410).

Rome, quoique déchue déjà et commençant à voir tomber en ruine quelques-uns de ses monuments, était encore la cité reine. Elle comptait plus de dix-sept cents palais resplendissants de luxe, et dont quelques-uns étaient, selon l'expression du poète, comme des villes au sein de la grande ville. Une population de plus de douze cent mille âmes y était renfermée. Alaric environna de postes nombreux l'enceinte des murs, masqua les douze portes principales et in-

tercepta la navigation du Tibre. Les Romains, au lieu de se défendre, demandèrent d'abord la mort de Sérène, nièce du grand Théodose, veuve de Stilicon, qui fut lâchement livrée par le sénat; puis ils s'adressèrent à quelques magiciens toscans qui, avec l'agrément du préfet Pompéianus, prétendirent par des sortilèges attirer la foudre sur les barbares. Enfin la famine et la peste ayant commencé à décimer la population, les sénateurs abandonnés par Honorius, envoyèrent une ambassade au barbare. Alaric demandait d'abord tout l'or et tout l'argent des Romains. Il cherchait à réduire cette foule au désespoir; car, *plus l'herbe est serrée*, disait-il, *et mieux la faux y mord*. Cependant il voulut essayer un moment de jouer le rôle de Stilicon, créer un nouvel empereur et se faire nommer par lui maître de la milice, puisque Honorius lui refusait ce titre.

C'était le rêve de tous les barbares de se trouver à la tête des forces de l'empire, pour le raffermir et le dominer. Alaric fit revêtir de la pourpre par le sénat, un certain Attale, se souciant peu de paraître le second, s'il était réellement le premier par la puissance. Le peuple romain, celui de Milan, et une partie de l'Italie, reconnurent le nouvel empereur et son maître de la milice. Après tout, les Visigoths, adoucis par un long séjour dans les provinces romaines, n'étaient pas plus gênants pour l'Italie que les mercenaires qui l'avaient défendue.

Mais un dissentiment religieux vint rompre cet accord. Alaric et ses Visigoths étaient de la secte d'Arius. Les Romains trouvèrent bientôt mauvais qu'Alaric, en accordant ses faveurs, ne tint point compte des exclusions portées par Honorius contre les païens et les hérétiques. Quelques légions romaines, cantonnées dans plusieurs villes, à Bologne, par exemple, restèrent fidèles à l'empereur de Ravenne. Une partie des mercenaires, sous le commandement de Sarus, ennemi particulier d'Alaric, refusa de reconnaître l'obscur sénateur sur les épaules duquel un barbare venait de jeter un lambeau de pourpre impériale, et les hostilités avec les Visigoths commencèrent. Enfin, à propos d'une expédition mal dirigée contre l'Afrique par Attale, qui trahissait

peut-être son maître de la milice, le nouvel empereur et Alaric se brouillèrent; le peuple romain se lassa d'un maître qui ne savait point lui assurer sa subsistance, redemanda Honorius, et refusa encore l'entrée de Rome au roi visigoth.

Alaric, exaspéré de toutes ces difficultés, n'écouta plus que sa colère; il fit dégrader Attale, et revint sous les murs de Rome résolu à en finir. Un grand nombre d'esclaves se réfugièrent d'avance dans son camp. Ceux qui étaient restés dans la ville ouvrirent, dans la nuit du 24 août, la porte Salarienne; et les barbares se précipitèrent, avides de sang et de butin, sur les pas des esclaves déchainés qui donnèrent l'exemple du sac et des vengeances. Au milieu de cette épouvantable catastrophe, le feu consuma plusieurs monuments publics et particuliers, entre autres le palais de Saluste. Tous les habitants qui résistèrent furent massacrés; nombre de femmes, de celles même qui étaient consacrées à l'Église, outragées; les palais pillés; les statues des anciens dieux ou des empereurs, fondues ou brisées; l'or, l'argent, les chefs-d'œuvre, la soie et la pourpre entassés sur les chariots des Goths; une foule de captifs, torturés, mis à rançon, vendus ou gardés comme esclaves. Les Goths, selon l'ordre d'Alaric, ne s'arrêtèrent que devant les églises de Saint-Pierre et de Saint-Paul, où se pressait la foule des fugitifs comme dans un inviolable asile. Ainsi, l'an onze cent soixante-quatrième de sa fondation, *tomba Moab*, selon l'impitoyable expression de saint Jérôme, qui voyait toujours dans Rome, comme la plupart des chrétiens, le centre du vieux monde païen. *Elle est prise*, s'écriait-il, du fond de sa solitude de Bethléhem, *celle qui prit tout l'univers*.

Au bout de six jours Alaric arracha ses Goths à la famine qui les menaçait au milieu de Rome saccagée, et les conduisit avec leurs dépouilles vers le midi de l'Italie. Il avait le projet d'aller mettre ses richesses en sûreté dans la Sicile, et de s'établir avec les siens dans cette contrée fertile; mais arrivé en Calabre, il y fut frappé d'une maladie qui l'emporta dans la petite ville de Cosenza. Les eaux du Busentin détournées de leur lit, pour que le corps d'Alaric y fût en-

terré, et rendues ensuite à leur cours naturel, déroberent à la postérité la tombe du barbare.

Le ministre Constantius et la princesse Placidie 411-423).

Ataulf, beau-frère d'Alaric, qui l'avait rejoint avec une armée de Goths quelque temps avant la prise de Rome, fut proclamé chef ou roi de la nation qui était maintenant maîtresse de l'Italie. Avec moins d'audace barbare, celui-ci avait une plus grande intelligence politique de l'état de l'empire. Après la malheureuse tentative faite par son prédécesseur, avec Attale, pour raffermir l'État romain par les Goths, il s'était persuadé que la turbulence et la nature capricieuse des barbares ne les rendaient point propres à cette œuvre. Il renonça à des illusions qu'il avait caressées, dans son admiration pour le monde romain, et il n'eut d'autre but que d'obtenir pour lui et son armée un établissement solide dans une province de l'empire.

D'un autre côté, le nouveau ministre d'Honorius, Constantius, homme de courage et de prudence, comprenant l'impossibilité de chasser les barbares entièrement, ne songeait qu'à les faire passer aux extrémités, pour sauvegarder le centre, et à les établir dans les plaines, pour rester maître des montagnes et pouvoir les surveiller.

Placidie, sœur d'Honorius, femme belle et ambitieuse qui était restée prisonnière d'Alaric dans le sac de Rome, et qui avait touché le cœur d'Ataulf, facilita la négociation entre la cour impériale et les Goths. Sur la proposition de Constantius, Ataulf évacua la péninsule, en 412, épousa Placidie à Marseille, débarrassa la Gaule des usurpateurs qui y contestaient l'autorité romaine et poursuivit même, au delà des Pyrénées, les Vandales, les Alains et les Suèves. L'adroit calcul d'un Romain et la passion d'un barbare sauvèrent encore une fois la péninsule.

Ce succès rendit naturellement Constantius tout-puissant à la cour. Après la mort d'Ataulf, il obtint la main de Placidie, qui voulait d'abord résister aux ordres de l'empereur et refusait de descendre d'un roi à un ministre, mais qui se résigna enfin à dominer son frère et son époux. Le

ministre fit de son autorité un habile usage. En Italie, il diminua pendant cinq ans le tribut des provinces de Campanie, de Toscane, de Samnium, d'Apulie et de Calabre, tant l'épuisement était grand; il repeupla Rome, en y assurant par des distributions gratuites la subsistance de la population affamée des environs, sans songer cependant qu'il augmentait encore la désertion des campagnes. Dans les provinces il châtia la révolte du comte d'Afrique, Héraclien, qui avait audacieusement débarqué sur la côte du Latium; mais il confirma, après l'établissement de Wallia, chef des Goths dans l'Aquitaine, celui des Burgondes, dans la Séquanaise, entre la Saône et le Jura; souffrit celui des Francs dans le pays de Tongres, et laissa les populations armoricaines proclamer leur indépendance; toute son ambition, puisqu'il fallait renoncer à la domination de l'Occident, était de garder l'Italie intacte et puissante, en préparant insensiblement et avec ordre le démembrement de l'empire. Il méritait et il obtint, après la naissance de Valentinien, son fils, qu'Honorius, sans héritier, l'associât à l'empire, avec le titre d'Auguste pour lui, et d'Augusta pour sa femme Placidie. L'Italie eût été heureuse de trouver toujours un empereur qui sût si bien faire, à son profit, la part du feu.

L'empereur Valentinien III et le barbare Aëtius (425-455).

La mort de Constantius, en 421, replongea l'Italie dans de nouveaux désordres. Honorius et Placidie passèrent d'une excessive amitié à une telle haine, que celle-ci fut forcée de quitter Ravenne et de se réfugier à Constantinople auprès de l'empereur Théodose II, avec son fils Valentinien. Resté seul, Honorius encouragea par sa faiblesse toutes les ambitions. A sa mort, 423, son héritier désigné, Valentinien III, était absent; Jean, premier secrétaire ou primicier de l'empereur, essaya de revêtir la pourpre, en s'appuyant sur les mercenaires et sur le maître général de la milice, Castinus; c'était encore trop tôt. L'empereur d'Orient Théodose confia une armée à Ardaburius et à Aspar, pour rétablir le jeune Valentinien III. Jean chargea en vain Aëtius, officier romain d'origine barbare, qui avait longtemps vécu chez les Huns,

d'aller lui recruter une armée en Germanie. La célérité d'Ar-daburius déjoua toutes ces mesures. Aquilée fut surprise, le Pô passé, les marais de Ravenne mêmes franchis, et l'usur-pateur, pris dans sa capitale, livré à la risée du peuple et décapité. Aétius, qui arrivait après cette défaite à la tête de soixante mille Huns, fit aisément sa paix avec Placidie et en obtint le titre de comte. Valentinien fut reconnu sous la tutelle de sa mère, enfin devenue impératrice, et céda à Théodose, en retour de ses services, l'Illyrie occidentale, dont l'abandon découvrit ainsi une des frontières de l'Italie.

Le trône d'Occident fut encore occupé par le sang de Théodose, et la dignité romaine parut sauvée ; mais sous une femme et un enfant, les chefs militaires et les mercenaires furent plus puissants que sous Honorius. Aétius, qui avait autant d'intelligence chez les barbares, au delà du Danube, que d'autorité à la cour impériale, pouvait rendre de grands services à l'Italie et à l'empire. Sa conduite montra quel chemin les barbares, même alliés de Rome, avaient fait depuis Stilicon. Jaloux de la faveur du comte d'Afrique, Boniface, il sut brouiller avec sa souveraine un serviteur fidèle qui pour se sauver introduisit en Afrique les Vandales, déjà maîtres d'une partie de l'Espagne. En vain Boniface, qui reconnut trop tard son erreur, essaya de repousser les barbares, et défendit avec acharnement la ville d'Hiippone dont l'évêque, saint Augustin, mourut durant le siège. Quand il revint annoncer à Rome et à l'Italie qu'elles avaient perdu leur province nourricière (431), il retrouva encore son implacable ennemi.

Irrité contre Placidie qui, plus habituée à dompter les barbares qu'à leur obéir, reçut son rival avec faveur, et lui donna le commandement général des troupes d'Occident, Aétius attaqua celui-ci avec ses fidèles Huns, lui livra bataille et le blessa mortellement ; déclaré ennemi public par Placidie, il s'en inquiéta peu, se retira avec les siens en Pannonie, sous la protection du roi des Huns, Rugila, et en revint bientôt avec une armée plus nombreuse imposer ses services à l'impératrice.

Nommé maître général de la milice, décoré même par

quelques écrivains du temps, du titre de *duc et général des Romains de l'Occident*, tout-puissant enfin à la cour de Ravenne, il voulut bien alors défendre l'empire, et le fit avec courage et habileté, mais comme sa chose, et en ne tenant compte que de son intérêt. Genséric, maître de Carthage, inquiétait de ses vaisseaux la Sicile et les côtes de l'Italie; il lui fit concéder l'Afrique comme à un ancien allié, malgré les plaintes de Rome. En Italie il renforça les garnisons, pour avoir plus de mercenaires sous sa main. En Gaule, il occupa les passages du Rhône et de la Loire, contint dans les limites qui leur avaient été assignées, les Visigoths et les Burgondes, et repoussa les Francs au delà de la Somme, moins pour faire respecter l'empire que pour défendre sa situation. L'invasion d'Attila en Gaule, en 451, menaçait sa fortune en même temps que l'État. Ce fut là surtout qu'il se montra grand.

Le farouche roi des Huns, après avoir longtemps tenu Constantinople dans la crainte, réclamait de Valentinien la main d'Honorina, sa sœur, dont il avait déjà l'anneau, et comme dot, la moitié de l'empire. A la nouvelle que les innombrables hordes des Huns et de leurs alliés avaient franchi le Rhin, Aétius rassembla tous les barbares déjà établis dans la Gaule, les Burgondes, les Visigoths, les Francs. A leur tête il alla chercher Attila qu'Orléans avait arrêté, et l'atteignit dans les plaines de la Champagne où il remporta sur lui la célèbre victoire des champs Catalauniques.

**Le pape saint Léon et les barbares Attila et Genséric;
deuxième prise de Rome (452-455).**

L'année suivante lorsque Attila, altéré de vengeance, passa le Danube et les Alpes, pour se jeter sur l'Italie, Aétius ne fut pas aussi heureux; il était abandonné des barbares de la Gaule qui ne défendaient que leurs possessions, il ne pouvait rien obtenir des Italiens, incapables de s'armer, et n'avait pas assez de ses fidèles mercenaires. Aquilée, longtemps défendue avec courage par des Goths auxiliaires, tomba la première devant Attila; elle fut prise et rasée. Les habitants de la Vénétie, effrayés, se réfugièrent avec ce qu'ils pouvaient

emporter, sur les bords de l'Adriatique, au milieu de ces lagunes d'où sortit plus tard Venise; image de l'Italie nouvelle, qui ne devait renaître que des désastres et des ruines de l'ancienne ! A Milan, le roi des Huns ordonna de conformer aux circonstances présentes, un tableau où les chefs des Scythes étaient prosternés devant un empereur romain ; et il se fit peindre lui-même ayant l'empereur et les Romains à ses pieds. Tout cela annonçait à Rome un sort terrible. Valentinien ne s'était plus cru en sûreté, même à Ravenne ; à Rome le sénat et le peuple effrayés de l'éloignement d'Aétius tremblaient. Ils furent sauvés par une intervention toute nouvelle.

Les premiers personnages du sénat et l'évêque de Rome, Léon, avaient été chargés d'apaiser le barbare. Léon, par ses qualités personnelles autant que par la dignité de son siège, jouissait alors d'un grand crédit en Occident ; déjà, comme archidiacre de l'Église romaine, il avait été chargé par l'empereur de terminer une querelle survenue en Gaule entre le patrice Aétius et le préfet du prétoire Albinus. Au moment où l'autorité politique de l'empire allait s'amoin-drissant tous les jours, il avait soutenu, étendu dans plusieurs occasions, l'autorité spirituelle du siège de Rome. En Gaule il avait réintégré dans son siège Célidonius, chassé à main armée par Hilaire d'Arles ; il avait transporté même d'Arles à Vienne la dignité métropolitaine, et obtenu, à ce sujet, un rescrit de l'empereur Valentinien qui engageait l'Église, dans l'intérêt de la paix, à reconnaître son chef universel. *Tunc enim demum Ecclesiarum pax ubique servabitur, si rectorem suum agnoscat universitas.* En Orient, dans la fameuse affaire d'Eutychès, il avait condamné le concile d'Éphèse en faveur de celui de Constantinople (450) ; et l'année suivante, en retour (451), le concile de Chalcédoine reconnaissait implicitement la suprématie de l'évêque de Rome au-dessus de toutes les Églises.

Le moment était favorable pour agir sur l'imagination du barbare ; le climat meurtrier de l'Italie commençait à décimer les Huns. Aétius approchait à la tête d'un renfort envoyé par l'empereur d'Orient, Marcien. Frappé de l'aspect

vénérable et des paroles du souverain pontife des chrétiens, déjà respecté de tous; effrayé par le souvenir d'Alaric, qui n'avait pas survécu longtemps au sac de la ville éternelle, Attila se laissa désarmer par la promesse d'un tribut et se retira au delà du Danube où il mourut bientôt. L'Italie, dans la faiblesse de l'empire, fut pour la première fois redevable de son salut peut-être à la papauté (452). Elle la sauva du barbare qui effrayait la barbarie même.

Rome sauvée, Valentinien III crut pouvoir faire le maître. Les empereurs voyaient bien que leurs chefs de la milice et les barbares qui leur servaient d'auxiliaires, ne combattaient que pour eux-mêmes, et ne sauvaient l'empire que pour le garder. Aëtius, par ses mercenaires dévoués et ses relations avec les barbares, effrayait Valentinien comme autrefois Stilicon avait effrayé Honorius. Importuné par les demandes du sauveur de la Gaule, qui voulait pour son fils, Gaudentius, la fille de l'empereur, Eudoxie, Valentinien, cette *femmelette insensée* (semi-vir amens), tua Aëtius de sa propre main et précipita les dernières convulsions où s'éteignit l'empire.

On vit alors comment, sans un barbare, l'empereur et le sénat entendaient le gouvernement et la défense de l'Italie. Tout danger n'avait pas disparu avec Attila. Le Vandale Genséric jetait déjà ses pirates sur les côtes de la Sicile, et après la chute des Huns, la nation depuis quelque temps nomade des Ostrogoths passait le Danube et s'établissait en Pannonie, tout près des Alpes orientales. Valentinien, tout à ses criminels plaisirs, attira dans un piège pour la déshonorer, l'épouse du plus illustre des sénateurs, Maxime. Celui-ci, oubliant la patrie pour venger sa femme, morte de honte, assassina l'empereur, prit violemment son trône et sa veuve Eudoxie, qui mit le comble à cette suite de crimes et de vengeances, en appelant, contre son nouvel époux, le barbare Genséric, et en lui livrant Rome (455).

En présence du Vandale débarqué à Ostie, le peuple romain n'eut que le courage de tuer, au milieu d'une émeute, son nouvel empereur Maxime. Saint Léon ne put arrêter l'arien Genséric aussi facilement que le roi des Huns, bar-

bare qui n'adorait que son épée. On promit seulement aux habitants la vie sauve. Rome fut encore (455) livrée au sac et au pillage, cette fois, pendant quatorze jours et quatorze nuits. Les églises n'obtinrent pas plus de respect que les temples païens. La voûte de bronze doré du Capitole fut enlevée. Les dépouilles de Jérusalem, apportées à Rome par Titus, passèrent à Carthage ; l'impératrice et ses filles, un grand nombre de nobles familles suivirent les vainqueurs en Afrique.

Le Suève Ricimer; les empereurs Avitus, Majorien, Sévère, Anthémus et Olybrius (455-472).

Après cette seconde humiliation, Rome et l'Italie, loin de conserver la haute main sur les barbares campés dans les provinces, furent leur jouet jusqu'au moment où elles en devinrent la proie. Le roi des Visigoths établis dans le midi de la Gaule, Théodoric II, fit élire et couronner insolemment empereur, par une assemblée des députés de la province siégeant à Arles, Avitus, rhéteur et maître de la milice en Gaule, mais tout à fait simple (*totius simplicitatis*), pour le rôle qu'on lui imposait. Les Romains, mécontents d'avoir pour empereur un Gaulois, envoyé par un étranger, n'osaient cependant s'en défaire.

Le chef des troupes mercenaires en Italie, le Suève Ricimer, descendant par sa mère du roi visigoth Wallia, se chargea de les en débarrasser. C'était un homme de guerre, énergique et grossier, qui, sans avoir l'audace ou l'habileté d'être le maître, voulait au moins disposer de l'empire comme Aétius. Il chassa de Rome Avitus, qui n'avait eu que le temps d'y faire prononcer son panégyrique par Sidoine Apollinaire, et qui n'obtint pas même la grâce de rester évêque de Plaisance; et après avoir laissé l'empire vacant pendant dix mois, il fit élire enfin par le sénat et le peuple, Majorien, officier romain distingué, dans lequel il espérait trouver une créature docile.

Celui-ci apparut comme pour jeter encore un dernier éclat sur l'empire, dont il chercha vainement à arrêter la chute. N'ayant guère plus que l'Italie à défendre, il le fit

avec vigueur. Il délivra la Campanie des incursions de Genséric. Il défit les Allemands dans les Alpes, et contint les Burgondes et les Visigoths, auxquels il donna le Rhône pour limite dans la Gaule.

La remise de tous les arrérages dus au fisc soulagea un instant les provinces de l'Italie. Le rétablissement de la charge de défenseur, quelques adoucissements apportés à la triste condition des curiales, ramenèrent dans les villes un peu de vie municipale; l'interdiction de porter une main profane sur les anciens monuments, que les Romains modernes dégradèrent pour en tirer les matériaux de leurs nouvelles demeures, arrêta un instant la ruine de tous les chefs-d'œuvre. Quelques lois tentèrent de remédier à la décadence plus irréparable des mœurs. Général habile avant tout, Majorien s'apprêtait à conduire une expédition en Afrique, pour rendre à l'Italie les grains de cette fertile contrée. Il avait déjà dirigé les barbares mercenaires d'Italie, avec un grand nombre de nouvelles recrues de Gépides et d'Ostrogoths vers la ville de Carthagène en Espagne, où il concentrait une flotte considérable. Au moment où il allait partir, les vaisseaux furent surpris, brûlés ou coulés à fond dans le port par Genséric.

Ce revers le perdit et l'empire avec lui. Ricimer, qui avait vu avec jalousie la gloire de l'empereur qu'il avait fait, profita (461) de son insuccès pour faire révolter les troupes contre lui, le mit à mort et donna la pourpre à un homme obscur et incapable, Libius Sévère, afin de rester tout-puissant. Le barbare fut alors en effet le maître, mais seulement en Italie; Egidius, maître de la milice en Gaule, et Marcellin en Dalmatie, achevèrent le démembrement de l'empire, occupé déjà par les barbares, en se déclarant indépendants. Ricimer se devait au moins de défendre le *royaume d'Italie*, comme l'on commençait à appeler déjà le centre de l'empire déchu. Il fut au-dessous de sa tâche. Les Vandales continuèrent à piller les côtes de la péninsule, attaquèrent la Sicile et s'emparèrent de la Sardaigne. C'était au moins une sécurité de sentir au-dessus de soi le vainqueur de Radagaise ou celui d'Attila. Mais la tyrannie du lâche meurtrier

de Majorien était sans compensation. De Stilicon à Aétius, d'Aétius à Ricimer on mesure rigoureusement la déchéance de l'empire.

Pour obtenir des secours de l'empereur d'Orient, Léon le Thrace, contre les Vandales, Ricimer fit mettre à mort Libius Sévérus (468) et reçut de la main de Léon, comme empereur, le noble sénateur Anthémius, époux d'une petite-fille de Marcien, dont Sidoine Apollinaire, le panégyriste obligé de toutes ces ombres, fit encore l'éloge ou plutôt l'oraison funèbre.

Genséric ayant en effet repoussé l'armée et la flotte envoyées contre lui, Ricimer, bien qu'époux de la fille d'Anthémius, abandonna son beau-père pour reconnaître un gendre de Valentinien, Olybrius, qu'il reçut à Ostie, des mains de Genséric. Anthémius, qui ne voulait point céder la place au nouveau venu, fut assiégé dans Rome. La prise de la ville ne fut pas funeste seulement à Anthémius, mis à mort par son gendre, mais aux Romains, qui furent victimes d'un nouveau pillage, d'autant plus terrible que les esclaves et la populace déchaînés mêlèrent leurs vengeances et leur avidité à celles des soldats vainqueurs.

Les derniers empereurs; les barbares Oreste et Odoacre; abdication du sénat romain (472-476).

A la mort de Ricimer et d'Olybrius, arrivée quelques mois après cette catastrophe, il ne s'agissait point de savoir quel empereur mais quel chef de bandes allait être le maître. Un certain Gondebaud, de la famille des rois burgondes établis dans une partie de la Gaule, avait reçu d'Olybrius le titre de patrice avec le commandement des mercenaires; il revêtit de la pourpre un obscur officier de son armée du nom de Glycérius. Appelé à la tête du royaume des Burgondes peu de temps après, le barbare ne défendit pas son œuvre. L'empereur d'Orient Léon envoya pour nouveau maître à l'Italie, Julius Népos, qui relégua Glycérius, avec le titre d'évêque, dans la ville de Salone, et n'eut que le temps de céder lâchement l'Auvergne aux Goths, par l'entremise d'Épiphanes, évêque de Pavie, qui paraissait occupé seulement

de préparer à l'empire la plus douce mort. Le choix, qu'il fit pour maître de la milice, d'un ancien secrétaire d'Attila, Oreste, parvenu depuis à la tête des armées de l'empire, amena sa chute et la ruine de l'Italie. Oreste, mettant de côté les scrupules qui avaient arrêté ses prédécesseurs, marcha, à la tête de ses mercenaires, contre Ravenne, força son maître à s'enfuir en Dalmatie, et fit proclamer empereur son propre fils Romulus Augustule.

Mais le barbare ne comprit pas toute la portée de la révolution qu'il avait faite. Les mercenaires ruges, turcilinges, hérules, qui étaient sous ses ordres, las aussi d'être seulement les défenseurs soldés de l'Italie, voulaient, à l'exemple de leur chef, en devenir les vrais possesseurs. Comme les Visigoths, les Burgondes, qui avaient pris des établissements dans la Gaule, ils demandèrent le tiers des terres de la péninsule; Oreste le leur refusa; ils trouvèrent aisément un chef plus logique et plus hardi.

Un Rugien, Odoacre, enrôlé dans la milice et commandant d'un corps d'Hérules, promit aux mécontents de les satisfaire s'ils voulaient le suivre. A leur tête il assiégea Oreste dans la ville de Pavie, à laquelle Épiphané épargna le pillage; il le fit prisonnier et le tua, puis relégua dans une maison de campagne, à Lucullanum, Romulus Augustule, ce dernier César qui, par une sorte de dérision du hasard, réunissait les noms du fondateur de Rome et du fondateur de l'empire. A Rome, le sénat lui-même, sur l'ordre de l'audacieux barbare, proclama la fin de l'ancien ordre de choses. Dans une lettre, adressée à l'empereur d'Orient, les sénateurs déclarèrent qu'un seul souverain suffisant pour remplir désormais de sa majesté l'Occident et l'Orient, il était inutile de prolonger la succession impériale en Italie, et ils supplièrent Zénon, au nom de *la république*, d'accorder à Odoacre le titre de patrice et le gouvernement du *diocèse* d'Italie.

Il ne manquait à l'abaissement du sénat que d'ensevelir lui-même la vieille gloire de Rome et de rédiger l'abdication de l'Italie, tombée du rang de maîtresse du monde à celui d'un simple diocèse. C'était proclamer au reste un fait depuis longtemps accompli. Depuis la mort de Théodose une

suite de barbares avaient exercé le pouvoir dont ils avaient laissé le titre à des fantômes. La suppression du nom d'empire d'Occident ne fut qu'une conséquence à peine remarquée de la disparition de la chose elle-même, et il n'en resta plus qu'un souvenir vague mais glorieux dans l'esprit des Italiens et de tous les peuples nouveaux nés de ses débris.

Ce souvenir, cependant, ne sera pas sans puissance. Les peuples de l'Occident, longtemps accoutumés à recevoir avec crainte et respect ce qui vient de Rome, sont comme disposés d'avance à l'obéissance toute spirituelle que l'évêque de cette ville exigera bientôt d'eux. Rome païenne laissera l'héritage de sa suprématie à Rome chrétienne. D'un autre côté, les Italiens, dans leur misère, invoqueront plus d'une fois comme une protection et un espoir ce nom de César, synonyme de leur prospérité et de leur grandeur. En dépit de l'abdication du sénat, il semble qu'il y ait un grand vide à combler dans l'Occident.

SECONDE PÉRIODE.

LES INVASIONS ET LES ROYAUMES BARBARES (476-888).

CHAPITRE III.

LES OSTROGOTHS EN ITALIE; L'EXARCHAT DE RAVENNE (476-568) ¹.

RÈGNE D'ODOACRE (476-489). — INVASION DES OSTROGOTHS; LEUR CHEF THÉODORIC; MORT D'ODOACRE (490). — ÉTABLISSEMENT ET ORGANISATION DES OSTROGOTHS EN ITALIE. — PUISSANCE DE THÉODORIC ET PROSPÉRITÉ DE L'ITALIE; VISITE A ROME (500); GUERRE EN GAULE (508); DIETRICH VON BERN. — QUERELLE RELIGIEUSE; BOËCE ET SYMMAQUE; MORT DE THÉODORIC (526). — AMALASONTHE ET THÉOPAT (526-536). — VITIGÈS ET BÉLISSAIRE; PRISE DE ROME ET DE RAVENNE SUR LES OSTROGOTHS (536-540). — TOTILA RELÈVE LA FORTUNE DES OSTROGOTHS (541-552). — L'EUNUQUE NARSÈS; DERNIERS ROIS GOTHS; UNE INVASION D'ALAMANS (552-554). — GOUVERNEMENT ET DISGRACE DE NARSÈS (554-558).

Règne d'Odoacre (476-489).

La révolution qui mit fin à l'empire d'Occident, en 476, et soumit l'Italie au barbare Odoacre et à ses mercenaires, n'était que l'établissement définitif d'étrangers qui défendaient depuis longtemps la péninsule, et exigeaient pour eux ce qui avait été accordé à des armées plus étrangères encore, en Gaule et en Espagne. Par là, cependant, tout lien fut rompu entre l'Italie et le reste de l'Occident, entre le passé et le présent; la Péninsule recommença une vie nouvelle.

Odoacre ne semblait point tout à fait dépourvu des talents nécessaires pour faire du débris d'un empire un royaume puissant et libre. Il renvoya à l'empereur Zénon les orne-

1. Voy. du Roure, *Histoire de Théodoric le Grand, roi d'Italie*; Manso, *Geschichte des Ostgotischen Reiches*; Jornandès, *Annales des Goths*; Procope, *de Bello gothico*.

ments impériaux, satisfait de conserver la réalité de la puissance, sous le titre modeste de patrice. Selon la promesse faite aux barbares, le tiers des terres, des maisons, des esclaves, leur fut partagé; des bandes de mercenaires arrivées après coup, eurent même part aux dépouilles. Odoacre s'efforça de mettre autant d'ordre qu'il était possible dans cet acte de dépossession des anciens habitants. Il conserva l'administration civile, qui continua à être exercée sous ses ordres par un préfet du prétoire; les lois de l'empire furent maintenues; le sénat et le consulat, qui d'abord avaient été abolis, furent rétablis au bout de sept ans. Les soldats et les compagnons d'Odoacre formèrent seulement en Italie comme une garnison militaire, dont on avait payé la solde, une fois pour toutes, par une large cession de terres.

Le barbare montra en tout, au dedans comme au dehors, la même fermeté. A la suite d'une émeute à laquelle avait donné lieu le choix du pape à Rome, il défendit de procéder désormais à une élection sans son aveu; sur les frontières, il châtia les assassins de Julius Népos en Dalmatie, et battit les Rugiens qui attaquaient le Norique. Assez fort pour se borner dans ses desirs, il céda la Provence aux Goths établis dans la Gaule; il recouvra sur Genséric l'ancien grenier de Rome, la Sicile, mais à la condition d'un tribut. Il échoua cependant dans le projet de fonder une domination puissante et durable en Italie, comme semblaient alors faire les Visigoths en Espagne. Ses mercenaires, recrutés dans toutes les nations, étaient trop peu nombreux et formaient un corps trop hétérogène. Les Italiens, qui voyaient en eux des spoliateurs, et dans leur chef un arien, un hérétique, étaient plutôt disposés à les trahir qu'à faire cause commune avec eux. Enfin Odoacre, qui connaissait les ressources du despotisme impérial, avait continué à son profit toutes les exigences du fisc, et la population de l'Italie avait encore diminué depuis que la péninsule était privée des blés de l'Afrique. Le pape Gélase rapporte qu'il y avait alors des contrées, dans l'Émilie et la Toscane, où l'on rencontrait à peine un homme.

Invasion des Ostrogoths; leur chef Théodoric; mort d'Odoacre (480)

Le roi Odoacre ne put défendre sa conquête lorsqu'une nouvelle nation de barbares se présenta en 489 sur la frontière des Alpes. C'était le second ban de la vaillante et vagabonde nation des Goths, arrivant non plus pour passer comme un torrent ainsi qu'avaient fait les Visigoths, mais bien pour s'établir. Soumis quelque temps par Attila, les Ostrogoths, après la mort de celui-ci, s'étaient fixés dans la Pannonie, avec le consentement de l'empereur d'Orient dont, selon l'occurrence, ils défendaient ou ravageaient les provinces. Après avoir obéi à leurs trois chefs, Walamir, Widemir et Théodemir, ils s'étaient enfin réunis sous un seul, le jeune et vaillant Théodoric, de la race des Amales, qui avait été longtemps retenu en otage à la cour d'Orient. Celui-ci, adopté comme son fils d'armes par l'empereur Léon I^{er} le Thrace, avait défendu son successeur Zénon contre l'usurpateur Basiliscus; mais il s'était enfin lassé des intrigues des Grecs et avait obtenu de lui l'autorisation de faire rentrer l'Italie sous ses lois, en y établissant son peuple. Il arrivait maintenant à la tête de deux cent mille barbares, émigrant avec chariots, femmes, enfants et richesses, c'est-à-dire à la tête de tout un monde nouveau (*migrante in Italiam mundo*).

Odoacre opposa d'abord, dans les Alpes, le roi des Gépides Ardaric et quelques Sarmates à la marche des Ostrogoths. Cette avant-garde écrasée, non sans peine, il ne put lui-même tenir sur l'Isonzo et se retira sur l'Adige, près de Vérone, où il livra et perdit un combat décisif. A Ravenne, il apprit la soumission de Laurent et d'Épiphané, évêques de Milan et de Pavie, ainsi que la défection de plusieurs chefs de mercenaires, entre autres de Tufa, un des plus vaillants. C'était la perte de toute la Ligurie.

Odoacre profitant bientôt d'une nouvelle trahison de Tufa rentré à son service, à la suite de quelques difficultés sur le partage, recouvra encore Milan, dont l'évêque Laurent et les habitants furent punis, et accula vers Pavie le roi

Théodoric, dont l'armée, pendant un hiver rigoureux, fut nourrie par les soins d'Épiphané. Mais au printemps, avec des secours envoyés de Gaule par son allié le roi des Visigoths, Théodoric livra à son adversaire une grande bataille sur l'Adda. Il fut d'abord repoussé jusqu'aux portes de son camp, et ce furent les reproches de son énergique mère qui le renvoyèrent au combat. Il rallia alors les siens par des prodiges d'audace, et poussa, l'épée dans les reins, son ennemi vaincu jusque dans Ravenne.

La domination de l'Italie dépendait maintenant de la possession de cette ville, que défendaient les deux petits fleuves du Ronco et du Montone, un lac assez considérable et une forêt de pins. Pendant le siège, qui dura longtemps, Théodoric soumit Rimini, Parme, Plaisance, Mantoue, Crémone, pour isoler Ravenne de plus en plus. L'évêque de la ville, Jean, prévoyant enfin une catastrophe, s'entremît comme faisaient alors tous les personnages ecclésiastiques de l'Italie, et parvint à conclure un traité par lequel Odoacre et Théodoric devaient garder chacun le titre de roi, et leurs soldats goths et hérules, entrer en partage de la terre italienne. Mais, au bout de peu de temps, l'impossibilité d'un pareil accommodement éclata; des querelles incessantes naquirent entre ceux qui conservaient l'orgueil de la victoire et ceux qui ne pouvaient oublier la honte de la défaite. Peut-être Odoacre ne crut-il point encore sa chute irréparable. Théodoric sortit violemment, et par un crime, de cette position fausse. Il invita Odoacre à un banquet et le poignarda, tandis que sur son ordre les principaux chefs ennemis étaient saisis et tués en trahison dans le reste de l'Italie. La péninsule passa ainsi des Hérules mercenaires aux Ostrogoths, et d'Odoacre à Théodoric.

Établissement et organisation des Ostrogoths en Italie.

Les Ostrogoths étaient encore un peuple presque entièrement barbare, que le christianisme, porté au milieu d'eux par des missionnaires ariens, n'avait point adouci; ils ne connaissaient rien de la culture de la terre, et dernièrement avaient ruiné la Thrace, en coupant le bras droit à tous les ha-

bitants de cette province en état de tenir la charrue. Par son séjour à la cour de Constantinople, leur chef Théodoric seul joignait à la robuste constitution de sa race, et aux exercices d'une rude jeunesse, une éducation toute civilisée qui le rendait familier avec les mœurs et les lois du monde romain¹, bien qu'elle n'eût pas encore tout à fait dépouillé chez lui le barbare. Ennodius, son panégyriste, il est vrai, vante la mobile expression de son visage, caressant dans la joie, terrible dans la colère, et promettant à son gré la guerre ou la paix. Avec les guerriers Theudis et Ibbas, Théodoric avait amené en Italie le lettré grec Artémidore. Il semblait donc propre à présider à la création d'une nation nouvelle, par le mélange des Ostrogoths et des Italiens, comme cela eut lieu entre les Gallo-Romains et les Francs, sous le roi Clovis.

Théodoric l'essaya. Se considérant comme l'héritier, le conservateur des institutions impériales en Italie, il n'y vint rien changer; il prit seulement pour lui l'autorité, et pour ses compagnons des terres en guise de solde, comme avait fait Odoacre. C'était le moins que pouvaient demander les conquérants, de gouverner et de partager le pays qu'ils se chargeaient de défendre. Un lot proportionné à la naissance, au rang dans l'armée, aux esclaves et aux têtes de bétail, fut assigné à chaque barbare sur les propriétés des riches italiens, et les fit ainsi citoyens intéressés de l'Italie. Le chef des Ostrogoths, en chargeant quelques Romains, entre autres Libérius, de la distribution de ces domaines, essaya de déguiser autant que possible cette prise de possession, qui ne s'acheva point sans quelque désordre. Dans un premier instant de colère, il avait voulu dépouiller tous les soldats qui avaient servi dans l'armée d'Odoacre; mais il revint sur cette décision, grâce à l'intercession d'Épiphanes; et les anciens mercenaires se confondirent peu à peu dans cette armée d'occupation, qui, avec le reste des riches propriétaires romains, exploita le sol italien cultivé par d'anciens colons ou de nouveaux captifs, dont la condition se rapprocha bientôt de celle des serfs.

Ceci fait, le roi Théodoric s'efforça de restaurer le vieil

édifice politique et civil de l'empire. Il rétablit toutes les anciennes dignités, et les confia à des Romains; il fit préfet du prétoire, Libérius, qui avait défendu contre lui Cèsène, tant qu'il avait espéré pour Odoacre; il confia la questure à Eugène, le gouvernement du midi de l'Italie au magistrat Cassiodore, et prit pour secrétaire le fils de celui-ci, qui rédigea en style pompeux les missives et les ordonnances du barbare. Les charges de patrice, de vicaire, de questeur, de maître des offices, le trésor public et privé, tous les ressorts de l'administration romaine et la plupart des impôts, furent maintenus dans leur intégrité. A Rome, le consulat, le sénat furent rétablis, quoique tenus dans la même nullité politique qu'auparavant. L'organisation municipale fut conservée.

Arien, Théodoric respecta cependant le culte des Italiens; il admit même dans sa faveur Épiphanes, de Pavie, Laurent, de Milan, et envoya une fois, au premier, une somme d'argent considérable, pour racheter des captifs qui avaient été faits par les Burgondes sur son diocèse. Sous lui, l'évêque de Rome vit plutôt augmenter que décroître sa puissance. Il devint auprès du roi l'intermédiaire du clergé catholique, non-seulement de l'Italie, mais des autres pays où Théodoric étendit bientôt son influence, et il obtint même de lui la levée de l'interdiction portée par Odoacre contre l'élection du pape, sans la permission du souverain temporel. Grâce à ce bon accord, les immunités de l'Église furent conservées; mais les clercs restèrent soumis en général à la juridiction séculière; et les juifs, protégés aussi, purent réparer leurs synagogues. Les lois sévères contre les païens et les sorciers furent seules strictement maintenues.

Désireux de rattacher son œuvre au passé, Théodoric demanda et obtint d'Anastase les insignes impériaux dédaigneusement renvoyés à Constantinople par Odoacre. Il prit la pourpre, l'habit romain, la chlamyde, la chaussure peinte; et fit adopter le costume romain à ses principaux officiers, pour entraîner le reste de la nation. Afin de ne point paraître entrer en rivalité avec l'empire d'Orient, il se contenta du titre de roi, et consentit à soumettre chaque année, à la

confirmation de la cour de Constantinople, l'élection du consul impuissant de Rome; mais il eut soin de concentrer, entre ses mains et dans celles de sa nation, toute l'autorité politique et la force militaire. Il était le premier magistrat des Romains comme le premier chef de l'armée barbare. Il confirmait, dans les villes, l'élection des curateurs et des défenseurs; il nommait lui-même, dans les provinces et dans les cités, les comtes goths et quelquefois romains, qui joignaient un véritable pouvoir civil à leur commandement militaire; enfin il distribuait, dans les différentes garnisons de l'Italie et les postes des frontières, la vaillante armée qu'il avait dotée d'une si riche conquête.

Sous lui, l'Italie parut partagée en deux peuples : l'un de Goths adonnés au métier des armes, l'autre de Romains voués à l'exercice des magistratures civiles et aux pacifiques occupations. Les conquérants cantonnés dans leurs fiefs militaires, entretenirent leur goût pour les exercices des armes, par exemple aux jeux de l'école militaire de Ravenne; et ils tinrent soigneusement leurs enfants éloignés des lieux où l'on enseignait les lettres et les arts, comme s'ils ne voulaient pas que leurs fils apprissent à trembler sous la fêrule d'un Romain. Les anciens habitants, au contraire, depuis longtemps déshabitués de la vie du soldat, continuèrent à fréquenter leurs écoles, et ne songèrent qu'à remplir les fonctions administratives et civiles. Cette séparation, cependant, ne fut point un effet de la volonté de Théodoric, qui aurait ainsi assigné à chacune des deux nations sa part dans la vie publique. Loin de là, le roi accueillit avec faveur, dans son armée, quelques comtes romains, entre autres Servatus, Cyprien, Assius et Julien. Au contraire, il fit donner une éducation toute romaine à sa fille Amalasonthe, à son neveu Théodat; il fit entrer quelques-uns de ses barbares dans le sénat et les essaya aux charges civiles; mais il ne réussit pas à fondre des mœurs et des coutumes profondément dissemblables, à secouer le relâchement des Romains et à arracher les Goths à leur rudesse barbare.

Il fallait à deux peuples si divers, des tribunaux et des juges différents. Les Romains conservèrent leurs anciennes

formes judiciaires, les Goths furent jugés par un comte goth. Seulement dans les procès entre Romains et Goths, le comte barbare s'adjoignait un magistrat italien pour juger l'affaire, précaution qui n'empêchait pas que les intérêts des Romains fussent souvent sacrifiés à ceux de leurs maîtres. Théodoric fit tous ses efforts pour effacer ces distinctions; il rendit un édit qui dut servir de règle aux Goths et aux Romains, et qui tenta d'amener la fusion des mœurs par celle des lois; il abolit la coutume barbare des duels judiciaires, de la *composition*, des épreuves, et assujettit les Goths à maintes formes empruntées au code théodosien. Théodoric fit plus : par la plume élégante de son secrétaire, il invita à la concorde Goths et Romains : « Vous êtes rassemblés sous le même empire, leur dit-il; que vos cœurs soient unis ! Les Goths doivent aimer les Romains comme leurs voisins et leurs frères, et les Romains doivent chérir les Goths comme leurs défenseurs. »

Puissance de Théodoric et prospérité de l'Italie; visite à Rome (500); guerre en Gaule (508); Dietrich von Bern.

Pendant presque toute sa vie au moins, Théodoric, voila par sa prudence et sa fermeté les défauts d'un état de choses auquel le temps seul pouvait porter remède. Il se fit lui-même illusion au point de dire : *le Romain imite le Goth, le Goth suit le Romain*. Fort au moins de cet accord apparent, il prit une honorable place au milieu des rois barbares qui s'étaient partagé les provinces de l'empire d'Occident démembré; il exerça même sur eux, par ses alliances et par ses armes, une sorte de puissant arbitrage. Il obtint en mariage la main d'Audeflède, sœur du puissant roi des Francs Clovis; il donna lui-même sa sœur Amelafrède au roi des Vandales Trasamund, sa nièce Amalberge au roi des Thuringiens Hermanfroy, sa fille Theudigotha au roi des Visigoths Alaric II, et Ostrogotha, son autre fille, à Sigismond, fils de Gundebaud roi des Burgondes. Les provinces de Norique, de Dalmatie et de Pannonie qui servaient de frontière à l'Italie, étaient toujours remuantes depuis que des barbares les avaient occupées en y détruisant tous les

vestiges de la domination romaine. Théodoric contint ces populations turbulentes; il battit et tua dans le Norique un roi des Ruges, qui avait été d'abord son allié. Il enleva la Pannonie au Gépide Trasaric, qu'appuyait indirectement l'empereur d'Orient Anastase, et par ces victoires assura à l'Italie le rempart des Alpes et du Danube. Au delà même de ce fleuve, il protégea les Alamans contre les Francs; au delà des Alpes, il profita des dissensions des Burgondes et de leurs guerres avec Clovis, pour s'emparer du passage des Alpes grecques.

Ainsi respecté, ou craint de tous ses voisins, qu'il surveillait de Vérone, sa ville de prédilection, Théodoric assura à l'Italie un repos dont elle n'avait pas joui depuis longtemps et dont elle profita pour relever ses ruines. Le dessèchement des marais Pontins et de ceux de Spolète s'accomplit sous le patronage du roi. Les côtes de l'Adriatique, depuis l'Istrie jusqu'à Ravenne, devinrent une nouvelle Campanie. Des ordonnances de Théodoric sur l'agriculture et l'exportation assurèrent la subsistance de l'Italie. Le *cursus*, ou la poste publique rétablie, raviva les relations en même temps qu'elle assura la prompte exécution des ordres royaux transmis par des messagers qui portaient le nom de *sasons*. L'affluence de la foire annuelle de Leucothoé ou de Saint-Cyprien en Lucanie montra la prospérité nouvelle de cette province qui avait failli devenir un désert. L'exploitation des mines de fer de la Dalmatie et d'une mine d'or du pays des Brutiens attesta une activité nouvelle.

La visite que Théodoric fit à Rome, en l'année 500, est l'image fidèle de toute sa conduite; il y fit son entrée, suivi des personnages illustres des deux nations gothique et romaine, et fut reçu par le savant Boèce, préfet de Rome, à la tête du sénat, et par le pape à la tête de son clergé. Au Capitole, il montra la plus grande déférence envers les sénateurs, qui lui votèrent une statue d'or. Il traita le peuple comme ce peuple voulait l'être : il lui fit distribuer deux cent mille mesures de farine, et constitua un fonds pour lui assurer des distributions annuelles. La population romaine crut avoir retrouvé son empereur, quand Théodoric présida aux combats

de bêtes dans l'enceinte du Colysée. La conduite du roi envers le clergé fut encore plus habile. Tout arien qu'il était, il déposa sur le tombeau de saint Pierre une offrande considérable. Un schisme était près d'éclater dans Rome au sujet de l'hénétique de Zénon. Les deux partis avaient été plusieurs fois sur le point d'en venir aux mains; Théodoric imposa la tranquillité à la ville, remit la décision de la querelle à l'Église et ordonna la réunion d'un synode d'évêques qui releva Symmaque des accusations portées contre lui et le proclama seul pape légitime. Appréciateur des monuments de la vieille Rome, qu'il put encore admirer dans les théâtres de Pompée et de Marcellus, dans ses thermes et dans ses temples, il les mit sous la garde d'un architecte particulier, fit défense aux citoyens de les dégrader, affecta aux frais de leur réparation le produit des douanes du port Lucrin, et donna lui-même chaque année deux cents livres d'or et vingt-cinq mille briques pour leur entretien. Ces soins réparateurs s'étendirent au delà de l'enceinte de Rome, à Ravenne, à Pavie, à Spolète, à Naples et dans quelques autres villes où furent restaurés ou construits des églises, des aqueducs, des bains et des portiques; à Vérone surtout où s'éleva un palais, le plus ancien et le plus authentique monument de l'architecture des Goths.

Une occasion s'offrit bientôt à Théodoric de prouver au loin quelle était sa puissance. Après avoir essayé de prévenir la guerre entre les Francs et les Visigoths, il fut obligé de prendre sous sa protection toute une nation de frères, lorsque Alaric II eut été tué à la bataille de Poitiers. Son général Ibbas battit le fils aîné de Clovis, près d'Arles, reprit Narbonne et Carcassonne, puis passa les Pyrénées pour renverser un usurpateur qui s'était élevé aux dépens du jeune Amalaric son petit-fils. En vain l'empereur Anastase, allié de Clovis, essayait-il de faire diversion en jetant une armée en Italie; mille petits bâtiments légers, équipés à temps par les soins du préfet du prétoire Abundantius, garantirent les côtes de la péninsule. Théodoric conserva la Septimanie aux Visigoths, prit pour lui la province d'Arles où il établit le préfet Libérius et étendit son autorité sur les

deux branches réunies de la nation gothique, du Danube au détroit de Gibraltar.

Le Diétrich von Bern du poëme allemand des *Nibelungen*, est bien au fond le Théodoric de l'histoire ; les douze pairs qui l'accompagnent, ce sont les chefs des nations germanes soumises. Il combat vaillamment dans la fable le ravisseur du trésor, Hagen, comme Clovis dans la Gaule. Dans la légende comme dans l'histoire il joint la modération à la force ; c'est un guerrier pacificateur. Il domine ainsi qu'Etzel, par sa pensée comme par son épée, tous les rois barbares.

**Querelle religieuse; Boèce et Symmaque; mort de
Théodoric (526).**

L'Italie, unie sous la domination d'une nation puissante et d'un homme de génie, recouvrait avec sa prospérité la première place en Occident ; œuvre brillante, mais qui cachait des vices dont la première occasion fit éclater les tristes conséquences ! Les deux cent mille barbares, maîtres de l'Italie, fiers de leur force, supportaient difficilement le respect qui leur était ordonné pour les vaincus, et les impôts qu'ils devaient payer comme eux à leur chef commun. Malgré les nombreuses lois portées contre les Goths qui violaient les propriétés des Romains, ce crime se renouvelait souvent, et Théodoric avait besoin de rappeler qu'il n'était point affranchi lui-même de l'impôt, pour y plier ses compagnons. De leur côté, les Romains n'oubliaient point, malgré tous les ménagements, qu'un barbare, un arien les avait conquis et les tenait sous le joug d'une sorte d'aristocratie militaire. Ils savaient reprendre souvent par la ruse ce que la violence leur avait enlevé. Théodoric, d'ailleurs, en conservant toute l'administration politique et civile des Romains, n'avait fait que continuer les traditions du despotisme impérial, d'autant plus odieux aux anciens habitants qu'il était exercé par un étranger.

La religion fut la première pierre d'achoppement où vint se briser la fortune des Goths et le nouveau royaume d'Italie. Théodoric avait professé par la bouche de Cassiodore que « le souverain n'avait point d'empire sur la religion, parce

qu'on ne pouvait forcer la croyance ; » et il avait fait respecter scrupuleusement la liberté de chacun. Mais le châtement infligé à quelques orthodoxes exaltés, pour des violences exercées contre les juifs à Rome et à Ravenne, répandit d'abord le mécontentement parmi les catholiques. Dans toutes les églises les prédicateurs commencèrent à crier à la persécution. La défiance se glissa peu à peu dans l'âme de Théodoric, et réveilla le barbare dans le roi d'Italie. Le port des armes fut interdit aux Italiens, et les sénateurs soupçonnés de relations secrètes avec la cour de Byzance furent étroitement surveillés.

Théodoric, arien consciencieux, trouvait dans les circonstances des raisons de craindre pour la doctrine dont il était alors le seul représentant considérable. Il avait vu Clovis chasser avec les Visigoths l'arianisme de la Gaule ; les Burgondes venaient d'abandonner leur vieille foi. Sous l'influence de Benoît de Nursie, qui allait fonder le couvent du Mont-Cassin, et sous celle du nouveau pape Jean, esprit ardent, l'orthodoxie devenait plus jalouse. Rome enfin, après la conclusion de la querelle de l'*hénotique*, n'ayant plus rien à reprocher à la foi orientale, tournait ses regards avec plus de complaisance vers l'empereur orthodoxe.

Théodoric savait comment on faisait alors servir la religion aux desseins de la politique. Il s'était toujours tenu en garde contre l'ambition de Constantinople. Un édit porté par l'empereur Justin contre ses sujets ariens, sans en excepter même les Goths auxiliaires, éveilla encore davantage les regrets et les espérances des Italiens, mais aussi excita au plus haut point la colère du roi qui avait compté que les orthodoxes imiteraient sa tolérance. Il fit partir en toute hâte pour Constantinople le pape et quatre sénateurs pour obtenir le retrait de l'édit, et sur le refus de Justin, menaça par représailles, d'interdire le culte orthodoxe en Italie. Si quelques vœux avaient été formés déjà pour le rétablissement de l'autorité impériale dans la péninsule, les menaces de persécution les rendirent plus ardents. Lorsque Théodoric apprit que le pape Jean, sans rien obtenir de Justin, le couronnait une seconde fois solennellement à Constanti-

nople, il se crut trahi. Le sénateur Albinus fut accusé en plein sénat d'avoir espéré la liberté de Rome, et entretenu au nom du corps tout entier une correspondance coupable avec Justin; comme il se défendait, le personnage le plus illustre de l'Italie, Boèce, qui avait écrit récemment son livre *de la Trinité* contre les ariens, se leva pour réclamer sa part du crime d'Albinus. « Si Albinus est coupable, dit-il, je le suis avec tout le sénat romain. »

Théodoric n'avait pas ménagé sa faveur à Boèce. Deux ans auparavant il avait fait élire dans une même année ses deux fils consuls. Cette opposition lui parut ajouter l'ingratitude au crime; il fit saisir l'illustre sénateur, comme coupable d'avoir adressé à l'empereur Justin une requête pour la délivrance de l'Italie, obtint sa condamnation du sénat tremblant, et le jeta dans la tour de Pavie où celui-ci écrivit son beau livre *de la Consolation de la philosophie*. Peut-être est-ce sur la lecture du premier des chapitres de cet ouvrage, que Théodoric tira Boèce de prison pour le livrer au supplice de la roue. Peu de temps après, Symmaque, beau-père de la victime, éprouva le même sort pour n'avoir pas su contenir sa douleur; et le pape Jean, au moment où il revenait de Constantinople en Italie, fut jeté aussi dans une prison où il mourut bientôt.

La colère du barbare contint les Italiens; mais l'œuvre de Théodoric fut perdue. Lui-même, triste d'avoir tout compromis, tourmenté par le remords, poursuivi par de sanglantes images, il succomba peu de temps après à un accès de fièvre ardente (526), et sa mort fut le signal de la décadence de son royaume. On voit encore à Ravenne le tombeau qu'il s'était fait construire de son vivant, et dont le dôme énorme et massif, fait d'une seule pierre d'Istrie, suffit pour prouver que rien, dans l'architecture des Goths, ne lui méritait l'honneur de donner son nom à cet art ogival qui a couvert de ses chefs-d'œuvre l'Europe du moyen âge.

Amalasonthé et Théodat (526-536).

Après la mort du grand Théodoric, les Visigoths d'Espagne se séparèrent d'abord des Ostrogoths, et redeman-

dèrent leur roi Amalaric, que Théodoric avait pris sous sa protection; Amalasonthe fille du grand roi, veuve d'Eutharic prince goth de la race des Amales, tutrice de son fils âgé de dix ans, Athalaric, n'eut à soutenir qu'en Italie l'œuvre du conquérant. La tâche était déjà assez lourde. Les grands officiers de la cour au lit de mort du roi avaient juré fidélité à sa fille et à son petit-fils. Au premier moment les émissaires d'Amalasonthe firent reconnaître son autorité, à Rome, en Ligurie, en Gaule, en Dalmatie; avec une prudence qui rappelait celle de son père, et témoignait des conseils de Cassiodore, cette femme belle et savante ménagea d'abord l'empereur d'Orient, dont elle fit graver l'image sur ses monnaies, avec le nom seul de son fils; elle rendit leur patrimoine aux enfants de Boèce et de Symmaque, et confia les premières charges civiles aux Romains; elle continua à protéger les anciens habitants contre les violences de ses compatriotes, donna à son fils l'instruction qu'elle avait reçue elle-même, et montra qu'elle aurait maintenu ce qu'avait fondé son père, si une femme l'avait pu, à cette époque barbare.

Mais la puissante volonté de Théodoric n'était plus là, pour imposer le joug de l'autorité à des barbares impatients et pour conjurer les dangers de cette juxtaposition de deux peuples, encore différents de mœurs et de langue, sur le même sol. Las de protéger les Italiens, les barbares voulaient les opprimer, depuis qu'ils n'étaient plus contenus; les Romains et le clergé orthodoxe, au contraire, tournaient avec plus de hardiesse leurs regards vers Constantinople, en voyant l'autorité aux mains d'une femme. La première occasion de trouble naquit dans le palais de Ravenne. La reine Amalasonthe qui avait quelque peine à plier son fils aux nécessités de l'éducation romaine, frappa un jour au visage le jeune roi; quelques seigneurs goths mécontents de voir leur chef élevé dans les arts des Romains, l'arrachèrent à sa mère pour en faire un véritable roi barbare, et le confièrent à des guerriers. Trois d'entre eux plus particulièrement indisposés contre Amalasonthe, formèrent le complot de rendre toute l'autorité au jeune roi. Amalasonthe menacée par

les siens se rapprocha de l'empire d'Orient, pour s'assurer à tout hasard une retraite, et fit mettre à mort les chefs goths qui conspiraient contre elle. Mais la mort du jeune Athalaric, victime des excès que lui permirent ses nouveaux maîtres, compliqua la situation déjà très-tendue (534).

Amalasonthe ne croyait point la maxime barbare que *la lance ne devait point tomber en quenouille* faite pour la fille de Théodoric; elle voulait continuer de régner; d'un autre côté, un neveu du grand Théodoric, Théodat, disciple de Platon, barbare civilisé qui n'avait pris des mœurs romaines que les vices, convoitait la succession d'Amalaric et traitait aussi avec la cour d'Orient qui croyait le moment venu de recouvrer réellement l'Italie. Amalasonthe entourée de pièges offrit à Théodat le partage de son trône; c'est ce qui la perdit ainsi que le royaume des Goths. Théodat commença par faire enfermer la fille de Théodoric dans une île du lac Bolséna; puis, comme elle implorait la protection de Justinien, poussé par sa femme Gudeline, il la fit étrangler dans un bain. C'était l'occasion qu'attendait le nouvel empereur. Justinien décidé à arracher l'Italie aux Goths comme il venait d'arracher l'Afrique aux Vandales, ordonna à son général Bélisaire de passer avec ses mercenaires en Sicile et en Italie.

Vitigès et Bélisaire; prise de Rome et de Ravenne sur les Ostrogoths (536-540).

Les Goths ne pouvaient compter que sur eux-mêmes. Les anciens habitants voyaient approcher avec joie celui qui les délivrerait de la domination de spoliateurs barbares et hérétiques; les Siciliens mêmes se rendirent dès la première sommation. A la nouvelle que Mondon entraît en Dalmatie, et que Bélisaire approchait, le disciple de Platon si peu propre à porter une couronne, l'abandonna pour une honnête pension et la permission de vivre en philosophe dans la Grèce. Bélisaire débarqua sans peine à Reggio qui lui fut livré par le gendre de Théodat, et se dirigea sur Naples, au milieu des peuples joyeux du Brutium, de la Lucanie et de la Campanie. Huit cents Goths et les juifs, très-nombreux dans Naples, opposèrent seuls une vive résistance. Mais Bé-

lisaire fit pénétrer ses soldats, par un aqueduc, dans la ville et tout le midi de la péninsule reconnut ses lois (536).

A voir ainsi commencer la lutte il semblait que les Goths ne dussent pas tenir longtemps ; ils trouvèrent cependant dans leur courage assez de ressource pour lutter dix-huit ans. A la place de Théodat tué dans sa fuite par un Goth qui avait une injure personnelle à venger, ils élurent Vitigès. Celui-ci pour consolider son trône épousa la fille d'Amalasonthe, puis abandonna la Gaule ostrogothique aux Francs, afin de prévenir une autre guerre que Justinien suscitait contre lui. Pendant ce temps-là Bélisaire était reçu à Rome avec enthousiasme, malgré une garnison de quatre mille Goths, par un peuple qui espérait regagner les blés de la Sicile et de l'Afrique, et qui acclamait dans le maître de Bélisaire un souverain orthodoxe.

Mais Vitigès, après avoir rassemblé des garnisons les plus éloignées tous les conquérants de l'Italie, revint sur le midi par la voie Flaminienne et le pont Milvius. Bélisaire avait fait d'immenses préparatifs de défense, armé les habitants pauvres, réparé les fortifications, transformé pour la première fois le tombeau d'Adrien (plus tard le château Saint-Ange) en citadelle ; et il animait tout de sa présence. Vitigès établit les Goths dans sept camps fortifiés autour de Rome et livra plusieurs assauts inutiles ; Bélisaire fit aussi vainement plusieurs sorties. Pendant un an (538) les Ostrogoths s'obstinèrent à l'attaque, malgré les ravages que faisait parmi eux l'air déjà pestilentiel des environs de Rome, et Bélisaire à la défense, en dépit des Romains qui commençaient à trouver un peu dures les souffrances de la famine. Le général de l'empereur d'Orient fut obligé de redoubler de vigilance pour prévenir les trahisons ; il exila plusieurs sénateurs, et fit déposer le pape Sévère, d'ailleurs trop attaché au concile de Chalcédoine. Enfin un secours de quatre mille mercenaires, que la femme de Bélisaire, Antonina, alla chercher à Ostie, une révolte en faveur de l'empereur à Milan, et le passage des Alpes par des guerriers francs, découragèrent les Ostrogoths. Ils se mirent en retraite vers le nord, laissant derrière eux Bélisaire maître d'Urbin, de

Fésule, d'Orviêto, d'Auximum, et Narsès du Trentin et de la province Émilienne.

L'arrivée de cent mille barbares francs qui s'annonçaient par la ruine de la grande ville de Milan, pouvait changer les chances de la lutte; ils étaient courtisés à la fois par les Grecs et les Goths. Leur chef, Théodebert, battit indistinctement les Goths et les Grecs, brûla les moissons, ruina toutes les villes où il entra, et se retira avec une armée décimée par la faim et la peste, mais après avoir fait plus de mal à la cause de Vitigès qu'à celle de Justinien (539).

Cet ouragan passé, Bélisaire resserra peu à peu les Goths dans Ravenne. Justinien, las de la longueur de la guerre, était prêt à abandonner aux Goths la Ligurie au delà du Pô, mais son général persista; il mit à profit les ouvertures de quelques traîtres qui offraient de le reconnaître comme roi d'Italie, fit pénétrer des vaisseaux dans le port, des soldats dans les faubourgs, et prit possession de la ville d'abord en son propre nom, malgré le désespoir des femmes des Goths qui crachaient au visage de leurs maris, à la vue du petit nombre et de la petite taille des vainqueurs. A la nouvelle que Vitigès était captif, le reste des Goths en garnison dans les différentes provinces d'Italie fit sa soumission, croyant tout sauver en changeant seulement de roi; mais Bélisaire leur annonça alors qu'il avait travaillé pour son maître et non pour lui-même; et laissant derrière lui dix généraux grecs pour achever son œuvre, il crut pouvoir aller conduire le roi des Goths aux pieds de l'empereur Justinien et lui annoncer que la péninsule faisait de nouveau partie de l'empire (540): il n'en était pas encore ainsi.

Totila relève la fortune des Ostrogoths (541-552).

Quelques milliers de Goths déterminés, enfermés dans Pavie, refusèrent d'obéir en apprenant qu'ils étaient trahis, et se donnèrent un chef, d'abord Ildebald, bientôt tué, puis Totila. Celui-ci, neveu du dernier roi, entreprit de rallier tous les barbares disséminés en Italie, et de restaurer leur puissance. Il profita de la division des généraux grecs qui n'étaient occupés que de faire leur main; il battit d'abord

quelques troupes dans le Véronais, dispersa vingt mille ennemis près de Faenza, reprit Naples, Cumes, la Lucanie, la Pouille, la Calabre; et après avoir ainsi privé Rome des blés du midi de l'Italie, il revint sur elle et l'assiégea. Le système fiscal de l'empire appliqué de nouveau à l'Italie par Justinien, et la conduite de ses dix généraux avaient suffi déjà pour faire regretter les Goths. Totila avec son armée accrue d'un grand nombre de transfuges et d'esclaves armés, entoura Rome où Bessas, après avoir accaparé les grains, profitait de la disette, pour les livrer à des prix exorbitants, et faisait fortune en spéculant sur la faim et sur la mort des Romains.

Bélisaire qui revint alors parut même ne pouvoir arrêter la nouvelle fortune des Goths. Après avoir repoussé le général grec qui avait pris terre à l'embouchure du Tibre et essayé de remonter le fleuve, Totila força la porte Asinaire, pénétra dans la ville, mit au pillage les maisons des riches citoyens, et fit démolir un tiers de ces murailles qui l'avaient si longtemps arrêté; il n'aurait pas épargné les plus beaux monuments, sans une lettre de Bélisaire. Il laissa du moins la ville presque déserte, emmena avec lui les sénateurs et les riches citoyens qu'il dissémina dans différentes forteresses de la Campanie et s'établit sur le mont Gargan (547).

Bélisaire, après son départ, prit possession de ces ruines, y jeta une faible garnison, et fit relever les murailles de manière à résister à un assaut; mais quand il descendit au midi pour enlever la Lucanie et la Campanie à Totila, il échoua faute de troupes suffisantes, et tout découragé se fit rappeler à Constantinople. Totila crut à une restauration complète de la puissance des Goths; il rentra dans Rome, la fortifia cette fois, et y rappela le sénat et le peuple (549). Il passa dans la Sicile, dans la Corse, dans la Sardaigne qu'il rattacha à l'Italie, et fit attaquer par ses vaisseaux les côtes de l'Épire. Les villes de Ravenne et d'Ancône restaient seules au pouvoir des Grecs. Totila promettait plus encore. En rétablissant le gouvernement de Théodoric, il voulait l'améliorer par l'observation de la plus rigoureuse justice. « Du temps de Théodat, disait-il, nous avions la puissance, mais

la justice nous manquait. Honorons notre victoire par notre vertu. La fortune de la guerre suit les mœurs des combattants. » Il n'eut pas le temps de tenir ces promesses.

L'eunuque Narsès; derniers rois goths; une invasion d'Alamans (552-554).

Justinien, malgré les propositions de paix de Totila, envoya une nouvelle armée sur les instances du pape Vigile et de Céthégus, organes des orthodoxes et des anciens habitants de l'Italie. L'eunuque Narsès, qui avait fait déjà la guerre d'Italie, en prit le commandement. Ce général cachait une âme énergique dans un corps grêle et mutilé; il augmenta les troupes qu'on lui avait confiées de cinq mille Lombards, trois mille Hérules, deux mille Huns et quatre mille Perses qui avaient à leur tête le neveu même de leur roi. Ce fut par le nord qu'il pénétra en Italie en jetant des ponts de bateaux aux embouchures de la Piave, de la Brenta, de l'Adige et du Pô. Après s'être reposé à peine quelques jours dans Ravenne, il se dirigea droit sur Rome. Les Goths l'attendaient entre Tagina et les sépulcres des Gaulois, sur le champ de bataille où Décius s'était autrefois dévoué pour Rome en combattant. Totila, avant l'action, fit admirer des deux armées son adresse à diriger son cheval et à manier sa lance. Plus de six mille Goths tombèrent autour de lui; il périt lui-même un des derniers, percé par la lance d'un chef gépide (552).

Après la victoire, Narsès renvoya avec de riches récompenses les Lombards dont les cruautés effrayaient les vainqueurs mêmes; il prit Rome, et marcha au midi contre Térias que les Goths avaient reconnu pour roi. Enfermé sur le mont Lactaire avec les siens, le dernier roi goth mit pied à terre résolu à s'ouvrir un passage à travers l'armée de Narsès. Mais au moment où il échangeait son bouclier couvert déjà de douze javelines, il fut percé d'un coup mortel, et ses compagnons, après avoir continué le combat jusqu'au soir, capitulèrent le lendemain (553). Aligern, son frère, assiégé dans Cumes, se défendait encore, ainsi que quelques Goths, dans Lucques et dans Compsa, quand plus de quatre-vingt

mille Alamans conduits par deux Francs, Leuthar et Buccelin, que les Goths avaient appelés, descendirent encore une fois des Alpes (554).

Narsès concentra ses troupes sur différents points fortifiés et laissa passer le torrent qui se répandit en faisant des ruines jusqu'aux extrémités de l'Italie. Aligern lui-même fut tellement effrayé à la vue de ces barbares, qu'il traita avec le général de l'empire d'Orient. Heureusement cette invasion se consuma elle-même. Arrivés en Campanie dans la saison des vendanges, les Francs et les Alamans se livrèrent à de tels excès d'intempérance, que la dysenterie les fit périr par milliers. Leuthar se détacha alors avec les siens du corps de Buccelin pour aller mettre ses richesses en sûreté au delà des Alpes et mourut sur les bords du lac Benacus. Narsès eut bon marché du reste sur les bords du Vulturne. Il disposa son armée en un vaste demi-cercle, étendant sa cavalerie, ses archers et ses frondeurs sur les deux ailes. Les Germains, qui n'avaient pas de cavalerie, s'avancèrent en formant le coin, enfoncèrent le centre des Grecs, mais furent enveloppés de tous côtés par la cavalerie ennemie. Leur petite hache ou framée et leur redoutable angon leur furent de peu de secours, contre les flèches et les pierres qui les frappaient de loin. Les Hérules de Narsès décidèrent la victoire en faisant une charge à fond dans cette masse en désordre. Les historiens grecs assurent que de toute cette invasion, cinq Germains à peine repassèrent les Alpes.

Gouvernement et disgrâce de Narsès (554-558).

Narsès n'eut plus qu'à recueillir les fruits de ses victoires; les Goths qui défendaient Lucques furent obligés de se rendre; ceux de Compsa, sous prétexte de pourparlers, essayèrent de tuer Narsès en trahison. La ville fut prise et sept mille Goths envoyés comme mercenaires à Constantinople. Le vainqueur entra enfin triomphant dans Rome; l'Italie devint une province de l'empire d'Orient, et fut gouvernée par celui qui l'avait reconquise sous le titre d'exarque ou de patrice (554).

Ce dont elle avait grand besoin maintenant, c'était d'un bon gouvernement; vingt années de guerres, pendant lesquelles les Goths, les Grecs et les Francs s'étaient disputé la péninsule avec acharnement, l'avaient mise plus bas encore que ne l'avait trouvée Théodoric. La ville de Milan seule avait perdu trois cent mille habitants, et dans le Picénium cinquante mille étaient morts de faim. Les Goths, qui s'étaient établis avec leurs richesses, leurs femmes et leurs enfants dans la Péninsule, l'avaient d'abord repeuplée, puis traitée, conservée comme leur propriété. Les Grecs, venus seulement pour soumettre, avaient enlevé tout ce qu'ils pouvaient emporter de richesses, et en détruisant les Goths ne les avaient pas remplacés. Les généraux, Bélisaire lui-même, par condescendance pour sa femme Antonina, avaient donné l'exemple de la plus odieuse rapacité. Les barbares francs et alamans avaient fait pis encore.

Narsès, pendant quinze ans qu'il remplit les fonctions d'exarque, répara quelques-uns de ces maux. D'abord il mit l'Italie à couvert de toute tentative nouvelle et lui assura la paix. Il acheva la soumission des Goths en leur enlevant Brescia et Vérone qu'ils possédaient encore. Le domaine de Théodoric, les possessions des Goths retournèrent au fisc, sauf quelques terres laissées à ceux qui avaient fait une prompte soumission. Deux chefs de bande, Sindwald, roi des Hérules établis depuis le temps de Théodoric dans les Alpes occidentales, et un comte goth qui s'était associé à des aventuriers francs, apprirent à respecter l'autorité de l'exarque. Les troupes astreintes à une discipline assez rigoureuse, les fortifications de Milan et celles de plusieurs autres villes relevées, ajoutèrent encore à la sécurité de la Péninsule. Le nouveau gouvernement fut presque entièrement militaire. L'exarque eut la principale autorité; le préfet du prétoire lui fut soumis. Un duc ou chef militaire garantit dans chaque ville la défense du territoire, sans réunir cependant, comme les comtes goths, la puissance judiciaire.

Une *pragmatique sanction*, promulguée par Justinien, appliqua à la péninsule les lois qui avaient été précédemment rédigées par de célèbres jurisconsultes pour l'empire grec.

Cette pragmatique sanction assura aux villes une certaine vie municipale, quoique sous la dépendance militaire. Le collège des curiales continua à y dominer sous le nom de collège *consulaire*. Les *dativi* remplacèrent dans leurs fonctions les *duumvirs* et les *quatuorvirs*, à cette différence près qu'ils furent nommés par le gouvernement; et l'ancien curateur devint le père de la cité, *pater civitatis*. Au-dessous de ces vieux débris de la municipalité romaine, naquirent des corporations (*scholæ*) de gens de commerce et de métiers, sur le modèle des corporations ou compagnonnage militaire (*scholæ militiæ*). Les évêques auxquels Justinien accorda un nouveau droit de surveillance sur la conduite des magistrats et sur les affaires de la commune, étendirent leur autorité dans le domaine temporel. C'étaient là de nouveaux éléments de civilisation, qui devaient avoir une grande influence sur l'avenir des villes italiennes!

Narsès jouit d'une autorité presque sans contrôle pendant tout le règne de Justinien. Assuré de l'appui du clergé et des catholiques dont il rebâtit les églises, il arrêta un schisme en se prononçant pour Honorat, et fit condamner quelques évêques, entre autres le patriarche d'Aquilée, qui ne voulaient pas reconnaître la doctrine des *trois chapitres*, adoptée par le pape Pélage. Au dehors, sa réputation d'habileté, ses liaisons avec les barbares le firent respecter des nations voisines, que la péninsule, malgré ses ruines, tentait encore. Comme province de l'empire grec, l'Italie, quoique déchue, semblait pouvoir jouir au moins de la paix, si la cour de Constantinople eût été capable de lui accorder une protection efficace et durable.

Malheureusement, à la mort de Justinien (565) les difficultés commencèrent. L'impératrice Sophie, femme de Justin II, était l'ennemie particulière de l'exarque. Quelques mécontents déclarèrent qu'ils avaient été plus heureux dans la servitude des Goths que sous le despotisme de l'eunuque grec. Narsès fut disgracié, et un nouvel exarque, Longin, envoyé à sa place. On assure que l'impératrice ajouta à la lettre de destitution envoyée à Narsès une insulte qui arracha à celui-ci quelques menaces. Longin, en

transférant sa résidence à Ravenne, et en annonçant dans l'administration civile et judiciaire quelques réformes assez mal vues, fit bientôt repentir les Romains. Le pape Jean III alla exprimer à Narsès, à Naples, les regrets des Italiens, et de là partit pour Constantinople afin de revendiquer les privilèges de Rome méconnus par Longin. Narsès eut au moins la consolation de revenir loger au Capitole et d'y mourir; mais avec le regret de laisser après lui un exarque incapable, les troupes mécontentes, et les Italiens divisés. Fâcheuses circonstances, au moment où la péninsule était menacée d'une invasion plus redoutable encore que celles qu'elle avait déjà subies.

CHAPITRE IV.

LES LOMBARDS; L'EXARCHAT DE RAVENNE; ORIGINE DU POUVOIR TEMPOREL DES PAPES (568-750) ¹.

LES LOMBARDS ET LEUR ROI ALBOIN. — LA CONQUÊTE; RÈGNE D'ALBOIN ET DE KLEPH (568-575). — LES TRENTE-SIX DUCHÉS LOMBARDS (575-584). — RÈGNE D'AUTHARIS (584-591); THÉODELINDE. — RÈGNE D'AGILULF; L'EXARCHAT; SAINT GRÉGOIRE; LES LOMBARDS CONVERTIS À L'ORTHODOXIE (591-620). — TROUBLES DANS LE ROYAUME LOMBARD ET DANS L'EXARCHAT (620-636). — RÈGNE DE ROTHARIS; CONSTITUTION ET LÉGISLATION DES LOMBARDS; LA ROYAUTÉ; LES DUCS; LES GASINDES (636-652). — LES HOMMES LIBRES; LE MUNDIUM; LES ALDIES; LES ESCLAVES. — RODOALD (652); LA DYNASTIE BAVAROISE; ARIPERT I (653); USURPATION DE GRIMOALD (662); PERTHARIT (671). — L'EXARCHAT À L'ÉGARD DE L'EMPIRE; LE PREMIER DOGE À VENISE (697); KUNIPERT (686), ARIPERT II (701). — L'EMPEREUR LÉON L'ISAURIEN; ORIGINE DU POUVOIR TEMPOREL DU SAINT-SIÈGE; LE ROI LUITPAND (712); LE PAPE GRÉGOIRE II (715). — LES PAPES GRÉGOIRE III (731) ET ZACHARIE (741); LE ROI RATCHIS (744).

Les Lombards et leur roi Alboin.

Le peuple des Lombards ou Langobards, qui se présentait en 568 aux défilés des Alpes orientales, n'avait point été

1. Voy. Léo, *Histoire d'Italie*, 1^{er} vol.; Paul Diacre, l'historien national des Lombards, et Anastase, le bibliothécaire.

adouci comme les Ostrogoths au contact de la civilisation romaine. Les barbares qui suivaient Alboin à la conquête et au pillage de l'Italie, n'étaient pas très-différents de ceux que Paul Diacre nous dépeint sous la conduite de la prophétesse Gambara, sortant de la Scandinavie pour commencer leurs longues migrations. Après avoir si souvent changé de demeures, ils étaient constitués plutôt comme une armée que comme une nation. Ils marchaient sous la conduite de ducs ou commandants de mille hommes, de centeniers ou *sculdahis*, selon l'expression lombarde, et de dizeniers, qui composaient ce qu'on appelait les compagnons particuliers ou *gasindes* du roi héréditaire.

La guerre était encore toute leur existence, et ils la faisaient en vrais barbares. Narsès qui avait enrôlé quelques-uns d'entre eux, durant sa lutte contre les Goths, les renvoya effrayé de leurs excès. Ils nourrissaient depuis longtemps contre les Gépides une vieille haine, accrue encore depuis leur établissement auprès d'eux, en Pannonie. Le roi Alboin n'y mit fin que lorsqu'il eut tué de sa propre main leur roi Cunimond, pour se faire une coupe de son crâne, contraint sa belle et royale fille, Rosamunde, à le recevoir pour époux, et enrôlé dans son armée les débris des Gépides. Le christianisme d'Arius ne changea guère ces sectateurs d'Odin, encore attachés à de vieilles superstitions qui sentaient la magie la plus sauvage. Ils n'avaient point oublié que la déesse scandinave Frigga les suivait d'un œil bienveillant, et qu'ils devaient leur terrible nom à son divin époux même.

L'invasion d'un pareil peuple devait avoir un caractère terrible. Alboin ne venait point comme Théodoric conquérir la péninsule au nom de l'empire romain, moins encore pour en conserver ou en relever les vieilles institutions politiques. Il abandonnait la Pannonie à ses alliés les Avars, à la condition qu'elle lui serait rendue s'il ne réussissait pas dans son entreprise; mais il était décidé à tout pour l'échanger contre un climat plus beau et des terres plus fertiles. Ignorant des ressorts de l'administration impériale, plein de mépris pour les Romains, il ne devait ménager ni les choses

ni les hommes. Un nombre considérable de Bulgares, Sarmates, Pannoniens et Suèves, vingt mille Saxons, tous païens et plus sauvages, s'il était possible, que les Lombards, ajoutaient encore à la terreur que répandait par avance l'armée d'invasion. Cette fois, c'était bien à une spoliation et à une servitude complètes qu'il fallait s'attendre.

La conquête; règne d'Alboin et de Kleph (568-575).

Longin avait laissé les provinces frontières dans l'abandon; tout s'enfuit lorsque les premières bandes descendirent les Alpes, pillant et massacrant. Le patriarche d'Aquilée chercha un asile dans l'île de Grado; Padoue, Monselice, Mantoue opposèrent seules une vive résistance, et restèrent quelque temps indépendantes; mais en moins d'un an toute la Vénétie fut conquise. Alboin y laisse un de ses gasindes, son neveu Gisulf, avec un certain nombre de guerriers; ce fut le premier duc du Frioul. L'évêque de Trévise qui s'était soumis volontairement, conserva ses biens; mais le reste des habitants fut dépouillé.

L'année suivante (569), quand Alboin entra dans la Ligurie, l'archevêque de Milan, avec les plus riches bourgeois de la ville, s'enfuit à Gênes. Cet exemple fut imité dans les autres grandes villes; Pavie seule, protégée par le Tessin et le Pô, défendue par de solides fortifications, soutint un siège de trois ans. Pendant qu'une partie des siens en formait le blocus, Alboin passa le Pô et répandit ses guerriers dans la Toscane, l'Ombrie et la vallée du Tibre. Une partie de l'Émilie, Ravenne, la Flaminie, la Pentapole, Rome échappèrent à ses armes, et prirent même un accroissement considérable par le grand nombre d'habitants des autres provinces qui s'y réfugièrent. Mais il laissa au moins dans Spolète, entre Ravenne et Rome, un duc qui devait être comme une menace suspendue sur ces deux villes.

De retour devant Pavie qui succomba enfin en 572, le sauvage vainqueur voulait faire massacrer tous les habitants de la ville et la raser, pour effrayer ceux qui résistaient encore au nord, à Gênes et dans les îles de la Vénétie. Son cheval broncha au moment où il y faisait son entrée : c'était un



signe menaçant; il épargna la ville, en fit sa capitale et prit sa résidence dans le palais qu'y avait fait bâtir Théodoric. Cependant le présage s'accomplit. Alboin célébrait sa victoire dans un grand banquet, et buvait à ses succès dans le crâne de Cunimond. Il invita sa femme Rosamunde à lui faire raison, en vidant la même coupe. Rosamunde obéit à son seigneur; mais quelques jours après, de concert avec Helmilchis, porte-bouclier de son mari (573), elle fit assassiner Alboin par un de ses gasindes. Elle espérait obtenir la couronne pour Helmilchis; mais elle fut obligée de fuir avec lui devant la colère des compagnons d'Alboin, auprès de l'exarque de Ravenne; elle y mourut, forcée d'achever la coupe de poison qu'elle avait servie à son complice, dont elle voulait se défaire pour épouser Longin, amoureux de ses trésors.

Les chefs lombards ne cherchant qu'à s'assurer la possession de l'Italie élurent un roi qui pût achever l'œuvre commencée. Ce brave, nommé Kleph, inaugura brillamment son règne; il resserra Ravenne par la prise de Rimini, bâtit une forteresse là où devait s'élever plus tard Imola, et conduisit ses guerriers jusque dans le midi où il établit un de ses compagnons, Zotto, dans Bénévent, pour poursuivre la conquête contre Naples, Gaëte, Amalfi, la Calabre et le Brutium, restés au pouvoir des Grecs.

Les Lombards purent achever sans peine de déposséder les propriétaires romains dans le pays conquis, soit en les massacrant, soit en les chassant du pays. Peu satisfaits de la large part que s'étaient faite autrefois les Hérules et les Ostrogoths, ils prirent tout; ce qui resta des anciens habitants fut réduit à l'état de colons ou de tributaires. L'avidité des conquérants était telle, qu'après la mort de Kleph, tué en 575 par un de ses fidèles, les ducs encouragés par la jeunesse de son fils ne lui donnèrent point de successeur, et se partagèrent les domaines royaux; faute grave qui les empêcha d'achever dans le premier moment de terreur la conquête de toute la péninsule.

Les trente-six duchés lombards (575-584).

Au nombre de trente-six, les principaux chefs s'établirent

avec leur suite de guerriers, non pas dans des châteaux ou des métairies isolés, comme les autres barbares, en Gaule, en Espagne et en Afrique, mais dans les villes les plus importantes, à Bénévent, à Spolète, à *Forum Julii* (Cividade del Friuli), à Pavie, à Bergame, à Brescia; et là ils continuèrent, chacun pour soi et en détail, l'œuvre de la spoliation. A demeure dans les palais et les plus splendides maisons, ils enlevèrent aux habitants des cités le droit d'administrer leurs affaires, comme à ceux de la campagne la libre propriété de leurs biens. Des guerriers de moindre importance, mais non de moindre avidité, se répandirent dans les plus petites villes et les villages. Toute vie municipale et toute propriété personnelle furent enlevées aux vaincus, devenus le jouet d'une tyrannie capricieuse. La population émigra dans les îles voisines. Le désert se fit dans les villes, où les monuments et les murailles se dégradèrent, et dans les campagnes, où les landes reparurent. « En vérité, put s'écrier bientôt saint Grégoire, le pays que nous habitons n'annonce pas seulement la fin du monde, il la réalise. »

En divisant cependant leur action, les barbares affaiblirent leur puissance et se mirent en péril. Au midi, le duc de Bénévent, Zotto, échoua au siège de la ville de Naples, et ne réussit que contre le monastère du Mont-Cassin, fondé par Benoît de Nursie en 529, et qui grandissait depuis au milieu des ruines de l'Italie. Les religieux, dispersés après le pillage de leur trésor, furent obligés de chercher un asile à Rome. Au nord, en 576, d'autres Lombards passèrent les Alpes occidentales, entrèrent dans le royaume de Bourgondie, battirent et tuèrent le patrice Amatus; mais l'année suivante, ils furent complètement défaits par le général du roi Gonthran, Mummolus. Au centre le duc de Spolète, qui s'était avancé un peu trop près de Rome, fut repoussé par un corps d'armée que l'empereur d'Orient avait envoyé à Ostie sur la demande du pape. Bientôt l'empereur Tibère contracta alliance avec les Francs austrasiens dans le dessein d'arrêter les ravages de barbares qui s'attaquaient à tous, et il songea à pousser aussi contre eux les Avars. Ces menaces du dehors, et la misère où toutes ces tyrannies

particulières réduisaient l'Italie, firent sentir enfin aux Lombards la nécessité de concentrer les forces de la nation entre les mains d'un seul chef.

Règne d'Autharis (584-591) ; Théodelinde.

En 584, les ducs portèrent leur choix sur le fils de Kleph, Autharis, et lui restituèrent tous les domaines dont ils s'étaient emparés. Celui-ci se montra digne de cet honneur. Le pape Pélage II ourdissait une vaste conspiration contre la domination lombarde ; un gasinde du roi lombard, Droctulf, devait soulever les Italiens ; le roi des Francs, Childibert, sur la promesse d'une somme de cinquante mille pièces d'or, et une armée impériale débarquée dans l'exarchat, s'apprêtaient à envahir la lombardie. Autharis empêcha habilement la jonction des Francs et des Grecs, rejeta les premiers au delà des Alpes, reprit aux autres Parme et Plaisance qu'ils avaient enlevés, châtia Droctulf, et dans une course hardie s'avança jusqu'au fond de la Calabre, où touchant fièrement de sa lance une colonne élevée près de Reggio, sur le bord de la mer, il jura de fixer à cette limite de l'Italie, la limite de son royaume. Cet heureux début étendit au loin sa réputation. Il alla déguisé en messenger demander en mariage la belle Théodelinde, fille de Garibald, duc des Bavaois, osa lui toucher furtivement la main en lui rendant la coupe de l'hospitalité, et se fit reconnaître, quand il prit congé, à la manière dont il planta de loin sa hache dans un chêne. De crainte d'être donnée à un roi franc, Théodelinde s'échappa de la cour de son père, et vint partager la couronne de ce vaillant chef.

Le plus grand service rendu par Autharis aux Lombards fut d'affermir leur conquête en la régularisant, en fixant les conditions de la propriété, les droits des vainqueurs et des vaincus. Les conquérants formèrent une aristocratie territoriale soumise à la même hiérarchie qu'ils avaient observée lorsqu'ils n'étaient qu'un corps d'armée. Ils jouirent seuls du privilège de la liberté comme de celui de la propriété. Les anciens habitants, partagés dans les villes par corps de métiers, et dans les campagnes par domaines, réduits à la

condition d'*aldies* ou non libres, durent à leurs maîtres une part de leur travail, qui ne fut jamais bien fixée pour les artisans, mais qui pour les colons équivalut au tiers des produits. Le roi envoya dans ses domaines des officiers ou *gastaldes* pour administrer les biens, percevoir ses revenus et rendre la justice à ses sujets romains. Les ducs suivirent cet exemple dans leurs possessions particulières. L'assujettissement des anciens habitants qui n'eurent plus au-dessous d'eux que leurs esclaves, fut consommé en même temps que leur spoliation; une nouvelle constitution sociale commença; les débris de l'organisation romaine achevèrent de disparaître pour laisser voir les premières bases de l'édifice féodal du moyen âge: heureux les vaincus de payer au lieu de l'*indiction* et de la *capitation*, le tiers des produits, si l'avidité de leurs nouveaux maîtres n'avait bientôt inventé les corvées et les nouveaux péages sur les marchés (*plateaticum*) dans les villes, sur les eaux (*aquaticum*), les prairies (*herbaticum*) et les forêts (*glandeaticum*) dans les campagnes!

Une mort prématurée, en 591, empêcha Autharis d'achever, après cette organisation, la conquête de l'Italie. Les résultats de son règne eussent même été perdus, puisqu'il ne laissait point d'héritiers, sans les mérites de sa veuve Théodelinde. Les ducs lombards, que la mâle beauté de celle-ci avait séduits, voulurent qu'elle choisit son nouvel époux parmi eux et le fit roi. Elle offrit sa main au duc de Turin, Agilulf, Thuringien de naissance, et résolu à continuer l'œuvre de son prédécesseur. Les villes de Padoue, Crémone, Mantoue, Monselice, restées jusque-là indépendantes, se soumirent enfin. La paix fut faite avec les Francs et les Avars; le nouveau roi n'avait plus qu'à tourner toutes ses forces contre l'exarchat pour réunir l'Italie entière sous sa loi.

Règne d'Agilulf; l'exarchat; saint Grégoire; les Lombards convertis à l'orthodoxie (591-620).

Cette conquête paraissait facile. L'empereur d'Orient avait essayé de resserrer entre les mains de l'exarque le gouvernement militaire et politique des provinces italiennes restées

en son pouvoir. Le duc de Naples, celui de Sicile, les tribuns ou comtes militaires résidant à Rome, à Venise, à Gaëte, à Gênes, à Terracine et dans d'autres petites villes, avaient été mis sous ses ordres immédiats. Les magistrats civils, le préfet du prétoire, le préfet de Rome, les juges ou présidents dans les provinces de Campanie, de Pentapole et de Flaminie, les curateurs, patrons ou défenseurs de cités lui étaient soumis. Mais l'éparpillement de ces provinces séparées les unes des autres par la conquête lombarde, en empêchant Ravenne de communiquer immédiatement avec Venise, Rome avec Ravenne, et Naples avec Rome, anéantissait réellement l'autorité de l'exarque, et poussait à l'indépendance les autorités militaires ou ecclésiastiques, toutes-puissantes à cette époque d'anarchie politique et morale. L'exarque Longin lui-même, qui employait seulement à la fortification de Ravenne les trésors enlevés à Rosamunde, et abandonnait le reste des provinces à elles-mêmes, avait rendu le mouvement légitime, et l'exarchat divisé était bien faible en face d'une nation unie et disciplinée.

Le roi des Lombards trouva dans le pape saint Grégoire un adversaire puissant sur lequel il ne comptait pas. Descendant de la noble famille Anicia, celui-ci ajoutait à la distinction de la naissance les avantages du corps et de l'esprit. A moins de trente ans il était nommé préfet de Rome. Mais au bout de quelques mois il abandonnait les honneurs et le soin des choses mondaines pour se retirer dans un cloître, et ne s'y occuper que des choses de Dieu. Sa réputation ne lui permit pas de garder cette obscurité. Envoyé à Constantinople, vers l'an 579, comme secrétaire, puis comme apocrisiaire, par le pape Pélage II, il rendit de grands services au saint-siège dans ses rapports avec l'empire et dans ses luttes contre les Lombards. En 590, le clergé, le sénat et le peuple l'élevèrent d'une commune voix au souverain pontificat en remplacement de Pélage. Il parvint pendant trois jours à se soustraire à cet honneur ; contraint enfin de le subir, il l'accepta en se promettant d'en remplir avec persévérance et énergie tous les devoirs. Mais telles

étaient déjà l'étendue et la complication des affaires auxquelles le saint-siège devait pourvoir, que Grégoire doutait lui-même *si l'épiscopat était l'office d'un pasteur des âmes ou celui d'un prince temporel*.

La position inférieure de Rome, simple ville de l'exarchat, à l'égard de Constantinople, capitale de l'empire, faisait courir quelques dangers à la suprématie que les synodes de Constantinople et de Chalcédoine avaient reconnue au saint-siège. Grégoire exerça hardiment ses droits de chef de l'Église, en s'appuyant sur les recueils des canons, édits et décrets du saint-siège publiés récemment par Denis le Petit, contemporain et ami de Cassiodore. L'archevêque de Constantinople prenait le titre d'évêque œcuménique; il combattit cette prétention et releva le prêtre Jean de Chalcédoine de l'anathème lancé contre lui par ce prélat orgueilleux. En Italie, il fit sentir avec énergie les droits patriarcaux qu'il possédait dans le diocèse des dix provinces méridionales de la péninsule, et profita de l'exil de l'évêque de Milan qu'il secourut généreusement à Gênes de ses deniers, pour les étendre dans les sept provinces du diocèse du nord. L'évêque de Ravenne même, qui avait rêvé une certaine indépendance pour la résidence de l'exarque, fut obligé de plier devant lui.

Les immenses possessions de l'Église de Rome, dans les environs de la ville, dans le midi de l'Italie, en Illyrie, en Gaule et en Sicile, la surveillance que les lois de Justinien avaient recommandée aux évêques sur les magistrats, les circonstances enfin donnaient encore au saint-siège, dans une autre sphère, une grande importance. Abandonnée non-seulement par l'exarque, mais par l'empereur d'Orient qui libérait les provinces d'Afrique, de Sardaigne et de Corse, de l'obligation de fournir à sa subsistance, et qui négligeait de lui envoyer les secours d'hommes ou d'argent dont elle avait si besoin, Rome était dans l'impossibilité de résister aux Lombards. Grégoire employa les ressources du saint-siège à l'approvisionnement et à la protection de la ville. Les ducs ou comtes grecs épuisaient les autres cités ou provinces que l'empereur pressurait quand il ne les abandonnait pas. Gré-

goire les défendit à la cour de Byzance même, contre de désastreuses exigences, et grâce à ses talents et à ses vertus, prit en Italie une position politique de jour en jour plus dessinée.

Ce fut contre cette puissance morale et politique que vint se heurter le puissant roi des Lombards. Grégoire avait déjà préparé des moyens de défense. Attaqué dans Rome, il reçut vivement le roi Agilulf; il partagea avec les maîtres de la milice Vélox, Maurice et Vitalien le soin de la guerre, assura la paye des troupes, fort négligée par l'empereur, et força les clercs, dans un temps où chaque jour amenait son danger, de prendre eux-mêmes les armes; les fuyards de toutes les régions voisines affluèrent à Rome sous l'égide du saint-siège, qui racheta de ses propres deniers les captifs des Lombards.

Agilulf s'arrêta plutôt encore par respect que par lassitude. Celui qui avait fait la guerre négocia lui-même un traité au nom de Rome; en vain l'exarque Romanus se plaignit amèrement de cette usurpation, et l'empereur Maurice gourmanda ce qu'il appelait la simplicité de Grégoire; le pape maintint avec force son droit et l'exarque Callinicus, successeur de Romanus, ratifia le traité que Grégoire refusa cependant de signer, préférant, avec une sagesse profonde, le rôle d'arbitre de la paix à celui de partie contractante. Le saint-siège avait sauvé du même coup l'orthodoxie et l'exarchat.

Grégoire entra dès lors en rapports fréquents avec le roi lombard et surtout avec la reine Théodelinde, chrétienne orthodoxe, qui avait vu la précédente guerre avec quelque peine. Celui qui envoyait des missionnaires pour convertir les Anglo-Saxons dans la Grande-Bretagne, qui décidait l'arien Reccarède, roi des Visigoths, à renoncer à l'hérésie, ne pouvait négliger de combattre l'arianisme en Italie. Secondé par une reine qui avait déjà élevé pour les catholiques la basilique de Monza en l'honneur de saint Jean-Baptiste, il travailla activement à ramener les Lombards à l'orthodoxie; et la conversion fit de tels progrès que le roi Agilulf permit de baptiser et d'élever son fils Adelwald selon

les rites de Rome, au mépris de la défense qu'avait faite Autharis de donner le baptême catholique aux enfants des Lombards.

L'accord du saint pontife et de la reine ne fut pas toujours sans nuages; Théodelinde, qui voyait peut-être aussi les dangers des empiètements de Rome, soutint le patriarche d'Aquilée et plusieurs évêques lombards, partisans de la doctrine des *trois chapitres*, condamnée par le pape et l'archevêque de Milan. Grégoire, pour punir le patriarche rebelle, autorisa les îles vénitiennes, tous les jours plus populeuses, à élire un patriarche particulier, qui fixa sa résidence dans l'île de Grado. Mais la conversion des Lombards à la foi catholique ne fut pas interrompue par ce dissentiment. Théodelinde y travailla encore avec plus d'ardeur après la mort d'Agilulf (615), lorsque toujours puissante et respectée elle exerça le pouvoir au nom de son fils Adelwald. Le clergé catholique obtint peu à peu la prééminence sur le clergé arien. Ses églises se relevèrent; ses domaines lui furent rendus et même agrandis. Le monastère de Bobbio, fondé par saint Colomban, devint un des plus riches de l'Occident. Enfin, sous cette virile mais douce main de femme, qui obtenait plus du sentiment chevaleresque des Lombards que n'eût fait un homme, les mœurs des conquérants commencèrent à se polir, et la condition des anciens habitants devint plus supportable.

**Troubles dans le royaume lombard et dans l'exarchat
(620-626).**

La mort de saint Grégoire et celle de Théodelinde, arrivées à peu de distance l'une de l'autre (620-625), marquèrent dans l'exarchat et le royaume lombard la fin d'une ère de paix et de prospérité. L'exarque Lémigius avait déjà provoqué une révolte en enchérissant encore sur les exigences de ses prédécesseurs, et il avait été massacré dans son palais avec sa femme et les serviteurs qu'il avait amenés de Constantinople (616). Sous son successeur Eleuthérius, le duc de Naples avait voulu se rendre indépendant. Vainqueur, Eleuthérius avait imité lui-même sa victime; il s'était révolté

contre l'empire d'Orient et avait été tué par ses soldats (619). Sous Isaac eut lieu une révolte des Romains (633); sous Olympius enfin recommencèrent, en 649, les querelles de Rome et de Constantinople qui devaient finir par un schisme.

Dans le royaume lombard, Adelwald, privé des conseils de sa mère, compromit son œuvre par ses préférences exagérées pour les orthodoxes et les Romains. Ariowald, duc de Turin, époux de Gundeberge, sœur du roi, fit déposer celui-ci, comme atteint de folie, lui donna un poison lent et prit son trône (625). Des malheurs domestiques furent la punition de ce crime. Accusée d'avoir accordé ses faveurs au duc de Frioul Tasso, Gundeberge fut enfermée au fort de Lomello jusqu'à ce que son champion, dans un duel judiciaire, eût prouvé son innocence par la mort de son accusateur. Ariowald, peu satisfait de ce *jugement de Dieu*, fit massacrer en trahison Tasso et le propre frère de la reine. La paix ne se rétablit que par la mort d'Ariowald (636).

Règne de Rotharis; constitution et législation des Lombards; la royauté; les ducs; les gasindes (636-652).

Gundeberge, renouvelant l'exemple de sa mère, accorda sa main et la couronne de fer à Rotharis, duc de Brescia (636). Celui-ci renferma strictement dans les occupations intérieures du palais une femme qui avait l'ambition de Théodelinde sans en avoir les qualités, et reprit le cours interrompu des victoires et de l'organisation lombardes. Les divisions, tous les jours plus graves au sein de l'exarchat, excitaient l'ambition d'un roi qui d'ailleurs était arien. L'exarque Isaac refusait de reconnaître le pape Séverin successeur d'Honorius, faisait piller le trésor de Saint-Jean de Latran par le cartulaire de l'Église romaine Maurice, et se voyait obligé ensuite de comprimer une révolte suscitée par son complice. Rotharis s'empara sans peine de la ville et des côtes de Gènes, de la Lunigiana et de tout le littoral de l'ouest, depuis les frontières du royaume de Burgundie jusqu'à la Toscane; il soumit encore, à l'orient Trévise, au centre Pérouse.

Mais l'œuvre la plus importante de son règne fut la promulgation des coutumes et usages de la nation, rédigés par les grands dans différentes réunions tenues à Pavie, et ratifiés en assemblée solennelle comme corps de droit en 644 par le *peuple fidèle* et l'*armée fortunée* des Lombards. Législation territoriale et non personnelle comme les autres lois barbares, s'imposant à tous les anciens habitants compris comme les Lombards sous le nom de sujets du roi, et ne faisant exception que pour quelques villes qui tenaient de leur capitulation une position à part, le code lombard offre encore bien des traits particuliers qui éclairent l'état social de l'Italie, de la population conquérante et de la population vaincue à cette époque.

La première loi de Rotharis prononce la peine de mort non-seulement contre ceux qui attentent à la vie du roi, mais contre ceux qui prendront même les armes sans permission dans la résidence royale : des six premiers rois lombards, quatre avaient péri de mort violente. Chez les Lombards, le roi représente la nation ; son autorité n'y est limitée que par les grandes assemblées de Pavie, qui traitent les questions de paix et de guerre et discutent les lois. Il commande les armées, promulgue les décrets et rend la justice. La paix publique est mise sous sa protection ; il prononce la peine de mort contre les traîtres, les transfuges et les rebelles, à moins qu'il ne leur permette de racheter leur vie au prix de neuf cents sous d'or. Une partie de l'amende prononcée contre les coupables lui appartient. Il a de plus la tutelle, ou *mundium*, des femmes et enfants privés de leurs tuteurs naturels ou *mundwald*, la possession des terrains et des esclaves sans maître, l'héritage des affranchis morts sans enfants, et la moitié de celui des hommes libres qui ne laissent que des filles ou des enfants naturels. La royauté s'appuie sur la propriété.

Une cour véritable (*curtis regia*) relève l'éclat de la puissance royale. Le maréchal (*marpahis*), le chambellan, le majordome en sont les premiers serviteurs. Ils sont à la tête de ces *gasindes*, c'est-à-dire de ces fidèles du roi, attachés à sa fortune, à son service, et à ce titre en possession

de certains privilèges; ils surveillent les comtes envoyés dans les domaines du roi, les gastaldes et les sculdahis chargés de commander et de juger les Lombards et les Romains, et de lever les impôts royaux.

Au-dessous des rois viennent les ducs résidant chacun au centre d'une grande ville comme le roi dans Pavie, exerçant aussi dans leur duché la puissance militaire et judiciaire. Ils ne forment point une noblesse de naissance ayant des droits particuliers, mais ils sont par le rang, la dignité, la puissance les premiers des Lombards après le roi. Dans une monarchie, où l'hérédité est l'exception au lieu d'être la règle, les rois tiennent leur pouvoir de leur choix ou au moins de leur approbation. Par là ils jouissent d'une plus grande indépendance et se rapprochent plus du duc ou chef national allemand, que du comte franc, magistrat véritable de la royauté mérovingienne. Le duché cependant ne peut être ni partagé ni transmis par eux à des héritiers. Les hommes libres choisissent, et le roi institue le nouveau duc. Position précaire qui rapproche, sous ce rapport, le duc lombard du comte franc. Chaque duc a une petite cour dans son duché, et des gastaldes et des sculdahis qui lui sont subordonnés.

Les gasindes royaux ou ducaux forment ensuite la classe la plus élevée des Lombards par leur importance et leur richesse. L'offense, commise envers eux, se rachète par une amende assez considérable. Mais leur droit de propriété est aussi soumis à des restrictions. Le donateur roi ou duc se réserve un droit d'héritage sur les biens qu'il donne aux gasindes en cas qu'ils meurent sans enfants. Bien plus, ceux-ci ne peuvent acquérir de propriétés libres sans la permission spéciale du donateur. La propriété, comme on voit, n'a pas encore de base fixe entre les mains mêmes des conquérants.

Les hommes libres; le mundium; les aldies; les esclaves.

Les hommes libres, *mansnadieri* ou *exercitales*, forment le fond du peuple et de l'armée des Langobards. Ils doivent tous le service militaire. Seuls ils sont admis

dans l'armée. L'homme libre est maître dans sa maison, qui se compose des membres de sa famille, de ses serviteurs et de ses esclaves. Il a sur eux tous le droit de tutelle ou *mundium*. Mais lui, il est *amund*, c'est-à-dire sans patron. Les femmes lombardes libres ne peuvent jamais jouir de cet état. Filles, elles sont sous le *mundium* du père, ou à défaut du père, sous celui de l'oncle ou du frère légitime; femmes, sous le *mundium* du mari; veuves, sous celui du plus proche héritier de leur mari, ou en rendant à celui-ci la moitié de leur dot, sous le *mundium* de leurs parents consanguins. Le jeune Lombard, pour contracter mariage avec une fille libre, est obligé de payer au père la *meta* ou prix du *mundium*, sans préjudice du *morgengab* ou don du lendemain.

La puissance du *mundwald* est grande sur les femmes et les filles, moindre sur les mâles. Il peut tuer sa femme surprise en adultère, tuer sa fille ou la vendre comme esclave hors du royaume, si elle s'est abaissée jusqu'à un esclave. Mais il ne peut, du vivant même de ses fils, transmettre ses biens à un autre, à moins qu'il n'ait été frappé par eux ou qu'ils ne l'aient déshonoré dans leur belle-mère. Les filles, moins heureuses, ne succèdent même point à tout l'héritage du père à défaut d'héritiers mâles; elles n'ont droit qu'à la moitié et le roi recueille le reste. La femme est encore tenue dans un état d'infériorité et d'inégalité très-grande comme chez tous les peuples barbares.

Le Lombard libre est en outre sur la terre d'Italie, comme le *mundwald*, le protecteur et le maître de tous les anciens habitants : colons ou esclaves qui lui ont été donnés en partage dans ses domaines, gens d'industrie et de métier qui lui sont échus, avec le butin des villes. Le code de Rotharis trace une séparation nette entre le *mundwald* et ceux qui lui sont soumis, et qui prennent, selon leur degré de servitude, le nom d'*aldies*, ou celui d'esclaves.

Les *aldies* sont au-dessus de ces derniers; ils jouissent d'une certaine liberté, mais ils restent toujours sous la puissance du *mundwald*, dont ils sont comme les affranchis ou les fils adoptifs. Ils possèdent, mais à la condition d'une re-

devance ou de services; ils peuvent transmettre leur héritage; mais s'ils meurent sans enfants, le mundwald reprend ses droits. Le mariage peut avoir lieu entre les personnes de condition libre et les *aldies*; mais, dans ce cas, les enfants suivent la condition du père, et non celle du conjoint de la classe la plus élevée.

Les esclaves sont dans une position bien plus misérable. Ils ne sont pas libres de leur personne. Ils ne possèdent rien en propre. La loi ne reconnaît point de mariage entre eux et les personnes libres. La femme libre qui se marie avec un esclave expose celui-ci à la peine de mort, et elle-même à être tuée ou vendue par ses parents. Le Lombard libre qui a commerce avec une esclave, paye une amende à son maître, si elle ne lui appartient pas, et ses enfants restent la possession du maître de l'esclave. Le Lombard libre peut cependant élever une esclave au rang d'épouse, en la dotant comme d'une seconde naissance (*widerboran*) par le grand affranchissement.

L'esclave a la perspective de l'affranchissement, dans lequel on distingue deux degrés. Le plus haut degré confère seul la liberté entière, et fait cesser toute espèce de *mundium*, sauf celui du mari sur la femme. Le second confère la condition mitoyenne d'*aldie*. Cette coutume de l'affranchissement, la plus humaine du code lombard, est la seule voie laissée à la fusion des Lombards et des Romains, à l'adoucissement du conquérant et à l'amélioration du sort des vaincus. C'est par là que s'opéra le mélange des populations, de leurs coutumes et de leurs lois, et que s'établit cette plus grande égalité, si visible dans les édits des rois postérieurs.

Le code de Rotharis n'en est pas encore là. L'échelle de la composition ou *whergeld* qui existait chez les Lombards, comme chez tous les Germains, pour racheter les offenses et mettre un terme aux querelles qu'entraînait la vengeance du sang versé, constate la plus profonde inégalité des classes et des personnes. Ce *whergeld* dû, comme on sait, à l'offensé ou à son héritier, s'il était libre, au mundwald de l'affranchi et au maître de l'esclave, s'élève pour le meurtre d'un Lom-

bard libre jusqu'à neuf cents sous; pour celui d'une femme libre jusqu'à six cents; il va ensuite en diminuant à travers les différents degrés des aldies, jusqu'au dernier degré de l'esclavage. Par exemple, l'insulte faite à une Lombarde libre est passible d'une amende de cinq cents sous. Les coups donnés à une esclave, même enceinte, jusqu'à la faire avorter, sont rachetés par une amende de trois sous. L'adultère entre personnes lombardes libres n'admet point de whergeld. La mort est la seule punition de l'homme et de la femme adultères. Mais l'homme libre en commettant le même crime avec une aldie, n'encourt qu'une peine de quarante sous, et avec une esclave, de vingt sous seulement. L'échelle du whergeld payé au maître pour le meurtre de l'esclave, montre les degrés mêmes de la servitude. Il faut payer au maître cinquante sous pour les esclaves attachés au service de la maison, sous le nom de *servi ministeriales*; l'esclave des champs, *servus rusticanus*, n'est estimé qu'à vingt sous.

Les formes de la justice rendue par les ducs, gastaldes et autres, assistés ordinairement d'échevins, les moyens de connaître la vérité : serments des cojurateurs, épreuves par l'eau et le feu, duel judiciaire, ne présentent rien chez les Lombards qui les distingue des coutumes des autres peuples barbares.

Rodoald (652); la dynastie bavaroise: Aripert I (653); usurpation de Grimoald (662); Pertharit (671).

C'était beaucoup que la société lombarde eût assez conscience d'elle-même pour se donner des lois. La fougue des passions était cependant encore trop grande chez ce peuple, pour qu'elles fussent sévèrement gardées et assurassent la paix à l'Italie, à défaut de la prospérité qu'un tel régime ne pouvait lui donner. On en eut une première preuve par la mort du successeur de Rotharis, Rodoald, mis à mort par un mari outragé qui du même coup accomplissait et violait la loi lombarde (653).

La postérité de Théodelinde était éteinte. Les Lombards, pour ne point sortir de sa famille, élurent un de ses neveux, Aripert, fils de Gundwald, qui était venu s'établir en Italie

en même temps que la célèbre reine. Une dynastie d'origine toute bavaroise occupa le trône lombard. Elle ne fut pas plus heureuse que celle d'Alboin et de Théodelinde.

Attaché au catholicisme, le nouveau roi favorisa le clergé orthodoxe, lui bâtit de nouvelles églises et, suivant la tradition de Théodelinde, entretint de bons rapports avec Rome. C'était le moment où l'empereur Constant II, possédé, comme la plupart de ses prédécesseurs, de la manie des disputes théologiques, venait de promulguer le *type* ou *formulaire*, édit suspect d'hérésie monothélique; le saint-siège, dans un concile convoqué à Saint-Jean de Latran, la mère des églises (649), fut assez heureux pour trouver contre la doctrine impériale l'appui des évêques lombards eux-mêmes. Lorsque Constant, pour se venger de cet échec théologique, fit enlever de Rome, par l'exarque Calliopas, le vénérable pape Martin, et l'envoya mourir en exil à Cherson (653), le catholique Aripert, loin de profiter des malheurs de la papauté, restitua au successeur de Martin tous les domaines de l'Église de Rome dans les Alpes cottiennes, par un acte écrit en lettres d'or, selon le bibliothécaire Anastase.

Mais Aripert mourut en 661; et le partage de son royaume entre ses deux fils, Pertharit et Gundevert, compromit l'avenir de la nouvelle dynastie. Gundevert à Pavie, Pertharit à Milan, troublaient le royaume de leurs querelles; les deux plus puissants ducs, Garibald, duc de Turin, et Grimoald, duc de Bénévent, se réunirent contre eux. Gundevert fut assassiné dans son palais à Pavie; Pertharit se déroba au même sort en s'enfuyant chez les Avars. Le duc de Bénévent recueillit seul les fruits de la révolte, grâce à la mort de Garibald, assassiné par un parent de Gundevert, dans l'église même de Saint-Jean, à Pavie (662). Il lui suffit de prendre la main d'une petite-nièce de Théodelinde, sœur de Gundevert, pour se faire reconnaître; il fut un des plus énergiques d'entre les rois lombards.

L'exemple de son usurpation avait encouragé les ducs à l'indépendance et menaçait l'unité du royaume. Il les contint, après de sanglantes luttes. L'ancien roi Pertharit, qui avait obtenu la permission de vivre en simple *homme libre*

au milieu de ses compatriotes, excita contre l'usurpateur le roi des Francs, Clothaire II, et l'empereur d'Orient, Constantin II, fanatique imbécile et visionnaire furieux qui voulait imposer à Rome ses conceptions théologiques. Grimoald, peu confiant dans ses ducs, demanda des secours aux Avars. Avec eux, il battit les Francs à Asti, et détruisit l'arrière-garde de l'empereur, qui, à ce moment même, triomphalement reçu à Rome, faisait des dons magnifiques aux églises Saint-Pierre et Saint-Paul, et y promulgait son formulaire. Désappointé par cette défaite, Constantin reprit ses présents, pillait les églises, jusqu'au métal qui couvrait le toit du Panthéon, et s'en alla comme un Vandale cacher ses trésors en Sicile où il périt. Grimoald établit les Avars, dont il était déjà embarrassé, dans les environs de Bénévent, et les força de se plier à la loi lombarde.

Ce roi qui savait dompter même ceux qui le servaient acheva la conversion des Lombards à l'orthodoxie. Sous lui, les diocèses ariens et catholiques commencèrent à se fondre, la foi arienne disparut peu à peu avec ses évêques. Le clergé orthodoxe grandit en puissance et en richesse, prêt à travailler pour le bien temporel de Rome, en même temps que pour le bien spirituel des Lombards, en tous cas, gage précieux de paix entre les conquérants et les Italiens qui ne leur étaient pas encore soumis.

Grimoald ne fut pas assez heureux pour assurer le pouvoir à sa famille. Le Bavarois Pertharit profita de sa mort (671); il rentra en Lombardie avec sa femme, Rosalinde, et reprit le trône sur le fils de l'usurpateur; mais l'union établie par Grimoald entre les Lombards et le saint-siège subsista. Le nouveau roi ordonna au duc de Spolète et à celui de Bénévent, de vivre en bon accord avec les Romains. La royauté lombarde commençait à comprendre qu'en face d'une cour toujours portée à l'hérésie et à la violence, la domination de l'Italie pouvait être le prix de grands ménagements pour Rome, et d'un sincère attachement à l'orthodoxie.

L'exarchat à l'égard de l'empire; le premier doge de Venise; Kunipert (686), Arpert II (701).

L'union de Rome et de l'exarchat avec l'empire grec ne

pouvait durer longtemps encore. La domination byzantine en Italie n'était qu'une tyrannie sans compensation. L'empereur, presque toujours en état d'hérésie, opprimait la conscience de ses sujets péninsulaires sans savoir défendre leur territoire. Ceux-ci, tous les jours plus indisposés contre l'Exarque ou les ducs dépositaires du pouvoir temporel, se resserraient d'autant plus volontiers autour de leur chef spirituel, que ce fut le pape à Rome, le patriarche de Grado à Venise, ou l'archevêque à Ravenne. Celui dont l'autorité spirituelle commençait à sortir de l'enceinte de Rome pour s'étendre à tout l'Occident, devait être le plus tenté de secouer un joug temporel entaché d'hérésie. S'il sentait sa puissance, et le nouveau recueil de canons de Cresconius ne l'y portait que trop, l'autorité impériale courait grand risque en Italie.

Ce danger n'échappa point à l'empereur Constantin Pogonat; pour ramener le saint-siège, il condamna les monothélites, refusa le tribut exigé pour la confirmation pontificale, et obligea l'archevêque de Ravenne d'aller chercher la confirmation à Rome. Mais les successeurs de Constantin ne montrèrent pas la même prudence. Sous le règne de Kunipert, successeur de Pertharit, en l'an 686, Justinien II voulut faire enlever le pape Sergius, qui refusait d'admettre les canons du concile *in Trullo*, dont un article portait que les prêtres mariés avant leur ordination pourraient garder leurs femmes. Cette entreprise excita une émeute à Rome, et des troubles (692) dans tout l'exarchat. Le duc de Rome parvint cette fois encore à maintenir dans cette ville l'autorité de son maître; mais dans les îles vénitiennes, les tribuns militaires, le patriarche de Grado, conseillés sans doute par le pape Sergius, les hommes puissants et le peuple, réunis dans l'île d'Héraclée, investirent Paulutius Anafestus de la dignité ducale, avec une autorité suprême dans toute l'étendue des îles; ce fut le premier pas vers une indépendance complète, et le premier exemple de révolte ouverte contre l'exarque et l'empereur donné au reste de l'Italie byzantine.

Les Lombards ne purent cependant profiter de ces cir-

constances pour recueillir les débris de la puissance impériale. Le royaume tombait alors dans l'anarchie la plus complète ; et le drame sanglant de la rapide succession de ses rois présentait l'exemple le plus frappant de ce sentiment d'énergie personnelle et sauvage, et de cette tradition héréditaire de la vengeance, que les Lombards inoculèrent au génie italien. Le duc de Turin, Reginpert, rentré en Italie avec Pertharit, dont il était le neveu, dispute le trône à Luitpert, fils de Kunipert, sans pouvoir le lui arracher. Héritier de ses projets, son fils, Aripert, tue Luitpert, se fait roi à sa place sous le nom d'Aripert II, et règne par la terreur. Mais Ansprand, dont il a mutilé la femme et la fille, l'enferme et le presse si vivement dans Pavie, qu'en s'enfuyant il périt dans le Tessin, entraîné au fond de l'eau par le trésor qu'il emportait avec lui.

Ansprand termine enfin cette série de crimes, en laissant le trône à Luitprand (712) ; l'avènement de celui-ci, de Léon l'Isaurien en Orient, et de Grégoire II au saint-siège, amène une crise décisive dans les destinées de Rome et de l'exarchat.

L'empereur Léon l'Isaurien; origine du pouvoir temporel du saint-siège; le roi Luitprand (712); le pape Grégoire II (715).

La proscription du culte des images, par l'empereur Léon l'Isaurien, dans toutes les provinces de l'empire d'Orient, fit éclater dans la péninsule la querelle qui couvait depuis longtemps entre l'exarchat et Constantinople, entre la papauté et la cour d'Orient.

Les images des saints étaient déjà très-chères aux Italiens. La peinture et la statuaire religieuses, quoique dans un temps de décadence, occupaient un grand nombre d'artistes et surtout de moines. Le nouveau pape, Grégoire II, était un homme en qui se confondaient le zèle religieux et l'ambition mondaine. Il soutenait les Romains de ses ressources, à la suite d'une inondation du Tibre, rachetait Cumes à prix d'argent, des mains des Lombards, qui l'avaient surprise, et rétablissait le monastère du Mont-Cassin qu'ils avaient ruiné. Il envoyait le missionnaire Boniface porter dans la

Germanie la religion et la domination romaines, et essayait de ramener le patriarche de Constantinople à l'esprit de concorde. Enfin il possédait en Italie, par son activité et ses bienfaits, une autorité qui lui permettait de résister ouvertement aux ordres de l'empereur. L'exarque Paul voulut en vain faire exécuter l'édit iconoclaste de Léon. Les Romains s'armèrent au nom du pape, chef naturel de cette révolte religieuse; les habitants des environs, des Lombards mêmes de Spolète vinrent à leur secours. Paulus fut obligé de se retirer.

Ce succès fut, pour les Italiens de l'exarchat, le signal de l'affranchissement. Les villes de la Pentapole se donnèrent des ducs indépendants, comme les Vénitiens. Les habitants de Ravenne massacrèrent l'exarque Paul. Les Romains battirent et tuèrent le duc de Naples, Exhilaratus, qui marchait contre eux. Plusieurs villes, entre autres Bologne, se donnèrent à Luitprand, à la condition de garder leurs lois, ce qui leur fut accordé contrairement à la coutume lombarde. L'exarchat parut tomber en dissolution.

C'était le moment même où le roi Luitprand rendait au royaume lombard la paix et la puissance. Il réunissait avec distinction, dans l'exercice de l'autorité, les qualités du législateur Rotharis et de l'orthodoxe Grimoald. Ses additions au code du premier témoignaient du désir d'approprier davantage les coutumes lombardes à la nature et aux vieilles institutions du pays. L'abaissement du taux de la composition, l'affranchissement facilité, les filles appelées à succéder, à défaut des frères, à la totalité de l'héritage paternel, la substitution de peines nouvelles à l'esclavage dans certains cas, étaient les signes non équivoques d'un adoucissement des mœurs germaniques. L'orthodoxie du roi ne laissait rien à désirer. Il confirmait au saint-siège la possession de ses domaines dans les Alpes cottiennes. Il poursuivait avec rigueur, parmi les Lombards, les derniers restes du paganisme, les magiciens et les sorciers, les sacrifices au pied des arbres et les prières au bord des sources; il prêtait l'appui de son bras temporel aux prescriptions ecclésiastiques et couvrait le sol de tant de fondations pieuses, que les artistes de Come (*magistri Comacini*) ne suffisaient point à élever

les basiliques pour le culte, et les cloîtres pour les congrégations. Sous l'empire d'une foi commune, le mélange des populations devenait plus actif; les affranchissements, les mariages entre Lombards et Romains, se multipliaient; la langue germanique et l'italienne se pénétraient l'une l'autre; les anciens habitants reprenaient, par l'ascendant des lumières et de l'habileté pratique, ce qu'ils avaient dû céder d'abord à la supériorité physique de leurs vainqueurs.

Le moment semblait venu de réunir, presque sans violence, l'Italie tout entière sous la domination lombarde. Luitprand, variant avec assez d'habileté ses moyens, prit d'assaut Ravenne, entra par composition dans d'autres villes de la Pentapole, et fit don aux apôtres Pierre et Paul du territoire de Sutri, pour amener doucement Rome sous sa loi. Mais l'intention du pape n'était pas d'échanger l'empereur lointain et faible de Constantinople contre un roi résidant aux portes mêmes de Rome, peu susceptible de tourner à l'hérésie, mais habitué à être obéi, et assez puissant pour imposer l'obéissance. Souverain d'un empire spirituel, qui s'agrandissait chaque jour, il croyait déjà bon d'en assurer l'indépendance et la durée par la possession d'une souveraineté temporelle, et n'était pas disposé à partager le pouvoir que les Romains lui avaient décerné, en même temps que le titre de *Père de la République romaine*.

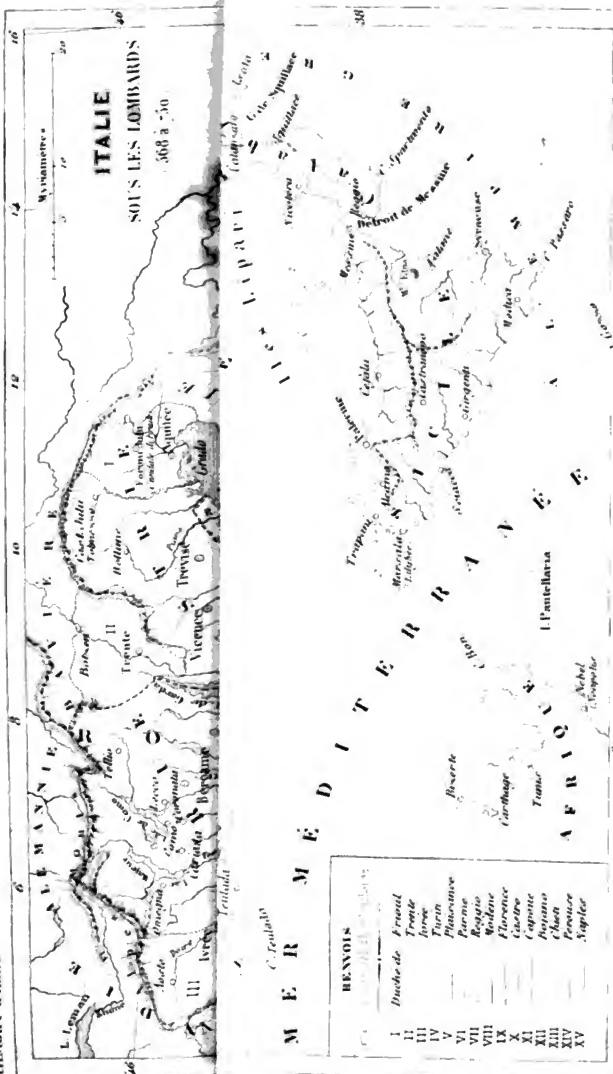
On vit donc Grégoire II inaugurer cette politique d'équilibre devenue depuis toute pontificale et italienne, et qui consiste à trouver sa liberté dans l'antagonisme de deux maîtres. A son instigation, le second doge des Vénitiens, Ursus, attaqua Ravenne, s'en empara, en chassa Hildebrand, neveu du roi lombard, et y rétablit l'exarque Eutychius; le duc de Spolète Thrasamund, les Bénéventins, jusque-là ennemis du pape, maintenant ses alliés, se soulevèrent. Cette audace faillit coûter cher au saint-siège. Luitprand, furieux, se rapprocha de l'exarque Eutychius; il battit avec lui Thrasamund, qui s'enfuit à Rome, donna l'administration du duché de Bénévent à son neveu Grégoire, et revint sur Rome, devant laquelle il campa dans les prairies de Néron, entre le Tibre et Saint-Pierre, ne vou-

lant plus rien tenir que de la force. Le pape, après avoir demandé inutilement des secours au chef des Francs, Charles Martel, occupé de tenir tête aux Sarrasins en Gaule, fut obligé de s'humilier. Il préféra la clémence du roi orthodoxe à celle de l'exarque hérétique, se rendit de sa personne dans le camp de Luitprand, et obtint la retraite des Lombards, qui n'inquiétèrent plus Rome jusqu'à sa mort, en 731.

Les papes Grégoire III (731) et Zacharie (741); le roi Ratchis (744).

Son successeur, Grégoire III, Syrien de naissance, chez qui le zèle et l'ambition étaient soutenus par un caractère passionné, et servis par un esprit de ruse tout oriental, poursuivit l'œuvre de l'indépendance romaine avec aussi peu de succès. D'une égale hardiesse contre ses ennemis spirituels et temporels, il fit, en dépit des attaques de Léon l'Isaurien, excommunier tous les iconoclastes par un concile de quatre-vingt-treize évêques, tenu dans l'église de Saint-Pierre; pendant une maladie assez grave de Luitprand, il jeta Thrasamund sur le duché de Spolète, et soutint dans celui de Bénévent la révolte d'un certain Gothschalk. Luitprand, revenu à la santé, fit prisonnier Thrasamund, qu'il enferma dans un cloître, chassa Gothschalk, rétablit Gisulf à Bénévent, et reparut sous les murs de Rome, où ses ravages rappelèrent quelquefois les premiers temps de la fureur lombarde. Grégoire III, éperdu, écrivit à Charles Martel la lettre la plus pressante et la plus flatteuse pour son ambition; l'apôtre de la Germanie, Boniface, offrit de sa part, au duc des Francs, le titre de patrice des Romains, mais sans pouvoir l'armer contre Luitprand, qui avait adopté son fils Pépin.

Le successeur de Grégoire III (741), Zacharie, Grec de naissance, fit beaucoup plus par sa prudence et sa politique, pour l'avenir du saint-siège. Le traité de Terni restitua à l'Église romaine les terres qui lui avaient été prises dans la Sabine, l'Ombrie et la marche d'Ancône; celui de Pavie suspendit pour quelque temps la guerre entre les Lombards et les Grecs, et laissa, au profit du saint-siège, les choses en



l'état. A l'instigation du pape, le clergé lombard, après la mort de Luitprand (744), éloigna du trône Hildebrand, dont les antécédents ne promettaient point la paix à l'exarchat, et fit élire à sa place Ratchis, duc de Frioul, guerrier pieux et docile à la voix des prêtres. Enfin, en décidant d'un mot l'élévation au trône des Francs du fils de Charles Martel, en le faisant sacrer de la main de Boniface, Zacharie assura pour les mauvais jours une protection au saint-siège. Grand service! si ses successeurs étaient assez forts et assez habiles pour ne pas le payer de leur indépendance et de celle de l'Italie!

CHAPITRE V.

CONQUÊTE FRANQUE. — EMPIRE D'OCCIDENT. — ROYAUME CARLOVINGIEN D'ITALIE (750-888)¹.

LES ROIS ASTOLPHE ET DIDIER; LES PAPES ÉTIENNE II ET ÉTIENNE III; INVASION DE PÉPIN; LE DOMAINE TEMPOREL DES PAPES (750-774). — CHARLEMAGNE EN ITALIE (773); ADRIEN I^{er}; RÉTABLISSEMENT DE L'EMPIRE D'OCCIDENT (800). — CONSTITUTION DU ROYAUME CARLOVINGIEN D'ITALIE; RÉGNE DE PÉPIN; VENISE; PROSPÉRITÉ DE L'ITALIE (800-811). — LE ROI BERNARD ET LE PAPE ÉTIENNE IV (811-818). — L'EMPEREUR LOTHAIRE; LES PAPES PASCAL I^{er}, EUGÈNE II ET GRÉGOIRE IV (818-843). — L'EMPEREUR LOUIS II; LES PAPES LÉON IV ET NICOLAS I^{er}; LES SARRASINS (845-874). — DÉCADENCE DE LA ROYAUTE CARLOVINGIENNE; CHARLES LE CHAUVÉ, CARLOMAN, CHARLES LE GROS (874-888).

Les rois Astolphe et Didier; les papes Étienne II et Étienne III; invasion de Pépin; le domaine temporel des papes (750-774.)

Le roi Ratchis, en changeant sa couronne pour la tonsure, précipita la crise qui menaçait depuis longtemps l'Italie. Son successeur, Astolphe (750), moins docile aux inspi-

1. Voir pour ce chapitre : Lebret, *Histoire d'Italie* : Anastase le bibliothécaire, *De vitis Rom. Pontif.*; Annales Bertini; De Partouneaux, *Histoire de la conquête de la Lombardie par Charlemagne, et des causes qui ont amené la domination allemande.*

rations du clergé, se jeta sur l'Istrie et la Pentapole, reprit Ravenne, força le dernier exarque Eutychius à s'enfuir dans la ville de Naples, et menaça Rome qui l'empêchait de mettre la main sur les territoires encore indépendants du midi de l'Italie. Le pape n'avait pour se défendre que le duc de Rome, chef de ces corporations de soldats assez mal disciplinées (*scholæ militum*), qui faisaient la seule force militaire de la ville, et les membres du collège aristocratique du *consulare*, possesseurs de grands domaines dans la campagne de Rome, décorés aussi du titre de ducs, mais plus orgueilleux que réellement puissants.

Étienne II chercha d'abord à arrêter Astolphe par des flatteries et des présents, tactique qui, sous Zacharie, avait réussi auprès des prédécesseurs du roi lombard. Astolphe écouta les flatteries, reçut les présents, et n'en réclama pas moins la suzeraineté de Rome avec un sou d'or par chaque tête de Romain. Il fallait donc user des dernières ressources. Après avoir cherché encore à se rapprocher de Constantinople, Étienne, en face d'Astolphe, frémissant de colère, mais qui n'osa l'arrêter, partit pour la Gaule, escorté de deux Francs, l'évêque de Metz Rodégang et le duc Autchar.

L'œuvre entreprise par les premiers Carlovingiens était déjà presque accomplie. La royauté franque était maintenant dans des mains viriles, et la domination mérovingienne, tombée en ruines sous les débiles successeurs de Dagobert, se reconstruisait peu à peu des Pyrénées aux frontières de la Bohême, sous l'habile et énergique direction d'une famille nouvelle, et l'on pourrait presque dire d'une nouvelle race de Francs, les Austrasiens. C'était vers eux qu'accourait Étienne. Pépin, qu'il sacra solennellement roi des Francs, et qu'il nomma patrice de Rome, s'empressa de répondre à ses demandes de secours, et mit aussitôt en mouvement l'armée des Francs.

La première fois qu'il pénétra en Italie par le passage de Fénestrelle (754), il se contenta de faire abandonner au roi lombard ses récentes conquêtes. Rappelé une seconde fois par une nouvelle tentative d'Astolphe sur Rome (755), il lui fit jurer solennellement de laisser en paix les anciennes provinces

de l'exarchat. Des envoyés de la cour de Constantinople se trouvaient là. Ils réclamèrent ces provinces au nom de leur maître; le pape Étienne les demanda au nom de saint Pierre et de saint Paul, comme il avait obtenu déjà des rois lombards Sutri et quelques autres villes. Pépin, usant librement de son droit de conquête, abandonna, s'il faut en croire quelques écrivains ecclésiastiques, aux apôtres Pierre et Paul, les provinces d'Émilie, de Flaminie et de Pentapole. Les rois barbares, ceux des Francs surtout, s'étaient toujours montrés généreux envers les églises. Il était naturel, après tout, que Pépin fit à la première des églises la donation d'un pays qu'il ne pouvait encore gouverner, et où il conservait le titre de patrice, c'est-à-dire une sorte de suzeraineté.

Jusqu'à là c'était bien. Le saint-siège, sans compromettre l'indépendance de l'Italie, obtenait ce qu'il désirait et ce qui, dans ces temps de violences, lui était nécessaire pour assurer son indépendance. Astolphe tarda bien à céder et garda même jusqu'à sa mort les villes de Ravenne, Faenza, Imola, Ferrare, Bologne, Ancône. Mais dans les autres, le pape nommait déjà et instituait en son nom les ducs, comtes et tribuns militaires, en même temps que les clercs chargés de l'expédition des affaires ecclésiastiques; il avait fait un grand pas dans la voie de la souveraineté temporelle.

Après la mort d'Astolphe, qui ne laissait pas d'enfants (756), de nouvelles difficultés entre le saint-siège et les Lombards amenèrent de plus tristes résultats. Le pape Étienne opposa quelque temps Ratchis tiré de son cloître au duc de Tuscie, Didier, pour lui arracher l'exécution du traité juré par Astolphe; puis, il favorisa l'élection à Spolète d'un duc qui lui était hostile. Didier, reconnu par les Lombards, après avoir renvoyé Ratchis dans son couvent et chassé son ennemi de Spolète, entama des négociations avec la cour de Constantinople, dans l'intention de poursuivre contre le pape une vengeance commune. Pépin s'interposa encore, et sa médiation eut peine à terminer les hostilités.

A la mort de Paul I^{er}, Didier poursuivit son but par un nouveau moyen. Depuis que le saint-siège joignait à sa suprême

autorité spirituelle, une puissance politique considérable, l'élection des papes était l'objet de brigues et de luttes d'autant plus ardentes, qu'elles se compliquaient de l'ambition des plus puissantes familles de Rome et de la rivalité des factions byzantine, lombarde et franque. Le pape Paul I^{er} était à peine mort qu'un riche baron romain, Toto, duc de Népi, s'était jeté dans la ville de Rome et avait fait violemment consacrer pape son propre frère Constantin, par l'évêque de Préneste Géorgius, au grand scandale de la plupart des Romains. Didier, sous prétexte de chasser l'intru, fit pénétrer dans la ville quelques Lombards, et au milieu du trouble tira du cloître un certain Philippus, qu'il fit consacrer pour avoir un pape à sa dévotion. Il ne réussit pas; le primicier Christophorus fut assez habile pour jouer le roi. Il profita de la déchéance de Constantin, empêcha la confirmation de Philippus, et fit élire Étienne III, pape entièrement opposé aux Lombards.

Obligé d'en revenir aux hostilités ouvertes, Didier donna ses deux filles Hermengarde et Gerberge à Charles et à Carloman, pour détacher du pape les deux princes francs; occupa militairement Faenza, Ferrare, Comacchio; bloqua Ravenne et pensa tenir l'exarchat. Mais l'alliance sur laquelle il avait cru bâtir sa fortune, amena justement sa ruine et celle du royaume lombard. Charles répudia bientôt celle que le pape lui représentait comme issue d'un peuple de lépreux, et après la mort de son frère Carloman, dépouilla les fils de sa veuve, Gerberge. Doublement blessé comme père et comme roi, Didier recueillit à sa cour tous les ennemis du roi franc, entre autres le vieux duc des Aquitains Hunald, et marcha sur Rome pour forcer le pape Adrien à sacrer les fils de Carloman, les neveux de l'usurpateur. C'était une déclaration de guerre au roi des Francs.

Charlemagne en Italie (773); Adrien I^{er}; rétablissement de l'empire d'Occident (800).

Après d'inutiles propositions de paix, Charles rassembla les Francs dans un champ de mai et leur proposa de défendre le pape son allié. Didier et son fils Adelchis avaient

fortifié le pas de Suze. Un diacre nommé Martin, envoyé par Léon, archevêque de Ravenne, alors partisan zélé du pape, indiqua au roi des Francs un sentier inconnu et non gardé, pour tourner les fortifications et l'armée de Didier. Les deux villes de Pavie et de Vérone pouvaient seules maintenant résister. Didier se renferma avec Hunald dans Pavie, et Adelchis avec les fils de Carloman, dans Vérone (773).

Charles fit bloquer ces deux villes, et alla visiter Rome. Reçu avec enthousiasme par le pape, le clergé et le peuple au milieu des solennités de la fête de Pâques, il renouvela la donation de Pépin, sans faire abandon cependant de ses droits de souveraineté. De retour au Nord, il reçut d'abord la soumission de Vérone, après la fuite d'Adelchis en Grèce. Dans Pavie, Hunald voulait résister jusqu'à la dernière extrémité. Il fut lapidé par les femmes, qui ouvrirent les portes. Charles prit le titre de roi d'Italie, reçut le serment de fidélité des ducs lombards et emmena Didier et ses neveux en Gaule (774). Ainsi périt, pour n'avoir pas paru compatible avec la souveraineté spirituelle du pape, le second royaume essayé par les barbares ; avec lui tomba l'indépendance de la péninsule.

La condition des Lombards eût été assez douce si, pour conserver leurs lois et leurs domaines, ils s'étaient résignés, sans révolte, à la perte de leur indépendance ; mais Rodgaud, duc de Frioul ; Hildebrand, duc de Spolète ; Aréchis, duc de Bénévent, rappelèrent de Constantinople le fils de leur roi, Adelchis, qui au mois de mars 776, pendant une expédition de Charles contre les Saxons, débarqua sur les côtes d'Italie. Cette tentative ajouta la perte de la liberté à celle de l'indépendance. Vainqueur des Saxons, Charles battit et tua Rodgaud, chassa Adelchis, et cette fois abolit la constitution et les lois lombardes, destitua les ducs, divisa les anciens duchés et les confia à autant de comtes, la plupart Francs, qui devaient gouverner en son nom et à son profit (777).

L'ordre et l'unité ne furent pas d'abord pour l'Italie le fruit de la domination étrangère. Les comtes francs eurent quelque peine à faire accepter leur autorité. Au centre,

l'Italie, l'archevêque de Ravenne, Léon, jaloux d'imiter le pape et de se faire aussi un domaine temporel, prit possession de Comacchio, Ferrare, Bologne, Faenza, Imola, Forli, Césène, et y installa des ducs et des magistrats en son nom, au grand mécontentement du pape. Le duché de Bénévent, protégé par sa position méridionale, conserva son indépendance et quelque temps même le nom de Lombardie, qui ne devait rester qu'à la vallée du Pô. Les Vénitiens, au nord, défendirent en face des Francs les délimitations qui avaient été fixées entre eux et les Lombards. L'empire grec garda encore les duchés de Naples, de Gaète, d'Amalfi et une partie de la Calabre avec Gallipoli, Otrante, Cosenza et Reggio. Par une singulière confusion qui devait bientôt n'être plus rare, on vit à Naples le duc Étienne cumuler depuis l'année 769 le pouvoir temporel avec le titre d'évêque, qui lui fut confirmé par le pape.

En 780, Charlemagne fit un assez long séjour dans la péninsule. Il fit couronner par le pape Adrien, son fils Pépin, roi d'Italie, et organisa le gouvernement avec les conseils d'Angilbert, abbé de Saint-Riquier, et d'Adalhard, abbé de Corbie. Il fallut d'abord réprimer quelques complots et quelques hostilités qui trouvaient dans l'anarchie un élément naturel. Le duc de Bénévent, Aréchis; Tassillon, duc des Bavares, ce peuple frère des Lombards; l'impératrice d'Orient, Irène, toujours prête à lancer sur l'Italie, le fils de Didier ou la sauvage population des Avars, étaient les ennemis les plus redoutables des Francs en Italie. Tandis que Charlemagne châtiât Tassillon, Pépin défendit deux fois les Alpes contre les Avars, surtout avec l'aide des évêques, et força le successeur d'Aréchis, Grimoald, à imprimer sur ses monnaies l'effigie de Charlemagne et à repousser les troupes de l'empire grec.

L'Italie ne reçut une organisation définitive que vingt ans plus tard. Le pape, Léon III, élu après la mort d'Adrien I^{er}, avait envoyé des ambassadeurs à Charlemagne pour lui remettre les clefs du tombeau de saint Pierre, l'étendard de la ville, et le prier *de faire recevoir le serment de fidélité du peuple romain*. Mais au printemps de 799, au milieu d'une

procession, une troupe de séditeux se jeta sur le pape, le précipita de son cheval, et après avoir essayé de le mutiler, le traîna au monastère de Saint-Sylvestre. Le pape, délivré par ses partisans, se rendit à Paderborn en Germanie pour demander vengeance à Charles; et le roi des Francs mit sa protection au prix de la couronne impériale de l'Occident.

L'empire romain était toujours resté comme un souvenir de force et de grandeur dans l'imagination des peuples. Le maître de l'Occident, lorsqu'il en demandait le rétablissement au saint-siège, voulait faire consacrer son autorité politique en Europe. En conférant le titre d'empereur à celui qui convertissait les païens et repoussait les infidèles, le saint-siège assurait son autorité religieuse. L'alliance de ces deux pouvoirs suprêmes unissait, consolidait peut-être la nouvelle société fondée par le christianisme et les barbares.

Sept évêques et trois comtes avec une forte escorte ramenèrent d'abord le pape à Rome, et jetèrent en prison ses ennemis. Charlemagne vint ensuite lui-même, singulièrement grandi depuis sa dernière apparition, par tant de victoires remportées sur les Sarrazins, les Saxons, les Slaves, les Avars, maître d'un État qui s'étendait du Raab à l'Ebre et de l'Eyder au Garigliano. Le pape Léon jura devant lui sur la Bible qu'il était innocent. Quelques jours après, c'était la fête de Noël de l'an 800, Charlemagne, son fils Pépin, roi d'Italie, ses filles, un grand nombre de seigneurs francs et d'évêques étaient réunis dans la basilique de Saint-Pierre; au moment du sacrifice, le pape s'approcha du puissant monarque et lui posa sur la tête une couronne d'or, en s'écriant : *Vie et victoire à Charles Auguste, grand et pacifique empereur des Romains, couronné par la main de Dieu !*

La papauté et la péninsule, il faut le dire cependant, donnaient plus au nouvel empereur qu'elles ne recevaient de lui.

Le roi franc n'avait été jusque-là que le défenseur de l'Eglise romaine, librement choisi par le pape; il remplaçait désormais l'empereur d'Orient, définitivement dépossédé de

ses droits de souveraineté sur l'Italie, sur Rome et sur son évêque. La papauté qui avait déployé toutes les ressources de la politique pour échapper à la domination des souverains grecs et lombards appelait et consacrait elle-même son maître. L'Italie, simple annexe d'un empire fondé par un barbare, devait à ses anciens souvenirs de conserver comme en dépôt la pourpre impériale; mais ce devait être pour elle comme la toison d'or des anciens, l'objet de l'ambition de tous, la proie des plus hardis, le gage précieux d'une grandeur passée, son orgueil et son malheur!

Constitution du royaume carlovingien d'Italie; règne de Pépin; Venise; prospérité de l'Italie (800-811).

Mis en possession des provinces transalpines qui s'appuient au Danube, maître du centre de l'Italie, où, malgré la donation faite au pape, son père exerçait la souveraineté par ses *Missi dominici* et ses *Capitulaires*, Pépin, le nouveau roi d'Italie, tenta de soumettre le midi de la péninsule, les îles voisines, quelques côtes de l'Adriatique qui lui étaient toujours disputés, et de faire de cette belle région un royaume homogène par l'unité du commandement et des institutions.

Après avoir encore guerroyé contre le duc de Bénévent Grimoald, toujours prêt à traiter, jamais soumis, et avoir obtenu par la prise d'Ortona, de Chiéti dans les Abruzzes, et de Nocéra dans la Pouille, la soumission réelle du successeur de ce Waifre italien, Pépin chassa les Sarrasins des parages de la Corse et de la Sardaigne. Les habitants des lagunes de la Vénétie tiraient habilement parti de leur admirable position, pour se soustraire aux Francs et aux Byzantins, en les opposant les uns aux autres, selon les besoins du moment. Pépin voulait punir ce peuple avide, qui, malgré les *Capitulaires* de Charlemagne, continuait aux dépens des Occidentaux le commerce lucratif des eunuques. Il déjoua son astucieuse politique, en s'alliant avec l'empereur grec, et fomenta les discordes intestines entre le patriarche Fortunat, chef du parti franc, et le doge Obélérius, chef du parti grec. Les historiens de Venise ont essayé,

comme autrefois ceux de Rome, de dissimuler une sanglante défaite qui faillit anéantir à sa naissance la future reine de l'Adriatique. Au moins est-ce à cette époque que les habitants forcés de se resserrer dans l'Æstuario, se groupèrent sur les îles Rialto, Malamocco, Toremolo, et que Aynellus Participatius, successeur d'Obélérius, établit sa résidence à l'endroit où s'éleva plus tard le palais des doges. La fortune de Venise commença où elle eût pu trouver sa ruine.

De sages institutions améliorèrent le sort de l'Italie. Pépin essaya de greffer celles des Francs sur les coutumes lombardes. Il régularisa partout l'institution des comtes, centeniers et dizéniers, qui se confondirent bientôt avec les anciens sculdahis ou gastaldes des Lombards; de telle sorte que ces noms furent souvent indifféremment employés pour désigner la même dignité. Il organisa les tribunaux des scabins ou échevins qui conservèrent en Italie le nom de *judices* dans leurs fonctions d'assesseurs des comtes; il établit à Pavie le comte du palais, qui jugea les causes de tous les hommes puissants, et soumit au service militaire les Lombards et les Italiens. L'Église était riche et toute-puissante dans la Gaule, elle le devint sous la domination franque en Italie. Pépin accorda des donations nombreuses, des immunités considérables aux églises de Milan, de Pavie, de Mantoue, et par suite une grande influence aux personnages ecclésiastiques qui devinrent d'autant plus en Italie les rivaux politiques et les surveillants des comtes, qu'ils habitaient souvent avec eux la même ville. Sous cette double hiérarchie militaire et ecclésiastique se releva la classe des hommes libres, Arimans et citoyens de diverses origines, tous soumis au service militaire. Celle des anciens Aldies jouit même d'une meilleure position, sous les noms de *Fiscalini*, *Ecclesiastici*, *Coloni*, selon qu'ils dépendaient du roi, de l'Église ou des comtes.

Les soins du roi d'Italie s'étendirent comme ceux de son père avec complaisance jusque sur les lettres. Le célèbre Alcuin envoya, sur sa prière, dix moines instruits au Mont-Cassin; un moine irlandais vint à Pavie ranimer les lettres éteintes, sur les bords du Pô, dans la patrie de Virgile. Pavie,

Ivrée, Turin, Crémone, Florence, Fermo, Vérone, Friuli eurent des écoles fréquentées par de nombreux élèves; et une certaine activité intellectuelle se réveilla. Claude de Turin répandit en Italie l'hérésie espagnole de Félix d'Urgel et déploya quelque force dans sa lutte avec le célèbre Dungal, appelé du monastère de Saint-Denis à Pavie, et avec les évêques italiens Étienne, Théophilacte et saint Paulin d'Aquilée. Charlemagne fit à Adalbert, archevêque de Milan, l'honneur de lui commander un livre sur le sacrement du baptême. Les Lombards trouvèrent un historien dans Paul Warnefried, diacre d'Aquilée, un de leurs descendants. C'est au mouvement imprimé par Charlemagne que l'Italie dut un peu plus tard, Anastase, le savant et crédule bibliothécaire de l'Église romaine; Luitprand, spirituel et curieux historien; Landolfo, naïf narrateur; le chantre anonyme de la lutte de Guy et de Bérenger; et Rosweda, la muse cloîtrée, digne interprète des douleurs et des joies de la romanesque impératrice Adélhaïde. Dans ce moment rapide de renaissance s'élevèrent les nefs de la vieille basilique de Saint-Ambroise à Milan et le beau cloître qui lui sert de vestibule. Tant une étincelle suffit sur cette terre féconde de l'Italie pour ranimer le feu sacré!

Le roi Bernard et le pape Étienne IV (811-818).

Après la mort prématurée de Pépin en 811, Bernard, son fils et son successeur parut suivre les traditions de son père. Mais la mort de Charlemagne en 814, et l'avènement à l'empire du faible Louis le Débonnaire, changèrent la situation de l'Italie.

Arrachée à l'anarchie lombarde et restaurée par les Francs, l'Italie pouvait concevoir l'espérance de se détacher de l'empire et de former un état indépendant sous un petit-fils de Charlemagne. Adalhard et Wala, conseillers de Bernard, firent aisément accepter ce projet au jeune roi. L'œuvre de Charlemagne, malgré la mollesse de son successeur, ne pouvait cependant tomber tout d'un coup. Louis le Débonnaire força Bernard à lui prêter serment de fidélité. Il lui retira ses conseillers et fit sévèrement surveiller sa con-

duite. La répression que Bernard exerça contre deux nouvelles émeutes romaines, sous Léon III, fut trouvée par l'empereur la première fois trop cruelle et la seconde trop indulgente. Le saint-siège d'ailleurs ne parut pas vouloir se séparer de l'empire. Tout en acceptant la consécration pontificale, sans attendre le consentement de Louis (816), le pape Étienne IV s'empessa de faire prêter par les Romains serment de fidélité à l'Empereur, et scella de nouveau la soumission de l'Italie aux Francs et l'alliance du sacerdoce et de l'empire, en venant couronner lui-même à Reims le fils de Charlemagne. La papauté avait tout intérêt au maintien de l'empire; il assurait son autorité temporelle sur Rome, spirituelle sur tout l'Occident, tandis que l'élévation d'un royaume national sur les ruines de l'empire menaçait l'une et l'autre.

Le fameux décret impérial de la diète d'Aix-la-Chapelle, 817, qui, du vivant de Louis le Débonnaire, partageait l'empire entre ses fils, associait l'aîné Lothaire au pouvoir suprême et lui donnait l'expectative de l'Italie, après la mort de son père, vint bientôt condamner Bernard à une déchéance à jour fixe et l'Italie à descendre d'un degré dans la servitude. L'évêque de Vérone, le comte de Brescia, l'archevêque de Milan, Anselme, d'autres prélats et grands seigneurs, encouragèrent Bernard à la résistance. Le petit-fils de Charlemagne, se faisant roi national, rassembla des troupes et occupa les passages des Alpes. Mais les Italiens, à l'approche de l'armée impériale, ne le soutinrent pas. Bernard, obligé de se confier à la clémence de Louis le Débonnaire, subit un affreux supplice à la suite duquel il mourut; les principaux conseillers du roi furent punis; les prélats, chassés de leur siège et les seigneurs décapités (818).

L'empereur Lothaire; les papes Pascal I^{er}, Eugène II et Grégoire IV (818-843).

Louis le Débonnaire gouverna trois ans l'Italie sans y mettre le pied et y envoya, en 821, son fils aîné Lothaire. L'orgueil de la péninsule fut au moins satisfait de voir deux ans après Lothaire couronné empereur. Elle obéissait, mais elle était,

par son chef, la contrée impériale. Lothaire fit rentrer dans le devoir sur les frontières de l'Italie le duc de Pannonie Liutwide, et sut contenir la papauté qui aimait mieux l'empereur éloigné que proche, et qui tout en acceptant le bénéfice de sa protection ne renonçait pas au désir de retrouver son indépendance. Le pape Pascal I^{er}, élu en 817, s'était assez faiblement excusé de n'avoir pas attendu le consentement impérial et avait condamné plusieurs partisans trop zélés des rois francs, entre autres Théodore, primicier de l'Église romaine. Lothaire profita avec habileté des troubles qui suivirent sa mort pour assurer la papauté à Eugène II, et « réformer l'État romain. » Neuf *constitutions* célèbres garantirent l'élection régulière des papes, la bonne administration de la justice, et l'exécution des lois en vigueur dans le centre de l'Italie; les limites de l'autorité impériale et pontificale furent fixées; le pape jura fidélité à l'empereur, ainsi que le clergé et le peuple romain, *sauf la foi promise aux papes*; tout pape fut déclaré intru qui ne serait pas élu canoniquement et ne prêterait pas, en présence du peuple et de l'envoyé de l'empereur, un serment semblable à celui qu'avait prêté Eugène. Rien n'était moins conforme aux prétentions papales que les *fausses décrétales* allaient cependant porter si haut.

Lothaire fut soutenu par les Italiens, quand il se révolta contre son père, et tenta de son vivant de gouverner tout l'empire. Les vieux chefs du parti national, Adalhard et Wala, sortirent de leur cloître pour le soutenir. Louis le Débonnaire avait blessé l'orgueil italien, en destituant Balde-rico, duc de Frioul, surtout en enlevant au roi d'Italie, pour augmenter la part du dernier de ses fils, Charles, quelques provinces qui livraient les passages les plus importants des Alpes. La pensée de la domination flattait encore plus que celle de l'indépendance, un peuple mêlé qui, après plusieurs invasions successives, se connaissait mal lui-même, et mettait ses souvenirs avant ses intérêts.

Après un premier échec de Lothaire, le pape Grégoire IV lui-même, en 833, passa dans la Gaule, pour appuyer les prétentions du roi italien à l'empire, et menaça d'excom-

munication les évêques gallo-francs du parti de Louis le Débonnaire. Mais la rivalité de ses frères et l'indignation générale qui vengea Louis le Débonnaire de l'ignoble victoire du Champ du Mensonge et de la scène parricide de saint Médard de Soissons, renvoyèrent encore une fois Lothaire en Italie; et il ne dut la conservation de son titre d'empereur, et quelques provinces au delà des Alpes, qu'à l'intervention de l'archevêque Angilbert de Milan, personnage alors tout-puissant et auquel est dû le bel autel de l'église Saint-Ambroise qui s'élève sur quatre colonnes de porphyre.

Le sang des Italiens et des Aquitains, versé à flots en 841, dans les plaines de Fontanet, en Bourgogne, pour soutenir les prétentions de Lothaire sur ses frères, et celles des hommes du Midi sur ceux du Nord, fut encore une preuve nouvelle mais désastreuse de la communauté d'intérêt et d'ambition du fils aîné de Louis le Débonnaire et de son peuple. Lothaire, avec le titre d'Empereur singulièrement amoindri et la péninsule italienne, n'obtint que le territoire de la Gaule compris entre les Alpes et le Rhin à l'orient, et le cours du Rhône, de la Saône et de la Meuse, à l'occident; l'Italie, épuisée par les fréquentes convocations de l'Heerbann (service militaire), par les impôts que nécessitait l'ambition de Lothaire, retomba de ses prétentions impériales à l'état de province enclavée dans la domination d'un homme, et se perdit dans la *Lotharingie* (843).

L'empereur Louis II; les papes Léon IV et Nicolas I^{er}; les Sarrasins (843-874).

Pendant que les rois francs entraînaient les Italiens au delà des Alpes, pour poursuivre l'ombre de l'empire, le saint-siège avait repris courage. Au commencement de l'année 844, le pape Sergius se fit introniser à Rome sans la confirmation impériale; mais un nouvel ennemi, les Sarrasins, était apparu; ces barbares, pénétrant jusqu'à la capitale de la chrétienté, pillaient l'église de Saint-Pierre hors des murs.

Envoyé par Lothaire, avec le titre de roi, en Italie, l'aîné des fils de l'empereur, Louis, fit d'abord reviser l'élection

de Sergius par une réunion de vingt-trois évêques italiens, que le pape une fois reconnu réprimanda, il est vrai, vivement pour cette hardiesse. Le péril, que les Sarrasins faisaient courir à l'Italie et à la chrétienté, fut plus difficile à conjurer. Introduits depuis quelques années en Sicile, à la suite d'une querelle survenue entre Photin, gouverneur de la Sicile, pour l'empereur d'Orient, et un duc militaire du nom d'Euphemius, les Sarrasins étaient déjà maîtres de l'île, moins Syracuse et Taormina. Appelés de là contre le duc de Bénévent, Adelchis, par les comtes de Salerne et de Capoue, Sinoculfe et Landolph, ils venaient de prendre Bari, pillaient le Mont-Cassin, insultaient Rome, et menaçaient le midi de la péninsule, que l'empereur grec, pour se consoler de la perte d'une province, avait appelé *Sicile cismarine*.

Louis II chercha à rétablir la paix entre les princes rivaux du midi, marcha à la tête des Lombards contre les Sarrasins, et les refoula jusqu'à Gaëte; mais bientôt une partie de son armée périt dans une embuscade. Rome eût été en grand danger, et *la capitale du christianisme fût devenue peut-être une bourgade mahométane*, si le pape Léon IV n'eût saisi l'autorité d'une main énergique, dans Rome, et n'eût sauvé avec elle la civilisation chrétienne. Né Romain, il consacra les trésors de l'Église et ses propres richesses à élever de fortes murailles autour de ce qu'on appela depuis la cité Léonine; il arma les Romains; il appela les Italiens de Naples et de Gaëte à la défense d'Ostie, anima lui-même les combattants de sa présence, et vit fuir les Sarrasins. C'était le second pape qui sauvait Rome des barbares.

L'héroïsme de Léon IV donna le temps à Louis II de réparer l'échec qu'il avait éprouvé.

Nommé empereur du vivant même de Lothaire, n'ayant cependant que l'Italie, après la mort de celui-ci, en 855, Louis II, plus raisonnable que ses prédécesseurs, se borna à bien gouverner, à bien défendre la part qui lui était échue, et si un royaume italien eût pu vivre alors, cet homme prudent et énergique l'eût constitué sans doute. Il fixa les conditions du service militaire imposé aux vassaux des comtes

et des gastaldes, aussi bien qu'à ceux des évêques et des abbés; il termina en faveur de Benoît IV un schisme qui, après la mort de Léon IV, était sur le point de diviser Rome. Son principal labeur fut la guerre contre les Sarrasins.

Les obstacles ne lui furent point épargnés. Un hiver rigoureux, pendant l'année 860, couvrit toute la péninsule de neige, phénomène si rare sous ce beau climat, et jeta avec la disette le découragement dans toutes les âmes. Soutenu à contre cœur par le duc de Bénévent contre les Sarrasins, il lui fallut, en 866, assiéger dans Capoue le rebelle Landolf, comte et évêque de cette ville, qui les soutenait. Il se brouilla avec le pape, Nicolas I^{er}, le rude adversaire de Photius en Orient et d'Hinemar en France, non moins jaloux de ses prérogatives politiques vis-à-vis d'un roi d'Italie que de son autorité religieuse vis-à-vis des évêques. Ses oncles, en Lorraine et en Provence, lui ravirent l'héritage de ses deux frères. Tout à ses devoirs de chrétien et de roi, il vint assiéger, en 870, les Sarrasins dans Bari, un de leurs plus redoutables repaires, et, après un premier échec, parvint à emporter cette dangereuse citadelle, d'où l'islamisme menaçait la capitale de la chrétienté.

Il eût chassé les Sarrasins de Tarente et étendu son autorité sur toute la péninsule, s'il n'en avait été empêché par ses sujets mêmes. Les ducs de Bénévent et de Naples, les straticotes grecs, le pape et les Romains, n'étaient malheureusement pas les seuls qui craignissent l'affermissement d'un roi carlovingien en Italie. Après avoir encouragé leurs chefs à détacher la péninsule de l'empire, les personnages puissants de l'Italie septentrionale craignaient à leur tour de trop grandir l'autorité royale. Tous, ducs de Frioul, de Spolète, de Brescia, de Camérino, archevêques ou évêques de Milan, de Pavie, de Crémone, de Ravenne, de Modène, de Parme, s'étaient fait payer leur appui de concessions territoriales, d'immunités, et visaient aussi à une sorte d'indépendance. Les moindres petits barons profitaient même des excursions des Sarrasins pour élever des châteaux, des forteresses, qui devenaient bientôt l'asile de la révolte et même le repaire de leurs brigandages.

Louis II, après le triomphe même de Bari, éprouva cette ingratitude qui compromit son œuvre. Il se reposait avec sa femme, sous la sauvegarde des lois de l'hospitalité, à Bénévent, avec une faible suite. Le duc Adelchis, poussé peut-être par l'empereur grec, certainement par les ducs de Spolète et de Camérino, le fit attaquer et jeter dans une tour, et ne le relâcha que sur la promesse de ne rien entreprendre contre lui. Les ducs de Spolète et de Camérino, chassés de leurs domaines, payèrent cher cette trahison. Mais Louis II douta de l'avenir de la royauté italienne. Il remporta encore une brillante victoire près de Capoue, sur un chef de pirates Sarrasins, et revint mourir quelque temps après plein de tristesse dans la ville de Brescia (874). L'archevêque de Milan, Ansperto, à la tête des évêques de Bergame, de Crémone et de tout leur clergé, alla processionnellement arracher le corps de l'empereur déjà enterré dans l'église de Santa-Maria à l'évêque de Brescia, pour l'inhumer dans la royale église de Saint-Ambroise.

Décadence de la royauté carlovingienne; Charles le Chauve, Carloman, Charles le Gros (874-888).

Louis II fut le seul des Carlovingiens qui méritât le titre de roi d'Italie, par les services qu'il essaya de rendre à son peuple. Après lui, l'imagination des secs chroniqueurs de ce temps prend une teinte plus sombre. L'année même de sa mort, ainsi qu'ils le rapportent, est accompagnée de prodiges effrayants. Une nuée de sauterelles s'abat sur les pays de Vicence, de Brescia, de Crémone, de Lodi, de Milan, et dévore toute la campagne. Le jour de Pâques, on aperçoit dans plusieurs endroits et sur les arbres les traces d'une pluie de terre ou de cendres. Le 4 mai, une froide rosée gèle et dessèche les feuilles des arbres. Enfin, une comète achève de jeter le trouble dans les cœurs.

Quoique Louis II eût désigné Louis, déjà roi de Germanie, son oncle, pour son successeur au royaume d'Italie et à l'empire, le pape Jean VIII appela le roi de France, Charles le Chauve, aimant mieux un empereur fait de sa main. L'archevêque de Milan de son côté convoqua les principaux

évêques et seigneurs d'Italie qui, réunis en diète solennelle à Pavie, se partagèrent eux-mêmes entre les deux candidats. Alors commença l'anarchie annoncée par tant de tristes présages, et au milieu de laquelle le royaume carlovingien tomba en dissolution.

Charles de France arrivé le premier à Rome reçut l'empire comme *un présent* du pontife, et se soumit à l'élection de la diète de Pavie. Le fils de Louis le Germanique, Charles, que les Italiens désignent sous le nom de Carletto, envoyé trop tard par son père, ne put qu'exercer d'inutiles ravages avec Bérenger, duc de Frioul, entre Bergame et Brescia. Roi impuissant en France, dominé par les évêques et dépouillé par les seigneurs, Charles le Chauve fut encore plus impuissant comme empereur et roi d'Italie. Boson, laissé par lui dans la péninsule avec le titre de roi, épousa une fille de Louis II, tandis que les Sarrasins poussèrent de nouveau leurs ravages jusqu'à Comacchio. Impérieusement appelé par Jean III, Charles le Chauve descendit une seconde fois les Alpes, au moment où Carloman, autre fils de Louis le Germanique et roi de Bavière, arrivait de son côté pour surprendre l'Italie. Les deux Carlovingiens, en apprenant réciproquement leur arrivée, s'enfuirent chacun par un passage opposé des Alpes. La mort de Charles le Chauve, au pied du Mont-Cenis (877), décida seule Carloman à revenir sur ses pas se faire déclarer roi, mais elle ne termina pas la guerre.

Le pape Jean VIII, partisan des Français, appela, malgré les attaques de Lamberto, duc de Spolète, et d'Adalberto, duc de Bénévent, qui le retinrent un instant prisonnier, le fils de Charles le Chauve, Louis le Bègue. En vain les Sarrasins pénétrèrent jusque sous les murs de Rome. Le successeur de Léon IV, tout à son parti, promit aux Sarrasins un tribut annuel de vingt-cinq mille marcs et passa en France pour y chercher Louis le Bègue. Convaincu de l'incapacité de son protégé, mais opiniâtre dans son opposition aux Germains qui favorisaient les prétentions du prélat lombard, il ramena en Italie le comte de Provence, Boson, époux de la fille de Louis II, sans être plus heureux. L'archevêque de Milan, Ansperto,

rival du pape, le plus puissant des personnages ecclésiastiques de ce temps, empêcha les seigneurs et évêques de la Lombardie de se rendre à la diète qui devait l'élire. Boson fut obligé de se consoler, en faisant ériger ses domaines de France en royaume de Bourgogne.

A la mort de Carloman, même rivalité. Jean VIII voulait réunir les évêques italiens dans un concile à Rome pour diriger l'élection. Ansperto, dévoué à la cour de Germanie, prétendit que le titre de roi d'Italie étant distinct de celui d'empereur, si le pape avait droit sur le second, l'archevêque de Milan avait seul droit sur le premier. Charles le Gros, roi de Souabe, appuya bientôt ces paroles d'une armée et se fit couronner roi à Pavie. Le pape exaspéré songea un instant à reconnaître Photius pour invoquer la protection de l'empereur d'Orient. Attaqué au midi par les Sarrasins, qui avaient même fait alliance avec les ducs de Naples et de Capoue, cerné de tous côtés, il consentit enfin à proclamer et à sacrer empereur à Rome le protégé d'Ansperto, Charles le Gros (881).

Mais le pape, les ducs, les évêques, après une semblable anarchie, ne livraient plus qu'une autorité ruinée à un souverain étranger. En vain Charles le Gros réunit à l'Italie la Germanie, la France, et fut un instant reconnu souverain de toutes les contrées qui avaient obéi à Charlemagne, la péninsule ne lui fut pas plus soumise que le reste de l'empire. Il fut aussi impuissant à la défendre contre les Sarrasins, que la France contre les Northmans et la Germanie contre les Slaves. L'empire mourut entre ses mains, et les Italiens, honteux d'une impuissance qu'ils avaient faite, déposèrent, à l'exemple des autres peuples, le dernier descendant de celui qui avait détruit le royaume lombard et soumis la papauté.

« Ce que l'Italie a souffert, depuis la mort de Charlemagne, disait la sentence de déposition rédigée par les comtes et les prélats réunis en diète, aucune langue ne le saurait dire. » Ce n'était rien encore auprès de ce que les Italiens n'eurent bientôt à reprocher qu'à eux-mêmes.

TROISIÈME PÉRIODE.

ESSAI D'UNE ROYAUTÉ NATIONALE (888-950).

CHAPITRE VI.

LA FÉODALITÉ EN ITALIE; LE ROYAUME ITALIEN; ABAISSEMENT DE LA PAPAUTÉ (888-950).

LA FÉODALITÉ ITALIENNE; DUCHÉS ET COMTÉS, ÉVÊCHÉS, VILLES LIBRES.—
LA COURONNE DE FER DISPUTÉE A BÉRENGER I^{er} PAR GUIDO, LAMBERT ET
LOUIS DE PROVENCE (888-905). — THÉODORA ET LE PAPE JEAN X; CHUTE
DE BÉRENGER; HERMENGARDE ET LE ROI RODOLPHE; MAROZIE ET LE ROI
HUGUES (905-932). — RÉVOLTE DE ROME CONTRE MAROZIE; DÉCADENCE DE LA
ROYAUTÉ SOUS HUGUES (932-940). — BÉRENGER II ET ADELHAÏDE (940-950).

La féodalité italienne; duchés et comtés, évêchés, villes libres.

La chute définitive de l'empire, qui, un siècle auparavant, avait dominé tous les peuples chrétiens d'Occident, découvrait en Italie, comme dans le reste de l'Europe au x^e siècle, un monde nouveau, le monde féodal avec la diversité de ses formes, de ses coutumes, et la variété de ses personnages. Il ne datait point de la veille dans la péninsule, pas plus que dans le reste de l'ancien empire; il y avait même jeté de plus vieilles, de plus profondes racines que partout ailleurs, et c'est peut-être à cette circonstance que l'Italie doit d'en avoir été délivrée si tard, et encore si imparfaitement. Sans compter les éléments que l'Italie antique elle-même avait légués à ce système, il n'était pas un peuple envahisseur, Hérule, Goth, Grec, Lombard, Franc, qui n'eût contribué pour sa part au mélange bizarre de ces mœurs et de ces institutions, au développement de cet esprit d'indépendance personnelle et de domination locale qui fait le fond du régime féodal. La conquête et la souveraineté carlovingienne elle-même en avaient plutôt protégé qu'arrêté les progrès; et, quand l'empire tomba sous l'effort de tant d'intérêts divers, les petits gouvernements locaux apparu-

rent d'autant plus nombreux et plus ennemis, qu'un plus grand nombre de conquêtes s'étaient superposées les unes aux autres, sans qu'aucune d'elles eût jamais embrassé la péninsule tout entière.

D'abord, ce pays, autrefois assujetti à la plus complète uniformité par l'esprit niveleur de la cité romaine, a perdu toute unité de caractère et de mœurs. Au nord, où les Lombards et les Francs avaient surtout séjourné, dominant les habitudes germaniques; dans le centre de l'Italie, l'esprit romain s'est plus énergiquement défendu à l'abri de la puissance et des immunités du saint-siège; au midi, le duché de Bénévent se convertit plutôt à la forme grecque qu'il n'amena les cités et les provinces grecques à la forme lombarde. Les Lombards ont plus d'affinité avec les habitants d'au delà des Alpes, dont Boson, nouveau roi de Bourgogne, vient de faire ses sujets, qu'avec les habitants de Rome ou ceux des frontières méridionales du duché de Spolète; et ils n'en ont point du tout avec les Grecs de l'Italie méridionale, qui vont encore prendre de leurs rapports avec les Sarrasins une teinte presque africaine. Ce n'est pas tout. La variété des formes politiques complique encore la diversité des mœurs. Les ducs et les comtes puissants, qui datent de la conquête lombarde ou franque et l'emportent sur tous les autres seigneurs devenus leurs vavassins ou capitaines; les personnages ecclésiastiques, qui ont profité de l'importance de leur siège et d'immunités considérables, pour ajouter à leur autorité spirituelle une grande influence politique et un domaine souverain; quelques villes enfin qui doivent à leur nombreuse population ou à des circonstances favorables la conservation de leurs institutions municipales, forment les éléments principaux de cette agrégation sociale qui s'appelle la féodalité.

Au nord, dans la Lombardie, les deux plus puissants seigneurs sont Anscar, marquis d'Ivrée, chargé de la défense des Alpes occidentales, et Bérenger, duc de Frioul, dont les domaines s'étendent des Alpes juliennes à l'Adige, et qui descendait d'une fille de Louis le Débonnaire. L'archevêque de Milan, les évêques de Pavie, de Vérone, de Turin, possè-

dent les sièges les plus importants de la contrée. A l'abri de leur autorité, ces quatre villes jouissent d'une certaine indépendance. Mais il n'y a encore de véritable liberté qu'à Venise et à Gènes. La première, sous la protection de saint Marc, dont elle vient d'aller chercher les restes à Alexandrie, commence à soumettre dans l'Adriatique les Istriotes et les Dalmates ; la seconde, mise à l'abri des barbares par les montagnes arides qui l'entourent, s'élance de son port vaste et sûr à la poursuite des vaisseaux des Sarrasins.

Dans l'Italie centrale, Adalbert II, comte de Lucques et marquis de Toscane, époux d'une certaine Théodora renommée pour sa beauté, règne sur cette belle province, où l'on voit déjà grandir Florence dont une tradition fait de Charlemagne le second fondateur. Guido, duc de Spolète, domine au contraire dans l'Ombrie, où il vient de réunir à son domaine héréditaire les deux marches de Fermo et de Camérino. Le saint-siège à Rome et dans les environs, s'appuyant sur le vague souvenir des donations des rois francs, qu'on faisait déjà remonter jusqu'à Constantin, espère recouvrer l'indépendance qu'il a perdue en livrant l'Italie aux Francs, s'il ne se s'abîme davantage au milieu des factions des barons romains ; mais il voit avec peine l'archevêque de Ravenne rêver le même pouvoir en Romagne.

Au midi, l'ancien duché lombard de Bénévent, qui avait résisté aux successeurs d'Alboin et à ceux de Charlemagne, est encore puissant, bien qu'affaibli par l'affranchissement des deux petits duchés de Salerne et de Capoue. S'il n'y a pas là de puissants évêques comme au nord, on y rencontre l'abbé du Mont-Cassin. Le duc de Naples, quelquefois en même temps évêque de la même ville, prétend relever toujours de l'empire d'Orient, pour n'avoir à obéir à personne et possède réellement dans la Calabre les districts qu'un empereur va décorer du titre de Thème de Lombardie. A l'abri de cette souveraineté dérisoire de l'Orient, la liberté aussi se développe dans Gaëte et dans Amalfi, gouvernées par des ducs et des consuls soumis à l'élection populaire. C'est même le temps de la prospérité de cette dernière ville descendue récemment des rochers de la Scala au golfe de

Salerne, sur la colline plantée d'orangers qui regarde le temple de Pœstum. Elle possède déjà presque tout le golfe avec l'île d'Ischia, envoie ses vaisseaux, établit des comptoirs dans tous les ports de la Méditerranée, et rédige le premier code de navigation en Europe. Ses doges tournent surtout leurs forces maritimes contre les Sarrasins qui, établis encore à Tarente et sur le Garigliano comme une colonie militaire, et toujours prêts à attaquer tout ce qui porte le nom de chrétien, mettent le comble à la variété et au désordre du midi de l'Italie.

La couronne de fer disputée à Bérenger I^{er} par Guido, Lambert et Louis de Provence (888-905).

Il restait cependant une institution commune, nationale, la royauté. Les seigneurs et évêques de la Lombardie, qui avaient plus de souvenirs nationaux que ceux du reste de la péninsule, ne voulurent pas la laisser tomber avec les Carolingiens. Réunis en diète, ils choisirent pour roi l'un d'eux, Bérenger, duc de Frioul, descendant de Charlemagne par une fille de Louis le Débonnaire ; et le puissant archevêque de Milan, Anselmo, lui posa sur la tête la couronne de fer.

L'établissement d'une royauté forte et nationale semblait dans l'intérêt de tous les Italiens. Les Hongrois ou Madgyars commençaient à s'approcher des Alpes orientales qui avaient déjà introduit dans la péninsule tant d'envahisseurs. Des corsaires sarrasins, jetés par la tempête sur la côte de Nice, s'emparaient du rocher de Fraxinet et des passages des Alpes occidentales. Mais le maintien de la royauté était en Italie plus difficile qu'ailleurs. Outre la féodalité qu'il lui fallait dompter au-dessous d'elle, elle avait au-dessus l'empire suspendu comme une tentation et une menace, et à côté le saint-siège qui craignait d'échanger la domination spirituelle du monde contre une servitude temporelle. Le choix d'un Lombard, sa consécration par l'archevêque de Milan, mécontentèrent tout d'abord les Italiens du centre et le saint-siège. Étienne V opposa à Bérenger Guido, duc de Spolète, maître d'une partie du Bénéventin. Une guerre terrible com-

mença entre le midi et le nord. Les Italiens, selon leur habitude, ne se firent pas faute d'appeler l'étranger toujours dangereux pour l'indépendance nationale. Au milieu de ce déchainement des intérêts personnels, de ces guerres sans but et sans fin, la royauté nationale ne fut pas seule compromise, mais encore le caractère italien. La plus effroyable corruption atteignit la chaire de saint Pierre; on vit dans toutes les classes la bassesse le disputer à la férocité, la perfidie se mêler au crime, la débauche à la trahison; tous les vices, enfin, se réunirent pour mériter à ce temps le nom de Siècle de fer (*Secolo di ferro*), et laisser dans les mœurs péninsulaires quelques empreintes difficiles à effacer.

Les deux compétiteurs Bérenger et Guido s'appuyaient, le premier sur les Allemands, le second sur les Français. Bérenger allait jusqu'à faire hommage de sa couronne au plus puissant des héritiers de l'empire carlovingien, Arnulph, roi de Germanie. Guido reçut cependant le premier un secours de seigneurs français; il gagna avec eux une grande bataille sur les bords de la Trebbia, se fit couronner roi, à son tour à Pavie, et, bientôt après, empereur à Rome, titre plein de péril qu'un roi d'Italie eût dû laisser tomber dans l'oubli! Lui-même sacrifiait tout à ses protecteurs; il portait gravé sur son sceau impérial, ces mots : *Renovatio regni Francorum*, comme s'il avait voulu, par son règne, renouveler seulement la domination française. Il compromit sa fortune, en forçant, en 892, le nouveau pape, Formose, à couronner son fils Lambert. Formose, qui ne voulait pas d'un maître, appela le roi du nord Bérenger. Les Lombards reprirent courage; le duc de Milan, Maginfredo, alla chercher Arnulph et le ramena bientôt en Italie. Vérone, Brescia, ouvrirent leurs portes; Bergame fut prise d'assaut, et l'évêque, qui l'avait défendue opiniâtrément, pendu à un arbre. Arnulph entra triomphant dans Pavie, et y réintégra Bérenger.

Guido, après le départ précipité du puissant roi german, n'eut pas le temps de reconquérir le nord de l'Italie; il mourut d'une hémorragie sur les bords du Taro (894). Son

filz Lambert , couronné empereur depuis deux ans , reprit Pavie ; mais , à la sollicitation du pape Formose et de Maginfredo , le roi de Germanie repassa les Alpes , pour se faire nommer lui-même empereur et finir toute guerre civile par la conquête de l'Italie. A Milan , il disposa en effet de la Lombardie , donna le Frioul à Walfredo , et le reste à Maginfredo. A Rome , qu'il enleva de vive force à la mère de Lambert , Ageltrude , il se fit couronner empereur par Formose et jurer fidélité par le peuple romain , sauf la foi due au pape. Pour n'avoir pas voulu s'accorder sur le roi national , les Italiens avaient relevé l'empire allemand , et Arnulph allait forcer Lambert et sa mère dans Fermo , leur dernier asile , lorsqu'il fut atteint lui-même de la maladie qui avait déjà décimé son armée , et retourna mourir en Allemagne.

Instruits suffisamment de ce qu'on gagne à appeler l'étranger , Bérenger et Lambert firent alliance et conclurent un traité de partage à Pavie ; Bérenger obtint tout ce qui est au nord du Pô et à l'est de l'Adda ; et Lambert , le reste de l'Italie ; ils scellèrent la paix du sang de leurs ennemis. Maginfredo , dans la Lombardie , essaya de résister à Milan , et paya ses trahisons de sa tête. Si saint Ambroise , selon la chronique milanaise , n'était apparu au vainqueur , Milan même eût été enveloppé dans sa chute. A Rome , le nouveau pape , Étienne VI , porté par la faction des Spolétains , signala sa haine contre la faction allemande ; il fit déterrer , juger , décapiter et jeter dans le Tibre le cadavre du pape Formose , partisan d'Arnulph.

Resté seul roi en 897 par la mort de Lambert , Bérenger ne fut pas plus heureux qu'auparavant. Les Sarrasins , alliés d'Anastase , à la fois duc et évêque de Naples , qui partageait avec eux le butin fait sur les chrétiens , apparaissaient de nouveau sous les murs de Rome. Les Madgyars , pour la première fois , s'avancèrent en 900 jusqu'aux portes de Milan. Bérenger tâcha de s'attacher l'Italie en la défendant : après avoir battu les Madgyars sur les bords de l'Adda , il les poursuivit l'épée dans les reins jusque sur la Brenta , pour les y détruire. Réduits au désespoir , ils y écrasèrent au contraire son armée , et se vengèrent du danger qu'ils avaient

couru, en ravageant pendant plusieurs mois les villes, les couvents et les églises de la Lombardie.

Au lieu de se serrer autour de leur roi malheureux, Adalbert II, marquis de Toscane, Sigifredo, comte de Milan, voulurent profiter de sa défaite pour le renverser. Berthe seconde femme d'Adalbert, fille de la fameuse Waldrade de Lorraine, belle et ambitieuse comme sa mère, avait mis le saint-siège à leur discrétion en y faisant parvenir une de ses créatures, Benoît IV. Ils proposèrent la couronne d'Italie au roi de Provence, Louis, fils de Boson et d'Hermengarde, de concert avec le pape. Le petit-fils de Louis II n'eut qu'à se présenter pour recevoir la couronne de fer à Pavie, et même la couronne impériale à Rome; Bérenger s'enfuit en Allemagne. Mais l'ingratitude du nouveau roi envers Adalbert, qu'il trouvait trop puissant, le perdit. Le marquis de Toscane, véritable faiseur de rois, rappela Bérenger qu'il avait contribué à chasser. Berthe, plus dangereuse encore, multiplia la défection parmi les partisans de Louis, par des moyens dont l'emploi devait bientôt devenir fréquent dans sa famille et dans les affaires de l'Italie. Louis, obligé de jurer de ne plus revenir dans la péninsule, viola son serment plusieurs années après, et obtint d'abord quelques succès à la faveur d'une maladie de Bérenger; mais, surpris bientôt dans Vérone, et puni de son parjure par la perte de la vue, il laissa désormais le trône à son rival (905).

Éprouvé par tant de malheurs, Bérenger pour régner au moins en paix dans la Lombardie, abandonna à Adalbert le centre de l'Italie.

Théodora et le pape Jean X; chute de Bérenger; Hermengarde et le roi Rodolphe; Marozie et le roi Hugues (905-932).

Ce marquis de Toscane qui avait succédé à la puissance des ducs de Spolète, y mena, en effet, tout à son gré ou plutôt à celui de sa famille. Le saint-siège même tomba honteusement dans la dépendance de sa cour brillante et dissolue. Après deux papes élevés chacun par la violence, Sergius avait dû déjà la tiare à la faveur de Marozie, fille

du premier lit d'Adalbert. Quand Marozie devint l'épouse d'Albéric, duc de Spolète, sa sœur Théodora, d'une beauté plus dangereuse encore, succéda dans Rome à sa puissance. Éprise d'un jeune prêtre nommé Jean, elle le fit nommer d'abord évêque de Bologne, puis archevêque de Ravenne, enfin pape sous le nom de Jean X (914).

Le plus singulier fut qu'alors le gouvernement du saint-siège devenu comme un fief de la beauté de deux femmes ne manqua ni d'intelligence ni d'énergie. Sergius avait montré quelques qualités pendant trois années de pontificat. Jean X fut l'instigateur de la plus grande et de la plus nationale entreprise de cette époque. Il poussa contre les Sarrasins, tous les jours plus redoutables au midi de l'Italie, Atenolphe, duc de Bénévent et de Capoue; Grégoire, duc de Naples, les petites républiques grecques, et leur assura les secours du roi Béranger qu'il fit empereur et même ceux du souverain de l'Orient, Léon le Philosophe. Coupés de la mer, attaqués dans leur camp retranché du Garigliano, les Sarrasins furent jetés dans les Apennins et tués presque jusqu'au dernier (916).

Après la mort d'Adalbert, Béranger, d'ailleurs décoré du titre d'empereur, crut pouvoir reprendre ses projets de domination sur toute l'Italie. Mais le marquis de Toscane lui laissait dans ses enfants et surtout dans ses filles des adversaires redoutables. Il retint vainement l'aîné des fils d'Adalbert, Guido, héritier de la Toscane, et sa mère Berthe au château de Mantoue; les ordres de Guido suffirent pour assurer la fidélité de ses vassaux. Marozie après la mort de Théodora contint Rome et le pape Jean X; enfin Hermengarde, troisième fille du duc de Toscane, mariée à un autre Adalbert, marquis d'Ivrée; souleva contre Béranger Adelrich, comte palatin de Lombardie, et Lambert, archevêque de Milan, mécontent d'avoir payé des sommes considérables pour l'investiture de son bénéfice. Béranger appela contre les rebelles quelques chefs hongrois qu'il tenait en réserve, les surprit près de Brescia, tua Adelrich, et faillit mettre la main sur Adalbert qui s'échappa à la faveur d'un déguisement.

Hermengarde eut aussi recours à l'étranger. Appelé par

elle, Rodolphe, roi de la Bourgogne transjurane, pénétra au milieu de la Lombardie, battit Bérenger près de Fiorenzuola, entre Plaisance et le bourg de San Donnino et l'assiégea dans Vérone. Réduit aux abois, celui qui avait gagné et perdu déjà trois fois son royaume, aima mieux le ruiner que de le laisser encore à un autre. Il ouvrit les défilés des Alpes aux Hongrois qui se répandirent en fureur dans toute la Lombardie (924). La ville de Pavie fut mise à feu et à sang, tout le nord de l'Italie pris à rançon. Au milieu de ces ruines Bérenger n'excita plus que l'horreur. Un certain Flambert comblé de ses bienfaits, déjà pardonné après une première tentative d'assassinat, le tua d'un coup de poignard (924).

Rodolphe se croyait sûr d'ajouter la couronne d'Italie à celle de Bourgogne transjurane ; tel n'était pas le compte de la femme du marquis d'Ivrée, Hermengarde, qui avait renversé Bérenger dans des vues plus intéressées ; c'était le temps où les femmes faisaient avec leur beauté le destin de l'Italie. Marozie, sœur consanguine d'Hermengarde, et duchesse de Spolète, venait de venger Albéric, son mari, tué dans une querelle avec le pape Jean X, en s'emparant du môle d'Adrien. Maîtresse alors de Rome et du saint-siège, elle mettait le comble à sa puissance en prenant pour époux son frère consanguin, le duc de Toscane, Guido, fils comme elle d'Adalbert. Hermengarde, encouragée par cet exemple, se choisit pour époux à la mort de son mari son propre frère utérin, Hugues, fils de Berthe et de son premier mari, usurpateur de Provence, et détacha de Rodolphe tous ses vassaux par les moyens que sa mère avait autrefois employés contre Louis, fils de Boson. Quand Rodolphe, qui se croyait assuré de la faveur d'Hermengarde, s'aperçut de ses intrigues et vint l'assiéger dans Pavie, il était trop tard. La fille de Berthe lui apprit que la fidélité de ses partisans ne pouvait tenir devant sa prodigue beauté ; et le réduisit bientôt lui-même à venir implorer sa grâce à ses pieds, au prix de son royaume.

Hugues n'eut qu'à débarquer près de Pise sur des galères venues de Provence et prit le trône avant la main qui lui était

offerte (926). Les deux tiers de la péninsule dépendirent alors de deux femmes hardies et impudiques, et de leurs créatures. Marozie, soutenue par Guido son époux, jalouse de toute autorité rivale à Rome, fit égorger d'abord le frère du pape Jean X, Pietro, puis jeta le pape lui-même dans une prison, où il mourut, et lui donna pour successeur, sous le nom de Jean XI, le fils qu'elle avait eu, suivant les uns de Sergius, suivant d'autres de son premier époux, Albéric. Hugues, maître du nord, appuyé par Hermengarde qui se gardait de lui rien refuser, dépouilla les comtes italiens, les évêques même, en faveur de Bourguignons dont il espérait une plus grande dépendance, ou même de ses bâtards qu'il fallait pourvoir. Il ne manquait plus à l'Italie que de devoir l'unité aux mêmes intrigues qui lui avaient donné de si indignes maîtres.

Hermengarde avait favorisé l'élévation d'un personnage qui la surpassait en ambition et en perfidie. Hugues, au lieu d'acquitter la dette de la reconnaissance, conçut le projet d'épouser Marozie après la mort du dernier époux de celle-ci, Guido, duc de Toscane, et de gagner ainsi le duché de Toscane, Rome et la couronne impériale, dont Marozie disposait en maîtresse, c'est-à-dire presque toute l'Italie. Mais il fallait se débarrasser de Lambert, frère de Guido, qui réclamait la Toscane, et de l'ambitieuse Hermengarde. Hugues ne craignit pas de déshonorer sa mère ; il jeta des doutes sur la naissance de Guido dont Marozie était veuve, de Lambert, duc de Toscane, et d'Hermengarde, qui avait tant fait pour l'élever au trône, tous trois issus du second mariage de Berthe avec Adalbert. Lambert défendit en vain son honneur et la Toscane qui y était attachée, dans l'épreuve du combat où il terrassa le champion qui lui fut opposé. Hugues le fit prendre et priver de la vue, donna la Toscane à Boson, une de ses créatures, relégua Hermengarde loin de la cour, et épousa Marozie, sa belle-sœur, dans la capitale de la chrétienté (932).

Le x^e siècle est par excellence celui de l'anarchie politique et morale, mais nul pays n'y fut témoin de ce que virent alors l'Italie et le Vatican.

Révolte de Rome contre Marozie; décadence de la royauté sous Hugues (932-940).

La couronne impériale et la royauté d'Italie allaient être le prix du crime et de l'inceste. L'excès de la honte souleva enfin les Romains contre ce gouvernement de prostituées. La ville de Rome avait toujours conservé les formes d'une république, depuis qu'elle avait secoué le joug des empereurs d'Orient. Ce n'était que grâce d'abord à l'autorité de leur caractère, puis à leurs possessions territoriales inféodées aussi à des vassaux, que les papes y étaient devenus tout-puissants. Après les vicissitudes qui avaient fait tomber la papauté si bas, les Romains ne conservant plus aucun respect pour elle, commençaient à désirer quelque chose de plus réel qu'une apparente liberté.

Le roi Hugues, en frappant au visage le fils de Marozie, Albéric, pour lui avoir renversé l'aiguillère sur les mains, leur donna l'occasion et le chef qu'ils cherchaient. Albéric, furieux de cet outrage, se mit à leur tête et assiégea sa mère Marozie et son nouvel époux dans le château Saint-Ange. Hugues s'évada par une fenêtre au moyen d'une corde; Marozie perdit, avec le château, l'autorité dont elle avait fait un si scandaleux usage. Les Romains se virent débarrassés à la fois du joug d'une femme, de celui d'un pape indigne et d'un roi étranger. Albéric y substitua, il est vrai, le sien ou celui des barons romains dont il était chef, en se faisant décorer du titre de consul; mais il donna au moins à Rome l'apparence d'une satisfaction.

Après cet échec, Hugues déshonora par sa faiblesse, ses désordres et ses crimes la royauté italienne, déjà si compromise. Rodolphe de Bourgogne, en menaçant encore de lui disputer l'Italie, obtint de lui son royaume de Provence au delà des Alpes, de telle sorte que les deux Bourgognes ne formèrent plus qu'un seul État, dès 934. Dans le royaume qui lui restait, toutes les dignités furent prodiguées à ses créatures et aux membres de sa famille, aux dépens des nationaux qu'il soupçonnait d'appeler l'étranger. Manassès, sujet bourguignon, qui lui était dévoué, devint évêque de

Pavie, de Mantoue et marquis de Trente. Un de ses bâtards devint évêque de Plaisance, un autre marquis de Toscane, à la place de Boson, son frère, dont il n'était plus assez sûr. Dans l'intention de donner à un troisième l'archevêché de Milan, il y fit nommer d'abord un vieillard, puis attenta à la vie de celui-ci qui ne mourait pas assez vite. Hugues, il est vrai, s'il voulait être roi, devait pousser partout ses créatures. Les rivalités de ses prédécesseurs avaient livré la royauté en détail à la féodalité; les Bérenger et les Guido ne s'étaient fait des partisans qu'à force de concessions de privilèges aux seigneurs et d'immunités aux évêques. Hugues ne pouvait se maintenir qu'en livrant à ses partisans des positions devenues si puissantes. Les moyens qu'il employait étaient seuls répréhensibles.

Deux personnages surtout excitaient les soupçons et les convoitises du roi Hugues : c'était Bérenger et Anscar, tous deux fils d'Adalbert, marquis d'Ivrée, et de sa première femme, Ghisla, fille de Bérenger I^{er}, l'un marquis d'Ivrée, l'autre duc de Spolète. Il se défit du second, en envoyant contre lui, sous prétexte de le punir d'une conspiration, son comte du palais, Sarilon, qui le défit, le tua et fut investi de son duché. Il attira l'autre à sa cour, dans l'intention de le saisir et de lui faire crever les yeux; celui-ci ne fut sauvé que par le jeune Lothaire, fils d'Hugues, qui, ne pouvant supporter l'idée d'un pareil crime, l'avertit et le fit fuir au delà des Alpes, d'abord auprès du duc de Souabe, Hermann, puis auprès du puissant roi de Germanie, Othon le Grand.

Pendant que le roi Hugues était tout entier à ses entreprises criminelles, les Sarrasins, au midi, reprenaient leur poste du Garigliano; au nord, ils se jetaient de Fraxinet sur le Montferrat et en 935 pillaient Gênes naissante; Venise se détachant tous les jours davantage de l'Italie, autant que de l'Orient sous le dogat des Participatii et des Candiani, détruisait sa rivale Comacchio, et en souvenir de la vengeance qu'elle tirait de l'outrage fait aux vierges d'Olivolo par les pirates du marquis d'Istrie, instituait la fête des *Mariés*, le jour de la Chandeleur. Hugues n'eut qu'une idée nationale

qu'il exécuta en ambitieux vulgaire. De concert avec le pape Marin II, les empereurs d'Orient Constantin et Romain, et la ville de Gênes, il conduisit une expédition contre les Sarrasins de Fraxinet. Les forbans, attaqués par terre et par mer, virent leurs vaisseaux brûlés ou coulés à fond et furent poursuivis à travers les montagnes jusque dans leurs derniers retranchements. Mais au lieu de les exterminer, Hugues les transplanta des rochers de Fraxinet, qui furent bientôt occupés par de nouveaux bandits, dans les montagnes du Frioul pour s'en faire des défenseurs contre les mécontents du dedans et les ennemis du dehors (940).

Bérenger II et Adelhaïde (940-950).

Le fils du roi Hugues, le jeune Lothaire, marié à la belle Adelhaïde, fille du roi de Bourgogne Rodolphe II, balançait seul encore par l'amour qu'il inspirait, la haine qu'on portait à son père. Ce n'était point assez pour les défendre. Bérenger, fils du marquis d'Ivrée, réfugié depuis quelque temps chez les Germains, le renversa en 945 avec quelques soldats d'Othon. Manassès, que le roi Hugues avait fait évêque de Pavie, de Vérone et marquis de Trente, livra le premier ses châteaux qui commandaient les défilés, dans l'espoir de l'archevêché de Milan. Guido, évêque de Modène, en fit autant. Arderich, le vieil archevêque de Milan, dont la vie avait été menacée, accueillit Bérenger comme un libérateur. Abandonné de tous, Hugues abdiqua dans l'espoir de laisser au moins la couronne à son fils Lothaire. Bérenger, soit pour se donner l'apparence du désintéressement, soit pour pouvoir s'assurer les trésors que le roi était sur le point d'emporter, consentit à cet arrangement, à la condition d'avoir la disposition de toutes les dignités, c'est-à-dire la réalité de la puissance. Bientôt Hugues ne se sentant pas en sûreté dans son ancien royaume s'enfuit en Provence, où il termina sa vie sous un habit de moine; et Lothaire, qui ne se méfiait point de celui qui lui devait la vie, s'affaiblit tout à coup, languit et mourut en 950.

Bérenger, pour légitimer une usurpation, voulait faire

épouser à son fils Adalbert la jeune veuve de Lothaire. Mais il échoua contre la volonté d'une femme. Enfermée dans une tour du lac Garda par Bérenger qui voulait la réduire à force de mauvais traitements, Adelhaïde s'échappa avec l'aide d'un prêtre dévoué, se réfugia auprès d'Azzon, neveu de l'archevêque de Reggio, au château de Canossa, et de là implora la protection du puissant roi de Germanie Othon I^{er}. Celui-ci devait mettre fin par la conquête au malheureux essai de royauté nationale fait par les Italiens depuis 888.

Il semblait que chaque grande révolution de la péninsule dût être amenée par les passions d'une femme. Au temps de la décadence de l'empire d'Occident, Honoria et Eudoxie avaient hâté sa chute en appelant l'une Attila, l'autre Genséric; Amalasonthe avait opposé la première Justinien aux Ostrogoths. Rosamunde faillit arrêter l'établissement de la puissance lombarde; Théodelinde l'affermir; Théodora, Hermengarde, Marozie, avaient compromis le saint-siège devenu leur jouet, et de crime en crime avaient avili la royauté italienne essayée sur les ruines de l'empire carlovingien. Adelhaïde fut la première cause de la chute définitive de la royauté nationale et de l'établissement de la domination allemande dans la péninsule.

QUATRIÈME PÉRIODE.

L'ITALIE PENDANT LA LUTTE DU SAINT-EMPIRE ET DU SAINT-SIÈGE (950-1250).

CHAPITRE VII.

ÉTABLISSEMENT DE LA DOMINATION ALLEMANDE ; LES EMPEREURS SAXONS ; PUISSANCE DES ÉVÊQUES (930-1024) ¹.

OTHON LE GRAND FONDE LA DOMINATION ALLEMANDE EN ITALIE (950-975).
— L'EMPEREUR OTHON II, LA PETITE FÉODALITÉ LAÏQUE ET ECCLÉSIASTIQUE (972-983). — L'EMPEREUR OTHON III, LE TRIBUN CRESCENTIUS ET LE PAPE SYLVESTRE II (983-1004). — ESSAI DE RESTAURATION D'UNE ROYAUTÉ ITALIENNE ; L'EMPEREUR HENRI LE SAINT ; PUISSANCE DE L'ÉPISCOPAT (1002-1024).

Othon le Grand fonde la domination allemande en Italie (950-975).

Othon le Grand, roi de Germanie, était alors le plus puissant des souverains nés de la dissolution de l'empire carlovingien. Respecté des vassaux qu'il avait domptés, vainqueur de ses voisins, Danois, Slaves, Hongrois, protecteur, presque régent de la France par ses deux sœurs, Hedwige et Gerberge, femmes et mères des rois et des ducs de France, il pouvait rêver la reconstitution de l'empire autrefois élevé par Charlemagne. La conquête de l'Italie était le premier pas dans cette voie. Adelhaïde ne paraissait pas seule y inviter le puissant roi germain, mais la péninsule elle-même.

Les Lombards ne voulaient plus pour roi du meurtrier de Lothaire. Les Milanais ne pouvaient lui pardonner de leur imposer l'archevêque Manassès. Tous, ducs, comtes, seigneurs, évêques, héritiers dans leurs domaines des dépouil-

1. Voir pour ce chapitre, Sismondi, *Histoire des républiques italiennes*. H. Léo, *Entwicklung der Verfassung der Lombardischen Städte bis zur Ankunft Friedrichs I^{er}*. Luitprandi *Historia*. Le poème latin de Hroswitha *apud Meibomium*; et Dithmarus, ed. Wagner.

les de la royauté, convertis à la glissante politique pratiquée déjà par le saint-siège, pensaient jouir d'une liberté plus complète sous un souverain qui ne résiderait point en Italie, et commençaient à préférer un roi étranger à un roi national. Illusion dangereuse et sujette à de bien terribles mécomptes !

Othon le Grand n'eut pas beaucoup de peine à conquérir une contrée qui s'offrait d'elle-même. Lorsqu'il descendit les Alpes en 951, tout le clergé, ayant en tête Manassès lui-même, se précipita à sa rencontre. Il pénétra sans obstacle jusqu'à Pavie, où il mit son épée aux pieds d'Adelhaïde. Conrad, duc de Lorraine, gendre d'Othon, et chargé de continuer la guerre, pendant que le nouvel époux de l'Italienne châtiât en Allemagne son fils Ludolph mécontent, ménagea d'abord entre le roi de Germanie et Bérenger II un traité qui laissait la couronne en fief à celui-ci et adjugeait à Othon les marches de Vérone et d'Aquilée, c'est-à-dire les portes de la péninsule ; mais Bérenger se perdit en irritant l'Eglise par ses attaques contre les évêques de Reggio, de Milan, de Ravenne et le saint-siège même.

Le fils de cet Albéric qui pendant vingt-deux ans avait dominé la papauté et Rome, Octavien, d'abord sénateur et prince de Rome, puis pape sous le nom de Jean XII, acheva ce qu'Adelhaïde avait commencé ; en appelant une seconde fois Othon le Grand, il donna le dernier coup à la royauté italienne déjà si compromise. Le fils du roi de Germanie, Ludolph, réconcilié avec son père, passa d'abord les Alpes, mais mourut, sans avoir rien fait, victime du climat. Enfin le roi Othon revint lui-même en 961. Le clergé avait été au-devant du roi germanique lors de sa première apparition ; cette fois les seigneurs italiens, vassaux de Bérenger, envoyés sur l'Adige pour en défendre le passage, au lieu de combattre pour leur roi, exigèrent son abdication au profit de son fils Adalbert, puis sur son refus, passèrent du côté d'Othon. Le roi de Germanie entra en vainqueur à Milan où il fut proclamé roi, tandis que Bérenger s'enferma dans un de ses châteaux forts. De là il se dirigea sur Rome, y fut reçu avec acclamation et couronné empereur le 9 février 962 ; il s'en-

gagea à maintenir les donations précédemment faites au saint-siège par Charlemagne ; de leur part, les Romains promirent de ne point élire le pape sans la présence des envoyés de l'empereur.

L'alliance tentée par Charlemagne entre le saint-siège et l'empire fut ainsi renouvelée après plus d'un siècle et demi. Encore une fois l'Église transmet à un roi du Nord les droits de l'empire romain et le nouvel empereur garantit au saint-siège son pouvoir temporel sur Rome et sa domination spirituelle sur l'Occident. Il était temps pour la papauté. L'Orient profitant de son abaissement venait de se détacher d'elle à la suite de l'affaire de Photius ; Rome ne lui obéissait plus ; encore un peu de honte, et l'Occident lui échappait.

Les Italiens, les Romains particulièrement, sur qui le nom et l'aspect d'un empereur exerçaient toute la puissance d'un glorieux souvenir, crurent voir la patrie renaître dans cette mort d'une royauté nationale qui s'était abîmée sous ses propres excès, et sous les attaques jalouses de la féodalité ; tout au moins s'imaginèrent-ils, seigneurs, évêques ou villes, jouir d'une indépendance plus grande que jamais sous une idole qu'ils encenseraient de loin. Avant même d'avoir soumis Bérenger et son fils Adalbert, réfugiés l'un au château fort de Saint-Léon, près de Montéfeltrò, et l'autre dans une tour du lac de Garda, Othon leur montra qu'il prenait au sérieux le titre d'empereur.

Accusé par les Romains et pressentant déjà un maître trop puissant dans le roi de Germanie, le pape intriguait en faveur du roi déchu. Le nouvel empereur marcha sur Rome, assembla un concile, fit déposer le pape comme coupable d'imposture, d'adultère, de sacrilège et donna la tiare à Léon VIII. Le premier acte plut aux Romains, le second leur parut une usurpation. Au moment où une partie des vassaux d'Othon repassait les Alpes, ils rappelèrent Jean XII, lui donnèrent pour successeur à sa mort, Benoît V, en haine de Léon VIII, et firent cause commune avec Bérenger et Adalbert toujours indomptés. Othon ayant reçu de nouvelles troupes, châtia sévèrement cette mobilité romaine qu'il ne comprenait pas, força Benoît à demander pardon

comme usurpateur à Léon VIII, fit élire Jean XIII, et parvint enfin à emporter le château de Saint-Léon sur Bérenger, qu'il envoya finir ses jours à Bamberg, en Allemagne.

Une nouvelle tentative d'Adalbert, quelques années après, ne fut pas plus heureuse. Les Romains avaient chassé leur nouveau pape Jean XIII, élu un préfet et douze tribuns pour se constituer en république; maint évêque et maint baron avaient rejeté le joug du César ultramontain. Othon restaura le pape dans son pouvoir temporel, pendit ou exila les consuls et les tribuns, déposa tous les évêques et comtes qui s'étaient montrés ses ennemis, et donna le duché de Vérone et de Frioul à son frère, le marquisat de Montferrat à son gendre Almaran, celui de Modène et Reggio à un seigneur italien dévoué, Albert Azzon, tout en ayant soin cependant de diminuer leur importance. Il confirma et augmenta surtout les immunités accordées aux saints, patrons des villes, c'est-à-dire aux évêques. Comme il tenait ceux-ci, par l'élection, dans une plus étroite dépendance que les comtes héréditaires, il était de bonne politique de favoriser leur pouvoir, pour s'en faire un appui contre la féodalité laïque. Othon le Grand mit le comble à sa puissance en faisant couronner comme son successeur, en 967, son fils et celui d'Adelhaïde, Othon II.

Il ne manquait à Othon que le midi de l'Italie; sur le refus que lui fit l'empereur Nicéphore d'une de ses filles pour son fils aîné, il ravagea le territoire grec jusqu'à ce que Jean Zimiscès, après Nicéphore, lui eût accordé sa fille Théophanie, c'est-à-dire des droits sur le reste de la péninsule. L'Italie avait trouvé un maître et non une idole.

L'empereur Othon II; la petite féodalité laïque et ecclésiastique (972-983).

Tout ne manqua pas cependant à ceux qui avaient désiré et facilité la domination étrangère. Le pape reprit son pouvoir temporel et sa considération. Avec la royauté nationale, les grands duchés de Frioul, d'Ivrée, de Spolète, avaient péri. Les margraves, les évêques, héritèrent des débris de

l'organisation carlovingienne. Le pape donnant l'exemple renonça au système byzantin des troupes soldées et inféoda ses propres domaines pour défendre son pouvoir et dompter les autres vassaux des environs de Rome ; dans les villes il nomma les comtes chargés de rendre la justice. Malgré son opposition, l'archevêque de Ravenne l'imita dans la Romagne. Les prélats de la Lombardie, de Milan, de Parme, de Bergame, Vercell, Crémone se firent également autour d'eux des vassaux dans les campagnes et imposèrent leurs prévôts ou vicomtes aux bourgeois dans les villes. Les petits comtes de l'ancienne organisation, restés libres dans leurs châteaux situés au pied des Alpes ou des Apennins, eurent peine même à défendre leur indépendance contre la puissance épiscopale.

Après la mort du grand Othon, la longue absence de son successeur Othon II persuada même volontiers à tous qu'ils n'auraient après lui que l'ombre de l'empire, et affermit encore leur nouvelle puissance. Dans la Lombardie l'exemple entraîna jusqu'aux nouvelles créatures d'Othon le Grand ; le marquis de Vérone, seigneur tout allemand, qui unissait l'Italie à la Carinthie aussi bien que le marquis d'Ivrée, qui avait conservé de l'ancienne puissance d'Adalbert les défilés des Alpes occidentales ; le marquis de Montferrat, créé par Othon ; celui de Modène et de Reggio, aussi bien que l'héritier du duché de Toscane affectèrent l'indépendance des anciens ducs lombards ou marquis carlovingiens.

Cette indépendance n'était pas encore possible pour les cités, restées sous le pouvoir des comtes ou tombées sous celui des évêques. A côté de Venise, de Gênes, d'Amalfi, depuis longtemps libres, et tout occupées de leur commerce, on ne vit s'agiter que Rome et Milan, et autant par esprit de faction que par esprit de liberté.

A Rome les nobles et turbulents barons fortifiés dans leurs palais de la ville, ou leurs châteaux de la campagne ne consentaient à obéir au saint-siège qu'à la condition d'en disposer ; un certain Albéric, comte de Tusculum, petit-fils peut-être du grand Albéric, qui prétendait prendre les intérêts de l'empereur, et un Crescentius, qui passait pour

être fils de Théodora, et représentait le parti national, firent alternativement, sous Benoît VI et Boniface VII, dominer leur faction. Dans la cité de Milan, en l'année 980, les gros bourgeois (*cives*) chassèrent l'évêque Landolphe, trop exigeant, repoussèrent les capitaines ruraux et les vassaux de l'Église qu'il envoya contre eux, et ne le reçurent de nouveau qu'après lui avoir imposé un bon traité.

Le court séjour d'Othon II en Italie, après sept années d'absence, confirma les illusions de la féodalité laïque et ecclésiastique. Couronné à Pavie, le jeune empereur octroya à plusieurs évêques de Lombardie, entre autres à ceux de Parme, Novare, Lodi, Crémone, Reggio, Como, l'immunité de leur diocèse, avec droit d'entourer leur ville de murs, et de recevoir tous les services militaires, prestations en nature et taxes pour entretenir les ponts et les routes. A Rome il mit en fuite Boniface VII, le protégé de Crescentius, qui partit pour Constantinople avec la dépouille des églises, et se fit couronner empereur par Benoît VII, créature du baron impérialiste de Tusculum, Albéric. Mais il parut moins occupé de faire sentir son pouvoir en Italie que de faire valoir ses réclamations sur la Lucanie, la Calabre, les républiques de Gaète, de Naples et d'Amalfi.

Quelques Italiens furent favorables à ses projets. La ville de Pise, déjà la plus commerçante de la Toscane, au milieu du delta fertilisé de l'Arno, mit volontiers à son service ses nombreuses et agiles galères. Pandolphe Tête de Fer, qui avait réuni sous son pouvoir l'ancien duché de Bénévent, joignit ses troupes aux siennes. Othon s'empara d'abord aisément de Tarente et s'avança dans la Calabre ultérieure. Mais il fut battu à Basentello, par les Grecs et les Sarrasins réunis, et tomba entre les mains d'un pirate grec. Celui-ci ne voulait le rendre à l'impératrice que sur une forte rançon. L'empereur se jeta à la mer, atteignit le rivage à force de bras et mourut peu de jours après des suites de cette imprudence, en 983.

L'empereur Othon III, le tribun Crescentius et le pape Sylvestre II (983-1004).

La minorité du jeune Othon III, longtemps menacée

en Allemagne, le départ d'Adelhaïde et de Théophanie, laissées d'abord à Pavie et à Rome, n'étaient pas faits pour rendre plus gênante la domination allemande. Les Italiens mirent à profit ces circonstances favorables.

A Rome, Crescentius s'empara du château Saint-Ange, avec l'antipape Boniface VII, qui, de retour de Constantinople, laissa mourir de faim son adversaire. A la mort de celui-ci, visant plus haut qu'à gouverner Rome par le moyen du saint-siège, il prit la dignité de patrice et consul de la cité, et tint le nouveau pape Jean XV éloigné de Rome jusqu'à ce qu'il se fût soumis à son autorité et à sa constitution municipale. A la faveur de l'humiliation du saint-siège, l'archevêque de Ravenne augmenta son pouvoir politique dans la Romagne, et installa ses prévôts de Ferrare à Osimo, et d'Imola à Ancône. Au midi, les Grecs profitèrent de la dissolution du duché de Bénévent en trois petites principautés, Bénévent, Capoue et Salerne, pour étendre et affermir leurs possessions, bâtir Troia dans la Pouille et resserrer l'autorité entre les mains d'un gouverneur ou catapan dont Bari devint la résidence.

A Venise, contre laquelle Othon II et même Othon I^{er} avaient manifesté quelques intentions hostiles, le doge Urséolo II prit ses précautions contre le marquisat tout allemand de Vérone. Sous prétexte de former une ligue pour délivrer les côtes de l'Adriatique des pirateries des Narentins, il se fit prêter hommage par les villes de Trieste, de Capo d'Istria, de Rovigo dans l'Istrie, de Trau, Spalatro, Raguse en Dalmatie, et avec les vaisseaux réunis de ces villes assaillit et dompta les Narentins. Politique habile, qui lui soumit presque toute la côte orientale de l'Adriatique, en même temps qu'elle imposa respect au marquis de Vérone.

L'arrivée d'Othon III, en 996, rappela à l'Italie son état de sujette.

Élevé sous les yeux de sa mère et de sa grand-mère, une Grecque et une Italienne, instruit par l'homme le plus savant de son siècle, Gerbert, ancien moine d'Aurillac qui avait étudié aux universités arabes d'Espagne, Othon III rêvait une restauration réelle du vieil empire romain, que son

précepteur lui avait appris à connaître, et ses deux mères à ambitionner. Comme dans ses lectures, il en voulait voir le centre en Italie, dans le pays d'Adelhaïde, et la capitale dans Rome; ce jeune homme, traité dès ses plus jeunes ans d'enfant de miracle, fut, selon l'habitude, reçu avec enthousiasme par les Italiens. Il désigna lui-même pour pape un seigneur allemand, Bruno, son cousin, qui prit le nom de Grégoire V, et reçut la couronne de sa main, au milieu des transports d'une population ivre de joie.

Tout dévoué aux idées de son maître et voyant *dans l'Allemagne le bras du christianisme*, le pape proclama, en le sacrant, que si le couronnement sanctionnait seul son autorité, le choix des Allemands liait en même temps l'Italie et Rome; comme si la possession de la péninsule était la garantie du pacte d'alliance des deux pouvoirs. C'était flatter à la fois l'orgueil de l'Italien et choquer ses idées d'indépendance, chatouiller ses souvenirs et blesser ses intérêts. Le roi des Germains ne devenait empereur qu'au contact du sol glorieux de Rome. *Le couronner, c'était couronner l'Italie*. Mais cette gloire rayonnait sur la tête d'un étranger, d'un barbare : cet honneur cachait la servitude. Contradiction déplorable, qui est au moyen âge le nœud de ce douloureux mystère de l'histoire italienne, dont le pape et l'empereur sont les deux principaux personnages, et Rome le théâtre.

Le mal fut senti la première fois même que fut prononcée la formule qui consacrait ce singulier droit public. Othon III semblait prendre aussi son titre au sérieux; s'il accordait quelques immunités à des seigneurs et à des évêques, il prononçait souverainement sur la querelle entre le pape et l'évêque de Ravenne, ainsi que sur bien d'autres encore. Les Romains comprirent les premiers qu'ils étaient dupes de l'alliance du pape et de César; on se souleva contre le pape étranger imposé par l'étranger. Crescentius reparut dans Rome et chassa Grégoire V; résolu cette fois d'assurer à sa patrie la liberté et à lui-même le pouvoir, ce tribun entama des négociations avec quelques ambassadeurs grecs venus en Italie, sous prétexte de ménager un mariage entre Othon III et une princesse d'Orient; son but était de remet-

tre Rome avec l'ancien exarchat sous la domination de la cour de Constantinople, pour lui assurer le fantôme d'empereur qu'il fallait à son orgueil et à sa liberté.

Ce projet reçut un commencement d'exécution. Excommunié par Grégoire V, Crescentius remplaça celui-ci par un certain Philagathos, Grec qui avait suivi l'impératrice Théophanie en Occident, et qui était alors évêque de Plaisance. Encouragé par les ambassadeurs grecs, le peuple romain proclama dans Rome, Bazile et Constantin. Le brusque retour d'Othon III déconcerta tout (998). Un grand nombre de barons romains, se rappelant les vengeances exercées précédemment dans de pareilles circonstances par Othon I^{er}, s'enfuirent à Tivoli. Le Grec Jean XVI, livré par le peuple lui-même, fut promené sur un âne à travers les rues de Rome, le visage tourné vers la queue de l'animal, et envoyé ensuite à un horrible supplice. Crescentius fait prisonnier, après quelque résistance, dans le château Saint-Ange, apprit aux Romains du haut d'un gibet de soixante et dix pieds, qu'il y avait plus de déception que de gloire dans la domination allemande.

L'autorité impériale se fit alors sentir dans toute la péninsule, comme au temps d'Othon le Grand. Le baron de Tivoli, qui avait assassiné un de ses ducs, fut puni. Hugo de race allemande, fidèle serviteur des Othon, fut investi de la Toscane et même de Spolète. Le puissant marquis d'Ivrée, Arduin, qui avait vaincu et tué l'évêque de Verceil, son rival, fut mis au ban de l'empire. L'ancien précepteur d'Othon, déjà archevêque de Ravenne, devint pape, sous le nom de Sylvestre II. Cet homme, l'un des plus savants et des plus distingués de cette époque, tout en réformant quelques-uns des abus de la cour de Rome, songeait, avec Othon, à enlever le midi de la péninsule aux Grecs et à réunir toute l'Italie sous la domination impériale. Dans son imagination ardente, il formait le premier le projet d'arracher les peuples chrétiens à leurs discordes, et de les réunir dans une de ces saintes expéditions connues plus tard sous le nom de croisade. L'accord du pape et de l'empereur dans cette grande entreprise eût comme consacré l'empire aux yeux de toute la chrétienté.

Mais Othon III et Sylvestre II n'étaient pour les Italiens que des étrangers. L'an 1002, le jeune empereur mourut à Civita Castellana, empoisonné, dit-on, par la vëuve de Crescencius, Stëphanie, devenue sa maitresse; et l'annëe d'aprës, le pape, haï des Romains qui l'accusaient d'avoir donnë son âme au diable pour avoir la science, suivit son élève dans la tombe, victime aussi, selon l'annaliste saxon, d'un breuvage composé par l'implacable veuve du tribun de Rome.

Essai de restauration d'une royauté italienne; l'empereur Henri le Salut; puissance de l'épiscopat (1002-1024).

Une réaction du sentiment national suivit naturellement la mort d'un prince qui avait fait sentir tout le poids de la suzeraineté; quelques Italiens tentèrent la restauration d'une royauté indépendante, après trente ans d'oubli. Othon III était mort sans enfants; les Allemands avaient choisi pour lui succéder Henri II, de race saxonne il est vrai, mais parent fort éloigné du dernier empereur, petit-fils d'un frère d'Othon le Grand. Le pacte d'obéissance qui liait les Italiens à Othon le Grand et à ses fils, paraissait annulé par l'extinction de la descendance directe du grand homme. On ne consentit point à ratifier le décret de l'Allemand Grégoire V.

Arduin, marquis d'Ivrée, le même qui avait eu des démêlés avec Othon III, convoqua une diète de prélats et de seigneurs italiens à Pavie. C'était un des seigneurs les plus puissants de l'Italie; il dominait dans Ivree, Aoste, Suse, Vercel, et jusqu'aux crêtes des montagnes de la Savoie. Avant ses démêlés avec Othon, il avait été revêtu de la dignité de comte palatin de la Lombardie. Ses partisans se trouvèrent en nombre à la diète, il fut proclamé roi; pour se faire adopter, il se montra prodigue d'exemptions et de droits de régales, en faveur des évêques lombards, et mit le comble à leur puissance.

Malgré ces concessions, le roi national fut loin de rencontrer un assentiment unanime. Le marquis de Vérone, qui était en même temps duc de Carinthie; le fils d'Azzo, le protecteur d'Adelhaïde, Thédald qui avait obtenu d'Othon II, outre les comtés de Modène et de Reggio, le comté de Man-

comme fief de la couronne et celui de Ferrare comme fief de Ravenne; enfin les évêques, de la marche d'Ivrée principalement, se déclarèrent en faveur de l'empereur élu en Allemagne.

Arduin battit d'abord une armée allemande envoyée au secours des dissidents près de Vérone. Mais l'opposition de l'archevêque de Milan rendit sa position plus difficile. Il suffisait que l'évêque de Pavie et les Pavesans eussent pris la plus grande part à l'élection d'Arduin, pour exciter contre celui-ci l'hostilité des Milanais et de leur évêque; tant la rivalité était impérissable entre l'ancienne capitale des rois lombards et la vieille métropole des Insubres. L'archevêque de Milan de retour d'une ambassade à Constantinople fit proclamer Henri II, roi de Lombardie, par une assemblée de seigneurs et de prélats réunis à Roncaglia, et décida l'empereur à descendre en Italie.

Devant des forces supérieures, Arduin s'enfuit dans les châteaux forts de ses montagnes. La ville de Pavie elle-même ouvrit ses portes au vainqueur (1003). Mais le jour du couronnement, les Pavesans insultés par quelques Allemands se révoltèrent; un combat s'engagea dans les rues. L'empereur assiégé dans son palais se sauva à la faveur d'un incendie, mais en se cassant la jambe. Arduin redescendit de ses montagnes et acheva de rejeter l'empereur au delà des Alpes, par le lac Majeur.

Pendant l'absence de dix ans que fit l'empereur germain, l'Italie avec deux souverains couronnés n'eut réellement pas de roi. Arduin persécuta ses adversaires plutôt qu'il ne régna; de tous côtés, chacun en invoquant le nom d'un des deux compétiteurs, affermit son indépendance et augmenta ses domaines. Rome fut l'image de l'anarchie générale.

Les comtes de Tusculum dominèrent d'abord dans cette ville au nom de Henri II, avec Jean XVII pour pape. Puis Jean, fils de Crescentius, réveilla le parti de son père, rétablit la forme républicaine, et gouverna comme sénateur avec Jean XVIII et Sergius IV, jusqu'à ce que la faction de Tusculum eût fait succéder à Sergius IV, Benoît VIII.

Henri II ne termina ces troubles qu'en 1015. Après avoir

forcé Arduin à s'enfermer au couvent de Fruttuaria sous l'habit de moine, et dispersé à Rome les restes de la faction de Crescentius, il tenta d'assurer son autorité, en même temps que la paix, en poussant jusqu'à ses dernières conséquences la politique des Othon. Connu sous le nom d'Henri le Saint, qui lui a été conféré par le clergé allemand et italien, il ne se montra pas moins généreux envers l'Église en deçà qu'au delà des Alpes. La nécessité de se rattacher les évêques du parti d'Arduin, et d'accorder des privilèges égaux à ceux qui lui étaient restés fidèles, faisait en Italie un acte politique de ce qui n'était chez lui qu'un instinct et une habitude pieuse. Il prit le parti de faire des évêques le contre-poids des seigneurs laïques, le ferme appui de l'empire, et porta la puissance épiscopale à son apogée.

Grâce aux nombreuses chartes octroyées ou confirmées par Henri II, les droits de battre monnaie, de bannir les vassaux, de rendre la justice haute et basse, de percevoir les douanes, péages, etc., tombèrent définitivement entre les mains des évêques. Dans les campagnes, par le moyen de capitaines qu'ils chargeaient de rendre la justice et de commander les chevaliers, ceux-ci finirent par remplacer aussi les anciens comtes, dont le ressort avait été autrefois le même que la circonscription diocésaine; et l'image du saint, patron de la cité (*corpus sanctum*), élevée d'abord seulement sur les limites de la banlieue que les évêques couvraient de leur immunité, put être victorieusement portée aux bornes du diocèse. La féodalité ecclésiastique remplaça la féodalité laïque. Les empereurs croyaient tenir celle-là puisqu'ils investissaient par la crosse et l'anneau, c'est-à-dire élisaien la plupart des évêques, aussi bien que fort souvent le pape lui-même.

Il appartenait à Henri le Saint, au protecteur du pape et des évêques, d'arracher le midi de l'Italie aux Grecs schismatiques et aux Sarrasins infidèles. Une petite république, la ville de Pise, semblait tracer son devoir au souverain de l'Italie; elle attaquait les Sarrasins dans Reggio et leur enlevait une première fois, de concert avec Gènes, l'île de Sardaigne. Henri II, en 1021, prit Troia aux Grecs en Apulie

et soumit Pandolphe de Capoue. Il eût peut-être fait davantage, affermi et glorifié son autorité et celle des évêques par la soumission du sud ; mais la peste mit fin à son expédition, et quelque temps après la mort à ses projets, en 1024.

CHAPITRE VIII.

LES EMPEREURS FRANCONIENS ; LA QUERELLE DES INVESTITURES (1024-1157) ; CHUTE POLITIQUE DE L'ÉPISCOPAT.

L'EMPEREUR CONRAD III ; AMBITION DES ÉVÊQUES ; HÉRIBERT DE MILAN ; PREMIÈRE RÉVOLTE DES VILLES (1023-1039). — L'EMPEREUR HENRI III ; RÉVOLUTION POLITIQUE ET RÉFORME ECCLÉSIASTIQUE (1039-1048). — LÉON IX ; LE MOINE HILDEBRAND ET LES NORMANDS (1048-1056). — MINORITÉ D'HENRI IV ; ÉTIENNE IX ; NICOLAS II ; LE COLLÈGE DES CARDINAUX (1056-1073). — LE PAPE GRÉGOIRE VII ; L'EMPEREUR HENRI IV ; QUERELLE DES INVESTITURES (1073-1085). — URBAIN II ET LA GRANDE COMTESSE MATHILDE (1085-1106). — L'EMPEREUR HENRI V ET LE PAPE PASCAL II ; AFFRANCHISSEMENT DES VILLES ; CHUTE DU POUVOIR POLITIQUE DES ÉVÊQUES (1106-1111). — L'HÉRITAGE DE LA COMTESSE MATHILDE ; CONCORDAT DE WORMS (1111-1122). — L'EMPEREUR LOTHAIRE ; SCHISME D'INNOCENT II ET D'ANACLET II (1122-1137).

L'empereur Conrad III ; ambition des évêques ; Héribert de Milan ; première révolte des villes (1023-1039).

L'élection de l'empereur allemand Conrad II le Salique , qui commença la dynastie franconienne en Allemagne, parut d'abord amener seulement le retour des mêmes événements dans la péninsule , et y consacrer le pouvoir des évêques. Le parti italien, à la tête duquel se trouvait Magnifred, marquis de Suse ou d'Ivrée, et la ville de Pavie offrirent la couronne lombarde au roi de France Robert , puis au duc d'Aquitaine Guillaume , pour échapper à Conrad. A défaut d'un roi national on voulait au moins un souverain étranger moins puissant que l'Allemand. Mais Héribert , archevêque de Milan , se rendit à Constance accompagné des seigneurs

et prélats de son parti, et prêta serment d'hommage et de fidélité au nouvel empereur. Conrad, favorisé par lui et par l'Église, vit, en 1027, la plupart des villes acquitter les droits ordinaires d'entretien, de routes et de logements (*foderum, parata, mansionaticum*), et reçut à Milan et à Rome, d'Héribert et de Jean XIX, les couronnes d'Italie et de l'empire. Les deux seules villes de Pavie et de Ravenne, ainsi que le marquis de Toscane, Reinier, avaient osé refuser le serment d'obéissance; à son retour l'empereur entra à Ravenne, condamna Pavie à rebâtir le palais impérial que chaque grande ville devait entretenir pour le passage de l'empereur et dépouilla le duc Reinier de la Toscane en faveur de Boniface, petit-fils d'Azzon. Les grâces ne furent pas épargnées aux évêques; le patriarche d'Aquilée reçut les droits de suzeraineté sur presque tout le Frioul, aux dépens du marquis de Vérone, singulièrement amoindri. L'évêque de Como, qui tenait aussi les clefs de l'Italie, eut les droits de comte sur Chiavenna et Bellinzona. L'archevêque de Milan fut investi de la suzeraineté sur l'évêque de Lodi, et exerça même les droits du souverain absent dans la Lombardie.

En 1032, quand Conrad voulut recueillir, malgré le comte de Champagne Eudes, la succession du royaume de Bourgogne, à lui légué par Rodolphe III, Héribert, archevêque de Milan, et Boniface, marquis de Toscane, à la tête des Italiens, l'aidèrent dans une conquête qui avait pour résultat d'entourer plus complètement encore l'Italie des possessions impériales, et interceptait ses communications avec les rois ou les puissants feudataires français dont dernièrement encore elle avait imploré la protection. La politique des empereurs saxons portait tous ses fruits sous le premier des Franconiens; l'épiscopat tout-puissant parut garantir à l'empire l'obéissance de l'Italie.

L'empire avait même dépassé son but; il avait armé l'épiscopat contre lui. Ceux qui n'avaient plus rien à demander à l'Allemagne devaient être tentés maintenant de rendre sa suzeraineté toute nominale, et de restituer par là, sous une forme nouvelle, à la péninsule son indépendance. Les évêques y eussent même peut-être réussi, s'ils n'eussent

en même temps fait peser leur pouvoir sur les chevaliers encore libres des campagnes qu'ils voulaient réduire en vasselage, et sur les bourgeois des cités auxquels ils ne voulaient laisser aucun droit. Mais leur ambition les perdit; pour n'avoir pu souffrir de maître au-dessus d'eux, et n'avoir voulu voir au-dessous que des sujets, ils se compromirent encore, et avec eux l'Italie.

L'opposition contre eux commença au moment même où ils croyaient déjà réussir. D'abord, la noblesse encore libre des campagnes fit alliance avec les gros bourgeois des cités contre les capitaines et le petit peuple des villes, ordinairement soutien des évêques. Enfin l'empereur intervint pour défendre ses droits menacés par ceux qui devaient les soutenir, et enleva à la péninsule cette voie de salut.

La lutte la plus importante ou la moins inconnue, celle qui caractérise le mieux cette position d'intérêts, eut lieu dans la ville de Milan. L'archevêque Héribert, homme d'ailleurs fier et hardi, marchait à la tête des évêques lombards à la conquête de la toute-puissance. Les gros bourgeois de Milan avaient fait, de leur côté, une ligue ou *motta* avec quelques petits seigneurs contre les usurpations de l'archevêque. Chassés de la ville en 1035, les bourgeois revinrent bientôt avec leurs alliés, et ceux de Lodi, Marthesana et Séprio, qui avaient aussi à se plaindre d'Héribert, pour présenter la bataille à leur ennemi près de Campo-Malo; cette fois l'archevêque de Milan fut battu; l'évêque d'Asti, Olderich, un de ses plus chauds adhérents, périt. Cet avantage grossit singulièrement les rangs de la *motta*; toute la Lombardie fut en combustion. On appela de toutes parts l'empereur.

C'était alors le recours universel. Conrad, arrivé (1036) en Italie, ne se montra point aussi favorable à l'archevêque qu'on eût pu le penser. Il comprit qu'il était grandement temps d'arrêter les usurpations des évêques et de mettre un contre-poids à la puissance de l'épiscopat. Héribert ne manquait ni d'habileté ni d'audace. Il donna à sa cause une couleur nationale; serviteur jusque-là intéressé de l'étranger, il répandit la haine de la domination tudesque parmi les capitaines et le petit peuple des villes. Conrad, avec autant d'adresse,

convoqua une diète dans Pavie, la rivale de Milan ; il somma Héribert de venir y répondre aux accusations portées contre lui par quelques-uns de ses vasseurs, et, sur son refus, le fit saisir avec les évêques de Verceil, de Plaisance et de Crémone.

Cet acte de Conrad bouleversa tout en Lombardie et opéra un revirement général des partis. Les Pavésans voyant l'empereur se déclarer contre l'évêque Héribert, l'accueillirent avec un empressement inaccoutumé, en haine des Milanais. Héribert, au contraire, vit revenir à lui, par un vieil esprit d'hostilité contre Pavie, une partie de ceux qui s'étaient élevés contre lui. Pour sauver la domination allemande, l'empereur fit une révolution. Par un acte solennel, rendu en pleine diète, il déclara les fiefs des vassaux ou vassaux irrévocables, immédiats et héréditaires. Tout possesseur de fief pouvait désormais les transmettre à ses enfants, n'en était déchu que sur un jugement prononcé par ses pairs, et jouissait de ses biens francs, en pleine et entière indépendance. C'était détruire la puissance des évêques et des grands vassaux, soustraire la petite noblesse et la grosse bourgeoisie, les capitaines même avides d'indépendance, à leur domination, et les ranger tous sous l'immédiate protection de l'empire.

Cette nouvelle loi féodale déclancha toutes les rivalités sans terminer la lutte. Héribert, qui était parvenu à s'échapper des mains de l'empereur, renouvela le projet de ses anciens adversaires et chercha à opposer à Conrad, Eudes, comte de Champagne. Rome elle-même, qui subissait depuis Henri II le joug des comtes impérialistes de Tusculum, chassa Benoit IX, qui lui avait été imposé, selon quelques-uns, à l'âge de douze ans. Conrad opposa à Héribert, Ambroise, chanoine de Milan, mais sans pouvoir l'installer dans son siège. Il rétablit aisément Benoit IX et l'autorité impériale à Rome; mais la peste décima son armée dans le midi de l'Italie. Il fut obligé, au retour de son expédition, de repasser en Allemagne, et mourut (1039) après avoir déterminé seulement un mouvement qui devait agiter bien longtemps la péninsule.

Les vassaux inférieurs et les habitants des villes avaient, pour la première fois, révélé leur existence, et compté pour

quelque chose dans les luttes de l'Italie. Un vif désir de liberté agita spontanément comme un courant électrique les couches inférieures de la société péninsulaire. Dans leur lutte contre l'épiscopat deux classes qui avaient paru ennemies se rapprochèrent; les petits vassaux firent cause commune avec les gros bourgeois, les capitaines frayèrent avec les gens de petits métiers et de mince labeur qui les soutenaient. Les classes se mêlèrent; la noblesse se fit octroyer dans mainte ville le droit de bourgeoisie; quelques bourgeois acquirent des fiefs nobles dans la banlieue, fusion sujette à mécompte, jamais complète, qui renfermait en elle-même des éléments hostiles; mais qui en définitive devait tourner à l'affranchissement commun.

Cependant la rivalité qui avait éclaté en même temps entre les deux premières villes de la Lombardie, entre Milan et Pavie, décelait déjà à la naissance même de ce mouvement ce qu'il avait d'incomplet et de défectueux. Il manquait d'homogénéité et d'ensemble; il était entièrement local, égoïste, sujet aux rivalités, aux contradictions, aux entraves que l'intérêt pouvait susciter entre deux villes voisines. Le goût de terroir dominait dans cette révolution communale, morcelée comme l'était elle-même la terre et la nationalité italiennes.

L'empereur Henri III; révolution politique et réforme ecclésiastique (1039-1048).

L'archevêque Héribert chercha à profiter de l'avènement de Henri III pour conjurer l'orage qu'il avait déchaîné et qu'il ne prévoyait pas si terrible. Il se hâta de reconnaître le nouveau souverain, fit des propositions de paix à ses ennemis, et des concessions à ses bourgeois.

Mais la lutte qui venait de s'engager avait fait ressortir la fausse position de l'épiscopat italien. Personnages politiques, les évêques avaient tout à fait oublié leur caractère; chefs d'un parti, on les avait vus combattre, vaincre et périr sur les champs de bataille. Choisis, la plupart du temps, par les empereurs, non parmi les plus pieux et les plus instruits, mais parmi les plus puissants ou les plus riches, parmi ceux qui pouvaient rendre les meilleurs services, jeter le

plus d'éclat ou même quelquefois payer leur élection au suzerain par les présents les plus considérables, ils menaient un train tout laïque, installaient le goût de la guerre et de la chasse, du luxe et des plaisirs dans les palais épiscopaux, et, qui plus est, entretenaient, nourrissaient à l'ombre du sanctuaire, et malgré les canons de l'Église, leurs concubines et leurs bâtards.

Les évêques n'avaient vu d'abord s'élever contre eux que des intérêts politiques; une opposition plus dangereuse ébranla bientôt, au nom du principe chrétien, leur puissance temporelle. Des voix sévères sortirent du fond des monastères, qui dénoncèrent le relâchement de la discipline et la confusion de tous les principes comme la cause de tout le mal. L'ambition des évêques, à les en croire, avait tout fait; de là, la nomination aux bénéfices par les empereurs, c'est-à-dire la *simonie*; de là, la violation du célibat, les mauvaises mœurs, les rivalités, la corruption qui n'avait pas épargné même le saint-siège. Pierre Damiens, dans d'éloquentes invectives contre le mal dont périssait l'Église, dans de sympathiques exhortations à revenir au bien, alla jusqu'à demander une réforme. Il fallait, à l'entendre, revenir à la rigidité, à la simplicité, voire même à la pauvreté des premiers jours, et restituer aux prêtres et au peuple l'élection des évêques. C'était encore une voie nouvelle ouverte à l'indépendance.

On comprend avec quelle avidité ceux qui souffraient alors de l'ambition et de la domination temporelle des évêques, saisirent et dirigèrent cette arme nouvelle contre leurs maîtres spirituels et temporels, et comment une révolution politique se compliqua tout à coup d'une réforme ecclésiastique. Les premiers troubles, qui éclatèrent à Rome et à Milan au commencement du règne de Henri III, eurent ce double caractère. Après la mort de l'archevêque Héribert, Guido de Velate ayant dû son élection à l'appui de Henri, la haute noblesse et le petit peuple, ennemis de l'empereur, crièrent pour la première fois à la *simonie*, déclamèrent contre les mœurs de Guido qui n'étaient pas plus mauvaises que celles de ses prédécesseurs, et prononcèrent

le nom de *réforme*. Guido de Vélate, abandonné, put constater plusieurs fois la répulsion qu'il inspirait, en se trouvant seul à officier dans son église. A Rome, le parti national, fortifié par la recrudescence de l'esprit religieux, chassa enfin, avec les comtes de Tusculum, Benoît IX, cet adolescent qui étalait sur le saint-siège une cruauté et des vices prématurés, et mit à sa place Sylvestre III. Le scandale, il est vrai, n'en fut pas diminué : un schisme se déclara dans Milan ; à Rome, ce fut pis encore. Benoît IX revint bientôt moins pour reprendre son siège que pour en tirer profit et en vendre une part à l'archiprêtre Jean Gratien, qui prit le nom de Grégoire VI ; et la capitale de la chrétienté eut à la fois trois papes, siégeant l'un à Saint-Jean de Latran, l'autre à Sainte-Marie Majeure, et le troisième à Saint-Pierre du Vatican ; tous trois se lançant l'anathème et se partageant les revenus du saint-siège. Jamais la présence de l'empereur n'avait paru si nécessaire.

Henri III, le plus puissant des empereurs, avait soumis ses vassaux allemands, laïques et clercs, à la plus rude discipline. Il agit avec la même autorité en Italie, y termina toutes les discordes et y comprima tous les soulèvements. L'archevêque Guido, son ancien secrétaire, fut imposé aux Milanais ; les seigneurs et les villes lombardes contenus. A Rome, les trois papes simoniaques furent déposés au concile de Sutri ; l'évêque de Bamberg élu sous le nom de Clément II. Au midi de l'Italie, le duc de Bénévent, les princes de Capoue, les ducs de Naples, de Gaëte, d'Amalfi, s'empressèrent même de prêter hommage à un homme si puissant.

La piété de l'empereur acheva ce qu'avait commencé son énergie. Il s'autorisa des troubles, des scandales auxquels avait donné lieu le droit d'élection au saint-siège et à l'épiscopat, pour se réserver le choix du pape et des autres évêques de ses États ; mais il eut soin de désigner toujours les plus dignes et d'éviter scrupuleusement tout reproche de simonie. Du fond de l'Allemagne, il donna pour successeur à Clément II, malgré une tentative contraire, l'évêque de Brixen, Damas II ; et après la mort de celui-ci, peut-être victime de la haine des Romains, son propre cousin, l'évê-

que de Toul, Léon IX. Il pourvut de même à tous les bénéfices de l'Italie ; mais il fit usage de ce pouvoir dans l'intérêt des mœurs, et seconda, poussa même les papes et les évêques dans cette voie de réforme de la discipline et des mœurs qui commençait à devenir un besoin impérieux. La pacification de l'Italie et le rétablissement de la discipline dans le clergé consacraient la domination de l'empire sur la péninsule et l'Eglise, lorsqu'un moine et quelques aventuriers vinrent l'ébranler encore.

Léon IX ; le moine Hildebrand et les Normands (1048-1056).

Léon IX, pape désigné par l'empereur, avait ramené de l'abbaye de Cluny, pour conseiller, un moine nommé Hildebrand, fils d'un forgeron de Soana, en Toscane. Celui-ci avait jeté des doutes dans l'esprit du nouveau pontife sur la validité de son élection, et avait obtenu de lui qu'il se soumit de nouveau au choix et à la confirmation du peuple romain. Homme pieux et de bon vouloir, pénétré des doctrines de Pierre Damiens fort en honneur dans les monastères, mais tout dévoué à l'empereur, Léon IX s'occupa d'abord seulement, avec Henri III, de réformer l'Eglise. Il rechercha activement, en Allemagne et en Italie, les ecclésiastiques qui devaient leur élévation à la simonie, pour les punir d'une pénitence de quarante jours, et même les révoquer. Il rappela le clergé séculier, par ses ordonnances et ses menaces, à l'observation du célibat.

Le moine Hildebrand eut bientôt d'autres visées. Prêtre austère et hardi, patriote jaloux, il regardait comme un esclavage la domination exercée à la fois par l'empire sur le sacerdoce et par l'Allemagne sur la péninsule. L'abolition de la simonie, le rétablissement des bonnes mœurs, ne lui paraissaient point possibles tant que le saint-siège dépendrait de l'empire, au pouvoir d'un prince aujourd'hui pieux et demain dissolu. Il croyait ne pouvoir affranchir l'Italie de l'étranger, l'Eglise de l'empire, qu'en leur arrachant la disposition des évêchés. Devenu puissant à la cour pontificale par la force de sa parole et l'austérité de ses mœurs, il conçut le dessein d'accomplir ce double affranchissement

par une réforme religieuse, et il consacra à cette œuvre une imagination ardente, une conviction profonde et un caractère capable de tout pousser à l'extrême.

Hildebrand commença d'abord l'exécution de ses desseins avec une prudence et une fertilité de ressources étonnantes en un homme qui avait vécu jusque-là dans un monastère. Sous prétexte de défendre les droits impériaux, il profita de la première occasion pour relever le crédit politique du saint-siège en Italie.

Depuis que dans les premières années du ^x^e siècle, quarante pèlerins normands de retour de Jérusalem avaient, chemin faisant, délivré des Sarrasins la ville de Salerne pour prix de la rançon offerte aux infidèles, les aventuriers de cette nation habile à flairer les faciles conquêtes, s'étaient multipliés dans le midi de l'Italie, sous prétexte de pèlerinage au Mont-Cassin et au Mont-Gargan. Guerroyant tantôt contre les Grecs pour le compte du duc de Capoue, tantôt contre les Sarrasins pour celui des Grecs, après avoir bien étudié le pays, ses rivalités, ses faiblesses, ils avaient fini par travailler pour eux-mêmes. Un certain Drengot, le premier, prit d'assaut la ville d'Aversa et s'y fortifia malgré l'opposition du duc de Capoue; puis, Guillaume Bras de Fer, Drogon et Umfroy, tous trois fils de Tancrede de Hauteville, gentilhomme normand, pauvre de biens, riche d'enfants, attaquèrent avec quelques Bénéventins les possessions grecques (1040), culbutèrent les soldats du catapan Maniacès, et s'emparèrent de Melfi, Venouse, Siponti, Trani, Cannes, en un mot de presque toute la Pouille qu'ils partagèrent en se donnant d'abord pour chef Guillaume Bras de Fer. Dès le milieu du ^x^e siècle, les pèlerins normands étaient déjà tout-puissants au midi de l'Italie; investis de leur conquête par Henri III, ils ne craignaient plus les Grecs, et de concert avec le prince de Bénévent, ils commençaient à piller sans vergogne les terres de l'abbé du Mont-Cassin et même celles du saint-siège.

Ce fut en guerroyant contre ces Normands et ces Bénéventins, qu'Hildebrand espéra rendre au saint-siège quelque importance. Appelé par les habitants de Bénévent, qui ne

voulaient point partager l'excommunication de leur duc, Léon IX envahit le midi avec cinq cents chevaliers allemands envoyés par l'empereur et des hommes levés sur ses domaines. Battu et fait prisonnier par les princes de Capoue, de Salerne, de Bénévent, et par les Normands réunis contre lui, à Civitella dans la Capitanate, le pape trouva seulement dans sa défaite ce qu'il cherchait par une victoire (1053). Prêts à jurer tout serment, à reconnaître tout suzerain, pourvu qu'ils gardassent le pays, Richard d'Aversa et Umfroy de Pouille, alors chefs des Normands, consentirent à recevoir ce qu'ils possédaient comme un fief de saint Pierre; ils aidèrent même le pape à s'emparer de Bénévent, que lui céda l'empereur en échange de quelques domaines et redevances au delà des Alpes.

A la mort de Léon IX, en 1054, Hildebrand tenta un coup plus hardi; il demanda lui-même à Henri III pour pape et obtint Victor II, son plus opiniâtre adversaire, dont il fit bientôt son plus ardent soutien. L'empereur Henri III avait deux ennemis implacables: Gottfried, de basse Lorraine en Allemagne; en Italie, Boniface, comte de Modène, Reggio, Mantoue, Ferrare, et marquis de Toscane, autrefois serviteurs des étrangers, maintenant leur ennemi; Henri III avait dépouillé le premier et l'avait exilé en Italie; s'il n'avait pas trouvé l'occasion de faire sentir sa puissance au second, il ne lui cachait pas ses défiances. Un moine audacieux, instrument d'Hildebrand, après la mort de Boniface, maria à sa veuve Béatrix, Gottfried, son frère, et releva ainsi en Italie un rival de César battu en Allemagne. C'était trop à la fois. Henri III parut en Italie, fit prisonnière et garda Béatrix comme garantie de la fidélité de son mari, exila Gottfried en Flandre, renvoya le moine Frédéric au monastère du Mont-Cassin, et emmena le pape Victor II en Allemagne.

Minorité d'Henri IV; Étienne IX; Nicolas II; le collège des cardinaux (1056-1073).

La mort seule d'Henri III laissa le champ libre à Hildebrand (1056) et on le vit alors agir avec autant d'impétuosité

qu'il avait procédé d'abord avec circonspection. Il exigea impérieusement de l'impératrice Agnès, fort occupée à défendre son fils mineur contre les vassaux allemands, le vicariat de l'Italie pour Gottfried, tout à l'heure dépouillé de ses biens, et fit le moine Frédéric, d'abord abbé du Mont-Cassin et puis pape sous le nom d'Étienne IX.

Ennemi personnel de la maison franconienne, appuyé sur le marquis de Toscane et sur les Normands, vassaux du saint-siège, celui-ci avait la volonté et le pouvoir de prêter main-forte à Hildebrand. En 1058 il excommunia tout prêtre marié qui ne renverrait point sa femme, lança l'anathème contre les simoniaques, et par les moines, milice dévouée du saint-siège, souleva le peuple contre les évêques, qui devaient leur puissance à l'empire et qui le soutenaient. C'était prendre hardiment en main et lier l'une à l'autre la cause de la réforme de l'Église et celle de l'indépendance italienne.

Le trouble fut au comble dans la Lombardie. Les anciens ennemis de l'évêque Guido à Milan, ayant à leur tête Anselme de Baggio, évêque de Lucques et deux hommes de main, Landolphe et Ariald, chassèrent les prêtres dissolus ou partisans des Allemands. Guido, s'autorisant de la permission expresse de mariage accordée à son diocèse par saint Ambroise, et exploitant la vieille rivalité du clergé milanais contre le clergé romain, fit condamner par les évêques de la Lombardie, Ariald et Landolphe, les deux chefs de la faction ennemie, et invoqua la protection de l'impératrice. Le pape, irrité, ne garda plus de mesure et conçut les projets les plus hardis. Il songeait à s'assurer l'appui de l'empereur grec contre les Allemands, et à faire proclamer son frère, le marquis de Toscane, Gottfried, roi d'Italie, lorsqu'il mourut.

Les comtes de Tusculum profitèrent d'abord de l'absence d'Hildebrand, alors en Allemagne, pour faire donner la tiare à l'évêque de Vellétri, Benoit X. Mais Hildebrand indisposa l'impératrice contre le nouveau pape, élevé, disait-il, sans le consentement impérial; il fit casser cette élection, et toujours heureux et hardi, obtint de l'impératrice Agnès, pour pape,

l'évêque de Florence, ancien protégé et partisan de Gottfried marquis de Toscane, sous le nom de Nicolas II. Monté au Vatican par la protection allemande, mais sur le choix d'Hildebrand, celui-ci fit un pas de plus. Il arracha résolument à l'empereur les droits qu'il avait exercés sur le saint-siège et sur les autres évêchés d'Italie, en statuant que désormais les curés cardinaux attachés aux paroisses de Rome auraient seuls le droit d'élire le pape, et qu'aucun bénéfice ecclésiastique ne pourrait être conféré par un laïque, *sauf*, ajoutait vaguement la bulle, *l'honneur et le respect dus au roi Henri*.

Ce décret ne lésait pas seulement l'autorité impériale, mais le peuple romain, c'est-à-dire les factions qui perdaient toute part à l'élection du pape, et les évêques lombards détachés de l'empire à qui ils devaient tout, et livrés au saint-siège. Une révolte éclata à Rome. La Lombardie s'agita de nouveau. Le pape appela à son secours contre les nobles romains les Normands ses vassaux, et envoya au chef de la faction ennemie de l'évêque milanais un étendard bénit, comme gonfalonier de l'Église. Richard d'Aversa, investi par le pape du duché de Capoue, qu'il enleva bientôt au dernier duc; Robert Guiscard, successeur de Umfroy, fait duc de Pouille et de Calabre où il venait de prendre Reggio, soumirent les comtes de Tusculum. Herlembald rentra de nouveau dans Milan.

A la mort de Nicolas II, en 1061, Hildebrand porta la lutte au plus vif de la question. Poussé par lui, le nouveau collège des cardinaux s'empessa d'élire Anselme de Baggio, évêque de Lucques, qui prit le nom d'Alexandre II, un des partisans les plus ardents de la réforme. De leur côté, les nobles romains, l'archevêque de Milan, les évêques de Pavie, d'Asti, de Vercell, de Plaisance, obtinrent de la cour impériale, mécontente de n'avoir point été consultée, l'évêque de Parme, Honorius II. Les partis se groupèrent nettement autour des deux papes, et le schisme se dessina. Alexandre II, le pape d'Hildebrand, élu par les cardinaux, compta pour partisans les hommes de la discipline rigoureuse, ceux qui voulaient deux grandes choses, la réforme des mœurs de l'Église

et l'indépendance de l'Italie, Pierre Damiens, Lanfranc de Pavie, le clergé régulier, depuis longtemps rival du clergé séculier, le menu peuple, qui voulait voir la moralité dans le sanctuaire, et les petits vassaux et les bourgeois, ennemis de l'épiscopat, depuis que les évêques étaient devenus des seigneurs féodaux. Honorius II, le pape de l'empereur, eut pour lui la noblesse romaine, la plupart des prélats lombards, la haute noblesse dont les fils arrivaient aux prélatures.

Schisme à la fois religieux et politique! Hildebrand, dans l'état de la société italienne, arrivait droit à l'affranchissement de la péninsule, en soustrayant au pouvoir des Allemands le saint-siège et l'épiscopat, éléments dominants de l'Italie. La noblesse italienne et la bourgeoisie municipale, derrière Hildebrand, brisaient, en soutenant ses doctrines, la puissance politique confiée par les empereurs saxons aux évêques. La lutte fut vive à Rome. Les comites de Tusculum ayant à leur tête le fils d'un Juif, Pierre Léonis, converti au christianisme, intronisèrent d'abord Honorius II et battirent le comte normand de Capoue, Richard; mais bientôt ils furent battus à leur tour par Gottfried de Toscane. Honorius, prisonnier deux ans dans le château Saint-Ange, fut heureux de pouvoir s'échapper sain et sauf et de céder la place à Alexandre. Dans la ville de Milan, à la suite d'un combat qui commença dans l'église même de Saint-Ambroise, Herlembald chassa l'archevêque Guido et les capitaines, livra leurs maisons et leurs biens au pillage, et resta maître de la place. La victoire d'Hildebrand parut complète et fut couronnée en 1073 par son élévation au pontificat sous le nom de Grégoire VII.

Le pape Grégoire VII; l'empereur Henri IV; querelle des investitures (1073-1085).

Le nouveau pape, encouragé par les circonstances, qui secondaient son énergie et son ambition, dévoila aussitôt toutes les conséquences du vaste système qu'il avait conçu. Quoiqu'il eût demandé par politique la confirmation de l'empereur Henri IV, on vit dès ses premières paroles et ses

premiers actes, que ce n'était pas seulement l'indépendance qu'il voulait pour le saint-siège et l'Italie, mais la domination politique aussi bien que religieuse de la chrétienté tout entière.

Les desseins de Grégoire VII avaient crû avec ses succès. Il s'élançait maintenant hors de l'Italie, et rêvait de faire dans toute la chrétienté la même révolution. En revendiquant partout et pour lui seul la nomination aux évêchés et aux abbayes, vraies puissances politiques et féodales, il devenait le maître du tiers des terres de l'Occident, et commandait à l'empereur et aux rois affaiblis. Charlemagne et Othon le Grand s'étaient subordonné la papauté, et avaient mis l'Église dans l'État; lui, il soumettait politiquement tous les souverains, il mettait l'État dans l'Église, et fondait une théocratie sacerdotale et féodale, du sommet de laquelle le représentant de Dieu sur la terre disposait en maître absolu des corps et des consciences.

Les vastes projets de Grégoire VII apparurent dans ses premiers actes. Il ne se contenta pas d'interdire à l'empereur Henri IV et au roi de France Philippe I^{er} l'investiture aux dignités ecclésiastiques, il prétendit se faire arbitre entre le premier et ses vassaux révoltés; il traita le second de tyran sacrilège pour quelques exactions commises sur des marchands lombards en passage sur ses terres. En Angleterre, il ne consentit à accorder à Guillaume le Conquérant sa réforme du clergé anglo-saxon qu'à la condition de nommer lui-même les évêques et de recevoir de chacun le denier de Saint-Pierre. Il réclama la suzeraineté des royaumes de Hongrie, de Danemark et d'Espagne conquis sur les païens ou sur les infidèles *par la grâce de Dieu*. L'Italie qu'il avait paru vouloir affranchir fut traitée comme sa première vassale; elle devait payer la gloire de posséder le pape par une obéissance exemplaire.

A Milan, Guido, las de la lutte, voulait au moins transmettre l'épiscopat à un certain Gottfried avec l'approbation de l'empereur. Grégoire VII désigna pour lui succéder Atto, et fit soutenir celui-ci par le gonfalonier de l'Église, le chef de faction, Herlembald. Dans la Toscane, Gottfried le Bossu,

époux de Mathilde , fille de Béatrix , héritière de ce duché , ne paraissait pas disposé à suivre aussi aveuglément que son père le parti pontifical. Grégoire VII cassa son mariage et attacha étroitement au saint-siège , par l'ascendant qu'il prit sur elle, la pieuse et fervente Mathilde, qui devint la force, le salut du saint-siège au ^{x^e} siècle, comme Théodora et Marozie en avaient fait la faiblesse et la honte au ^{x^e}. A Rome, le préfet impérial Censio voulait sauvegarder les droits de son maître; il fut excommunié. Dans l'Italie méridionale, Robert Guiscard, maître de Tarente, Matera, Otrante, Bari, dernières possessions des Grecs, et par son frère Roger, d'Enna, de Catane, de Palerme, enlevées aux Sarrasins en Sicile, se paraît du titre de duc de Sicile et donnait celui de comte à son frère, sans songer à les réclamer de la générosité toujours un peu onéreuse du pontife. Grégoire VII le déclara excommunié dans un concile tenu à Romé, et envoya des renforts au prince de Capoue, Richard , plus docile, pour l'aider à s'emparer des possessions de son compatriote.

Ce despotisme habile et hardi, qui ne ménageait même pas ses amis et brisait le lendemain les instruments de la veille, provoqua la résistance , surtout en Italie. Le pape était plus redouté de loin que de près, comme il arrive souvent à tout pouvoir fondé sur l'opinion et non sur la force. A Rome même le préfet Censio, dans une émeute, arracha Grégoire VII d'une église et le retint quelque temps prisonnier. A Milan les citoyens chassèrent Herlembald et son protégé Atto, qui exerçaient une vraie tyrannie dans la ville sous prétexte de soutenir les réformes de Grégoire VII, et demandèrent un archevêque à Henri IV, qui leur envoya un noble de Castiglione.

Ce fut le commencement de la lutte entre le sacerdoce et l'empire. Grégoire VII ne voyant dans Henri IV qu'un prince aussi despote qu'il était dissolu, et un caractère faible, le cita à comparaître devant un concile à Rome, pour répondre du crime de simonie. Si ce premier acte était couronné de succès, c'en était fait de l'indépendance de tout pouvoir temporel dans la chrétienté, et principalement de l'autorité impériale en Italie. Henri IV, jeune et fougueux, fit com-

battre par deux conciles de prélats tenus dans les villes de Worms et de Pavie, la légitimité de l'élection de Grégoire VII, et somma celui-ci par un envoyé de déposer la tiare. C'était trop ou trop peu. Le messager faillit être déchiré à Rome ; le pape le sauva ; mais, le lendemain, plus hardi que son adversaire, et soutenu par la présence de la comtesse Mathilde, il excommunia Henri IV, le déclara déchue de ses couronnes, délia tous ses sujets du serment de fidélité, et, s'il ne proclama pas solennellement, comme on l'a tant répété, dans le fameux *dictatus papæ*, qu'on lui attribue à tort, le programme de la théocratie, ses actes et ses lettres prouvent qu'il se reconnaissait le droit de faire et de déposer les souverains, de lier et de délier les sujets du serment de fidélité, de nommer seul aux évêchés et de décréter seul aussi, les lois ecclésiastiques. Toute puissance devait s'incliner devant lui, parce qu'il était infailible, saint et omnipotent sur toute la terre par la grâce de l'Apôtre.

L'effet de la première sentence de déposition qui eût été portée par un pape contre un souverain, eut un plein succès en Allemagne où la foi était grande, et le mécontentement contre Henri IV général. L'empereur n'obtint de ses vassaux, déjà décidés à procéder à une nouvelle élection, qu'un délai d'un an pour faire sa paix avec le pontife. Mais en Italie, à sa descente des Alpes, il vit venir au-devant de lui, pleins d'ardeur et d'espérance, Thédald, archevêque de Milan ; Guibert, archevêque de Ravenne, et presque tous leurs suffragants qui méprisaient les anathèmes de la papauté, et ne voulaient point tomber du joug de l'empereur sous celui du pape. Il y avait là des éléments de résistance. Henri IV, courbé sous l'anathème, n'osa les employer et alla implorer sa grâce au château de Canossa. Admis sur les instances de la comtesse Mathilde, moins inflexible que le moine couronné, dans la seconde enceinte du château, il attendit à jeun, les pieds nus dans la neige, pendant trois jours ; le quatrième, il fut enfin reçu par le pape, relevé de l'excommunication, mais renvoyé pour ce qui regardait sa couronne devant la diète allemande. Le lendemain, Grégoire VII l'écrasa encore de toute la puissance de sa foi ; au

milieu de la messe de réconciliation, il brisa l'hostie en deux, adjura Dieu en en prenant une partie, de le faire mourir sur-le-champ s'il était coupable des crimes dont il était accusé, et proposa avec l'autre moitié le même serment à Henri, qui recula épouvanté.

Le pouvoir du saint-siège semblait à son apogée. La comtesse Mathilde, subjuguée par tant de grandeur, institua l'Église romaine héritière de tous ses biens. Grégoire VII, après avoir vu à ses pieds le fils de Henri III, un successeur d'Othon et de Charlemagne, ne put se défendre d'une certaine exaltation. En 1078, dans un concile, il déclara excommuniés et destitués tous les archevêques et évêques italiens du parti de Henri IV; il disposa de leurs dignités en faveur d'autres ecclésiastiques, et exigea de ceux-ci un véritable serment de vassalité qu'il avait déjà obtenu du patriarche d'Aquilée. Il lança de nouveau l'anathème contre Robert Guiscard, qui s'emparait des dernières possessions lombardes, Salerne, Amalfi, Sorrente, et attaquait même Bénévènt; et contre Richard qui, détaché de l'alliance du pape, bloquait Naples. Rien ne devait plus se passer en Italie sans la permission du pape, dès qu'il réunirait au patrimoine du saint-siège les biens de la comtesse Mathilde, la disposition de tous les évêchés et la suzeraineté du midi de la péninsule. Maître de l'Italie, il l'était peut-être du monde.

Mais au moment où il se croyait vainqueur, Grégoire VII vit se lever devant lui d'autres adversaires. Les Normands, qui chassaient les Grecs schismatiques d'Italie et les infidèles de Sicile, s'embarrassaient peu de l'excommunication d'un pape contesté. La guerre du sacerdoce et de l'empire, toutes ces fréquentes compétitions de deux évêques, l'un nommé par le pape et l'autre par le roi, avaient appris aux villes de la Lombardie à méconnaître l'autorité cléricale sujette à tant de contestations. Les échevins des trois états libres, des capitaines, des vavasseurs, des francs-bourgeois, après s'être d'abord fait la guerre sous le drapeau de tel ou tel prélat, du pape ou de l'empereur, commençaient à songer à eux-mêmes; partout ils instituaient en commun un collège, une magistrature urbaine, qui administraient librement la cité

et son territoire. Grégoire VII se trouva avoir favorisé contre lui-même les Normands et la liberté des villes.

Henri IV, relevé de son humiliation de Canossa en Allemagne, comprit le parti qu'il pouvait tirer de ce fait nouveau. Son fils Conrad, envoyé d'abord par lui, encouragea la liberté des villes, signa ou confirma toutes les chartes communales qu'elles lui présentèrent, même aux dépens des évêques. En 1081, Henri IV descendit lui-même en Italie, décidé cette fois à soulever les villes contre le saint-siège, et certain de la neutralité des Normands.

Ce fut la perte de Grégoire VII. Henri IV et le pape qu'il amenait avec lui, Clément III, l'ancien archevêque de Ravenne, élu à Brixen en Tyrol, durent leur victoire sur la comtesse Mathilde à la milice des villes; l'empereur rétablit à Milan son archevêque Thédald, en dépit de l'archevêque et de la faction du pape, et reçut de ses mains la couronne de fer. En Toscane, dans les États mêmes de la pieuse Mathilde, Pise enrichie par son commerce et fière de ses conquêtes en Sardaigne, Lucques et Sienne désireuses aussi d'obtenir des privilèges, se déclarèrent en sa faveur et favorisèrent sa marche sur Rome.

Grégoire VII, effrayé, leva l'excommunication lancée sur les Normands, laissa à Robert Guiscard la ville de Bénévent, l'investit du duché de Pouille, et son frère, du comté de Sicile. Mais Guiscard, voyant son ambition gênée en Italie, s'était tourné contre l'empire grec; il attaquait alors Nicéphore Botoniate, et, malgré cinquante mille Grecs, prenait Durazzo, qui ne devait être pour lui que la clef de Constantinople. Grégoire VII se trouva dans la position la plus critique. Henri IV, dont l'armée avait d'abord été décimée par l'épidémie, forma bientôt le blocus de Rome avec les recrues envoyées par les villes italiennes, et toute la noblesse des environs, qui jurait de réduire Grégoire. Le comte de Capoue, Jordan, fils de Richard, en haine de Robert Guiscard, se joignit à l'empereur. Le peuple, pressé par la famine, commença à murmurer. En dépit des attaques du dehors et des mécontentements du dedans, le pontife résista deux années en renouvelant l'anathème contre

ses ennemis. Mais aucun des rois chrétiens qu'il avait blessés par ses prétentions ne parla même en sa faveur. Guillaume le Conquérant, qui paraissait son plus fidèle allié, était alors en querelle avec lui. Enfin la cité Léonine tomba la première avec l'église de Saint-Pierre au pouvoir des Allemands, puis le quartier de Latran qui fut livré par le peuple. Grégoire VII put voir du château Saint-Ange son rival, Clément III, consacré dans l'église de Saint-Jean de Latran, et le vaincu de Canossa couronné empereur dans l'église de Saint-Pierre. Il jeta vers Robert Guiscard un long cri de désespoir.

Le Normand quitta Durazzo, où il chargea son fils Bohémond de continuer ses conquêtes, battit Jordan envoyé au-devant de lui pour l'arrêter, et marcha avec vingt mille hommes sur Rome. Henri IV, dont la plupart des partisans s'étaient déjà dispersés, n'osa pas l'arrêter. Robert Guiscard tira Grégoire VII du château Saint-Ange; mais il l'emmena à Salerne, se conduisant moins envers lui en libérateur qu'en conquérant. L'ambitieux duc de Pouille et de Sicile, dont les projets embrassaient déjà l'Italie et l'Orient, ne comptait pas relâcher son captif sans faire chèrement payer ses services. Grégoire VII, victime d'une politique qui n'avait su garder aucun ménagement, devenu la proie d'un Normand rusé, vit avec douleur qu'il n'avait travaillé que pour la liberté des villes et pour la grandeur d'un aventurier. Il mourut d'épuisement et de chagrin, le 25 mai 1085, en prononçant ces mots, dernière expression de son énergique et profonde conviction : « J'ai aimé la justice et haï l'iniquité, c'est pourquoi je meurs dans l'exil ! » L'Italie elle-même avait tué la théocratie romaine.

Urbain II et la grande comtesse Mathilde (1085-1100).

Cet événement mit d'abord le comble à la puissance de Henri et de son parti dans la péninsule. Robert Guiscard, qui était revenu plus pour ses propres intérêts que pour ceux du saint-siège, regagna bientôt la Grèce où il mourut; et ses deux fils, Bohémond et Roger Borsa, se disputèrent son héritage, tandis que Roger son frère, sous le nom de Grand Comte, s'assura de la Sicile. L'antipape, Clément III,

favorisé par ces circonstances, consolida son pouvoir, en dépit de la comtesse Mathilde restée seule pour soutenir la papauté. L'abbé du Mont-Cassin, Désidérius, fait pape malgré lui un an seulement après la mort de Grégoire VII, put à grand'peine se rendre maître pendant quelques jours de la cité Léonine pour s'y faire sacrer, et en fut bientôt chassé.

L'avènement d'Urbain II, en 1088, releva le saint-siège. L'âme d'Hildebrand semblait avoir passé dans son successeur. Obligé pendant quelque temps de vivre des dons charitables de son parti, il renouvela néanmoins les bulles du grand pape contre ses ennemis et contre l'investiture laïque; habile aussi à faire servir les combinaisons de la politique au succès de ses intérêts, il restaura par un mariage la puissance de Mathilde, en faisant épouser à cette chaste et obéissante fille du saint-siège, malgré sa répugnance et ses quarante-cinq ans, le jeune Welf de Bavière, le plus irrécconciliable ennemi de Henri.

C'était recommencer la guerre; Henri IV, décidé à punir Mathilde, emporta d'abord toutes ses forteresses en Lombardie, assiégea Mantoue qui ne se rendit qu'au bout de onze mois, en destitua l'évêque; et, fidèle à sa nouvelle politique, confirma aux habitants tous les droits et immunités obtenus déjà du parti contraire. Menacée jusque dans ses États, et conjurée par ses sujets effrayés, la grande amie de Grégoire VII était prête à consentir pour prix de la restitution de ses places, à reconnaître Clément III pour vrai pape, et à abandonner Urbain. Une assemblée d'évêques de son parti, présidée par Héribert, évêque de Reggio, l'y autorisait; l'esprit monastique vint encore porter secours à l'œuvre chancelante d'Hildebrand. Un moine, l'ermite Jean, connu dans toute l'Italie pour ses saintes austérités, s'opposa au sentiment des évêques, remonta le courage de Mathilde, malgré la perte des villes de Reggio, Parme et Plaisance, et l'envoya défendre et sauver Canossa.

Urbain II eut le temps de frapper un grand coup. Il sacrifia une partie des projets de Grégoire VII, et abandonna le temporel pour garder le spirituel; renonçant pour l'instant à la domination de l'Italie, il en proposa la royauté au fils même

de Henri IV, Conrad, homme ambitieux et dévot, qu'il ne lui fut pas difficile de gagner. Celui-ci était adoré des villes lombardes, dont il avait le premier favorisé et confirmé la liberté. Il entraîna facilement contre l'empereur, Milan, Lodi, Crémone, Plaisance, décidées à poursuivre l'œuvre de leur affranchissement sous tous les drapeaux. En vain Henri IV, soupçonnant ces projets, fit arrêter son fils à Turin; Mathilde le délivra, le conduisit à Milan, le fit couronner roi d'Italie par l'archevêque, à Monza, et lui donna pour épouse la fille de Roger, ce frère de Robert Guiscard, conquérant et comte de la Sicile, qui était maître maintenant de presque tout le midi.

Contre un roi soutenu par le pape et par Mathilde, par les villes lombardes et par les Normands, Henri IV n'avait plus rien à faire. Il se contenta de déshériter son fils comme traître et rebelle, et de susciter encore pour la forme deux antipapes à Urbain II. Un événement plus européen qu'italien, la première croisade, acheva de le décourager. La vue de toutes ces armées soulevées à la parole du pontife, et prêtes au besoin à traiter l'ennemi du pape comme l'ennemi du Christ, désarma Henri IV. Celui-là était bien le chef de la chrétienté qui jetait l'Europe sur l'Asie, et rendait à l'islamisme au *xi*^e siècle la guerre qu'il lui avait faite au *viii*^e.

Le parti théocratique essaya de poursuivre sa victoire à la faveur du prestige nouveau dont la papauté était environnée. Les partisans mêmes du saint-siège ne s'étaient point laissés arracher par les prédications du concile de Plaisance à leurs luttes. L'Italie était le pays qui comptait le moins de croisés. La grande comtesse Mathilde brisa d'abord ses instruments. Elle avait consenti, dans un moment de détresse, à épouser Welf de Bavière; croyant n'avoir plus besoin de cet appui, elle refusa de révoquer en sa faveur la donation précédemment faite à l'Église de Rome; et bientôt même, au milieu d'aigres et scandaleuses récriminations qui portèrent quelque atteinte sinon à sa vertu au moins à sa pudeur, elle fit prononcer par Urbain II un divorce facilement accepté par celui qui ne perdait qu'une épouse déjà vieille et toujours impérieuse.

A la mort d'Urbain II, elle imposa la papauté à Pascal II, homme paisible, qui eût préféré l'obscurité. Maîtresse tyrannique du saint-siège après en avoir été l'humble servante, elle n'attendit pas la mort de Conrad pour briser le fantôme de royauté qu'elle n'avait créé que pour vaincre l'empereur; Conrad, pour ne s'être point montré assez docile, se vit abandonné de presque tous, et finit, dévoré de remords, ses jours à Florence sous son ombrageuse protection, peut-être même par le poison. Tout lien entre l'empire et l'Italie était brisé. La comtesse Mathilde ne laissa pas même en paix chez lui le vieil ennemi des papes. Elle contribua à soulever contre Henri IV le second de ses fils, et à conduire le malheureux dépouillé de la couronne et des ornements impériaux par les parricides mains de Henri V, dans la ville de Liège, où la censure ecclésiastique refusa longtemps la sépulture à ses restes.

L'empereur Henri V et le pape Pascal II; affranchissement des villes; chute du pouvoir politique des évêques (1106-1111).

Il ne pouvait cependant plus être question pour la papauté de réaliser le rêve théocratique de Grégoire VII, pas même de régner sur l'Italie. La dernière lutte entre l'empereur Henri V et le pape Pascal II le montre suffisamment.

La querelle n'était déjà plus italienne, moins encore politique. Avec le temps les évêques schismatiques avaient disparu, le clergé et le peuple ayant soin de ne pas procéder à une nouvelle élection lorsqu'un des deux évêques compétiteurs était mort; les municipalités avaient presque toutes, au milieu de la lutte, obtenu ce qu'elles désiraient. Venise, Gênes, Pise, n'étaient plus seules en possession d'une liberté puissante que l'extension de leur commerce agrandissait chaque jour: presque toutes les villes de la Lombardie, Milan, Pavie, Lodi, Côme, Brescia, Bergame, Crémone, Mantoue, Parme, Modène, Vérone, quelques-unes de la Toscane, Lucques, Sienne, Arezzo, jouissaient des mêmes droits, arrachés de gré ou de force aux évêques et confirmés par les empereurs. La puissance politique des évêques, déjà ébranlée par les empereurs, avait été consommée par le saint-siège

lui-même. Les questions de navigation, de chemins, de péage, de commerce, passionnaient maintenant les villes beaucoup plus que les questions religieuses ou politiques, sur les droits du pape ou de l'empereur.

Quand Henri V descendit en Italie, l'an 1110, pour revendiquer comme son père, qu'il avait renversé, le droit d'investiture, les Milanais faisaient la guerre aux habitants de Lodi, sous prétexte d'y rétablir l'évêque chassé de la ville avec ses gentilshommes; en réalité, pour frapper le commerce de cette ville située plus près du Pô, c'est-à-dire près de l'arrivage de toutes les marchandises. Brescia et Pavie tenaient pour Lodi; Crémone, pour Milan. Toute la Lombardie était en combustion; elle laissa passer Henri V sans s'inquiéter de ses desseins contre Pascal II. Dans les États de Mathilde, Mantoue, Modène, Pise, Lucques, Sienne, n'eurent d'autre pensée, en le voyant, que de se faire octroyer par lui quelques droits que leur refusait la grande comtesse. Mathilde, dont l'âge avait d'ailleurs amorti l'ardeur, se vit obligée de prêter serment d'hommage à l'empereur à son passage, et de recevoir de lui l'investiture de ses États. Les Normands manquèrent aussi au saint-siège. Le jeune Roger II, fils du conquérant de la Sicile, sous la tutelle de sa mère Adelhaïde, et Guillaume de Pouille, petit-fils de Robert Guiscard, se disputaient l'héritage qu'avaient conquis les héroïques aventuriers leurs pères, sans s'inquiéter du pontife leur souverain.

Henri V et Pascal II étaient presque seuls en face l'un de l'autre. A Sutri, ils faillirent terminer la querelle. Pascal II s'engageait à renoncer à tous les biens de l'Église, si Henri V, de son côté, renonçait à l'investiture séculière. Solution radicale qui témoignait du découragement du saint-siège, si elle n'accusait pas l'intelligence ou la bonne foi de Pascal II. Mais les difficultés commencèrent à Rome, quand il s'agit de conclure par acte authentique; les évêques réclamaient, ne voulant pas perdre leurs biens après leur puissance politique; aucun des deux contractants ne consentit à faire par écrit la première renonciation. Henri V, violent de caractère, fit saisir, dans l'église Saint-Pierre même, le

pape et tout son clergé. Le peuple, indigné d'une pareille violence, assassina les Allemands dans les rues de Rome et attaqua le camp impérial. Henri tint bon, repoussa les assaillants et arracha au pape, après soixante et dix jours de captivité, un accommodement moins désastreux pour l'Église et qui eût été promptement suivi de la paix, si la mort de la comtesse Mathilde, en 1114, n'eût rendu à la querelle la vivacité et l'intérêt politique qui commençaient à lui manquer.

L'héritage de la comtesse Mathilde; concordat de Worms (1111-1122).

Au moment où le pape Pascal II s'apprêtait à recueillir le vaste héritage de cette princesse, l'empereur attaqua la donation. Une femme avait-elle le droit de tester sans le consentement de son suzerain ? n'y avait-il pas, d'ailleurs, une distinction essentielle à faire entre les biens allodiaux de la comtesse et les fiefs de l'empire ? Les deux compétiteurs réclamèrent d'abord chacun le tout. Le pape décidé à lutter résolûment pour cette riche succession qui devait faire du saint-siège en Italie une puissance considérable, raviva tous les différends, afin de ne perdre aucune de ses forces. Poussé par le clergé italien qui lui avait reproché sa faiblesse, il cassa, dans un concile convoqué à cet effet, les conventions précédemment faites, renouvela tous les décrets contre l'investiture laïque, et à Rome même choisit pour préfet le fils d'un homme puissant, Pierre Léonis, quoique cette nomination appartint d'ordinaire à l'empereur.

La question redevint toute politique : Henri V, pour la décider en sa faveur, conféra aux villes de la Toscane et de l'héritage de Mathilde, toutes les libertés et privilèges qu'elles réclamèrent ; il alla jusqu'à dispenser les Mantouans de l'obligation de fournir des vivres au passage de l'empereur (*albergaria*) et de lui entretenir un palais. Il flatta la noblesse toscane et les barons romains eux-mêmes, mécontents de la nomination de Pierre Léonis, Juif d'origine. Pascal II, chassé de sa capitale, alla mourir au Mont-Cassin (1118). Pierre Léonis et les partisans du dernier pontife es-

sayèrent d'arrêter la victoire d'Henri V en faisant aussitôt élire au saint-siège le pape Gélase; mais les chefs de la noblesse romaine, les Frangipani, arrachèrent le nouveau pape de son église, et l'empereur fit élire un évêque espagnol sous le nom de Grégoire VIII. La chrétienté se trouva divisée entre deux papes, moins par la question générale des investitures, que par la querelle tout italienne de l'héritage de Mathilde.

A la lueur du schisme le pape et l'empereur s'aperçurent enfin qu'ils se ruinaient au profit des villes. Quand tout semblait divisé, la capitale de la Lombardie prenait la défense de l'évêque nommé par Grégoire VIII et Henri V dans la ville de Como, bien qu'elle tint pour le pape Gélase, afin de ruiner une ville qui entravait son commerce au nord vers les Alpes, comme Lodi le ruinait précédemment au sud, vers le Pô. Aussi, à la mort de Grégoire VIII l'empereur et le nouveau pape Callixte II, successeur de Gélase, ne voulurent point continuer la guerre à leurs dépens. La querelle des investitures fut terminée au concordat de Worms (1122) par une transaction qui confiait l'élection ecclésiastique aux chapitres, assistés de représentants des deux pouvoirs, et accordait l'investiture du sceptre à l'empereur, et celle de la crosse au pape. Le saint-siège, au spirituel, obtenait le respect de ses droits, sinon l'exercice de toutes ses prétentions au temporel; ses rêves de domination semblaient tacitement condamnés. L'affaire de l'héritage de la comtesse Mathilde était plus difficile à arranger. Henri V mourut (1125) sans avoir pu la terminer.

L'empereur Lothaire; schisme d'Innocent II et d'Anaclet II (1122-1137).

La dynastie franconienne finissait avec cet empereur. Pour pouvoir continuer à traiter à l'amiable, le pape Callixte II parvint, grâce à l'archevêque de Mayence, à faire nommer empereur Lothaire de Supplimbourg en haine de Frédéric de Souabe, prince puissant et distingué, mais qu'on savait déterminé à défendre comme les Franconiens les droits impériaux. En vain Conrad, frère de Frédéric, passa en Italie

et fut reçu par les Milanais, qui guerroyaient alors contre la ville de Crémone, sous prétexte de délivrer Crème de son joug. A la suite d'Honorius II, successeur de Callixte, qui lança l'anathème contre lui et contre l'archevêque qui l'avait couronné, toutes les villes ennemies de Milan : Pavie, Crémone, Novare, Brescia, Plaisance, se déclarèrent pour Lothaire; maltraité bientôt par les gens de sa faction comme par ses ennemis, convaincu qu'il n'était qu'un jouet, Conrad renonça à ce rôle ridicule et rentra en Allemagne.

Les deux partis se donnèrent encore rendez-vous à Rome à la mort d'Honorius. Le parti impérialiste et noble des Frangipani choisit pour pape Innocent II, noble romain; la faction contraire Anaclet II, le petit-fils de ce Pierre Léonis, qui avait déployé en faveur du parti théocratique, sous Urbain II et Gélase un zèle de néophyte; la lutte qui suivit tourna encore au détriment des deux adversaires, du pape et de l'empereur. Les villes n'y prirent parti que pour avoir occasion d'arracher quelques concessions à celui qu'elles soutenaient. Roger II, de Sicile, enfant de la vieillesse de Roger I^{er}, et héritier, par la mort de Guillaume, dernier descendant de Guiscard, de toutes les possessions normandes, profita aussi de la discorde pour se faire proclamer roi à Palerme par ses grands vassaux et ses prélats et pour obtenir d'Anaclet une consécration solennelle (1130).

Aussi l'empereur Lothaire, arrivé en Italie en 1133 et couronné (1133) à Saint-Jean de Latran par son pape Innocent II, se hâta de conclure avec lui, pour les biens de Mathilde, un accord facilité par la lassitude générale. Lothaire prit en toute franchise les fiefs de Mathilde, mais ne reçut ses biens allodiaux qu'à la condition de prêter serment de fidélité au saint-siège. L'empereur devenait l'homme lige, le vassal du pape pour ces domaines; quel affaiblissement pour l'autorité impériale! Le pape le constata orgueilleusement par la devise inscrite au bas du tableau fait pour perpétuer la mémoire de cet événement : *Rex homo fit pax*. Il essaya même de lui donner une portée plus générale en insinuant que l'empereur, non le seigneur toscan, était devenu son vassal. Mais il ne trompa personne : le suzerain

ne fut pas plus puissant que le vassal, à qui ses concessions au saint-siège valurent le mépris de l'Allemagne. Après la mort de son compétiteur Innocent II voulait faire la guerre à Roger II. Il fut fait prisonnier par lui et obligé, comme auparavant Léon IX, de relever son vainqueur de l'excommunication et de le reconnaître pour roi de Sicile et duc de Pouille. L'ambition du saint-siège et celle de l'empire aux prises dans la péninsule, s'étaient donc détruites l'une l'autre et comme abîmées au milieu du mouvement général d'indépendance des petits États italiens. Dans le midi un royaume nouveau, au nord et au centre des républiques libres, avait pris naissance à l'ombre de ces deux fers croisés au-dessus des Alpes et des Apennins, par les pouvoirs spirituel et temporel, par le pape et par l'empereur !

CHAPITRE IX.

LES RÉPUBLIQUES ET LA MONARCHIE NORMANDE ; L'EMPEREUR FRÉDÉRIC I^{er} ET LA LIGUE LOMBARDE (1157-1185) ¹.

NOUVEL ASPECT DE LA PÉNINSULE AU COMMENCEMENT DU XII^e SIÈCLE. — LA MONARCHIE NORMANDE ; ROGER II. — CONSTITUTION DES RÉPUBLIQUES ITALIENNES ; NOBLESSE ET BOURGEOISIE. — RIVALITÉS ET GUERRES PARTICULIÈRES ENTRE LES VILLES. — UNE RÉVOLUTION A ROME ; LE DISCIPLE DE SAINT BERNARD ET LE DISCIPLE D'ABAILARD (1137-1152). — FRÉDÉRIC I^{er} BARBEROUSSE ET ADRIEN IV (1152-1158). — LA DIÈTE DE RONCAGLIA ; LES PRÊLATS ET LES JURISCONSULTES ITALIENS ; CHUTE DE MILAN (1158-1162). — ALEXANDRE III ET LA LIGUE LOMBARDE ; BATAILLE DE LEGNANO (1162-1177). — TRÈVE DE VENISE ET PAIX DE CONSTANCE (1177-1183).

Nouvel aspect de la péninsule au commencement du XII^e siècle.

Une ère nouvelle avait semblé poindre avec le XII^e siècle, pour l'Italie. Cette terre, éprouvée par tant de vicissitudes,

1. Voir pour ce chapitre : Sismondi, *Républiques italiennes* ; Raumer, *Geschichte der Hohenstauffen* ; Giannone, *Storia civile di Napoli* ; baron de Bazancourt, *Histoire de la Sicile sous la domination des Normands* ; les *Vies des pontifes* ; Baronius, *Annales ecclesiastici* ; Hurter, *Histoire d'Innocent III*.

arrivée d'abord à un état d'épuisement complet, après des efforts exagérés, puis remuée, sillonnée en tous sens par les invasions des barbares et les dominations étrangères, avait repris tout à coup une fécondité d'autant plus merveilleuse qu'elle éclatait sur tous les points à la fois et sous toutes les formes. Avec le pouvoir impérial et pontifical toute l'ancienne constitution était tombée. Les ducs, les margraves, les comtes, les évêques, les abbés, avaient vu fondre entre leurs mains, toute suzeraineté et toute juridiction. La comtesse Mathilde, dernière image de cette grande féodalité, laissait en mourant le principe nouveau envahir aussi son héritage, où Henri Welf de Bavière, duc de Saxe investi de la Toscane par Lothaire, mais résidant toujours en Allemagne, était incapable de l'arrêter. Les deux seuls débris qui restassent de cette vieille Italie, le comte de Maurienne, qui, par mariage avec l'héritière du marquis de Suse, avait réuni les deux versants des Alpes, la Savoie et le Piémont, et le marquis de Montferrat, d'origine allemande, avaient beaucoup à faire eux-mêmes, le premier avec les villes de Turin, Verceil et Ivree; le second avec celles d'Asti et de Chiéri.

Sur les ruines de cette constitution féodale et despotique, essayée au nord et au centre de l'Italie par les Francs et les Germains, se développait l'indépendance tout italienne, toute nationale des petits nobles, capitaines ou vavasseaux dans les campagnes, et de la bourgeoisie dans les cités. Au midi, par un contraste étrange, s'élevait à la suite d'une conquête venue encore de France, une monarchie féodale sur les débris de la vieille indépendance de petits duchés et de petites cités. Monarchie normande ou républiques lombardes étaient cependant pleines de jeunesse, d'avenir, et animées d'un esprit nouveau. Les descendants de Tancrede de Hauteville, en imposant à l'ancienne Sicile et à l'ancienne Grande Grèce des institutions monarchiques et féodales, qui rappelaient la cour de France, mirent en rapport le midi de l'Italie avec la civilisation de la France méridionale; ils attirèrent auprès d'eux les troubadours de la langue d'oc, et sous le souffle de la littérature provençale naquit la

poésie sicilienne, premier germe d'une littérature qui promettait encore plus de chaleur et de vie. L'intérêt matériel, les besoins particuliers du commerce, n'étaient pas les seuls mobiles qui poussaient les cités dans la voie de l'affranchissement. Les nouvelles républiques relevaient du droit municipal romain, dont l'étude prenait un essor nouveau à Bologne et dans d'autres cités, et des doctrines politiques déduites par le républicain Arnaud de Brescia, des théories philosophiques de son maître le théologien scolastique Abailard.

La monarchie normande; Roger II.

Après la mort de Lothaire, l'élection de l'empereur Conrad III, de la dynastie des Hohenstauffen (1137), fut en Allemagne l'objet de tant de contestations, que pendant son règne de quinze ans le nouveau César ne parut pas en Italie. Cette sorte d'intermittence de l'autorité impériale en deçà des monts ne contribua pas peu au libre épanouissement de cette Italie nouvelle; on put croire un instant qu'elle allait fleurir en pleine liberté.

Roger II, maître de la Sicile, de la Pouille, de la Calabre, et reconnu roi par le pontife, acheva de consolider, avec l'esprit méthodique et le génie administratif de ses compatriotes, l'œuvre de spoliation et d'astuce toute normande commencée par ses ancêtres. Il paraissait difficile de ramener à l'unité, sous une race étrangère, ce nouveau royaume divisé en deux portions par un détroit, entrecoupé de montagnes, morcelé en territoires si variés; ici mêlé de Grecs et de Lombards, là de Sarrasins et de Grecs, avec des institutions féodales et municipales, des mœurs chrétiennes et mahométanes. Dans sa dernière lutte contre Innocent II et Lothaire, malgré l'anathème pontifical et les invectives plus dangereuses, peut-être encore, de saint Bernard contre le *tyran sicilien*, le Normand avait à la fois dompté les comtes de Capoue, d'Alife et de Naples, les villes d'Amalfi, de Troia, de Salerne, et ses propres barons normands effrayés de son pouvoir. Féodalité et municipalités tout avait succombé. Amalfi, la grande république com-

mercante du x^e siècle, deux fois assaillie au milieu des troubles par la jalousie des Pisans qui se faisaient les auxiliaires d'un roi contre une rivale, vit son port forcé (1135) et ses riches magasins pillés pendant trois jours ; elle ne s'en releva jamais ; Capoue fut détruite avec une telle furie qu'il ne resta plus de la ville des délices que des pans de murs et les ruines d'un amphithéâtre.

Une fois maître cependant, Roger ne fut pas moins habile au gouvernement qu'il avait été ardent à la victoire. Il ne dépouilla point les barons de leurs fiefs, ni les villes de leurs institutions. Il subordonna tout à une hiérarchie de dignitaires et de fonctionnaires, qui fit du pouvoir royal le centre et le sommet de l'État. Il plaça sous la surveillance de son chancelier, dans les provinces des *justiciers*, dans les villes des *baillis*, chargés de rendre la justice et d'assurer l'exécution des droits régaliens. Dans chaque district, un *baron* fut mis à la tête de la petite noblesse féodale des chevaliers, et tous les barons eux-mêmes soumis à un *connétable* royal, chargé d'assurer avec eux le service militaire. De grands officiers, un chambellan, un maréchal, un protonotaire, un sénéchal, donnèrent à sa cour le relief des grandes cours d'Allemagne ou de France. Grâce à l'activité qu'il imprima partout, il créa une marine qui excita la jalousie de Venise, épouvanta Byzance, et sur la côte d'Afrique, Bougie, Tripoli, Hippone et Tunis. Il transplanta et généralisa dans ses États le mûrier et l'industrie des vers à soie. Couvert de la dalmatique, portant la crosse et l'anneau avec l'autorisation de Lucius II, il couvrit le sol et principalement Palerme, sa capitale, de magnifiques églises, tout en pratiquant une impartialité rare pour le temps et en déployant un luxe qui empruntait quelque chose de la vieille civilisation des Grecs et de la jeune prospérité des Arabes. Sa mère Adélaïde, née marquise de Montferrat, ce pays voisin de la Provence, avait déjà par goût attiré autour d'elle maints jongleurs et troubadours de France ; Roger II par politique les y attacha, et ce fut de là, selon Dante et Pétrarque, que le courant de la poésie se répandit dans tout le reste de l'Italie (*per omnem Italiam ac longius manavit*).

Constitution des républiques italiennes; noblesse et bourgeoisie.

Les républiques italiennes encore tout entières à la lutte de l'affranchissement ou du commerce n'en étaient point aux arts du luxe, et dans le domaine de l'intelligence ne cultivaient que la science éristique du droit, ou une théologie qui empruntait à des causes particulières à l'Italie un caractère tout politique. C'était aux souvenirs toujours vivants du droit romain, puissamment réveillés à Bologne par l'enseignement du célèbre Irnerius ¹, et à l'influence promptement conquise par les docteurs en droit dans des municipalités avides de trouver des armes légales d'affranchissement, que la plupart des villes devaient leurs nouvelles institutions.

La première magistrature républicaine des villes, celle des consuls, chargés du pouvoir exécutif et judiciaire, empruntait son nom et ses attributs à la république romaine. Ces magistrats étaient soumis partout à l'élection des citoyens, et nommés en général tous les deux ans; leur nombre n'était pas partout le même. Il dépendait ordinairement du nombre de quartiers ou de portes que comptait la ville. A Milan, il y avait douze consuls pour six quartiers; à Gênes six, à Mantoue cinq, à Lucques cinq, à Florence quatre, à Bergame douze, à Pistoie cinq, à Pise six. Le nombre des consuls varia d'une époque à l'autre, mais leur pouvoir était à peu près le même partout; ils administraient la commune, ils commandaient les citoyens armés; ils jugeaient. Gênes donna la première l'exemple de détacher du consulat la puissance judiciaire, qui d'ailleurs appartenait peut-être aussi dans d'autres villes, comme à Pise, à des échevins, vice-comtes ou juges. Laissant le pouvoir politique aux anciens consuls nommés dès lors *consuls de commune*, elle investit au commencement du XII^e siècle du droit de juger d'autres magistrats, qui prirent le nom de *consuls des plaids*.

La puissance des consuls, qui était égale à l'indépendance

1. M. de Savigny, dans son *Histoire du droit romain au moyen âge*, a donné les preuves de l'autorité continue du droit de Justinien, en Italie, jusqu'au XI^e siècle.

des villes, avait pour mesure le degré d'autorité ou d'influence que les prélats, comme dans les villes lombardes et à Pise, ou les comtes, comme dans les villes de Toscane, avaient encore gardé au milieu de leur défaite. Ils n'avaient pas seuls toute la responsabilité. Ils étaient ordinairement assistés d'un certain nombre d'hommes honorables ou instruits dans les lois et désignés dans les chroniques sous les noms de *boni homines, juris et morum periti, sapientes, consiliatores*, qui leur formaient une sorte de conseil particulier et souvent secret, sous le nom généralement admis de *credenza* (credentia). A Gênes, cette assemblée, qui était intermittente, s'appelait le *conseil des correcteurs de lois*. Lorsque Florence sortit, plus tard que les autres villes de Toscane, de l'infériorité où elle fut longtemps retenue, et arriva à son tour à la liberté, ce conseil de *credenza*, sorte de sénat, se composa de cent membres, jusqu'à la réforme de 1328.

Dans un gouvernement dont la base était l'élection, l'assemblée générale des citoyens libres, ou *parlement*, réunie par quartiers, au son de la cloche du beffroi, sur la place publique, était seule souveraine et juge en dernier ressort. Ce corps, délibérant en temps de paix, servait de cadre militaire, en temps de guerre. Au moment du danger, il se divisait en autant de compagnies qu'il y avait de quartiers, chacune ayant son gonfalonier et son capitaine. Tous les citoyens devenant alors soldats, plaçaient au milieu d'eux sur un *caroccio* traîné par quatre bœufs et surmonté d'un autel, l'étendard de la commune, le palladium de leur liberté, et marchaient ensemble à l'ennemi.

Venise seule soustraite, grâce à ses lagunes, aux révolutions du reste de l'Italie, avait une constitution particulière et d'origine toute grecque. Le patriarche de Grado, définitivement vaincu dans ses prétentions par celui d'Aquilée, dépouillé de tous ses biens, obligé de transporter sa résidence à Venise et d'y vivre d'une sorte d'aumône faite par la ville, n'avait pu y prendre la position politique des autres prélats italiens. Le doge ou l'ancien duc y était toujours resté le premier magistrat et longtemps le plus puissant. A

partir du XI^e siècle, on limita cependant son autorité pour diminuer l'ardeur des factions qui se disputaient cette dignité supérieure. Le doge décidément soumis à l'élection fut désormais assisté de six conseillers formant la *seigneurie*, dans l'exécution des lois, aidé dans l'exercice de la puissance judiciaire par un corps de *juges* nommé *quarantie*, et obligé dans les cas graves de prendre l'avis du conseil des plus notables citoyens ou *pregadi*. La république de Venise tournait déjà à l'aristocratie.

Il faudrait se garder de croire d'ailleurs que toutes ces petites républiques fussent autant de démocraties. Les petits artisans, journaliers, ouvriers, étaient en général exclus du corps des citoyens; celui-ci comprenait au contraire un certain nombre de nobles des campagnes, vavassaux ou mêmes *capitaines* qui avaient pris le droit de cité, soit pour abriter leur indépendance sous la protection d'une association puissante, soit pour trouver dans les magistratures de la cité à satisfaire leur ambition. La plupart du temps, les fonctions de consuls et celles de capitaines dans les compagnies leur étaient confiées, à cause de leur habileté dans le métier des armes et de leur nombreuse suite.

Les nobles des châteaux, dans les montagnes voisines de Gênes, s'étaient de tout temps associés à la défense de cette ville contre les Sarrasins, et à ses entreprises commerciales qui se métamorphosaient assez souvent en expéditions maritimes et même en pirateries. Les Spinola, les Doria, les Ruffi, les Fornari, les Negri, les Serra, remplissaient la plupart du temps les magistratures républicaines de Gênes. Les comtes de Lavagna, qui s'étaient tenus à l'écart de la république, eurent à s'en repentir; Gênes les soumit à son autorité. De même, et pour des raisons semblables, à Pise, on voyait briller dans l'administration de la cité, les Visconti, les Orlandi, les Gualandi, et les Sismondi. Quelques nobles toscans opposés au parti de Mathilde et du pape avaient même recherché l'alliance de Pise, y avaient bâti des palais, pris des intérêts dans les entreprises commerciales et accepté le gouvernement des îles ou comptoirs qui dépendaient de la république.

Dans les villes de la Lombardie, c'était le besoin de se liguer contre les prélats qui avait réuni les petits vassaux nobles et les bourgeois. Les premiers avaient presque toujours commandé les seconds dans la lutte commune. En revanche, ils y avaient obtenu des honneurs, la permission d'y bâtir des châteaux forts et des tours, et ils y jouaient le premier rôle. Là cependant l'union, n'étant pas cimentée par des intérêts communs de commerce, avait beaucoup moins de force; les nobles, libres, indépendants sur leurs terres avec leurs serfs, tout en restant soumis aux statuts des villes pour les demeures et biens qu'ils y possédaient, avaient par leurs possessions territoriales plus d'un intérêt contraire à ceux des bourgeois; et les services mutuels que les nobles et les bourgeois s'étaient rendus, le besoin qu'ils avaient encore les uns des autres, n'étaient pas toujours suffisants pour neutraliser l'antagonisme des intérêts et l'inimitié de classe. La présence dans la même ville de la noblesse et de la bourgeoisie devait être bientôt la cause de fatales dissensions. Le grand danger pour l'indépendance et la durée des nouvelles républiques n'était cependant pas encore là; mais dans ces jalousies mesquines de commerce, dans ces ardentes rivalités de position qui avaient pris naissance, en même temps que leur liberté.

Rivalités et guerres particulières entre les villes.

Les croisades qui avaient donné un élan nouveau aux trois villes de Venise, de Pise et de Gênes, avaient été pour celles-ci la première occasion de guerre. Elles avaient suivi avec ardeur le mouvement qui entraînait les chrétiens contre les sectateurs de Mahomet, plutôt par amour de la puissance et du commerce que par ferveur religieuse. Toutes trois puissantes déjà par leur domination : Venise sur Trau, Spalatro et les villes maritimes de l'Illyrie; Pise sur ses voisines moins favorisées des Maremmes, Massa, Piombino, Grosseto; Gênes sur celles des deux rivières, Lavagna, Savone, Albenga, elles avaient mis en mer un grand nombre de vaisseaux pour transporter les croisés et établir des comptoirs en Asie.

Venise, qui sous son doge Vital Michiéli, avait équipé deux cents vaisseaux, prétendit au monopole du commerce de l'Asie; et dès la première expédition livra bataille aux Pisans, sur les côtes de Rhodes, avant d'arriver en terre sainte. Les Pisans, partis avec leur évêque Daimbert, qui devint patriarche de Césarée, ne l'abandonnèrent pas sans combat; ils prirent, de concert avec les Génois, Caffaro, et se firent même céder un quartier dans les deux villes de Laodicée et d'Antioche, dès l'année 1108. Mais Beaudoin II décida la fortune en faveur des Vénitiens; il leur accorda le tiers des villes de Tyr et d'Ascalon et dans chacune des autres villes du royaume de Jérusalem un quartier, une église, une place, un bain, un four et un moulin, avec une complète indépendance. Les Vénitiens devinrent si puissants dans ces mers, que non-seulement ils en exclurent leurs rivaux, mais intervinrent bientôt entre les empereurs grecs et les princes normands Robert Guiscard, Bohémond et Roger; quelquefois même ils leur dictèrent des lois.

Les Pisans et les Génois cherchèrent des dédommagements dans la Méditerranée occidentale où les Sarrasins leur offraient encore une proie, mais la rivalité les arma bientôt les uns contre les autres. Pise, déjà maîtresse de la Sardaigne, divisée en quatre judicatures (Arborée, Caloris, Turrès, Gallura) et des îles Majorque et Minorque, prises sur les Sarrasins en 1115, convoitait aussi la possession de la Corse que Grégoire VII avait revendiquée pour le saint-siège; Urbain II la lui avait déjà donnée en fief, et Gélase II, Pisan d'origine, avait confirmé l'investiture en déclarant les évêques de Corse suffragants de l'église métropolitaine de Pise. Gênes, voulant avoir aussi une île de relâche dans la Méditerranée, la disputa à sa rivale en 1119. Le pape Callixte II au concile de Rome, 1123, essaya en vain de mettre d'accord les deux républiques et leurs deux évêques qui partageaient leurs passions et leurs intérêts. L'archevêque de Pise, défendant opiniâtrément les droits de sa patrie et les siens, alla jusqu'à menacer le pape du refus d'obédience. Le pape Innocent II, en 1133, parvint cependant à les réconcilier; il érigea l'église de Gênes en archevêché pour qu'elle fût l'égale de

celle de Pise, et lui subordonna les deux évêchés des deux rivières et la moitié de ceux de la Corse, tandis que ceux de la Sardaigne restèrent entièrement soumis à l'église de Pise.

Les rivalités des villes situées au milieu des terres n'étaient pas moins ardentes; Milan n'avait cessé de poursuivre Lodi qu'après en avoir dispersé les habitants dans quatre bourgs, Côme, qu'après avoir détruit ses forts et assujetti sa municipalité. Une fois seulement, en 1117, les villes lombardes avaient paru comprendre l'horreur et le danger de ces guerres fratricides, sous l'impression de quelques phénomènes, de tremblements de terre, de pluies de sang, de tonnerres souterrains : les députés des principales villes de Lombardie se rassemblèrent dans une plaine voisine de Milan, sous la présidence de leurs prélats et de leurs consuls, en présence d'un peuple immense, pour aviser aux moyens de faire cesser toutes ces querelles. Mais cette unique réunion ne paraît pas avoir eu de grands résultats; la présence de saint Bernard à Milan, en 1135, malgré un succès momentané, n'eut pas un effet plus durable; celui qui terminait les schismes dans la chrétienté fut impuissant à éteindre les haines de deux villes.

Pendant l'absence de l'empereur Conrad III, la discorde arriva à son comble. Au nord, Milan, Plaisance, Côme, furent presque continuellement en guerre avec Pavie, Parme et Crémone; de l'autre côté de l'Adige, Vérone et Vicence tentèrent de soumettre Padoue. Au centre, Ravenne, Rimini, Ancône, Sinigaglia, se conjurèrent contre Fano qui trouva une puissante alliée dans Venise; en Toscane, Lucques essaya de restreindre Pise sur la terre ferme; Florence ravagea le territoire de Sienne. Enfin, dans la campagne romaine, Rome, l'antique maîtresse du monde, devint comme aux premiers jours de sa fondation, rivale d'un petit village voisin, Tivoli, l'ancienne Tibur.

Une révolution à Rome; le disciple de saint Bernard et le disciple d'Abailard (1137-1152).

Mais ici cette petite querelle fut l'occasion d'un des plus

curieux événements de la révolution communale de l'Italie. Un moine italien, Arnaud de Brescia, disciple du Breton Abailard, avait tiré les conséquences pratiques des doctrines théologiques du célèbre dialecticien de Sainte-Geneviève. De retour en Italie, il avait commencé d'abord à Brescia, sa patrie, puis dans les villes lombardes, à prêcher contre la puissance politique et territoriale de l'Eglise; il contestait aux clercs le pouvoir de posséder des fiefs, aux évêques les droits régaliens, aux moines la propriété; l'autorité sur les âmes et la dime des fruits de la terre devaient être leur seule part. Il distinguait le temporel du spirituel, comme son maître avait essayé, sous les formes de l'école, de distinguer la raison de la foi; il séparait le gouvernement laïque des intérêts du gouvernement ecclésiastique des consciences, et voulait affranchir le premier du joug du second, comme son maître Abailard avait cherché à affranchir la logique de la théologie. Sa parole ardente apportait un secours et une sanction à l'affranchissement des vassaux et des villes du pouvoir des évêques; elle flattait leur avidité en leur montrant une proie dans le reste des possessions cléricales; à Rome, où Arnaud alla prêcher, en 1138, elle fit une révolution.

La commune de Rome n'avait encore pu suivre, malgré ses éternelles agitations, l'élan des autres cités italiennes, à cause de sa dépendance toute spéciale de l'empereur et du saint-siège. Aucune institution régulière, malgré quelques essais, n'avait pris naissance sur les ruines de ses anciennes institutions. Le gouvernement de la cité était toujours livré aux factions de la noblesse qui y régnaient arbitrairement, tantôt au nom de l'empereur, tantôt au nom du pape. Impériales ou papistes, ces factions ne visaient qu'à faire un pape ou un préfet à leur dévotion, pour mettre ensuite au pillage les fiefs, les dignités et les bénéfices de Rome et des environs.

Arnaud de Brescia apporta quelque chose de nouveau : il tonna contre le gouvernement des prêtres, contre leurs richesses, et proposa de rendre à Rome sa liberté et sa grandeur en y rétablissant la république. Cela convenait à toutes les factions qui pouvaient se partager les biens du saint-

siège; il ne fut bientôt plus question que de rétablir l'ancienne constitution. Le pape Innocent II, menacé dans son pouvoir, rassembla un concile à Latran (1139), fulmina contre cette hérésie *politique* et condamna son auteur à sortir d'Italie. L'exil d'Arnaud, qui se cacha pendant quelque temps en France et en Suisse, poursuivi par les anathèmes de saint Bernard, ne fit que retarder l'explosion. Elle eut lieu à la première occasion. L'an 1141, le pape Innocent ayant reçu le serment de fidélité des Tiburtins au lieu de les chasser de leur ville, nobles et peuple se tournèrent contre lui. Dans un même élan, ils coururent au Capitole et y installèrent une commission de gouvernement sous le nom glorieux de sénat. La vieille formule, les quatre lettres sacramentelles S. P. Q. R. reparurent dans les actes. Le pouvoir politique du pape fut complètement anéanti; on crut à une ère nouvelle, et on data de l'an de la rénovation du sacré sénat (*Renovationis vero sacri senatus anno*).

Innocent II mourut de douleur (1143). Sous son successeur Lucius II, les Romains firent un pas de plus; ils remplacèrent le préfet par un patrice à la nomination des citoyens, fixèrent le nombre des sénateurs à cinquante-six et divisèrent Rome en seize quartiers ou *riioni* militairement organisés. La nomination de Jordano, père du défunt antipape Anaclet, comme patrice, apprit au pape ce qu'il devait attendre de la révolution. Lucius II, à la tête des Frangipani, de ses partisans et de ses prêtres, voulut chasser le sénat du Capitole; il en fut précipité à coups de pierres et resta sur la place. Les cardinaux répondirent à ce meurtre en élevant au saint-siège Eugène III, disciple de saint Bernard (1145). Mais les nobles et le peuple rappelèrent Arnaud de Brescia qui, selon Muller, rentra dans Rome à la tête de deux mille Suisses des montagnes, et l'élève de saint Bernard fut obligé de fuir en France devant l'élève victorieux d'Abailard.

La révolution parut achevée par la présence du tribun; on assiégea, on démolit les tours des nobles, partisans du pape; les barons, ses ennemis, devinrent les défenseurs de la république entièrement restaurée avec son sénat, son

ordre équestre et ses plébéiens. La voix d'Arnaud parut avoir ressuscité tout d'une pièce la vieille constitution ensevelie sous la poussière des siècles; peu s'en fallut qu'on ne crût voir se relever aussi la puissance de Rome enterrée sous les pas des barbares. Eugène III, pour rentrer dans la ville, demanda lui-même à prêter serment de fidélité à la constitution républicaine.

Ainsi la révolution municipale de Rome complétait, confirmait la révolution italienne. Dans toute la péninsule; moins le royaume de Naples, depuis Rome jusqu'à la dernière petite cité, le gouvernement républicain prévalait. La noblesse se trouvait heureuse d'être comprise dans cette organisation. Tout avait concouru à ce résultat, la force des armes, la prospérité née du commerce, le prestige des souvenirs et la puissance des idées. Saint Bernard se résignait lui-même à la position faite au pape et écrivait à son disciple Eugène de laisser là les Romains, ce peuple récalcitrant (*dura cervicis*), et d'échanger Rome contre le monde (*urbem pro orbe mutatam*). Restait l'empereur.

Frédéric I^{er} Barberousse et Adrien IV (1133-1158).

C'était alors Frédéric I^{er} Barberousse, récemment élu par la diète des grands vassaux et prélats allemands, en 1152. Tout invitait le nouveau César à faire acte d'autorité en Italie. Le pape, les prélats, quelques seigneurs, mécontents de la tournure que prenaient les choses dans la péninsule, quelques villes même opprimées par leurs voisins le suppliaient de passer les Alpes. La plupart des Italiens mêmes étaient disposés à bien accueillir, sinon à désirer sa présence. Encore tout pleins, malgré leurs pensées d'affranchissement, d'un respect superstitieux pour le nom magique d'empereur, presque aussi respectable pour eux que celui de république, ils prétendaient allier les droits de leur liberté avec leurs devoirs d'obéissance et d'hommage envers leur souverain ultramontain. Milan, la plus indépendante des villes lombardes, ne contestait point les droits suzerains du César féodal sur l'Italie; les Romains au milieu du délire d'imagination qui présidait à la rénovation de l'ancienne

république, agissaient pour la plus grande gloire de l'empereur qui allait emprunter du rétablissement d'un sénat libre et indépendant, un éclat tout nouveau. Arnaud de Brescia lui-même trouvait moyen d'accorder dans ses projets comme dans ses souvenirs l'indépendance de la république, avec l'autorité d'un empereur, investi non plus par le saint-siège, mais par Rome elle-même.

Quand le jeune empereur apparut à la descente des Alpes dans les plaines de Roncaglia en 1154, l'Italie fut à ses pieds et le reconnut comme souverain et comme juge. Chacun vint prêter les serments et offrir les présents d'usage; devant lui furent portées les querelles des villes entre elles, des prélats contre les villes, du nouveau pape Adrien IV contre Arnaud de Brescia, même de quelques nobles napolitains, entre autres de l'ancien duc de Capoue, Robert, contre Guillaume I^{er}, successeur de Roger II.

Frédéric I^{er} était, pour le malheur de l'Italie, le César le plus infatué de ses prérogatives et le plus énergique qui eût encore passé les Alpes; droits régaliens sur toutes les villes, droits impériaux à Rome, héritage de la comtesse Mathilde, Naples, la Sicile, la Corse et la Sardaigne, il n'abandonnait en Italie aucune de ses prétentions. Sa conduite ne tarda pas à montrer comment il entendait les revendiquer.

Sur le territoire de Milan, Frédéric pilla et détruisit les châteaux de Bisate, de Trécale, et les ponts du Tessin, sous prétexte que les approvisionnements pour l'armée n'étaient point suffisants. Plus loin, il brûla les villes de Chiéri et d'Asti, qui repoussaient le joug du comte de Montferrat. Enfin il assiégea Tortone, qui ne voulait point renoncer à l'alliance de Milan. La ville résista pendant deux mois à l'armée de l'empereur et aux milices des villes de la faction impériale, qui se distinguèrent par leur animosité. Forcés enfin de se rendre, les habitants abandonnèrent leur ville qui fut rasée et se retirèrent à Milan.

Au centre de l'Italie, Frédéric reçut les envoyés de la république romaine et ceux du pape Adrien IV, resserré dans la cité Léonine. Ceux d'Adrien offrirent à l'empereur la couronne impériale dans la basilique de Saint-Pierre, pour

prix de la soumission de Rome, de l'abolition de la république et de la punition d'Arnaud de Brescia. Les députés des Romains, que les terribles exécutions de Frédéric II n'avaient pas encore pu tirer de leur rêve, offrirent aussi de couronner l'empereur au Capitole, au nom de l'ancienne république, maîtresse de l'univers; mais ils exigèrent la reconnaissance de leur constitution et un présent de cinq mille marcs. Quand Frédéric ne se fût pas défié par instinct de despote, de la liberté italienne, il ne pouvait consentir à soustraire sa couronne à la sanction sacerdotale pour la tenir en fief du consentement populaire; c'était affranchir, il est vrai, l'empire du sacerdoce; mais, du même coup, la liberté de l'Italie était confirmée et le saint-empire romain détruit. Frédéric était trop de son temps pour consentir à une semblable révolution. Il reçut gracieusement les propositions d'Adrien IV, et ramena durement les députés de la république à la réalité; il leur rappela la décadence, la chute de Rome, leur montra l'empire, le sénat, les légions, la force et la grandeur passés entre ses mains, entre celles des Allemands; et s'ils en doutaient encore, il le leur fit bientôt sentir de tout le poids de son épée.

Quatre mille Allemands surprirent la cité Léonine. Arnaud de Brescia, qui s'était réfugié dans un château voisin, fut atteint, livré au pape, brûlé en face du Corso, de bon matin, et ses cendres jetées dans le Tibre, « de crainte, » dit l'Allemand Othon de Freisingen « qu'elles ne fussent recueillies comme des reliques par l'imbécile religion de la populace. » Les Romains, frémissants de colère, attaquèrent le pont du château Saint-Ange, pendant que Frédéric recevait la couronne des mains d'Adrien IV, dans la basilique de Saint-Pierre. La réconciliation du saint-siège et de l'empire fut scellée du sang de mille Romains tués dans le combat, sur le pont et dans Transtevère. Enfin, la ruine de Spolète, l'alliance faite par Frédéric avec Emmanuel Comnène contre Guillaume I^{er}, roi de Naples, apprirent à toute l'Italie ce qu'elle avait à attendre du jeune empereur.

Quand Frédéric repartit pour l'Allemagne, Vérone la pre-

mière lui témoigna son mauvais vouloir, en cherchant à lui couper la retraite par la rupture du pont de l'Adige. A peine eut-il disparu derrière les monts, qu'il y eut partout comme une explosion du sentiment national. Les Milanais rebâtirent, à leurs frais et de leurs mains, la ville de Tortone, leurs châteaux incendiés et les ponts du Tessin; aidés des villes de Plaisance, Brescia, Crème, Vérone, ils châtièrent Lodi et Como, soumirent le territoire de Novare et attaquèrent Pavie et Crémone. Au midi, le roi Guillaume chassa les Grecs, qui s'étaient déjà emparés de Bari, battit et mutila Robert de Capoue, et reprit tout son royaume. A Rome, où depuis la mort d'Arnaud, le sénat était moins hostile au saint-siège, Adrien se rapprocha des habitants par quelques concessions, et renoua l'alliance pontificale avec le roi de Sicile, comme s'il craignait déjà de faire tous les frais de la réconciliation du sacerdoce et de l'empire.

La diète de Roncaglia; les prélats et les jurisconsultes italiens; chute de Milan (1158-1162).

Frédéric Barberousse revint avec une armée plus nombreuse que la première fois, en 1158; il n'avait encore restauré que l'empire, il voulait maintenant rétablir le royaume d'Italie. A la tête d'un grand nombre de princes et de chevaliers allemands, de toutes les milices des villes ennemies de Milan et du petit nombre de seigneurs lombards restés indépendants, il se dirigea droit sur la capitale de la Lombardie. Brescia, effrayée, paya rançon. L'Adda, dont les Milanais avaient brûlé les ponts, fut franchi à la nage; Lodi se releva par l'ordre de l'empereur, à quatre milles de son ancien emplacement, et Milan bientôt cernée capitula; elle consentit à payer neuf mille marcs d'argent, reconnut l'indépendance de Lodi et de Como, et restitua à l'empereur tous les droits régaliens, à la condition de conserver ses consuls astreints seulement à l'hommage.

Le droit acheva ce qu'avait commencé le fer. Solennellement couronné roi des Lombards à Monza, l'empereur Frédéric assembla à Roncaglia une grande diète de prélats, seigneurs et consuls des villes, pour y déterminer les droits

et les devoirs réciproques du roi d'Italie et des cités lombardes. Les plus célèbres jurisconsultes du temps, Bulgare surnommé *Bouche d'or*, Martin *copia legum*, Jacob et Hugo, tous quatre professeurs à Bologne, furent les lumières de l'assemblée ; le droit romain, enseigné alors avec une ardeur toute nouvelle, était l'autorité à laquelle tous recouraient d'autant plus volontiers que chacun y rencontrait ce qu'il y voulait trouver.

L'archevêque de Milan le premier, en ouvrant la diète, livra au nom du clergé les libertés italiennes ; il déclara selon le droit impérial que *la volonté de l'empereur était la loi du peuple*. Après lui, les juristes et les consuls, délibérant en présence de la majesté impériale et sous la pression de la victoire, ne firent que développer juridiquement cette loi ; ils adjugèrent à l'empereur tous les droits régaliens sur les marquisats, comtés et villes ; ils proscrivirent toute guerre privée, établirent en faveur de Frédéric un impôt de capitation, et lui reconnurent le droit d'élire les consuls des cités avec l'assentiment du peuple, à cette seule réserve près que celles-là pourraient continuer à jouir de leurs privilèges, qui exhiberaient leurs titres.

L'application de cette théorie nouvelle du pouvoir impérial fut encore plus violente que sa déclaration même. Frédéric reprit sur la ville de Milan les territoires de Monza, des comtes de Martesana et de Seprio. Il fit détruire les fortifications de Plaisance et de Crème, qui avaient été ses ennemies ; il réclama la suzeraineté de la Sardaigne et de la Corse sur les Pisans et les Génois, les droits et domaines de l'héritage de Mathilde en toute propriété dans la Toscane, et l'exercice de tous les droits régaliens dans les États de l'Église. Enfin, pour représenter sa personne et faire valoir ses droits, il institua dans les villes, sous le nom de *podestats*, des officiers impériaux investis de pleins pouvoirs.

Cette dernière mesure, qui rendait le despotisme impérial toujours présent en Italie, souleva les résistances ; les villes trouvaient la liberté dans le droit romain comme l'empereur y trouvait le despotisme. Les Milanais, en vertu de leur précédente capitulation, refusèrent au podestat le droit de

nommer les consuls, et le chassèrent. Les Gênois ne voulurent pas même recevoir les magistrats impériaux, et se mirent en état de défense. Adrien, loin de reconnaître à l'empereur les droits régaliens dans le domaine de Saint-Pierre, resserra son alliance avec le roi de Sicile, Guillaume I^{er}, revendiqua de son côté la Corse et la Sardaigne, et parut prendre la tête de la résistance nationale après avoir autrefois fait cause commune avec l'empereur.

Frédéric divisa ceux qu'il traitait de rebelles pour en avoir plus facilement raison. Il traita avec les Gênois, qu'il voulait d'ailleurs ménager pour ses projets ultérieurs contre la Sicile, et se contenta d'exiger d'eux un faible tribut. Mais il mit au ban de l'empire (1159) la ville de Milan, tête de l'hydre, et celles de Brescia, Plaisance et Crème. Crème, la première assiégée, résista pendant six mois, bien que l'empereur fit mettre au-devant de ses machines les otages vivants de la malheureuse ville.

La mort d'Adrien envenima encore la guerre. Les cardinaux impérialistes élurent Victor III. Les amis de l'indépendance choisirent Alexandre III. Le premier fut reconnu par Frédéric, dans un concile tenu à Pavie; le second adopté par Rome et les villes indépendantes. La querelle politique se compliqua d'un schisme. Frédéric voulut frapper tous ses adversaires dans Milan; cette ville, assiégée en 1160, déploya un héroïsme antique. Elle résista avec avantage à toutes les milices italiennes de Pavie, Crémone et Novare, plus fidèles à leur haine particulière qu'à la cause générale de l'Italie. Elle brava même deux ans encore l'armée féodale allemande descendue des Alpes au secours de son empereur. Mais en 1162 les Milanais cédèrent à la faim, qui seule put dompter leur courage. Contraints de se rendre à discrétion, ces héros, divisés en cent détachements, la corde au cou, la croix aux mains, déposèrent leurs drapeaux aux pieds de l'empereur, brisèrent leur *carroccio*, symbole de la liberté, et n'obtinent que la vie. Ils durent, sous huit jours, quitter leur belle ville, qui fut livrée à la vengeance intéressée de Lodi, de Crémone, de Pavie, de Novare, et des comtes de Seprio et de Martesana. Ils subirent le sort qu'ils

avaient imposé à Lodi, et furent dispersés dans quatre bourgades ouvertes à tout venant.

Cette exécution imposa partout la sentence des docteurs de Bologne. Bergame, Plaisance, Imola, Faenza et Bologne, firent leur soumission. Les nouveaux officiers impériaux ou podestats, presque tous de rudes seigneurs allemands, furent institués dans la plupart des villes. L'empereur installa son pape dans Rome, ordonna à Gênes et à Pise de cesser leurs longues guerres, fit roi de Sardaigne, en dépit de leurs prétentions, un certain Boriso, juge d'Arborée, et donna pour vicaire impérial à la Lombardie l'archevêque même de Cologne. L'Italie put mesurer à quel degré de servitude ses divisions intestines l'avaient fait tomber. Les villes mêmes qui avaient soutenu l'empereur, sauf Pavie et Crémone, ne furent point soustraites à l'autorité des podestats, qui devinrent, véritablement, partout de petits tyrans. Rien ne fut respecté, ni les chartes, ni les privilèges. Les exactions, les taxes allèrent s'augmentant tous les jours, et l'oppression s'étendit dans la même mesure.

**Alexandre III et la ligue lombarde; bataille de Legnano
(1162-1177).**

Perdue par la discorde, l'Italie se releva par l'union. Les Milanais, dispersés dans toutes les villes, avaient excité partout la pitié et le ressentiment contre leur vainqueur. Menacées un jour ou l'autre d'un sort semblable, Vérone, Vicence, Padoue, Trévise, préférant, selon l'expression du chroniqueur, la mort à la servitude, ouvrirent aux républiques italiennes la voie qui devait les sauver. Leurs consuls formèrent une ligue défensive contre le despotisme impérial. Frédéric convoqua les milices de Pavie, Crémone, Novare, Lodi et Como pour arrêter la contagion de l'exemple. Mais il s'aperçut aisément à leurs molles dispositions, qu'il ne pouvait plus battre l'Italie avec les Italiens, et il repassa les monts (1164) pour aller chercher les Allemands.

Son absence fut mise à profit. Le pape Alexandre III, qui s'était enfui d'Italie devant Frédéric, revint de Montpellier à

Messine auprès du roi Guillaume le Mauvais, toujours puisant malgré ses désordres privés et quelques révoltes de barons. A la tête d'une petite armée fournie par celui-ci, il rentra à Rome en 1165 et fut bien reçu par le sénat, qui voyait maintenant en lui le défenseur de ses privilèges contre l'antipape de Frédéric. Venise était restée jusqu'alors indifférente aux affaires de l'Italie qui n'affectaient point son commerce avec l'Orient ; menacée maintenant par l'accroissement prodigieux de la puissance impériale, elle reconnut Alexandre III et accorda ses secours aux quatre villes de la marche Véronaise, qui chassèrent leurs podestats. Toute l'Italie, ayant à sa tête le pape, parut levée contre l'empereur.

De retour seulement en 1166 à la tête d'une armée, Frédéric I^{er} se tint en garde même contre les villes qui avaient toujours suivi son parti ; il appela à lui le marquis de Montferrat, dont il augmenta le pouvoir et les comtes et les capitaines, qu'il s'efforça de détacher des républiques ; il ne logea plus désormais que dans les châteaux forts. Pour dominer la péninsule, les empereurs saxons avaient favorisé les villes contre la féodalité. Maintenant les Souabes favorisaient la féodalité contre les villes. L'œuvre de la domination de l'Italie était pour les empereurs la toile de Pénélope. Frédéric marcha d'abord contre Rome, afin d'y terminer le schisme qui était le nœud de la question ; le moment était favorable. Le roi de Sicile Guillaume venait de mourir ; son fils Guillaume II, surnommé plus tard le Bon, était alors sous la tutelle de sa mère et ne pouvait rien. A force de ménager les seigneurs de la Romagne et de la Toscane, Frédéric parvint sans obstacle sous les murs de Rome ; il jeta aisément sur elle ses voisins de Rivoli, d'Alba, de Tusculum, s'empara de la cité Léonine, et installa son pape au Vatican, tandis qu'Alexandre III s'enfuyait de ville en ville.

Mais la révolte éclata tout à coup derrière lui ; il avait à peine pénétré dans la Romagne que les députés de Bergame, Brescia, Mantoue, Ferrare, Crémone se réunirent au monastère de Puntido et s'y conjurèrent. Au moment

même où il prenait Rome, les murailles de Milan étaient relevées et les exilés rappelés. Le climat vint à point prêter main-forte aux confédérés. La fièvre maremmane du mois d'août s'abattit sur l'armée de Frédéric et enleva les hommes par milliers, sans respect même pour les nobles têtes. Arrivé au milieu des morts et des mourants, et grâce seulement au secours du comte de Montferrat, dans la ville de Pavie, Frédéric crut imposer aux rebelles en mettant toutes les villes de la Lombardie au ban de l'empire. Cet acte détermina le mouvement ; Plaisance, Parme, Modène, Bologne entrèrent dans la confédération, qui prit le nom de ligue lombarde. On renouvela le serment de ne faire ni paix ni trêve avec l'empereur, ni avec sa femme, ni avec son fils, de s'entr'aider et de se défendre mutuellement jusqu'à ce qu'on eût reconquis les bonnes coutumes de Henri V. L'Italie se levait enfin une fois, presque unanime, pour la liberté ! Menacé de toutes parts, l'empereur eut beaucoup de peine à s'échapper à travers les Alpes, gardées par ses ennemis et courut péril de la vie à Suse.

Après le départ de l'empereur, les villes de Novare, Verceil, Como, Asti et Tortone entrèrent dans la ligue. Quelques nobles, le comte de Seprio, le marquis Obizzo Malaspina firent leur paix avec elle. D'autres lui offrirent leurs épées. Il y avait aussi un beau rôle à jouer pour la noblesse ; elle pouvait se mettre dans cette lutte de l'indépendance, à la tête de la bourgeoisie ; et les classes au lieu de livrer la patrie à l'empire par leurs rivalités, se réconciliaient dans la liberté commune. L'Église semblait donner l'exemple. Le saint-siège après avoir appelé sous Adrien, l'empereur contre les villes, soulevait maintenant les villes contre l'empereur. Alexandre III prêchait dans la Lombardie une vraie croisade de l'indépendance.

On put croire un instant que la domination allemande allait tomber sous un effort commun. Au confluent du Tanaro et de la Bormida une nouvelle ville, bâtie en commun pour tenir en respect l'impériale Pavie et le marquis de Montferrat, fut mise sous l'invocation du pape avec le nom d'Alexandrie. Un collège de recteurs, placés à la tête de la

confédération, donna plus d'unité et de force au gouvernement général de la ligue; quelques *podestats* qui étaient de noblesse italienne, s'offrirent eux-mêmes à défendre les villes qu'ils avaient gouvernées au nom de l'empereur. D'autres cités chassèrent ceux qui restèrent fidèles, et retournant contre Frédéric l'épée suspendue sur elles, confièrent leur défense à des *podestats* nommés par elles-mêmes. Enfin, les villes du Piémont, celles même de la Romagne, Ravenne, Rimini, Imola, Forli, entrèrent dans la ligue libératrice qui embrassa presque toute l'Italie.

Laisse comme vicaire impérial en Italie, l'archevêque de Mayence, Christian, ne put lutter contre ce mouvement. Il chercha seulement à le diviser; il favorisa Gênes contre Pise, qui lui dut la perte de la Sardaigne, et jeta sur la petite ville d'Ancône des vaisseaux de Venise qui n'oubliait jamais ses intérêts. Mais après six ans de répit, en l'année 1174, les villes lombardes apprirent par l'incendie de Suse l'arrivée de l'empereur. Heureusement la ville nouvelle d'Alexandrie, fortifiée si légèrement et avec tant de hâte que les Allemands l'appelaient *Alexandrie de la paille*, arrêta Frédéric, le marquis de Montferrat et les Pavésans pendant quatre mois et donna le temps à la confédération de rassembler son armée. Lorsque l'empereur, obligé de brûler son camp, se dirigea sur Pavie, Eccelino le Moine, puissant seigneur du Frioul et Anselme de Doara, Lombard, choisis pour commander l'armée de la ligue, gardaient le Tessin avec des forces supérieures. Ils n'avaient qu'à engager le combat; l'empereur était probablement perdu. Mais les Italiens, malgré leur haine contre Frédéric, respectaient encore en lui le souverain féodal de l'Italie, le successeur des Césars; ils ne prétendaient faire qu'une guerre défensive. Frédéric s'étant bien gardé d'attaquer, l'armée lombarde laissa passer, l'arme au bras, son légitime seigneur qui alla se reposer à Pavie.

Touché de ce respect et frappé du caractère de la résistance, Frédéric se montra plus traitable. Une trêve fut signée pour entrer en négociation; on convint de s'en remettre pour la conclusion d'une bonne paix à des arbitres,

en réservant seulement les droits du saint-empire et de la sainte-église. Les deux armées qui avaient été sur le point de combattre furent licenciées. Tandis que des arbitres choisis parmi les Crémonais débattirent les prétentions contraires des républiques et de Frédéric, les légats d'Alexandre vinrent à Pavie pour traiter de l'extinction du schisme et des rapports du sacerdoce et de l'empire. On ne put cependant encore s'arranger; il fallut une bataille pour trancher la question politique et religieuse.

Frédéric en sommant ses vassaux allemands de soutenir sa querelle, éprouva un premier et grave désappointement. Le chef de la maison de Welf, en Allemagne, Henri le Lion, mécontent que Frédéric eût racheté de son oncle de Bavière la plupart de ses droits sur la Toscane, refusa à l'empereur le service de ses vassaux, et pour la première fois rendit ainsi sa maison et son nom chers aux Italiens. L'empereur avec ses seuls vassaux du Rhin et des Pays-Bas, ses auxiliaires italiens de Pavie et du Montferrat, de la Toscane et de la Romagne, marcha néanmoins contre l'armée des confédérés promptement reformée près de Legnano (29 mai 1176). Les Allemands eurent d'abord le dessus et pénétrèrent assez près du carroccio de Milan porté au milieu de l'armée; mais deux compagnies de Milanais sous le nom de *cohorte de la mort*, avaient juré de mourir plutôt que de reculer d'un pas, et de laisser toucher le saint étendard. Celles-ci après avoir invoqué Dieu et saint Ambroise, chargèrent les Allemands avec tant d'impétuosité qu'elles les mirent en fuite et les précipitèrent dans le Tessin; l'empereur culbuté laissa son bouclier au pouvoir des vainqueurs, et ne reparut que quelques jours après à Pavie où on le croyait mort.

Trêve de Venise et paix de Constance (1177-1183).

Frédéric songea sérieusement cette fois à terminer la guerre aux meilleures conditions possibles. Avant tout il chercha à traiter avec le pape pour mettre la religion hors du débat. Alexandre déclara d'abord qu'il ne voulait point séparer ses intérêts de ceux des villes alliées et du roi de Sicile, mais assurer aussi une juste indépendance aux républiques du

nord et au royaume du midi. Frédéric en obtenant un traité séparé des villes de Crémone et de la Toscane envers lesquelles il se montra très-généreux, commença à l'ébranler. La ville de Venise fut choisie comme terrain neutre pour rendez-vous des ambassadeurs du pape, de l'empereur et des États italiens. Tournée tout entière du côté de l'Orient auquel elle avait prétendu longtemps appartenir, subordonnant tout aux intérêts de son commerce, attaquant Ancône en faisant partie de la ligue lombarde, Venise était la plus désintéressée dans la question. Les rapports de l'empereur avec les villes et l'organisation intérieure de celles-ci ne la touchaient pas. Elle consentit à recevoir les plénipotentiaires dans ses murs, mais à la condition expresse de n'être pas comprise dans le traité, de crainte de conférer à l'empereur l'ombre même d'un droit.

Le pape Alexandre III et les envoyés des principales villes furent reçus au monastère Saint-Nicolas du Lido. Frédéric se tenait seulement près de là à Césène, pour ne point peser sur le congrès par sa présence. La situation réciproque des villes et de l'empereur étaient le plus difficile à régler. Les Italiens ne contestaient point à Frédéric ses droits impériaux sur l'Italie; mais chaque ville voulait maintenir tous les privilèges dont elle avait joui de temps immémorial; de là de nombreuses et inextricables difficultés. Pour terminer enfin quelque chose, l'empereur proposa au pape de faire la paix entre le sacerdoce et l'empire, et seulement une trêve de six ans entre l'empire et les villes, et de quinze entre l'empire et le royaume de Sicile. Alexandre III y consentit à la condition que la trêve serait suivie d'une paix définitive. Frédéric sacrifia son pape et reconnut Alexandre; relevé de l'excommunication, il obtint pour quinze ans les biens de Mathilde, sur la possession desquels un tribunal arbitral devait ensuite prononcer; et une messe solennelle de réconciliation réunit le pape et l'empereur dans l'église Saint-Marc, en présence du doge Ziano, du patriarche et d'un grand concours de peuple.

Si l'empereur Frédéric n'eût été fortement occupé en Allemagne pendant les années suivantes, Alexandre en faisant

sa paix à part eût peut-être compromis pour les villes les résultats de la bataille de Legnano. Ce n'était pas sans motifs, que tout en paraissant s'occuper de la paix, Frédéric cherchait et réussissait à détacher tous les jours quelque nouvelle cité, comme Turin, Como, Asti, Verceil de la ligue lombarde. Il semblait encore assez redoutable pour que Alexandrie même cherchât à se faire pardonner son origine, et échangeât son nom glorieux, contre celui tout autrement significatif de Césarée. Le temps de la trêve s'étant néanmoins écoulé sans que Frédéric pût quitter l'Allemagne, la paix fut signée à Constance (1183, 25 juin); elle assura aux villes de la ligue les bénéfices de la victoire de Legnano, autant que le permettaient les regrets de l'ambition impériale et la fascination du vieux droit césarien.

Dans le préambule du traité de paix, Frédéric *recevait en grâce les cités et les personnes*. Après avoir ainsi conservé l'attitude du souverain, l'empereur abandonnait le choix des consuls pour ne se réserver que l'investiture et cédait aux villes tous les droits régaliens qu'elles avaient eus de temps immémorial, notamment le droit de faire la guerre, de se fortifier et d'exercer la juridiction tant civile que criminelle. En cas de doute sur l'authenticité légale de cette possession, la décision de l'évêque de la ville, assisté de quelques citoyens, devait faire foi. Mais en retour, toutes les villes confédérées juraient d'aider l'empereur à conserver ses droits sur la péninsule, de livrer passage à lui et à son cortège à travers l'Italie pour prendre sa couronne, de lui fournir les *vivres*, les *gîtes*, de réparer les routes et les ponts sur son passage; enfin tous les citoyens de quinze à soixante et dix ans devaient lui prêter un serment de fidélité qui serait renouvelé tous les dix ans.

Cette paix, avantageuse pour les villes lombardes, n'assurait pas l'indépendance de l'Italie; elle ne résolvait rien définitivement. Les villes seules qui avaient fait résistance y étaient comprises; c'étaient Crémone, Milan, Lodi, Bergame, Ferrare, Brescia, Mantoue, Vérone, Vicence, Bologne, Ravenne, Rimini, Modène, Reggio, Parme, Plaisance, Bobbio, Tortone, Alexandrie, Verceil et Novare.

Encore, ces villes n'avaient-elles stipulé que des libertés civiles, locales; elles avaient abandonné à l'empereur le domaine politique de l'Italie, et promis de lui en faciliter toujours la prise de possession. Réserve funeste! en poursuivant la liberté sans la nationalité, l'affranchissement des villes sans celui de l'Italie, elles avaient fait une chose contradictoire, scellé leur liberté particulière et la servitude commune. « L'épée de l'Allemagne restait suspendue sur l'Italie, le spectre de César du haut des Alpes en tenait la poignée. »

CHAPITRE X.

HENRI VI, FRÉDÉRIC II, INNOCENT III ET INNOCENT IV; GUELPHES ET GIBELINS; LES VILLES AFFRANCHIES (1183-1250).

HENRI VI; RÉUNION DE LA SICILE ET DE L'EMPIRE (1183-1196). — **INNOCENT III; ÉTAT DE L'ITALIE A SON AVÈNEMENT (1196-1200).** — **GUELPHES ET GIBELINS, CATHARINS ET PATARINS; LE CONCILE DE LATRAN (1200-1217).** — **FRÉDÉRIC II ET GRÉGOIRE IX; BATAILLES DE CORTENUOVA ET DE MÉLORIA (1117-1141).** **INNOCENT IV ET LE CONCILE DE LYON. MORT DE FRÉDÉRIC II (1242-1250).**

Henri VI; réunion de la Sicile et de l'empire (1183-1196).

Frédéric Barberousse n'avait pas sans raison réclamé des villes lombardes, à la paix de Constance, la servitude du passage pour lui et son armée. Aussi ambitieux et plus politique avec l'âge, il poursuivait l'asservissement de l'Italie par des moyens plus pacifiques, mais aussi certains.

Dans ses nombreuses apparitions en Italie, arrêté toujours soit par les villes lombardes, soit par Rome, il n'avait jamais pu toucher les frontières du royaume fondé par les Normands et convoité par son ambition. Cet État nouveau formé d'éléments si divers avait continué à prospérer malgré la tyrannie efféminée et cruelle de Guillaume I^{er} le Mauvais, promptement réparée d'ailleurs par le règne de Guillaume II

le **Bon**, ce véritable âge d'or de la Sicile, s'il en faut croire les poètes méridionaux et la tradition populaire. Barons lombards et normands, villes grecques avec leur gouvernement municipal et hordes musulmanes sous leurs alcades, y vivaient en paix sous une administration forte et tutélaire.

Quelle autorité ne devait pas prendre en Italie la maison de Hohenstauffen, si elle devenait maîtresse de ce beau royaume dont les fondateurs avaient été les protégés et plus encore les protecteurs du saint-siège ! Maîtresse de la couronne impériale et de celle de Sicile, de l'Allemagne et du midi de l'Italie, elle tiendrait la papauté et les villes lombardes serrées comme dans un étau. Mais les armes n'y pouvaient rien ; six expéditions de Barberousse en Italie l'avaient suffisamment prouvé. Frédéric, en 1184, parut en Italie accompagné seulement d'une escorte d'honneur, en souverain tout pacifique. Reçu et fêté magnifiquement dans la ville qu'il avait rasée vingt-cinq ans auparavant, il se montra prodigue de faveurs envers les Milanais, auxquels il permit de rebâtir Crème, et envers la plupart des cités lombardes qui avaient été ses ennemies. Dans la Toscane et dans la Romagne, il favorisa la noblesse territoriale contre les villes qui ne suivaient toujours que de loin le mouvement lombard. A Rome, il soutint le sénat et le peuple toujours récalcitrants à l'autorité du saint-siège, contre le successeur d'Alexandre, Lucius III, qui lui refusa en retour la couronne pour son fils Henri. Tandis qu'il endormait ou divisait ainsi les Italiens, il demanda au roi de Sicile, Guillaume II, qui n'avait point d'enfants, Constance, fille posthume de Roger II, seule héritière du trône, pour l'héritier de l'empire, Henri.

Le saint-siège comprit de suite le danger ; mais les papes Lucius III et Urbain III, toujours en querelle avec les Romains, errant d'Assise à Tivoli, ne purent montrer qu'un mauvais vouloir impuissant. Le mariage entre le fils de Frédéric et Constance fut célébré à Naples en 1186, en dépit du pape, qui suspendit les évêques présents à la cérémonie ; et, le soir même, le patriarche d'Aquilée posa sur la tête de Henri la couronne refusée par le saint-siège. Chose étrange ! aucune des villes lombardes ne parut comprendre quel coup

funeste était porté à leur avenir. Crémone seule fit opposition à l'empereur, mais moins pour ce mariage, que pour la réconciliation de Frédéric avec Milan et la réédification de Crème. Elle fut châtiée sans qu'aucune ville s'intéressât à son sort. Loin de là, Vérone retint le pape prisonnier dans ses murs, pour l'empêcher de lancer l'anathème qu'il paraissait déjà contre l'empereur.

Après la mort de Frédéric I^{er} et de Guillaume II (1190), les villes italiennes n'empêchèrent pas davantage Henri VI de recueillir les fruits d'un mariage si dangereux pour leur liberté. Rien n'eût été plus facile : le chancelier du royaume, Mathœus, s'était mis à Naples à la tête du parti national, qui ne voulait pas d'un roi étranger, et avait opposé au prince allemand, Tancrède, comte de Lecce, fils naturel d'un frère aîné du dernier roi. Dans sa première expédition, Henri VI, soutenu cependant par l'archevêque de Palerme, éprouva un rude échec. Il fut battu, son armée décimée par la peste et sa femme Constance faite prisonnière par les Salernitains, qui la livrèrent à Tancrède.

Si le pape et les Lombards avaient pris en ce moment une vive résolution, Henri eût été fort en peine. Milan seule, à qui il n'avait point témoigné la même faveur que son père, y songea un instant, mais elle fut tenue en respect par le marquis de Montferrat et par Crémone, Pavie, Lodi, Brescia et Bergame. La mort de Tancrède, qui ne laissait qu'un enfant en bas âge, sous la tutelle de sa mère, tira tout à fait Henri VI d'embarras. Il revint en 1195 avec de grandes forces de terre et de mer, contre la Pouille et la Sicile, et eut bon marché de la résistance d'une femme et d'un enfant. Gaëte, Naples et Salerne, tombèrent au pouvoir de ses lieutenants; Messine, Syracuse, Palerme, capitulèrent devant les flottes fournies par les Génois et les Pisans, auxquels il avait fait de grandes promesses; et le nouvel empereur d'Allemagne, Henri VI, devint, en dépit du pape, maître du royaume fondé pour servir d'appui au saint-siège contre l'empire.

Le fils de Frédéric Barberousse, fier, ambitieux comme son père, mais plus cruel et plus avide encore, ne se donna

pas longtemps la peine de dissimuler le but plus élevé qu'il avait poursuivi. Non-seulement au mépris de ses promesses, il fit mutiler le malheureux Guillaume, empoisonna sa mère, refusa aux Génois, aux Pisans les privilèges promis, et enleva à ses nouveaux sujets, nobles ou prélats ce qu'ils possédaient, mais il se mit en devoir d'étendre sur toute la péninsule une tyrannie qui ne reculait point, pour s'établir ou se maintenir, devant l'effusion du sang.

C'était cependant une rude tâche que la conquête de l'Italie; elle échappait toujours par où on croyait la tenir. Les empereurs saxons avaient élevé la féodalité ecclésiastique contre la féodalité laïque; et les évêques se soulevèrent contre les empereurs franconiens. Les Franconiens avaient fondé l'indépendance des villes contre les évêques, et les villes se soulevèrent contre Frédéric Barberousse; toutes les résistances trouvant toujours un appui dans le saint-siège. Henri VI s'efforça de relever la féodalité laïque pour s'en faire un instrument contre les villes. Déjà Frédéric Barberousse, en 1184, avait confié à la maison d'Este, maîtresse de châteaux bâtis sur la riante chaîne des monts Euganéens, et alliée aux Welfs de Saxe et de Bavière, le vicariat de Milan et de Gênes. Henri VI chercha à s'attacher les seigneurs de Romano dont les forteresses couvraient les sommets des derniers prolongements des Alpes tyroliennes, pour tenir en respect les villes de la marche Véronaise; il favorisa les châtelains des deux versants de l'Apennin contre les villes de la Romagne et de la Toscane. Dans l'Italie centrale, il fit davantage encore contre la papauté qu'il voulait rejeter dans Rome où le sénat et le peuple imposaient alors à Célestin III une sorte de charte qui le dépouillait en réalité du pouvoir temporel. Il établit duc de Toscane son propre frère Philippe; duc de Romagne, son sénéchal Markwald, et ressuscita le marquisat de Spolète en faveur d'un autre de ses serviteurs, Conrad Luzenhard.

Si Henri VI eût vécu plus longtemps, et n'avait pas compromis son œuvre par sa cruauté, il eût peut-être réussi. Tout fut remis en question par sa mort prématurée, à la-

quelle sa femme Constance ne fut peut-être pas étrangère (1197), et surtout par l'exaltation d'un pape énergique, hardi, décidé à tout tenter pour arracher la papauté et l'Italie au péril qui les menaçait, Innocent III (1196) de la noble famille romaine des Signia.

Innocent III; état de l'Italie à son avènement (1196-1200).

C'était le temps où un certain Gérohus entrevoyait le règne de la paix universelle dans l'établissement de la théocratie romaine. Les avantages que Dante vantait plus tard dans la *monarchie* temporelle des empereurs, il les trouvait, lui, dans la monarchie spirituelle des papes. Innocent III était l'homme qu'il fallait pour tenter de réaliser cette utopie sacerdotale.

Dès les premiers jours de son règne, il agit comme un nouveau Grégoire VII. Il prêcha une croisade pour rendre au saint-siège le prestige des temps d'Urbain II; par ses anathèmes, il força le roi de France à reprendre sa femme Ingeburge et les rois de Castille et de Portugal à faire la paix en face des Maures; il excommunia en Norvège un roi usurpateur, en Aragon un roi faux monnayeur. En Allemagne, deux princes puissants se disputaient l'empire, Philippe de Souabe, frère de Henri VI, duc de Toscane et Othon de Brunswick, duc de Saxe, de la famille guelfe; il revendiqua le jugement de cette question. Dans l'Italie où il voulait régner, la reine Constance, morte peu de temps après son mari, lui avait laissé la tutelle de son fils Frédéric, âgé de deux ans. C'était là un grand avantage, mais, avant tout, il fallait être maître dans Rome.

Cette ville, affranchie de l'autorité du saint-siège, était redevenue la proie des factions, bien qu'elle eût récemment resserré le pouvoir exécutif entre les mains d'un magistrat unique, désormais désigné seul sous le nom de sénateur. D'abord le pontife profita de la haine de la commune contre l'empire pour se faire prêter serment par le préfet impérial; ensuite il parvint à force d'argent à renverser le premier sénateur, Carus-Homo, et à obtenir de son successeur un serment, sinon de vassalité, au moins de respect et de

fidélité. Raffermi, quoique pas encore maître à Rome, il souleva au nom de la liberté contre les ducs de Romagne et de Spolète, les villes d'Ancône, de Fermo, de Camérino, de Spolète, de Pérouse, et vingt autres, tournant contre l'empire l'arme qui avait ébranlé le sacerdoce. En Sicile, au nom de son pupille, Frédéric, il frappa le parti allemand dans la personne de Markwald d'Anweiler qui fut exilé en 1200, et appuya l'autorité du jeune roi sur le parti national, tout en faisant épouser à un brave chevalier, Gauthier de Brienne, une fille du comte de Lecce, pour se prémunir contre l'avenir, et créer d'avance un rival à son pupille, s'il céda à la tentation de l'ingratitude.

Enfin, pour mieux garantir l'indépendance du saint-siège et de l'Italie, Innocent III attaqua les Hohenstauffen en Allemagne; il se déclara en faveur du guelfe Othon de Brunswick, contre Philippe de Souabe, et obtint d'Othon, en retour, la possession du duché de Rome, les marches d'Ancône, de Spolète et la partie méridionale de la Toscane, d'Aquapendente à Montefiascone. Philippe de Souabe était encore maître de tout l'héritage de la comtesse Mathilde; il employa contre lui la tactique qui lui avait déjà réussi contre ses partisans. A son instigation toutes les villes de Toscane réunies par députés, sauf celle de Pise, à San-Miniato, sous la présidence de deux cardinaux, formèrent une ligue particulière et jurèrent de ne reconnaître aucun empereur sans le consentement de la cour de Rome.

Ainsi recommença la vieille lutte du sacerdoce et de l'empire, de l'indépendance italienne et de la domination allemande, qui prit cette fois, des deux maisons rivales d'Allemagne, au nom desquelles elle éclata, le nom de *guerre des Guelfes et des Gibelins*¹.

L'Italie se trouva malheureusement encore moins unie que la première fois dans cette lutte qui devait être déci-

1. Conrad de Hohenstauffen, seigneur de Weiblingen, ayant été élu empereur, Welf, duc de Bavière, lui contesta ce titre. Dans la bataille que les deux rivaux se livrèrent, le cri de guerre des Impériaux fut *Weiblingen*, celui des Bavarois *Welf*. Ces deux factions, qui se partagèrent l'Allemagne, passèrent en Italie, où les Weiblingen, partisans de l'autorité impériale, devinrent les Gibelins, tandis que les Welfs partisans du pape, devenaient les Guelfes.

sive. D'abord le saint-siège, tout en favorisant à son tour l'affranchissement des villes contre la féodalité, devenue impériale, avait ses arrière-pensées de domination dans la péninsule même. Innocent III l'avait suffisamment montré en se faisant prêter serment de fidélité par les villes de la Romagne, et en demandant pour prix de son adhésion à Othon le duché de Rome et une partie de la Toscane.

Les trois grandes villes maritimes avaient été presque toujours étrangères à la première lutte entre le sacerdoce et l'empire, parce que cette lutte ne touchait pas à la position particulière prise par leurs évêques vis-à-vis de la commune. Gênes et Pise allaient s'y trouver maintenant directement engagées, la question s'étant compliquée de la possession du royaume de Sicile où elles avaient des intérêts; mais ces intérêts mêmes devaient les rejeter chacune dans un parti contraire au lieu de les réunir contre l'ennemi commun. Venise, plus que jamais occupée de l'Orient, resta encore tout à fait en dehors du débat.

En 1172, elle s'était déjà séparée par sa constitution des autres villes italiennes. Le conseil des *pregadi*, définitivement constitué et composé de quatre cent quatre-vingts membres élus par les tribuns, s'était réservé l'élection du doge aux dépens du peuple et formait décidément une aristocratie. En 1204, la république était occupée d'une grande affaire à l'autre bout de l'Europe. C'était le temps où son doge Dandolo, créancier âpre et habile, après avoir conduit les guerriers de la quatrième croisade, ses débiteurs, au siège et à la prise de Zara, prenait Constantinople et conquérait de compte à demi avec eux l'empire d'Orient sous prétexte de rétablir le jeune Alexis sur un trône usurpé et de rattacher l'Église grecque à l'Église latine. Le doge Dandolo ajoutait à ses titres de duc de Venise et de Dalmatie, celui de *seigneur d'un quart et demi de l'empire romain*. La république prenait pour elle deux faubourgs de Constantinople, l'île de Crète, Corfou, Modon et Coron que les Génois avaient voulu saisir; elle autorisait ses citoyens à s'emparer à leurs frais et profits du reste des îles et des côtes, à la charge

seulement d'en faire hommage à la république, et voyait avec orgueil un Dandolo, duc de Gallipoli; un Sanudo, duc de Naxos; un Navaglieri, comte de Lemnos, tous petits bourgeois devenus princes sur les débris d'un grand empire. Que lui importait le sort de l'Italie!

Les rivalités d'intérêts qui armaient les unes contre les autres les différentes cités continentales, n'étaient pas un mal nouveau; elles en avaient triomphé dans la première lutte contre l'empire. Mais un autre plus terrible se déclarait alors. On sait que la bourgeoisie des villes avait été heureuse de trouver dans les nobles accoutumés à la guerre, et toujours accompagnés d'une suite assez nombreuse, des auxiliaires et même des chefs contre l'empereur. L'armée lombarde, qui vainquit à Legnano, avait été commandée par Eccelino le Moine et Anselme de Doara. Les villes avaient témoigné leur reconnaissance à la noblesse en lui prodiguant les magistratures, surtout celle de podestat, qui était devenue presque générale dans les cités même les plus puissantes, à Milan dès 1185, à Gènes dès 1191. Jusque-là rien de mieux: cette union de la noblesse et de la bourgeoisie pouvait assurer l'indépendance des villes.

Mais bientôt la charge de podestat était devenue l'objet de l'ardente ambition des familles puissantes. En possession de ce pouvoir elles voulaient s'y maintenir; privées de ce titre elles voulaient le reconquérir. Pour le garder ou le ressaisir elles étaient prêtes à embrasser contre les villes le parti de l'empereur depuis que celui-ci favorisait la noblesse.

De là dans chaque ville des factions. A Vicence et à Padoue celles des Eccelin de Romano et des Camposampieri; à Vérone des Saint-Boniface et des Montecchi; à Ferrare des Este et des Salinguerra, sans compter qu'au-dessus de ces petites rivalités commençait à poindre celle des deux puissantes maisons de Romano et d'Este, qui troublait déjà toute la marche véronaise.

Les cités avaient en vain cherché à conjurer, par les conditions qu'elles imposaient aux podestats, les dangers que cette charge faisait courir à leur indépendance et à leur sécurité. Elles ne choisissaient jamais pour podestat un gen-

l'homme domicilié dans la ville, y ayant ses parents et ses intérêts. Ses pouvoirs étaient de courte durée; le podestat était astreint, à son entrée en charge, à un serment de fidélité à la constitution, et à sa sortie de charge au jugement d'un syndicat pour les faits de son administration. Quelquefois même, pour tenir en équilibre les différentes familles nobles qui dominaient dans leurs murs, les villes partageaient entre elles l'élection à la magistrature du podestat.

Mais le peuple des cités lui-même n'était pas uni; menacés en haut par la noblesse, les bourgeois l'étaient en bas par les gens de petits métiers, qui commençaient à réclamer dans l'élection aux magistratures la part dont ils avaient été jusqu'ici presque partout exclus. En l'année 1198 se formait à Milan la *credenza di santo Ambrosio*, première ligue des artisans qui voulaient jouir de tous les droits de la grosse bourgeoisie, et qui donna lieu à l'association rivale nommée *società de' Gagliardi*. Le même fait se reproduisit l'année suivante (1199) à Reggio, dans les deux ligues des *Mazaperlini* et des *Scopazati*; en 1200, à Brescia, dans celle de Saint-Faustin et dans celle de *Brighella*, personnage qui devint sur le théâtre le type du plébéien d'Italie; enfin à Padoue où, dit la chronique, « les plébéiens ôtèrent aux *magnats* l'administration de la ville et se l'attribuèrent. » On conçoit le parti que la noblesse pouvait tirer de ces divisions, tantôt en excitant l'inimitié des petites gens contre les gros bourgeois, tantôt en défendant ceux-ci contre les premiers; enfin, en se rendant partout et toujours nécessaire.

Guelfes et Gibelins; catharins et patarins; le concile de Latran (1200-1220).

Au moment où le pape Innocent III opposa le guelfe Othon IV au gibelin Philippe de Souabe, rien d'étonnant qu'au milieu de toutes ces luttes d'intérêt et d'ambition, l'Italie se trouvât profondément divisée, bien qu'il s'agît de son indépendance. On ne vit pas seulement, d'un côté les villes sous le drapeau guelfe et la haute noblesse sous le drapeau gibelin. Parmi les villes Pavie, Parme, Crémone, ces vieilles alliées de l'empire restèrent attachées à Philippe de

Souabe ; parmi les nobles , Azzo d'Este , parent éloigné d'Othon de Brunswick, soutint le drapeau guelfe. Le triomphe d'Othon IV, par la mort de Philippe de Souabe, en 1208, jeta encore une bien plus grande confusion dans la péninsule.

Appelé au trône par le pape et par les guelfes italiens , en même temps héritier , comme empereur , de la politique gibeline , Othon IV semblait devoir tout concilier. Il s'en flattait lui-même : il se croyait appelé à apaiser, au profit de son autorité, les rivalités et les haines. Tout, d'abord, parut répondre à ses espérances. Dans la marche de Vérone , où les deux factions se chassaient successivement de Vicence , de Padoue et de Ferrare, Eccelino le Moine et Azzo d'Este , mandés devant lui , après s'être renvoyé , en sa présence , les accusations les plus odieuses , cédèrent enfin à ses instances et parurent se réconcilier. Azzo d'Este, dont le pape s'était assuré l'appui contre l'empereur gibelin Philippe , en lui conférant les droits et les revenus de la marche d'Ancone , ne fit point difficulté d'être confirmé dans ces droits par l'investiture du guelfe Othon IV ; Eccelino le Moine reçut avec reconnaissance , de l'empereur , la charge de podestat de Vicence , exercée dès lors au nom de l'empire et non plus au nom des citoyens.

Ce fut à Rome que l'incompatibilité éclata. Couronné solennellement par le pape Innocent III, Othon voulait mettre le comble à cette œuvre de réconciliation des Italiens, et de restauration du pouvoir impérial, en revendiquant ses droits sur l'héritage de la comtesse Mathilde, et en arrachant l'Italie au jeune Frédéric , fils de Constance. En cela il ne faisait que pousser à l'extrême les conséquences de la lutte commencée entre les deux familles. Mais ce n'était point le compte du pape Innocent III, qui voyait la papauté et l'Italie, victimes d'un éternel cercle vicieux , sur le point d'être remises par un guelfe dans le péril qu'il avait cru conjurer en renversant un gibelin.

Ce pape énergique était alors enhardi par ses succès temporels et spirituels dans toute la chrétienté. La quatrième croisade, quoique détournée de son but, lui soumettait l'Église grecque ; il jetait contre les Almohades les rois d'Es-

pagne, autrefois rivaux, maintenant réunis; il précipitait le nord de la France sur le midi pour éteindre dans le sang l'hérésie des Albigeois; en Angleterre, le roi Jean, entouré d'ennemis, lui faisait hommage de sa couronne. Guerres contre les Grecs, contre les Maures, contre les hérétiques, contre ses adversaires même; il transformait tout en croisade! La foi était son levier; par ses *mandats*, nouvelle forme d'élection, il disposait de toutes les dignités ecclésiastiques; pour soulever les peuples, il organisait, sous l'Italien François d'Assise et sous l'Espagnol Dominique, les milices pontificales des ordres mendiants. La pensée romaine inspirait et conduisait tout; le règne de la théocratie semblait arrivé.

Le maître du monde ne pouvait souffrir de rival en Italie; il le fit sentir à Othon IV.

Dès ce moment l'empereur et le pape guelfes cessèrent de s'entendre. A Rome une première lutte s'engagea entre les Romains et les Allemands. Othon, cherchant à relever partout le parti allemand, investit un certain Léopold entre autres du duché de Spolète. Innocent III fit épouser à son pupille, Frédéric II, une fille du roi d'Aragon, pour lui donner un appui. Quand l'empereur, enfin, franchit le dernier pas, envahit l'Apulie et marcha sur Naples, Innocent III n'hésita pas un instant : il lança l'anathème contre celui qu'il avait fait empereur; il releva la famille qu'il avait renversée; il présenta aux vassaux allemands le fils de Henri VI, le gibelin Frédéric pour empereur, en exigeant seulement de lui la promesse de laisser la Sicile à son fils au berceau, et de ne jamais réunir sur sa tête la couronne de l'empire et celle de Palerme. L'indépendance du saint-siège, la liberté de l'Italie, le salut du principe guelfe étaient à ce prix.

Ce revirement de la politique pontificale, en mettant à une nouvelle épreuve l'esprit cependant mobile des Italiens, jeta le plus grand désarroi parmi les guelfes et les gibelins, placés entre leur drapeau et leur prince, et ne sachant plus distinguer l'un de l'autre. Tandis que l'empereur Othon IV abandonnait l'Italie pour conserver l'Allemagne, où le jeune Frédéric le poursuivait bientôt, la division éclata parmi les cités et les seigneurs de la péninsule.

Plus fidèles au nom qu'au principe de leur faction, les Milanais et une partie des villes qui avaient combattu pour la liberté de l'Italie, sous le drapeau du saint-siège tenu par Alexandre III, Plaisance, Crémone, Lodi, Verceil, Côme, Tortone, Novare, Alexandrie, se refusèrent, en dépit des injonctions du pape Innocent III, à reconnaître pour son protégé le petit-fils de celui qui avait fait raser leurs villes; Pavie, Parme, Reggio, Modène, Asti, villes toujours dévouées à l'empire contre le saint-siège, embrassèrent cette fois la cause d'Innocent III, servie par un gibelin. La docte Bologne, la ville du droit impérial, et ses alliées, Faenza, Césène, Forlì, se jetèrent du côté du pape contre Fano, Pesaro, Urbin, devenues impériales. Dans la Toscane seulement, et dans la Romagne, les villes se montrèrent plus conséquentes : Léopold fut attaqué dans son duché de Spolète; Florence et les villes de la ligue guelfe, en vertu du serment prêté à Innocent III, abandonnèrent Othon IV pour le jeune Frédéric, malgré les nobles des Apennins et la ville de Pise toujours dévouée aux personnes et aux principes gibelins.

Parmi les seigneurs plus généralement fidèles au principe qu'au drapeau, le marquis Azzo d'Este, malgré sa parenté avec Othon de Brunswick, aida le gibelin Frédéric, devenu le représentant du parti guelfe, à passer en Allemagne, au grand scandale de son oncle, Boniface d'Este, qui se réfugia auprès d'Eccelino le Moine, resté dans le parti de l'empire. L'alliance conclue au nom du même drapeau, mais avec des principes différents, d'une part entre Eccelino et la ligue milanaise, de l'autre entre Azzo d'Este et la ligue pavésane, ne fut pas l'exemple le moins étrange de cette confusion des personnes et des choses, des mots et des idées.

L'incertitude des esprits et le trouble des idées faisaient la part trop belle aux rivalités particulières des nobles, à la haine des bourgeois des villes contre ceux-ci, et à la jalousie des gens de petits métiers contre les gros bourgeois, pour que la lutte ne s'introduisit pas au sein du même parti, de la même cité, de la même famille. Mais ce qui mit le comble à la confusion, ce fut à ce moment même la naissance de l'hérésie des *cathari* (purifiés) et des *patarini* (souffre-dou-

leur), frères des Albigeois, et contre lesquels Innocent III déchaîna ses milices nouvelles de saint François d'Assise et de saint Dominique. L'excommunication alla frapper dans tous les rangs, mais principalement, au milieu des familles nobles ou des cités, ceux que leur opposition à la politique du saint-siège faisait accuser plutôt que les autres de tolérance ou même d'affection pour les hérétiques.

Au milieu de cette inextricable mêlée, tous s'agitèrent en sens différent, inquiets, incertains de savoir s'ils défendaient la bonne cause, mais ne luttant qu'avec plus de furie, au risque de se retourner le lendemain contre les amis de la veille, pour trouver le vrai parti national et la foi ; tous trop aveugles pour voir que la foi s'échappait de leur cœur, et que la patrie se dérobaît sous leurs pieds. Pendant plusieurs années, il n'y eut pas un mois qui ne fût signalé par une bataille, ici entre Pavie et Milan, Crémone et Plaisance, Modène et Bologne ; là entre les Romano et les Este, entre la ville de Florence et les gentilshommes des Apennins. Les nobles, plusieurs fois chassés de Brescia et de Bergame, par le peuple qui tenta de faire passer la ville des gibelins aux guelfes, y rentrèrent avec l'appui des gros bourgeois ou du petit peuple. Les traités de paix entre les villes et entre les classes se succédaient, presque aussitôt violés que signés.

Au milieu de cette guerre de tous les instants et sur tous les points à la fois, le parti pontifical l'emporta en Italie, comme Frédéric l'emporta en Allemagne sur Othon IV. Eccelino le Moine, il est vrai, parvint à dominer avec sa faction dans la plupart des villes de la marche de Vérone, à Padoue, à Vicence, à Trévise, par la mort d'Azzo d'Este, qui ne laissa qu'un enfant en bas âge, Aldobrandino, et après la mort de celui-ci un frère plus jeune encore, Azzo VII, tous deux incapables de soutenir leur parti. Mais la ville de Milan essuya défaites sur défaites ; dans la Romagne les villes chassèrent le duc allemand Léopold ; dans la Toscane, Florence, à la tête des autres villes guelfes, attaqua les châteaux et les places fortes des gentilshommes, étendit sa banlieue à leurs dépens, et les força à prendre le droit de bourgeoisie dans

ses murs. Ce fut le commencement de la puissance de cette ville, forte encore par sa simplicité et ses mœurs, *sobria e pudica*, dit Dante; heureuse si la première querelle qui éclata bientôt parmi les nobles, nouveaux venus, entre les Buondelmonti et les Amidei, ne lui avait annoncé, au commencement même de sa grandeur, la cause de ses malheurs futurs, si bien comprise plus tard par le poète :

« *Sempre la confusion delle persone*
Principio fu del mal della cittade. »

« La confusion des classes fut toujours le principe du mal dans la cité. »

Le concile de Latran, rassemblé par le pape en 1215, pour les intérêts de la foi en Orient et en Occident, et pour la réconciliation de l'empire et de l'Italie, ne tint point ce qu'on en attendait, dans la péninsule surtout. On y prêcha vainement une croisade en faveur de Jérusalem. La guerre des Albigeois y fut dénoncée comme l'œuvre de l'ambition et de l'avidité et non celle de la foi. Le traître Jean sans Terre y fut maladroitement protégé. Innocent III y fit reconnaître, il est vrai, Frédéric II comme roi légitime d'Italie et excommunia les Milanais, à cause de leur attachement à Othon IV et aux catharins; mais son refus de donner la couronne impériale au jeune vainqueur tant que vécut Othon, laissa un prétexte à la lutte, qui fut encore très-vive. Innocent III mourut un an après (17 juillet 1216), témoin d'une guerre universelle des chrétiens au lieu de la paix universelle qu'il avait rêvée. Il avait rendu son chef au parti gibelin en Allemagne et en Italie, c'est-à-dire ranimé la lutte dans les deux pays. Le fils de Philippe Auguste guerroyait, en Angleterre, le vassal du saint-siège. Les Albigeois, favorisés par l'opinion publique, relevaient la tête. Personne ne songeait à Jérusalem, et l'empire latin chancelait déjà. Le pape voulait se mettre à la tête des chrétiens, lorsqu'il expira sans les grandeurs de l'exil, mais peut-être avec l'amer désespoir de Grégoire VII.

L'avènement d'Honorius III apaisa pendant quelque temps les passions. Ce pieux vieillard ne cherchait qu'à mettre Frédéric à la tête d'une expédition chrétienne contre l'Orient.

Frédéric II, de son côté, promettant de satisfaire aux vœux du pontife, ne demandait que les délais nécessaires pour mettre ordre aux affaires d'Allemagne et d'Italie, et faire ensuite une croisade digne de lui. En 1220, le couronnement pacifique de Frédéric II à Rome et de sa femme Constance, par Honorius III dans l'église de Saint-Pierre, parut promettre la paix à l'Italie.

Frédéric II et Grégoire IX ; batailles de Cortenuova et de Meloria (1220-1241).

Rien n'était fini cependant : Frédéric II, né en Italie, parlant de préférence la langue italienne, n'était pas homme à renoncer comme il l'avait promis à la domination d'un pays qu'il aimait avec passion. Seulement, élevé à l'école d'Innocent, joignant à la violence de l'ambition germanique une prudence toute méridionale, il ne procéda point comme son grand-père Frédéric Barberousse.

Il fit couronner son fils roi des Romains et demeura en Italie ; mais il protesta qu'il ne voulait que l'usufruit de la Sicile, et que les deux couronnes resteraient toujours séparées ; il offrit au pape la marche de Spolète et les biens de la comtesse Mathilde, et ne parut d'abord occupé que du soin de gouverner son royaume. Il y acheva, en effet, ce qu'avait commencé Roger et ce que les successeurs de celui-ci avaient laissé dépérir. Après avoir soumis dans la Pouille et la Calabre, les comtés d'Aquila, de Celano, de Molise, l'abbé de San Germano, et dans la Sicile un chef de Sarrasins révolté, Mourad-bey, il rassembla un parlement à Capoue, revisa tous les privilèges, réforma tous les abus du système féodal, et transporta de Sicile dans la Capitanate, à Lucera, une colonie entière de vingt mille Sarrasins pour servir aux desseins qu'il méditait.

Bientôt enfin il renoua les liaisons de l'empire avec le parti gibelin ; il prit occasion de toutes les querelles qui s'élevèrent entre Eccelino III et Azzo VII, Gènes et Pise, Bologne et Imola, pour s'immiscer dans les affaires italiennes et ne cacha point ses préférences pour son véritable parti. Il nomma Thomas de Savoie, son lieutenant en Lombardie ; il

créa un comte dans la Romagne, et laissa aller les choses en Toscane, où grâce à l'émancipation des nobles et des villes, pape et empereur ne pouvaient plus rien réclamer. Le saint-siège et les villes commencèrent à s'inquiéter. Frédéric endormit encore Honorius en promettant la croisade, et trouva toujours de nouveaux prétextes à ses délais, sans lasser le pape, qui lui fit même épouser Iolande, fille de Jean de Brienne, roi de Jérusalem, afin d'assurer mieux l'expédition. Les villes furent moins confiantes. En 1226, lorsque Frédéric convoqua une grande assemblée des états à Crémone, sous prétexte de terminer toutes les querelles de la péninsule, Milan, Bologne, Plaisance, Vérone, Brescia, Mantoue, Verceil, Turin, Alexandrie, Vicence, Padoue, au lieu de répondre à l'invitation de l'empereur, conclurent entre elles une ligue défensive de vingt-cinq ans, sous le nom de *societas Lombardorum*.

L'avènement de Grégoire IX, vieillard nonagénaire, d'un caractère violent et d'une indomptable volonté, ne laissait plus de prise à la ruse. Frédéric, enfin, embarqué à Brindes pour la terre sainte, était revenu tout à coup à Otrante, ramené par la peste et la tempête. Grégoire IX n'admit aucune excuse, et commençant par où il aurait dû finir, lança l'excommunication contre l'empereur et mit le feu à la Lombardie. Frédéric dissimula encore ; il se contenta d'exciter en dessous main les Frangipani contre le pape, et accomplit avec grand fracas son départ pour protester contre la violence du pontife (1227).

Arrivé en terre sainte, il apprit sans s'effrayer que la Lombardie et le Véronais étaient soulevés, qu'un chapelain du pape marchait avec Jean de Brienne, quelques soldats et des exilés siciliens, contre Gaëte et le mont Cassin, et que Grégoire le frappait de nouveaux anathèmes. Il prit lui-même la couronne de Godefroi de Bouillon dans l'église de Jérusalem, et par un traité que le pape dénonça comme un *exécrable forfait*, s'assura la possession de cette ville, que tant de croisés n'avaient pu reprendre par les armes (1229).

De retour en Italie, il n'eut qu'à courir de Brindes à Lucera et à ramasser ses fidèles Sarrasins pour faire fuir son

beau-père, le chapelain et les *porte-clefs* au delà du Gari-gliano et détacher, bon gré mal gré, le pape des villes lombardes en lui promettant des secours contre les Romains qu'il avait soulevés.

La politique était l'arme favorite du petit-fils de Barbe-rousse. Il convoqua à Ravenne, en 1231, une diète solennelle dans l'espoir d'éteindre sans combat la guerre qu'Eccelino de Romano faisait à Azzo d'Este, et les villes de la faction impériale à celle de la faction guelfe ; Eccelino de Romano et son frère Albéric s'y rendirent et y conclurent avec l'empereur cette alliance qui devait les attacher si étroitement à la fortune de la famille gibeline et de l'empire. Mais Azzo d'Este et les villes lombardes attaquèrent, malgré les exhortations mêmes du pape, le roi des Romains, Henri, et les seigneurs allemands qui s'y rendaient.

La parole d'un des moines répandus alors de tous côtés pour servir les intérêts de la foi et ceux de la politique pontificale, frère Jean de Vicence, parut seule un instant assez puissante pour faire cesser la lutte sur le terrain même le plus bouleversé, dans la marche de Vérone ; il allait prêchant partout sur ce texte : *Je vous donne ma paix, je vous laisse ma paix*. Son éloquence toucha les seigneurs de Romano, d'Este, de Saint-Boniface, de Camino, les citoyens des villes de Vicence, Vérone, Mantoue ; il réunit, en 1233, à Paquara, une assemblée considérable de prélats, de seigneurs, de bourgeois de la marche, et leur fit jurer une paix générale qui dût être cimentée par le mariage d'une Romano avec un d'Este ; mais l'ambition et le fanatisme gâtèrent promptement ce succès ; le moine s'étant laissé faire seigneur et podestat de Vicence et de Vérone, commença par offrir en un jour un holocauste de soixante hérétiques pour célébrer la paix, et prétendit imposer à ces deux villes la discipline d'un couvent ou au moins d'un ordre militaire, le tout au profit du parti guelfe. Les Véronais appelèrent les Padouans ; Jean de Vicence marcha contre eux, fut défait et pris. Mis en liberté seulement sur l'ordre du pape, il finit obscurément ses jours à Bologne.

Toute la politique et tous les sermons du monde ne pou-

vaient conjurer la lutte de Grégoire IX et de Frédéric II. Il y avait dans ces personnages plus que deux intérêts, il y avait deux principes en présence.

Le vieux Grégoire IX ne caressait d'autres pensées que la croisade contre les infidèles, l'extirpation de l'hérésie et la domination de l'Église; toujours entouré de moines mendiants, franciscains et dominicains, qu'il multipliait chaque jour, il faisait rassembler et publier un recueil canonique des lois et ordonnances de l'Église pour maintenir son autorité temporelle en même temps qu'il s'efforçait de défendre l'orthodoxie et de réchauffer un enthousiasme qui commençait à s'éteindre. L'empereur Frédéric II, au contraire, dans ses palais de Naples, de Messine et de la *Trilingue* Palerme, au milieu de poètes, d'artistes, de favorites, d'astrologues, de légistes, de Sarrasins, raillait les vieilles croyances, bravait les mœurs chrétiennes et méditait le renversement de la théocratie romaine.

Les poésies amoureuses ou satiriques de ses favoris, des Ranieri de Palerme, des Tommaso di Sasso de Messine, les siennes même, quoique dans l'idiome italien, la *favella volgare*, bientôt devenue la *lingua cortegiana* de Dante, tenaient de leur origine un certain parfum de causticité provençale qui rappelait la terre des Albigeois. Les mesures politiques, les lois rassemblées par son chancelier, le Padouan Pierre des Vignes, juriste distingué de l'école bolonaise, quoiqu'elles ne fussent appliquées qu'à la Sicile, choisie comme champ d'expérimentation, annonçaient un système arrêté de ramener le gouvernement des affaires temporelles à l'unité laïque et impériale.

Le plus dangereux était que cet esprit nouveau se répandait du midi au nord et, sous différentes formes, semblait prendre possession de la péninsule. Les seigneurs gibelins, les Romano, les comtes de Montferrat entretenaient à leur cour des maîtres de la gaie science, Italiens qui chantaient dans la langue et selon l'esprit provençal, et parmi lesquels Sordello de Mantoue est resté célèbre. Les Romano en particulier étaient véhémentement soupçonnés de favoriser les hérétiques catharins et patarins, comme Frédéric favorisait les

Sarrasins. Grégoire IX pressa un jour vainement Eccelino III et Albéric de lui livrer leur père, Eccelino le Moine, retiré cependant dans un couvent, mais fort suspect d'hérésie. Eccelino III partageait, mais avec plus de haine et de férocité, le scepticisme de l'empereur, son grand ami, son modèle en maintes choses. Après tant de luttes religieuses, nulle part les foudres pontificales n'inspiraient moins de crainte, et ne rencontraient plus de railleries qu'en Italie. Les municipalités des villes, et Rome la première, poursuivaient comme Frédéric tous les privilèges du clergé, et entraient en lutte avec lui pour le soumettre aux impôts et à la justice commune des tribunaux laïques. A Parme, dans une guerre à ce sujet entre les bourgeois et l'évêque, une loi condamna à être enterré dans le fumier, quiconque se repentirait au lit de mort d'avoir fait opposition à l'Église.

La lutte entre le sacerdoce et l'empire, l'Italie et l'Allemagne, éclata enfin dans toute sa fureur, quand par un retour à la vieille politique italienne, Henri, roi des Romains, fut poussé à la révolte contre son père. Reconnaisant à ce coup la main du saint-siège, Frédéric avant d'aller châtier son fils, en 1234, lança d'abord Eccelino de Romano et les Sarrasins sur les villes de la Lombardie, de la marche de Vérone et de la Romagne qui avaient reconnu Henri.

Celui-ci en versant des flots de sang prit Vérone, Trévise, Padoue, la plus puissante des cités guelfes de la province, et de là soutint Ravenne contre Bologne, Parme contre Plaisance, et tint en échec la ligue de Milan. Vainqueur de son fils, Frédéric revint lui-même en 1237, décidé à en finir avec toutes les résistances en Italie.

En vain un envoyé du pape vint à son camp le sommer de cesser la guerre contre les Lombards. Pour toute réponse, Frédéric fit venir dix mille autres Sarrasins campés à Lucera, à travers l'Italie, s'empara avec eux de Mantoue, et faisant mine d'attaquer Brescia, attira hors de son camp fortifié sur l'Oglio, l'armée de la ligue milanaise près de Cortenuova. Ce devait être une bataille décisive comme celle de Legnano. Malgré le dévouement de la compagnie des forts (*società de' forti*), le carroccio milanais fut pris sur un

monceau de cadavres ; dix mille Lombards portés à terre ou faits prisonniers, et parmi eux le podestat lui-même, Pierre Tiepolo, fils du doge de Venise. Le vainqueur, comme pour insulter au saint-siège, envoya avec une lettre pompeuse le carroccio de Milan au sénat et au peuple de Rome.

Frédéric II crut pouvoir disposer de l'Italie. En 1238, il donna sa fille Salvaggia en mariage à Eccelino III, et l'aida à établir son autorité dans la marche véronaise où on n'appela plus Eccelino que du nom de seigneur ; il fit épouser à un de ses fils, Enzo, Adelasia, héritière des judicatures de Torre et de Gallura, et lui conféra le titre de roi de Sardaigne. En Sicile, il fit expulser tous les dominicains et franciscains qui conspiraient contre lui, leva une contribution sur le clergé, et interdit toute communication entre ses sujets et le saint-siège. Lui seul, disait-il, par la voix de ses légistes, était le maître, il était la loi vivante sur terre (*animata lex in terris*). Grégoire VII et Innocent III n'avaient pas mieux dit.

Grégoire IX ne tomba pas au moins sans combat ; il frappa de l'anathème cet impie, ce *monstre*, déjà en marche sur Rome, et souleva contre lui deux villes, Venise et Gènes, ordinairement plus indifférentes à ces luttes. L'excommunication qui produisit plus d'effet que Grégoire même ne s'y était attendu, ranima les guelfes contre Frédéric, et détacha même de lui quelques gibelins. Une armée de Vénitiens et de Ravennates, commandée par Traversari, podestat de cette dernière cité, se jeta sur la ville gibeline de Ferrare où Salinguerra fut fait prisonnier ; Faenza, poussée par les Bolognais, passa aux guelfes ; Albéric, le propre frère d'Eccelino, abandonna l'empereur et s'empara de Trévise. Mais Frédéric revint porter secours à Eccelino qui n'empêchait les défections qu'à force de supplices ; il força Ravenne à capituler, reprit Faenza et rejoignit bientôt son fils Enzo sous les murs de Rome, décidé à en finir avec l'*antechrist* Grégoire IX. Il aurait fallu trouver à opposer à Frédéric quelque anticésar puissant. Le pape l'essaya ; il déclara l'empereur déchu de sa couronne impériale et la proposa à Robert d'Artois, frère du roi de France. Mais Louis IX porta au pape le

dernier coup. Il refusa pour son frère, et écrivit de sévères admonestations au pontife, « qui voulait avec l'empereur fouler tous les rois à ses pieds. »

Le courageux vieillard tenta de mettre la chrétienté entre lui et son adversaire; il convoqua pour la fin de l'année 1241, dans l'église de Saint-Jean de Latran un concile général. Gènes, où furent envoyés deux légats, mit ses flottes à la disposition des prélats qui se dirigeaient en foule vers son port. Mais Frédéric bloqua Rome, fit attaquer Gènes par Palavicini et Malaspina, joignit ses flottes à celles de Pise et attaqua la flotte qui portait le concile, près de Meloria. Les Génois furent complètement défaits. Vingt-deux bâtiments avec leurs passagers, dont deux cardinaux, une foule d'évêques, d'abbés, de députés des villes lombardes tombèrent au pouvoir du vainqueur. L'empereur fit conduire les prélats à Pise et les chargea de chaînes d'argent. Jamais affront plus sanglant n'avait été fait au saint-siège; Grégoire lança encore l'excommunication et mourut peu de temps après à l'âge de cent ans (1241).

**Innocent IV et le concile de Lyon. Mort de Frédéric II
(1242-1250).**

Le conclave dura près de deux ans; on ne pouvait s'entendre ou se réunir en nombre. Pendant cette sorte d'armistice forcé, Frédéric fut tout-puissant au midi et au centre de l'Italie. Dans son royaume méridional, il poursuivit sans obstacle, aux dépens des barons et des prélats, auxquels il ôta le droit de justice et de guerre, l'établissement de sa monarchie, fondé sur l'ordre administratif et judiciaire; il donna de nouveaux développements à l'université de Naples, y appela des professeurs des différentes parties du monde, et embellit cette ville qui devait prendre bientôt le titre de capitale. Au centre, il rétablit presque partout la domination impériale, prodigua la menace et la raillerie au conclave impuissant, ravagea les terres du saint-siège, des cardinaux, et livra à ses Sarrasins Albano, le séjour délicieux des papes.

Mais le nord résista en attendant un pape. Dans la marche

orientale, Eccelino ajouta les exécutions aux exécutions, sans pouvoir rester le maître. A l'occident, Gènes menacée quelque temps par les villes gibelines, par les Palavicini et le Montferrat, prit enfin le dessus ; grâce à son podestat, Ansaldo de Mari, elle fit une paix honorable avec le marquis et avec les villes de Verceil et de Novare qu'elle ramena même dans le parti guelfe. L'élection de Sinibaldo Fieschi, sous le nom d'Innocent IV, répondit enfin à l'attente du parti guelfe (1243).

Sinibaldo Fieschi était un caractère fier, un profond canoniste, un homme d'énergie ; mais il avait plus d'ambition que de foi ; encore ami de Frédéric, la veille de l'élection, il était le lendemain même son ennemi déclaré, comme l'avait prévu l'empereur. Les Mongols menaçaient alors non-seulement l'empire latin et Jérusalem, mais la chrétienté tout entière ; il ne songea qu'aux intérêts politiques du saint-siège. Après quelques commencements de négociations au succès desquelles aucun des deux partis n'avait foi, il s'entendit avec le podestat de Gènes prévenu de tout, s'échappa par Sutri et s'embarqua à Civita Vecchia ; reçu avec enthousiasme dans le port de la ville fidèle, il détacha chemin faisant Alexandrie et Astide l'empereur, et ne s'arrêta que dans la ville libre de Lyon, où il convoqua pour l'année 1245 le concile que Grégoire IX n'avait pu rassembler.

Un concile, en effet, paraissait bien nécessaire. L'empereur latin Baudouin II y vint implorer le secours du pape pour son empire déjà en ruine ; des templiers vinrent dépeindre le triste état des colonies syriennes. Innocent IV ne pensa qu'à sa querelle : « Détruisons d'abord le dragon, disait-il, les serpents seront bientôt écrasés. »

La nouvelle de l'évasion du pape et de la réunion du concile, où l'on ne compta cependant que cent quarante membres, frappa Frédéric comme un coup de foudre. Il envoya pour se défendre contre les accusations d'hérésie, d'impiété et d'alliances sacrilèges avec les Sarrasins, son chancelier Pierre des Vignes, et son grand justicier Thaddée de Suessa ; le premier se tut, le second vengea son maître par d'éloquentes paroles et promit de sa part de partir à la tête des

chrétiens contre les Mongols; il obtint d'abord un sursis; mais Frédéric refusa de comparaître dans une assemblée où l'attendait une condamnation certaine, et en son absence, malgré les larmes de Thaddée, sans consulter le concile, sans recueillir les voix, le pape Innocent IV, au milieu d'un silence plein d'effroi, déclara Frédéric II impie, sacrilège et parjure, déchu de ses couronnes d'empire, de Jérusalem et de Sicile, et ses sujets déliés du serment de fidélité, et appelés en Allemagne à choisir un nouvel empereur. « Jour de colère, de tribulations et de douleurs, s'écria Thaddée, réjouissez-vous hérétiques! races de païens, soyez satisfaites! Sarrasins et Mongols, faites vos invasions sans crainte et sans pitié! — J'ai fait mon devoir, reprit le pape, le reste est à Dieu. »

Frédéric II se fit apporter sa couronne, la posa sur sa tête et jura qu'elle ne tomberait que dans des flots de sang. L'animosité des deux ennemis, en effet, épouvanta la chrétienté. De Turin, l'empereur voulut s'élancer sur Lyon pour y saisir le pape. Il en appela à tous les rois de la chrétienté, « Si je péris, leur dit-il, c'en est fait de vous. » Innocent IV prêcha une croisade contre l'excommunié, ordonna la fonte des vases et des cloches des églises, déchaina ses moines sur l'Italie pour ranimer la résistance des villes lombardes, et dans la Sicile pour introduire la révolution communale jusque dans le royaume de prédilection de Frédéric.

L'empereur maintint quelque temps la Lombardie par Eccelino, la Romagne et la Toscane par ses deux fils naturels, le royaume de Naples par lui-même. Mais en 1247 la ville de Parme tomba aux mains du parti guelfe. L'empereur chercha en vain à reprendre cette place importante qui mettait en rapport toutes les villes guelfes. Il s'y obstina un an, et fit bâtir aux portes mêmes de Parme la ville de Vittoria pour prouver que le siège ne serait jamais levé. Le cardinal légat Grégoire, qui défendait la ville, surprit Vittoria pendant une courte absence de Frédéric, la livra aux flammes, prit Thaddée de Suessa, qui fut coupé en morceaux, et poursuivit l'empereur jusqu'à Borgo San Donnino. Presque toute la contrée, la Lunigiana et la Grafagnana redevinrent

guelfes. Un échec plus grave encore suivit celui-ci dans la Romagne; le cardinal Ottaviano Ubaldini, de Bologne, centre de ses opérations, avait ramené Faenza, Forlimpopoli, Forlì, sous les étendards du pape et pressait Modène et Reggio. Le jeune Enzo, à la tête de quinze mille gibelins, marcha au secours de ces deux villes, rencontra les milices bolonaises non loin d'Oliveto, fut battu, mis en fuite, trahi dans sa retraite par une boucle de ses beaux cheveux blonds, et ramené prisonnier à Bologne où on refusa opiniâtrément de le rendre à son père (1249).

Ce coup atteignit profondément Frédéric II. Il voyait tous les siens tombés comme Thaddée de Suessa et Enzo, ou traitres comme Pierre des Vignes, qui privé de la vue par son ordre, se brisa la tête contre la muraille. Il songea à se soumettre; saint Louis fut prié de sa part d'intervenir auprès du pape; il offrit d'abdiquer l'empire, d'aller mourir en terre sainte; il consentit à ce que l'Allemagne et la Sicile fussent partagées, mais au moins entre ses enfants légitimes. Innocent poursuivait l'anéantissement de cette *race de vipères* et la conquête de la Sicile; il fut inexorable. L'empereur brisé, malade de fureur, appela de nouveaux Sarrasins d'Afrique pour se venger sur Rome; il faillit s'adresser aux Mongols et aux Turcs; Eccelino de Romano répandit des torrents de sang pour donner la main à Frédéric; mais la mort subite de ce dernier à Fiorenzuola, dans la Capitanate (13 décembre 1250), épargna à l'Italie une dernière lutte qui eût atteint le paroxysme de la fureur et du délire. Elle annonça en même temps la chute de la domination allemande et de l'autorité impériale en Italie. Elle commença pour la péninsule une période nouvelle : celle de l'indépendance !

CINQUIÈME PÉRIODE.

INDÉPENDANCE; LES RÉPUBLIQUES ET LES TYRANNIES
(1250-1494).

CHAPITRE XI.

**LE GRAND INTERRÈGNE; LA MAISON D'ANJOU;
DÉCADENCE DE LA PAPAUTÉ (1230-1303)¹.**

CHUTE DE LA DOMINATION ALLEMANDE; CONRAD IV (1250-1254). — ÉLÉVATION DE MANFRED ET DES PODESTATS; CHUTE D'ECCELINO DE ROMANO; FARINATA DEGLI UBERTI (1254-1260). — URBAIN IV ET CLÉMENT IV; CHARLES D'ANJOU; BATAILLES DE GRANDILLA ET DE PALENTA (1261-1271). — PUISSANCE DE CHARLES D'ANJOU; LES PAPES GRÉGOIRE X ET NICOLAS III (1271-1281). — LES VÊPRES SICILIENNES; CHUTE ET MORT DE CHARLES D'ANJOU (1282-1285). — L'ARISTOCRATIE LOMBARDE ET LA DÉMOCRATIE TOSCANNE; RIVALITÉ DE FLORENCE ET DE PISE, DE GÈNES ET DE VENISE (1285-1294). — BONIFACE VIII; CHUTE POLITIQUE DE LA PAPAUTÉ (1294-1303).

Chute de la domination allemande; Conrad IV (1250-1254).

L'indépendance de l'Italie, compromise à Cortenuova par la défaite des républiques, avait été sauvée en réalité par la papauté à Lyon. Au delà des Alpes, le fils de Frédéric II, Conrad IV, roi des Romains, paraissait avoir trop à faire contre les anticésars qui lui étaient opposés, pour songer à l'Italie. En deçà des Alpes, au midi de la péninsule, un fils de Frédéric II, Manfred, prince de Tarente, déclaré par le testament de son père vice-roi des Deux-Siciles en l'absence de Conrad, était de naissance illégitime et âgé seulement de vingt ans; au nord, Eccelino de Romano, que sa conduite passée et ses fureurs attachaient invariablement au parti gibelin, s'était fait détester de tous. Une politique prudente pouvait achever ce que la guerre la plus terrible avait commencé.

1. Voy., pour ce chapitre, les histoires particulières des villes dans la collection de Muratori; Verci, *Storia degli Eccelini*; Malespini, *Historia Florentina*; J. Villani, *Istorie Fiorentine*; Alexis de Saint-Priest, *Histoire de la conquête de Naples par Charles d'Anjou*.

L'ambition empêcha Innocent IV de le comprendre. A son retour en Italie (1251), il avait joui d'un véritable triomphe. Tous les Génois avaient couru au-devant du pontife leur concitoyen. L'ovation de Milan surpassa encore celle de Gènes. La multitude, rangée sur le passage du pontife, couvrit la route jusqu'à dix mille pas hors des murs. Innocent crut le moment venu de rétablir la domination du saint-siège dans toute la péninsule. Il tint cour plénière dans la capitale de la Lombardie, revendiqua la propriété entière du royaume de Sicile, prononça entre les factions de Lodi, nomma de sa propre autorité le podestat de Milan, et lança l'excommunication contre Eccelino dans la Marche, contre Doara dans Crémone, et contre Palavicino dans Plaisance. A la nouvelle que les guelfes, reprenant le dessus à Florence, rétablissaient un podestat avec une *seigneurie* de douze *anciens*, et que les villes de Naples, de Capoue, de Foggia, d'Averse se soulevaient à sa voix contre Manfred, il se dirigea par Mantoue, Ferrare et Bologne sur Rome, pour réaliser ses vastes projets. Mais il avait déjà mécontenté par ses exigences plus d'une ville, entre autres Milan, où il avait soutenu trop vivement les privilèges de quelques moines; les Italiens ne prétendaient pas avoir changé seulement de domination.

Rome, lasse comme la plupart des autres républiques de la turbulence des nobles, avait confié le pouvoir pour trois ans à un Bolognais du nom de Brancalione, qui ne l'avait accepté que comme une dictature. Ce rude sénateur, qui ne souffrait pas un délit sans le punir, qui rasait les maisons fortifiées des gentilshommes au moindre prétexte, et laissa un souvenir cher aux Romains, commença à dissiper les rêves d'Innocent IV, qui voulait faire ses conditions avant d'entrer dans la ville. Sous prétexte qu'il était malséant à un pape d'errer sans feu ni lieu, il enleva Innocent, l'amena dans Rome bon gré mal gré, l'y surveilla et le tint en bride tout comme un autre.

L'arrivée et les rapides succès du jeune Conrad IV, le fils et le successeur de Frédéric II, vainqueur de ses compétiteurs allemands, firent craindre un instant que tout ne fût

pas encore fini par la mort de Frédéric. Les flottes de la Sicile et de Pise avaient débarqué Conrad dans son royaume de Naples, au pied du mont Gargano; il n'eut qu'à se présenter sur un terrain bien préparé par Manfred pour se faire reconnaître partout. L'abbé du Mont-Cassin, qui avait le premier arboré le gonfanon pontifical, vit les Sarrasins de Lucera escalader sa montagne crénelée, Naples fut emportée d'assaut, et Conrad fit mettre un mors au cheval de bronze, symbole de l'antique Parthénope.

Milan, effrayée, prenait déjà pour capitaine général un serviteur de Conrad IV, le marquis de Lancia, oncle de Manfred, et dans la Toscane, Florence avait besoin de son *année des victoires* (1254) due à l'habileté de son podestat, Pietra Santa, pour maintenir ferme le drapeau guelfe.

La mort prématurée de Conrad IV mit soudainement un terme à la lutte qui recommençait. Il ne laissait pour héritier qu'un enfant, le jeune Conradin. Les grands vassaux allemands ne tinrent point compte de ce dernier rejeton légitime de Frédéric II; ils offrirent la couronne impériale à des étrangers, à un Richard de Cornouailles, à un Alphonse de Castille, qui ne mirent jamais le pied dans leur empire, et ainsi donnèrent lieu à ce grand interrègne, qui ne permit plus à l'Allemagne, pour longtemps, de peser sur l'Italie. L'empire allemand, comme épuisé après tant de luttes, tombait pour ainsi dire de lui-même et affranchissait la péninsule de toute domination étrangère. Heureuse celle-ci s'il l'avait également délivrée de toute discorde.

Élévation de Manfred et des podestats; chute d'Eccellino de Romano; Farinata degli Uberti (1254-1260).

Mais l'empire en se retirant laissait dans la plaie le fer dont l'Italie devait longtemps souffrir, et la papauté victorieuse des Hohenstauffen, mais non sans dommage pour sa puissance matérielle et morale, n'avait plus assez d'autorité et de force pour faire écouter ses conseils à la péninsule ou l'astreindre à ses volontés. L'ambition des podestats, au sein des villes, avait eu encore plus beau jeu dans la dernière lutte que dans la première. Dans la marche de Vé-

rone, d'où était partie la première étincelle de la révolte lombarde, Eccelino dominait maintenant en maître à Padoue, à Vicence, à Vérone; Albéric, son frère, à Trévise. Le comte de Saint-Boniface était également tout-puissant à Mantoue; Paul Traversari avait longtemps dominé à Ravenne; à Ferrare, le marquis d'Este succéda comme guelfe au pouvoir longtemps exercé par Salinguerra. La ville de Milan, la première des républiques lombardes, en 1241, lasse il est vrai des factions de la noblesse, avait nommé *capitaine du peuple*, avec de pleins pouvoirs, un puissant seigneur, Pagano della Torre, qui l'avait sauvée d'une ruine complète après la défaite de Cortenuova. A Gènes, Ansald de Mari, podestat, avait été longtemps tout-puissant. Dans la Romagne enfin, les Manfredi, les Malatesti apparaissaient déjà à la tête des villes de Faenza et de Rimini. Les villes de la Toscane seules conservaient encore sans atteinte cette liberté qu'elles avaient conquise après les autres et qu'elles devaient conserver plus longtemps. L'aristocratie féodale des podestats survivant à la lutte, restait, au nord de la péninsule, aux prises avec la bourgeoisie des municipalités.

Au midi, le royaume créé par le saint-siège, organisé par les empereurs souabes des deux côtés du Phare, était une autre cause de discordes. Seul État monarchique dans la péninsule, il était en opposition naturelle avec toutes les cités libres. Vassal des papes, il excitait leur haine et leur ambition; œuvre d'aventuriers heureux jetés sur la route de la Palestine, il était le rêve de tous les chercheurs d'aventures, un appât permanent pour l'étranger.

Le devoir du saint-siège eût peut-être été de chercher à constituer l'unité de la péninsule en dépit de tous ces éléments discordants, pour mettre sa puissance et la liberté de l'Italie à l'abri de nouvelles entreprises. Innocent instruit par ses premiers désappointements, parut le comprendre en Lombardie, où il ménagea son ennemi Eccelino de Romano, le plus puissant des podestats. Mais au midi, égaré par l'ambition et par la haine, il ranima une guerre qui pouvait s'éteindre en persistant à prétendre au royaume de Naples et à poursuivre les derniers rejetons de Frédéric. Le jeune

Manfred, courage héroïque, mais esprit prudent, qui était prêt à reconnaître la suzeraineté du pape et le recevait déjà dans Naples pour garder seulement l'usufruit du royaume, se décida à une lutte désespérée quand on lui refusa tout. Arrivé au milieu d'aventures romanesques dans la ville de Lucera, il reprit avec les dix mille Sarrasins de Frédéric II, Foggia, Troia, Barlette, Melfi, Bari et assiégea Naples, où Innocent IV, effrayé, poursuivi de visions terribles, mourut au milieu des cardinaux saisis de crainte et prêts à fuir (1256).

Le successeur de celui-ci, Alexandre IV, homme de moins d'énergie et de moins d'habileté, fut plus impolitique encore; il attaqua à la fois Eccelino et le fils de Frédéric. Dans le royaume de Naples, il envoya le cardinal Ottaviano Ubaldini, un athée qui se vantait d'*avoir déjà perdu mille fois son âme pour les gibelins, s'il en avait une*, tandis que Ruffo Catanzaro, agent pontifical, fit une diversion en soulevant la Calabre; au nord, il excommunia Eccelino, comme véhémentement suspect de paulicianisme, et prêcha contre lui une croisade où s'enrôlèrent un grand nombre de guelfes. La guerre des guelfes et des gibelins reprit comme autrefois, au midi et au nord, mais sur ces deux points finit différemment.

Manfred maintint les paysans de la Calabre, accula aisément près de Foggia et força à un traité honteux le cardinal Ubaldini, qui mit peut-être encore une fois son âme en danger pour le fils de Frédéric II; de là il passa en Sicile, expulsa tous les moines agents du saint-siège, et profita du bruit faussement répandu de la mort de Conradin, pour se faire sacrer roi lui-même à Palerme (1258).

Dans la Lombardie, Eccelino se défendit avec un redoublement d'intrigues et de férocité; le légat Philippe, agent du saint-siège, archevêque de Ravenne, le marquis d'Este, le comte de Saint-Boniface, à la tête des milices de Ferrare, de Mantoue, de Bologne et d'un grand nombre de croisés, avaient surpris, en 1256, la ville de Padoue, qui ne se défendit guère. Eccelino désarma onze mille Padouans qu'il avait dans son armée, tua les uns, jeta les autres dans des prisons où il les laissa périr, et, secondé de Palavicino et de Doara, maîtres de Crémone, envahit la Lombardie. Son but

était de mettre toutes les villes guelfes sous sa domination, en soutenant les seigneurs en guerre avec le peuple dans la plupart des villes, pour ensuite écraser le pape avec le roi Manfred. La prise de Brescia (1258), livrée par ses nobles et perdue par les fautes du légat Philippe qui gênait toutes les opérations, lui parut le commencement de l'exécution de ce projet. Il entretenait déjà des intelligences avec la noblesse de Milan, que le peuple maintenait rudement par son podestat, Martino della Torre, décoré du titre d'*ancien* (*anziano*) et *seigneur* du peuple, et il se promettait dans son orgueil de faire des actions aussi grandes que celles de Charlemagne.

Mais ses dernières cruautés avaient achevé de tourner tout le monde contre lui. Palavicino et Doara, qu'il avait indisposés en leur disputant le prix de leurs services, passèrent aux guelfes. Martino della Torre se mit à la tête des milices de Milan pour aller au-devant du monstre. Manfred lui-même, qui n'avait pas en lui une grande confiance, prêta secrètement la main aux attaques. Le marquis d'Este se débarrassa du légat Philippe, plus nuisible qu'utile, et vint fermer l'Adda; Eccelino se vit subitement entouré de tous côtés; ce fut comme un soulèvement général non plus contre celui qui était rejeté hors de l'Église par l'anathème, mais contre celui qui s'était mis hors de l'humanité par ses crimes atroces. Dans cet instant suprême, Albéric, qui jusque-là marchait avec les croisés, revint par orgueil féodal combattre aux côtés de son frère, pour sauver sa maison ou périr avec elle. Attaqué au pont de Cassano (1259), par où il voulait opérer sa retraite, Eccelino vit commencer la défection avec le combat même; pour l'arrêter, il donna de sa personne, fut blessé à la jambe, et continua à combattre jusqu'à ce qu'il tombât, frappé d'un coup de hache à la tête, au pouvoir de ses ennemis. Amené dans la tente de Doara, il ne laissa pas à ses vainqueurs la joie de l'envoyer au supplice, et déchira ses plaies, satisfait du moins d'une mort dont il était le seul exécuteur. Son frère Albéric, moins heureux, fut écartelé à Trévise, après avoir assisté au supplice de ses fils égorgés, de sa femme et de ses filles brûlées vives (1260).

La chute des Romano dans la Lombardie ne compensa pas pour le pape l'élévation de Manfred à la royauté de Sicile. Alexandre IV avait été entièrement défait dans le royaume de Naples, et ce n'était pas lui qui avait vaincu à Cassano ; il n'eut aucune part aux avantages de la victoire qu'il n'avait pas remportée, et souffrit beaucoup des conséquences de sa défaite.

Le marquis d'Este devint capitaine du peuple à Ferrare, le comte de Saint-Boniface à Mantoue, Martino della Scala à Vérone ; Martino della Torre, plus puissant que jamais à Milan, se fit nommer en même temps capitaine du peuple à Lodi, et prit à sa solde le marquis Palavicino, à qui toutes les villes guelfes ou gibelines, Pavie, Plaisance, Brescia, Tortone, Alexandrie offraient à l'envi la charge de podestat, pour les nombreux soldats dont il pouvait disposer. Les seigneurs les plus riches et les plus puissants de la Lombardie, en se rangeant sous le drapeau pontifical et guelfe, n'avaient travaillé que pour eux-mêmes. Cette triste guerre faite au nom du pape et de l'empereur avait fini par précipiter les villes sous le joug de chefs militaires. La papauté et l'empire, la domination allemande et la liberté des villes, tombaient au profit de la noblesse que tous avaient d'abord menacée. L'aristocratie des podestats s'affermir au nord ; et Alexandre IV, plus faible encore qu'auparavant, repoussé rudement de Rome par Brancaleone, poursuivi par celui-ci d'Anagni et de Viterbe jusque dans Assise, où la protection du tombeau récent mais déjà vénéré de saint François ne lui suffit point, resta livré sans défense à la vengeance du roi de Sicile.

Manfred, aimé comme son père, dont il était l'image, et qui fût peut-être resté tranquille dans son royaume si on ne l'y avait attaqué, chercha alors à poursuivre sa victoire, à relever partout l'élément gibelin ; il prétendit devenir le chef national et laïque de l'Italie, à l'encontre de la domination du saint-siège. La Toscane était le pays où le parti guelfe était le plus puissant, surtout depuis que tout récemment encore, en 1258, Farinata degli Uberti et tous les seigneurs gibelins avaient été chassés de Florence. Manfred,

accorda à ces bannis réfugiés à Sienne d'abord quelques soldats, puis une petite armée. A ces forces Farinata degli Uberti ajouta la perfidie; il attira hors de Florence toutes les corporations, tous les *arts*, jusque sur la colline de Monte Aperti, en promettant de leur livrer une porte de Sienne; mais il les attendait là; à la tête des Allemands, des exilés et des Siennois, il en fit ce grand carnage qui, selon le poète, teignit en rouge les eaux de l'Arbia.

« Lo strazio, e'l grande scempio
Che fece l' Arbia colorata in rosso. »

Florence, vaincue par cette ruse infernale, retomba au pouvoir des gibelins, qui proclamèrent Manfred protecteur de la ville. Mais si Uberti partagea avec tous ses compagnons le crime de cette trahison, il mérita mieux de Dante quand, au milieu de l'assemblée des ennemis de Florence, des Allemands et des Siennois qui voulaient détruire cette citadelle du parti guelfe, il fut seul contre tous à la défendre, et réussit à la sauver (1260).

**Urbain IV et Clément IV; Charles d'Anjou; batailles de
Grandella et de Palenta (1268-1271).**

Urbain IV, en montant l'année suivante, sur le trône pontifical, trouva donc la puissance du saint-siège plus compromise que jamais par l'ambition d'Innocent IV et la faiblesse d'Alexandre.

Manfred venait de s'affermir en prenant pour gendre, malgré les efforts du pape, le fils du roi d'Aragon, et en se faisant nommer sénateur de Rome. Rien de plus dangereux que cette dignité entre les mains de cette famille incrédule, fort soupçonnée de paulicianisme et protectrice de ces Sarrasins de Lucera et de Nocera qui, campés aux portes de Rome, étaient prêts à fondre sur elle au premier signe d'un chrétien peu scrupuleux. Les podestats de la Lombardie ne songeaient qu'à affermir leur autorité dans les villes; Martin della Torre, guelfe, et le gibelin Palavicino s'étaient unis sans se soucier des intérêts pontificaux. Les républiques maritimes oubliaient l'Italie pour une révolution en Orient qui les intéressait bien davantage. L'empire latin, fondation de la

quatrième croisade, tombait sous les coups des Grecs l'année même de l'avènement d'Urbain. Michel Paléologue, favorisé par les Génois, rentrait dans Constantinople, d'où s'échappait Baudouin II. Gènes, pour prix de ses services, se faisait céder le faubourg de Galata dans la capitale et l'île de Chio. Venise s'efforçait, soit en traitant avec le nouvel empereur, soit en combattant contre les Génois, de conserver les débris des conquêtes de son doge, Dandolo. Pise enfin profitait de l'embarras et du désordre de tous pour accroître son commerce.

Urbain IV, réfugié à Civita Vecchia, pour ne pas rester dans une ville au pouvoir de son ennemi, reprit la vieille politique du saint-siège et appela l'étranger au risque de compromettre encore l'Italie; il renonça à conquérir le royaume de Sicile, et résolut au moins de le donner à un souverain dans lequel il pût trouver un vassal orthodoxe et obéissant.

La France semblait alors, sous la main de saint Louis, s'accroître en force et en dignité de tout ce que perdait l'empire d'Allemagne. Urbain IV offrit l'héritage de Manfred d'abord à saint Louis, puis, sur le refus de celui-ci, à son frère Charles, comte d'Anjou et du Maine, époux de Béatrix, comtesse de Provence. Le choix de ce dernier offrait tous les avantages qu'on espérait, comme tous les périls qu'on en pouvait craindre. Plein de zèle pour l'Église qui l'appelait, il croyait accomplir une œuvre sainte; mais animé aussi d'une ambition sans mesure, il voyait le triomphe de la foi dans le sien propre, et sa religion pouvait devenir l'instrument consciencieux de sa politique. Le traité fut conclu déjà avec une sorte de défiance par le pape et sous des garanties qui montraient toutes les appréhensions du saint-siège. Charles d'Anjou recevait en fief du saint-siège, pour lui et ses descendants directs, à la condition de l'hommage et d'un tribut annuel de huit mille onces d'or, le royaume de là et de çà le Phare, à l'exception de Bénévent et de son territoire, cédés au pape. Il s'engageait à entretenir trois cents cavaliers pour le service de l'Église, à ne réunir jamais à ce royaume la couronne impériale, la Lom-

bardie ou la Toscane, et à conserver toutes les immunités du clergé ; il consentait à sa déchéance s'il n'observait point toutes ces conditions (1263).

Chaque pas de Charles d'Anjou vers son but fut suivi par le saint-siège avec presque autant d'inquiétude que d'espérance. Urbain IV avait opposé à Martino della Torre, qui paraissait s'être rapproché des gibelins par l'adoption de Palavicino comme podestat, un archevêque choisi dans une famille puissante et rivale, Othon Visconti. Quand Philippe della Torre, successeur de Martino, après s'être fait reconnaître seigneur des villes de Novare, Côme, Verceil, Bergame, en même temps que de Milan, congédia Palavicino et obtint de Charles pour podestat un de ses sujets, Barral de Baux, le pape n'en soutint pas moins l'opposition de l'archevêque. Ce fut bien pis quand les Romains annoncèrent l'intention de choisir Charles d'Anjou lui-même pour sénateur. La proscription de la maison de Souabe ne paraissait déjà plus avoir d'objet ; le danger n'avait fait que changer de nom. Urbain IV le permit cependant par crainte de voir les Romains, qui voulaient absolument un prince à leur tête, préférer encore Manfred, mais à la condition que Charles d'Anjou ne garderait cette dignité que tant qu'il plairait au pape.

L'Italie, effrayée de la puissance de Manfred, se livra avec moins de défiance que le saint-siège. Montferrat, en rapports fréquents de voisinage avec la Provence, ouvrit tous les passages des Alpes, et les portes de la ville d'Asti, quand Béatrix elle-même, la fière et courageuse femme de Charles d'Anjou, ayant à ses côtés son gendre, Robert de Béthune, héritier de la Flandre, et Traissignies, connétable, entra en Italie à la tête d'une brillante armée de vingt mille hommes (1265). Le seigneur de Milan della Torre la conduisit à travers le Milanais jusqu'à l'Oglio, où le marquis Obizzo d'Este et le comte Saint-Boniface vinrent la prendre et rendirent inutile la mauvaise volonté de Buoso de Doara, qui voulait défendre le passage de ce fleuve. Le marquis Palavicino, gibelin, voulut seul faire quelque résistance, et fut battu à Capriolo.

L'entente devint plus complète aussi de la part du saint-

siège, lorsqu'à la place d'Urbain IV monta sur le trône un pape français, Clément IV, tout dévoué à la maison de France dont il avait été le ministre (1265). Charles s'embarqua alors à Marseille avec mille chevaliers pour se rendre aux bouches du Tibre et prendre le commandement de son armée à Rome. Battu d'une affreuse tempête, il n'échappa qu'avec peine à la flotte ennemie, et entra comme par miracle sur une barque dans Rome; mais il y fut reçu avec le plus grand enthousiasme; Clément IV lança l'excommunication sur Manfred et les siens, donna à l'expédition toute la couleur d'une croisade, ordonna la levée d'un décime sur le clergé, et, dans le besoin d'argent où était Charles d'Anjou, donna hypothèque aux banquiers de Pise, de Florence et de Gènes sur les basiliques romaines.

Couronné roi de Sicile par quatre cardinaux, « résolu à envoyer son ennemi en enfer ou à se faire mettre en paradis, » Charles d'Anjou se dirigea alors sur les frontières du royaume de Naples à la tête de son armée, augmentée de quatre cents émigrés guelfes de Florence, commandés par Guido Guerra, et de quatre mille Bolonais entraînés par les prédications d'un évêque. Il pouvait laisser derrière lui sans s'inquiéter la Toscane, où Guido Novello, capitaine des soldats de Manfred et chef des gibelins, dominait dans Florence et tenait pour le fils de Frédéric; car dans le royaume de Naples, la trahison éclaircissait les rangs de l'armée chargée de défendre la frontière. Le comte de Caserte livra le passage du Garigliano; l'ardeur française emporta le fort de Rocca d'Arce, regardé comme imprenable, et le couvent non moins fortifié du Mont-Cassin. Manfred se replia sous les murs de Bénévent, et offrit la bataille sur les bords du Calore dans la plaine de Grandella, quoiqu'il eût pu épuiser peut-être son ennemi par une guerre de détail (26 février 1266).

Les Allemands et les Sarrasins eurent d'abord le dessus; mais Charles d'Anjou, combattant des excommuniés, des infidèles, crut pouvoir donner l'ordre, considéré alors comme déloyal, de frapper aux chevaux. L'armée de Manfred commença à plier; le comte della Serra, celui de Casate, le

grand trésorier, tous les Apuliens, « devenus couards ce jour-là, » selon l'énergique parole du poète, donnèrent l'exemple de la fuite. La chute de l'aigle d'argent qui formait le cimier de son casque persuada à Manfred que c'en était fait. Il se jeta au milieu des ennemis pour ne pas survivre à sa défaite et y trouva la mort. L'armée française ensevelit d'abord le brave chevalier sous un monceau de pierres apportées par chaque soldat près du pont de Bénévent ; mais le légat du pape fit déterrer et jeter dans le Gargliano le cadavre de l'excommunié.

Charles d'Anjou, après avoir rempli les espérances du saint-siège, légittima bientôt ses craintes. Il laissa d'abord ses soldats dépeupler, ruiner par le meurtre et le pillage la ville de Bénévent qu'il était obligé de rendre au pape. Entré triomphalement à Naples, reconnu des deux côtés du Phare, il ne se contenta pas de faire périr, de dépouiller tous les partisans de Manfred, de réintégrer les exilés, de donner les dépouilles des vaincus, toutes les charges, tous les grands fiefs à des Provençaux ; il montra de bonne heure que son affermisement en Sicile n'était que le prélude de sa domination en Italie.

Les guelfes étaient rentrés dans toutes les villes de la Lombardie, et Oberto Palavicino était tenu en respect par Napoléon della Torre. Guido Novello en Toscane tenait presque seul le drapeau gibelin en Italie. Charles l'attaqua. En vain Novello essaya quelque temps de faire un compromis avec les guelfes en appelant au gouvernement de Florence deux membres d'une sorte d'ordre mi-partie religieux mi-partie militaire, dispensé des vœux de chasteté et de pauvreté, et appelé pour cela les *frères de la joie* (*frati gaudenti*). Ceux-ci dotèrent Florence d'institutions nouvelles en établissant un conseil de trente-six *prud'hommes* et en fondant et en distinguant les premiers les corporations des *arts majeurs et mineurs* ; mais ils ne furent d'aucun secours à Novello et aux gibelins. A l'approche de Guy de Montfort, chevalier français, envoyé à la tête de huit cents cavaliers, Guido Novello s'enfuit pendant la nuit avec les gibelins ; ses biens et ceux de ses partisans furent confisqués ; les conseils

de la république recomposés à l'exclusion de tout noble. Charles d'Anjou, proclamé seigneur de Florence pour dix ans, vint mettre le siège devant le château de Poggibonzi, dépendant de la république de Sienne, dont il s'empara, et détruisit le Porto Pisano pour se venger de la plus gibeline des villes de Toscane. Triste victoire pour la démocratique Florence : elle frappait Pise son ennemie extérieure et les nobles ses adversaires du dedans, mais elle tombait sous un maître étranger (1267).

Le pape Clément IV, malgré son dévouement à la maison de France, s'effraya ; il se plaignit de ce qu'il appelait le mauvais gouvernement de Charles d'Anjou dans son royaume, protesta contre la dignité nouvelle de celui-ci à Florence, et insista pour qu'il déposât la charge de sénateur à Rome. Un danger commun les réunit encore quelque temps.

Les bannis gibelins du royaume de Naples, de Toscane, de Lombardie, selon la funeste habitude des exilés de tous les partis, avaient à leur tour cherché un appui au dehors pour relever leur fortune. Lancia et Capece, nobles napolitains ; des envoyés de Pise et de Sienne, de Palavicino, étaient parvenus à persuader au dernier descendant légitime des Hohenstauffen, Conradin, de venir réclamer son héritage de Sicile. Ce jeune homme de seize ans, dépouillé par ses oncles de ses biens patrimoniaux en Bavière, délaissé par sa mère, qui s'était remariée, d'ailleurs brave, héroïque, n'ayant pour tout ami qu'un orphelin, jeune comme lui, dépouillé comme lui, Frédéric d'Autriche, avait cédé facilement à la tentation. On le vit bientôt descendre les Alpes avec Frédéric, à la tête d'une armée de dix mille hommes soldés par les gibelins, et traverser la Lombardie par Vérone et Pavie, tandis que Lancia et Capece s'embarquèrent sur des vaisseaux pisans pour aller soulever la Sicile.

Tout parut un instant réussir au jeune homme dont l'héroïque confiance attendrissait l'Italie. Un royal aventurier, don Enrique, frère d'Alphonse X de Castille, devenu sénateur de Rome après avoir promené son ambition turbulente d'Espagne en Afrique et d'Afrique en Sicile, chassa le pape à Viterbe et fit déclarer Rome pour Conradin. La Sicile en

feu, la ville sarrasine de Lucera soulevée, mirent le pape et Charles d'Anjou entre deux ennemis. Clément IV effrayé fulmina l'anathème contre le petit-fils de Frédéric II; il ne marchanda plus avec Charles d'Anjou, le nomma vicaire impérial en Italie, et le pressa d'aller réprimer les Sarrasins de Lucera, qu'il craignait avant tout. Corradino, comme l'appelaient les Italiens dans leur tendre enthousiasme, après avoir passé par Pise et Sienne, entra dans Rome sous des arcs de triomphe élevés à l'improviste; au milieu d'une population ivre de joie, il fut conduit par un chœur de jeunes filles jusqu'au Capitole. Clément IV, tout en répétant qu'on « menait l'agneau à la boucherie, » n'était point entièrement rassuré.

Tandis que Charles d'Anjou pressait Lucera, le jeune Conradin, dans l'intention de tourner la forte position du Garigliano, se jeta par la voie Valeria dans les Abruzzes à la tête de ses troupes allemandes, italiennes et espagnoles, pour regagner Lucera, y faire sa jonction avec les Sarrasins et marcher de là sur Naples. Mais la rapidité de Charles d'Anjou déjoua cette tactique : en trois jours, à la tête de l'élite de ses troupes, il fit vingt-cinq milles et vint présenter la bataille à son adversaire dans la plaine de Palenta, à quelque distance du petit village de Tagliacozzo. Son armée était très-inférieure en nombre. Le connétable de Champagne, Énard de Saint-Valery, y suppléa par la ruse. Il se cacha dans un pli du terrain, masqué par une colline, avec Charles d'Anjou et les meilleurs chevaliers de l'armée. Placé là en embuscade, il laissa Conradin et les siens battre et disperser les deux premières lignes de l'armée angevine, puis s'élança tout à coup quand l'ennemi, victorieux et fatigué, commençait à se reposer ou à piller. Il en eut bon marché : don Enrique fut pris, Conradin et son ami Frédéric, mis en fuite, furent faits prisonniers au château d'Astura par un Frangipani, au moment où ils cherchaient à passer en Sicile, et livrés à Charles d'Anjou. Toute l'armée gibeline disparut, tuée, prise ou dispersée (23 août 1268).

Charles fit de la victoire un usage odieux. Le jeune Conradin et Frédéric comparurent devant une cour de justice

composée de syndics du royaume des Deux-Siciles, de barons provençaux et de jurisconsultes, présidée par le vainqueur. Accusés de révolte contre le roi de Sicile et contre la sainte Église romaine, ils furent condamnés à mort sur le vote d'un seul juge. On leur annonça leur sort comme ils étaient occupés dans leur prison à jouer tranquillement aux échecs. « Quelle affreuse nouvelle pour ma pauvre mère ! » se contenta de dire le jeune Conradin. Le lendemain, après avoir protesté à haute voix contre la sentence, qui lui fut lue par un scribe, il donna un dernier embrassement à son fidèle Frédéric et demanda pour toute grâce de porter le premier sa tête sur le billot et de ne pas être témoin du supplice des compagnons de sa mauvaise fortune. Sa mort courageuse fit une telle impression sur les chevaliers français que le gendre même du roi se jeta l'épée à la main sur le scribe qui avait osé, lui vilain, prononcer la sentence « d'un si gentil seigneur. »

Le duc Charles d'Anjou trouva que son gendre avait agi en bon chevalier, et ordonna de continuer les exécutions. Onze seigneurs, dans la même journée, portèrent leur tête sur le billot. La révolte, déjà allumée dans la Sicile et la Calabre, s'était apaisée vainement à la nouvelle du désastre de Tagliacozzo. Tous ceux qu'on soupçonna d'y avoir pris part furent déclarés traîtres, dignes de mort, leurs biens confisqués et leurs enfants infâmes. A Gallipoli, dix-huit seigneurs, surpris dans le château, subirent le supplice de la corde ; à Corneto, une centaine. A Lucera, enfin prise, tous les chefs des Sarrasins furent décapités, les autres dispersés ; en Sicile, Capece, Conrad d'Antioche, tous les habitants de la petite ville d'Agosta furent envoyés au supplice. Les exilés napolitains et siciliens, les Provençaux s'enrichirent des dépouilles et des biens des victimes (1268).

Puissance de Charles d'Anjou : les papes Grégoire X et Nicolas III (1271-1281).

Charles d'Anjou fut naturellement plus dangereux pour l'Italie après qu'avant l'expédition de Conradin. A Rome, il reprit la dignité de sénateur, condamna cent trente ba-

rons, convaincus de félonie, à avoir une jambe coupée, puis, se ravisant, *par meilleur conseil*, ordonna de les transférer dans une baraque de bois à laquelle il fit mettre le feu. Dans la Toscane, la ville de Sienne fut imposée à onze cents drachmes pour avoir ouvert ses portes à Conradin. En Lombardie, la mort devança les ordres impitoyables de Charles d'Anjou. Oberto Palavicino, chassé de son dernier château par les Pavésans; Buoso de Doara, exilé de Crémone, où il avait longtemps été podestat, moururent tous deux de misère. D'un bout à l'autre de l'Italie, des Alpes au golfe de Tarente, Charles d'Anjou, sous le nom de *roi*, de *vicaire impérial*, ou de *pacificateur*, domina par lui-même ou par les guelfes.

Père de deux fils, dont l'un avait épousé la fille unique du roi de Hongrie, l'autre Isabelle de Villehardouin, héritière de la principauté d'Achaïe; de deux filles, l'une mariée à Robert de Béthune, fils du duc de Flandre; l'autre à Philippe de Courtenay, roi titulaire de Thessalonique, héritier nominal de l'empire latin tombé, époux lui-même en secondes noces d'une fille du duc de Bourgogne, ayant la main partout, le conquérant de Naples et de la Sicile formait des projets gigantesques. Maître déjà des côtes de l'Albanie, de Corfou, dont il s'était emparé sur la veuve de Manfred, Hélène restée prisonnière; suzerain de l'Achaïe et de la Morée, il n'avait plus qu'à diriger sur Byzance contre Paléologue la flotte qu'il rassemblait à grands frais dans le port de Brindes; et il rétablissait non plus le petit empire latin de Baudouin de Flandre, mais l'ancien empire d'Orient avec l'Italie comme annexe; la soumission de toute la péninsule après la conquête de Naples n'était que le premier degré de sa grandeur. En réalisant ce rêve, depuis longtemps caressé, Charles d'Anjou accomplissait une œuvre toute chrétienne: il éteignait un schisme, il réunissait, chose longtemps désirée, l'Église grecque à la latine et opposait une barrière puissante aux progrès tous les jours plus menaçants des Turcs. En travaillant pour sa grandeur, il faisait les affaires du saint-siège et celles de la chrétienté.

Mais quoi! la papauté n'aurait-elle détruit la maison de

Hohenstauffen, l'empire d'Occident, que pour élever au-dessus d'elle la maison d'Anjou et l'empire d'Orient? L'Italie ne se serait-elle soustraite à la dépendance des successeurs germaniques de Charlemagne que pour tomber sous celle des successeurs angevins de Constantin? Le danger fut aperçu. Quand Charles d'Anjou, déjà déclaré seigneur perpétuel d'un grand nombre de villes du Piémont, réunit, en 1269, une diète à Crémone pour se faire nommer seigneur des villes lombardes et devenir ainsi le chef du parti guelfe, les villes de Parme, Plaisance, Modène, Reggio, Ferrare, Crémone reconnurent seules ce protectorat; les autres, et parmi elles Milan, Bergame, Alexandrie, Bologne, ainsi que le seigneur de Montferrat, aimèrent mieux avoir le roi de Sicile pour *ami* que pour *seigneur*. Obligé, encore un peu plus tard, d'ajourner ses projets pour accompagner son frère saint Louis dans une croisade (1270), Charles trouva au moins un dédommagement à ce retard en détournant à son profit cette expédition sur Tunis. Arrivé sur la plage africaine au moment où le roi de France mourait comme martyr, il ne poussa la guerre contre les Maures que pour leur arracher un traité qui assurait aux chrétiens des franchises de commerce dans leurs ports, et obtenir du sultan le tribut déjà payé à ses prédécesseurs les rois normands.

Ce fut dans le saint-siège que l'ambition de Charles d'Anjou rencontra le plus d'obstacles.

Après un intervalle de deux ans, l'autorité du *docteur séraphique*, saint Bonaventure, qui fit enfermer séparément les cardinaux dans leur palais de Viterbe, et l'impatience du peuple, qui enleva la toiture du palais pour hâter la fin du conclave, arrachèrent enfin l'élection de Grégoire X. Ce saint et enthousiaste vieillard, qui n'avait d'autres pensées que de préparer une grande croisade par la réconciliation générale de toute la chrétienté, fut bien loin de goûter les projets de Charles d'Anjou lorsqu'il revint de Jérusalem, où il était au moment de son élection. En Toscane, il leva l'interdit qui pesait depuis longtemps sur la gibeline cité de Pise, il convoqua à Florence les chefs des

guelfes et des gibelins pour leur faire jurer une paix qui aurait permis aux derniers de rentrer dans leur patrie, si Charles d'Anjou ne les avait fait avertir qu'ils risqueraient leur vie en franchissant les portes de la ville. Dans la Romagne, il conclut également un traité entre les Vénitiens et les Bolonais, qui se disputaient la navigation du Pô. Il essaya, mais sans réussir, de conjurer la guerre que Charles d'Anjou entretenait dans la ville de Gènes en appuyant les Grimaldi et les Fieschi, chefs du parti noble contre les Doria et les Spinola. Il aurait voulu faire disparaître ces noms de guelfes et de gibelins, empruntés, disait-il, à l'étranger et qui déchiraient encore l'Italie après avoir perdu toute signification.

En Allemagne, Grégoire X mit (1273) fin au grand interrègne et obtint des prélats et vassaux germanais l'élection de Rodolphe de Habsbourg, qui renouait la chaîne interrompue des césars. Le saint vieillard, épris de cette conception idéale de la société du moyen âge qui commençait à s'en aller pièce à pièce, croyait la restauration du saint empire juste, nécessaire ; elle entraînait dans ses projets, qui n'allaient à rien de moins qu'à rétablir l'unité de l'Europe pour la jeter sur l'Asie, et à reconquérir cette chère Jérusalem qu'il avait promis de ne pas oublier. Rien pour atteindre ce but ne lui coûtait ; les plus vieilles, les plus profondes dissidences devaient disparaître à sa voix et se fondre dans le vaste sein de l'Église. En 1274, dans un concile tenu à Lyon, il s'applaudissait d'obtenir sans une goutte de sang chrétien, de Michel Paléologue au moins, la réconciliation des deux Églises que Charles d'Anjou voulait poursuivre les armes à la main, et il se croyait au moment de réaliser ses désirs en voyant des souverains tels que Rodolphe de Habsbourg, Philippe de France et Charles d'Anjou y prendre la croix ; lui-même rêvait de se mettre à la tête de la sainte expédition, lorsqu'il mourut en rentrant en Italie, dans la ville d'Arezzo (1276).

L'ambition de Charles d'Anjou pouvait peut-être trouver son compte aux projets de croisade de Grégoire X, mais elle n'eut aucune prise sur la politique tout italienne de son

successeur, Nicolas III. Ce noble romain, de la famille des Orsini, tout occupé d'établir entre les États italiens, au profit du saint-siège, une sorte d'équilibre qui pût faire échec à la puissance de Charles d'Anjou, opposa d'abord l'un à l'autre le nouvel empereur et le roi de Sicile. Il fit renoncer le premier à toute prétention sur la Sicile, à toute suzeraineté sur la Provence; le second aux titres de sénateur de Rome et de vicaire de l'empire. Fortifiant le saint-siège entre ces deux puissances, il se fit garantir par l'empereur la possession alors presque nominale de tout le territoire compris entre Radicofani et Ceprano, de la Romagne, de la marche d'Ancône et de la Pentapole; il nomma sénateur de Rome son neveu, Bertold Orsini, déjà comte de Romagne, et un autre de ses parents, Latino, *légal a latere* dans l'Italie centrale. Sa politique dans le reste de la péninsule, dégagée de toute préférence entre les guelfes et les gibelins, n'ayant d'autre but que d'assurer la puissance du saint-siège et de maintenir l'indépendance de l'Italie, tendait même à affaiblir les guelfes qui prêtaient plus d'appui à la dynastie angevine qu'au saint-siège, et à fortifier les gibelins qui ne pouvaient compter sur l'empereur. Son légat Latino réconciliait à Bologne les Gieremei et les Lambertazzi; lui-même faisait rentrer décidément les gibelins à Florence et favorisait dans la Lombardie l'élévation de l'archevêque de Milan, Othon Visconti, chef du parti gibelin, à la seigneurie de cette ville (1277), aux dépens de Napoléon della Torre, partisan de Charles d'Anjou, qui semblait déjà y avoir un droit héréditaire. Le frère de saint Louis rongeaient son frein et cherchait une assez maigre consolation en achetant de Marie d'Antioche, dernière héritière des rois de Palestine et nommée pour cela *Mademoiselle de Jérusalem*, la couronne de Godefroi de Bouillon.

Ce Nicolas III qui ne fit que passer sur le saint-siège était un homme d'un grand sens; ce que la foi de son prédécesseur avait entrevu, sa politique avait pour but de le réaliser. Il savait que c'en était fait du saint empire, et ne revendiquait pas pour lui les prétentions d'un autre temps; son ambition était d'étouffer les vieux partis, et de constituer la

puissance politique du saint-siège entre la monarchie méridionale et les républiques du nord, pour assurer leur équilibre au dedans, et leur servir de protection au dehors. Idée simple et juste qui eût pu garantir l'indépendance péninsulaire.

Aussi quand Nicolas III mourut (1280) persuadé que l'Italie, l'Orient ne pouvaient lui être assurés que par le saint-siège, le roi de Sicile accourut à Viterbe, força les portes du conclave, enleva trois des cardinaux qui lui étaient le plus hostiles, et emporta d'assaut l'élection d'un Français qui devait lui être tout dévoué, Martin IV. En effet, le roi Charles fut investi de nouveau par sa créature de la dignité de sénateur de Rome et recouvra toute la puissance dont il avait déjà joui précédemment en Italie. Othon Visconti fut menacé de nouveau par Napoléon della Torre, et prit le marquis de Montferrat pour podestat afin de le tenir en échec. Pise même devint guelfe en Toscane. Charles d'Anjou acheva ses derniers préparatifs, leva une contribution forcée, rassembla tous ses vaisseaux, dirigea tous ses soldats aux ports de Manfredonia, de Tarente et de Brindes, n'attendant plus qu'un bon vent pour prendre à la tête de quinze mille hommes et de cent vingt galères la route du Bosphore. Mais, en s'assurant du concours de la papauté, le roi de Sicile avait oublié de gagner l'affection de son peuple.

Les Vêpres siciliennes; chute et mort de Charles d'Anjou (1282-1285).

Les rigueurs par lesquelles Charles d'Anjou avait essayé d'affermir sa conquête avaient souvent dépassé le but. La régularité que son gouvernement apportait surtout dans l'exécution des mesures fiscales inventées par les rois normands, avait répandu partout la haine de sa domination, mais particulièrement dans la Sicile. La royale Palerme que les rois normands et souabes s'étaient plu à orner de splendides monuments n'avait pas vu sans dépit son rang passer à la ville continentale de Naples, qui semblait à Charles d'Anjou une capitale plus appropriée à sa puissance en Italie et à ses vastes desseins; le reste de l'île, laissé en proie à des

agents, qui traitaient avec rudesse et insolence une population dont ils ne comprenaient pas les mœurs et dans laquelle ils ne voyaient que des *patarins*, ressentait doublement le poids d'une tyrannie de seconde main. Une fermentation sourde et mal étouffée chez ce peuple sombre et concentré, mais susceptible et fier, aurait pu avertir Charles d'Anjou. Il ne vit rien ou ne voulut rien voir; un évêque et un moine sicilien qui osèrent encore, en 1282, porter en sa présence les plaintes de la Sicile aux pieds de Martin IV, furent jetés en prison.

Quelques nobles, cependant, un certain Jean de Procida, médecin, autrefois serviteur de Frédéric II et de Manfred, maintenant réfugié auprès de don Pèdre III, roi d'Aragon et de sa femme Constance; un Alaimo da Lentini, un Palmiere Abbate, restés en Sicile sous la domination étrangère, cherchaient, dans le cas d'une éruption que le mécontentement rendait inévitable, à assurer à leur patrie le secours d'un roi intéressé par son ambition et par ses liens de famille à en prendre la défense. Jean de Procida surtout n'avait rien négligé depuis qu'il avait été outragé par un seigneur français. Il avait pendant quatre ans parcouru déguisé en franciscain, l'Espagne, l'Italie, la Sicile, la Grèce. Il s'était vu au moment de réunir le pape Nicolas III, Paléologue et don Pèdre, contre son ennemi. Il avait enfin décidé à agir le dernier qui avait recueilli le gant jeté, dit-on, de l'échafaud par le malheureux Conradin. Don Pèdre III d'Aragon était sûr de Guido Guerra à Rome, des Spinola à Gènes, des Visconti à Milan, de tous les chefs du parti gibelin; monté sur une flotte lentement rassemblée à Portfangos il errait avec cent cinquante voiles aux côtes de l'Afrique, sous prétexte d'une croisade contre les Barbaresques, au moment même où Charles d'Anjou s'appêtait à mettre à la voile au port de Brindes. Trop clairvoyant pour pouvoir se méprendre sur de pareils mouvements, le roi de Sicile se contentait cependant de traiter le roi d'Aragon de *misérable*, et ne se détournait point de ses projets contre l'Orient par crainte de celui qu'il regardait comme un si petit prince.

Mais le lundi de Pâques de l'année 1282 (30 mars) une rixe

particulière détermina l'explosion générale. Au milieu des danses joyeuses par lesquelles les habitants de Palerme célébraient hors la ville la solennité religieuse, rehaussée par un splendide soleil de printemps, quelques Palermitains se prirent de mots avec des serviteurs et familiers français du justicier de la province, dont la présence et peut-être les privautés troublaient leurs plaisirs ; on en vint bientôt des paroles aux coups. Bref, les Siciliens, auxquels le port des armes était défendu, menacés d'être fouillés par leurs oppresseurs, s'armèrent les uns de poignards qu'ils portaient en effet sous leurs vêtements, les autres de pierres, en criant : *Mort aux Français !* Une grande foule était dehors ce jour-là ; ce cri poussé par quelques voix fut bientôt répété par tout Palerme, puis par toute la Sicile ; les Palermitains rentrés dans la ville firent main basse sur les Français qu'ils rencontrèrent, et coururent au palais du gouverneur qui ne se sauva qu'avec peine. La nouvelle du soulèvement de Palerme, comme l'étincelle qui propage l'incendie, étendit le massacre au fur et à mesure à Corleone, à Trapani, à Syracuse, à Agrigente. La petite ville de Sperlinga refusa seule le sang français. Messine, où commandait le vice-roi, Herbert d'Orléans, hésita quelque temps, mais se déclara enfin ; Herbert devant la foule menaçante fut obligé de capituler et s'embarqua avec cinq cents hommes. Au bout d'un mois il n'y avait plus un Français en Sicile.

La colère de Charles d'Anjou fut égale à sa stupeur, et, malgré la prière qu'il adressa au Seigneur en recevant cette terrible nouvelle, sa chute ne fut ni lente, ni « ménagée pas à pas. » La flotte qu'il avait destinée à la conquête de l'Orient vint se briser contre l'héroïsme de Messine, où commandait Alaimo da Lentini, et où *les dames portèrent sur les murailles la chaux et la pierre*. Le roi d'Aragon, qui était aux aguets sur la côte d'Afrique, implora par les députés palermitains, qui avaient d'abord voulu mettre la Sicile sous la protection de Martin IV et avaient été durement refusés, fit voile vers Palerme, y fut reçu comme un sauveur et couronné. Son amiral, Roger de Loria, dirigé sur le détroit, força la flotte de Charles d'Anjou, dont les gros vaisseaux ne pouvaient

manœuvrer, à lever le siège de Messine, la poursuivit jusqu'au port de Catona, prit vingt-neuf galères et fit mettre le feu aux autres, au grand désespoir de Charles d'Anjou, qui du rivage contempla la ruine de sa flotte et de ses espérances, en rongant le bâton qu'il tenait à la main.

Les résolutions du frère de saint Louis, frappé de ces coups redoublés à la fin d'une carrière glorieuse, furent celles d'un repentir tardif et d'un désespoir furieux ; il laissa au prince de Salerne, son fils, Charles le Boiteux, le gouvernement de l'Apulie et de la Calabre, pour y promulguer au parlement de San Martino une réforme du royaume, et défia son rival, avec une troupe de cent chevaliers français contre cent aragonais, à un combat particulier qui ne put avoir lieu. Martin IV secourut en vain son protégé des foudres pontificales, en déclarant Pierre déchu de sa couronne, qu'il offrit au frère du roi de France. Pierre défendit son royaume attaqué par Philippe III en personne, et sa nouvelle conquête que Charles d'Anjou essaya de reprendre avec une seconde flotte. Il arrêta lui-même dans les Pyrénées le roi de France, qui voulait installer son frère en Aragon, et rendit ainsi inutile la flotte qu'on avait rassemblée dans les ports de la Provence pour agir de concert avec l'armée d'invasion. De Sicile, où il avait laissé sa femme Constance comme régente, l'amiral Roger de Loria comprenant que l'Aragon n'avait plus besoin d'être défendu par mer fit voile en toute hâte vers l'Italie, présenta la bataille dans la baie de Naples au prince de Salerne, avant l'arrivée de son père qui le suivait de près, la gagna et fit même le prince prisonnier. En entrant le lendemain dans Naples, Charles d'Anjou apprit la défaite de sa flotte, la captivité de son fils, et, frappé par ce dernier revers (1285), expira bientôt en espérant que « Dieu ferait miséricorde à celui qui avait toujours pensé plus au bien de l'Église qu'au sien propre. »

Honorius IV, successeur de Martin IV, essaya vainement de profiter de la mort de don Pèdre qui laissa l'Aragon à son fils aîné, Alphonse, et la Sicile au second, Jayme ; par la législation qu'il promulgua sous le nom de Capitulaires

d'Honorius (*Capitoli d'Onorio*), il réussit seulement à conserver Naples, l'Apulie et la Calabre à Charles le Boiteux, fils de Charles d'Anjou, toujours prisonnier. Don Jayme fit de son côté, en Sicile, pour n'être point en retard de générosité, des concessions aux barons et au clergé, qui lui assurèrent la fidélité de ses nouveaux sujets. Nicolas IV, successeur d'Honorius, après avoir obtenu la mise en liberté de Charles II, ne releva pas davantage sa fortune en le déliant du serment qu'il avait prêté de ne point attaquer Jayme. La Sicile fut pour longtemps séparée du royaume de Naples; et, par la mort de Charles d'Anjou, l'Italie fut soustraite à l'influence de cette royauté du midi, comme elle l'avait été précédemment par la mort de Frédéric II à celle de l'empire du nord.

La papauté, debout au milieu des débris d'un empire qu'elle avait renversé et d'un royaume qu'elle n'avait plus à craindre, semblait seule capable d'exercer alors une influence prépondérante dans la péninsule divisée. Chose étrange! le saint-siège se trouva aussi déchu au milieu des ruines qu'il avait faites.

Les papes, sans puissance à Rome depuis la révolution communale, élus tantôt à Viterbe, tantôt à Assise, appelés, chassés, rappelés tour à tour par la ville éternelle, n'avaient plus d'autorité politique en Italie que comme soutiens ou adversaires, tantôt des empereurs, tantôt des rois de Naples; ils devaient toute leur influence aux intérêts et aux partis dont ils se faisaient les chefs ou les défenseurs, non à leur propre force matérielle ou morale qui se perdit dans la lutte. Dès que le saint-siège n'eut plus rien à combattre ou à défendre, il s'affaissa au milieu de l'indifférence commune, ou s'avilit dans d'étroites et mesquines luttes; impuissant à rien entreprendre de grand, n'ayant plus à sauver l'Italie de l'empire ou de Naples, ne pouvant la sauver d'elle-même, il attendit après quelques papes obscurs, la fin si tragique de Boniface VIII; et les petits États italiens, principautés, seigneuries ou républiques, nés de la lutte, purent se développer dans toute l'indépendance de leur vie propre, dans toute l'énergie de leur vivante originalité; heureux

s'ils en avaient profité pour établir eux-mêmes le lien d'unité que le saint-siège n'avait pu leur donner.

L'aristocratie lombarde et la démocratie toscane ; rivalité de Florence et de Pise, de Gènes et de Venise (1285-1294).

Mais tout sembla conspirer à rendre ces petits États de jour en jour plus étrangers et plus hostiles les uns aux autres. Au nord, le principe aristocratique tendit à prévaloir même dans les anciennes républiques. Othon Visconti, ancien chef du parti gibelin, définitivement vainqueur, après la chute de Charles d'Anjou, des della Torre, en 1287, fit élire son fils Matteo capitaine du peuple à Milan, et en 1290 à Novare et à Verceil. Le marquis Guillaume de Montferrat, capitaine des villes de Pavie, Tortone et Alexandrie, s'inquiéta de cette puissance, et voulut le combattre ; mais il fut pris dans Alexandrie même par Othon Visconti. Le titre de vicaire impérial que celui-ci obtint en 1294 de l'empereur Adolphe de Nassau avec le consentement du peuple, annonça suffisamment la nature du pouvoir ambitionné par le maître de Milan ; et la facilité avec laquelle Matteo Visconti hérita, en 1295, de toute son autorité, parut déjà annoncer la perpétuité du pouvoir dans cette famille et son rôle en Lombardie.

Dans l'ancienne marche de Frioul, Albuino della Scala, seigneur de Vérone et Azzo d'Este, seigneur de Ferrare, Modène, Reggio, bien que guelfes, suivirent l'exemple du puissant podestat de la Lombardie. Ces vieux noms devenus les drapeaux de haines et de rivalités locales, ne servaient plus qu'à fournir aux gentilshommes puissants, le prétexte de continuer leurs services aux républiques et de les mener peu à peu au despotisme militaire. A Venise, après une tentative faite par le peuple pour reprendre le droit d'élire son doge, Gradenigo, chef du parti aristocratique, par une suite de décrets habilement ménagés, enleva au peuple toute part à l'élection du grand conseil, restreignit l'éligibilité aux familles nobles des conseillers alors en exercice, et acheva ainsi de constituer le gouvernement aristocratique par une révolution connue dans l'histoire de Venise sous le nom de

Clôture du grand conseil (*Serrata del maggior consiglio*), 1297. L'hérédité du sénat proclamée, un peu plus tard, l'inscription au livre d'or et l'établissement du conseil des Dix ne furent que les conséquences de cette première mesure.

Dans la Toscane, la liberté populaire se développa, au contraire, avec toutes ses ressources et tous ses orages. L'année même de la révolte de Sicile (1282) fut signalée à Florence par la fondation du gouvernement démocratique. On établit que désormais les *prieurs des arts*, c'est-à-dire les premiers de chaque profession, reconnus tels par élection, formeraient un conseil exécutif ou *seigneurie*, renouvelé tous les deux mois et dépositaire de la toute-puissance. Logés dans le palais public, ils durent vivre ensemble, manger à la même table aux frais de l'État. Ils furent les mandataires de tout le peuple, de tous les *popolani* de la ville. On ne voulait d'abord admettre dans le conseil que les *prieurs des arts majeurs*, juges, notaires, banquiers, médecins, merciers, fourreurs, drapiers; mais les *arts mineurs*, teinturiers, cardeurs, laveurs, forgerons, tailleurs de pierre, réclamèrent et furent admis, quoiqu'en minorité; il y eut à peu près égalité politique entre la grosse bourgeoisie et la petite, le *populum crassum* et le *populum minutum*, le peuple noble et le peuple artisan, *i popolani nobili* et *i minori artificii*. L'inégalité fut décrétée seulement contre les vrais nobles, contre les seigneurs : ceux dont l'esprit turbulent avait si souvent bouleversé et ensanglanté la cité. Ils furent déclarés inéligibles aux fonctions de la *seigneurie*, comme ne faisant partie d'aucune des professions actives, d'aucun des *arts*, et n'eurent d'autres ressources, pour reprendre leurs droits, que de se *désanoblir*, c'est-à-dire de se faire immatriculer dans quelque corps de métier. La même révolution eut lieu l'année suivante à Sienne, où fut établie sur le même modèle la *seigneurie des neuf gouverneurs de la commune et du peuple*, et un peu plus tard à Lucques, à Pistoie, à Pise, à Arezzo, dans la plupart des villes voisines de Florence et même à Gènes. Rompre net avec la noblesse semblait aux villes toscanes le plus sûr moyen d'é-

chapper au sort dont les podestats menaçaient déjà les héroïques villes lombardes.

Quelque temps après, à Florence, un gentilhomme du nom de Giano della Bella, passé dans le parti populaire, affermit cette nouvelle constitution. Nommé *prieur des arts*, et décidé à porter un remède radical aux maux que les incorrigibles mœurs de la noblesse infligeaient à sa patrie, il fit priver trente-sept familles nobles du droit de se faire immatriculer dans les corps de métiers, et proposa une loi qui enlevait ce droit *ipso facto* à toute famille dans laquelle un crime serait constaté dans l'espace de dix ans. Une nouvelle organisation militaire des citoyens de Florence divisés en vingt compagnies, ayant chacune à sa tête un *gonfalonier*, et relevant toutes d'un *gonfalonier* supérieur élu par la *seigneurie*, devait mettre en même temps entre les mains du gouvernement les moyens de faire respecter la nouvelle constitution. Toutes les lois de Giano della Bella passèrent, mais non sans une vive opposition de la part des nobles, dont lui-même fut victime. Quelque temps après, en effet, une émeute ayant éclaté contre lui, et remué dans la ville toutes les vieilles passions, le tribun, pour conjurer la guerre civile, s'exila lui-même, « au grand dommage de Florence, » dit Villani, qui le regarde comme « un franc et loyal citoyen, toujours prêt à sacrifier son intérêt particulier au bien public. » (1294.)

Dans la Romagne, en l'absence des papes, représentés seulement par des légats, les deux systèmes lombard et toscan, l'aristocratie et la démocratie, se disputèrent le terrain. Tandis que la ville de Bologne exclut aussi la noblesse de toute participation aux magistratures de l'État, les Polenta à Ravenne, les Malatesta à Rimini, les Montefeltri à Urbino commencèrent à se perpétuer dans la charge de podestat. A Rome, la dignité de sénateur, toujours en vigueur, mais brigüée seulement par les Colonna et les Orsini, indiquait suffisamment le caractère d'une république aristocratique.

Les rivalités d'intérêt, de factions continuèrent à diviser d'ailleurs ceux que leurs principes politiques mêmes semblaient rapprocher. Les deux républiques de Gènes et de

Pise, après tant de combats inutiles à propos de la Corse et de la Sardaigne, avaient mis enfin chacune en présence près de l'île de Meloria, en 1284, une flotte de plus de cent vaisseaux pour en finir, avec toutes leurs forces, dans une dernière action. Battus par une réserve de trente vaisseaux cachés derrière l'île de Meloria, par les amiraux Doria et Spinola, et qui donnèrent au milieu du combat, les Pisans perdirent plus de quarante vaisseaux, cinq mille morts et onze mille prisonniers, c'est-à-dire toutes leurs ressources et presque leur population, tout citoyen s'étant fait soldat dans cette occasion décisive. Le malheur de Pise fut comme le signal donné à toutes les villes guelfes. Florence, Lucques, Sienne, Pistoie, Volterra firent alliance avec Gènes pour achever la malheureuse cité. Pise, dans l'imminence du danger, crut trouver son salut dans la dictature d'un de ses nobles; triste ressource dont le comte Ugolin lui montra tous les dangers.

Celui-ci était un guelfe qui avait, de tout temps, ménagé et pratiqué les gibelins; on le suspectait de suivre son intérêt dans les discordes ou l'abaissement de la république, et on l'accusait même d'avoir donné le signal de la fuite à la bataille de Meloria. Les Pisans néanmoins aveuglés par le danger et croyant qu'il pourrait seul traiter avec l'ennemi, le nommèrent capitaine du peuple pour dix ans. Il obtint, en effet, ce que nul à sa place n'eût obtenu : la rupture de l'alliance des villes toscanes avec Gènes, par de grands sacrifices de châteaux et de territoires, il est vrai. Mais on le vit bientôt chercher à se perpétuer et à s'affermir au pouvoir; il empêcha la mise en liberté des prisonniers de Meloria, en y mettant des conditions repoussées même par ceux-ci; il exila tous ceux qui lui firent ombrage, sans distinction de parti, et exerça la plus odieuse tyrannie, jusqu'à assassiner de sa main le neveu de l'archevêque Roger, son ennemi. Guelfes et gibelins, commandés par l'archevêque, se soulevèrent, en 1288, assiégèrent le tyran dans le château de la seigneurie, l'y firent prisonnier pendant l'incendie, et le jetèrent dans la tour aux Sept-Chemins avec quatre de ses fils et petits-fils. L'archevêque trouva moyen d'attirer la pitié sur

le vaincu par un crime plus odieux que la trahison et la tyrannie. Il jeta dans l'Arno les clefs de la prison et laissa sans nourriture le père et les enfants mourir ensemble moins d'inanition que de douleur, dans cette tour de la Faim, qui vit une réalité plus horrible que toutes les imaginations de l'enfer de Dante.

Pise ne se sauva de ce danger que pour retomber dans celui dont Ugolin l'avait tiré. Les villes guelfes, Gènes, Florence, Lucques, toute la Toscane, moins Arezzo, où s'étaient retirés les gibelins de Florence, s'apprêtèrent à venger Ugolin. La lutte recommença, toujours malheureuse pour Pise. Les Arétins et les réfugiés de Florence furent battus à Campaldino dans cette journée *mélée de terreur et d'allégresse* où figure Dante. Pise se vit enlever l'île d'Elbe par Doria et fut menacée jusque dans son port. La république gibeline ne se sauva qu'en appelant à son aide un homme de guerre célèbre en ce temps-là, Guido de Montefeltro, seigneur de la Romagne. Celui-ci, après avoir réorganisé Pise, parvint à arracher aux villes guelfes, en 1293, une paix qui restitua à peu près à la république ses anciennes frontières au prix de grands privilèges de commerce accordés aux Florentins, mais qui ne la releva pas d'un coup irréparable.

La Méditerranée ne devait plus voir aux prises les flottes de Pise et de Gènes, mais celle-ci préluda bientôt à une nouvelle lutte en allant attaquer Venise jusque dans l'Adriatique, et en remportant sur elle, à Curzola, une première victoire, où un Dandolo fut pris, et où périt le célèbre voyageur Marco Polo.

Florence n'avait plus réellement de rivale dans la Toscane ; mais elle commença à tourner son activité contre elle-même. Mise en possession de la seigneurie de Pistoie, au lieu de guérir cette ville de ses factions intestines, désignées sous les noms de parti des *noirs* et parti des *blancs*, elle s'inocula elle-même un nouveau germe de discorde. Les *noirs*, recueillis à Florence chez les Donati, famille noble suspecte d'attachement aux gibelins ; les *blancs* chez les Cerchi, bourgeois enrichis, soutiens du parti guelfe, ranimèrent, sous un

drapeau nouveau, des haines mal éteintes. Ainsi, la guerre naissait de la guerre, et les factions des factions.

Boniface VIII ; chute politique de la papauté (1294-1303).

Le pontificat de Boniface VIII montra que le saint-siège en était arrivé à un point où il n'avait plus qu'à se compromettre et à se perdre en se jetant encore au milieu de ces luttes sans principes. Ce pape, qui avait arraché son abdication, moitié par intimidation, moitié par ruse, à Célestin V, moine visionnaire et ne sachant rien des choses de la terre, n'était pas homme à s'absorber dans la contemplation. Il le prouva dès les premiers jours de son règne. On le vit intervenir dans les affaires des rois de France, d'Angleterre, d'Écosse et de Hongrie. Cependant le sujet principal de sa querelle avec le premier de ces souverains, Philippe le Bel, attesta la déchéance de la papauté. Il n'interdit pas aux princes laïques le droit d'investiture ; il leur défendit seulement d'exiger du clergé la dîme ou tout autre impôt. Le saint-siège en effet s'était consolé de ses échecs politiques en levant force tributs sur le clergé ; *annates, réserves, expectatives*, etc. ; il ne voulait point partager ; et la question de domination se trouvait changée en une question d'argent.

Dans l'Italie cependant Boniface prétendit davantage ; il voulut être le maître. L'excommunication et la déposition frappèrent les deux cardinaux Pierre et Jacques Colonna, maîtres alors de Rome et ses ennemis. Une croisade, prêchée même contre toute cette famille, la dépouilla des châteaux et domaines qu'elle possédait aux environs de Rome. La menace de l'anathème suspendue sur don Jayme, devenu aussi roi d'Aragon après la mort de son frère, et sur sa mère Constance, que l'âge rendait plus docile, força le premier, par le traité d'Anagni (1295), à renoncer à la Sicile au profit de Charles II, en retour de la suzeraineté de la Corse et de la Sardaigne, qui appartenaient aux Génois et aux Pisans. Enfin le cardinal d'Aquasparta fut chargé de faire cesser d'autorité, dans la ville de Florence, les querelles des *noirs* et des *blancs*. Le pape ne fut pas long à s'apercevoir qu'il ne suffisait plus d'avoir l'ambition de Gré-

goire VII et d'Innocent III. La réponse de Philippe le Bel fut dure; il coupa les vivres au saint-siège, en interdisant l'exportation de l'argent monnayé hors de ses États. Les Colonna, chassés, allèrent semer partout la haine et la défiance contre le nouveau pontife. Les Siciliens, en dépit des anathèmes pontificaux, refusèrent de retomber sous la domination angevine, et prirent pour roi le frère de don Jayme, Frédéric, dont le nom leur rappelait un souvenir cher. A Florence, le cardinal légat vit son arbitrage refusé par les *blancs*, qui étaient en majorité dans la seigneurie; il jeta l'interdit sur la ville et mécontenta tout le monde.

Boniface VIII tempéra un instant l'ardeur de son ambition. En s'adoucissant, il obtint quelques concessions de Philippe le Bel satisfait d'ailleurs qu'il eût fait monter sur le trône de Hongrie un Français, Charobert, petit-fils du roi de Naples Charles II. Mais l'an 1300 exalta de nouveau l'imagination du pape. Il avait décrété le *grand pardon* séculaire pour ceux qui visiteraient pendant cette année, les tombeaux des apôtres Pierre et Paul; et deux cent mille chrétiens vinrent chercher cette rémission des dettes du ciel. Boniface n'y tint pas, il se crut tout-puissant. On le vit paraître dans les rues de Rome ceint de la couronne et revêtu de la pourpre impériale qu'il contestait à Albert d'Autriche. Deux hérauts le précédaient, portant l'épée, le sceptre et le globe; et disant « il n'y a pas d'autre roi des Romains que le souverain pontife » ou encore « il y a ici deux épées; Pierre, tu vois ici ton successeur, et vous, ô Christ, votre vicaire. »

Le maître du monde ne ménagea plus rien. En 1301, il entra de nouveau en lutte avec Philippe le Bel à propos des régales, et excommunia ses légistes et ses serviteurs. Il manda en Italie Charles de Valois, frère du roi de France, Philippe le Bel, et le créa comte de Romagne, capitaine du patrimoine de Saint-Pierre, seigneur d'Ancone, pacificateur de la Toscane, vicaire impérial de Lombardie, pour établir la paix, c'est-à-dire son autorité dans l'Italie, et chasser de Sicile Frédéric l'Aragonais. Les promesses ne lui coûtèrent pas pour décider Charles de Valois; il se fit fort de lui faire épouser l'héritière de l'empire latin, Catherine de

Flandre, et à défaut de cette couronne, encore à conquérir, lui promit son appui auprès des électeurs allemands pour celle de l'empire d'Occident.

Entré à Florence à la tête d'un assez grand nombre de gens d'armes, grâce seulement, dit Dante, à l'arme dont se servit Judas, Charles de Valois y laissa pour longtemps la discorde et la haine. Poussé par le pape, qui était irrité par le refus des *blancs*, et avait d'ailleurs ses banquiers parmi les *noirs*, il se déclara pour ces derniers, les laissa courir sus à leurs ennemis, enlever leurs filles, brûler leurs maisons, et jeta ainsi parmi les adversaires du saint-siège le parti *blanc*, qui, par une de ces évolutions fréquentes dans l'histoire des factions italiennes, représenta dès lors le principe gibelin. Il ne quitta pas Florence sans avoir cherché à affermir les *noirs* et porta contre une centaine de familles du parti *blanc* une sentence d'exil où furent enveloppés le poète Dante, comme *prieur des arts*, et le père de Pétrarque.

L'unanimité des Siciliens contre le joug angevin, et la valeur de leur nouveau roi, Frédéric III, n'offrirent pas une carrière si facile au protégé de Boniface dans la Sicile; battu dans plusieurs rencontres au cap Orlando et à Falconara, il fut heureux que Frédéric voulût bien renoncer au titre de roi de Sicile, tout en gardant l'île entière avec le nom de roi de *Trinacrie* (1302), substitution de titre inventée pour sauver l'amour-propre de Charles de Naples et la vanité du saint-siège, qui ne voulait jamais paraître céder.

Boniface VIII ne gagna à tout le mouvement qu'il s'était donné que la haine ou au moins le mécontentement des Italiens, et il s'en aperçut bien quand le roi de France, Philippe le Bel, frappé déjà de deux bulles et près d'être excommunié, fit mettre la main sur lui au sein même de la péninsule. Guillaume de Nogaret, un des principaux conseillers du roi de France, avait décidé son maître à terminer sa lutte avec le saint-siège par un coup hardi, et s'était chargé de l'exécution. Arrivé en Italie, sous prétexte de traiter avec le pape, il fut rejoint par les Colonna, reçut de l'argent des Florentins, pénétra en Toscane et machina tout, à loisir, au château de Staggia. Le pape était à Anagni. Il préparait

contre Philippe le Bel une bulle de déposition. Un matin, Guillaume de Nogaret avec Sciarra Colonna et quelques seigneurs des environs, surprit les portes de la ville aux cris de : *Mort au pape ! Vive le roi de France !* Tandis que ses cardinaux fuyaient, le pape, rachetant son ambition par son énergie, reçut ses ennemis la tiare en tête, la dalmatique sur les épaules, et refusa l'abdication qu'on lui demandait la menace à la bouche et le gantelet presque sur son visage. « Voilà ma tête, » répondait l'énergique vieillard, « trahi, comme Jésus-Christ, s'il me faut mourir aussi, je mourrai pape. » Nogaret et Colonna, pour le réduire, le gardèrent à vue pendant trois jours, jusqu'à ce que le peuple d'Anagni, d'abord simple spectateur, vint le délivrer en chassant ces étrangers qui avaient fini par se conduire insolemment dans la ville. Boniface VIII, après ces scènes violentes qui avaient altéré sa santé et peut-être sa raison, rentra à Rome sans qu'on montrât plus de joie pour sa délivrance qu'on n'avait montré d'indignation pour sa captivité ; et peu de temps après il mourut au milieu de l'indifférence générale de l'Italie. Triste sentiment devant une fin aussi tragique, et qui montra plus encore que l'outrage même d'Anagni la chute de la monarchie théocratique rêvée au moyen âge par la papauté.

CHAPITRE XII.

LA CAPTIVITÉ DE BABYLONE ; PROSPÉRITÉ DE L'ITALIE ; LUTTE DES TYRANS ET DES RÉPUBLIQUES (1303-1378)¹.

CLÉMENT V (1305) ; LA PAPAUTÉ EN FRANCE. — PROSPÉRITÉ DE L'ITALIE ; INDUSTRIE, COMMERCE, ARTS, SCIENCES, LETTRES ; DANTE. — ROBERT DE NAPLES ; LE PAPE CLÉMENT V ET L'EMPEREUR HENRI VII DE LUXEMBOURG (1310-1313). — MATTEO VISCONTI ET HUGUES DE LA FAGGIUOLA (1313-1316). — LE PAPE JEAN XXII ; CANE LE GRAND ET CASTRUCCIO CASTRACANI (1316-1327). — L'EMPEREUR LOUIS DE BAVIÈRE ET LE CHEVALIER JEAN DE BOHÈME (1327-1333). — LUTTE DE MASTINO DELLA SCALA ET DE FLORENCE ; LE DUC D'ATHÈNES ; JEANNE 1^{re} DE NAPLES (1333-1346). — LE POÈTE PÉTRARQUE ET LE TRIBUN NICOLAS RIENZI (1347). — LA PESTE DE 1348 ET LE JUBILÉ DE 1350 ; BOCCACCIO. — JEAN VISCONTI, LES PAPES CLÉMENT VI ET INNOCENT VI ; GUERRE DE SAPIENZA ENTRE GÈNES ET VENISE ; L'EMPEREUR CHARLES DE LUXEMBOURG (1350-1356). — BARNABO VISCONTI ; ALBORNOZ ; CATHERINE DE SIENNE (1356-1378).

Clément V (1305) ; la papauté en France.

« Je vois le Christ, » s'écrie Dante en parlant de la fin de Boniface VIII, qu'il n'a pas craint cependant d'accuser d'avoir séduit l'auguste épouse pour la répudier après, « je vois le Christ captif en son vicaire, moqué pour la seconde fois, abreuvé de fiel et de vinaigre, et mis à mort entre des brigands. » L'indignation du poète est sans restriction quand il parle du second successeur de Boniface, Clément V.

Après le pontificat de Benoît XI, qui mourut peut-être empoisonné, les cardinaux enfermés depuis neuf mois par les habitants de Pérouse ne pouvaient tomber d'accord. Le cardinal-évêque d'Ostie parvint enfin à décider les cardinaux du parti italien à présenter trois candidats parmi lesquels les cardinaux du parti français seraient tenus de choisir le pape. Trois candidats ennemis du roi de France furent désignés ; mais Philippe le Bel, prévenu à temps, fit de l'un d'eux,

1. Voyez pour ce chapitre Baluze, *Vita paparum avinionensium* ; Portillocca, *Histoire de la conjuration de Rienzi* ; Jean et Matteo Villani, *Histoire florentine* ; Machiavel, *Histoire de Florence* ; Marino Sanuto, *Vita ducum Venetorum* ; Daru, *Histoire de Venise* ; Giannone, *Histoire civile du royaume de Naples*.

Bertrand de Goth, archevêque de Bordeaux, son plus ardent adversaire, un esclave obéissant, en lui assurant la tiare (1305). Le nouveau pape, Clément V, après avoir promis tout ce qu'on lui demanda, se fit couronner à Lyon et fixa son séjour en France, où il commença la véritable, la longue *captivité*, celle de *Babylone*. Ainsi le pape manqua à l'Italie après l'empereur. Ce n'était pas assez que « le César tudesque méritât la colère divine pour avoir refusé d'enfourcher les arçons de l'Italie, cette bête féroce si rebelle à l'éperon, et permit que ce jardin de l'empire devint un désert ; » Clément V, « ce pasteur sans loi, venu de l'Occident, plus coupable que les plus simoniaques, alla, nouveau Jason, sous un nouvel Antiochus, abriter la laideur de ses actions sous la protection du petit-fils du boucher de Paris¹, racine de cet arbre coupable qui nuit à toute la terre chrétienne ; » et la péninsule, pendant quelque temps, n'eut plus au dessus d'elle que l'ombre de ces deux puissances qui l'avaient si souvent fatiguée de leurs interminables combats.

Prosperité de l'Italie ; Industrie, commerce, arts, sciences, lettres ; Dante.

Il semble au premier abord que la double chute de l'empire et de la papauté n'était pas faite pour exciter les plaintes et les malédictions du poète national de l'Italie, de celui qui aimait et défendait la liberté comme un guelfe, et qui s'élevait en vrai gibelin contre « le jour où Constantin avait enrichi le successeur de Pierre, et appris à la cour de Rome le trafic quotidien du Christ. » L'Italie, pendant deux siècles, avait déployé toutes les ressources de la politique la plus mobile et du courage le plus persévérant pour conquérir la liberté, en opposant l'un à l'autre le pape et l'empereur. Maintenant, par la ruine de tous deux, elle était en possession de cette indépendance longtemps poursuivie.

Quelles cités au moyen âge étaient plus maîtresses d'elles-mêmes que les républiques maritimes ou celles de la Tos-

1. Allusion à la prétendue origine des Capétiens, Dante : *Divine comédie*.

cane? Dans quelques villes de la Lombardie, il est vrai, certains seigneurs cherchaient déjà à rendre permanente entre leurs mains et héréditaire dans leur famille la charge de podestat. Mais ils n'y réussissaient guère qu'avec le consentement du peuple, souvent assez las de l'anarchie pour préférer à la liberté une dictature qui soumit la turbulente noblesse à la loi commune; et quand ils faisaient passer leur propre intérêt avant celui de tous, le peuple leur rappelait assez fréquemment qu'ils n'étaient pas encore passés maîtres. En 1302, les Milanais, mécontents de la gestion de Matteo Visconti, le forcèrent à se démettre du pouvoir. En 1303, Alberto Scotti, podestat de Plaisance, fut violemment dépouillé de la charge qu'il voulait garder; Modène, Reggio, en 1306, secouèrent le joug d'Azzo d'Este, et en 1308, les héritiers de celui-ci furent privés pour neuf ans du pouvoir exercé depuis si longtemps par leurs ancêtres dans la ville de Ferrare. C'était encore là le dernier degré de la liberté avant d'être le premier de la servitude.

A l'abri de ces formes variées d'une indépendance tumultueuse, mais forte et féconde, l'Italie avait atteint un degré de prospérité et de civilisation qui faisait l'étonnement et l'envie du monde du moyen âge; elle était devenue le centre, l'entrepôt du commerce de l'Orient et de l'Occident, le foyer des lumières et des arts. Jetée au milieu de la Méditerranée, elle reliait non-seulement tous ses rivages par son commerce, mais les contrées les plus éloignées du levant et du couchant, du midi et du septentrion. Chaque ville était venue se jeter à son tour dans cette carrière du commerce pour y recueillir les richesses et la gloire.

Pise venait d'être frappée par la bataille de Meloria, il est vrai; elle avait perdu la Corse, et ne possédait plus que la Sardaigne. Mais avant de subir le sort qu'elle-même avait infligé à Amalfi, elle avait monopolisé le commerce de la Palestine, de l'Afrique et de l'Espagne. Maintenant Venise et Gènes atteignaient l'apogée de leur puissance, bien que la première tombât sous le joug d'une aristocratie d'ailleurs rude pour elle-même et soigneuse des intérêts du peuple, et que la seconde commençât à aliéner sa liberté entre les

maines de podestats ou de seigneurs étrangers, pour échapper aux rivalités des Doria et des Spinola. Venise, maîtresse de l'Adriatique, d'une partie des îles et des côtes de la Grèce, de plusieurs points du littoral en Asie et de l'île de Candie, entretenait à la fin du XIII^e siècle trois cents gros navires et quarante-cinq galères, toujours complètement armés et un nombre double de vaisseaux marchands; ses flottes étaient montées par trente-cinq mille marins; ses seules constructions navales occupaient dix mille ouvriers. Sans négliger Constantinople et la mer Noire, elle fréquentait principalement l'Égypte et Alexandrie; mais son ambition jetait plus loin les yeux; et Marco Polo, son célèbre voyageur, en pénétrant jusqu'au fond de l'Asie, indiquait à son activité de nouvelles contrées. La ville de Gènes, qui n'était pas moins riche en navires, exploitait, avec les côtes de l'Espagne et de la France, celles de l'Asie Mineure, les Dardanelles où elle avait à Constantinople le faubourg de Pera, et la mer Noire au fond de laquelle sa colonie de Caffa prenait le nom de reine de la Crimée. Les soieries de la Chine, les épices, les bois de teinture, les pierreries de l'Inde, les parfums de l'Arabie, les tissus de Damas, le sucre du Levant, l'or et les plumes d'Afrique étaient les principaux objets que les deux républiques marchandes répandaient dans toute l'Europe, et faisaient pénétrer même par le Rhin jusqu'aux Pays-Bas, en Angleterre, en Suède et en Danemark.

Les villes de l'intérieur n'étaient pas en retard sur celles de la côte. Les manufactures y étaient très-actives, surtout celles de laine et même celles de soie. L'ordre des *Humiliés* en Lombardie avait gagné d'immenses richesses en introduisant dans ce pays l'industrie de la laine. Milan était toujours la reine de la Lombardie par sa population et son industrie. En 1288, elle comptait, selon Giulini, treize mille maisons, six mille fontaines, quatre cents fours à boulangers, cent cinquante hôtelleries, et près de deux cent mille habitants. Les fabriques d'armures, de harnais, de selles, de draps fins, y étaient très-nombreuses. D'autres villes la suivaient quoique de loin. En 1300, il se fabriquait à Vérone vingt mille

pièces de drap par an. Florence, au dire de Villani, était la plus prospère des villes de la Toscane. Elle comptait vingt-cinq mille hommes en état de porter les armes; quatre-vingt-dix mille habitants dans Florence même, et quatre-vingt mille dans le territoire de la ville. Il y avait cent dix églises en comptant celles des faubourgs, deux cents tissages de laine qui occupaient trente mille ouvriers et expédiaient quatre-vingt mille pièces de drap d'une valeur de douze mille sequins. Pise perdait un peu; à Sienne, qui expédiait beaucoup pour le Levant, la taxe de quatre livres, payée pour chaque pièce de drap exportée, était affermée six cents sequins.

Un système hydraulique, fortement conçu et rigoureusement appliqué, dans la Lombardie et la Toscane; une distribution salubre des eaux dans les vallées du Pô, le terrassement régulier du bassin en amphithéâtre de l'Arno, si favorable à la vigne, au figuier, à l'olivier; l'exploitation de la terre par des métayers, substituée presque partout au servage, grâce aux affranchissements faits par les bourgeois des villes devenus propriétaires, et même par quelques nobles ou prélats désireux de s'attacher les habitants de leurs domaines, faisaient marcher l'agriculture du même pas que l'industrie. Le plus considérable des travaux de canalisation entrepris à cette époque, le *Naviglio Grande* qui conduit les eaux du Tessin à Milan, était achevé à la fin du xiii^e siècle.

Entrepôt du commerce continental, l'Italie était aussi devenue comme le centre du mouvement financier de l'Europe. La cour de Rome, qui percevait des fonds du monde entier, avait donné l'exemple de faire voyager les valeurs par une sorte de commerce de banque, et avait bientôt trouvé des imitateurs; les lettres de change circulaient déjà en Italie dès le commencement du xii^e siècle. Le système du crédit public avait été découvert et appliqué par l'établissement de *Monti* ou banques d'État à Venise dès 1156, un peu plus tard, mais sur une plus grande échelle à Gènes dans la banque de Saint-George et à Florence. Les Lombards ne méritaient pas seuls que leur nom devint synonyme de celui de banquiers ou de prêteurs. Les Florentins,

les Génois, les Lucquois escomptaient dans toutes les grandes villes d'Europe au XIII^e et au XIV^e siècle ; plus d'un prince était le débiteur d'une petite république italienne ; et le conseil de banque d'une de ces cités pouvait à son gré favoriser ou rendre impossibles les projets de croisade ou de conquête d'un grand souverain.

Le tribut de cette prospérité fut noblement payé au christianisme par l'élévation de grands édifices religieux. L'église toute byzantine de Saint-Marc, avec son prodigieux portique



ÉGLISE SAINT-MARC.

composé de deux rangées d'arcs voûtés et cintrés, soutenus par des colonnettes, et ses cinq dômes surmontés de croix grecques, avait été achevée dès l'année 1071. Depuis la chute de Constantinople, les fameux chevaux de Néron occupaient le milieu de la galerie qui sépare les deux parties du portique. La haute tour ou *Campanile*, en face de la basilique, sortait de terre en 1141, et permit bientôt au doge de Venise de contempler l'Adriatique, « son épouse, » dans toute sa majesté. Le dôme de Pise, œuvre de Buschetto de Dulychium,

premier type de l'ordre toscan, commencé en 1063 et orné des dépouilles de l'antiquité grecque et romaine qui composent presque entièrement les cinq colonnades superposées



LE BAPTISTÈRE, LE DÔME, LA TOUR PENCHÉE.

de son beau portail, était achevé à la fin du ^x^e siècle. En 1152, la ville gibeline jetait les fondements de son baptistère, admirable composite où les colonnes grecques supportent avec grâce l'arcade romaine, où la coupole byzantine surmontée d'un saint Jean-Baptiste de bronze, sort majestueusement d'une broderie toute gothique; la fameuse tour, avec ses deux cent sept colonnes de marbre blanc et son inclinaison hors de la perpendiculaire, bâtie en 1174, acheva sur la même place cette admirable trilogie, objet de l'étonnement général. Enfin, en 1278, on commençait sur les dessins de Jean de Pise, pour recueillir dignement les restes des grands hommes de la petite république ensevelis sous une terre apportée des environs de Jérusalem, la vaste et curieuse galerie du *Campo Santo*. La naissance et la mort chrétiennes, Pise avait voulu les consacrer dignement. Le célèbre artiste en inscrivant l'ogive dans le plein cintre, donna au

champ consacré une douce et sereine tristesse. Les illustres morts trouvèrent dans les deux Orcagna, les dignes interprètes de leur vie glorieuse et tourmentée. Florence, née plus tardivement pour les arts comme pour la liberté, atteignit bientôt ses devancières. A la fin du ^{xiii}^e siècle, Arnolfo di Lapo descendu de la montagne d'Assise, où il avait élevé la belle église des franciscains, mêla encore plus hardiment l'ogive et la rosace à l'ordre toscan dans les églises de *Santa Croce* et de *Santa Maria del Fiore*, surmontée un peu plus tard par Brunelleschi de ce dôme que Michel Ange ne devait pas dédaigner d'emprunter pour en couronner la mère de toutes les églises. Le campanile élevé un peu plus tard portait encore plus l'empreinte de l'invasion gothique, venue à la suite de la domination allemande. Au ^{xvi}^e siècle, il étonnait Charles-Quint accoutumé à la richesse des architectures arabe et flamande. Ces temples offraient un digne asile aux essais de Cimabue, qui affranchissait la peinture de la



LE CAMPO SANTO.

manière traditionnelle des Byzantins, et du Giotto, qui ajoutait la grâce de l'expression à la sévérité du dessin de son maître.

Dans un autre ordre de faits, l'Italie était toujours la source originale des seules grandes sciences connues au moyen âge : le droit et la théologie. Les quatre fameux docteurs de Bologne, que nous avons trouvés en possession de la célébrité au temps de Frédéric Barberousse, avaient laissé des successeurs dignes d'eux, et qui firent longtemps autorité dans l'Europe entière. Accurse, né à Florence en 1182, disciple d'Azzo, professeur à Bologne, doué d'une mémoire prodigieuse, avait recueilli dans sa *Grande Glose* toutes les remarques, toutes les observations faites par ses prédécesseurs ; il fut pendant tout le *xiii^e* siècle l'*idole* des jurisconsultes, malgré les erreurs où l'entraîna souvent son peu de connaissance de la littérature ancienne. Bientôt Barthole, né en 1313, professeur à Pise, éclaircit par des *Commentaires* plus développés les Gloses d'Accurse, et, dans un traité intitulé : *Du Gouvernement et de la Tyrannie*, signala la pente où se laissait glisser sa patrie.

Au *xi^e* siècle, Lanfranc, né à Pavie en 1005, plus tard archevêque de Cantorbéry ; Pierre Damien, né en 1001 ; saint Anselme, né à Aoste en 1034, successeur de Lanfranc, avaient réellement les premiers fondé la science de la scolastique, en appliquant le raisonnement à démontrer les choses de la foi, et la science à appuyer l'autorité de l'Église. Au *xii^e* et au *xiii^e* siècle encore, l'inspiration italienne soutenait, renouvelait cette science à double tranchant aussi utile pour bâtir la cité ecclésiastique du moyen âge que pour édifier la Jérusalem céleste faite à l'image de la première. Pierre le Lombard, né en 1164 près de Novare, donnait à la théologie les plus solides et les plus profondes assises dans son livre intitulé : *Le Maître des sentences*, tout entier fortifié de propositions extraites des Pères. Saint Bonaventure, né en 1221, surnommé le *docteur séraphique*, voyant le souverain bien dans l'union avec Dieu, et la vérité dans la contemplation du divin Être, surmontait l'édifice comme d'une mystique couronne. Saint Thomas d'Aquin, né en 1245, coordonnait, cimentait le tout avec la logique sévère d'Aristote, d'après le système complet et vigoureux qu'il laissa dans sa *Somme théologique*. Une seule tentative, celle de Jean de Parme,

avait menacé l'unité et la continuité catholique du système ; sa voix avait été promptement étouffée ; il fut obligé par Martin IV de déposer le généralat des franciscains.

Il n'y eut pas au moyen âge jusqu'à la médecine qui ne prit son essor en Italie pour dominer de là l'Europe entière. L'École de Salerne, déjà célèbre au ix^e siècle, érigée en Académie par Roger de Sicile, et confirmée par Frédéric Barberousse, délivrait des *licences et des diplômes* non-seulement pour l'Italie, mais pour tous les pays voisins, et la fleur de la sagesse de l'école salernitaine, *quod flos medicinæ vocatur*, composée pour la première fois par un poète médecin pour un roi d'Angleterre, faisait autorité partout.

C'était dans la péninsule aussi que naissait une des grandes littératures modernes. Il n'y avait pas encore bien longtemps que Guillaume de Pouille rimait en latin les exploits de Guiscard ; le chapelain Donizon, la piété de la comtesse Mathilde, et Mussato, les crimes d'Eccelino. Au jubilé de l'an 1300, Villani eut l'idée d'écrire l'histoire, « pour la gloire de Florence sa patrie, qui s'élève tandis que Rome est sur son déclin, » et depuis, il s'acquitta de cette tâche avec une intelligence des choses et une gravité de style qui décelaient l'étude des modèles et la pratique de la vie politique.

Enfin la poésie italienne abandonnait les voies frayées par les poètes siciliens et les troubadours lombards, imitateurs de ceux de la Provence. On n'était pas encore bien loin du temps où l'âpre et dur Sordello de Mantoue offrait en festin le cœur du brave chevalier Blancas au César de Rome pour lui donner du courage. Un moine mendiant, frà Jacopone, venait dernièrement encore de livrer en vers burlesques la mémoire du pape Boniface VIII au mépris et à la risée des Italiens ; mais Brunetto Latini, Guido Cavalcanti, Florentins, savants et poètes à la fois, avaient préparé le chemin. L'instant de la maturité était arrivé ; Dante Alighieri révéla à l'Italie sa langue nationale, vulgaire, sa *volgare eloquentia*, et laissa dans un poème immortel l'expression la plus complète et la plus vraie de cette époque tourmentée et féconde. La profondeur mystique de saint Bonaventure et la

dialectique ardue de saint Thomas d'Aquin, la haine et l'amour, le cri de guerre de l'homme de parti et le soupir du troubadour, la théologie et la politique, l'orthodoxie d'un moine à l'égard de la doctrine de l'Église et le libre penser d'un *patarin* à l'égard de ses membres, l'attachement d'un guelfe pour la liberté et celui d'un gibelin pour l'ordre, le ciel et la terre, le monde et Florence semblaient se mêler, se confondre à l'envi dans la *Comédie divine*, comme pour nous livrer le secret de l'Italie avec celui de l'exilé florentin et de l'amant de Béatrix transfigurée.

Ce n'était pas cependant sans un sentiment obscur mais réel aussi des choses que le poète, frappé d'une tristesse infinie par l'abaissement de l'empire et du saint-siège, ensevelissait pour ainsi dire cette vivante épopée italienne dans les *cercles* de l'autre monde, du *Paradis* et de l'*Enfer*. Au sein de la prospérité publique, Dante, éclairé par les chagrins et l'amertume de l'exil, mettait le doigt sur les germes d'une décadence prématurée. L'empereur et le pape avaient, il est vrai, déchiré le plus souvent l'Italie, mais ils étaient pour elle aussi un principe d'union et de grandeur. C'était sous leur égide que la péninsule avait parfois trouvé quelque unité, et avait pu se croire encore, dans son orgueil traditionnel, maîtresse des peuples. Dante n'avait pas assez d'admiration pour tout ce qui avait porté le titre d'empereur, pour Auguste, Justinien, Charlemagne, ces bras du Christ, qui avaient réformé les lois, protégé l'Église et donné la paix au monde. « Mon siège, mon siège, s'écriait aussi saint Pierre par la bouche du poète, mon siège est vacant devant le fils de Dieu, et n'est plus qu'un cloaque de sang et de pourriture. » L'Italie, en effet, errait comme égarée depuis qu'elle n'avait plus les deux pôles entre lesquels elle avait si longtemps oscillé. Mise en face de ses divisions, elle s'y livrait sans mesure, abritant ses intérêts et ses passions sous les vieux noms de guelfe et de gibelin, triste héritage de haine laissé par le pape et l'empereur. Nobles puissants dans les campagnes et riches bourgeois dans les villes, se disputaient le pouvoir sous des drapeaux qui ne trompaient plus personne. « Que les gibelins, avouait Dante lui-même, prennent

une autre enseigne; ce n'est pas suivre l'empire que se séparer de la justice, » et il implorait la présence de César : « Viens voir, disait-il, homme oublieux, viens voir les factions se déchirer dans les villes, les Monaldi et les Filippeschi, les Montecchi et les Capuletti, » deux noms immortalisés aussi par un autre poète, comme les types de ces passions de tout genre qui déchiraient la péninsule. Tel était en effet l'état de l'Italie. L'hostilité du principe aristocratique et du principe démocratique menaçait déjà une indépendance plutôt tolérée par l'empire que conquise sur lui. Elle était le principal obstacle à l'établissement de l'unité à l'abri de laquelle seulement pouvait se développer le sentiment national.

La liberté municipale même n'était pas établie sur un terrain moins mouvant; c'était encore par un acte de leur libre volonté et pour leur plus grande tranquillité que les cités lombardes commençaient à se donner des maîtres. Mais il est dangereux pour la liberté de jouer avec la servitude, et les services de la tyrannie sont rarement gratuits. « L'Italie, disait Dante, est pleine de tyrans, et tout manant qui intrigue est pris pour un héros! » Dans les villes toscanes, l'exclusion portée contre les nobles indiquait plus de défiance que de force réelle. La jalousie de la grosse bourgeoisie contre les gens de petit métier, la servitude dans laquelle les citoyens des villes tenaient les habitants de la campagne; les hostilités continuelles des riches contre les pauvres, du *peuple gras* contre le *peuple maigre* (*prælium inter populum crassum et populum macrum*), des citadins contre les métayers rendaient impossible l'affermissement de la liberté, regardée comme un privilège et non comme un droit. « Après les révolutions, on faisait des réformes, dit Machiavel, non dans un intérêt général, mais pour l'affermissement et la sécurité d'un parti. » On regardait la proscription en masse de toute une faction, de toute une classe, *noble, grasse ou maigre*, comme le seul moyen d'éviter une guerre d'extermination, et on perpétuait ainsi la guerre; les bandes d'exilés (*fuorusciti*) erraient par toute la péninsule, épiant l'occasion de rentrer dans leur patrie, invoquant

l'étranger pour apprendre de lui l'art du retour. L'instabilité de ces institutions, « si frêles que ce qu'on avait filé en octobre n'arrivait pas à la mi-novembre, » faisait ressembler les républiques à ces malades qui, ne pouvant trouver de repos, s'agitent sur leur couche de douleur. « Italie, pouvait s'écrier le poète, habitation de douleur, vaisseau sans nocher dans une affreuse tempête, tu n'es plus la maîtresse des peuples, mais un lieu de prostitution. Ceux qui vivent dans tes contrées se font une guerre implacable; ceux que les mêmes remparts protègent se rongent l'un l'autre. Cherche, misérable, autour de tes rives, et vois si une seule de tes provinces jouit de la paix. »

Robert de Naples; le pape Clément V et l'empereur Henri VII de Luxembourg (1310-1313).

Rien d'étonnant qu'au milieu de ces querelles et dans l'ardeur de la lutte, les partis tournassent encore les yeux vers le pape et vers l'empereur sinon dans l'espoir de trouver le nocher qui pût les tirer de la tempête, au moins par désir de vaincre leurs adversaires. Mais les papes, du fond de leur retraite fixée, en 1309, à Avignon, les empereurs perdus dans l'océan de la féodalité allemande, ne pouvaient plus exercer qu'une intervention plus nuisible qu'utile; et l'histoire de l'Italie pendant plus d'un siècle, ne fut plus qu'une suite de révolutions et de contre-révolutions se propageant d'un bout à l'autre de la péninsule, à chaque apparition d'un pape ou d'un empereur, à chaque événement qui déplaçait les hommes et les forces du pays; triste flux et reflux où devaient s'abîmer ces deux nouvelles et fragiles conquêtes, la liberté et l'indépendance!

Depuis la translation du saint-siège en France, le roi de Naples, Robert, successeur de Charles II, en 1309, était, le personnage dominant de la péninsule; son appui faisait le triomphe des *noirs* dans la Toscane et dans la Romagne, des guelfes dans la Lombardie, en un mot, des aristocraties bourgeoises contre la noblesse. Les gibelins, c'est-à-dire, à Milan les Visconti et leurs nombreux clients, à Bologne les Lambertazzi, les *blancs*, variété de gibelins à Florence et à

Pistoie s'adressaient alors comme exilés, comme *fuorusciti*, pour obtenir des secours contre leurs ennemis, à César leur ancien protecteur. L'année 1310 vit, par un rapprochement singulier qui ne contribua pas peu à démoraliser les partis, le pape Clément V et l'empereur s'entendre contre le roi de Naples, qui avait pris la place du saint-siège à la tête des guelfes.

Après une absence de cinquante-six ans, un nouveau César, le jeune Henri VII de Luxembourg, descendit les Alpes par le mont Cenis, favorisé par Amédée V, duc de Savoie, dont la maison commençait à se mêler plus activement des affaires d'Italie; il avait une faible escorte d'hommes d'armes et une provision plus petite encore d'écus, mais il était en revanche flanqué des légats de Clément V. Le pape et l'empereur, donnant l'exemple de l'union, voulaient, disaient-ils, étouffer toute discorde. Cette exhibition pacifique, orthodoxe d'un César jeune et chevaleresque, réveilla dans toute leur candeur les vieilles illusions de l'Italie, et ouvrit un instant les cœurs à l'espoir et à la concorde. Le poète Dante salua le premier le revenant, et le conjura, dans son livre *de l'Unité du pouvoir (de Monarchia)*, au nom de la raison, au nom de la foi et de l'humanité, de donner la paix à l'Italie et au monde, en prenant pour loi la toute-puissance. La noblesse lombarde se précipita au-devant du jeune homme, promettant de lui faire faire le tour de l'Italie, *l'oiseil sur le poing*; la population des villes remua au cri de : *Viva il popolo* ! les émigrés de tout parti et de toute commune arrivèrent et grossirent le cortège impérial.

Le jeune empereur reçut à Milan la couronne de fer, au milieu de la joie générale, dans l'église de Saint-Ambroise. Il récompensa la fidélité d'Amédée de Savoie en le créant prince d'empire et comte d'Asti, ce qui lui fit faire un pas de plus dans la péninsule. Il promit de ne faire aucune différence entre les guelfes et les gibelins, ordonna la réconciliation des Torriani et des Visconti, la rentrée des exilés, et remplaça les vicaires de Robert de Naples par des vicaires impériaux. La ville de Gènes, lasse des querelles de

ses familles nobles, des Doria et des Spinola, des Fieschi et des Grimaldi, se donna à lui pour vingt ans et reçut un podestat de sa main, Hugues de la Faggiuola. Cependant l'illusion et l'accord furent de courte durée. A la suite de défiances excitées et ressenties par les Torriani à Milan, Henri VII ayant rendu le gouvernement de la ville à Matteo Visconti, les Torriani avec les guelfes de Crémone et de Brescia prirent les armes. L'empereur fut obligé d'assiéger Brescia pendant six mois. D'ailleurs le César, chevaleresque mais pauvre, allait levant le tribut de conquête, cent mille écus sur Milan, soixante mille sur Gènes. Dans la Toscane, il fut encore accueilli à bras ouverts par l'infortunée Pise, qui lui offrit d'elle-même ses trésors, trente galères et six cents arbalétriers, mettant en lui tout son espoir; mais il trouva Florence et toutes les autres villes guelfes fermées et hostiles sous la protection du roi de Naples, et aussi peu accessibles à ses menaces qu'aux excommunications de Clément V et de ses légats. Réduit à traverser la Toscane soulevée « au nom de la sainte Église, » malgré la présence des légats du pape, et « pour la mort de l'empereur, » Henri VII ne fut pas beaucoup plus heureux à Rome, « cette veuve, cette délaissée, qui l'appelait nuit et jour, s'écriant au milieu de sa douleur : O mon César ! pourquoi n'accours-tu pas dans mon sein ? » Les Orsini le reçurent, mais il dut se contenter d'être couronné par les légats du pape dans l'église de Saint-Jean de Latran; le roi Robert lui-même et les Colonna l'empêchèrent de pénétrer dans le reste de la ville et dans l'église du Vatican.

Sa faiblesse apparut mieux encore quand, au lieu de pacifier, le César voulut sévir. Après avoir mis Florence au ban de l'empire « pour sa folie et son orgueil insigne à l'encontre de la majesté royale » et déclaré Robert déchu de son trône, comme criminel de lèse-majesté, Henri VII, avec quelques vassaux allemands et les gibelins de l'Italie, ne put que ravager la Toscane comme un aventurier. Florence se donna au roi de Naples pour cinq ans, afin de l'intéresser à sa défense; elle répandit l'argent et excita partout des révoltes : les Torriani dans le Milanais, les Padouans contre Cane della

Scala. Au milieu de l'Italie soulevée, le César, que Dante appelait à l'empire du monde, mourut à temps en 1313, victime des suites de la *mal'aria*, ou, s'il en faut croire les Allemands, du poison que lui aurait administré un dominicain dans une hostie.

Matteo Visconti et Hugues de la Faggiuola (1313-1316).

Tandis que Louis de Bavière et Frédéric d'Autriche se disputaient la succession de Henri VII et qu'une vacance de deux ans suivait la mort de Clément V, Robert de Naples reprit ses projets de domination, mais avec moins de succès. Pise, menacée par lui dans la Toscane, en punition de tout ce qu'elle avait fait pour Henri VII, trouva un défenseur dans Hugues de la Faggiuola, riche et puissant seigneur de la Romagne. Celui-ci banni de Gènes où il avait été podestat, se faisait partout le défenseur des nobles chassés par les riches bourgeois des villes. Nommé seigneur de Pise, il ramena les gibelins dans Lucques et battit l'aîné des fils du roi Robert, chef des troupes guelfes de Toscane, près de Montecatini (1315). Dans la Lombardie, Matteo Visconti, regardé avec raison comme le chef des gibelins, décoré par les Italiens du nom de Grand, soutenu par quatre fils, braves et habiles comme lui, battit Hugues des Baux et le dauphin de Viennois, mis par Robert à la tête des guelfes de cette contrée. La noblesse militaire se maintenait généralement mieux dans la Lombardie, et les riches bourgeoisies dans la Toscane.

Mais l'ambition et l'égoïsme commençaient à se faire jour dans ces luttes où la liberté seule avait autrefois fait battre les cœurs. Hugues de la Faggiuola n'avait délivré Lucques et Pise de Robert de Naples que pour chercher à les asservir lui-même. Ce premier essai de despotisme ne réussit point en Toscane. Les Lucquois chassèrent le fils de Hugues, qui avait emprisonné Castruccio Castracani, un de leurs concitoyens; Faggiuola sortit de Pise pour secourir son fils; mais les Pisans lui fermèrent leurs portes, trouvant qu'il était trop cher de payer leur salut de leur liberté. Dans la Lombardie au contraire Matteo Visconti profita de ses succès pour s'em-

parer de Pavie, Tortone, Alexandrie, et commencer à faire de sa seigneurie un État véritable. Seigneur de Milan depuis la mort de l'archevêque son oncle qui y avait déjà exercé le pouvoir temporel, il fut le véritable fondateur de la fortune de sa maison. Chassé un instant par les Torriani, il acheva de ruiner cette famille guelfe qui fut bannie à perpétuité; et dès lors commandant à Milan par l'archevêque son neveu, à Pavie, à Plaisance, à Alexandrie, à Tortone par ses quatre fils, lui-même investi du vicariat impérial de la Lombardie, il domina dans toute la vallée moyenne du Pô. Près de lui, Cane della Scala, son ami et son protégé, tout-puissant dans la marche de Vérone, se serait emparé de même des deux villes de Crémone et de Padoue, si la première ne s'était donnée à Jacques Cavalcabo et la seconde à Jacques de Carrare, seigneurs guelfes; comme pour prouver qu'épuisées par leurs discordes, les républiques n'avaient plus que le choix de leurs maîtres.

**Le pape Jean XXII; Cane le Grand et Castruccio
Castracani (1316-1327).**

Le pape Jean XXII, sorti enfin, en 1316, de la difficile élection du conclave, abandonna les errements de son prédécesseur et retourna à l'alliance de Robert de Naples et du parti guelfe pour faire aussi sa part à la domination pontificale au milieu de ces échecs successifs de la liberté. Les papes avaient renoncé à l'héritage de l'apôtre dans la ville éternelle, mais non à la donation de Constantin et de Charlemagne. Dépouillés des petites villes du duché de Rome et de la Romagne, par l'énergique noblesse de ce pays, ils virent bientôt qu'ils ne pouvaient y rentrer qu'en appuyant les bourgeoisies. Jean XXII le comprit le premier, et employa à recouvrer les États de l'Église les sommes énormes que le saint-siège amassait à Avignon.

Homme ambitieux, théologien pédant qui se fit accuser d'hérésie et ne se corrigea jamais du péché d'avarice, il se prétendit héritier des droits de l'empire pendant la vacance ou la guerre des deux compétiteurs. Il déclara Robert de Naples vicaire impérial en Italie, et excommunia Matteo

Visconti, qui ne voulait point renoncer à ce titre qu'il tenait de Henri VII. Le seigneur du Milanais, pour toute réponse, vint mettre le siège devant la ville de Gènes, alors au pouvoir de la faction guelfe, afin d'y ramener les Doria et les Spinola (1318). C'en était fait des espérances du pape et du roi de Naples au nord de la péninsule si Gènes aussi était rendue aux gibelins par l'intervention des Visconti. Robert, à la tête de vingt-cinq vaisseaux, se jeta dans la ville, et les guelfes génois, comme tous les autres Italiens, préférant la victoire de la faction à la liberté de la patrie, le nommèrent seigneur de Gènes pour dix ans.

Les destinées des factions se débattirent pendant dix mois à ce siège mémorable. Toute l'Italie prit parti, et les nombreux États en rapports de commerce avec cette ville puissante. Pise, le roi de Sicile, Frédéric, le marquis de Montferrat, l'empereur de Constantinople lui-même envoyèrent des renforts aux assiégeants; les Florentins et les Bolognais au roi Robert. Les montagnes, les vallées des deux rivières et les flots du golfe de Lion furent les théâtres de maints combats qui eurent leur contre-coup même dans les colonies génoises de la Grèce et du Levant. Visconti et les gibelins, rappelés d'ailleurs par les hostilités des guelfes de Brescia, se lassèrent cependant les premiers et levèrent le siège.

Jean XXII, encouragé par ce succès, envoya un légat, Bertrand du Poïet, et un prince français, Philippe de Valois, fils de Charles de Valois, déjà mêlé aux affaires italiennes, pour reprendre l'offensive. Visconti enferma Philippe entre le Pô et le Tessin et força le futur roi de France à signer un traité honteux. Le légat excommunia encore une fois Matteo, avec ses quatre fils et les villes qui lui obéissaient; il n'en tint d'abord aucun compte. Mais poursuivi ensuite par des craintes superstitieuses, errant d'église en église, il rendit bientôt l'espoir à Jean XXII en transmettant, de son vivant, son autorité à son fils Galéas, afin de mourir en paix avec l'Église (1322). Moins habile et moins respecté que son père, chassé même un instant de Milan par une sédition, Galéas ne put empêcher le légat du Poïet de s'em-

parer de Tortone, d'Alexandrie, de Parme, de Plaisance, de Reggio, d'une partie de la Lombardie.

A défaut du seigneur de Milan, le drapeau gibelin fut cependant tenu en Lombardie et en Toscane par Castruccio Castracani et Cane della Scala.

Celui-ci, le plus généreux des chefs gibelins, qui recueillait dans sa cour Dante et Hugues de la Faggiuola, avait été mis jusque-là dans l'ombre par Matteo Visconti. Il prit alors le premier rang. Petit-fils de ce Martino della Scala qui avait recueilli l'héritage sanglant des Romano dans la marche de Frioul, maître de Vérone, Vicence, Trévis, il en avait la puissance. Il laissa Bertrand du Poïet s'étendre dans la Lombardie, où il ne voyait peut-être pas d'un mauvais œil l'affaiblissement de Galéas ; mais il arrêta le légat dans la Romagne, de concert avec le marquis Azzo d'Este, rétabli dans Ferrare en 1317 par les gibelins et devenu depuis ce jour gibelin dévoué, malgré son origine. Les Bolognais, qui jouaient à peu près dans la Romagne le rôle de Florence dans la Toscane, furent appelés au secours du légat ; mais ils furent complètement battus par les deux seigneurs réunis, à Montevoglio, quoiqu'ils fussent commandés par Malatestino de Rimini. L'heureux seigneur de Vérone y gagna le surnom de Grand, qui avait appartenu à Matteo Visconti. Tandis que Galéas Visconti luttait avec peine contre ses frères, tous les nobles gibelins se tournèrent vers ce nouveau chef (1324).

Dans la Toscane, Castruccio Castracani, pour la délivrance duquel les Lucquois s'étaient révoltés contre Hugues de la Faggiuola, avait appris dans de nombreuses aventures à travers l'Europe à connaître les hommes et les choses. Il mit son expérience au service de son ambition. Chargé du gouvernement de la ville de Lucques, il ne chercha d'abord, comme celui dont il avait pris la place, qu'à soumettre à son autorité les villes gibelines de la Toscane, sous prétexte de les mieux défendre. Deux fois il attaqua Pise, espérant profiter tantôt de la guerre civile qui sévissait dans ses murs, tantôt de la trahison du juge d'Arborée, qui livrait au roi d'Aragon, Jayme II, l'entrée de la Sardaigne et causait le massacre de tous les Pisans qui n'eurent pas le temps de se

réfugier dans les lieux fortifiés. Mais les Pisans ne paraissaient disposés à sacrifier leur liberté ni à la cause gibeline, ni aux intérêts de leur commerce; ils oublièrent leurs querelles pour ne songer qu'à leur bien le plus précieux, et négligèrent même de défendre la Sardaigne, qu'ils devaient bientôt céder (1326) au roi d'Aragon, pour repousser Castruccio. Menacé même dans Lucques, le seigneur gibelin pourvut à sa sûreté, en bâtissant un château flanqué de vingt-neuf tourelles.

Instruit par ces échecs, le tyran de Lucques tourna ses entreprises contre les villes guelfes de la Toscane, espérant plus de la reconnaissance des gibelins s'il battait d'abord leurs ennemis. Après avoir acheté Pistoie d'un petit seigneur qui l'avait volée à un abbé, il attaqua la république de Florence par le val de Nievole et le val d'Arno inférieur; lui prit plusieurs châteaux, et la pressa si bien que les Florentins, en 1325, prirent pour capitaine un certain Raymond de Cardone, Catalan introduit par Bertrand du Poïet en Italie. Cet homme de guerre, qui ne voyait dans le métier des armes qu'une occasion de gain, sous prétexte de mener les Florentins à l'ennemi, les fit passer pendant les chaleurs de l'été par les marais de Bientina, afin de leur délivrer à bon compte un plus grand nombre de congés. Castruccio Castracani n'eut pas grand'peine à battre près d'Alto Poscio cette armée décimée par la désertion; il s'empara même du carroccio florentin, et vint par bravade célébrer une course jusque sous les murs de Florence (1327).

**L'empereur Louis de Bavière et le chevalier Jean
de Bohême (1327-1333).**

Castruccio Castracani, dont Machiavel a cru plus tard devoir célébrer l'habileté, ne recueillit cependant pas de cette victoire les fruits qu'il en attendait. A bout de moyens, il appela l'empereur Louis de Bavière, vainqueur de son compétiteur en Allemagne. Dans la Lombardie on invoquait aussi l'empereur contre Bertrand du Poïet qui y faisait chaque jour de nouveaux progrès. Louis annonça son ar-

rivée; et on vit renaître comme une vieille guerre du sacerdoce et de l'empire.

Les villes guelfes, en effet, se mirent sous la protection du pape et du roi de Naples. La ville de Bologne se donna au légat du pape, Bertrand du Poët. Florence, si jalouse de l'égalité démocratique, Florence qui venait, en 1323, de remettre presque entièrement au sort le renouvellement si fréquent de ses magistrats civils, confia pour dix ans la seigneurie de la ville à Charles de Calabre, fils du roi de Naples Robert qui mourut, il est vrai, au bout de deux ans.

Arrivé en Italie en 1327, l'empereur Louis de Bavière parut agir comme il fallait pour dégoûter à jamais les Italiens, guelfes et gibelins même de toute intervention impériale. Couronné solennellement à Milan, en présence de Galéas Visconti, d'Obizzo, marquis d'Este, de Cane della Scala, de Guido d'Arlati, évêque d'Arezzo, des ambassadeurs de Castruccio, de Frédéric de Sicile, des Pisans, le César tudesque montra bientôt qu'il n'était venu que pour lever en Italie les tributs qu'il ne trouvait pas en Allemagne. Il fit saisir Galéas Visconti, comme coupable d'avoir trahi la cause des gibelins; il s'empara de ses forteresses, de ses troupes, et le fit jeter dans les *fours* de Monza, affreuses prisons que celui-ci avait fait bâtir lui-même et où l'on ne pouvait se tenir ni debout ni couché. La constitution de Milan fut changée; le nouveau gouverneur impérial remercia Louis en faisant payer à la ville une contribution de cinquante mille écus. Cane della Scala imposa seul quelque respect à l'empereur, et profita de sa présence pour s'emparer de Padoue sur les Carrare.

En Toscane, sur le conseil de Castruccio Castracani, qu'il fit duc de Lucques et de la Lunigiane, l'empereur fit saisir les envoyés de Pise qui venaient lui remettre une somme considérable, sans vouloir cependant sacrifier son indépendance; il assiégea cette ville, fidèle par excellence, qui s'était ruinée pour les césars transalpins, y mit garnison, en octroya la seigneurie à sa propre femme, et lui imposa une contribution de guerre de cent cinquante mille florins. A Rome (1328), reçu par les Colonna, il se ven-

gea des excommunications portées contre lui par Jean XXII en le déposant comme un hérétique, et se fit couronner par un antipape avec l'appui de Castruccio, qui, nommé sénateur de Rome et comte palatin de Saint-Jean de Latran, porta devant lui pendant la cérémonie l'épée impériale. Il voulait marcher de là sur le royaume de Naples pour châtier le roi Robert, qui avait traversé tous ses projets. Mais l'éloignement de son plus fidèle appui, Castruccio, rappelé en Toscane par les Florentins, qui avaient repris Pistoie ; puis la mort de celui-ci, à la suite des fatigues qu'il essuya pour reconquérir cette ville, le mirent dans l'impossibilité de pousser plus avant. Insulté par les soldats de Robert jusque dans Ostie, hué par le peuple de Rome, il finit son expédition comme il l'avait commencée, par des actes de rapacité et d'ingratitude.

Le seigneur de Viterbe, qui lui avait ouvert les États de l'Église, fut mis à la torture, sur son ordre, pour lui avoir caché ses trésors. Dans la Toscane, il vendit Lucques à François Castracani, parent et ennemi des fils de Castruccio, qui se trouvaient réduits au métier de chefs de bandes ; il laissa, comme monument de son passage, une troupe allemande qui, ne pouvant obtenir d'être payée par l'empereur, se cantonna sur le mont Ceruglio, entre Lucques et Pise, et y vécut de brigandage. Aussi, dans la Lombardie, Azzo Visconti, rentré dans Milan après la mort de Galéas, moitié par force, moitié par capitulation, ferma les portes de la ville à un empereur devenu odieux à tous, fit la paix avec le pape, dont il accepta le titre de vicaire pontifical, et inquiéta Louis jusqu'à Trente, d'où celui-ci repassa honteusement en Allemagne (1329).

La conduite de Jean XXII et de Louis de Bavière n'acheva pas seulement la ruine du sacerdoce et de l'empire, elle démoralisa complètement la péninsule ; et dans des luttes où tout s'affaissa, les marchés substitués aux combats, les victoires de l'argent remplaçant celles de l'héroïsme, montrèrent suffisamment de quelles hauteurs on était descendu.

Après la retraite de l'empereur Louis de Bavière, Florence, qui commençait à avoir plus de confiance dans l'or

que dans le fer, acheta le beau val de Nievole, d'où Castruccio lui avait causé tant d'inquiétude. Pise revenue, et pour cause, de sa fidélité à l'empire, chassa de ses murs la garnison impériale en la payant grassement. Un Visconti s'empara sur Castracani, avec les Allemands du Ceruglio, de Lucques, qu'il vendit, il est vrai, à un gibelin de Gênes, Spinola. A Mantoue, Louis de Gonzague pour venger une injure personnelle fit passer la seigneurie de la ville, des gibelins aux guelfes, en s'en emparant sur Passerino Bonacossi, et commença ainsi la fortune de sa maison. Dans la Romagne, le légat Bertrand du Poiët, déjà maître de Bologne et de quelques villes, ne cacha plus le projet de se faire une principauté dans les États de l'Église; et il y eût réussi sans le plus riche citoyen de l'Italie, le Bolognais Taddéo de Pépoli, qui contre-balançait par ses richesses le caractère du légat et s'appropriait à acheter sa patrie.

Si l'Italie, après avoir perdu toutes ses illusions au sujet de l'empire et du saint-siège, conservait encore quelque espoir dans la chevalerie, cette sentimentale expression d'un monde qui approchait de sa fin, l'apparition de Jean de Bohême, en 1330, le lui fit perdre encore. Ce brillant et généreux chevalier, fils d'empereur et roi de Bohême, qui parcourait les cours de l'Europe en redresseur de torts et en pacificateur, avait beaucoup à faire dans la péninsule. L'enthousiasme qu'excita son arrivée parmi les Italiens, toujours prêts à s'éprendre de toute nouveauté, parut d'abord devoir lui rendre tout facile. En vrai chevalier, il mettait son entreprise sous l'invocation du saint-siège, et prétendait tout pacifier, tout accorder. La ville de Brescia lui envoya la première des députés à Trente pour lui déférer la souveraineté, puis les villes de Bergame, Crémone, Pavie, Verceil, Novare. Azzo Visconti lui-même céda la seigneurie de Milan à Jean, et ne s'intitula plus que son vicaire, incapable de résister à l'entraînement général qui saisit aussi les villes de Parme, Modène, Reggio et Lucques. On se livrait à lui sans défiance et sans honte. Il n'était point à craindre comme un empereur, et c'était le plus brave et le plus noble étranger qu'on pût prendre pour seigneur.

Jean se méprit cependant en s'imaginant que les Italiens l'appelaient sérieusement comme un pacificateur. En rappelant indifféremment tous les exilés, guelfes et gibelins, en cherchant à s'entendre avec les Scala et le légat du Poïet, avec les Visconti et le vieux roi de Naples, Robert, il mécontenta tout le monde. Il voulait réunir les partis, il y réussit mais ce fut en les réunissant contre lui-même. Florence, la tête du parti guelfe, qui voyait surtout dans Jean le fils de Henri VII, donna le premier exemple d'une alliance avec les gibelins, moins par esprit national, il est vrai, que par ambition, non pour repousser l'étranger, mais pour se partager ses alliés et soumettre des villes italiennes. D'après un traité d'alliance, conclu en 1332, entre Florence et les seigneurs puissants de la Lombardie, les Visconti, les Scala, les d'Este, les Gonzague, contre Jean de Bohême et Bertrand du Poïet, Crémone devait passer aux Visconti, Parme aux Scala, Reggio à Gonzague, Modène au marquis d'Este, Lucques aux Florentins. Pendant une courte absence de Jean, une attaque générale eut lieu sur tous les points à la fois; Mastino della Scala, successeur de Cane Grande, prit Brescia; Azzo, Bergame, Verceil, Novare; le légat du Poïet fut battu près de Ferrare. Jean de Bohême, étonné à son retour de ce changement subit, courut à Parme, à Bologne, à Lucques; mais bientôt las de cette étrange versatilité, suspect même au légat du pape, pour lequel il s'était compromis, il termina en brocanteur son rôle de chevalier redresseur de torts; il vendit Parme et Lucques aux Rossi pour trente-cinq mille florins, Reggio aux Fogliani, Modène aux Pies et Crémone à Ponzono Ponzone (1333).

Lutte de Mastino della Scala et de Florence; le duc d'Athènes; Jeanne I^{re} de Naples (1333-1346).

Après le départ de Jean de Bohême, les seigneurs lombards et les florentins restèrent quelque temps encore unis pour chasser ceux qui avaient acheté les villes lombardes du roi de Bohême; ils fomentèrent à Bologne une révolte à la suite de laquelle le légat du Poïet fut obligé de déposer ses pouvoirs. Mais l'alliance des petits despotes et des petites

républiques, l'union du principe aristocratique et du principe démocratique, n'étaient pas durables.

Mastino della Scala croyait pouvoir comme son père succéder aux projets qu'avait formés Mattéo Visconti en Lombardie ; infidèle le premier au traité d'alliance, il tenta par ruse ou par force de soumettre la Toscane. Après avoir traité au nom et du consentement des Florentins avec les Allemands de Lucques, il se fit céder la ville et la garda pour lui, au lieu de la livrer à ses alliés ; il excita les nobles de Pise à reprendre le gouvernement au peuple, suspect d'affection pour les guelfes, et tenta de former contre Florence, avec les exilés et le seigneur d'Arezzo, Pierre Succone, rude chevalier des Apennins, une ligue gibeline. Cette ambition pouvait être dangereuse. Azzo Visconti n'avait point l'activité de ses prédécesseurs ; le roi de Naples, Robert, devenu vieux, terminait son règne en paix. Mastino della Scala, qui avait toute une cour de seigneurs dépossédés, ambitionnait déjà la royauté d'Italie. Florence effrayée parvint enfin à exciter les susceptibilités des plus intéressés ; elle réunit, en 1336, la ville de Venise, les seigneurs Obizzo d'Este, Louis de Gonzague et Azzo Visconti, *ad desolationem et ruinam*, pour la désolation et la ruine de ce voisin dangereux ; afin d'avoir la paix dans ses murs au moment de la lutte, elle se donna une sorte de grand juge dictatorial, nommé *conservateur*, dans la personne de Jacques d'Agobbio, qui fit de son pouvoir un usage que souvent on trouva trop rude.

Mastino della Scala ne put tenir tête à cette ligue formidable. Les Vénitiens s'emparèrent de Trévise, de Castel Franco, de Cénéda ; Visconti reprit Brescia ; Marsilio de Carrare excita une émeute dans Padoue contre le propre frère de Mastino, et fut de nouveau proclamé seigneur d'une ville qui avait déjà appartenu à sa famille et qui lui resta. Giberto de Correggio devait bientôt à son tour enlever Parme aux Scala (1341). Mastino recula, et offrit de céder ce qu'on lui avait pris. Les Florentins, malheureux dans toutes leurs entreprises, furent seuls à ne pas profiter des revers de Mastino. Ils acquirent, il est vrai, et fort cher, la seigneurie d'Arezzo ; mais Venise, satisfaite des premières

acquisitions faites au dehors de ses lagunes sur le continent, traita bientôt avec Mastino, et se fit assurer la libre navigation du Pô, sans exiger Lucques pour Florence. Celle-ci espérait encore pouvoir acheter cette ville, qui devait lui donner la domination de la Toscane, de Mastino, obligé, après la perte de Parme, de renoncer à tous ses projets. Elle lui offrait des sommes considérables, comme elle avait fait précédemment, à un Visconti. Le marché était conclu, les commissaires florentins abouchés avec ceux de Mastino, et l'armée de Florence en marche pour prendre possession ; mais Pise, craignant pour elle après l'asservissement de Lucques, la lui disputa à son tour, livra bataille à son armée sous les murs mêmes de la ville en litige, fut victorieuse, et resta maîtresse de Lucques (1341).

Florence se vengea des échecs de son ambition sur sa propre liberté. La servitude semblait, pour toutes les villes, le dernier refuge contre les dissensions et l'anarchie, ou la conséquence naturelle de la décadence de leur esprit militaire et de leur coutume d'enrôler des volontaires étrangers chargés de les défendre. En 1337, Taddéo de Pépoli, l'homme le plus riche de l'Italie, avait fini par séduire la garde allemande, entretenue par la ville de Bologne ; il s'empara, avec son aide, du palais public, suspendit les assemblées générales, et obtint même d'être reconnu par le pape en lui payant un tribut annuel de huit mille livres. Deux ans plus tard, en 1339, à Gènes, las d'une constitution qui donnait aux nobles, représentés par deux capitaines, le pouvoir de le persécuter, et laissait sans autorité l'Abbé, magistrat particulièrement chargé de sa défense, le peuple institua, au milieu d'une révolte, une magistrature unique et plus puissante en faveur de Simon Boccanera, son premier doge ; c'était au moins une institution nationale, régulière, dont l'autorité sut souvent maintenir les factions.

Le peuple de Florence, à son tour, attribuant ses revers au défaut d'unité de son gouvernement, nomma, en 1342, capitaine de la justice et général de ses armées, un certain Gaultier de Brienne, duc d'Athènes, *in partibus*. Cet aventurier plein d'ambition et de ruse, Français, né à Athènes,

était un de ces habiles entrepreneurs de tyrannies qui trouvaient alors trop aisément dans les désordres de la péninsule à exercer leur industrie. Il ruina par ses artifices le crédit du gouvernement alors confié à ce qu'on appelait la *grasse* bourgeoisie; il promit à la noblesse de la combler d'honneurs, au peuple *maigre* de l'enrichir. Puis un beau jour, avec cent vingt cavaliers, trois cents fantassins et une troupe de gentilshommes, il marcha sur la *seigneurie*, dispersa les magistrats aux applaudissements du peuple et fit planter son étendard à la place du drapeau de la justice et des armes de la commune. Maître alors, il chassa les nobles, confisqua les biens des gros bourgeois et pressura le pauvre peuple, livrant les femmes et les filles de tous à ses mercenaires, et faisant couper la langue à ceux qui trouvaient à redire à sa manière de gouverner. Ce ne fut que deux ans après que ce peuple, si prompt d'ordinaire à renverser les magistrats qu'il s'était librement donnés, éclata enfin, en 1343, dans une triple conspiration, fit main basse sur les mercenaires allemands du tyran, l'assiégea dans le palais vieux, le força à s'enfuir et recouvra sa liberté. L'odieux aventurier n'eut ni le supplice d'Ugolin qu'il méritait peut-être, ni la mort de Castruccio dont il n'était pas digne.

La funeste habitude prise par les Italiens de soutenir leurs guerres avec des étrangers, portait encore de plus tristes fruits. Un capitaine d'aventure, connu en Italie sous le nom du duc Guarnieri, fit appel, en 1343, à tous les mercenaires enrôlés au service des différents États; à la tête de cinq mille bandits, s'intitulant *l'ennemi de Dieu et de la miséricorde*, il ravagea pendant deux ans (1344-1345) la Toscane et la Romagne, leva des contributions sur Sienne, Pérouse, Bologne, Rimini, Forlì, Césène, et malgré des forces considérables réunies par les Visconti, les Scala et les d'Este, en Lombardie, emporta sain et sauf avec les siens, en Allemagne, les dépouilles de l'Italie.

Le midi de la péninsule n'était plus en état d'exercer aucune influence sur le reste du pays; après la mort de Robert, en 1343, commença, dans la dynastie angevine, cette série de crimes honteux qui, combinée avec la turbu-

lence des barons napolitains, devait faire de ce royaume le type de l'anarchie royale et féodale. Robert, en donnant pour époux à sa fille Jeanne, héritière de sa couronne, André, fils de Charobert son frère aîné et roi de Hongrie, avait fait asseoir la discorde sur le trône, loin de la détourner du royaume. La jalousie d'André et de Jeanne, qui prétendaient régner chacun en vertu de ses propres droits, envenimée encore par les rivalités des deux factions hongroises et napolitaines, et par les désordres d'une cour galante, éclata dans toute sa fureur et donna lieu à un drame sanglant. Quelques jours après son couronnement, le roi André, victime d'un complot ourdi par un fils naturel de Robert et une confidente de la reine, fut attiré par ruse hors de la chambre royale, massacré et jeté par les fenêtres du palais. Le pape Clément VI ordonna au grand justicier du royaume de poursuivre le crime sans acception de personnes. Louis le Grand, roi de Hongrie, frère de la victime, débarqua dans le royaume pour tirer de Jeanne une éclatante vengeance, et une nouvelle révolution menaça cette partie de l'Italie qui avait tant de fois changé de maître (1347).

Le poète Pétrarque et le tribun Nicolas Rienzi (1347).

Au milieu de ces désordres, la ville de Rome avait encore descendu plus bas les degrés de l'anarchie. Toujours sous l'autorité nominale des papes, qui choisissaient le sénateur, mais sans avoir au moins les avantages de leur présence, Rome, sans gouvernement réel, était en proie aux factions des Colonna et des Orsini. Ceux-ci, retranchés dans le Colisée ou dans les autres ruines de la grandeur romaine, se livraient des combats acharnés, et ne s'entendaient que pour piller les habitants, déshonorer leurs femmes, dépouiller les églises et rançonner les pèlerins. Le sénateur, le préfet et les *caporioni* ou chefs de quartier n'y pouvaient rien.

Après la chute de la papauté et de l'empire, et dans la défaillance de la liberté, il fallait un mobile bien puissant pour arracher l'Italie à ses misères. Sur la foi d'une idole nouvelle

qu'ils s'étaient pris à adorer, sur la foi de l'art qui semblait leur rendre, dans les régions de l'idéal, tout ce qu'ils perdaient dans le monde réel, les Italiens s'efforcèrent un instant d'échapper à la décadence qui les menaçait. Dante, aussitôt après sa mort, en 1321, avait trouvé « la vie qu'il avait cherchée de son vivant, » l'immortalité « chez ceux qui appelleront son temps le temps antique. »

« Vita tra coloro

Che questo tempo chiameranno antico. »

Son poëme, avidement dévoré dans toute l'Italie, malgré et peut-être à cause de « l'âpreté d'un fruit si fortement acide, » devenait déjà l'objet d'une sorte de vénération religieuse. De toute part on entreprenait de l'expliquer et de le commenter comme un livre national et sacré. Visconti rassemblait les hommes les plus savants de l'Italie, deux théologiens, deux philosophes et deux antiquaires, pour interpréter le texte hiératique. Florence, honteuse d'avoir forcé son plus illustre citoyen « à monter et à descendre l'escalier de l'étranger, » redemandait les saintes reliques au seigneur de Ravenne da Polenta, en attendant qu'elle fondât une chaire exclusivement consacrée à la lecture et au commentaire de la Divine comédie.

Jalouse de ne plus se faire accuser de barbarie et d'ingratitude, l'Italie tout entière se mettait aux pieds du successeur de Dante, et traitait à l'égal d'un empereur ce roi d'une nouvelle patrie. Fils d'un Florentin exilé, nourrissant deux passions idéales, l'une pour l'ancienne gloire de Rome, l'autre pour une noble dame d'Avignon, Laure, femme du syndic, Hugues de Sade, Pétrarque, par ses hexamètres latins, où il célébrait l'antique maîtresse du monde, et par ses *canzones* modernes, où il chantait la dame de ses pensées, avait ébranlé vivement les deux cordes du souvenir et de l'amour, toujours vibrantes au fond de toute âme italienne. Nobles, peuple, pape, roi ou prince le comblaient d'honneurs à l'envi. La cour d'Avignon le choyait, malgré les reproches violents qu'il adressait aux papes pour avoir « échangé la splendide reine du monde contre une hi-

deuse ville de la Gaule. » Le roi de Naples, sur ses vieux jours, tout à une science un peu pédante, au milieu de son palais rempli de savants, enthousiaste de Virgile, auquel il élevait un tombeau sur le Pausilippe, l'avait proclamé poète par excellence. Visconti, dans une fête solennelle, lui avait fait prendre rang au milieu des princes. Les Gonzague, les Corregge, les Malatesta, lui offraient la plus magnifique hospitalité. Florence le faisait supplier, par un jeune homme de grande espérance, Boccace, d'honorer la patrie de son retour. Un orfèvre de Bergame, pour le posséder une nuit dans sa maison, faisait décorer une chambre et dorer un lit qui ne devait servir que cette seule fois. On rivalisait pour offrir à ce souverain d'un nouveau genre le *vivre* et le *gîte* qu'on accordait maintenant si parcimonieusement à l'empereur. Au jour de Pâques de l'année 1341, enfin, le peuple de Rome avait décerné d'enthousiasme au poète ce qu'il marchandait aux césars; et Plutarque, couvert du manteau de pourpre, monté au Capitole, avait reçu la couronne de laurier des mains du sénateur, au milieu des cris de : « Vive le Capitole et le poète ! »

Ce fut un simple Romain, le fils d'un porteur d'eau, disciple de Pétrarque, qui tenta de relever Rome et l'Italie par cet enthousiasme de l'idéal qui avait éclaté avec tant de vivacité au couronnement du poète. Nicolas Rienzi, à Rome, avait conquis l'estime des savants par sa profonde connaissance de l'antiquité, et l'admiration du peuple de Rome par l'éloquence avec laquelle il interprétait les monuments de la puissance et de la liberté républicaines que les Romains, dans leur insoucieuse servitude, ne connaissaient plus. Envoyé en ambassade à Avignon, il avait été nommé vicaire apostolique par Clément VI. Bientôt, mécontent que le pape ne consentit point à revenir à Rome, aigri par le meurtre d'un frère victime de la vengeance d'un noble, il renouvela, avec quelques différences, l'entreprise de Crescentius et d'Arnaud de Brescia. A force de remettre sous les yeux des Romains les souvenirs d'une antiquité que rendait plus réelle et plus vivante à Rome le spectacle d'une grandeur en ruine, mais encore imposante, il parvint à exciter, chez

un peuple facile à émouvoir, la honte de l'état présent, et l'enthousiasme du passé. A l'entendre, il suffisait de restituer à Rome les vieilles formes du gouvernement des héros de Tite Live, ce qu'il appelait le *bon État*, pour lui rendre sa prospérité et sa grandeur. A la différence de Crescentius, ce n'était point pour les nobles, mais pour le peuple qu'il voulait changer les institutions romaines. A la différence d'Arnaut de Brescia, il faisait sa part aux nécessités présentes, à l'autorité pontificale dans ses projets de restauration démocratique. Il se montrait souvent accompagné d'un légat du pape quand il réunissait le peuple autour de lui au Capitole, sur le mont Aventin, ou en face de quelque monument qu'il savait faire parler pour le besoin de sa cause. Enfin le 19 mai 1347, après avoir entendu la messe à Saint-Jean de Latran, il convoqua le peuple au Capitole et y marcha lui-même tout armé. Le légat du pape était près de lui; une foule de jeunes gens portant des étendards et des branches de laurier l'entouraient. Il harangua le peuple du haut du grand escalier encore assez bien conservé; il évoqua la vieille Rome tout entière; le peuple tout d'une voix demanda le *buono Stato*, et proclama Rienzi tribun, pour l'établir. Le nouveau maître de Rome commença par réprimer la turbulence et les crimes de la noblesse; soutenu d'abord par l'enthousiasme de tous, et trouvant de dociles instruments dans les treize *caporioni* nommés dans les différents quartiers de la ville, il s'empara des portes, fit pendre quelques brigands, imposa assez aux Orsini, aux Colonna, aux Savelli pour les forcer à venir jurer la paix sur l'Évangile. Il annonça l'organisation de milices urbaines et d'une force navale sur les côtes, une prompte et bonne justice, l'établissement de greniers publics dans la ville pour y entretenir l'abondance, et de nombreuses aumônes pour les pauvres, les veuves et les orphelins de ceux qui mourraient en défendant la patrie.

L'entreprise de Nicolas Rienzi, accueillie en Italie comme elle était exécutée à Rome, avec cet enthousiasme rétroactif que Pétrarque avait contribué à faire naître, parut un instant couronnée d'un plein succès. Les petits seigneurs de Viterbe, d'Orviété, d'un grand nombre de petites villes

voisines, prêtèrent hommage au « tribun de liberté, de paix et de justice, au libérateur illustre de la sainte république romaine. » Florence, Sienne, Pérouse, lui envoyèrent des soldats, les villes de la Romagne des députés, Gaëte six mille florins d'or. Pétrarque, l'arbitre de l'opinion, encouragea de ses applaudissements « le chevalier qui honorait l'Italie entière, » et salua une ère nouvelle de vérité, de paix, de justice et de liberté. Nicolas Rienzi mit bientôt ses projets à la hauteur de sa renommée; il ne parla plus que de « l'extirpation de toute tyrannie, et de la réconciliation de toute la sainte Italie » dans une indépendance complète. Ses courriers, porteurs d'une baguette argentée aux armes du peuple de Rome, du pape et du tribun, parcoururent toute la péninsule. Il voulait réunir à Rome un congrès de toutes les villes d'Italie, pour aviser aux moyens d'y organiser la paix et la liberté générales. Les Scala, les d'Este et les Pèpoli ne leur firent pas très-bon accueil; mais ailleurs ils furent bien reçus, Lucchino Visconti, successeur d'Azzo, et la république de Venise lui offrirent leur alliance. Louis de Hongrie, Jeanne de Naples se disputèrent la sienne.

Mais un mouvement qui ne reposait que sur une certaine exaltation des esprits, et se personnifiait dans un tribun antiquaire, ne pouvait accomplir rien de vraiment solide et durable. Le sentiment de l'idéal qu'il poursuivait, excité par un commencement de succès, jeta d'ailleurs Rienzi dans une espèce de délire où le mysticisme chrétien se mêla bizarrement à l'évocation de l'antiquité païenne. Croyant représenter en sa personne l'antique Rome et la nouvelle, il alla jusqu'à se revêtir de la dalmatique des anciens empereurs, et à se ceindre de sept couronnes, symbole des sept vertus, dans une des fêtes pompeuses par lesquelles il essayait d'entretenir l'exaltation du peuple de Rome. On l'entendit s'écrier, au milieu d'une cérémonie où il se fit consacrer chevalier de la croix chrétienne et de l'aigle romaine : « Ceci est à moi, » en désignant les quatre points cardinaux, et il promit « de juger le globe de la terre selon la justice, et les peuples selon l'équité. » Depuis ce jour, en effet, il agit comme le maître du monde. Au nom

de Dieu et de la république romaine, il proclama libres toutes les villes d'Italie, il cita à comparaître devant lui Louis de Hongrie et Jeanne de Naples, les deux césars qui se disputaient l'empire, et jusqu'au pape qu'il voulait ramener à Rome.

Clément VI, le premier, rappela Rienzi à la réalité en protestant par son vicaire. La noblesse, secrètement encouragée, commença à résister. Elle reprocha au tribun l'argent dépensé en fêtes inutiles, et se fortifia de nouveau dans ses châteaux. Après avoir éclaté en menaces, Rienzi se montra faible en face de ses adversaires; il se mit trop tard à la tête de ses troupes pour les réprimer, et perdit le temps à célébrer un faible avantage au lieu de les poursuivre sans relâche. Les barons, en ravageant les environs, en occupant les routes, jetèrent le découragement dans le peuple, qui n'eut plus de goût pour des fêtes et des représentations théâtrales gâtées par la faim. Un partisan des Colonna brava le tribun jusque dans Rome. Le légat du pape, encouragé, l'acheva en le déclarant traître et hérétique. Rienzi rassembla encore une fois le peuple, l'émut, lui arracha des larmes, pleura avec lui, mais ne put ni le ramener ni l'entraîner. Il se démit de ses pouvoirs devant lui sans qu'il s'élevât aucune réclamation. On le laissa seulement se retirer dans le château Saint-Ange, et on ne l'y attaqua point jusqu'à ce qu'il eût trouvé l'occasion de s'échapper, par un triste et tendre respect, sans doute, pour de nobles mais impuisantes illusions dont on avait sondé tout le vide!

La peste de 1348 et le jubilé de 1350; Boccace.

La chute parut d'autant plus profonde quand on retomba dans la réalité de ces hauteurs de l'idéal. Rome fut en proie à une anarchie plus violente qu'auparavant. A Florence, la noblesse, le peuple gras et le peuple maigre s'entre-déchirèrent et firent succéder les constitutions aux constitutions. En Lombardie, Luchino maintint Pavie révoltée par la terreur, et reprit Parme, Tortone et Alexandrie qui avaient échappé à sa famille. Jeanne de Naples, après le départ de Louis de Hongrie, qui était un instant resté maître du royaume, fut rappelée par les barons et rentra dans sa ca-

pitale avec son ancien amant pour époux et une sentence d'absolution délivrée par le pape en échange de la ville d'Avignon (1348). Les mercenaires amenés par le roi de Hongrie et par Jeanne, n'ayant plus rien à faire au midi de la péninsule, se réfugièrent de nouveau sous Guarnieri pour mettre le pays à contribution. Une peste affreuse, à laquelle Boccace a fait donner le nom de *peste de Florence*, pour l'avoir admirablement décrite, comme Thucydide, dans l'antiquité, avait illustré la peste d'Athènes, vint mettre le comble aux maux de l'Italie. Elle emporta Luchino Visconti, Jean Villani et bien d'autres. Les effets produits par ce fléau, qui enleva trois personnes sur cinq, furent encore plus déplorable que le fléau lui-même. Les âmes y perdirent tout ressort et se réfugièrent dans un égoïsme honteux ou dans une folle licence. Descendu des hauteurs du symbolisme religieux et passionné de Dante, ou de l'enthousiasme idéal de Pétrarque, l'art, dans le *Décameron* de Boccace, fut mis au service d'un épicurisme élégant qui glissait volontiers jusqu'à l'obscénité, et ne servit plus qu'à distraire les imaginations du spectacle de leurs maux et de l'universelle décadence.

Le pape Clément VI essaya vainement de relever les âmes, en l'année 1350, par la publication d'un jubilé. Une merveilleuse et innombrable multitude de pèlerins, selon Matteo Villani, qui porte leur nombre à douze cent mille, accourut de toutes les contrées de l'Europe où la peste sévissait encore, et se succéda aux saintes basiliques. Toutes les maisons de Rome, transformées en hôtelleries, ne suffirent point à héberger les étrangers, qui campèrent dans les rues. A l'exhibition du saint suaire du Christ dans l'église de Saint-Pierre, on compta plusieurs fois jusqu'à six, douze personnes étouffées ou foulées aux pieds. Mais en Italie, l'effet moral de cette expiation fut petit. On y savait qu'à Avignon, depuis Jean XXII, il se faisait commerce d'abbayes, d'évêchés, d'indulgences; le légat du pape, pendant toute l'année du pèlerinage, avait augmenté les impôts des Romains, et ceux-ci, suivant l'exemple qui leur était donné, avaient cherché à s'indemniser en interdisant aux étrangers l'importation des denrées dans la ville, afin de vendre les

leurs à un plus haut prix. Le jubilé ne fut, pour l'Italie, qu'une spéculation dont le reste de la chrétienté fit les frais.

Jean Visconti, les papes Clément VI et Innocent VI; guerre de Sapientza entre Gènes et Venise; l'empereur Charles de Luxembourg (1350-1356).

Aussi après la tentative malheureuse de Rienzi, la peste de 1348 et le jubilé de 1350, les villes de l'Italie marchèrent plus rapidement vers leur asservissement politique.

On ne vit plus seulement quelques cités tomber isolément sous de petits usurpateurs. Parmi les seigneurs, les plus puissants voulaient maintenant se tailler aux dépens de la liberté de petits États dans la péninsule; heureuse après tout celle-ci, s'ils avaient pu fonder des établissements assez forts pour sauver l'indépendance commune après avoir détruit les libertés particulières. Mais là aussi les ambitions rivales étaient en présence. Le pape Clément VI voulait alors mettre à profit les bénéfices considérables qu'il avait faits; pour faire rentrer les villes de la Romagne sous la domination de l'Église, il mettait un certain Hector de Durfort, à la tête d'une armée, et le créait comte de Romagne. D'un autre côté, Jean Visconti, d'abord archevêque de Milan, puis devenu son seigneur par la mort de son frère Luchino, en 1349, faisait servir ses deux pouvoirs à l'agrandissement de sa maison, « défendant la croix avec son épée, et son épée avec la croix, » comme il aimait à le répéter en faisant porter l'une et l'autre devant lui. Le saint-siège et Visconti se trouvèrent en rivalité. Pendant que Bologne, toujours soumise aux Pépoli, se défendait contre Durfort et implorait les Florentins, Visconti trompa les uns et les autres, acheta la ville des Pépoli, qui la trahirent honteusement après l'avoir usurpée, et obtint même, en menaçant, la ratification du marché par Clément VI, moyennant une redevance de douze mille florins.

On tenait la Romagne par Bologne; pour avoir la Toscane, il fallait Florence. Après avoir fait alliance avec tous les petits tyrans de la Toscane, les Tarlati, les Castracani et autres, Jean envoya contre Florence le nouveau gouverneur de Bologne,

Oleggio, au moment où elle cherchait à se mettre en garde par l'occupation de Prato et de Pistoie. L'échec éprouvé par Oleggio au siège de Scarpéria, l'alliance vigoureuse des quatre communes guelfes de Florence, Pérouse, Sienne, Arezzo, la neutralité de Pise, qui faisait toujours passer les intérêts de la liberté avant les conseils de la passion, forcèrent Jean Visconti à accorder à Florence la paix de Sarzane (1353).

Mais l'imprudencence de Venise et de Gènes, seules capables encore de défendre avec Florence le principe républicain devant les progrès du despotisme, permit au seigneur milanais de réparer cet échec. Les Génois, après avoir fortifié Péra à Constantinople, Caffa en Crimée, avaient fait l'occasion belle à la jalousie de Venise, en indisposant contre leur despotisme commercial l'empereur Cantacuzène et les Tartares de Crimée. Les deux républiques se cherchaient encore sur toutes les mers et conjuraient leur ruine. En 1352, le Génois Paganino Doria avait surpris l'amiral vénitien Pisani, près de Gallipoli dans le Bosphore, et l'avait battu au milieu d'une tempête. L'année suivante, une victoire de Pisani, qui se vengea glorieusement en vue de Cagliari, jeta les Génois dans un tel découragement, qu'*abattus*, dit Villani, *comme des femmes peureuses*, ils offrirent la seigneurie de Gènes et des deux rivières à Jean Visconti, dans l'espoir de frapper Venise avec l'aide de ce puissant seigneur.

L'an 1354, en effet, Paganino Doria, avec une nouvelle flotte que les richesses du podestat avaient aidé à équiper, alla chercher les Vénitiens dans le golfe de Sapienza en Morée, y détruisit leur flotte et fit leur amiral prisonnier (1354). Des désordres civils, rares à Venise depuis l'établissement du conseil des Dix, affaiblirent encore plus l'aristocratique république que cette défaite. Le doge Marino Faliéro, vieillard fier et jaloux, humilié de l'impuissance du premier magistrat de la république, aigri d'ailleurs par un outrage personnel, voulut profiter de la défaite essuyée par une noblesse tyrannique pour renverser le conseil des Dix et la constitution. La conspiration fut découverte à temps; la tête du doge, jugé secrètement par les Dix, assistés de vingt

seigneurs, roula du haut de l'escalier des Géants devant le peuple consterné. Mais le nouveau doge, Gradenigo, craignant quelque éclat du mécontentement populaire, devait se hâter de faire la paix avec Gènes, de payer les frais de la guerre, et de renoncer pour les Vénitiens au commerce de la mer Noire (sept. 1355).

Jean Visconti attaquait déjà les seigneurs à leur tour ; il excitait des soulèvements à Vérone, à Ferrare, à Mantoue, contre les Scala, les d'Este, les Carrare. Le nouveau pape, Innocent VI, effrayé, envoyait son légat Albornozy en Italie pour recouvrer ou défendre les États de l'Église, et encourageait l'empereur Charles IV à passer en Italie. Mais Jean mourut subitement, et laissa sa succession à trois neveux, qui brisèrent sa puissance en se la partageant, et abandonnèrent l'Italie aux entreprises pontificales.

Innocent VI prit les devants sur Charles IV, qui préparait une expédition dans la péninsule, et pour avancer ses affaires joignit au cardinal-légat Nicolas Rienzi. Celui-ci, depuis sa fuite de Rome, s'était retiré d'abord au milieu des *Fraticelli* des Apennins, puis avait été proposer un projet de réforme universelle à Charles IV, qui venait de le livrer à la cour d'Avignon. Les Romains forcèrent à se démettre de sa charge un préfet qu'ils s'étaient donné, pour courir au-devant de celui dont la mémoire leur était encore restée si chère. Le légat le nomma sénateur, le décora du titre de chevalier, mais se servit de lui pour rétablir la tranquillité et mettre à Rome un nouvel impôt sur les vins et sur le sel. L'ancien tribun devenu l'instrument du saint-siège, celui qui avait promis autrefois l'assistance aux nécessiteux de Rome créateur de nouvelles taxes, perdit tout crédit. Le peuple, à la première occasion, se souleva. Nicolas Rienzi essaya de parler, mais son éloquence fut impuissante ; obligé de fuir sous un déguisement au milieu de son palais en flammes, il fut bientôt atteint, reconnu, traîné jusqu'au bas du Capitole par des furieux et mis à mort (1354). Le légat Albornozy sut en profiter ; soutenu d'un seigneur de Camerino, chef d'une petite bande, il commença l'œuvre du rétablissement de l'autorité pontifi-

cale dans Rome et dans les environs; exemple frappant de la périlleuse impuissance de l'imagination dans les entreprises politiques, en face de l'intelligence réelle et pratique des choses, mais qui ne désabusa pas encore Pétrarque, l'ami du tribun, toujours prêt, comme ses compatriotes, à saluer une lueur d'espérance dans tout événement nouveau.

Lorsque Charles de Luxembourg, le fils de Jean de Bohême, entra en Italie, en l'année 1355, le pape Innocent VI eut soin d'ôter tout danger à cette expédition, en ne permettant à l'empereur de séjourner dans la péninsule que le temps de prendre sa couronne. Pétrarque néanmoins l'accueillit comme Dante avait autrefois accueilli Henri VII. « Le diadème, l'empire, une gloire immortelle, s'écriait-il, lui étaient assurés; la route du ciel lui était ouverte; l'Italie, Rome, tête de l'univers, le lui garantissaient, en se précipitant au-devant de lui et en chantant avec Virgile :

« Venisti tandem tuaque expectata parenti
Vicit iter durum pietas. »

L'historien Villani plus positif nous montre, dans un récit qui ne manque pas d'ironie, le côté vrai des choses : Le cavalier fait pour dompter la volonté humaine descendit les Alpes, « monté sur un roussin, au milieu de gens désarmés comme un marchand pressé d'aller en foire. » Messire Barnabo, un des neveux de Jean Visconti, le reçut à la tête de six mille chevaux et de dix mille piétons, et l'escorta si étroitement jusqu'à Monza, où il le fit couronner, que l'empereur ne fut pas fâché d'échapper à cette *prison courtoise*. Reçu avec un empressement plus sincère par Pise, Lucques et les seigneurs gibelins des Apennins, il ne céda cependant pas aux sollicitations de leur haine contre Florence, et aima mieux vendre la paix à la ville guelfe. A Rome, où il resta quelques jours en pèlerin, occupé à faire ses dévotions aux saints lieux, il ne parut comme empereur qu'à la journée du couronnement. A son retour en Toscane, il réussit à exciter à Pise une émeute qui fit passer le gouvernement des mains du parti démocratique des Bergolini, attachés à Florence et à la paix, dans celles des Raspanti, toujours fidèles aux vieilles

passions gibelines. Mais il échoua dans ses projets d'imposer à Sienne son propre frère, le patriarche d'Aquilée, pour seigneur, et d'arracher Lucques à la domination de Pise. Après une émeute qui renversa le gouvernement, devenu très-oligarchique, des *Neuf*, une nouvelle seigneurie, celle des Douze, s'empara du pouvoir malgré le patriarche. Les factions de Pise se réconcilièrent un instant pour chasser la garnison impériale et défendre Lucques; Charles IV rentra en Allemagne par la Lombardie, au milieu des villes qui lui fermaient leurs portes (1356), et Pétrarque désabusé s'en prit dans sa douleur à la papauté, qu'il sollicitait aussi vainement de rentrer à Rome. « Il fuit, s'écria-t-il, le César, seul, sans escorte. Les délices de l'Italie lui font horreur. Il dit, pour se justifier, qu'il a juré de rester à Rome un seul jour. O jour d'opprobre! serment déplorable! Le pape, qui a renoncé à Rome, ne veut pas même qu'un autre s'y arrête. » Illusions naturelles après tout et qui n'étaient que celles de l'Italie invoquant dans ses discordes un principe d'unité.

**Barnabo Visconti; Albornoz; Catherine de Sienne
(1356-1378).**

Pétrarque dépensait un enthousiasme inutile. Le temps n'était plus aux grandes luttes de principe; il ne s'agissait plus ni du pape, ni de l'empereur. Il n'y avait en face que des ambitions vulgaires et des rivalités mesquines. Le saint-siège songeait bien moins à rentrer à Rome qu'à rendre réelle sa domination au centre de l'Italie. L'empereur ne voulait plus commander à la péninsule, mais la rançonner. Les Visconti, et à leur exemple les autres petits tyrans, poursuivaient l'édifice de leur grandeur, avec autant de défiance contre la papauté que contre l'empire; les villes libres encore, Florence, Pise et les autres, rendaient plus difficile, par leurs divisions mêmes, la conservation de leur liberté. Au milieu de ces tiraillements, dernière plaie et plus cuisante! les bandes de mercenaires étrangers, introduites par les Italiens mêmes sur cette terre classique de la discorde, s'acclimataient en Italie, sous la conduite d'aventuriers toujours nouveaux, et sillonnaient la péninsule en

tous sens, à la piste de toutes les querelles, et prêtes à en faire naître là où elles manquaient. Le ^{xiv}^e siècle et le temps de la captivité de Babylone s'achevèrent ainsi pour l'Italie, entre la tyrannie et la servitude, dans des luttes pleines de misère et dépourvues de grandeur.

Dans ce conflit d'ambitions, la rivalité du saint-siège et des Visconti continua de tenir le premier rang et groupa autour d'elle tous les intérêts. Le cardinal Albornozy, déjà maître de Rome, attaqua, l'argent et le fer à la main, les petits tyrans de la Romagne; il dépouilla Gentile de Mogliano de la ville de Fermo, qui fut rendue à la liberté sous la protection de l'Église; il enleva à Malatesta les villes de Senigaglia et d'Ancône, ne lui laissant, qu'à la condition d'un tribut, Rimini, Pesaro, Fano, Fossombrone, et s'empara de Cèsène sur François Ordelaffi, malgré l'héroïque défense de sa femme, Marzia des Ubaldini (1357).

Il put d'abord faire les affaires du saint-siège en toute liberté. Dans la Lombardie, les neveux de Jean Visconti, Mattéo, Barnabo et Galéas, avaient assez de conserver leur puissance. La ville de Gènes la première avait ressaisi sur les neveux son indépendance, aliénée à l'oncle, et rappelé Simon Boccanera. Dans la Romagne, Jean d'Oleggio, nommé gouverneur de Bologne par Jean Visconti, ne reconnaissait point davantage ses successeurs et exerçait la tyrannie pour lui-même. Parmi les Lombards, Jean Paléologue, marquis de Montferrat, s'allia avec la famille des Beccaria, toute-puissante à Pavie, pour leur faire la guerre.

Mais Barnabo et Galéas, après avoir empoisonné leur aîné Mattéo, qui les compromettait par ses excès, reprirent les projets de leur oncle et vinrent assiéger l'ancienne rivale de Milan. Elle résista un an, grâce aux prédications d'un frère augustin, Jacob Bussolari, et ne céda que trahie par les Beccaria et les seigneurs, mécontents de voir le frère chercher à profiter de l'occasion pour ramener les bourgeois à la liberté par le patriotisme. Triste entreprise encore que Pétrarque lui-même blâma, et que fra Bussolari expia le reste de sa vie dans le *vade in pace* d'un monastère.

Cette victoire, et surtout l'alliance de Galéas Visconti avec

le roi de France, Jean le Bon, dont il obtint la fille, Isabelle, pour son fils, acheva de relever les seigneurs de Milan. Le légat Albornoze les rencontra alors partout au-devant de ses entreprises. En Romagne, au moment où il cherchait à reprendre Bologne sur Oleggio, il n'eut que le temps de l'acheter, et fort cher, du tyran, contre lequel marchait déjà Barnabo à la tête d'une armée. Dans la Toscane, la guerre avait éclaté en 1360 entre Pise et Florence à propos de la ville de Volterra, dont les Florentins s'emparèrent au moment où son tyran, Belfredotti, allait la vendre aux Pisans; Visconti et Albornoze prirent nécessairement parti dans cette querelle pour mettre un pied en Toscane. Les Visconti, sous prétexte de défendre Pise, envoyèrent contre Florence deux condottieri, Landau, chef d'une bande allemande nommée la *grande* compagnie, et Jean Hawkwood, passé de France en Italie en même temps que la peste, chef d'une autre bande appelée la compagnie *blanche* ou *anglaise*. Albornoze envoya à Florence, pour capitaine, à la tête d'une armée, Malatesta, seigneur de la Romagne. Les deux condottieri qui arrivèrent jusqu'au pied de ses murailles, la peste qui enleva encore nombre de citoyens, ne furent pas les ennemis les plus dangereux de Florence, mais bien la trahison qu'elle avait accueillie dans ses murs avec Malatesta, de la main même d'Albornoze. Elle repoussa, cependant, tous ses ennemis, et déjoua toutes les intrigues, plus heureuse que Pise, à laquelle elle imposa la paix (1364), et qui, payant cher les secours inefficaces de Barnabo, tomba sous le joug d'un Giovanni Agnello, marchand diplomate, proclamé doge par les soldats de Visconti sur la promesse d'exercer le pouvoir au profit du tyran milanais.

Le cardinal Albornoze, pour se rétablir de cet échec, crut devoir frapper un grand coup. Depuis deux ans, un pape doué d'heureuses qualités était enfin sorti du conclave (1362). Pétrarque lui-même désabusé de la liberté et de l'empire se tournait entièrement vers Urbain V. « La volonté de Dieu, lui écrivait-il, se déclare dans votre élection avec une telle évidence qu'elle éclaire même les aveugles; le Christ, notre Dieu, nous regarde enfin en pitié, il vient mettre un

terme à ces maux qui depuis tant d'années nous accablent. » Albornoz comptant sur les qualités du pape pour couvrir et appuyer ses rigueurs, le rappela en Italie, lui prépara un palais à Viterbe, et somma les villes de Gènes, de Venise, de Pise, ainsi que la reine Jeanne de Naples, d'envoyer des vaisseaux en Provence pour servir d'escorte au saint-père. Urbain V, après avoir relâché à Gènes, débarqua, en 1367, à Corneto. Reçu par les députés des Romains, qui vinrent lui offrir les clefs du château Saint-Ange et le reconnaître pour seigneur, il voulut tirer parti du premier effet produit par sa présence pour former contre les Visconti une grande ligue. Il y fit entrer la reine de Naples, Jeanne, qui venait de prendre un nouvel époux, Jacques d'Aragon; le roi de Hongrie, les seigneurs de Padoue, Ferrare, Mantoue, et même l'empereur d'Allemagne, Charles IV. Les deux Visconti, Barnabo surtout, commençaient à faire horreur à l'Italie. Ce dernier avait rendu une ordonnance détaillée par laquelle il faisait, de la peine capitale, une torture quotidienne de quarante jours. Pendant la seconde peste qui ravagea l'Italie, il s'était retiré dans une maison de chasse au milieu d'une forêt, et avait fait planter des poteaux à deux milles à la ronde pour menacer de mort quiconque franchirait la limite qu'il avait tracée autour de lui. On pouvait espérer peut-être exciter contre les Visconti un soulèvement pareil à celui qui avait précipité la chute des Romano. Mais les Visconti, tout en maintenant leurs sujets dans l'obéissance par la crainte des supplices, avaient, grâce à leurs richesses, la main dans le reste de l'Italie, où ils soldaient des traîtres et tenaient à leur discrétion tous les capitaines de compagnie. D'ailleurs, l'empereur Charles IV, sur lequel on comptait surtout, montra le plus lâche égoïsme et la plus honteuse incapacité.

Entré en Italie en 1368, il licencia son armée dans la Lombardie, sur l'offre d'une somme considérable payée par les Visconti. Dans la Toscane, il se montrait prêt à confirmer à Agnello son titre de doge, lorsque les Pisans chassèrent celui-ci; il favorisa à Sienne la chute des *Douze*, mais sans pouvoir se faire décerner la seigneurie. Les honneurs qu'Ur-

bain V lui prodigua à Rome ne lui inspirèrent pas plus de grandeur et de courage ; Charles IV fut toujours le *marchand forain* que nous avait déjà dépeint Villani, mais moins heureux encore au retour que la première fois. A Sienne, où il voulut tenter de prendre sa revanche, il se trouva tout à coup séparé de sa garde, entouré par des barricades, et pris respectueusement par la faim. Pise, qui, après Agnello, avait chassé les Raspanti et rappelé les Gambacorti, chefs du parti guelfe, lui ferma ses portes. Charles IV fut encore heureux de lui vendre la paix et de trouver aussi à tirer deux cent mille florins de Lucques pour prix de sa liberté ; bien précieux, mais peu durable, quand on est réduit à l'acheter au lieu de le conquérir.

Le pape resta livré sans défense à la vengeance de Barnabo, qui lança sur la ville de San Miniato le chef de compagnie, Jean Hawkwood, pour se rendre maître des portes de la Toscane. En vain Urbain V, qui n'avait pu s'emparer que de Pérouse, fulmina l'excommunication ; Barnabo fit manger le parchemin de la bulle au légat pontifical, et ordonna à Hawkwood d'attaquer Pise. Urbain, qui venait d'ailleurs de perdre Alborno, effrayé d'une lutte avec un homme qui se prétendait *pape, empereur et roi sur son territoire* et déclarait *Dieu même impuissant à y faire quelque chose qu'il ne voudrait pas*, quitta la partie et retourna même mourir à Avignon (1370), laissant le champ libre à Barnabo. « Il a déserté sa noble tâche, s'écria Pétrarque, pour prouver qu'il est difficile non de commencer de grandes entreprises, mais d'y persévérer. Si le Christ ne se lève pour sa propre défense, c'en est fait. »

Il était besoin d'une telle intervention : les légats laissés par le pape dans les principales villes ramenées à la soumission de l'Église, à Bologne et à Pérouse, compromirent toute l'œuvre d'Alborno. Pour la plupart d'origine française, entourés d'étrangers tout occupés à ramasser de l'argent par toutes sortes d'exactions, au lieu de se liguier avec les seigneurs ennemis des Visconti et avec les villes libres de la Toscane, ils firent trêve avec les premiers et se tournèrent contre Florence. Le légat de Bologne, après avoir essayé

d'affamer cette ville, qui tirait sa subsistance de la Romagne, envoya le chef de la compagnie blanche, Hawkwood, ravager les moissons, dans l'espoir de l'amener à sa soumission. Les Florentins, indignés, formèrent une commission de huit membres, nommés les *huit de la guerre*, pour se venger des légats, conclurent une ligue avec Siennese, Lucques et Pise, et traitèrent, de leur côté aussi, avec Visconti pour arracher la Romagne à l'Eglise.

Barnabo, arbitre de tous, n'eut qu'à laisser faire; une armée considérable, rassemblée par la ligue avec un drapeau sur lequel était écrit en lettres d'or le mot : *Liberté* ! passa les Apennins et appela toutes les villes soumises par Albornoz à la révolte (1376). En dix jours, quatre-vingts villes ou bourgades secouèrent le joug des légats, se constituèrent en république et rappelèrent leurs anciens seigneurs. Le 20 mars, sous la conduite de Taddeo des Azzoguidi, le légat fut chassé de Bologne, le gonfalon du peuple arboré sur la grande place, douze *anziani* et un gonfalonier de justice nommés pour administrer la république. Les sénateurs de Rome et les caporioni reçurent de Florence l'étendard de la liberté et entrèrent dans la ligue. En vain les Florentins, cités devant le consistoire, furent frappés d'interdit et d'anathème; ils forcèrent les prêtres à rouvrir les églises et à célébrer les offices. Les légats, furieux, déchainèrent les compagnies sur la Romagne et y autorisèrent toutes les horreurs. Jean Hawkwood livra la ville de Faenza à un massacre où périrent plus de quatre mille personnes. Le cardinal-légat Robert de Genève, arrivé en Italie à la tête de la compagnie des Bretons, la plus féroce de toutes celles de France, traita de même la ville de Césène, et au milieu du sac excita lui-même au meurtre et à l'incendie. Barnabo se crut au moment de saisir la couronne d'Italie au milieu de l'anarchie. Une sainte, Catherine de Siennese, fut arrachée à ses extases par ces sanglantes réalités, et demanda grâce pour l'Italie. Elle écrivit au pape pour le conjurer de rétablir non pas sa domination, mais la paix en Italie. « Dieu défend, lui disait-elle, d'avoir tant égard à la grandeur et seigneurie temporelles; il vous oblige surtout à racheter les âmes et à

faire pour la paix tout ce qui sera possible. » Grégoire XI, successeur d'Urbain V, crut devoir intervenir en personne; il convoqua un congrès pour la pacification de la péninsule à Sarzane, et vint à Rome en 1378, mais seulement pour y mourir. Sa mort amena le grand schisme à la place de la captivité de Babylone.

CHAPITRE XIII.

LE GRAND SCHISME; LES CONDOTTIERI; ÉTABLISSEMENT DES TYRANNIES (1378-1453).

LE GRAND SCHISME (1378); URBAIN VI ET CLÉMENT VII. — RÉVOLUTION A FLORENCE; GUERRE DE CHIOZZA; RÉVOLUTION A NAPLES (1378-1384). — JEAN GALÉAS, DUC DE MILAN, VEUT RÉUNIR L'ITALIE SOUS SA DOMINATION (1385-1400); DÉCADENCE POLITIQUE ET MORALE. — DISSOLUTION MOMENTANÉE DU DUCHÉ DE MILAN; AGRANDISSEMENTS DE VENISE ET DE FLORENCE; CONCILE DE PISE (1409); LADISLAS (1402-1414). — LES DEUX CONDOTTIERI BRACCIO DE MONTONE ET SFORZA ATTENDOLO; LE PAPE MARTIN V ET LA REINE JEANNE II (1414-1420). — PHILIPPE-MARIE RECONSTITUE LE DUCHÉ DE MILAN; LE CONDOTTIERE CARMAGNOLA (1420-1431). — NOUVEAU SCHISME; ANGEVINS ET ARAGONAIS; GUERRES DE PHILIPPE-MARIE CONTRE VENISE, FLORENCE ET NAPLES (1432-1447). — FRANÇOIS SFORZA, DUC DE MILAN; COSME DE MÉDICIS, MAÎTRE DE FLORENCE; NICOLAS V ET STEPHANO PORCARO (1447-1453).

Le grand schisme (1378); Urbain VI et Clément VII.

« Libertà dolce et disiato bene!
Mal conosciuto a chi talor no'l perde. »

« Liberté ! bien précieux et désiré, qu'on n'apprécie que lorsqu'on l'a perdu ! »

Tel est le commencement d'une des dernières odes composées par Pétrarque quelques années avant qu'il mourût, en 1374, au milieu de la plus effroyable anarchie. Le poète avait fini en effet dans un complet découragement, ne croyant plus qu'à la science et rendant le dernier soupir sur le grec d'Homère. De toutes ses anciennes espérances il n'avait, en mourant, rien conservé. La liberté n'était maintenant pour

lui qu'un regret amer. Il ne comptait plus sur l'efficacité de la présence du pape en Italie, ni même sur son retour. Il n'avait plus confiance dans cette race tudesque, qu'un désir aveugle de l'Italie obstinée contre son propre bien appelait en dépit des barrières élevées par la nature. Il n'invoquait maintenant que la pitié du roi du ciel en faveur de ce beau pays, de cette chère patrie, dont la parole ne pouvait plus guérir les blessures ; « celui-là seul, écrivait-il, était capable d'adoucir les cœurs, et d'arrêter le sang qui coulait à flots sous l'épée de l'étranger. »

L'Italie cependant espéra encore quelque chose du rétablissement de la papauté à Rome après la mort de Grégoire XI, en 1378. Le moment semblait favorable. La fin subite de Galéas Sforza, cette année même, avait arrêté dans l'exécution de ses projets Barnabo, gêné dès lors par la jalousie de son neveu Jean Galéas.

L'entreprise récente d'Albornoz, sa conduite, celle surtout de ses successeurs, faisaient de l'élection du pape une question toute nationale. Il s'agissait d'arracher le centre de la péninsule aux légats impitoyables et aux compagnies rapaces. Les Romains profitèrent de l'obligation où étaient les cardinaux de tenir le conclave dans le lieu où le dernier pontife était mort, pour demander un pape romain ou tout au moins italien. Les seize cardinaux, dont onze étaient Français, cherchèrent en vain à retarder l'élection ; le peuple envahit leur palais en menaçant *de faire leurs têtes plus rouges que leurs chapeaux*. L'évêque de Bari, Italien, sujet du roi de Naples, mais qui avait passé presque toute sa vie en France, fut élu (8 avril). On espérait que ce choix satisferait toutes les exigences. Mais Urbain VI, au lieu de travailler avec ménagement à la conciliation des intérêts, se montra Italien à outrance, maltraitant les cardinaux français, menaçant de faire une promotion qui les annulât tout à fait dans le sacré collège. Ceux-ci se retirèrent cinq mois après l'élection dans la ville d'Anagni ; et là, sûrs de l'appui du roi de France et de la reine de Naples, entourés d'une compagnie d'aventuriers français, ils déclarèrent la nomination de l'évêque de Bari nulle, le saint-siège vacant, et élurent

le cardinal Robert de Genève, homme puissant par ses alliances, magnifique et belliqueux, qui prit le nom de Clément VII. Celui-ci, recueilli à Naples par la reine Jeanne, sa protectrice, espérait bien renverser son rival. Mais le peuple napolitain, attaché à Urbain VI, son compatriote, se souleva et chassa le pape français, qui consumma le schisme en fixant sa résidence à Avignon. La chrétienté eut deux chefs, comme deux capitales.

Un des principes d'unité, qu'invoquait l'Italie, en étant arrivé là, la discorde eut beau jeu. La restauration du pouvoir pontifical, commencée par Albornoz, compromise par les légats français, fut ajournée; et au même instant des querelles renaquirent partout, entre les factions à Florence, entre Gènes et Venise sur mer, entre deux compétiteurs dans le royaume de Naples.

Révolution à Florence; guerre de Chiozza; révolution à Naples (1378-1384).

La guerre précédemment faite par Florence contre l'Église avait rendu aux gibelins et à la famille des Ricci, principalement dans la commission des *huit de la guerre*, une influence qu'ils étaient décidés à ne plus perdre. Quand la paix fut conclue entre Urbain VI et Florence, et celle-ci rentrée dans son rôle ordinaire, les Ricci et les gibelins se trouvèrent menacés d'être *admonestés* ou privés de toute participation au pouvoir par les guelfes et les Albizzi, encore maîtres du gouvernement régulier; ils résolurent de profiter de l'arrivée de Silvestro de Médicis¹ (mai 1378) à la charge de gonfalonier pour faire cesser la proscription qui pesait sur eux; ils pouvaient compter sur les *arts mineurs* jaloux des *arts majeurs*, dont les membres composaient presque toute la *seigneurie*, et sur la partie la plus pauvre de la population, les *ciompi*, dont les métiers inférieurs ne formaient pas de corporations particulières, mais étaient subordonnés

1. L'alliance de la maison de Medici avec la maison de France a consacré son nom, parmi nous, sous la forme française de Médicis. Nous nous conformons à l'usage comme pour les grands noms de Tasse, de Machiavel, de Michel-Ange, pour ceux des papes, pour tous les personnages enfin qui appartiennent moins à l'Italie qu'au monde.

à d'autres *arts*, comme par exemple les teinturiers, les tisserands et les cardeurs rattachés aux drapiers dans le grand *art de la laine*.

Silvestro de Médicis, riche citoyen des arts mineurs et assez ambitieux, proposa une loi destinée à protéger le peuple contre les grands, et à rendre leurs droits politiques aux admonestés. Le collège des prieurs et le grand conseil refusèrent. C'est ce que Médicis attendait ; il fit appeler le peuple aux armes du balcon de la seigneurie, et sous la pression de l'émeute, une *balie*, ou commission spéciale, fut créée pour satisfaire à ses désirs. Mais le mouvement ne s'arrêta pas là ; les *arts mineurs* et les *ciompi*, mécontents d'avoir servi seulement d'instruments aux familles puissantes, demandèrent que les arts mineurs fournissent les magistrats de la *seigneurie* dans la même proportion que les arts majeurs, et que trois nouvelles corporations, formées des gens de petit métier qui n'avaient pas encore trouvé place parmi les arts, fussent revêtues des mêmes droits politiques ; puis ils se répandirent en tumulte dans la ville, brûlant les maisons de leurs adversaires, entre autres celle des Albizzi, tout en élevant des gibets pour y pendre les voleurs, jusqu'à ce que la seigneurie eût promis de faire adopter leurs demandes par le conseil commun. Médicis admettait la réclamation des arts mineurs, mais non celle des *ciompi* ou compères. Quand il s'agit de délibérer sur les demandes, quelques membres du conseil ne se rendirent pas à la séance, d'autres s'enfuirent, d'autres refusèrent opiniâtrement. Les exigences du peuple augmentèrent ; il demanda qu'aucun membre du *popolo minuto* ne fût poursuivi avant deux ans pour une dette moindre de cinquante florins, que la banque de Florence (*il monte*) ne servit plus la rente mais remboursât le capital, de manière à ce que la dette de l'État fût amortie en douze ans. Médicis lui-même fut effrayé, la plus grande agitation était dans la ville ; il crut qu'il fallait faire quelque exemple pour en finir ; mais à la nouvelle que la seigneurie avait fait mettre à la torture un de leurs chefs, les *ciompi* se rendirent en armes devant le palais, le 23 juillet, aux cris de : *Viva el popolo*. Médicis abandonna la sei-

gneurie, qui voulut résister, mais appela vainement les compagnies des différents quartiers. Les *ciompi*, maîtres de la place, entrèrent violemment dans le palais, et nommèrent gonfalonier l'un d'eux, un cardeur de laine, Michel Lando, qui s'était emparé du gonfanon de l'État, et pieds nus, à peine vêtu, avait le premier forcé les portes.

Le cardeur de laine se trouvait être un homme d'énergie et de sens; il constitua un nouveau gouvernement, une seigneurie composée, selon le vœu du peuple, de neuf membres, trois des *arts majeurs*, trois des *mineurs*, trois du petit peuple (*della plebe minuta*) et se montra décidé à rétablir l'ordre et le règne de la loi. Mais les *ciompi* ne se montrèrent point satisfaits de ces conquêtes toutes politiques. Ils exigèrent, avec menaces, l'adoption des mesures financières qu'ils avaient proposées. Michel Lando leur représenta que c'était attenter à la dignité du gouvernement qu'ils avaient constitué, et promit d'examiner consciencieusement leurs demandes; il n'obtint rien par la raison; alors se mettant à la tête des *arts majeurs* et *mineurs*, il dispersa les *ciompi* par la force. Le cardeur de laine eût voulu maintenir la constitution qu'il avait fait respecter; mais, détesté des *arts majeurs* sur lesquels il avait pris le palais de la seigneurie, regardé comme un traître par les *ciompi* contre lesquels il l'avait défendu, soutenu faiblement par les *arts mineurs*, qui auraient voulu tenir les uns et les autres en équilibre, il ne put empêcher ceux dont il dépendait maintenant d'abuser de leur succès. Ils chassèrent de la seigneurie les trois prieurs des *ciompi* et remplacèrent sa constitution par une nouvelle tout en faveur des *arts mineurs*, qui devaient fournir cinq prieurs sur neuf, à l'exclusion des *ciompi* de toute magistrature politique. Michel Lando lui-même, frappé par la victoire remportée sur les siens, vit passer son autorité aux Alberti, aux Médicis, aux gibelins, aux *arts mineurs*, qui profitèrent seuls de la révolution; découragé, il quitta noblement sa charge et fut reconduit avec les apparences de la reconnaissance par les officiers de la seigneurie dans sa modeste demeure, où l'ingratitude ne devait pas cependant le laisser en paix.

La guerre, qui avait éclaté la même année entre les deux cités maritimes de Gènes et de Venise, arriva pendant les deux années suivantes, 1379 et 1380, à un degré d'animosité qui semblait devoir amener la ruine de l'une ou de l'autre. Ces deux peuples commerçants, qui se trouvaient en opposition à Ténédos, en Chypre, partout où ils se rencontraient, avaient su intéresser tous leurs voisins dans leurs querelles. Venise avait fait conclure au roi de Chypre, Lusignan, que les Génois avaient rendu feudataire, une alliance avec Barnabo Visconti pour jeter celui-ci, qui y était déjà disposé, contre les Génois. Gènes, de son côté, avait réuni contre Venise le roi de Hongrie, suzerain de la Dalmatie, François Carrare, seigneur de Padoue, et les Scala de Vérone.

Louis Fiesco attaqué, en 1378, par Vettor Pisani au milieu d'un orage, en vue d'Actium, éprouva le premier un échec assez considérable. L'année suivante, Lucien Doria entra dans l'Adriatique et livra bataille à Pisani, devant Pola; il fut tué dès le commencement du combat, mais les Génois le vengèrent en détruisant presque entièrement la flotte vénitienne. Le sénat, qui avait imposé à Pisani l'ordre de combattre, le fit jeter en prison pour avoir été vaincu. Cette rigueur ne releva pas la république. Pierre Doria, successeur de Lucien, emporta la ville et le port de Chiozza qui commandent une des nombreuses ouvertures de la longue digue de sable ou *aggere*, entre la lagune et la mer. François Carrare et quelques troupes du roi de Hongrie pressaient en même temps, du côté de la terre, Venise qui n'avait plus qu'une flotte, alors dans le Levant sous le commandement de Zéno. Le sénat voyant Venise menacée jusque dans ses canaux songeait à traiter, même à transporter le siège du gouvernement dans l'île de Candie. La dureté des ennemis, qui ne voulaient point entendre parler de négociations « avant d'avoir mis un frein aux chevaux de Saint-Marc, » rendit le courage aux patriciens. Ils firent à la république le sacrifice de leur orgueil.

Vettor Pisani fut délivré et mis à la tête de la défense nationale. La seigneurie offrit d'inscrire sur le *livre d'or* les trente plébéiens qui feraient les plus grands sacrifices à

la patrie. Un marchand pelletier paya mille soldats, un apothicaire arma un navire ; trente galères sortirent bientôt des canaux. Vettor Pisani, en dépit de deux émeutes, résista cinq mois dans les lagunes jusqu'à ce qu'au 1^{er} janvier 1380 Zéno revint du Levant avec sa flotte. Les Gênois à leur tour furent assiégés dans Chiozza. Tous les secours envoyés de Gènes restèrent inutiles. En juin, comme ils cherchaient à s'échapper sur des bateaux, pour rejoindre une flotte amenée par l'amiral Maruffo, ils furent surpris et obligés de se rendre à discrétion. Les deux républiques, cependant, épuisées par cette lutte à outrance, en vinrent, l'année suivante, à faire la paix de Turin sous la médiation du duc de Savoie. Mais tel est l'avantage d'un gouvernement fort que Venise, obligée cependant de renoncer à ses possessions continentales, se releva promptement après avoir vu la ruine de si près, tandis que Gènes, qui avait manqué seulement une victoire complète, se remit difficilement des efforts qu'elle avait faits pour vaincre ; elle était déjà en proie aux longues et dangereuses rivalités des ambitieuses familles des Adorni et des Frégosi qui avaient remplacé celles des Doria et des Fieschi, des Spinola et des Grimaldi, récemment exilées sous prétexte de rendre le calme à l'État.

A Naples, la reine Jeanne s'était compromise vis-à-vis de tous en poussant au schisme par l'élection de Clément VII, et en prenant ouvertement celui-ci sous sa protection. Excommuniée par Urbain VI, menacée par son peuple, tombée plus que dans le mépris, dans le ridicule, par son troisième mariage avec Othon de Brunswick, elle se jeta dans les bras de la France et appela pour son fils et successeur Louis, duc d'Anjou, afin de greffer une nouvelle branche angevine sur le trône dégénéré du frère de saint Louis. Urbain VI ne voulait pas avoir pour voisin un roi ennemi ; il s'adressa en Hongrie à un cousin de la criminelle et impudique reine, Charles de Duras, à la fois héritier de Louis de Hongrie et de Jeanne de Naples, et le déclara roi des Deux-Siciles sous les mêmes conditions et avec les mêmes réserves que Clément VII avait imposées à Charles d'Anjou.

Charles de Duras se dirigea sur le royaume de Naples, décidé non-seulement à s'assurer la succession de Jeanne, mais à prendre sa couronne. Il entra sans peine dans la capitale, jeta la vieille reine en prison (1381), et l'année suivante ordonna de l'étouffer sous des matelas.

Le triomphe de Charles III à Naples, comme toutes les révolutions accomplies au midi de la péninsule, eut son contre-coup dans le jeu des partis italiens, et particulièrement à Florence. Celui qui avait l'espoir de réunir deux royaumes considérables aux deux extrémités de l'Italie, devait désirer dominer toute la péninsule. Déjà, en se dirigeant vers son royaume à travers la Toscane, il avait tenté de renverser le gouvernement gibelin des arts mineurs. Une fois roi, il y réussit. Les Albizzi et les guelfes, sûrs de son appui, profitèrent d'une querelle qui divisait deux des personnages les plus distingués du gouvernement, Georgio Scali et Benedetto Alberti, pour exciter un soulèvement, en 1382, au cri de : *Vive le parti guelfe !* Maîtres de la place publique, les Albizzi, toute la haute bourgeoisie et quelques nobles créèrent une commission suprême ou *balie* pour réformer l'État. Tout ce qui avait été fait depuis 1378 fut annulé : les corporations des *ciompi* dissoutes ; la part des *arts mineurs* réduite au tiers des honneurs publics ; ceux qui avaient pris part au mouvement récent exilés, entre autres Michel Lando, qui n'obtint même pas grâce ; et l'aristocratie des *nobili popolani* fut affirmée au moins pour quelque temps.

Les occupations, puis l'éloignement et la mort de Charles III firent cependant cesser les craintes qu'il avait inspirées au reste de l'Italie. Attaqué en 1383 par Louis d'Anjou à la tête de quinze mille chevaux, il attendit, renfermé avec son armée dans ses principales forteresses, que le climat eût fait justice de ses ennemis et eût enlevé même son rival en 1384. Mais l'année suivante il fut appelé en Hongrie et y tomba victime d'un assassinat ; le royaume de Naples devint la proie d'une guerre de succession. Ladislas son fils, âgé de douze ans, fut proclamé par le parti hongrois ; un autre enfant, Louis II, fils du duc d'Anjou, par le parti français, tous

deux sous la tutelle de deux femmes soutenues, l'une par le pape italien, l'autre par le pape français. Au milieu de ce conflit et des excommunications qui atteignaient les uns et les autres, la plupart des barons napolitains refusèrent l'obéissance aux deux prétendants, et le royaume, plongé dans la plus profonde anarchie, cessa d'exercer aucune influence sur le reste de la péninsule.

Jean Galéas, duc de Milan, veut réunir l'Italie sous sa domination (1385-1400); décadence politique et morale.

Le royaume de Naples tombé si bas, la papauté divisée, Florence et Gènes agitées par des factions, Venise affaiblie par la guerre de Chiozza et occupée à se remettre de ce grand effort, les seigneurs de Milan avaient bien beau jeu. Jean Galéas ayant fait mourir son oncle Barnabo, traitreusement attiré dans un piège, avait rétabli l'unité de la seigneurie du Milanais (1385); il reprit les projets de domination générale de ses prédécesseurs. C'était un tyran de complexion à la fois lâche et ambitieuse, mais d'une méchanceté profondément habile. Il avait pris à sa solde la compagnie de Saint-George, bande tout à fait italienne rassemblée par un certain Albéric, comte romagnol, et la plus redoutable alors de toutes les compagnies, mais qui lui rendit moins de services encore qu'une politique astucieuse qui savait mettre tout à profit pour atteindre son but.

Dans l'ouest de la Lombardie l'héritier des Visconti gouvernait déjà le Montferrat comme tuteur du jeune marquis; à l'est il tenait dans la dépendance Albert d'Este à Ferrare et Louis de Gonzague à Mantoue, en les poussant à des crimes odieux qui ne leur laissaient d'autre refuge que sa protection. Dans la marche de Vérone il détruisit l'un par l'autre les Scala et les Carrare. Venise, qui profitait de l'anarchie des royaumes de Naples et de Hongrie pour reprendre sur l'un et sur l'autre Corfou, Durazzo, et pour entrer dans Argos et Napoli, venait de jeter Antonio della Scala sur François Carrare qui avait autrefois prêté ses secours à Louis de Hongrie et fait perdre à la république ses possessions continentales par la paix de Turin. François Carrare, bravement se-

condé par son fils et son petit-fils, faisait essuyer défaites sur défaites au descendant dégénéré de Cane Grande (1386), sans pouvoir cependant venir à bout de ce faible ennemi que Venise relevait chaque fois qu'il était abattu. Jean Galéas offrit ses secours à François Carrare, il prit avec lui Vérone et Vicence et détruisit entièrement la puissance des Scala; mais au lieu de lui laisser cette dernière ville, comme il avait été convenu, il se tourna tout à coup du côté de Venise (1387), attaqua son ancien allié de concert avec la république, et le fit prisonnier avec son fils dans les villes de Padoue et de Trévise qu'il ajouta à ses propres domaines (1388). Venise vit à regret, mais trop tard, se dresser la couleuvre des Visconti en face du lion de Saint-Marc; Amédée le Rouge, comte de Savoie, plus Français qu'Italien, Gènes en proie à ses factions, restaient seuls indépendants du tyran dans le nord de la péninsule.

La Lombardie ainsi domptée, il attaqua la Romagne et la Toscane. Urbain VI avait terminé sa vie à Gènes dans l'abandon; son successeur, Boniface IX, nommé par les cardinaux italiens, était incapable d'arrêter Galéas. Celui-ci tenta successivement de s'emparer de Bologne, de Sienne, de Pise, et mit sur pied vingt mille hommes pour rendre ses entreprises plus sérieuses. Mais à ce moment Florence effrayée entra résolûment en lice. Elle prit à sa solde Jean Hawkwood et donna de l'argent à François Carrare qui alla chercher des alliés en Allemagne, redescendit l'Adige avec Étienne de Bavière, entra dans Padoue par le lit de la Brenta (1390), reprit toutes ses forteresses, et força Galéas à rappeler ses troupes pour maintenir dans l'obéissance Vérone prête à se soulever. L'année suivante les Florentins firent venir de France le comte d'Armagnac pour attaquer le Milanais par l'ouest, tandis que Jean Hawkwood pénétrerait par l'est avec François Carrare et le marquis d'Este forcé aussi à les suivre. Mais cette fois Jacques del Verme, chef de cette compagnie italienne qui joignait à la bravoure ordinaire aux condottieri une discipline et une tactique entièrement inconnues aux autres compagnies, battit et tua Armagnac qui s'était avancé assez imprudemment

jusqu'à Alexandrie ; bientôt revenu en face d'Hawkwood, il rompit les digues de l'Adige et resserra son adversaire au milieu d'un pays inondé sur une étroite chaussée d'où il ne se tira que par des prodiges de hardiesse et de courage.

Malgré ces derniers succès Jean Galéas rendit Padoue à Carrare (1392), espérant davantage de ses intrigues que de ses armes. Pendant la paix, en effet, et à son instigation, les Malavolti et tous ceux du parti guelfe furent massacrés dans la ville de Sienne ou exilés ; à Pise, Pierre Gambacorta, chef du parti républicain, fut égorgé avec sa famille par Jacob d'Appiano, son secrétaire, devenu l'agent de Jean Galéas. Une conspiration menaça même à Florence la puissance des Albizzi et des arts majeurs. En 1396 enfin, le titre de duc acheté de l'empereur Wenceslas par le tyran lombard, donna à un pouvoir auquel la transmission héréditaire n'avait pas encore enlevé la tache de son origine, un caractère de légitimité qui le rendit plus dangereux. Le diplôme qui l'instituait duc de Milan et comte de Pavie, en comprenant dans la charte d'investiture vingt-six villes avec leur territoire jusqu'aux lagunes de Venise, c'est-à-dire toutes celles qui, plus de deux siècles auparavant, avaient signé la glorieuse ligue lombarde, annonça aux autres cités le sort qui les attendait.

Gènes, où dix révolutions s'étaient succédé et dix doges supplantés en moins de quatre ans, fut menacée la première. Son doge actuel, Antoniotto Adorno, qui avait dépensé un courage inutile pour dompter les factions, instruit des projets du duc, ne sauva sa patrie qu'en lui persuadant de se donner au roi de France Charles VI, qui dut la faire administrer par un vicaire et respecter ses privilèges. Florence ne se résignait point encore à en venir là ; elle profita de l'entreprise d'un certain Mangiadori sur San Miniato pour prendre encore l'offensive, soutenue de l'appui réel de François de Gonzague, maintenant brouillé avec le tyran, et de l'alliance malheureusement plus honorifique qu'utile de la France. Malgré les ravages d'Albéric de Barbiano, condottiere au service de Galéas qui désola le val d'Arno, et une conspiration des Médicis et des Ricci qui échoua grâce à la vigilance

de Maso Albizzi, les Florentins battirent deux autres condottieri du duc de Milan à Governolo, près de Mantoue, et lui imposèrent la condition de respecter leur territoire (1398).

Toutes les cités ne furent pas aussi heureuses. Cette même année Jean Galéas acheta du fils de Jacob d'Appiano, incapable de se maintenir à Pise, la seigneurie de cette puissante république anéantie par un ignoble marché; en 1399 il força Sienne et Pérouse à se donner à lui et à le reconnaître comme seigneur pour échapper aux troubles qu'il y entretenait à l'aide des factions et aux dévastations qu'il faisait commettre indirectement sur leurs territoires par ses aventuriers; enfin en 1400 il fournit des soldats à Paul Guinigi de Lucques et à Jean Bentivoglio de Bologne pour s'emparer de la tyrannie dans ces deux villes à la faveur des ravages que la peste y exerçait parmi les plus courageux citoyens; et peu de temps après il battit et dépouilla Bentivoglio d'une autorité que celui-ci prétendait exercer pour lui-même.

Rien de plus triste à la fin du *xiv^e* siècle que l'état de l'Italie. La liberté y succombait en Toscane et en Lombardie sous ses propres excès, sous les atteintes de la peste ou sous les efforts d'une tyrannie astucieuse et basse. Florence résistait seule encore, mais isolée au milieu des territoires de Sienne, Lucques, Pise et Bologne soumises, sans communication avec la mer, ruinée dans son commerce et surveillée de près par les Toppi, les Ubertini dans les Apennins, par les Cancellieri dans les monts de Pistoie et les Ubaldini dans ceux de Mugello, tous seigneurs vendus ou soumis au tyran Galéas. La monarchie déjà plusieurs fois essayée au midi s'y abîmait au milieu de la plus effroyable anarchie. La ville de Rome était plus que jamais en proie aux factions des Colonna et des Orsini; les États de l'Église partagés par de petits tyrans ou ravagés par des brigands comme avant Albornoz. Les Italiens ne pouvaient invoquer le saint-siège ou l'empire. A quel signe auraient-ils reconnu dans Boniface IX à Rome ou Benoît XIII à Avignon le vrai et légitime successeur des Grégoire VII et des Alexandre III? S'ils se tournaient vers le roi de France, ils ne trouvaient qu'un pauvre fou, vers l'empereur d'Allemagne, qu'un homme plongé chaque jour

dès le matin dans l'ivresse. Fallait-il donc tomber victime d'une monstrueuse tyrannie qui, née des rivalités de la liberté, grandissait à la faveur des désordres des autres nations ?

Les lettres et les arts qui avaient semblé promettre des consolations à l'Italie, lui manquaient aussi à cette époque de stérilité et de mort. La littérature passait de l'inspiration nationale et chrétienne de Dante et de Pétrarque aux recherches de l'érudition classique et païenne ; encore Jean de Ravenne et le Grec Chrysoloras ne faisaient-ils que frayer laborieusement la voie aux enthousiastes érudits du siècle suivant. Dans les arts, les noms de Cimabue et du Giotto remplacés par ceux de leurs obscurs élèves Taddio di Gaddo, Giotto à Florence, Lorenzo et Lorenzotto à Sienne, prouvaient que la peinture n'avancait pas. L'église et la sacristie de San Micheli, œuvre de l'Arcagnuolo, s'élevait à Florence, mais sans les égaler, à côté des chefs-d'œuvre du XIII^e siècle. Il n'y avait qu'à Milan où Jean Galéas tentât de laisser de sa puissance un monument durable dans la cathédrale de cette ville qui fut commencée en 1346, mais qui n'étant pas encore achevée aujourd'hui, paraît comme porter la peine de ce baptême de la tyrannie.

Les Italiens ne pouvaient même chercher dans la religion l'oubli de ces misères. L'année 1400 ne leur apportait point la consolation d'un jubilé. Qui aurait eu confiance aux indulgences de deux papes s'anathématisant l'un l'autre ? Et cependant les hordes turques chassées par Tamerlan s'avançaient en Hongrie et en Pologne et menaçaient toute la chrétienté, mais principalement l'Italie. A défaut d'un jubilé officiellement annoncé par le saint-siège, le sentiment religieux éclata de lui-même dans les démonstrations désordonnées des *pénitents blancs* qui parcoururent processionnellement l'Italie, surtout les villes de Gènes, Pise, Lucques et Florence, dans les années 1399 et 1400, comme pour appeler les peuples et les cités à la réconciliation et à la pénitence, s'ils voulaient échapper à la tyrannie et à la mort. La peste ne permit pas cependant que la liberté italienne tombât entièrement sous une aussi méprisable tyrannie que celle de Jean Galéas ; c'eût été acheter trop cher une unité

politique condamnée d'avance à périr. Après avoir désolé les républiques, elle frappa Jean Galéas en 1402 au milieu de la solitude de Marignan où il se croyait à l'abri de ses atteintes.

Dissolution momentanée du duché de Milan; agrandissements de Venise et de Florence (1405); concile de Pise; Ladislas (1402-1414).

Une puissance élevée par la violence et la perfidie survit rarement à son fondateur. La mort de Jean Galéas faillit entraîner la dissolution du nouveau duché de Milan; en vain il avait recommandé à tous ses condottieri, ses jeunes enfants, déclaré l'un, Jean-Marie, duc de Milan; l'autre, Philippe-Marie, duc de Pavie; le troisième, Gabriel-Marie, enfant naturel, seigneur de Pise; ses capitaines ne songèrent qu'à eux-mêmes, et s'enrôlèrent au service des ennemis des Visconti ou s'enrichirent de leurs dépouilles. Ainsi Albéric de Barbiano passa à la solde des Florentins, Charles Malatesta de Rimini à celle du pape, del Verme à celle de Venise; les autres ne combattirent les villes qui se révoltèrent que pour s'y emparer de la tyrannie, comme Facino Cane à Alexandrie, Ottoboni Terzo à Parme, Pandolfe Malatesta à Brescia. La veuve du tyran, Catherine, en essayant de se sauver par la cruauté dont son époux lui avait donné l'exemple, se perdit tout à fait. Le peuple de Milan exaspéré se souleva sous la conduite d'un capitaine qui la laissa mourir en prison, et ses deux fils à Milan et à Pavie ne gardèrent les titres de duc et de comte que sous le bon plaisir d'hommes de guerre ambitieux qui se supplantèrent l'un l'autre au milieu des plus affreux désordres, et firent de l'ancien duché de Milan une foule de petites tyrannies éphémères.

Le moment était favorable pour les républiques. L'aristocratique Venise et la démocratique Florence saisirent cette occasion pour établir en Italie un peu d'ordre et d'unité au profit du principe libéral; elles tinrent malheureusement trop de compte de leur ambition. Venise ne voulait plus avoir à craindre un puissant voisinage; elle n'empêcha pas seulement son ancien ennemi François Carrare, déjà maître de Vérone, de réunir les anciennes possessions des Scala aux siennes; elle assiégea ce seigneur dans Padoue,

le força à se rendre par trahison, le fit décapiter, ne trouvant pas de prison plus sûre pour le retenir que la tombe, et resta maîtresse du Padouan, du Vicentin et du Véronais, c'est-à-dire de tout le pays compris entre la Piave, les montagnes, le lac Garda, le Pô et les Lagunes, moins le Mantouan. Venise laissa d'abord leur constitution aux villes de Padoue, Vérone, Vicence, etc.; mais elle ne les respecta pas longtemps, et remplaça bientôt la tyrannie des Scala et des Carrare, sans songer qu'une bonne et forte alliance eût mieux valu qu'une domination contestée. A Florence, les Albizzi toujours dominants, usèrent d'abord assez bien du pouvoir. Ils continrent les Alberti et les Médicis; c'était leur droit; ils délivrèrent Sienne et guerroyèrent contre les petits seigneurs des Apennins. Enfin ils tournèrent toute leur attention sur Pise, non pour la délivrer mais pour la soumettre. Gabriel Visconti, peu aimé des Pisans, attaqué par les Florentins, vendit la citadelle aux derniers. Cela n'eût pas suffi pour réduire les Pisans, si Jean Gambacorta, exilé, ne fût rentré dans la ville sous prétexte de rétablir son parti. Après avoir fait ses affaires comme défenseur du peuple, il vendit sa patrie (1406). Triste fin d'une république qui avait jeté tant d'éclat; mémorable exemple de la liberté se dévorant elle-même en présence de la tyrannie prête à la saisir! En Italie, les républiques regardant la vie politique comme une lutte, la liberté comme une conquête, ne se croyaient indépendantes que lorsqu'elles étaient maîtresses, et n'estimaient la victoire que lorsqu'elles leur procurait la domination, sans s'apercevoir que par les triomphes d'une liberté égoïste, violente et usurpatrice elles préparaient elles-mêmes l'asservissement commun. Il fallut dépeupler, ruiner Pise, pour la soumettre; lorsque l'herbe commença à pousser dans les rues, on put compter sur son obéissance.

Venise et Florence firent au moins un noble usage de leur influence nouvelle en cherchant à terminer le schisme qui éternisait les discordes. En 1406 un Vénitien, Grégoire XII, avait été donné pour successeur à Innocent VII par les cardinaux italiens avec la seule mission d'abdiquer. Les deux républiques insistèrent fortement auprès du nouveau pape ita-

lien, comme le roi de France auprès du pape d'Avignon, Benoît XIII, pour les pousser tous deux en dépit de leur mauvais vouloir à une abdication commune. Mais un nouveau prince, Ladislas de Naples, qui prenait alors le rôle vacant de Jean Galéas et cherchait à entretenir au profit de son ambition l'anarchie morale et politique de l'Italie, s'y opposa. Fils de Charles III de Duras, parvenu après une longue lutte à chasser les princes d'Anjou du midi de l'Italie, grandi au milieu des guerres civiles et des intrigues; brave et ambitieux, il avait pris pour devise ces mots : *Aut Cesar, aut nihil*, et il commençait à marcher par tous les moyens à son but. En 1408 il s'empara de Rome et de quelques villes voisines par la trahison d'un Orsini, et persuadant à Grégoire XII qu'il agissait dans son intérêt, lui fit rejeter toute pensée d'abdication.

Florence insista d'autant plus pour l'extinction du schisme; elle offrit la ville de Pise pour point de réunion aux cardinaux des deux obédiences, et les y vit constitués en concile général avec les principaux prélats et ambassadeurs de la chrétienté (1409), en dépit de l'opposition des deux papes qui refusèrent de s'y rendre, et des hostilités de Ladislas qui pénétra jusqu'en Toscane à la tête de ses troupes. Le concile, selon le vœu général, déposa les deux pontifes comme hérétiques schismatiques, et élut à leur place le cardinal de Candie sous le nom d'Alexandre V. Mais il fallait mettre à exécution la sentence du concile; Ladislas tenait Rome; Benoît XIII, toujours reconnu par l'Aragon, persistait dans la ville d'Avignon à garder la tiare, et Grégoire XII, réfugié sous la protection de Malatesta de Rimini, continuait à vivre en pontife avec l'argent que lui fournissait le roi de Naples.

Florence, bien qu'abandonnée par Venise, essaya de vaincre toutes les résistances; elle appela en Italie Louis II, comte d'Anjou, et le jeta sur Ladislas, elle prit à sa solde Braccio de Montone, gentilhomme de Pérouse, pour résister à Sforza Attendolo, ancien paysan de Cottignola, envoyé contre elle par le Napolitain. Les condottieri commençaient à réunir entre leurs mains toutes les forces militaires

de l'Italie ; le sort de la péninsule dépendait d'eux dans un pays partagé entre des républiques livrées entièrement au commerce, et un roi ou des seigneurs qui ne pouvaient se maintenir contre les factions qu'à l'aide de soldats mercenaires. Braccio de Montone rendit seul de véritables services à Florence ; Louis II d'Anjou, reconnu par Alexandre V comme roi légitime de Naples, et mis en possession du gonfanon de l'Église, ne put s'emparer que du château Saint-Ange par la trahison ; après ce facile exploit il se retira à Pise, puis en Provence pour y rassembler une autre armée. Braccio plus hardi, après avoir chassé Sforza de la Toscane, força les portes du reste de la ville le 2 janvier 1410, et après la mort d'Alexandre V fit élire un nouveau pape à la dévotion des Florentins, sous le nom de Jean XXIII.

Louis II de retour fut encore moins heureux qu'à sa première campagne. Les Gênois, qui venaient de secouer le joug de la France et de contracter alliance avec Ladislas, s'emparèrent d'une partie de sa flotte avec les chevaliers qui la montaient. Mécontents de leur allié, les Florentins, mal avisés cette fois, congédièrent Braccio, et firent la paix avec Ladislas qui leur livra Tortone. Ils faillirent avoir à s'en repentir. Le roi de Naples, battu d'abord par son rival à Rocca Seca, sur les bords du Garigliano, acheta le surlendemain les troupes de son vainqueur, et non content de le forcer à sortir du royaume, reprit ses premiers projets, s'empara sur le pape, trompé par un traité, de la ville de Rome (1413), d'une partie du territoire de l'Église, et avec quinze mille hommes envahit de nouveau la Toscane. Florence allait avoir à faire la guerre sur de nouveaux frais si le roi n'eût succombé subitement à une maladie, suite de ses débauches (1414).

Les deux condottieri Braccio de Montone et Sforza Attendolo ; le pape Martin V et la reine Jeanne II (1414-1420).

L'avènement de Jeanne II, reine laide et impudique, livrée à des scandales qui ne laissaient point de place à l'ambition, et la réunion du concile de Constance qui, pour rétablir décidément l'ordre dans l'Église, commença par

déposer les trois papes rivaux, promettaient un peu de paix à l'Italie. Dans la Lombardie Jean-Marie Visconti, qui ne s'était réservé du pouvoir laissé au condottiere Facino Cane que l'office de bourreau, et l'exerçait en faisant la chasse des criminels aux chiens courants, était mort deux années auparavant en même temps que Facino Cane. Son frère, Philippe-Marie, satisfait jusque-là de la seule ville de Pavie, succédait au titre de son frère ainsi qu'à la puissance de Facino Cane, dont il épousa la veuve et recueillit l'armée; mais il était trop occupé de reconstituer le duché de Milan pour avoir le loisir de regarder au delà. Venise, décidément héritière du commerce de Gènes, malgré ses vingt-cinq mille matelots et ses trois mille vaisseaux tant de guerre que de commerce, commençait à redouter les progrès des Turcs en Orient, et dirigeait toutes ses forces de ce côté pour défendre Négrepont et Candie attaqués par le sultan Mahomet. Florence, maîtresse de presque toute la Toscane, entre Lucques, dominé par Paul Guinigi, et Sienne toujours tourmentée par les factions des bourgeois et du peuple, était disposée, après tant d'agitations, à jouir en paix de la prospérité que lui assurait l'administration de l'oligarchie guelfe; et deux honnêtes citoyens, Maso Albizzi et Ussano, assez éclairés et libéraux pour admettre bientôt au partage du pouvoir des adversaires longtemps repoussés, entre autres Jean de Médicis, assez désintéressés même pour adopter un mode d'élection, *imborsamento*, qui laissait presque au sort le choix des magistrats, promettaient une paix durable.

En l'absence d'un pape et d'un roi, à la faveur des pré-occupations ou de l'effacement de deux grandes républiques, les condottieri occupèrent la scène; ils crurent le moment venu puisque les querelles s'apaisaient, et qu'il n'y avait plus rien à gagner par la guerre, de profiter des forces militaires dont ils disposaient pour se faire quelque principauté; les États de l'Eglise étaient là sans maître. Les Manfredi à Faenza, les Ordelaffi à Forli, les Malatesta à Rimini en tenaient déjà chacun un morceau, ils semblaient tout préparés pour être mis en pièces. Parmi ces chefs, deux étaient au premier rang, Braccio et Sforza, qui différaient autant

par leur origine que par leur tactique militaire. Le premier, gentilhomme de Pérouse, à la tête de petits corps qu'il s'était efforcé de rendre maniables et mobiles, harcelait les ennemis avec toutes les ruses et tous les pièges de la politique italienne transportés dans l'art militaire; le second, brave paysan qui avait quitté la bêche pour l'épée, remarquable par sa force herculéenne, avait su donner de la solidité et de l'aplomb à ses fortes compagnies : il attaquait d'ensemble ses adversaires et emportait la victoire par masses. Braccio occupait et gouvernait Bologne, que le pape Jean XXIII lui avait donné en dépôt. Sforza tenait garnison dans Rome, et dans un grand nombre de châteaux des États de l'Église, sur les territoires de Sienne et du royaume de Naples. Braccio de Montone, le premier, rendit leur liberté aux Bolognais pour attaquer Pérouse, sa patrie, d'où il avait été exilé fort jeune; il battit Malatesta que les Pérousins avaient appelé, grâce au secours de ses capitaines les plus vaillants, Tartaglia et Piccinino, entra dans Pérouse (1416), et en fit le centre d'une principauté qu'il arrondit des villes de Todi, Rieti, Narni et autres. Le paysan de Cottignola avait des visées plus ambitieuses. Maître de Rome, il voulait être grand connétable de la cour de Naples avant de réaliser ses plans. Il jeta sans vergogne sa glorieuse épée au milieu des honteuses querelles de la reine Jeanne et de son nouvel époux, Jacques de Bourbon, comte de la Marche, qui ne prétendait pas jouer le second rôle comme époux et comme roi; il se déclara pour la reine, et épousa la sœur de Pandolfello Alopo, un de ses favoris, qui lui apporta une immense fortune. Il faillit la payer cher. Jeté en prison par Jacques de Bourbon, privé de ses dignités et de ses biens dans le royaume, il apprit encore que Braccio de Montone, oubliant la courtoisie déjà en usage entre les chefs de guerre, attaquait ses domaines dans les États de l'Église, et mettait sans façon la main sur la ville des papes où il nomma un sénateur. Sforza se tira de cette situation critique cependant; il excita une émeute dans Naples du fond de sa prison, se fit délivrer, et contraignit Jacques de la Marche à rendre à Jeanne II le trône et la liberté de choisir un nouveau fa-

vori. Ce service lui valut le titre de grand connétable du royaume; il marcha aussitôt sur Rome, pénétra dans le château Saint-Ange grâce à un des cardinaux qui le défendait, et chassa son rival de la ville où il nomma lui-même le sénateur.

L'arrivée du pape Martin V définitivement élu par le concile de Constance, pour terminer le schisme (1418), coupa court à cette singulière lutte de deux chefs de bande au sujet de la capitale de la chrétienté. Au moment où l'unité tendait à se rétablir dans l'Église, il eût été singulier qu'un condottiere héritât des dépouilles temporelles du saint-siège. Accueilli avec empressement par la république de Florence, qui croyait de son intérêt et de celui de l'Italie d'aider le saint-siège à reconquérir les États pontificaux, Martin V déploya une adresse qui eut un plein succès. Il jeta d'abord Sforza sur Braccio, et ne confirma à ce dernier, battu, la possession de ses fiefs, qu'à la condition qu'il lui soumettrait de nouveau Bologne; il appela en Italie le jeune Louis III d'Anjou contre la reine Jeanne pour faire diversion, et donna même pour auxiliaire à celui-ci Sforza, qu'il détacha de la reine par quelques concessions de territoire. Jeanne, toujours en quête d'un protecteur, appela et adopta Alphonse V roi d'Aragon; l'arrivée de celui-ci qui prit la défense du château Neuf et du château de l'OEuf, et acheta Braccio, avec la principauté de Capoue, força Louis III et Sforza d'abandonner leurs projets. Mais le pape atteignit son but; il parvint à rentrer dans Rome à la faveur de cette diversion, et commença l'œuvre de la restauration du pouvoir pontifical en Italie. La politique du chef de l'Église avait brisé l'épée des deux condottieri.

Philippe-Marie reconstitue le duché de Milan; le condottiere Carmagnola (1420-1431).

Mais juste en même temps que la papauté, se trouva restaurée aussi la puissance des Visconti en faveur de Philippe-Marie, héritier de cette politique constante dans la perfidie et le crime qui paraissait comme l'apanage de sa famille. Un soldat que celui-ci avait distingué pour sa bravoure le jour

même où il s'était emparé de Milan, François Carmagnola était l'instrument de cette restauration; mis à la tête de ses troupes, il lui avait successivement reconquis toutes les villes et châteaux précédemment distraits de sa succession, Lodi pris sur Jean de Vignate, Pavie sur Beccaria, Brescia sur un Malatesta, Bergame, Crémone, Parme, Côme sur d'autres, Plaisance enfin, dont il enleva tous les habitants, et qu'il laissa pendant une année dans une solitude qui effraya son ancien maître. Maintenant teint du sang de sa femme, Béatrix Tenda, qu'il avait fait décapiter comme adultère pour se débarrasser du fardeau de la reconnaissance, Philippe-Marie, ce tyran si laid qu'il craignait de se montrer aux hommes et au jour, si timide qu'il tremblait au bruit du tonnerre, recommençait par des entreprises sur Gènes à menacer l'indépendance de l'Italie. La ville de Florence qui convoitait le port de Livourne, alors au pouvoir des Génois, eut le tort de fournir trop tard à ceux-ci les secours qu'ils demandaient pour les forcer à lui vendre ce port précieux pour son commerce. Peu de jours après, enveloppés sur terre par Philippe-Marie, sur mer par Alphonse V d'Aragon, allié du premier, les Génois furent obligés de proclamer seigneur le tyran milanais aux mêmes conditions qu'autrefois le roi de France, et de recevoir de sa main pour doge son capitaine, François Carmagnola (1421).

Jean de Médicis et Maso des Albizzi, auteurs de la paix intérieure de Florence, et partisans de la paix au dehors, commencèrent cependant à se repentir quand ils sentirent partout la main de Philippe-Marie; ils songèrent à entraver ses projets. Dans la même année (1423) le tyran chargeait au nord Carmagnola de conquérir la vallée Léventine; au centre, il faisait attaquer dans la Romagne Bologne, Imola, Forlì, par Ange de la Pergola; au midi enfin, où Jeanne II et Alphonse d'Aragon venaient de se brouiller, il envoyait sur une flotte génoise le condottiere Guido Torello au secours de Jeanne contre son ancien allié. Tout lui réussit. Carmagnola battit trois mille Suisses malgré leur héroïque résistance à Arbedo, et s'assura de la vallée convoitée par son maître; Ange de la Pergola fit prisonnier à Zagonara

Charles Malatesta, chargé par les Florentins de défendre la Romagne, et surprit Imola, puis Forli. Dans le royaume de Naples, la reine Jeanne avait adopté Louis III d'Anjou à la place d'Alphonse, et s'était rattaché Sforza pour l'opposer à Braccio, pris au service d'Alphonse V. Sforza, qui voulait opérer sa jonction avec Jacques de Cardone, se noya au passage du fleuve Pescara en cherchant à sauver un de ses compagnons. Mais Jacques de Cardone battit complètement et tua Braccio à la bataille d'Aquila, dont le résultat força Alphonse à sortir du royaume de Naples (1424).

Les Florentins agirent alors comme aux jours des grands dangers; ils instituèrent une commission des Dix de la guerre, firent alliance avec le roi d'Aragon, et appelèrent tous les condottieri qui avaient servi sous Sforza ou Braccio. Mais ils furent battus partout, sur terre et sur mer, dans six engagements successifs : ils songèrent enfin à Venise, qui venait de s'assurer du Frioul et de la partie de l'Istrie dépendante du patriarcat. Occupée en Dalmatie et en Albanie contre les vassaux du roi de Hongrie, Venise ne paraissait point disposée à engager une nouvelle lutte contre le duc de Milan. En vain son nouveau doge Foscari désirait la guerre; les dernières exhortations du doge Lorédan étaient encore toutes-puissantes sur le sénat; en vain l'ambassadeur florentin, mêlant les reproches à la menace, dit au grand conseil : « Votre lenteur, en sacrifiant Gènes, a fait Philippe *duc de Lombardie*; en nous sacrifiant, vous allez le rendre *roi d'Italie*; prenez garde, s'il faut nous soumettre, que nous ne le fassions *empereur*. » Le sénat ne céda qu'aux instances de Carmagnola.

D'abord bien traité par Philippe-Marie dont il avait fait la grandeur, adopté par lui et devenu son gendre, le condottiere Carmagnola vit peu à peu son crédit baisser et ses services méconnus d'un maître ombrageux qui lui défendit même son approche. Il jura de se venger; d'abord il se rendit à la cour du duc de Savoie, Amédée, pour l'engager à prévenir les attaques méditées par Philippe-Marie contre lui, puis il vint offrir ses services à Venise, et parvint à décider Foscari et la république à faire alliance avec Flo-

rence, le duc de Savoie, le duc de Ferrare et le roi d'Aragon (1426).

Pour résister à cette ligue formidable Philippe-Marie rassembla autour de lui tous les condottieri renommés, Charles Malatesta, Nicolas Piccinino, Guido Torello et le jeune François Sforza, qui ne paraissait pas devoir être inférieur à son père. Mais Florence fournit des sommes considérables aux alliés ; elle mit sous le nom de cadastre un impôt sur le revenu de ses citoyens, et Carmagnola fit passer la victoire de son côté. Tandis que les Vénitiens brûlèrent près de Crémone, après un combat acharné, une flotte équipée sur le Pô par le duc de Milan, le célèbre condottiere s'empara de Brescia et de son territoire, et défit complètement à Macalo l'armée milanaise divisée par les jalousies de ses chefs (1427). Philippe-Marie demanda la paix (1428) ; il céda aux Vénitiens la limite de l'Adda, et de plus le Brescian et le Bergamasque, et promit à Florence de ne point se mêler de la Toscane ; en réalité, il n'attendait qu'une occasion de se venger.

L'année suivante en effet, Martin V ayant excité par ses exactions la révolte de Bologne, et Florence tenté de profiter des troubles de Lucques qui venait de chasser son tyran Guinigi, il reprit les hostilités. Un de ses condottieri, Piccinino, défit en 1430, sur les bords du Serchio, les Florentins qui avaient voulu détourner le fleuve sur les murailles de Lucques pour y entrer à sa suite par la brèche. En 1431, Sforza assaillit Carmagnola près de Soncino, lui prit seize cents hommes, le suivit sur les bords du Pô, où il allait couvrir une flotte vénitienne qui s'avancait sur Crémone, le trompa en feignant de lui offrir la bataille et fit passer une partie de ses soldats sur la flotte milanaise, qui détruisit en partie celle des Vénitiens.

Carmagnola fut la seule victime de cette défaite ; les deux procureurs vénitiens qui l'accompagnaient sans cesse le tenaient pour suspect depuis que Carmagnola, après la victoire de Macalo, avait, par une courtoisie habituelle aux condottieri, rendu la liberté à tous ses prisonniers. Le condottiere avait plus d'une fois blessé la noblesse vénitienne. « C'étaient, avait-il dit, des superbes dans la guerre et des lâ-

..

ches dans la paix. » Le conseil des Dix, après la bataille de Crémone, crut voir une trahison où il n'y avait qu'une faute; il manda Carmagnola sous prétexte d'arrêter avec lui un plan de campagne, le fit recevoir avec honneur aux portes du palais du doge, puis saisir, mettre à la torture et décapiter sur la place Saint-Marc, un bâillon dans la bouche, sans qu'on produisit jamais rien pour expliquer cette perfide et mystérieuse exécution (1432).

Nouveau schisme; Angevins et Aragonais; guerres de Philippe-Marie contre Venise, Florence et Naples (1432-1447).

Malgré les chances que pouvait lui offrir la mort d'un aussi redoutable ennemi, le duc de Milan signa à Ferrare un traité de paix avec Venise et Florence. Il espérait tirer meilleur parti des événements qui surgissaient alors en Italie.

Le pape Eugène IV, successeur de Martin V, depuis 1431, avait été obligé de laisser ouvrir à Bâle le concile convoqué par son prédécesseur, mais était vite entré en lutte ouverte avec cette assemblée, et mettait tout en œuvre pour entraver les réformes qu'elle préparait. Les pères du concile le sommaient alors de comparaître par-devant eux, et le menaçaient sur son refus de déposition.

A Florence, la concorde que Maso des Albizzi et Jean de Médicis avaient fait régner longtemps entre les partis aristocratique et démocratique, les arts majeurs et les arts mineurs, était rompue par leur mort et l'arrivée au pouvoir de leurs deux fils Renaud et Cosme. Mécontent des critiques de Cosme, jaloux surtout de l'influence que celui-ci gagnait dans Florence par la libéralité avec laquelle il usait de ses immenses richesses en faveur des savants et des artistes, Renaud des Albizzi voulut profiter (1432) de l'introduction de quelques-uns de ses partisans dans la seigneurie pour se débarrasser de son rival. Cosme mandé devant la seigneurie pour répondre sur sa conduite, fut jeté dans la tour de l'Horloge, puis une *balie* nommée par le peuple à l'instigation de Renaud rendit contre lui et ses principaux amis une sentence d'exil (1433). Mais l'année suivante la seigneu-

rie recomposée plus favorablement pour les Médicis, provoqua, sur la demande des nombreux clients de Cosme, une autre *balie* qui rappela l'exilé pour envoyer à sa place Renaud et les siens, et Cosme, rentré triomphalement, reçut les titres de *bienfaiteur du peuple* et de *père de la patrie*.

Enfin dans le royaume de Naples la mort de Jeanne II léguait au midi de l'Italie une guerre de succession que ses caprices avaient déjà préparée de son vivant. Les Napolitains se déclaraient pour René d'Anjou, le plus proche héritier de Louis III, mort récemment en Calabre; Alphonse V, roi d'Aragon et de Sicile, appelé par le duc de Suessa et le prince de Tarente, venait réclamer la succession de son côté et mettre le siège devant la ville de Gaëte; et la lutte commençait.

La péninsule était juste dans l'état où pouvait la désirer Philippe-Marie. La vipère milanaise aimait et trouvait profit à faire serpenter sa politique perfide et venimeuse au milieu de l'anarchie. Philippe-Marie envoya dans les États de l'Église François Sforza et Forte Braccio, sous prétexte d'exécuter les arrêts du concile; il fit partir de Gènes pour agir de concert avec René d'Anjou, l'amiral Blaise d'Assereto avec une flotte, et enfin promit de secourir les Albizzi exilés contre les Médicis. Le pape Eugène IV, pris entre les deux condottieri et une révolte des Romains, fut obligé de s'enfuir de Rome à Florence. L'amiral Blaise d'Assereto, parti de Gènes, atteignit le flotte aragonaise devant l'île de Ponza, la battit complètement, fit prisonnier le roi d'Aragon avec ses deux frères et les ramena triomphant à Milan (1435). Florence seule arrêta le tyran; Cosme de Médicis se liguant avec Neri Capponi, habile capitaine et adroit politique, convoqua un parlement pour créer une *balie* qui lui permit de remplir les *bourses* des magistratures des noms de ses amis et d'exiler tous ses ennemis. Il prit alors à sa solde Sforza, le reconcilia même avec le pape, qui lui donna la marche d'Ancone en fief, à la condition de lui reconquérir les États de l'Église; et grâce à ce condottiere, Florence fit essuyer à Piccinino, envoyé contre elle, la défaite de Barga qui changea tout le plan de Philippe-Marie (1437).

On le vit tout à coup rendre la liberté au roi d'Aragon après l'avoir généreusement traité, lui fournir des secours pour rétablir ses affaires aux dépens de René, et lui-même conclure une trêve de dix ans avec Sforza et les Florentins pour concentrer ses forces contre les États de l'Église où il fit soulever Bologne, et contre Venise à qui il chercha à enlever le territoire précédemment cédé au delà de l'Adda. Ce revirement tourna contre lui. Les Génois avaient, par une vieille haine contre les Catalans, embrassé avec enthousiasme la guerre contre Alphonse qui leur avait enlevé la Sardaigne et avait aidé Visconti à les soumettre tout récemment. Quand ils surent Visconti réconcilié avec l'Aragonais, ils se soulevèrent à la voix d'un de leurs concitoyens, Spinola, contre Trevelino leur gouverneur; ils chassèrent la garnison milanaise et se remirent en liberté. D'un autre côté, à la nouvelle que Piccinino, le plus fidèle des condottieri de Visconti, pressait étroitement Brescia, couvrait de soldats le territoire de Vérone et isolait du continent Venise qui commençait à désespérer, Florence devina tous les desseins de Visconti et comprit son devoir; elle reprit à son service Sforza, tenu d'ailleurs par son traité avec le pape à garantir les États de l'Église, et recommença la guerre en 1439 au nord de l'Italie, tandis que René d'Anjou, récemment arrivé dans la ville de Naples, et Alphonse, débarqué de nouveau sur les côtes du royaume, en venaient aussi aux mains au midi.

Le renouvellement du schisme vint mettre le comble à la confusion. Eugène IV, déclaré contumace par les pères de Bâle, convoquait alors à Ferrare, puis à Florence (1439) un concile rival; tandis qu'il y rassemblait des prélats romains et italiens, et devant l'empereur d'Orient Paléologue et des députés du clergé grec, y faisait déclarer après une longue et savante discussion théologique la réunion des deux Églises, les pères de Bâle prononçaient sa déposition et élevaient à sa place le vieux duc de Savoie, Amédée VIII sous le nom de Félix V. Naturellement les puissances belligérantes en Italie prirent parti selon leur intérêt dans le nouveau schisme: le duc de Milan et Alphonse d'Aragon pour Félix V; Venise, Florence, René d'Anjou pour Eugène IV.

Les deux condottieri Sforza et Piccinino furent chargés surtout de trancher la querelle politique et religieuse. Le premier, décidé à sauver Brescia et Vérone, conduisit son armée par les montagnes au centre même des opérations de Piccinino, le battit à Penna, au nord du lac de Garda, et reprit Vérone un instant tombée au pouvoir de son ennemi. Piccinino, l'année suivante (1440), essaya vainement d'arracher son adversaire de la Lombardie en se jetant sur la Toscane. Cosme et Neri Capponi recommandèrent à Sforza de ne pas abandonner la défense du territoire vénitien; ils reçurent Piccinino avec une nouvelle armée de condottieri soudoyés par la république et par le pape, et le forcèrent à rebrousser chemin après l'engagement d'Anghiari, où les soldats des deux partis se ménagèrent au point que, selon Machiavel, il n'y eut qu'un homme de tué après un engagement de dix heures. Il était alors répandu plus d'argent que de sang dans les guerres italiennes; la diversion de Piccinino n'eut d'autre résultat que de permettre à François Sforza de chasser les Milanais du nouveau territoire vénitien et de menacer bientôt celui de Visconti.

Pressé par François Sforza et par les exigences de ses propres capitaines qui voulaient profiter de sa détresse pour vendre trop chèrement leurs services, le duc de Milan crut se tirer encore d'embarras par un de ces brusques retours qui lui étaient habituels. Il désarma Sforza en lui donnant en mariage sa fille Blanche avec les seigneuries de Crémone et de Pontremoli, et le fit arbitre entre lui et les deux républiques. Sforza leur dicta la paix de Capriana (1441). Mais comme toujours, Philippe-Marie en traitant dissimulait une arrière-pensée de vengeance, et sous la paix cachait une guerre nouvelle. Il n'avait fait entrer Sforza dans sa famille et ne l'avait accablé de biens que pour le mieux perdre. Sous prétexte de faire sa fortune, il envoya son nouveau gendre dans le midi où Alphonse pressait vivement dans Naples le roi René, et d'ailleurs lui enlevait ses fiefs à lui-même; puis aussitôt qu'il le vit éloigné, il se déclara en faveur d'Alphonse, lui envoya des secours, se réconcilia avec le pape, auquel il offrit Piccinino pour reconquérir la marche d'Ancône, et

accabla ainsi son gendre sous une ligue des princes italiens (1442).

Ce fut la fortune du grand Sforza. Le fils du paysan de Cottignola n'était pas le premier des condottieri qui eût rêvé de faire servir ses talents et sa puissance militaire à la fondation d'une principauté particulière en Italie. Déjà seigneur d'Ancône au centre, de Crémone et de Pontremoli au nord, possesseur de fiefs nombreux à Naples, il approchait du but plus qu'aucun de ses prédécesseurs. Attaqué de tous côtés, même par la perfidie et la trahison qui se glissaient jusque dans son camp, il résolut de ne plus se mettre à la merci d'autrui, et montra qu'il était digne de tenir la place d'un des princes conjurés contre lui. Forcé d'abandonner la cause de René d'Anjou qui perdit bientôt Naples et son royaume, dépouillé de ses fiefs dans le midi, il concentra toutes ses forces dans la Marche où il fut poursuivi par Alphonse et par Piccinino, et se défendit par des prodiges d'énergie, d'habileté et d'audace. Deux de ses lieutenants le trahirent pour passer à son ennemi; il sut les rendre suspects à Alphonse. Piccinino et ses deux fils entrèrent un instant dans la Marche; il favorisa à Bologne une révolte des Bentivoglio qui se mirent à la tête de la république. Infatigable, même dans l'hiver, il surprit à Monte Lauro le condottiere Piccinino, puis ses deux fils à Mont' Olmo (1444), et par ces deux victoires fit mourir de chagrin le premier capitaine des Visconti. Au commencement de la campagne suivante, il se défit d'un de ses lieutenants, que de secrètes pratiques allaient pousser à une trahison, s'attacha Frédéric, seigneur de Montefeltro, et installa son frère Alexandre dans la seigneurie de Pesaro.

Cependant surpris par le manque d'argent, au milieu d'une révolte générale de la Marche et en face des armées de ses ennemis, il allait succomber. Venise et Florence, prenant occasion de l'attaque de Crémone et de Pontremoli par Visconti, résolurent de sauver un capitaine qui eût laissé après sa chute Visconti et Alphonse trop puissants; elles recommencèrent contre Philippe-Marie l'ancienne guerre un instant suspendue. Attaqué jusque dans

ses États par les troupes des deux républiques, Philippe-Marie se rejeta dans les bras de son gendre, et l'appela à son secours en lui promettant pour le décider sa succession même. François Sforza, avec l'assentiment de Cosme de Médicis, son banquier depuis longtemps en relation avec lui, se mettait en route pour secourir son beau-père, lorsque la mort simultanée de Philippe-Marie et d'Eugène IV fit tourner les choses tout à fait à son profit (1447).

François Sforza, duc de Milan, Cosme de Médicis, maître de Florence, Nicolas V et Stefano Porcari (1447-1453).

L'élection de Nicolas V par les cardinaux siégeant à Rome termina le schisme. Les pères assez peu nombreux du concile de Bâle, transféré maintenant à Lausanne, après avoir tout mis en œuvre pour empêcher l'exaltation du nouveau pape, n'eurent bientôt plus qu'à se disperser. Félix V en faisant acte de soumission fut heureux de garder le titre de cardinal-légat en Allemagne, et tout prétexte fut enlevé aux ambitions qui prétendaient se satisfaire aux dépens des États de l'Église. En Lombardie, l'ouverture de la succession de Philippe-Marie, mort sans héritier légitime, tourna toute l'attention de ce côté. Le duc de Milan avait fait quatre testaments contradictoires. Alphonse V, roi de Naples, s'appuyant sur un de ces testaments, le duc d'Orléans sur les droits de Valentine Visconti mariée à son père, François Sforza sur ceux de sa femme, s'apprêtaient à se disputer cette succession. Quatre citoyens milanais, dont un Trivulzio et un Lampugnani, pensèrent que le peuple rentrerait dans ses droits au milieu de ce conflit; ils le soulevèrent et rétablirent la république.

Cette forme de gouvernement dura peu dans la capitale de la Lombardie. Toutes les cités voisines, Pavie, Lodi, Parme, Tortone avaient imité la métropole, au grand déplaisir de celle-ci qui prétendait les tenir sous le joug en redevenant libre. Venise, aussi jalouse de la république milanaise que du seigneur qu'elle remplaçait, ne voyait dans les difficultés d'un gouvernement nouveau qu'une occasion favorable pour s'agrandir encore au delà de l'Adda,

et continuait ses agressions en s'emparant de Plaisance. Obligés dès les premiers jours de leur indépendance de contenir les uns et de se défendre contre les autres, les Milanais s'exposèrent à un autre danger en traitant avec Sforza et sa brillante armée.

Ce puissant condottière consentit à se mettre au service de ceux dont il avait voulu faire ses sujets dans l'espoir d'arriver par ce moyen même à son but. Dépouillé de tout ce qu'il possédait dans le domaine pontifical et au midi, maître seulement de Crémone et de Pontremoli au nord, n'ayant plus aucun prétexte de s'immiscer dans les affaires de l'Église, il ne pouvait se faire une principauté qu'en Lombardie. Son nom seul maintint dans la fidélité quelques villes prêtes à se détacher de Milan ; d'autres, comme Pavie, préférèrent se donner à lui que de retourner à la métropole, et il les accepta. Son lieutenant Coleoni repoussa quelques troupes françaises du duc d'Orléans qui voulaient entrer dans le Milanais en s'emparant d'Asti ; lui-même assiégea Plaisance, la pressa vivement malgré les tentatives que fit sur le Milanais un condottiere de Venise, la prit et la livra à un sac dont elle ne s'est jamais bien relevée. Milan commençant à se méfier de ses intentions, profita des premières défaites de Venise pour entamer avec elle des négociations. Sforza fut assez puissant pour les rompre et continua la guerre. Il enleva aux Vénitiens tout ce qu'ils possédaient sur la rive droite de l'Adda, brûla leur flotte sur le Pô près de Casal Maggiore, et remporta sur eux en septembre 1448 une dernière victoire à Caravaggio, où il fit prisonnière presque toute leur armée. Les Vénitiens étaient complètement découragés ; il leur offrit alors la paix en son nom, leur confirma la possession de Brescia avec le Bergamasque et leur promit Crème et la Ghiara d'Adda, à condition qu'ils l'aideraient à conquérir Milan contre laquelle il se tournait maintenant.

La nouvelle république se vit dans le plus grand danger ; parmi les condottieri à sa solde plusieurs abandonnèrent son service pour s'attacher à la fortune d'un soldat heureux ; parmi les villes. Plaisance, Tortone, Alexandrie

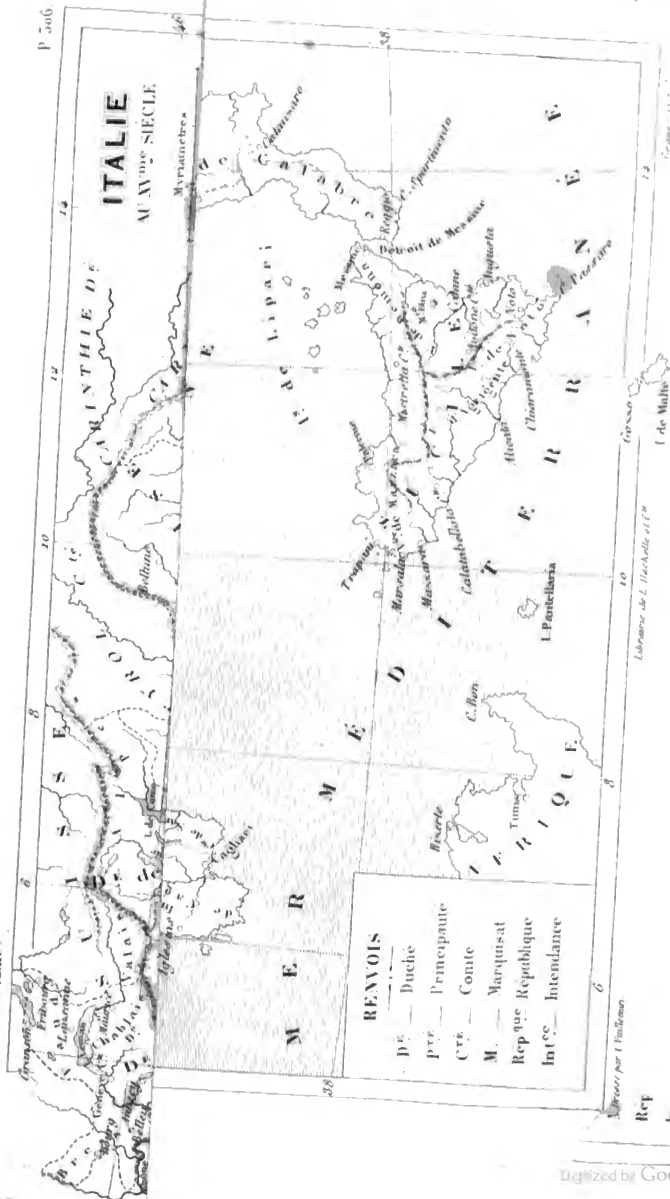
allèrent elles-mêmes au-devant du sort qui les attendait ; Milan s'adressa au duc de Savoie, aux Florentins, au pape. Le duc de Savoie lui envoya quelques soldats, mais pas assez pour la sauver. Le nouveau pape Nicolas V était tout occupé de restaurer le pouvoir pontifical dans les murs de Rome aux dépens de la commune. Il semblait de l'intérêt de Florence de favoriser l'affermissement d'une nouvelle république en Italie. Mais cette ville n'était plus libre de pratiquer la politique qu'elle avait précédemment suivie. Cosme de Médicis, après avoir dominé la république de concert avec Neri Capponi, était parvenu à neutraliser le crédit de son allié, et gouvernait maintenant seul et presque sans contrôle. Neri Capponi, qui ne pouvait pardonner à Médicis d'avoir fait saisir et jeter par les fenêtres du palais de la seigneurie un de ses partisans, essaya de se relever en entraînant les Florentins dans le parti des Milanais. Mais Cosme, lié avec le condottiere auquel il avait souvent fourni de l'argent, disposa les Florentins en sa faveur, et lui fit encore passer des sommes considérables en dessous main pour assurer l'exécution de ses desseins. L'argent et le fer, le fils d'un foulon et celui d'un paysan, s'unirent pour porter le dernier coup à la liberté.

Les sacrifices et le courage des Milanais furent insuffisants. Sforza battit les troupes du duc de Savoie, s'empara de Crème, de Lodi, et réduisit bientôt Milan à ses murailles ; Venise se ravisa, mais trop tard, à la pensée d'avoir un voisin aussi puissant que Sforza ; elle voulut faire conclure une paix qui accordait à la république milanaise le territoire compris entre l'Adda, le Tésin, le Pô, les Alpes, et à Sforza sept des plus grandes villes de la Lombardie avec leurs provinces. Le condottiere feignit d'accéder à ces conditions et retira quelque temps ses troupes pour laisser les Milanais épuiser leurs provisions en ensemençant leurs terres ; puis il revint sur ses pas, intercepta tous les convois de vivres, battit les troupes envoyées au secours de Milan par les Vénitiens mécontents, et serra la ville de si près que le peuple affamé s'empara du palais public, ouvrit les portes au vainqueur, et le laissa prendre sur l'autel de la cathédrale de

Milan la couronne ducale, le sceptre et l'épée, symboles de sa dignité nouvelle (1450).

Venise essaya encore de protester contre le fait accompli; elle s'allia avec le roi de Naples, Alphonse, jusque-là son ennemi, avec le duc de Savoie et le marquis de Montferrat pour contre-balancer l'étroite union de Sforza et de Florence, qui changeait toute la situation de l'Italie. Une double campagne de Ferdinand, duc de Calabre, en Toscane, et de Piccinino, au service des Vénitiens, dans le Milanais, tourna à la confusion des ennemis du nouveau duc de Milan; la liberté lombarde fut décidément comprimée sous une nouvelle maison ducale, comme celle de la Toscane, escomptée par le banquier du condottiere. L'empereur Frédéric III, le dernier des césars allemands couronnés à Rome, forcé de traverser l'Italie comme un simple particulier pour aller recevoir à Livourne son épouse, Éléonore de Portugal, et à Rome la couronne impériale (1452), put constater que l'Italie n'avait repoussé le joug étranger des césars que pour tomber sous celui de petits tyrans indigènes.

La liberté rendit son dernier soupir l'année suivante avec Stefano Porcario là où elle avait jeté son premier cri avec Arnould de Brescia. Gentilhomme romain de bonne famille, Stefano Porcario, après avoir cherché deux fois à persuader aux Romains de ressaisir le gouvernement de la ville retombé au pouvoir du pape depuis la fin du schisme, revint tout à coup de Bologne où il était exilé en 1453 avec quatre cents compagnons pour convoquer le peuple au rétablissement de la république romaine. Saisi, avec les conjurés, dans la maison de son frère, encore revêtu de la pourpre sénatoriale, il fut pendu le lendemain, lui neuvième, sans autre forme de procès; triste fin d'un homme généreux « dont quelqu'un, dit Machiavel, a pu louer l'intention, dont tous ont blâmé le jugement! »



Imprimé par F. Viallon

Rep

in

CHAPITRE XIV¹.

L'ITALIE PRINCIÈRE; LA RENAISSANCE (1453-1493).

ÉTAT POLITIQUE DE L'ITALIE AU MILIEU DU XV^e SIÈCLE. — COMMENCEMENT DE LA RENAISSANCE. — FERDINAND DE NAPLES ET JEAN DE CALABRE; PIE II (1454-1464). — PAUL II; PIERRE DE MÉDICIS; GALÉAS SFORZA (1464-1470). — LAURENT ET JULIEN DE MÉDICIS; LE PAPE SIXTE IV; CONSPIRATIONS A MILAN ET A FLORENCE (1470-1478). — GUERRES DE SIXTE IV CONTRE FLORENCE, FERRARE ET VENISE (1478-1484). — PUISSANCE DE LAURENT; ÉCLAT TROMPEUR DE LA CIVILISATION; JÉRÔME SAVONAROLE (1484-1493).

État politique de l'Italie au milieu du xv^e siècle.

La question si vivement débattue depuis deux siècles entre le despotisme et la liberté, l'aristocratie et la démocratie, était enfin résolue dans les différentes parties de la péninsule. L'établissement de deux dynasties nouvelles et puissantes, celle de Sforza et celle d'Aragon, rangeait sous le pouvoir monarchique le midi et le nord de l'Italie. La rigueur du premier des papes définitivement vainqueur du schisme, envers Stefano Porcaro, montrait suffisamment que le jour où la papauté commencerait à disputer les villes du domaine ecclésiastique aux petits seigneurs qui les opprimaient, ce ne serait point comme autrefois pour les rendre à la liberté. Borso d'Este à Ferrare, en achetant de l'empereur Frédéric III l'érection de sa seigneurie de Modène et de Reggio en duché, donnait à son pouvoir de fraîche date une sanction que le temps avait déjà apporté aux marquis de Gonzague à Mantoue, et surtout au duc de Montferrat. Amédée VIII, depuis qu'il avait reçu le titre de duc de Savoie et réuni toutes ces possessions un instant distraites de sa maison qui faisaient de lui le *portier des Alpes*, affermissait une autorité déjà bien vieille. Dans les dernières républiques, le nom survivait encore à la chose, mais la liberté en était également bannie.

A Venise, le redoutable conseil des Dix se resserrait encore dans le tribunal secret des trois *inquisiteurs d'État*, établi en 1454; et dès lors une police ingénieuse et hardie

1. Voy. Machiavel, *Hist. de Florence*; Roscoe, *Hist. de Laurent de Médicis*.

dans ses moyens, prompte et terrible dans ses répressions, assurait partout l'ordre et l'obéissance; une même surveillance et une même terreur pesaient sur toute la hiérarchie administrative, depuis le doge, les Dix et le sénat jusqu'aux recteurs des provinces, aux généraux et aux ambassadeurs, sans excepter le secret tribunal qui était la pierre triangulaire de tout le système, et qui avait pris ses précautions contre lui-même. Le doge Foscari, depuis trente-quatre ans à la tête de la république, mais pour sa gloire et ses services jalouse de la noblesse, était la première victime de ce redoublement de méfiance aristocratique. Son fils, mis à la torture et exilé sur une vague dénonciation, venait de se faire prendre en défaut par le conseil, pour obtenir, à l'aide d'un nouveau procès et de tortures nouvelles, de mourir au moins dans sa patrie après avoir embrassé son vieux père et ses enfants. Le tribunal, malgré la conduite stoïque du doge au milieu de ses malheurs, ne put lui pardonner même la complicité de son cœur, et le força d'abdiquer, presque aux portes du tombeau : Foscari mourut en entendant les cloches qui annonçaient l'installation de son successeur.

A Florence, la mort de Neri Capponi, en 1455, assurait la puissance de Cosme de Médicis. Elle était déjà si bien établie qu'il ne jugea pas même nécessaire de provoquer la création révolutionnaire d'une *balie* pour remplir des noms de ses partisans les *bourses* du scrutin. Tous les magistrats entrant en charge se trouvèrent être ses clients. Un peu plus tard, quand ses partisans crurent urgent de s'assurer entièrement du pouvoir pour empêcher l'application sévère de la loi du *cadastre* établie par son père, il laissa à Lucca Pitti, riche capitaliste de son parti, qui pouvait devenir son rival, l'impopularité de cette mesure, certain d'en recueillir les fruits.

La ville de Gènes, qui n'avait gagné à l'exclusion des nobles des magistratures civiles que d'échanger les factions de la noblesse contre celles de la bourgeoisie, ne conservait plus guère que la liberté de changer ses maîtres. Raphaël Adorno, en 1444, avait acheté la première dignité de la ré-

publique, en rendant sa patrie tributaire du roi de Naples, Alphonse. Pierre Fregoso, vainqueur de la garde napolitaine de ce doge, en 1450, mais bientôt attaqué par Alphonse, allait dans sa détresse implorer la protection du roi de France. Ainsi, au milieu du xv^e siècle, apparaissait une Italie toute nouvelle; la péninsule n'était plus ni guelfe ni gibeline, ni pontificale, ni impériale; elle était princière. Les deux chefs de la chrétienté étaient oubliés, les deux sectes brisées; la dictature des princes aragonais, Médicis ou Sforza, remplaçait tout; l'intérêt politique des petits États fondés par eux primait toutes les questions.

Commencement de la renaissance.

Les lettres et les arts reflétèrent cette nouvelle situation politique; on s'éloigna des sources de l'inspiration chrétienne et chevaleresque du moyen âge pour se plonger dans l'antiquité rationnelle et païenne. Les profondeurs de la foi, les caprices de la liberté d'un monde qui finissait, furent oubliés pour ces principes de raison pure et de beauté sévère qui règnent dans le monde antique. La renaissance gréco-romaine protesta contre la théocratie féodale des âges précédents. L'étude de l'antiquité, qui avait adouci les derniers jours de Pétrarque, que Jean de Ravenne et Chrysoloras avaient poursuivie au milieu des plus cuisantes misères du xiv^e siècle, devint au xv^e l'objet d'un enthousiasme passionné. Poggio Bracciolini, né en 1380, Leonardo Bruni l'Arétin, en 1369, l'un secrétaire du saint-siège pendant plus d'un demi-siècle, l'autre de la république de Florence, tous deux élèves de Jean de Ravenne et de Chrysoloras, avaient allumé les premiers cette passion du xv^e siècle par leur ardente recherche des manuscrits anciens, à travers l'Europe. Le concile de Florence, qui amena en Italie le rhéteur George de Trébisonde, le platonicien Gemistius Pletho, et Bessarion, évêque de Nicée, bientôt fait cardinal pour s'être rallié à l'Église romaine, la rendirent presque générale.

Les souverains de l'Italie n'avaient rien à craindre de cette activité de la pensée tournée tout entière à une science qui versait l'oubli et dont ils savaient comprimer aussi

les écarts et les témérités, comme le prouve le sort de Laurent Valla, recherché des princes pour ses *Elegantia latinæ linguæ*, presque exilé pour son *De falsa donatione Constantini Magni*. Aussi les vit-on tous à l'envi consacrer leurs revenus à la fondation d'établissements scientifiques, à la création de bibliothèques, se disputer les savants, les combler d'honneurs, de bienfaits, et mettre leur luxe dans la protection des lettres et des arts.

Eugène IV avait déjà rétabli l'université romaine. Nicolas V, fils d'un pauvre médecin de Sarzane, qui devait toute sa fortune à son zèle pour les lettres, envoyait de tous côtés les savants à la découverte des manuscrits; il s'entoura de copistes, de traducteurs grecs et latins; il fit passer de la langue grecque dans la latine, parmi les auteurs sacrés, Eusèbe de Césarée, Basile, Grégoire de Nazianze, Chrysostome, parmi les profanes, tous les historiens grecs, et enfin fonda la bibliothèque du Vatican où il rassemblait déjà cinq mille volumes.

Cosme de Médicis faisait servir à l'acquisition des manuscrits les plus précieux ses lointaines relations de commerce; il s'attacha les Grecs Démétrius Chalcondyle, Jean Argyropyle, Androniscos Callistos, Constantin et Théodore Lascaris; il acheta la bibliothèque de Niccolo Niccoli, qu'il plaça dans le monastère des dominicains, et fonda celle qui jouit plus tard d'une réputation si bien méritée sous le nom de *Médicéo-Laurentienne*. C'était à Florence, auprès de Cosme, que revenaient toujours les savants les plus distingués, après avoir reçu l'hospitalité d'autres villes et d'autres princes; nulle part ils n'étaient aussi délicatement honorés, malgré la rivalité dont ils étaient l'objet. Léonard l'Arétin, Poggio, Marzuppinini y occupèrent successivement la charge de chancelier de la république. Filelfo lui-même, savant discuteur et vindicatif, qui paya un spadassin pour assassiner Cosme, et professa à Venise, à Constantinople, à Bologne, à Sienne, à Naples, à Milan, à Rome, sans savoir jamais se tenir nulle part, finit ses jours à Florence. Cosme de Médicis fit plus que de recueillir les savants, il leur inspira la seule direction qui s'élevât un peu au-dessus de

l'érudition ; il embrassa le culte de Platon , transporté de Grèce en Italie par le vieux Gemisthius Pletho , et il fit élever exprès le jeune Marsile Ficin , pour traduire , expliquer le philosophe grec , et commencer cette école platonicienne qui devait détrôner l'école philosophique du moyen âge , et son dieu Aristote.

Alphonse I^{er} , sans déployer toute la munificence de Cosme , mérita aussi par sa libéralité le nom de *Magnanime*. Sous sa protection Laurent Valla , Antonio Beccadelli , de Palerme , et Pontanus relevèrent l'académie napolitaine depuis longtemps tombée en discrédit ; les deux premiers payèrent le zèle éclairé de ce monarque et de son successeur en se faisant leurs historiographes. Le condottiere François Sforza , à Milan ; le marquis de Gonzague , à Mantoue , élève de Victorin de Feltre ; Nicolas et son fils Lionel , à Ferrare , ce dernier poète lui-même , les Montefeltri à Urbini , suivaient l'entraînement général.

Ce retour à l'antiquité dans la littérature devait avoir sur les arts une influence que les plus distingués d'entre les princes italiens , Cosme surtout , ne manquèrent pas de favoriser. Donatello commença à sculpter d'après l'antique ; il recueillit avec les encouragements et les secours de Cosme tous les restes de chefs-d'œuvre depuis longtemps oubliés , et ramena les arts du dessin à la netteté et à la noblesse des formes ; Brunelleschi tira de l'oubli les ordres de l'ancienne architecture grecque ; il fit passer les lignes des caprices de l'ogive à la sévérité de l'angle droit ou de l'arcade , substitua le dôme romain au cône gothique , et prépara une révolution dans l'architecture. Dans la voie tracée par le premier , le Masaccio , rappelé d'exil par Cosme , perfectionna dans la peinture le clair-obscur , arrondit et harmonia les formes ; le profond frère Angelico de Fiesole travailla davantage l'expression et la physionomie. Brunelleschi trouvait un émule dans Michelozzo Michelozzi ; Cosme de Médicis , avec ce tact exquis et ce sentiment de l'art qui ne l'abandonnait jamais , employa chacun d'eux selon ses aptitudes à bâtir , le second son palais de Florence nommé aujourd'hui palais Riccardi , ses maisons de campagne de Carreggi et de Fiesole , le premier

l'église de Saint-Laurent, l'abbaye de Fiesole et le couvent de Saint-Marc qui le préparaient à une œuvre plus grande. Enfin, dans un travail qui tient de l'architecte et du sculpteur, Cosme, en mettant en adjudication les portes de l'église de San Giovanni, donna occasion à Ghiberti d'achever ce chef-d'œuvre que Michel-Ange jugeait digne d'orner l'entrée du paradis.

Ferdinand de Naples et Jean de Calabre; Pie II (1454-1464).

Il s'agissait de savoir maintenant si les princes italiens sauraient entretenir la concorde entre eux comme l'enthousiasme des lettres et des arts parmi leurs sujets, et surtout s'ils sauraient défendre contre l'étranger l'indépendance de l'Italie qu'ils avaient asservie. La paix intérieure était la première condition de la sécurité au dehors en face des prétentions et des convoitises qui la menaçaient de tous côtés. Le droit de l'empire germanique sur la Lombardie dormait, mais n'était pas éteint, Frédéric III lui-même ayant refusé de sanctionner l'usurpation de Sforza. Les ducs d'Orléans, de la ville d'Asti dont ils étaient restés maîtres, protestaient contre ce qu'ils appelaient une spoliation à Milan; ceux d'Anjou, de la Provence ne menaçaient pas moins l'Aragonais dans Naples. Enfin, en 1453, un nouvel ennemi plus redoutable, Mahomet II, chef des Turcs ottomans, mettait en danger non-seulement l'indépendance, mais la religion de l'Italie, en s'emparant de Constantinople, qui ne fut secourue que par deux mille Génois intéressés à son salut à cause de leur faubourg de Péra.

Sous l'impression de la chute de ce rempart de la chrétienté, royauté, tyrannies et républiques en Italie signèrent la paix et l'alliance de Lodi (1454). Alphonse V, Sforza, Cosme et Nicolas V, s'efforcèrent même, tant qu'ils vécurent, de maintenir l'union, ou n'y firent que de légères infractions. Mais cette même année Venise, séparant ses intérêts de ceux de l'Italie et de la chrétienté, conclut un traité de bon voisinage avec Mahomet II, pour conserver à Constantinople, comme sous les empereurs grecs, un bayle chargé de surveiller ses intérêts dans le Levant. Alphonse aussi

continua à combattre Gènes, contre laquelle il s'était réservé de poursuivre sa vieille inimitié, malgré l'intervention du successeur de Nicolas V, Calixte III de la famille des Borgia, qui voulait qu'on songeât seulement à sonner chaque matin la *cloche des Turcs* dans toute la chrétienté. Gènes, effrayée de l'étroite alliance que devait cimenter une promesse de mariage entre une fille de Sforza et un petit-fils d'Alphonse, reconnut le roi de France Charles VII pour son seigneur, et confia sa défense à Jean de Calabre, fils du roi René d'Anjou.

La mort d'Alphonse V (1458) amena une guerre sérieuse. Ce prince avait fait reconnaître pour roi de Naples et de Sicile Ferdinand, enfant illégitime, par un parlement composé de seigneurs, prélats et députés des villes du royaume. Calixte III déclara le royaume de Naples dévolu au saint-siège, et réveilla les espérances de Jean de Calabre dont l'ambition était déjà excitée par les conseils et les rancunes des Génois. Le célèbre Æneas Sylvius Piccolomini, ancien secrétaire du concile de Constance, de l'empire et de la papauté, connu dans toute l'Europe par son érudition, son éloquence et son habileté, devenu pape en 1458, sous le nom de Pie II, tenta vainement d'arrêter les hostilités; il reconnut Ferdinand par un traité qui assurait au saint-siège la possession de Bénévent, de Pontecorvo, de Terracine, et le paiement d'un tribut annuel. Le nouveau roi travailla contre lui-même; il mécontenta par ses exactions et ses cruautés les barons napolitains qui invitèrent Jean de Calabre à passer de Gènes dans le midi de l'Italie.

Le fils de René, après avoir vainement essayé de détacher François Sforza de Ferdinand, en lui proposant d'épouser sa fille, fit voile pour Gaëte avec les vaisseaux et l'argent des Génois. Reçu avec enthousiasme par les seigneurs de la Campanie et des Abruzzes, il s'empara des principales villes de la Pouille, Lucera, Foggia, Manfredonia, et défit Ferdinand dans une première bataille à Sarno (1460), près de Nola. L'Italie tout entière fut agitée par l'attente d'un grand changement. Venise, qui avait eu plusieurs fois à combattre les vaisseaux d'Alphonse dans l'Adriatique,

Florence, mécontente et effrayée de l'alliance de Sforza et du roi de Naples, étaient prêtes à embrasser le parti des Angevins. Sforza cependant fit appel à la vieille amitié de Cosme, obtint la neutralité des deux républiques et envoya ses deux frères au secours de Ferdinand. Pie II, de son côté, désireux avant tout d'éviter une révolution, se déclara ouvertement pour l'Aragonais, et lui envoya Montefeltro avec une armée. Piccinino, condottiere au service de Jean de Calabre, battit d'abord Montefeltro et les deux Sforza près de San Fabiano; mais une sédition, excitée à Gènes par le duc de Milan, fit perdre cette ville aux Angevins. Le contre-coup se fit ressentir dans le royaume de Naples où Ferdinand, secouru par le héros albanais, Scanderbeg, vainquit complètement à Troia (1462), son adversaire qui ne put que prolonger deux ans encore une lutte inutile.

Le pape Pie II essaya, alors que cette grande question était tranchée, d'entraîner l'Italie avec la chrétienté dans une croisade qu'il rêvait depuis le jour de son exaltation. Venise, attaquée dans sa possession de Morée, effrayée de voir flotter de l'autre côté de l'Adriatique, en Bosnie et en Esclavonie, l'étendard du croissant, venait de recommencer la guerre contre les Turcs, soutenue par le Hongrois Mathias Corvin et par Scanderbeg. Pie II, dont les émissaires parcouraient toute l'Europe, offrit le commandement de la croisade au duc de Bourgogne, annonça qu'il se mettrait lui-même à la tête de la sainte expédition et fixa le rendez-vous à Ancône pour l'année 1564. Le sénat de Venise força son vieux doge Mocenigo à s'embarquer avec dix galères pour aller prendre le pontife. Mais le duc de Bourgogne ne parut point. Pie II à Ancône ne trouva qu'une multitude en désordre, affamée et sans armes, qui s'en retourna en voyant que le pontife n'avait à lui offrir que des indulgences; lui-même, saisi de découragement, n'ayant à entreprendre avec Mocenigo qu'une *guerre de vieillards*, mourut de douleur. Le temps de la renaissance païenne n'était pas favorable à la croisade. Il ne fallait point parler d'une guerre offensive à l'Italie désunie par l'ambition de ses princes.

Paul II; Pierre de Médicis; Galéas Sforza (1464-1470).

Cette mort et celle de Cosme de Médicis, qui arriva la même année, porta un nouveau coup à l'union de l'Italie. Paul II, élu à la condition de poursuivre la guerre contre les Turcs, abjura promptement ce qu'il avait signé et laissa Venise seule aux prises avec Mahomet II. A Florence, après la mort de Cosme et l'élection de Nicolas Soderini comme gonfalonier, le *Poggio* ou la Montagne, ainsi appelé de la colline où s'élevait le palais de Lucca Pitti, c'est-à-dire le parti des républicains, tentait de reprendre le dessus. Le chef de la *Plaine (il piano)*, Pierre, fils de Cosme corrompit Lucca Pitti qui avait déjà servi d'instrument à Cosme, et qui venait d'enfouir sa fortune dans les magnificences de ce palais inachevé destiné à être plus tard le séjour des souverains de la Toscane; et Pitti ménagea entre Pierre et les républicains une paix que le premier rompit quelques jours après. Une *balie* créée violemment exila tous ses ennemis, entre autres les Alberti, et institua une commission de cinq membres ou *accoppiatori* chargés de choisir tous les deux mois dans les *bourses* du scrutin le gonfalonier et les prieurs. Mais Pierre, mis hors d'état, par sa mauvaise santé, de gouverner lui-même, laissa l'administration entre les mains de clients, des Pazzi, des Papuri, des Guicciardini, qui n'usèrent de leur pouvoir que pour s'enrichir par les exactions et la vénalité; et Florence, entre la liberté et la servitude, ne pesant plus dans l'équilibre italien, ne put empêcher François Sforza de profiter des nouvelles querelles des Adorni et des Fregosi à Gènes, pour s'emparer, en 1465, de cette ville, qui n'était restée libre qu'entre la venue et la fuite de son archevêque Paul Frégoso, entré comme un pirate dans son port et sorti de ses murs comme un brigand.

Il semblait que chacun des nouveaux personnages que la mort appelait à disposer alors des destinées de l'Italie, prit à tâche de faire regretter son prédécesseur. Ferdinand de Naples favorisait les lettres comme son père, et protégeait les commencements des deux poètes Sannazar et Cariteo, mais après s'être vengé de ses ennemis par l'assassinat du

prince de Tarente, du condottiere Piccinino, du duc de Suessa ; et il accablait son peuple d'impôts, faisant marchandise de tout dans son royaume, pour satisfaire une avarice dont eût rougi son père le *Magnanime*. Paul II, plus soucieux de se faire admirer du peuple romain comme un nouvel Aaron dans ses ornements pontificaux, que de protéger les savants dont il dispersa même assez durement les innocentes réunions à Rome, plus occupé de poursuivre les Malatesti dans la Romagne, et de jeter Jean Huniade sur les hussites que de s'opposer aux progrès des Turcs, faisait resplendir d'autant plus la mort de Pie II et la vie de Nicolas V. Pierre de Médicis mettait dans la protection des sciences et des arts, et dans les affaires de sa maison, une parcimonie de marchand qui n'eût pu fonder, comme la prodigue libéralité de Cosme, la fortune de sa famille. Le condottiere couronné, en mourant l'an 1466, fit place au tyran Galéas. Sorti sous un déguisement de France où il était occupé à défendre Louis XI contre les seigneurs révoltés, époux de Bonne de Savoie, belle-sœur de ce roi, accusé de la mort de sa mère dont l'énergique présence d'esprit lui avait conservé le pouvoir, Galéas Sforza substituait le faste à la grandeur, la tyrannie à l'autorité dans le gouvernement, l'esprit de tracasserie à la prudence dans la politique, la licence à la réserve dans la vie privée ; il abusait en fils de parvenu, avec incontinence et cruauté, de la fortune et de l'autorité conquises par son père.

Seule active au milieu de cet égoïste affaissement, Venise, par sa morgue aristocratique et ses préoccupations étroitement commerciales, perdait les bénéfices de ses efforts multipliés. Maîtresse d'une partie des côtes d'Istrie, de la Dalmatie, de l'Albanie et de la Grèce, elle continuait, en face des menaces des Turcs, à soumettre ces contrées à une exploitation si dure, à tenir leurs habitants dans une sujétion si avilissante que la domination des infidèles ne les effrayait pas. Au lieu de déployer toutes ses forces contre les Turcs, et de négliger des intérêts ou des injures secondaires, elle disputait le transit de quelques marchandises à Trieste et à l'empereur Frédéric III ; elle poursuivait par le fer et le

feu une réparation du grand maître des chevaliers de Rhodes, et pendant ce temps-là, elle laissait périr Scanderbeg, perdait l'isthme de Corinthe, fuyait devant une flotte turque dans les Dardanelles, et laissait en 1470, les Osmanlis emporter d'assaut Négrepont.

Laurent et Julien de Médicis; le pape Sixte IV, conspirations à Milan et à Florence (1470-1478).

L'avènement de Laurent de Médicis, reconnu presque sans obstacle, avec son frère Julien, comme chefs du gouvernement, après la mort de Pierre (1469), rompit l'uniforme succession de ces princes incapables ou méchants, dans les différents États d'Italie. Doué d'heureuses qualités, élevé avec soin par Christophe Landino, professeur d'éloquence latine, et par le Grec Argyropyle, compagnon du platonicien Marcile Ficin et du jeune poète Ange Politien, Laurent de Médicis, savant et poète lui-même, commença dès les premiers jours à exercer le pouvoir en ami éclairé des lettres et des arts. Il rétablit, dès la seconde année de son gouvernement, l'université latine de Pise par un sentiment d'équité qui l'honorait. A Florence, il fonda l'académie grecque, où Théodore de Gaza et Chalcondyle succédèrent à Argyropyle; il fit disposer les vastes jardins du couvent de Saint-Marc pour recevoir les nouvelles acquisitions d'antiques, ajoutées à la collection de Cosme, et donna à Bertaldo, élève de Donatello, la surintendance de cet établissement qui devint bientôt, sous le nom de *Museum Florentinum*, une académie des beaux-arts. Partageant l'enthousiasme de son ami Marcile Ficin pour Platon, il institua une fête anniversaire en l'honneur du philosophe grec où se réunissaient tous les déserteurs d'Aristote, et il l'inaugura lui-même en composant son poétique dialogue en l'honneur de la nouvelle doctrine, connue sous le nom d'*altercazione*. Nobles passe-temps, déparés quelquefois par les fêtes populaires du carnaval, dont il se faisait aussi le grand prêtre, en composant les *canti carnascialeschi*, et dont il favorisa encore la licence, comme lors de la visite de Galéas, qui fut témoin, dans ces représentations, du singulier mélange des mystères

et de farces burlesques, du sacré et du profane, mis en œuvre pour célébrer sa bienvenue !

Mais celui qui ne trouvait de plaisir, même dans ses heures sérieuses, que sous les fraîches ombres de Carreggi ou de Caffagiolo :

Là ove un verde laur facea ombra,

celui qui aimait à abriter son âme dans un port plus tranquille , loin des âpres orages de la politique :

*Fuggito avea l' aspra civil tempesta
Per ridur l'alma in più tranquillo porto,*

sacrifiait trop aisément le loisir de l'heure présente aux soucis d'une prévoyance que devait cependant lui imposer un temps gros d'embarras et de périls. Sous le coup de la prise de Négrepont, il renouvela avec le pape Paul II et les États de l'Italie, en 1471, la ligue conclue à Lodi, en 1454, pour la défense commune. Mais il oublia aussi promptement, dans la compagnie des trois poètes Pulci, ou dans les entretiens d'Ange Politien, les sévères devoirs que lui imposait cet engagement. Venise, abandonnée de l'Italie, fut obligée de rechercher, à travers les plus grandes difficultés, l'alliance du conquérant de l'Asie, Ussun Cassan, contre les Turcs, et réduite à exercer des ravages inutiles dans la Carie, l'Ionie et l'île de Cos. Elle ne fut heureuse qu'en Chypre où elle avait marié la fille d'un riche négociant, Catherine Cornaro, au roi Jacques de Lusignan ruiné. A la mort de celui-ci, en 1473, elle se porta comme tutrice de Catherine qu'elle avait déclarée fille de Saint-Marc, et mit garnison dans toutes les citadelles.

L'ambition toute temporelle et le népotisme scandaleux d'un nouveau pape, Sixte IV, de la famille de la Rovère, jeta de nouvelles causes de discorde et de faiblesse en Italie. Non content de prodiguer les grâces spirituelles à ses neveux : à Pierre Riario, qui mourut bientôt de ses excès, le cardinalat de Saint-Sixte, l'archevêché de Florence et le patriarcat de Constantinople ; à Julien de la Rovère un grand nombre de bénéfices dans les États romains ; il créa duc

d'Imola Jérôme Riario, Léonard de la Rovère, préfet de Rome, et chargea le cardinal soldat, Julien de la Rovère, de saccager Spolète, de prendre Lodi et Città di Castello. Il maria ses deux neveux laïques aux filles du duc d'Urbin et du roi de Naples. Si l'on ne pouvait blâmer le pape de vouloir ramener à l'unité du pouvoir les États de l'Église, cette création de petits princes nécessairement éphémères, cette ardeur guerroyante, sur le continent italien, d'un pape qui refusait d'envoyer sa flotte contre les Turcs, devaient exciter l'étonnement et la crainte. Les deux villes de Venise, de Florence et le duc de Milan, effrayés de l'union étroite de Sixte IV, de Ferdinand et du nouveau duc d'Urbin, condottiere renommé, formèrent une ligue particulière (1474); et la confédération de Lodi, qu'on avait deux fois jurée, et que les progrès des Turcs rendaient tous les jours plus nécessaire, fut rompue.

Rien d'étonnant que les peuples italiens, trahis par la faiblesse ou l'égoïsme de leurs souverains, regrettassent le sacrifice de leur liberté qui allait peut-être entraîner la perte de leur indépendance. Leurs regrets et leur mécontentement ne s'exprimèrent cependant que par des conspirations ou des assassinats isolés qui restèrent sans résultat, et prouvèrent trop clairement que les gouvernés étaient tombés aussi bas que les gouvernants. Dans l'espace de deux ans, cinq tentatives de cette sorte eurent lieu.

L'an 1476, à Ferrare, Nicolas, fils du marquis Lionnel, tenta de remplacer son oncle, Hercule I^{er}, qui avait reçu le duché des mains de son frère Borso. Il entra en effet dans la ville avec quelques exilés et des soldats fournis par le duc de Mantoue et par Galéas. Mais le peuple ne voulut même pas changer de maître; Nicolas surpris par son oncle, bientôt de retour, fut décapité avec vingt-cinq de ses compagnons.

A Gènes, le peuple était fort mécontent de la domination de Galéas qui violait toutes les conditions auxquelles François Sforza avait été accepté comme seigneur, et ne prenait aucun soin de la prospérité de la ville. Il n'avait ni protesté contre la prise de possession de Famagouste en Chypre, par

les Vénitiens, ni tenté de sauver la célèbre colonie génoise de la mer Noire, Caffa, tombée l'année précédente au pouvoir de Mahomet II. Un certain Jérôme Gentile rassembla, une nuit, un grand nombre de gens armés, s'empara de toutes les portes, et appela les citoyens à la liberté; il fut accueilli avec indifférence par le peuple, et le conseil de la ville lui remboursa ses frais d'émeute pour lui faire abandonner l'entreprise. Gènes, elle-même, la ville inconstante par excellence, recula cette fois devant un changement.

A Milan et à Florence les conspirations furent plus sérieuses. A Milan, trois jeunes gens, Jérôme Olgiati, Charles Visconti et André Lampugnani, formèrent le projet de venger les Milanais victimes dans leur honneur, leur fortune ou leur vie, de l'incontinence et de la tyrannie rapace et soupçonneuse de Galéas. Ils étaient élèves d'un certain Nicolas de Montano, professeur d'éloquence latine, qui savait tirer un enseignement pour ses concitoyens des vertus patriotiques de la Grèce et de Rome, et que Galéas avait fait fouetter sur la place publique. Olgiati, le plus ardent et le plus riche, avait eu une sœur violemment déshonorée et mise à mort par le tyran. Après avoir été prier dans sa basilique le grand saint Ambroise, patron de la ville, de protéger une entreprise qu'ils croyaient sainte, puisqu'elle avait pour but la liberté d'un peuple et la mort d'un monstre, les trois jeunes gens attendirent Galéas, le lundi de Noël (1476), dans la cathédrale, le frappèrent de trois coups mortels, et s'élancèrent hors des portes pour appeler la foule à la liberté. Mais les gardes du duc atteignirent et tuèrent sur place Lampugnani et Visconti. Le dernier, Olgiati, leur échappa, mais le peuple recula devant lui d'épouvante; son père même lui ferma sa maison; saisi enfin, il fut mis à la torture, condamné à être tenaillé, coupé en morceaux, et mourut espérant de cette action le pardon de ses péchés, et appelant sur elle une gloire éternelle. « Entreprise courageusement exécutée, dit Machiavel, qui avorta, parce qu'elle ne fut point soutenue par ceux sur qui on avait compté, mais qui doit apprendre aux princes à régner de manière à priver les conspirateurs de tout espoir de salut, et aux conspirateurs

à ne pas croire qu'une multitude, même mécontente de la tyrannie, affrontera toujours avec eux le péril de la renverser. » Le jeune Jean Galéas Sforza fut reconnu sous la régence de sa mère et de son ministre Cecco Simonetta en dépit même de l'opposition jalouse des oncles du jeune duc, obligés de s'exiler après avoir tenté aussi de soulever le peuple. A Gènes, où la nouvelle de la mort du tyran excita quelque tumulte, Prosper Adorno, craignant de voir les nobles, et principalement les Fieschi, faire irruption dans la république, se contenta de renfermer l'autorité du duc de Milan dans les limites qui lui avaient été précédemment assignées.

La conspiration formée à Florence en 1478 contre les Médicis ne fut point la tentative audacieuse et isolée d'une jeunesse généreuse et imprudente, mais une vaste intrigue mûrie de longue main par des têtes politiques, et qui devait envelopper dans ses résultats presque toute l'Italie. Laurent et Julien exerçaient maintenant leur autorité à ciel découvert; ils nommaient eux-mêmes les cinq *accoppiatori*, et entretenaient une *balie* permanente qui disposait à leur gré des lois, des personnes et de la fortune publique. La riche famille des Pazzi, banquiers, voyait surtout avec jalousie cette heureuse usurpation. Un des membres de cette maison avait été privé, par une mesure arbitraire, de l'héritage des Borromée. Tous étaient rigoureusement éloignés de l'exercice des magistratures. François Pazzi, banquier du pape à Rome, le plus irascible de la famille, n'eut pas de peine à faire partager ses ressentiments à Sixte IV et à Jérôme Riario, qui ne pouvaient pardonner à Laurent de Médicis d'avoir fait échouer leurs projets sur Città di Castello. Ferdinand de Naples, étroitement lié avec le pape, ne fut pas plus difficile à entraîner, et des troupes furent rassemblées sous différents prétextes par le pape et le roi sur les frontières du territoire toscan. Tout étant préparé, l'exécution fut fixée au 26 avril, jour où une messe solennelle célébrée en l'honneur du nouveau cardinal, Raphaël Riario, promettait de réunir les deux frères, et de faire sortir un grand concours de monde. Deux clercs, Antoine de Volterra et Étienne Bagnoni, François Pazzi et quelques autres s'étaient chargés d'assassi-



ner Laurent et Julien dans la cathédrale même, au moment de l'élévation. Au signal donné alors par les cloches, l'archevêque de Pise, Salviati, devait s'emparer du palais public à la tête d'hommes armés, et Jacob Pazzi, amener le peuple pour achever la révolution. Était-ce le rétablissement de l'ancienne constitution, l'élévation d'une nouvelle oligarchie, ou peut-être la soumission de Florence au saint-siège, qui suivrait la chute des Médicis? les conjurés ne s'en étaient pas expliqués, chacun espérant sans doute tirer du succès le parti qui lui agréerait le plus.

Dans l'église de Santa Reparata où se jouait l'acte principal du complot, François Pazzi ne manqua pas Julien dont il s'était chargé. Mais Antoine de Volterra en posant la main sur l'épaule de Laurent, pour mieux ajuster son coup, mit sa victime en garde. Laurent, après avoir paré la première atteinte avec son manteau, tira l'épée, mit les assassins en fuite, et se réfugia dans la sacristie où ses amis se rangèrent autour de lui. Au palais de la seigneurie, le gonfalonier César Petrucci, soupçonnant quelque chose quand Salviati se présenta, le fit arrêter, ferma les portes, et prit comme dans un piège la plupart des conjurés qui avaient déjà pénétré dans le palais. Dans les rues, Jacob Pazzi, au lieu de décider le peuple à reconquérir une liberté que, dit Machiavel, *on ne connaissait plus*, fut accueilli à coups de pierres. A la nouvelle de l'assassinat de Julien et du péril de Laurent, la foule furieuse parcourut la ville en acclamant le blason des Médicis : *Palle! Palle!* et demanda le supplice des conspirateurs ou s'en chargea elle-même. La seigneurie fit pendre aux fenêtres mêmes du palais Salviati dans ses habits d'archevêque, François et Jacob Pazzi; le peuple mit en pièces et traîna par lambeaux dans les rues les corps des assassins de Julien et plusieurs autres conjurés qui furent arrachés de leurs maisons. Le seul résultat de cette tentative fut l'affermissement du pouvoir de Laurent à Florence et la rupture d'une paix intérieure de douze ans dans la péninsule.

**Guerres de Sixte IV contre Florence, Ferrare et Venise
(1478-1484).**

Le pape et le roi de Naples poursuivirent par une guerre

ouverte ce que le poignard des conspirateurs leur avait refusé. Sixte IV, sur le refus de Florence de livrer Laurent de Médicis, le gonfalonier et les prieurs comme coupables de la mort d'un archevêque, jeta l'interdit sur la ville; Frédéric de Montefeltro, duc d'Urbino, à la tête de troupes fournies par le saint-siège et par Ferdinand, entra dans la Toscane, annonçant qu'il venait faire la guerre à Laurent, dans l'espoir de séparer la cause de la république de celle de son chef. Florence, trahie d'abord par le duc Hercule d'Este, qu'elle avait mis à la tête de ses troupes, s'adressa à la régente de Milan, Bonne de Savoie, et aux Vénitiens. Les Vénitiens qui voyaient, sur l'autre rive de l'Adriatique, Croia succomber, Scutari subir de terribles assauts, et qui étaient réduits à fortifier contre les Turcs les bords de l'Isonzo, gardèrent toutes leurs forces pour eux-mêmes. Afin d'occuper la régente de Milan, Ferdinand excita Prosper Adorno à soulever Gènes, et Sixte IV, donnant un funeste exemple, déterminà, au nom de la religion, les Suisses du canton d'Uri à attaquer le Milanais.

Les Génois, sous le commandement de San Severino, réussirent à vaincre l'armée milanaise commandée par Sforzino, au pied du fort des *Deux Jumeaux*, et restaurèrent dans leurs murs la liberté que la violente rivalité de Baptiste Fregoso et de Prosper Adorno ne permit pas de rendre plus durable. Dans la vallée du Tésin, deux cents Suisses, laissés à Giornico par dix mille confédérés, apprirent aux Italiens, dans un engagement avec le comte Torelli, quels redoutables voisins ils avaient au delà des Alpes. L'Italie était revenue à ses plus mauvais jours; on se battait sur tous les points à la fois; la peste désolait Venise et Florence. Les Turcs, fléau plus terrible, passaient l'Isonzo, et allumaient, jusque sur les bords de la Piave, des incendies dont les Vénitiens voyaient de leurs lagunes les lucurs sinistres. Ils se décidèrent à traiter, et cédèrent Lépante, Modon et Coron au sultan après une guerre de quinze ans (1479). Le pape leur reprocha amèrement cette paix faite avec le mécréant; craignant de les voir intervenir dans les affaires de la péninsule, il prit à sa solde de nouveaux condottieri, San Severino et Sforza, et

excita une révolution à Milan même, pour enlever l'alliance de ce duché à la république son ennemie. Tout lui réussit. Les Florentins furent défaits au Poggio Imperiale; Ludovic Sforza, surnommé le More, maître de quelques châteaux du Milanais, se fit appeler à Milan par les ennemis de Cecco Simonetta, enferma le vieux ministre et ses créatures comme coupables, disait-il, d'avoir trahi les intérêts de la maison des Sforza, et déclara Jean Galéas majeur, quoiqu'il n'eût que douze ans, pour mettre fin à la régence de la duchesse et rester maître du gouvernement (1480).

Le saint-siège, le duché de Milan, le royaume de Naples étaient alors unis contre Laurent de Médicis. Les deux républiques de Florence et de Venise, pour lui venir en aide, eurent recours à la politique de leurs adversaires. Elles envoyèrent des députés à René de Vaudemont, petit-fils du roi René, pour l'engager à revendiquer ses droits sur Naples. Cependant, avant de déchaîner sur l'Italie les malheurs d'une nouvelle révolution, Laurent de Médicis, qui soupçonnait quelque mésintelligence entre le pape et le roi de Naples, s'embarqua à Livourne pour aller trouver lui-même Ferdinand. Sa présence, son insinuante habileté, et aussi le lâche et impolitique abandon qu'il fit de la petite république voisine de Sienne au duc de Calabre, décidèrent le roi à la paix. Le pape n'en persista pas moins dans ses projets contre Florence; et Sienne, victime des dissensions que le duc de Calabre y excitait, allait payer pour Laurent de Médicis, lorsque les Turcs imposèrent encore la paix intérieure à la péninsule. Le 28 juillet 1480, l'amiral de Mahomet II, Achmet Giedik, débarqua dans le royaume de Naples près d'Otrante, la prit d'assaut et y massacra douze mille chrétiens. Le roi de Naples rappela son fils de la Toscane pour défendre ses États, et l'opiniâtre Sixte IV, devant cette terrible leçon, consentit à réconcilier Florence avec le saint-siège.

La mort de Mahomet II et la reprise d'Otrante, en 1481, n'eurent pas plutôt laissé respirer les Italiens, que le pape retourna, mais par des voies nouvelles, à son projet de former à son neveu favori, Jérôme Riario, une principauté en

Italie. Le monopole du blé qu'il exerçait aux dépens du peuple romain et une pratique fréquente de la simonie, mettaient entre ses mains des ressources considérables. Après avoir dépouillé la famille des Ordelaffi de la principauté de Forlì, et en avoir investi Jérôme Riario, il envoya celui-ci comploter avec les Vénitiens la ruine du duc de Ferrare. Les Vénitiens voulaient garder le monopole du sel provenant des lagunes, que le duc leur disputait; le saint-siège voulait agrandir Riario aux dépens d'Hercule d'Este; il fut convenu que la république s'emparerait de Modène et de Reggio; Jérôme, de Ferrare. L'Italie fut de nouveau divisée; Gènes et le marquis de Montferrat se déclarèrent pour le pape et les Vénitiens; le roi de Naples, le duc de Milan, les Florentins, pour le duc de Ferrare. Dans les États de l'Église même, Jean Bentivoglio, chef de la république de Bologne, et les Colonna, seigneurs de châteaux nombreux dans les environs de Rome, effrayés des projets d'agrandissement du saint-siège, prirent parti contre le pape; et une guerre générale déchira encore la péninsule.

Elle commença favorablement pour Venise et pour le saint-siège. Robert de San Severino, pris au service de la république, manœuvra si habilement qu'il enleva les principaux châteaux forts qui couvraient Ferrare et vint mettre le siège devant cette ville. Robert Malatesti, seigneur de Rimini, général du pape, battit à Campo-Morto le duc de Calabre, qui avait envahi les États de l'Église. Mais les deux vainqueurs se disputaient déjà la proie avant de l'avoir abattue. Le pape se méfiant des Vénitiens, qui n'eussent point en effet aimé Jérôme Riario pour voisin, les abandonna tout à coup pour se faire admettre dans la ligue opposée et se retourna contre eux, par un de ces revirements qui avaient été si familiers autrefois à Philippe-Marie. Ce pape aimait à briser ses instruments autant que ses adversaires. L'exécution du protonotaire Colonna, son ennemi, qui avait cru acheter la vie en sacrifiant le château de Marino, n'avait rien qui pût étonner de la part d'un caractère aussi vindicatif. Mais ses tentatives contre Rimini et Urbin, après la mort de Robert Malatesti et de Frédéric de Montefeltro, le

premier empoisonné peut-être par Jérôme Riario, témoignaient d'une ingratitude encore plus noire envers d'anciens serviteurs. Son brusque revirement contre Venise ne lui réussit pas. Il eut beau lancer l'excommunication contre elle, le conseil des Dix empêcha son clergé de publier la bulle; la république tint ferme contre toute l'Italie; elle envoya ses flottes s'emparer de Gallipoli et de Policastro sur les côtes de Naples, et, rendant au pape la pareille, fit à Bagnolo, avec Ferdinand et les ducs de Milan et de Ferrare, une paix avantageuse, à laquelle elle gagna la Polésine de Rovigo, et la mort de Sixte IV, tué par le dépit (1484).

**Puissance de Laurent; éclat trompeur de la civilisation ;
Jérôme Savonarole (1484-1493).**

L'exaltation du pape Innocent VIII parut d'abord opérer seulement une conversion nouvelle dans les partis au lieu de terminer la guerre. Les barons napolitains dont les vieux privilèges tombaient l'un après l'autre sous le despotisme de Ferdinand, avaient vu avec peine se perdre, par le rapprochement de Sixte IV et de leur roi, l'occasion d'une révolte. Le nouveau pontife, s'en prenant à Ferdinand des derniers échecs du saint-siège, ranima l'espoir des barons qui s'assemblèrent à Melfi pour organiser leur ligue, et firent de pressantes ouvertures à René II. La défaite du duc de Calabre qui voulait empêcher la jonction du condottiere pontifical San Severino avec les révoltés napolitains, semblait déjà présager une révolution. L'intervention de Laurent, dont toute la politique consistait à maintenir la paix et l'équilibre des puissances, et qui se mettait toujours du côté où il fallait ramener la balance, conjura l'orage. Il se déclara pour Ferdinand, entraîna Ludovic le More, menaça le pape d'exciter la révolte dans ses États et fournit des mercenaires et des subsides au duc de Calabre, qui prit sa revanche sur San Severino dans une mêlée qui ne coûta pas un homme aux deux armées. La perfidie de Ferdinand fit le reste. Il obtint la paix du pape en promettant de prêter hommage, de payer tribut, et d'amnistier tous ses barons (1486); deux mois après, il fit saisir, enfermer et décapiter, sans

que le pape réclamât, tous ceux dont il avait eu à se plaindre.

Laurent se trouva alors l'arbitre de l'Italie. Florence était à sa discrétion depuis qu'après la conspiration des Pazzi, une *balie* définitive avait transmis la souveraineté populaire à un conseil de soixante et dix membres, avec pouvoir de nommer aux magistratures, de répartir les impôts et d'administrer les finances. Ferdinand lui devait de la reconnaissance; Ludovic le More ne pouvait compter que sur lui dans les projets d'usurpation qu'il nourrissait au préjudice de son neveu, marié à une fille de Ferdinand. Innocent VIII, dans l'isolement où l'ambition de Sixte avait réduit le saint-siège, ne voyant pas d'autre alliance possible, se livra à lui tout entier. Heureux d'obtenir une fille de Laurent pour son fils François Cibo, il donna deux ans après au troisième fils de Laurent, Jean de Médicis, bien qu'il n'eût que treize ans, le chapeau de cardinal, et ne se conduisit plus que d'après ses conseils.

Laurent ne fit pas de cette belle position l'usage qu'on eût pu attendre de son esprit distingué. Afin de s'emparer de Sarzane et de Pietra Santa dans la Lunigiane, il aviva les haines des Fregosi et des Adorni à Gènes, et fit retomber cette ville sous la domination de Ludovic le More, qui pour la garder sans contestation consentit à la tenir en fief du roi de France Charles VIII. Intéressé à ne laisser voir à Florence que les dangers de la liberté, il encouragea les factions dans les deux républiques de Sienne et de Lucques, principalement à Sienne, qu'il livra par une révolution à une oligarchie tyrannique, après avoir essayé de la soumettre à Florence ou de la donner au roi de Naples. Il ne put empêcher les Vénitiens, en 1490, de soumettre définitivement l'île de Chypre, où ils obligèrent Catherine Cornaro d'abdiquer; mais il les surveilla de près sur le continent. Dans la Romagne, il se fit soupçonner de conduire contre Jérôme Riario, duc d'Imola et de Forli, le poignard de sa femme Catherine Sforza, et celui de Francesca Bentivoglio contre Manfredi, seigneur de Faenza. Ce prince était prêt à vendre aux Vénitiens sa principauté; elle passa sous la pro-

tection de Florence. Nous ne pouvons avoir que de sévères paroles pour cette politique égoïste dans son but, peu scrupuleuse dans ses moyens, qui se proposait la fin dangereuse d'étouffer l'esprit public sous un despotisme adouci par un sensuel repos, et tempéré par les jouissances des lettres et des arts !

Le culte de l'esprit dans la littérature et celui de la forme dans les arts, sous l'invocation d'une renaissance toute païenne, telle fut en effet la grande affaire que Laurent, en face des progrès des Turcs, poursuivit et encouragea autour de lui. Retiré tout à fait dans ses maisons de plaisance, de Poggio la Sano, de Careggi et de Fiesole, il laissa bientôt à ses clients l'administration des affaires de l'État, et finit même par abandonner entièrement la direction de sa maison commerciale, après avoir liquidé, grâce à une banqueroute simulée de la république, qui sauva sa propre fortune. Entouré alors de lettrés et d'artistes, il put à loisir sacrifier aux muses païennes; il composa ses *Silves d'amour*, son poème d'*Ambra*; il écouta la lecture du *Morgante Maggiore*, de Louis Pulci, premier essai d'une épopée héroïque où une grandeur demi-burlesque se trouve enchâssée dans l'impiété d'une incantation religieuse; il fit représenter devant lui la *fable d'Orphée*, de Politien, qui annonçait la renaissance du théâtre. Sous son active surveillance s'élevèrent un hôpital à Volterra, un château à Firenzuola, une forteresse au Poggio imperiale; ses églises s'ornèrent de quelques peintures pieuses de Cosme Rosellaï; ses palais s'embellirent en plus grand nombre des chefs-d'œuvre païens de Pallasuolo, de Ghirlandaio, de Luca Signorelli; sous ses yeux commencèrent dans son école des beaux-arts Michel-Ange et Torrigiano. Lui-même encourageait, fêtait, chantait cette pléiade de poètes et d'artistes dans des fêtes magiques dont François Granacchi était le décorateur.

Tous les princes italiens suivirent l'exemple de Laurent. Innocent VIII, qui laissait tomber Rome, par la vénalité de la justice et l'insouciance de l'administration, dans un état de misère et de brigandage qui n'avait pas d'exemple, rassembla cependant les débris de l'académie romaine violem-

ment dispersée par Paul II. Sous lui, le vieux Pomponio Læto continua à ressusciter l'ancienne Rome par la science de l'archéologie, oracle de tous ceux qui l'entouraient, ami de Callimachus Experiens (Philippe Buonaccorsi), maître du jeune Paul Cortese. Avec l'approbation du pape le théâtre ancien, par la représentation de quelques pièces de Térence et de Plaute, obtint droit de bourgeoisie même à la cour pontificale. Le roi Ferdinand, perfide et cruel pour les barons, était doux pour ses poètes, qui lui restèrent aussi seuls fidèles, pour Cariteo, et surtout pour Sannazar, auteur du poème pastoral de *l'Arcadie*. Le sombre Ludovic le More lui-même, tourmenté d'ambition, trouva le temps de raviver l'université de Pavie, d'entretenir à sa cour les historiens Mérula et Tristan Caleo, le poète lauréat Bellincioni, et encouragea les débuts de l'architecte Bramante et du peintre Léonard de Vinci. A la cour d'Hercule V de Ferrare, le Boïardo, gouverneur de Reggio, jetait son ardeur guerrière et chevaleresque dans le *Roland amoureux*, où l'idéal de la valeur et de l'amour semble déjà l'objet d'une fantastique extravagance. Les Baglioni à Pérouse encourageaient le Pérugin, fondateur de l'école d'Ombrie, que se disputaient bientôt Florence et Rome. Enfin de cette province de Romagne, toujours si féconde en condottieri et en petits tyrans, sortait le seigneur Pic de la Mirandole. Celui-ci se jetait dans la science avec la fougue aventureuse de sa race; il soutenait des thèses à Rome en toute langue et sur toutes choses, et parcourait l'Europe en chevalier errant de l'érudition pour trouver à pourfendre des adversaires, à désarçonner des rivaux; il s'égarait sur la foi d'un vieux manuscrit hébraïque dans les mystères de la Kabale, comme dans le labyrinthe d'un château enchanté, encourait l'accusation d'hérésie, faisait pénitence devant le saint tribunal, et, désabusé de ses amours intellectuelles et de ses scientifiques agitations, finissait dans un cloître.

Cet éclat des lettres et des arts reflétait une prospérité matérielle, reste de l'ancienne liberté qu'un despotisme naissant et d'ailleurs intéressé à l'entretenir n'avait pas encore étouffée. L'Italie était toujours le centre du commerce de la

Méditerranée et le pays le plus riche en manufactures de l'Europe. Venise par ses traités, Florence par l'habileté de ses agents, avaient conservé à peu près intactes leurs relations commerciales avec l'Orient, malgré la catastrophe de Constantinople. Les manufactures de soie, de laine, de lin, de pelleteries, l'exploitation des marbres de Carrare, des fonderies des Maremmes, les fabriques d'alun, de soufre, de bitume étaient encore en pleine activité. Le système de culture par des métayers, si supérieur pour cette époque à ce qui avait lieu dans le reste de l'Europe, assurait à l'Italie une fertilité augmentée encore en Lombardie par les travaux hydrauliques de Louis le More, en Toscane par les précautions prises contre les inondations et les eaux stagnantes qui désolent encore aujourd'hui des contrées autrefois fécondes. Les villages où se retranchaient les paysans, derrière des remparts, témoignaient d'une aisance qui répondait à la splendeur des grandes villes. L'Italien enfin le plus riche, le plus heureux, le plus civilisé des peuples européens, pouvait traiter de barbares les autres nations toujours prêtes à admirer ses villes splendides, ou à s'asseoir dans ses savantes écoles.

Sous ces brillants dehors il n'était cependant pas difficile de surprendre les signes d'une décadence précoce. La prospérité matérielle de l'Italie n'était plus que le riche acquis d'une activité dont l'élan était déjà épuisé. De même que les condottieri se battaient pour gagner leur solde et non pour l'honneur de vaincre, ce n'était plus l'amour des entreprises, le besoin de dépenser une énergie surabondante, mais la soif du gain qui animait le commerce ; et comme la chute de la liberté avait entraîné avec elle le véritable esprit militaire qui s'allume au foyer du patriotisme, la protection même éclairée du despotisme ne pouvait remplacer dans le développement de l'industrie et du commerce l'essor spontané de l'activité libre. Dans le domaine de l'esprit et des arts, l'enthousiasme de la science ne soulevait que la poussière du passé, ne remuait qu'une lettre morte ; le souffle de la poésie abandonnant les régions sacrées ou les agitations de la place publique, n'animait plus que les rêves fantasques d'une chevalerie héroïque, critique moqueuse et

hardie des vieux temps féodaux, ou que les voluptés trop réelles d'une énervante oisiveté. La sculpture et la peinture faisaient plus que d'abandonner les saintes traditions, elles retournaient à force d'imitation jusqu'à l'antiquité païenne, jusqu'à la fable dans leurs compositions de fantaisies, et ne craignaient pas de mêler dans leurs œuvres, aux sujets pieux, les souvenirs du présent le plus profane. Le sentiment religieux manquait aux arts. La liberté manquait à la vie publique. Dans la ruine des vieilles institutions, dans l'affaiblissement des anciennes croyances, dans l'affaïssement des caractères, il n'y avait rien de réellement grand, rien de profond dans les créations de cette multiple fécondité. Dans le commerce il n'y avait plus que l'habitude, dans la guerre qu'un métier, dans la science que la mémoire, dans la poésie qu'un passe-temps, dans l'art que la forme.

Inutile d'ajouter que la décadence des mœurs était la cause et l'effet de tout le reste. La vie privée des principaux personnages du temps, de Ferdinand, de Laurent, de Sixte IV et d'Innocent VIII, les monstruosité de Jean Galéas, les fréquents drames des petits châteaux de la Romagne en disent assez. L'élection du pape Alexandre VI Borgia, par un conclave qu'avait acheté la simonie la plus effrontée, fut la plus éclatante preuve de cette corruption générale.

Arrivés à cette époque de crise dans l'histoire de la péninsule, les historiens du temps enregistrent par un esprit d'imitation des écrivains anciens qui laisse percer cependant une certaine terreur superstitieuse, les prodiges qui frappèrent alors les imaginations effrayées et malades. En l'année 1492 le tonnerre tomba sur le dôme de Santa Reparata, des feux nocturnes illuminèrent la villa Careggi; on aperçut dans l'air de grandes ombres qui luttaient entre elles, et on entendit dans l'espace des voix effroyables. L'Italie ne manqua pas d'un avertissement plus réel.

Un moine dominicain, Jérôme Savonarole, natif de Ferrare, frappé des symptômes de décadence et des périls de l'Italie, entreprit de la sauver par une double réforme politique et religieuse. Il voulait rendre au clergé la pureté des mœurs, au peuple la liberté, aux lettres, aux arts le

sentiment religieux. L'asservissement de l'Italie était pour lui un outrage à la morale, le paganisme de l'érudition et des arts un outrage au christianisme. La corruption de l'Église et les désordres des mœurs appelaient dans sa pensée un châtiment exemplaire, une vengeance de Dieu. Ce fut de Florence même, la vraie capitale de l'Italie à cette époque, qu'il espéra faire partir la réforme. Là, d'abord dans le jardin de Saint-Marc, sous un grand rosier de Damas, puis sous les vastes arcades de la cathédrale, prédicateur tribun, il commença à agiter cette population amollie par la richesse, oublieuse de la liberté, et convertie par les charmes de la science et de l'art aux mystères et aux entraînements de la mythologie païenne. On se pressa en foule autour de sa chaire ; mais Laurent, celui qu'il accusait d'avoir enchanté les âmes pour les asservir, était là ; les amis des Médicis jetaient en raillant sur les sectateurs, encore rares du moine, le nom de *piagnoni*. En vain le dominicain se faisant prophète annonçait les plus grands malheurs. « Peuple florentin, s'écriait-il, tu le sais ; quand le peuple hébreu faisait bien, tout lui réussissait ; quand il se livrait au mal, Dieu déchainait sur lui un fléau. Florence, qu'as-tu fait ? Qu'as-tu commis ? Veux-tu que je te le dise : la mesure est pleine, ta malice est au comble ; le fléau est sur toi ! » Les Florentins sortaient effrayés mais non convaincus. Quand Laurent fut près de rendre l'âme, le moine essaya sa puissance sur le moribond. Il l'adjura de restituer le bien mal acquis, de rendre à Florence sa liberté, mettant son absolution à ce prix : Laurent refusa, et le moine, comme un autre Salvien, voyant dans de nouveaux barbares les instruments de Dieu, s'écria quelques jours après en parlant au peuple : « Le temps est arrivé ; un homme viendra qui envahira l'Italie, en quelques semaines, sans tirer l'épée. Il passera les monts comme autrefois Cyrus : *Hæc dixit Dominus Christo meo Cyro*, et les rochers et les forts tomberont devant lui. »

SIXIÈME PÉRIODE.

GUERRES D'ITALIE.

CHAPITRE XV¹.

NOUVELLES INVASIONS DES BARBARES; SIÈCLE DE LÉON X; CONQUÊTES DU MILANAIS ET DE NAPLES (1493-1529).

L'ITALIE SE LIVRE ELLE-MÊME. — EXPÉDITION DE CHARLES VIII; BATAILLE DE FORNOVO; CHUTE DES MÉDICIS (1492-1498). — CONQUÊTE DU MILANAIS PAR LOUIS XII; ALEXANDRE VI ET CÉSAR BORGIA (1498-1503). — JULES II; SOUMISSION DES ÉTATS DE L'ÉGLISE; LIGUE DE CAMBRAI; GUERRE DE L'INDÉPENDANCE (1503-1512). — MAXIMILIEN SFORZA RÉTABLI DANS LE MILANAIS; RENTRÉE DES MÉDICIS A FLORENCE; LES ESPAGNOLS A NAPLES (1512-1513). — LE PAPE LÉON X ET SON SIÈCLE; SA POLITIQUE ÉGOÏSTE ET IMPRUDENTE; MARIGNAN; LETTRES ET ARTS (1513-1521). — ADRIEN VI, BATAILLE DE LA BICOQUE (1521-1523). — CLÉMENT VII, BATAILLE DE PAVIE (1523-1525). — CONSPIRATION DE MORONE, TRISTE ESSAI DE GUERRE NATIONALE, PRISE DE ROME (1525-1527). — CHARLES-QUINT COURONNÉ EMPEREUR ET ROI A BOLOGNE (1529).

L'Italie se livre elle-même.

Absorbée dans ses discordes intestines, éblouie par la prospérité de son commerce et l'éclat de sa civilisation, l'Italie à la fin du xv^e siècle ne s'était point aperçue que les nations voisines sortaient de l'anarchie et de la faiblesse du moyen âge. Le roi de France, vainqueur des Anglais et de la féodalité, était devenu le chef d'un État puissant, dont la frontière longeait les Alpes occidentales; Ferdinand le Catholique, roi d'Aragon, réunissait par son mariage avec la Castillane Isabelle, presque toute l'Espagne et la soumettait à une dure discipline. L'empereur d'Allemagne, dans ses États héréditaires d'Autriche, prenait une position plus dan-

1. Voy. Guicciardini, *Storia d'Italia*; Machiavel, *Frammenti storici*; *de-cennali*; Bembo, *Hist. venet.*; Roscoe, *Vie et pontificat de Léon X*; Ranke, *Hist. de la papauté*.

gereuse que jamais sur les Alpes orientales. On ne croyait encore en Italie avoir à redouter que les Turcs, et on ne parvenait même pas à s'unir contre eux.

A l'avènement du nouveau pape Alexandre VI Borgia, en 1492, les souverains de l'Italie cherchèrent à renouveler encore la comédie ordinaire d'une solennelle confédération contre les infidèles ; le patronage de cet homme, qui jusque-là n'avait songé qu'à l'assouvissement de ses vices et de son ambition, sans hésiter sur le choix des moyens, n'était pas de bon augure. La présence de Ludovic le More, qui n'avait d'autre but que d'usurper le duché de Milan sur son neveu fiancé à la fille du roi de Naples, Ferdinand, était encore un nouvel embarras. La réunion des souverains de l'Italie ne fut pour eux que l'occasion de faire éclater leurs discordes. Alexandre VI, qui avait d'abord demandé, pour prix de son alliance au roi d'Aragon, sa petite-fille pour son fils César Borgia, rompit tout à coup les négociations sur les instances de Ludovic le More, effrayé de voir les souverains du midi ligués contre lui.

Mécontents de cette rupture, Pierre de Médicis, fils aîné de Laurent, et Ferdinand de Naples, formèrent un instant le projet de faire occuper Rome par les Orsini, comme Ostie l'était déjà par un des cardinaux ennemis d'Alexandre, Julien de la Rovère, afin d'entraîner le pontife. Ludovic le More, dans sa crainte de voir toute l'Italie contre lui, appela l'étranger. En échange d'un diplôme ducal, il donna d'abord sa fille Maria, avec une riche dot, au nouvel empereur Maximilien *sans Argent*. Mais bientôt il trouva mieux. Le roi de France Charles VIII, héritier des droits de la maison d'Anjou sur Naples, méditait une expédition en Italie. Pour s'assurer le nord, Ludovic promit de lui livrer le midi de l'Italie. Ainsi les princes après avoir perpétué les divisions de la péninsule finissaient par la livrer.

On ne pouvait choisir un plus mauvais moment pour introduire l'étranger. Partout les Italiens, las de leurs gouvernements, cherchaient un changement et, comme dit Comines, commençaient à prendre cœur et à désirer *nouvelletés*. Les barons napolitains, décimés par Ferdinand,

attendaient une occasion de se venger ; deux émigrés , les princes de Salerne et de Bisignano , encourageaient Charles VIII à répondre à l'invitation du More. Dans la Toscane, Pierre de Médicis, élégant cavalier, joueur de paume intrépide, mais politique maladroit, augmentait les partisans de Savonarole, les *Frateschi*, en laissant trop paraître la main du maître au milieu des fêtes et des plaisirs qu'il donnait à Florence. Dans les États de l'Église, où Alexandre VI Borgia allait rompre bientôt avec Ludovic le More pour retourner à l'alliance de Ferdinand, on devait compter sur le bras français pour débarrasser Rome et l'Église d'un pape qui se montrait à ses vassaux fort tyrannique et fort exigeant. Le cardinal Julien de la Rovère, qui était sans cesse sur la route d'Ostie à Gènes, et de Gènes en France, se faisait déjà le centre d'intrigues redoutables formées contre le pape. Venise, dont l'intervention puissante et désintéressée eût pu être d'une grande utilité, resta à l'écart « dans son ambition importune et impétueuse, croyant avoir toujours le vent en poupe, et ne se faisant jamais faute de gagner aux dépens de chacun, » même de l'Italie.

San Marco impetuoso ed importuno
Credendosi aver sempre il vento in poppa
Non si curò di rovinare ognuno.

Un poète seul donna un avertissement inutile : « Nobles esprits, » s'écria Sannazar dans une ode où il essayait de réveiller contre l'étranger le sentiment national : « Nobles esprits ! Italie bien-aimée ! Quel vertige vous pousse à jeter le sang latin à d'odieuses nations ? » C'était un Napolitain ; on le laissa dire, et on attendit avec une confiance aveugle ce jeune homme qui *ne faisait que saillir du nid*, tout échauffé des récits des grandes batailles de Charlemagne, brave de sa personne, mais entouré de jeunes et folles gens. Chacun espérait exploiter à son profit les coups de son épée vaillante et inconsidérée. Il ne ferait d'ailleurs, croyait-on, que passer à travers l'Italie pour aller, comme un héros de Pulci ou du Boïardo, s'escrimer contre les infidèles, conquérir Constantinople, délivrer Jérusalem ; et le poète

aveugle de Ferrare, Bello, dans son poëme chevaleresque de *Manbrien*, parlait déjà avec complaisance des exploits d'un nouveau Charles, qui dépasseraient ceux de ses héros.

Expédition de Charles VIII; bataille de Fornovo; chute des Médicis (1492-1498).

L'expédition de Charles VIII ressembla en effet assez par l'imprudence et le bonheur, l'éclat des fêtes, la rapidité du succès et les résultats, à celle d'un de ces chevaliers dont s'amusaient les loisirs de l'Italie. Une puissance mystérieuse, mais plus saisissable que celle des Roland ou des Renaud de Montauban, fit tomber devant lui toutes les barrières, et amena tous les princes à ses pieds. C'étaient les inimitiés déclarées des souverains de l'Italie entre eux, et le mécontentement secret des Italiens contre leurs maîtres.

L'armée française était forte et de bel aspect; toute la noblesse du royaume magnifiquement armée et caparaçonnée, au nombre de quinze mille hommes, tant gens d'armes qu'écuyers, huit mille arquebusiers gascons, six mille hal-lebardiers suisses, quinze cents archers français et cent cinquante gros canons suivaient le conquérant; mais, dit Commines: « Toutes choses nécessaires à une aussi grande entreprise manquaient; il n'y avait ni tentes, ni pavillons et nul argent comptant. » L'Italie y pourvut. La duchesse Blanche de Savoie ouvrit au conquérant le mont Genève et les forteresses du Piémont, et le traita magnifiquement dans Turin; la marquise de Montferrat en fit autant à Casal. Le jeune roi, préparant courtoisement ses armes, « fit joustes et tournois chaque jour, et le soir dansa et balla avec les dames, » tout en se faisant prêter les brillants des deux duchesses qu'il mit en gage. A Asti, le More vint au-devant de son allié, lui offrit ses services et l'emporta aisément sur le jeune duc Galéas et sa femme Isabelle, qui se jetèrent vainement à ses pieds. Charles VIII démentit son rôle de preux chevalier. Les sourires des belles dames milanaises que Ludovic avait amenées furent plus puissants sur lui que les larmes d'Isabelle: il se décida en faveur du tyran, qui fit quelques jours après administrer une potion

empoisonnée à sa victime, et, ne craignant plus les mécontents, rejoignit effrontément l'armée française.

Au centre de la péninsule même bonheur. Le roi de Naples, Ferdinand, était mort au moment de la lutte, laissant pour successeur son fils aîné, Alphonse, aussi détesté et moins habile que lui. De ses deux armées, l'une, commandée par son fils Ferdinand, fut arrêtée dans les Apennins par l'avant-garde de d'Aubigny; l'autre, amenée sur une flotte, vaincue à Rapallo, dans la rivière de Gènes, par Louis d'Orléans. Charles VIII, quelque temps assez dangereusement malade à Asti, traversa Parme, Plaisance, et revint sur Pontremoli pour entrer dans la Toscane par la Lunigiane.

Il pouvait être arrêté là par les deux villes de Sarzane et de Pietra Santa. Mais à Florence le peuple se rappelait que les Français avaient été les protecteurs du parti guelfe; il murmura contre l'autorité de Pierre, allié du roi de Naples; Savonarole vit dans Charles VIII l'envoyé de Dieu, l'instrument de sa réforme politique et religieuse. Pierre effrayé se rendit au camp français pour assurer au moins son autorité dans Florence par sa prompte soumission; il lui fit ouvrir ses deux forteresses, et lui promit l'entrée des autres villes de Toscane, avec faculté d'y mettre garnison jusqu'à la fin de l'expédition. Cette lâcheté livra la Toscane mais ne le sauva pas. Mal accueilli à son retour par le peuple, il essaya en vain des menaces, des prières, de l'argent, et fut obligé de s'enfuir de Florence devant le cri : *plus de Palle!* et au bruit des portes brisées de ses palais mis au pillage.

Après avoir rendu la liberté à Pise depuis quatre-vingt-sept années sujette, Charles entra dans Florence en vrai conquérant, la lance sur la cuisse et à la tête de son armée. Comme un chevalier capricieux qui délivre et qui enchaîne, il voulait d'abord imposer Pierre à la république, mais il céda aux impérieuses prières de Savonarole et à la fermeté du gonfalonier Capponi, qui menaça de *faire sonner les cloches, si le roi faisait sonner les trompettes*. En cas de conflit, le roman eût pu avoir une fin tragique pour le héros, au milieu des rues étroites et des palais massifs d'une ville soulevée par la voix fanatique du dominicain.

Dans le domaine de Saint-Pierre, il y avait une belle aventure à tenter : une captive à sauver de l'esclavage, l'Église à délivrer d'Alexandre VI Borgia. Les cardinaux Ascanio Sforza, Colonna et Julien de la Rovère poussaient Charles VIII à convoquer un concile pour déposer le simoniaque, le politique perfide qui avait traité avec chacun et trompé tout le monde. Ses propres vassaux, las de sa tyrannie, couraient au camp de Charles VIII, entre autres Guido Guerra. Tandis que les Français entraient dans Rome par la porte du Peuple (31 décembre 1494), le duc de Calabre, abandonné de tous ses condottieri, sortit par la porte Saint-Sébastien ; les canons français furent braqués sur le château Saint-Ange. Alexandre VI se tira cependant du danger ; il gagna quelques conseillers du roi, lui livra comme otages le frère de Bajazet, Djem, son propre fils, César Borgia, et obtint le prompt départ du débonnaire chevalier.

Deux divisions envoyées en avant occupaient déjà les Abruzzes et la terre de Labour. Charles, arrivé à Velletri pour les appuyer, y apprit coup sur coup la mort de Djem, probablement livré empoisonné, et la fuite de César Borgia. Le pape l'avait joué. En même temps l'ambassadeur du roi d'Espagne, Ferdinand le Catholique, vint lui faire des représentations contre son entreprise ; il continua. Les premiers des barons napolitains couraient au-devant de lui. Alphonse II se condamnant lui-même, abdiquait la couronne, et remettait, mais trop tard, la défense à son fils Ferdinand II, prince plus populaire. Ce généreux jeune homme n'eut pas même l'occasion de combattre. Tandis qu'il rassemblait son armée à San Germano pour défendre la frontière, Naples et Capoue se soulevèrent ; quand il revint, après avoir apaisé cette sédition, les chefs de son armée étaient passés à l'ennemi, leurs troupes débandées ; il n'eut plus qu'à fuir dans l'île d'Ischia. Charles VIII, quatre mois et dix-neuf jours après son départ d'Asti, entra triomphalement dans Naples, marchant sur les fleurs jetées par les habitants. Il prit sa résidence au Castel Capouano, et foudroya de son artillerie le château Neuf et le château de l'Oeuf qui résistaient encore. La victoire fut célébrée avec autant de pompe et

d'allégresse que si elle eût été difficilement gagnée. Charles se fit couronner roi de Naples, de Jérusalem, empereur d'Orient; il se montra couvert de la pourpre impériale, le sceptre dans une main et le globe d'or dans l'autre. A tous ses compagnons, il distribua les fiefs, les châteaux, les belles et riches héritières, et « à tous les seigneurs et aux dames donna force beaux plaisirs et passe-temps, force beaux tournois, où il était toujours des premiers tenants et des mieux faisant. » Et déjà, sur la rive orientale de l'Adriatique, les Grecs, ses futurs sujets, achetaient des armes et l'appelaient.

Mais la conclusion du roman avait déjà désenchanté les Italiens du héros. Le paladin, vu de près, ne valait pas celui de la légende. Après les guerres courtoises et les passes d'armes des condottieri, on trouvait un peu rude la manière de Charles VIII. L'obscur Homère de Ferrare, au spectacle des exploits sanglants de celui qu'il avait d'abord salué, ne savait plus s'il chantait mort ou vivant,

E non discerno s'io son morto o vivo.

Au premier combat de Rapallo, Louis d'Orléans n'avait pas épargné un seul prisonnier; à Fivizzano, à l'entrée de la Toscane, au mont Fortino, sur la frontière de Naples, Charles VIII avait fait passer au fil de l'épée non-seulement les soldats, mais tous les habitants. Ses compagnons étaient moins avenants encore; au dire même de Comines, « on avait espéré trouver dans les Français toute sainteté, foi et bonté; ce n'était que désordre, pilleries et débauches. »

Les Italiens d'ailleurs n'attendaient plus rien des Français, et voyaient avec effroi leurs garnisons à Asti, à Gènes, à Lucques, à Pise, à Sienne, à Civita Vecchia, sur tous les points les plus importants. A Florence, les sectateurs de Savonarole (frateschi, piagnoni) étaient définitivement vainqueurs des Gris (bigi) ou partisans des Médicis et même des *mauvais compagnons* ou *enragés* (compagnacci ou arrabiati), qui flottaient entre les projets absolus des Médicis et les idées démocratiques de Savonarole; ils avaient décrété la formation d'un grand conseil composé de tous ceux qui pouvaient justifier, en

remontant jusqu'à trois générations, du titre de citoyen, avec mission d'élire les magistrats et de contrôler toutes les mesures de la seigneurie. Savonarole se croyait au moment d'imposer à la molle et païenne Florence les règles d'un couvent de laïques, et voulait maintenant en faire autant à Pise et à Sienne, qui s'étaient mises sous la protection française.

Au centre, il n'y avait pas à compter sur Alexandre VI. Au nord, Ludovic le More, assuré du duché de Milan, était l'ennemi naturel d'un prince qui avait son royaume sur les Alpes, sa conquête au midi de la péninsule, et qui était le parent, le protecteur naturel du duc d'Orléans entêté dans ses prétentions sur le Milanais.

Au dehors de la péninsule, le César Maximilien qui ne croyait pas les droits impériaux périmés en Italie, le roi d'Espagne, Ferdinand le Catholique, de la maison d'Aragon, effrayés tous deux de l'agrandissement subit d'un voisin, et lésés dans leurs propres prétentions, étaient disposés à aider l'Italie à se débarrasser de l'hôte incommode qu'elle avait appelé. Venise crut que le moment était venu de faire ses affaires au milieu de la confusion générale; elle réunit dans une ligue les souverains étrangers et les princes italiens pour arracher Charles VIII au royaume de Naples, et introduisit encore, par une autre porte, celle de l'intervention, les étrangers dans la péninsule.

Averti par son ambassadeur à Venise, Philippe de Comines, que la république, le pape, Ludovic le More, Ferdinand le Catholique et Maximilien avaient signé une ligne offensive contre lui, le 31 mars, et fixé le contingent de leurs troupes, qui déjà se rassemblaient en Sicile et dans la Lombardie, Charles prit une prompte résolution, et montra alors véritablement aux Italiens le héros que leur bonne volonté seule avait fait jusque-là. Le 20 mai, il partit de Naples laissant une portion de son armée à Gilbert de Montpensier, fait vice-roi, et à d'Aubigny gouverneur de Calabre. Le pape s'enfuit à son approche. Il lui restitua cependant Civita Vecchia et Terracine, ne gardant qu'Ostie pour le cardinal Julien de la Rovère. Assailli en

traversant la Toscane par les réclamations contraires de Sienne, de Florence, de Pierre de Médicis et de Pise, il laissa le capitaine de Ligny avec deux cents lances dans Sienne, refusa d'imposer Médicis aux Florentins, mais maintint la liberté de Pise, et se hâta d'atteindre les Apennins à la nouvelle que Louis d'Orléans, après avoir surpris Novare, était vivement pressé dans cette ville.

Arrivé au pied des monts, à Pontremoli, Charles détacha une partie de ses troupes pour tenter sur Gènes une entreprise qui échoua, et franchit les montagnes à la tête du reste, malgré d'incroyables fatigues causées surtout par le transport de la grosse artillerie. Sur le revers, il vit se déployer, dans la vallée du Taro, l'armée des alliés, forte de quarante mille hommes et commandée par le marquis François de Mantoue, assisté de deux provéditeurs de Venise. Ce fut là que les Italiens trouvèrent en réalité, sur le champ de bataille, le *Morgante maggiore*. Charles VIII, à la tête de neuf mille hommes, après avoir inutilement demandé le passage, partit du village de Fornoue (Fornovo), envoya son avant-garde, commandée par l'Italien Trivulce (Trivulzio), sur le Taro, et conduisit lui-même le gros de son armée. « Il semblait en ce jour, dit son historien, que ce jeune homme fût tout autre, car il avait le visage bon et de bonne couleur, la parole audacieuse et sage. » Attaqués en tête et en queue, les Français firent intrépidement face partout, et, avec une impétuosité inconnue à l'Italie, jetèrent à terre, en une heure, trois mille hommes, et dispersèrent le reste avec perte de deux cents hommes seulement. Charles VIII, au centre, soutint pendant quelque temps tout l'effort de la bataille. C'était le premier de ces combats que les Italiens, frappés de la *furia francese*, devaient encore appeler, par un souvenir de leurs poètes, *les batailles de géants*.

La victoire de Fornoue (6 juillet 1495) n'eut, il est vrai, pas plus de résultat que si elle eût été remportée sur le traître Ganelon de la légende. Hors d'état de délivrer le duc d'Orléans dans Novare, et pressé de passer les Alpes, Charles VIII, ne voulant même pas accepter le secours de vingt mille Suisses qui descendaient déjà de leurs montagnes, fit

avec Ludovic le More un traité par lequel il lui restituait Novare, et recevait son hommage pour la ville de Gènes. Au midi, le lendemain même de la bataille de Fornoue, le roi, détrôné par Charles VIII, Ferdinand, déjà maître de Reggio, rentra dans la ville de Naples, accueilli avec les mêmes acclamations du peuple qui avaient salué naguère le conquérant. Soutenu des secours de Venise et des troupes de Ferdinand le Catholique, il ne lui fallut pas longtemps pour chasser les Français des deux châteaux de Naples, et resserrer dans Atella Gilbert de Montpensier, qui mourut de la peste, et à Groppoli le sire d'Aubigny, qui eut au moins l'honneur de ramener en France ses deux mille lances (1496); l'avènement de Frédéric, le prince le plus aimé des Napolitains, après la mort de Ferdinand, dans la même année, parut affermir cette prompte restauration.

L'Italie cependant n'en fut pas quitte à si bon compte; la marche triomphale d'un conquérant avait rompu l'ancien équilibre établi et maintenu avec tant de peine entre les États italiens; de nouveaux germes de haine et de division mettaient aux prises les souverains entre eux, et les sujets avec les souverains. La vieille lutte des guelfes et des gibelins, qui paraissait depuis longtemps terminée par la victoire des souverains dans chaque ville, était de nouveau déchaînée. Ludovic le More contenait avec peine ses sujets, le pape ses vassaux. Ce fut en Toscane surtout qu'on vit les deux vieux principes aux prises.

Seule alliée des Français dans lesquels elle persistait à voir les anciens protecteurs du parti guelfe, seule république démocratique en présence de tant de souverains italiens, foyer d'un mouvement religieux aussi opposé que sa politique aux dispositions du reste de l'Italie, Florence ameuta encore contre elle tous ses voisins en voulant reprendre Pise. Le moine tribun qui faisait un public auto-da-fé des bijoux des femmes, et des poèmes favoris des hommes, qui du haut de sa chaire organisait parmi les jeunes gens, car *les vieillards étaient durs comme pierre*, une sorte de milice congréganiste pour faire la police des mœurs et des opinions, Savonarole, rendit, par l'enthou-

siasme, à Florence quelques-uns de ses anciens jours de gloire. Il contint le pape, qu'il ne ménageait point dans ses invectives, en soulevant contre lui les Orsini et les Vitelli. Il repoussa Pierre et Jean de Médicis, Venise et le duc de Milan, l'empereur Maximilien lui-même, qui vint faire son entrée dans Pise en vrai prince gibelin, et y remplaça les lis de la France par les armes de l'empire.

Mais le tempérament de Florence ne pouvait s'accommoder longtemps d'une constance et d'un régime qui n'étaient pas dans ses habitudes. Les trahisons commencèrent bientôt. Accusé de relations avec les Médicis, Nero, entre autres, fut condamné à mort, privé du bénéfice de l'appel au peuple que lui accordait la constitution, et exécuté dans la nuit. Le crédit des frateschi fut atteint par cet abus de la force et cette violation du droit. Alexandre VI, qui ne pardonnait point à Savonarole ses hardiesses, profita habilement de cette circonstance; il accusa Savonarole d'hérésie pour quelques propositions hasardées dans ses improvisations, et lui interdit la prédication. Les ennemis du moine, les partisans des Médicis, les libertins, les *arrabiati*, reprirent courage. Florence se lassa de soutenir la guerre et d'attendre les secours de Charles VIII, toujours prédits, jamais envoyés. Savonarole se roidit contre l'attaque, déclara, sur la foi d'une révélation, qu'il était relevé de la sentence d'un juge corrompu, et continua à prêcher. Un frère de l'ordre des augustins, rivaux des dominicains, François de Reuille, poussé par le saint-siège, offrit de prouver par l'épreuve du feu la fausseté de la mission de Savonarole. Un sectateur du dominicain accepta le défi. Le surlendemain, avec l'assentiment de la seigneurie, et en présence de toute la ville assemblée, deux bûchers entre les flammes desquels les deux frères devaient passer, s'élevèrent sur la place publique. Au moment de l'épreuve, les franciscains ne voulurent pas permettre au champion de Savonarole d'entrer dans les flammes avec le saint sacrement; le dominicain refusa de se risquer sans la protection de son Dieu. La discussion se prolongea au milieu de l'impatience et des cris des Florentins. Enfin, un orage survint, qui dispersa acteurs et spectateurs. Mais

le lendemain le peuple, poussé par les *arrabiati*, et se croyant joué, assiégea à coups de pierres le couvent des dominicains, et fit main basse sur Valori et ses partisans qui voulaient le défendre. Au milieu du tumulte, une nouvelle *balie* ordonna l'arrestation et le jugement du moine, et dépoussa ou proscrivit ses partisans. Savonarole condamné, fut publiquement brûlé dans cette ville qui l'avait adoré, moins pour ne s'être pas sauvé lui-même, que pour n'avoir pas sauvé Florence par un miracle.

Conquête du Milanais par Louis XII; Alexandre VI et César Borgia (1498-1503).

Il était temps de suspendre le jeu. Ce n'était pas en vain que les Italiens avaient de nouveau montré aux barbares le chemin de la péninsule. Louis XII, successeur de Charles VIII, prenait alors les titres de duc de Milan et de roi de Naples. Trois condottieri, qui faisaient au reste la guerre à la vieille mode italienne, San Severino pour le More, Barthélemy d'Alviano pour Venise, et Paul Vitelli pour Florence, n'en continuèrent pas moins à se disputer Pise. Hercule d'Este, duc de Ferrare, pour terminer la guerre, se proposa vainement comme arbitre. Florence répondit à cette ouverture en faisant décapiter son condottiere qu'elle soupçonnait de trahison.

Louis XII eut belle à faire valoir, comme héritier des Visconti, ses prétentions sur le Milanais, au milieu de toutes ces rivalités. Venise qui avait été l'âme de la ligue contre Charles VIII, le reconnut comme duc de Milan, et s'engagea à attaquer Ludovic le More avec six mille hommes, sur la promesse de la ville de Crémone et de la Ghiara d'Adda. Alexandre VI, jusque-là adversaire assez décidé des Français, fut désarmé par la cession faite à son fils César Borgia, du duché de Valentinois, avec promesse de secours pour l'aider à se faire une principauté dans la Romagne. Florence avait trop d'affaires en Toscane, où Pierre de Médicis liguait contre elle Pise, Lucques et Sienne, pour avoir le loisir de regarder ailleurs, et n'attendait son salut que des Français.

Abandonné de ses alliés, le More pouvait encore moins compter sur ses sujets. Bien qu'il eût fondé une académie

des beaux-arts, des écoles, bâti un théâtre, réuni autour de lui des savants, des artistes, entre autres Bramante qui lui élevait le lazaret de Milan, la coupole della Grazia, et le cloître Saint-Ambroise, et Léonard de Vinci, qui peignait pour lui son admirable Cène ; le crime qui avait accompagné son usurpation pesait sur lui. Il essaya de rassembler les personnages les plus importants du Milanais et de justifier sa conduite : on prit cette avance pour de la faiblesse. Il fit encore la faute d'appeler à son aide les Turcs, qui pénétrèrent sous Scander-Bassa jusqu'aux rives de la Livenza. Ce dernier trait le perdit tout à fait.

La lutte ne fut pas longue. Louis XII, en homme habile, mit à la tête de vingt-cinq mille gendarmes, français, suisses, et gascons, un Italien, Jacques Trivulce, condottiere, guelfe exilé et ennemi juré de Ludovic le More. Trivulce n'eut qu'à se présenter pour enlever Annone, Bassignano, Tortone et tout le pays transpadan (1499). Les guelfes, le parti de la liberté, le reçurent avec transport. Le condottiere San Severino, chargé de défendre la forte position d'Alexandrie, abandonna son armée. Effrayé, le More envoya ordre à Gajazzo, qu'il avait opposé à la république, d'aller prendre le commandement d'Alexandrie, et ouvrit ainsi à l'orient le pays aux Vénitiens, qui s'avancèrent jusqu'à Lodi. Une révolte du peuple de Milan, qui tua en pleine place publique le trésorier du duc, acheva le More. Il mit une garnison d'élite dans la citadelle de Milan, fit partir ses enfants et ses trésors sous bonne escorte pour l'Allemagne, et les alla bientôt rejoindre à Inspruck dans les États de l'empereur Maximilien. Une députation de Milanais vint offrir à Trivulce les clefs de la ville. Le commandant de la forteresse abandonna son poste pour une somme d'argent. Les Gascons de Louis XII renversèrent à coups de flèches une statue équestre de l'usurpateur, à laquelle Léonard de Vinci avait travaillé douze ans. Le roi de France vint faire son entrée triomphale à Milan, y installa un nouveau gouvernement, et y reçut les ambassadeurs des principaux États italiens, des seigneurs de Ferrare, de Mantoue, de Bologne et des Florentins, avec lesquels il prépara une alliance contre Naples.

Le mauvais choix qu'il fit d'abord de celui qui avait conquis le Milanais pour le gouverner, faillit le lui faire perdre. Jacques Trivulce fit des mécontents en gouvernant comme un chef de parti. Le More, qui guettait les événements, revint à la tête de dix mille Suisses, à travers les Alpes et le lac de Côme, et surprit Trivulce, qui fut obligé de sortir de Milan, où on était déjà las des Français. Mais Louis XII envoya à son secours La Trémouille, avec six mille fantassins français et dix mille Suisses. Les hallegardiens helvétiques qui faisaient la principale force des deux armées, allaient être condamnés, par leur vénalité, à s'entr'égorger pour les querelles d'autrui, lorsqu'un ordre de la diète helvétique, ou peut-être l'argent de Louis XII, fit désertier l'armée du duc de Milan, près de Novare (1500). Le More, qui cherchait à s'échapper sous un costume de cordelier, fut vendu par un soldat d'Uri et envoyé en France, où il mourut au château de Loches. Louis XII, mieux avisé cette fois, donna pour gouverneur au Milanais, le cardinal George d'Amboise, homme plus modéré, qu'il fit assister d'une sorte de parlement national, et une partie de la vallée du Pô passa sous la domination étrangère. Les Italiens apprirent encore que les Suisses, en se retirant, s'étaient emparés de la ville de Bellinzona, une des portes de l'Italie, qu'ils voulaient tenir ouverte pour se rendre à leur gré dans la péninsule.

Cette première leçon ne fut pas comprise du reste de l'Italie. Dans les États de l'Église, à côté de quelques villes qui avaient conservé ou recouvré une sorte de gouvernement municipal, comme Ancône, Assise, Spolète, Terni, Narni, une foule de petits tyrans se partageaient tout le pays et spécialement la Romagne, les Varani à Camérino, les Fogliani à Fermo, les Montefeltri à Urbino, les Vitelli à Civita di Castello, les de la Rovère à Senigaglia, les Baglioni à Pérouse, les Sforza à Pesaro, les Riario à Imola et à Forlì, les Manfredi à Faenza, les Bentivoglio à Bologne, sans compter aux environs mêmes de Rome les Orsini et les Colonna, maîtres de nombreux châteaux dans la campagne comme dans la ville même. Ainsi morcelé, ce pays était le théâtre de rivalités sanglantes, d'abus de pouvoir odieux,

d'une petite guerre continuelle qui procédait le plus souvent par les surprises, les assassinats, les empoisonnements, et qui n'excluait pas cependant dans l'intérieur de châteaux élégamment bâtis mais encore plus soigneusement fortifiés, les recherches du luxe et les jouissances raffinées de la culture des lettres et des arts.

Dans la Toscane, la guerre de Pise continuait à entretenir la division là où Florence avait dominé pendant un siècle. Pise cherchait à reconquérir son indépendance avec l'opiniâtreté intrépide qu'elle avait autrefois déployée pour la conserver; et Sienne, pour braver avec plus de sécurité une voisine qu'elle avait respectée trop longtemps à son gré, laissait chez elle tout le pouvoir à Pandolphe Petrucci, assez habile pour déguiser le maître sous les dehors du citoyen.

Louis XII s'attacha le pape Alexandre VI et la république florentine en fournissant des secours au premier pour rétablir son autorité dans la Romagne, à la seconde pour soumettre Pise, tout en prenant soin cependant d'empêcher l'un et l'autre de devenir trop puissants. Alexandre VI en tira meilleur parti que Florence. Le fils du pape, César Borgia, après avoir été nommé cardinal sans être prêtre, se fit condottiere dès qu'il eut été créé duc, et prit le commandement des troupes qu'il put réunir et de celles que lui fournit Louis XII, pour se faire une principauté de la dépouille de tous les petits tyrans de la Romagne. Ce César Borgia était un homme beau et robuste, capable d'abattre d'un seul coup de son sabre la tête d'un taureau, et de persuader tout ce qu'il voulait par les enchantements de sa parole, mais plus débauché encore qu'il n'était éloquent et plus perfide qu'il n'était fort. Habitué à se faire un jouet de ce qu'il y a de plus sacré, et un moyen de ce qu'il y a de plus odieux, il était fait pour dompter ces maîtres en crimes et en trahisons, qui pullulaient dans la rude et sauvage contrée de la Romagne. Dès qu'il fut assuré de la protection de Louis XII, il se mit à l'œuvre avec une activité inouïe; il s'empara d'Imola sur Riario, souleva la noblesse de Forli contre la veuve de celui-ci, s'allia avec les Orsini pour chasser Sforza de Pesaro et Malatesta de Rimini, assiégea Manfredi

dans Faenza, lui accorda la liberté s'il voulait rendre la ville, le fit étrangler deux jours après, et resta ainsi maître de la Romagne que son père érigea pour lui en duché, du consentement du conclave subitement gagné par une création doublement lucrative de douze cardinaux (1500).

Florence au contraire ne put rien contre Pise malgré ses auxiliaires français. Les Pisans surent, comme ils l'avaient fait déjà une première fois, exciter la compassion et la générosité des Français, qui n'eurent pas le cœur de combattre ces braves citoyens. Le nouveau duc de Romagne s'appretait déjà à tirer avantage contre les Florentins mêmes de son succès, lorsque Louis XII entraîna les uns et les autres dans l'exécution de ses projets.

Le roi de France pour s'assurer sans coup férir du royaume de Naples et ne pas exciter la jalousie du plus puissant de ses voisins, avait fait avec Ferdinand le Catholique un traité de partage, qui lui accordait Naples, la terre de Labour et les Abruzzes avec le titre de roi, et laissait comme duché indépendant au roi d'Espagne la Pouille et la Calabre. Tandis que l'armée française commandée par d'Aubigny et suivie par César Borgia et Pierre de Médicis, partait de Rome pour envahir la frontière, Gonsalve de Cordoue, général de Ferdinand, débarqua dans la Calabre une armée comme pour venir au secours du roi de Naples. Le malheureux Frédéric, aimé de ses sujets, mais à la tête d'un royaume démantelé et découragé, n'espérait qu'en Gonsalve de Cordoue, et lui livrait toutes les places de la Calabre pour appuyer ses opérations. En voyant les Français pénétrer dans Capoue, y égorgé sept mille habitants et menacer Naples, il invoqua le secours de Gonsalve, et ce fut alors seulement qu'il apprit le traité de Grenade et la trahison dont il était victime. Obligé de laisser les Français entrer sans résistance dans Naples et dans Gaète, plus irrité contre un traître que contre un ennemi, il livra aux Français le château Neuf, se retira d'abord dans l'île d'Ischia, puis se remit au roi Louis XII qui l'envoya terminer ses jours en France avec le titre de duc d'Anjou. Le seul poète qui eût jeté un cri patriotique au commencement de ces guerres

donna un rare exemple de fidélité à son protecteur ; Sannazar^a accompagna dans son exil le prince détrôné, et sur les bords de la Loire lui fit encore entendre un doux écho de la patrie perdue (1501).

La possession commune du royaume de Naples par deux rois jaloux l'un de l'autre était difficile ; une contestation s'éleva bientôt entre le duc de Nemours, vice-roi pour Louis XII, et Gonsalve de Cordoue, au sujet de l'impôt payé par les troupeaux qui passaient au printemps des plaines de la Pouille sur les hauteurs de l'Abruzze. On en vint bientôt aux mains dans la Basilicate à Atripalda ; le duc de Nemours plus prêt à la guerre chassa les Espagnols de la Calabre et resserra Gonsalve dans Barletta (1502). Le roi de France paraissait devoir tirer seul profit du traité de Grenade, et croyait pouvoir sans danger ordonner à son vice-roi de suspendre les hostilités pour entrer en négociations avec l'Espagne. Il tenait l'Italie, comme dans un étau, entre la domination française du nord et celle du midi.

Mais en payant l'alliance de la papauté, Louis XII avait rendu au saint-siège plus de puissance politique qu'il ne convenait à ses desseins. Après la guerre, César avait repris son œuvre avec un redoublement de ruse et d'énergie. Il avait prié le duc d'Urbin, Gui d'Ubaldo, de lui prêter ses hommes et ses canons pour attaquer Camerino, et lui avait justement pris Urbin avec ses propres armes. Maintenant il emportait Camerino dont il condamnait à mort le seigneur avec ses deux fils, et faisait attaquer en dessous main la ville de Florence par Vitelli, et les Bentivoglio à Bologne par la faction des Marescotti. Tous les voisins d'Alexandre VI pressaient Louis XII, à Asti, de débarrasser l'Italie de cette criminelle engeance espagnole. César sentant le péril se rendit en toute hâte auprès du roi ; il désavoua le condottiere Vitelli, gagna le cardinal d'Amboise, en promettant de lui assurer la tiare, et fascina Louis XII qui lui prêta encore trois cents lances avec autorisation de continuer ses conquêtes même sur ses alliés.

Les Florentins effrayés sacrifièrent au danger leurs vieux sentiments démocratiques ; ils fortifièrent le pouvoir exécutif

en nommant gonfalonier à vie le vieux Soderini, qui envoya auprès de César Borgia, comme ambassadeur* et comme surveillant, son jeune compatriote Machiavel. Les Orsini, les Vitelli, les Baglioni, les Petrucci, les Bentivoglio s'unirent à la Magione contre leur cruel ennemi, et rétablirent Gui d'Ubaldo dans Urbin. Une révolte éclata même dans le nouveau duché de Borgia. César dans cette circonstance déploya toutes ses ressources. Cet homme fougueux qui faisait assassiner sur les marches du palais le second mari de sa sœur Lucrezia, un autre prodige de vice ; qui tuait lui-même sous le manteau pontifical, un favori d'Alexandre VI, savait aussi se contenir quand il le fallait et prendre son temps pour vaincre : « ce qu'on n'a pas fait à l'heure de midi, disait-il, se fera le soir. » Il entama des négociations avec ses ennemis ; il trompa Machiavel et les Florentins, qui refusèrent d'entrer dans la conspiration de la Magione, rassembla en silence une armée, reprit de nouveau Urbin, Senigaglia où s'étaient réunis Oliverotto de Fermo, Vitelli et Paul Orsini, qu'il y fit massacrer, emporta Citta di Castello, et chassa même de Pérouse et de Sienne les Baglioni et les Petrucci, ses ennemis. Alexandre VI lui prêtant main-forte faisait de son côté arrêter tous les Orsini à Rome, et empoisonnait le cardinal Orsini. Dans l'État de l'Église le peuple applaudissait à la mort de ces petits tyrans nobles ou non nobles, qui avaient fait de cette partie de l'Italie un véritable coupe-gorge. Les Borgia étaient tout-puissants (1503).

Le roi de France, de nouveau inquiet, arrêta le fils du pape, intercéda pour les Orsini, et rétablit Pandolphe Petrucci à Sienne. Mais l'impénétrable César Borgia (secretissimo, dit Machiavel), se tourna alors contre les Français. Ferdinand le Catholique, après avoir trompé Louis XII par un semblant de traité, venait d'envoyer de nouveaux renforts à Gonsalve de Cordoue, qui battait successivement d'Aubigny à Seminara et le duc de Nemours à Cérignoles. C'était le moment de faire volte-face. Le saint-siège aimait mieux voir le midi de l'Italie aux Espagnols qu'aux Français déjà maîtres du nord. César commença à entrer en négociations avec Ferdinand le Catholique, reçut sous sa pro-

tection Pise trop vivement pressée par les Florentins, menaçait de nouveau Siennese, et, entre Gonsalve de Cordoue déjà maître de Naples et La Trémouille sur les Apennins, se fit marchander par les deux adversaires. Au milieu de la guerre sérieuse qu'il prévoyait, il convoitait déjà comme une proie facile les deux républiques de Bologne et de Florence. En cas de mort de son père, il avait tout préparé pour rester maître du conclave et porter à la papauté une de ses créatures. « Aut Cæsar, aut nihil, » répétait-il plus fréquemment que jamais dans son insatiable ambition.

Au milieu de ces projets, Alexandre VI but lui-même et servit à son fils un breuvage empoisonné qu'il avait fait préparer pour un de ses cardinaux. Le pape en mourut (17 août), Césaire revint; mais il perdit par sa maladie le bénéfice de toutes ses précautions. Heureux de pouvoir se maintenir dans le Vatican et dans le Borgo, il vit tous ses ennemis rentrer dans Rome, et les seigneurs des environs recouvrer leurs châteaux, excepté dans la Romagne; le conclave lui échappa, et élut, pour avoir le temps de se reconnaître, malgré la présence de l'armée française retenue à dessein par l'ambition du cardinal d'Amboise, un vieillard aux portes du tombeau, le vertueux Pie III, qui laissa aller les choses. Pendant les vingt-huit jours de son pontificat, le marquis de Mantoue, successeur de La Trémouille, entraîna l'armée française vers les frontières du royaume de Naples, et la ville de Rome fut ensanglantée par les combats des Colonna et des Orsini contre les gens de Borgia. Mais à la mort de Pie, les cardinaux purent faire un choix sérieux dans la personne de Julien de la Rovère, sous le nom de Jules II (31 octobre).

Jules II; soumission des États de l'Église; ligue de Cambray; guerre de l'indépendance (1503--1512).

L'exaltation de Jules II, signalé dès sa jeunesse par son humeur belliqueuse, ses talents politiques et son ambition, était comme l'avènement d'une nouvelle puissance au moment où la papauté se trouvait restaurée dans la péninsule. Le nouveau pape cependant, assez maître de lui pour contenir son ardeur et pour cacher ses desseins, ne parut d'a-

bord occupé que de reprendre sur César Borgia les territoires dont celui-ci voulait maintenant dépouiller l'Église romaine, et il garda une stricte neutralité entre les Français et les Espagnols. Il recueillit les débris de l'armée française battue complètement sur les bords du Garigliano, mais sans se montrer hostile à Ferdinand; il favorisa, autant qu'il était en lui, la conclusion d'une trêve puis de traités qui, donnant au moins la paix à la péninsule sinon l'indépendance, assuraient à Louis XII l'investiture impériale du Milanais, et accordaient les droits des deux maisons de France et d'Aragon sur le royaume de Naples par une promesse de mariage entre une fille de Louis XII et un des petits-fils de Ferdinand.

Il suffit de lire cependant les derniers vers du *Decennale primo* de Machiavel, pour voir ce qu'avaient de solide ces traités de paix trois fois renouvelés à Blois, en 1504 et 1505. « La fortune, dit-il, n'est pas encore satisfaite, elle n'a pas mis fin aux querelles italiennes. Les puissances ne peuvent être réconciliées; le pape veut guérir l'Église de ses blessures; l'empereur veut se présenter au saint-père; le Français ressent la douleur des coups qu'il a reçus; l'Espagne, qui tient le sceptre de la Pouille, va tendant à ses voisins ses filets et ses lacs; Marc, plein de peur et de soif, est suspendu entre la paix et la guerre; et Florence veut recouvrer Pise. Si un nouveau feu s'allume, la flamme s'élèvera jusqu'au ciel. »

Le feu couva pendant quatre ans (1504-1508) avant d'éclater. Jules II se montra le plus actif pendant la trêve. Il obtint la reddition des forteresses de César Borgia, cet *homme si prudent, qui alors ayant perdu la tête*, se livra entre les mains de Ferdinand le Catholique, et fut retenu par lui dans une étroite prison. Il soumit Forli, engagea le dernier des Montefeltri à reconnaître pour son successeur Gui d'Ubaldo de la Rovère, chassa Paul Baglione de Pérouse en pénétrant tout seul dans la ville, et, avec l'aide même des Vénitiens et des Français qui s'en repentirent promptement, s'empara sur Jean Bentivoglio de la ville de Bologne, où il fit élever sa statue par Michel-Ange.

Dans sa politique extérieure, il paraissait toujours avoir à cœur seulement de contenir les Français et les Espagnols les uns par les autres ; il empêchait Ferdinand le Catholique de marcher en personne contre la Lombardie et suscitait contre Louis XII la révolte de Gènes que le roi fut obligé d'emporter d'assaut et de contenir par la construction du fort de la Lanterne. Mais bientôt la politique pontificale prit l'offensive. Pour mieux tenir en bride les deux maîtres de l'Italie, Jules II entreprit de leur opposer un troisième souverain dans la personne de Maximilien, dont il flattait les anciens droits impériaux. L'empereur Maximilien était l'homme ambitieux et faible à la fois qui convenait à ses desseins. Il alla jusqu'à offrir de le couronner à Rome, et l'eût fait, si les Vénitiens et les Français eussent permis à celui qu'il appelait de passer les Alpes.

Ce fut la cause première d'un grand malheur qui vint frapper Venise. Le pape et l'empereur mécontents, cherchèrent à former une ligue contre elle, et n'y réussirent que trop. L'habile politique de cette aristocratique cité, qui mettait à profit toutes les occasions pour augmenter son territoire en Italie, lui avait fait beaucoup d'ennemis ; chacun de ses voisins croyait avoir à lui adresser des réclamations, à exercer sur elle quelques reprises. Jules II avait vu avec colère les Vénitiens s'emparer sur Borgia des villes de Rimini, Faenza, Césène, et regrettait aussi celles de Cervia et de Ravenne, perdues depuis plus longtemps par le saint-siège. Maximilien, pour assurer son voyage à Rome, réclamait Vérone, Vicence, Padoue, Roveredo, Trévise, c'est-à-dire le Frioul, le passage de toutes les armées impériales en Italie pendant le moyen âge. Ferdinand le Catholique regrettait cinq villes maritimes du royaume de Naples, abandonnées par les anciens rois à la république pour prix de ses services. Louis XII se repentait d'avoir cédé sur le Milanais Crémone et la Ghiarra d'Adda. Il n'y avait pas enfin jusqu'au petit duc de Ferrare qui ne crût avoir quelque chose à revendiquer. Toutes ces ambitions, sous le patronage du pape, se coalisèrent à Cambrai, en 1508, pour la ruine de Venise, comme *usurpatrice, tyrannique et provocatrice de discordes.*

Ferdinand le Catholique et Louis XII ne voyaient dans la guerre que quelques villes à conquérir ; Jules II portait ses visées plus loin. Il jetait l'empire dans les querelles de la péninsule pour y restaurer, aux dépens des Espagnols et des Français, une puissance dont il espérait avoir meilleur marché. Politique hardie et habile, pourvu qu'elle ne tournât pas contre le saint-siège. Une seule ville, la république de Florence, pouvait s'intéresser, en Italie, au sort de Venise. Le roi de France et le roi d'Espagne, pour détourner son attention, lui vendirent enfin, au prix de cent cinquante mille ducats, la malheureuse Pise qui, n'ayant plus ni armes ni vivres, fut bientôt obligée d'ouvrir ses portes après une lutte de quatorze ans, et retourna à l'ancienne servitude (*alla catena antica*).

La république de Venise, abandonnée de tous, lutta contre les confédérés de Cambrai avec les immenses ressources que ses richesses mettaient à sa disposition, et surtout avec cette énergie et cette opiniâtreté qu'elle avait mises à faire sa fortune. Le 27 avril 1509, le pape Jules II lança l'interdit contre ses magistrats, ses citoyens et ses défenseurs comme ennemis du nom chrétien. Le 9 mai, Louis XII passa l'Adda, se jeta entre les armées vénitiennes, commandées par Piti-gliano et l'Alviano, qui n'étaient point d'accord, et atteignit le second près de la digue d'Agnadello (14 mai). Abandonné par son collègue, l'Alviano s'efforça de mettre à profit l'avantage du terrain, et se battit héroïquement avec ses troupes ; mais la présence du roi dans l'armée française fit merveille : l'Alviano fut blessé et pris, le reste de ses troupes mis en fuite. Louis XII se hâta de recueillir les fruits de sa victoire, et Caravaggio, Peschiera, Bergame, Brescia, Crème, Crémone tombèrent en quelques jours entre ses mains.

Plus habile encore dans la défaite que dans la lutte, Venise fit retirer aussitôt toutes ses troupes dans les lagunes, et délia du serment de fidélité toutes les villes soumises. C'était réserver toutes ses forces au salut de la capitale, et épargner à ses anciens sujets les maux de la défense, pour ne leur laisser sentir que ceux d'un joug étranger. En peu

de temps, François-Marie de la Rovère, duc d'Urbin, s'empara, presque sans coup férir, de Cervia, Rimini, Faenza et Ravenne. Alphonse d'Este, duc de Ferrare, mit la main sur la Polésine de Rovigo, Este et Montselice; Ferdinand, sur les villes maritimes de son royaume. A défaut de Maximilien, toujours fort empêché quand il s'agissait de mettre une armée sur pied, quelques-uns de ses feudataires entrèrent dans les villes de Feltre, Bellune, Trieste, Trévis, qui arborèrent d'elles-mêmes le drapeau autrichien.

Venise attendait ses ennemis à la curée. Après avoir accompli virilement son grand sacrifice, elle négocia avec ceux qui paraissaient avoir le plus de droits, avec l'empereur et le pape, et envoya, dans le Pô, contre le duc de Ferrare, une flotte qui fut brûlée par la faute de son chef. Maximilien refusa de traiter, et vint avec une forte armée mettre le siège devant Padoue où s'était réfugiée l'armée vénitienne avec tous les paysans des environs; mais la ville résista; et quelques autres, en face de l'empereur, dont elles étaient déjà lasses, reprirent le drapeau de Saint-Marc.

Le pape Jules II avait atteint le but personnel qu'il poursuivait dans la ligue; il saisit la première occasion de finir la guerre avec une puissance italienne. Il accorde (2 février 1510) l'absolution à Venise dès qu'elle lui a abandonné toutes ses conquêtes, et dévoile hardiment ses projets qui ne vont à rien moins qu'à l'expulsion des barbares. Maître maintenant d'un État qui fait de lui le premier prince italien, allié de Venise qu'il a combattue, il réclame, sur le duc de Ferrare, Modène et Reggio comme anciennes possessions de l'Église. La prise de deux villes n'est pas son seul but. Il attaque plutôt, dans le duc de Ferrare, l'allié le plus dévoué des Français que le détenteur de son domaine. Déjà, avant de s'en prendre à Louis XII, il l'isole. Ferdinand investit, comme au moyen âge, du royaume de Naples, rompt l'alliance de Cambrai. Maximilien, flatté tous les jours davantage dans ses prétentions impériales en Italie, chancelle; son inimitié contre Venise le retient seule encore. Le cardinal Mathieu Schinner travaille les Suisses. Jules II va jusqu'à rechercher l'alliance du nouveau roi d'Angleterre, Henri VIII;

enfin une flotte pontificale soulève Gènes contre les Français. Julien de la Rovère, disposant en maître de l'Italie, et remuant l'Europe par ses intrigues, commence une guerre d'indépendance, et rêve déjà le rétablissement de la suprématie pontificale du moyen âge.

Louis XII ne pouvait plus se méprendre sur les intentions du pape. Il obtint d'un concile d'évêques français l'autorisation de repousser la force par la force. Jules II, de son côté, *jeta les clefs de saint Pierre dans le Tibre, et saisit l'épée de saint Paul*. Tandis que Venise reprenait Vicence et attaquait Vérone, il vint s'établir lui-même dans la ville de Bologne, et jeta sur la Romagne ferraraise le duc d'Urbin, qui s'empara de Modène. Le général français, Chaumont, marcha contre son quartier général; Jules II dénonça son attaque comme un outrage à sa sainteté, arma les milices bolonaises jusqu'à l'arrivée des secours de Venise, sortit alors de la ville, mit en personne le siège devant la Mirandole, et, malgré une embuscade du chevalier Bayard et les rigueurs de la saison, y entra par la brèche (20 février 1511).

Mais derrière lui une faction soulevée à Bologne rappela les Bentivoglio, et brisa sa statue, œuvre de Michel-Ange. Le cardinal de Pavie, qu'il avait laissé dans la ville, s'enfuit; le duc d'Urbin se laissa battre au pont de Casalecchio sur le Reno par Trivulce. Les deux vaincus s'accusant mutuellement de leurs désastres, mirent le comble au désordre. Le duc d'Urbin, dans un moment de colère, alla jusqu'à faire assassiner le cardinal au milieu de ses gardes. De retour à Rome, tantôt sombre, tantôt menaçant, Jules II fut encore abattu par une maladie qui le laissa pour mort quelques heures; mais en apprenant que Louis XII et Maximilien convoquaient un concile général à Pise pour y réformer l'Église dans son chef et dans ses membres, il se releva plus terrible que jamais.

Ses adversaires avaient fait une faute en transportant la lutte sur le terrain spirituel. Jules II ne parla plus seulement au nom de l'Italie, mais au nom du catholicisme attaqué dans sa personne. Comme chef de la chrétienté, il renou-

vela ses négociations avec Ferdinand le Catholique, avec Henri VIII d'Angleterre, avec les Suisses qu'il honora du titre de défenseurs du saint-siège, et les amena à conclure à Venise, pour sa défense, une *sainte ligue*. L'interdit fut lancé sur Pise et les cardinaux dissidents, et un autre concile convoqué à Saint-Jean de Latran pour le commencement de l'année suivante. Comme l'avait prévu Machiavel, *la flamme s'éleva jusqu'au ciel*. Le peuple de Pise, soulevé par les agents pontificaux, ne permit pas aux prélats de se rassembler. Raymond de Cardone, à la tête des troupes espagnoles du royaume de Naples, vint se joindre aux troupes pontificales et mettre le siège devant Bologne. Les Vénitiens parvinrent même à s'introduire dans Brescia par la trahison de Louis Avogoro ; enfin seize mille Suisses, levés par le cardinal de Sion, Mathieu Schinner, descendirent les Alpes dans le Milanais.

Le roi Louis XII résista d'abord à cette attaque formidable, grâce à la vaillante épée d'un héros. Le jeune Gaston de Foix, âgé à peine de vingt-deux ans, rejette les Suisses dans leurs montagnes en décembre 1511, délivre en janvier Bologne assiégée par le pape et Raymond de Cardone, reprend le 20 février la ville de Brescia qu'il punit de son héroïque résistance par un massacre et un pillage de deux jours, repart en mars dans la Romagne, attire Raymond de Cardone en livrant deux assauts à Ravenne, et remporte sur lui la plus sanglante victoire de toute la guerre (11 avril 1512). C'en était fait de Jules II peut-être, si Gaston emporté à la poursuite des fuyards par la *furie française*, n'avait été tué au milieu de ses triomphes par un soldat espagnol.

Maximilien Sforza rétabli dans le Milanais; rentrée des Médicis à Florence; les Espagnols à Naples (1512-1513).

A cette nouvelle, Jules II, qui avait été sur le point de traiter, rompit toutes négociations; il détermina Maximilien à entrer dans la *sainte ligue*, ouvrit le concile de Latran, s'y fit conseiller la poursuite de la guerre et la poussa vivement. Vingt mille Suisses se jetèrent dans la Lombardie

pour y rétablir un fils de Ludovic le More, Maximilien Sforza, tandis que Ferdinand le Catholique et Henri VIII s'apprêtèrent à envahir la France même. Le successeur de Gaston de Foix, La Palisse, obligé d'abandonner la Romagne devant l'armée de Raymond de Cardone ralliée et augmentée de nouveaux renforts, se trouva, avec une armée affaiblie par la désertion, pris entre deux armées. Incapable de résister à ces forces supérieures, il n'eut que le temps de laisser quelques garnisons dans les places fortes, évacua Milan, où s'étaient réunis dans la même impuissance les pères du concile de Pise, et se retira dans le Piémont.

L'armée de la *sainte ligue* détruisit sur ses pas l'œuvre de la domination française. Le duc d'Urbin rentra dans Bologne. Alphonse d'Este voyant ses États envahis, Modène et Reggio prises, et Ferrare même défendue par le cardinal Hippolyte, son frère, vivement pressée, alla demander grâce au pape et fut à peine protégé par un sauf-conduit. Maximilien Sforza rentra dans Milan, qui se souilla honteusement du sang des derniers Français restés dans ses murs; il fut réintégré dans son duché, à condition de reconnaître la suzeraineté de l'empereur, de céder au pape, comme ancien domaine de l'Église, Parme et Plaisance; aux Vénitiens ce que les Français leur avaient pris, et aux Suisses Chiavenna et la Valteline. A Gènes, Giano Fregoso, envoyé par le pape, pénétra dans le port, chassa les Français, se fit proclamer doge, prit le fort de la Lanterne, et fit reconnaître par les alliés la république de Gènes (21 juin 1512).

Enfin la chute de la république de Florence fut la dernière conséquence de l'expulsion des Français. Raymond de Cardone voyait dans la Toscane une proie pour ses soldats; Jules II ne pardonnait pas à Soderini et aux Florentins d'avoir donné un asile au concile dans Pise. Les deux Médicis, Julien et Jean, frères de Pierre, tué en combattant les Français, offraient de bien payer leur restauration. Raymond de Cardone, à la tête de cinq mille piétons espagnols, marcha sur Florence. Le gonfalonier se défendit par des paroles plutôt qu'avec des armes et de l'argent; l'Espagnol emporta Prato d'assaut et y fit le carnage le plus atroce.

Quelques jeunes gens riches et dissolus de *la Société des Jardins de Ruccellai*, profitant de la terreur répandue par cette nouvelle, s'emparèrent de la *seigneurie*, forcèrent Soderini à fuir, et ouvrirent les portes. Reçus d'abord comme citoyens, Julien et Jean agirent promptement comme maîtres, et créèrent une balie qui leur rendit le pouvoir échappé à leur famille depuis dix-huit ans (1^{er} sept. 1512).

Jules II se laissa aller à toute l'exaltation du triomphe. Il commanda à Michel-Ange un tombeau, monument véritable, où les statues de saint Paul et de Moïse lui paraissaient seules dignes de protéger ses cendres ; il se fit remettre par Bramante les plans de l'église Saint-Pierre, qui devait élever à deux cents pieds dans les airs le dôme du Panthéon d'Agrippa. Il se croyait en effet le vrai pape du moyen âge qu'il avait rêvé ; et rassuré par le triomphe de la *sainte ligue*, il voulait travailler maintenant à restaurer l'empire pour reconstituer entièrement la vieille société. Par un nouveau revirement politique, après avoir rendu à Maximilien la suzeraineté du Milanais, il lui promettait son concours pour enlever à Venise Padoue, Vicence, l'ancienne Marche impériale, et en revanche, il demandait et exigeait de lui l'expulsion des Espagnols du royaume de Naples.

Cet empire restauré, il ne le craignait pas. Il ne mettait point de scrupules à proclamer l'ancienne loi impériale, à déterrer, à ranimer ce vieux droit oublié depuis quatre siècles. Il pensait ne relever qu'un fantôme qu'il dominerait aisément, et l'Italie, écrivait-il à son frère le cardinal, allait enfin n'avoir qu'un seul maître, le pape, lorsqu'il mourut subitement (21 février 1513) à la suite de ses fatigues ; grand homme sous la tiare, s'il n'avait sacrifié souvent le pontife à l'Italien, l'Italien au souverain temporel, et s'il n'avait compliqué ses plans de *chimères d'un autre âge, qui tournèrent au détriment du saint-siège* et de l'Italie !

Le pape Léon X et son siècle ; sa politique égoïste et imprudente ; Marignan ; lettres et arts (1513-1521).

« Autrefois, dit Machiavel en parlant du pouvoir temporel du saint-siège à l'époque où nous sommes arrivés, il

n'était si petit baron qui ne méprisât la puissance pontificale ; aujourd'hui un roi de France a du respect pour elle. » Les cardinaux pour mettre le comble à la restauration pontificale commencée par Jules II, lui donnèrent pour successeur le maître de Florence, Jean de Médicis, qui prit le nom de Léon X (11 mars 1513). C'était mettre entre les mains du nouveau pape tout le centre de l'Italie. Mais le fils du *magnifique* Laurent, l'élève adulé du philosophe Marcile Ficin et du poète Politien, n'avait ni la haute ambition ni la mâle énergie de son prédécesseur. Il désirait plutôt enrichir sa famille qu'accroître la puissance du saint-siège, encourager les lettres et les arts que délivrer l'Italie et diriger la politique européenne. Les jeunes cardinaux avaient porté leurs voix sur lui dans l'espoir d'en obtenir de plus doux loisirs.

Léon X inaugura son règne en nommant cardinal son compagnon enjoué Bibbiena, qui lui avait fait oublier les douleurs de l'exil, et secrétaires le docte théologien Sadolet et le cicéronien Bembo, dont le culte pour l'antiquité latine touchait de près au paganisme. S'il continua la guerre et convoita les deux villes de Parme et de Plaisance, ce fut pour en faire un duché à son frère Julien et non pour les joindre au domaine pontifical.

Louis XII renvoyait La Trémouille en Italie et traitait pour la reprise du Milanais avec les Vénitiens, désireux de se venger du saint-siège après s'être relevés par son appui. Léon X resserra son alliance avec Maximilien, Henri VIII d'Angleterre et Ferdinand le Catholique à Malines. La Trémouille entra d'abord rapidement dans Alexandrie, Asti, Milan même, tandis que le Vénitien l'Alviano occupa Raymond de Cardone ; et que derrière les Français, Antoniotto Adorno chassa les Fregose de Gènes et se fit nommer doge. Quelques Suisses seuls tenaient encore dans Novare avec leur créature Maximilien Sforza. Mais de nouveaux montagnards au nombre de dix mille descendirent tout à coup des Alpes, livrèrent bataille à La Trémouille près de Novare, enlevèrent l'artillerie de front à travers une grêle de boulets, abordèrent les Français l'épée à la main et les expulsèrent

avec perte de huit mille hommes (6 juin). Maximilien Sforza rentra dans Milan, les Frégose dans Gènes, Julien s'établit dans Parme et Plaisance.

Encouragé par le succès, Léon X parut suivre la politique de Jules II. Il fit attaquer la France et jeta sur son alliée Venise l'empereur Maximilien et les Espagnols. Mais le but auquel il sacrifiait une puissance italienne fut bien moins élevé. Il voulait s'emparer pour deux autres neveux de Modène et Reggio; son frère, Julien, Laurent son neveu, fils de Pierre, étant pourvus définitivement de Florence. Le territoire vénitien fut de nouveau envahi comme au temps de la ligue de Cambrai : Raymond de Cardone conduisit son armée jusqu'au bord des lagunes, y brûla Mestre, Malghera, Fusine, et envoya des boulets jusque sur le couvent de San Secondo. Barthélemy d'Alviano fut obligé de s'enfermer dans Padoue, deux autres généraux dans Trévisé et dans Crème; ils s'y maintinrent longtemps. Affligée cependant par un incendie qui consuma un de ses plus riches quartiers, abandonnée par Louis XII qui cédait en voyant les Allemands à Guinegate, les Espagnols dans la Guyenne, les Suisses dans la Bourgogne, Venise eût succombé peut-être à ce dernier ressentiment de la ligue de Cambrai, si François I^{er}, monté sur le trône (janvier 1515), n'était venu la délivrer.

Le jeune roi s'était relevé en attirant dans son alliance le roi d'Angleterre Henri VIII et le maître des Pays-Bas Charles d'Autriche, petit-fils de Maximilien. Léon X et ses alliés ordonnèrent aux Suisses et à quelques Espagnols, commandés par Prosper Colonna, d'occuper les passages du mont Cenis et du mont Genève, par où débouchaient ordinairement les armées de France. Leur étonnement fut grand lorsqu'ils apprirent que François I^{er} s'était frayé une voie par d'impraticables passages, à travers le col d'Argentières, avait surpris Prosper Colonna à Villefranche et s'avancait par le marquisat de Saluces en Lombardie, à la tête de trente mille hommes. Cette invasion subite bouleversa tout leur plan de défense. Raymond de Cardone, surveillé sur l'Adda et le Pô par Barthélemy d'Alviano, était coupé des Suisses. Ceux-ci seuls et obligés de se replier sur Milan n'étaient pas éloi-

gnés de traiter et se disposaient déjà à abandonner le Milanais pour soixante mille ducats. L'arrivée de vingt mille de leurs compatriotes leur rendit un instant courage. Excités par le cardinal Matthieu Schinner ils voulurent faire coup double, enlever l'argent qu'on leur conduisait à Buffaloro et attaquer l'armée française campée à Marignan, entre Milan et Plaisance. Ils trouvèrent l'argent en sûreté et l'armée française rangée en bataille. Sans se déconcerter ils acceptèrent les conséquences de leur mauvaise foi et de leur rapacité.

C'était deux heures avant la nuit (13 septembre). Les Suisses se jetèrent comme à l'ordinaire, piques baissées sur l'artillerie que défendait le roi de France en personne; elle fut plusieurs fois prise et reprise. Après avoir combattu pendant quatre heures à la clarté de la lune, les deux armées engagées l'une dans l'autre posèrent les armes de lassitude. François I^{er} passa la nuit sur l'affût d'un canon, le chevalier Bayard eut grand'peine à se dégager d'un groupe d'ennemis. Le lendemain les Suisses recommencèrent l'attaque avec un nouveau courage; mais ils étaient partout repoussés, lorsqu'ils entendirent derrière eux le cri de *San Marco* des Vénitiens. Craignant d'être enfermés entre deux armées, ils reformèrent leurs bataillons et reprirent en bon ordre le chemin de leurs montagnes. Ils laissaient douze mille morts sur le champ de bataille.

La victoire de Marignan eut d'immenses résultats. François I^{er} entra dans Milan, reprit tout le Milanais dont le duc, Maximilien Sforza, fut envoyé en France, et recouvra Gènes dont le doge prit le titre de gouverneur pour la France. Le vainqueur dicta la paix à son gré et avec assez de modération. Les Suisses abandonnèrent tous leurs bailliages italiens dans les Alpes, reconnurent François I^{er} comme duc de Milan et firent avec lui un traité appelé *paix perpétuelle*, par lequel ils s'engageaient à lui fournir, à lui et à ses successeurs, tous les soldats qu'ils pourraient solder. Le pape Léon X, selon son expression même, se jeta dans les bras du roi à Bologne, et renonça à Parme et à Plaisance, à la seule condition de faire ce qu'il voudrait dans la Romagne et la Marche pour ses parents. Maximilien lui-même, le dernier

à renoncer à ses prétentions comme le plus incapable de les faire valoir, adhéra aussi au traité et cessa les hostilités contre la république de Venise, qui recouvra son ancien territoire, moins Crémone et quelques petits territoires gardés par les Français.

Guéri d'une haute ambition qui n'était point à sa taille, Léon X retourna à sa politique de famille et à ses loisirs délicats.

Julien était mort en 1516; Laurent avait une position politique suffisante, dans Florence; mais Jules de Médicis et Hippolyte, autres neveux du pape, fils naturels des fameux Laurent et Julien, étaient encore à pourvoir. Le duc d'Urbin, seul grand feudataire encore indépendant, en fit les frais. Léon X l'attaqua à l'improviste, s'empara de sa capitale, de Pesaro, de Montefeltro, et le réduisit à se retirer à Mantoue avec son artillerie et sa bibliothèque. Quelques cardinaux se refusèrent à consacrer cet acte de népotisme; l'un d'eux surtout, Alphonse Petrucci, dont les deux frères avaient aussi été expulsés de Siennese par le pape, exprima plus haut son mécontentement, et forma peut-être avec quelques autres, Riario, Soderini, Sauli, le complot d'empoisonner Léon X. Le pape averti ou soupçonneux, attira Alphonse Petrucci à Rome avec un sauf-conduit, le fit arrêter avec ses complices et juger. Des scènes violentes eurent lieu au sein du consistoire pour obtenir la dégradation de cinq cardinaux, qui furent soumis à la torture; Alphonse Petrucci, malgré les prières de ses collègues, fut condamné à mort et étranglé, les autres jetés en prison ou taxés à des amendes énormes. Mais la résistance que Léon X rencontra fut telle que, pour forcer la main à son conseil et peut-être aussi refaire ses finances épuisées, il créa en une fois trente et un cardinaux qui ne lui marchandèrent pas la nomination de son neveu au duché d'Urbin.

Le dévouement de Léon X à la cause de la renaissance couvrit ces violences. La littérature et les arts ne pouvaient plus guère fleurir qu'au pied du Vatican. Les guerres du Milanais et de Naples, les révolutions de Florence, les violentes catastrophes d'Urbin, la cour de Ferrare entre l'am-

bition française et l'ambition pontificale, Venise enfin ruinée sur terre par la ligue de Cambrai, sur mer par l'arrivée des Portugais aux Indes, ne laissaient plus un asile aux études et aux travaux de la paix. Léon X s'efforça de réunir à Rome, comme en un faisceau, les savants, les lettrés, les artistes, et mit à leur disposition toutes les ressources et tous les encouragements. C'était assez que le vainqueur de Marignan eût emmené en France, comme un trophée, Léonard de Vinci, le Primate et le poète Alamanni, qui trouvait « la France plus amie des enfants des autres pays que l'Italie des siens propres : »

« E il buon Gallo.... ch' io trovo amico
Più de' figli d'altrui che tu de' tuoi. »

Sous la protection du pape, Lascaris et Marc Musuro avec dix jeunes Hellènes, fondèrent, à Rome, un collège et une imprimerie pour l'enseignement et la propagation de la littérature grecque. L'université latine, relevée, compta plus de cent professeurs des plus remarquables de toute l'Italie, théologiens, philosophes, linguistes, poètes, grammairiens. Béroalde le jeune, mis à la tête de la bibliothèque vaticane, puisa largement dans le trésor pontifical, et rassembla les plus rares manuscrits.

Celui qui eut la gloire de donner son nom à son siècle ne fit cependant que réveiller ce goût pour l'érudition antique qui transforma trop souvent la littérature en un art d'imitation servile; qu'encourager ces productions admirables dans la forme, mais au fond superficielles et frivoles qui signalent une époque de faiblesse morale. Dans les innombrables exemplaires des originaux anciens, on apprit à connaître le véritable Aristote. On secoua, grâce à la lecture de Platon édité à Venise, l'autorité de l'oracle du moyen âge; mais on ne créa point une philosophie. On emprunta des historiens anciens l'art de grouper les faits, et de les couper par des discours de convention à la manière de Tite Live; l'Italie ne trouva ni son Hérodote ni son Tacite. On découvrit la géographie dans Ptolémée, la botanique dans Dioscoride, la médecine dans Galien et dans Hippocrate; ces sciences

ne firent aucun progrès. On s'ingénia surtout à jeter l'inspiration poétique dans le moule antique, mais il n'y eut point d'élan spontané, point d'indépendance, point d'originalité; tout au plus ces qualités se firent-elles jour dans des œuvres comiques et légères qui contrastaient avec la gravité des circonstances; rien ne naquit, comme au temps de Dante, des profondeurs du génie et de la nationalité de l'Italie.

Le cicéronien Bembo, le grand prêtre de ce culte pour l'antiquité païenne, le favori de Léon X, plus tard cardinal sous Paul III, réduisit lui-même en préceptes et en théorie ce penchant pour l'imitation. L'homme, selon lui, ne pouvait plus créer, il était réduit maintenant à calquer ses devanciers; et il prétendait avoir trouvé, dans une phrase de Cicéron, le secret de communiquer aux lettres la seule vie qui leur fût encore permise. Aussi, en philosophie, un prétendu aristotélécien, Pierre Pomponazzo, qui donnait le ton aux philosophes, agitait la question de savoir si l'âme immatérielle et immortelle était unique dans tous les hommes, ou bien si elle était simple dans chacun; en histoire, Paul Jove, qui commençait déjà à écrire, se préoccupait plus de calquer la manière de Tite Live que de présenter le tableau véritable de son temps et de laisser une leçon à la postérité.

Dans l'épopée, le poète virgilien Vida, qui avait charmé Léon X et ses contemporains par son poème didactique sur *les échecs*, resta dans la *Christiade* où il voulait célébrer la rénovation du monde par la foi, au-dessous de ce qu'il avait été en célébrant un jeu en vogue. Le Trissin manqua d'inspiration dans son poème de *l'Italie délivrée*, qui pouvait offrir alors tant d'intérêt, et il put s'écrier avec douleur : « Maudit soit le jour et l'heure où je pris la plume et n'ai pas chanté Roland : »

« Sia maladetta l' ora e il giorno quando
Presi la penna, e non cantai d' Orlando ! »

Roland ! tel était le seul héros qui suscitât encore les vrais poètes. L'année même où le roi-héros, qui se faisait armer chevalier par Bayard, gagnait, aux dépens de l'Italie, la bataille de Marignan, l'Arioste publiait ce chef-d'œuvre d'i-

magination et de grâce qu'il appela l'*Orlando furioso*, et il ne réussissait qu'en se riant de lui-même et de son acteur ; mais, en vérité, quelque admiration qu'on ait pour une veine si riche et si harmonieuse, quand on pense au temps où l'Arioste imaginait toutes ces féeries chevaleresques et badines, on est tenté de répéter les paroles du cardinal Hippolyte d'Este plus préoccupé du sort de sa patrie : « Eh ! messire Arioste, où avez-vous pris tant de balivernes ? »

Dans la tragédie, Ruccellaï crut vainement donner l'immortalité à ses deux pièces de *Rosmonde* et d'*Oreste*, soigneusement composées, dit-il dans sa préface, sur le modèle des anciens. Le Trissin, avec sa *Sophonisbe*, obtint plus d'applaudissements de ses contemporains qu'avec son *Italia liberata*, mais il ne se recommanda pas davantage à la postérité. Dans la comédie seulement, en dépit du cadre forcément emprunté à Plaute, la couleur, l'esprit du temps percèrent, mais avec une vivacité trop licencieuse, dans la *Calandria* de Bibbiena, le cardinal, et dans la *Mandragore* du politique Machiavel.

Les esprits et les caractères les plus fortement trempés se laissaient aller eux-mêmes à cet abaissement continu de la pensée sous l'empire de la forme antique, à ce découragement des cœurs sous celui de la domination étrangère. Un esprit universel et puissant, qui eût pu être le premier dans tous les genres, Machiavel, n'avait encore essayé son génie que dans les plus légères productions : secrétaire du conseil des dix de la guerre à Florence, chargé d'ambassades auprès de César Borgia, du roi de France, du saint-siège, il s'était contenté jusqu'alors de rivaliser avec Aristophane dans la *Mandragore*, avec Plaute dans la *Clitia*, avec Lucien dans l'*Asino d'Oro*, avec Boccace dans son conte de *Belphégor*. Soutien longtemps ardent du gouvernement républicain à Florence, surpris dans une conspiration contre les Médicis rétablis par Jules II, et appliqué à la torture sans laisser échapper un aveu, il se lassa enfin de l'inaction et de la misère, et débuta dans ses œuvres politiques par un acte de désespoir dont il fit un chef-d'œuvre : le *Prince*. Décidé à parler aux hommes le langage qui convenait à leurs actes

de chaque jour, et désireux d'obtenir de Laurent, gouverneur de Florence, *de remuer au moins une pierre*, il réduisit en théorie, dans un style froid et expéditif comme elle, cette politique d'égoïsme et de cruauté qui faisait de la perfidie un art, de l'assassinat un moyen, et qui immolait au but tous les sentiments de l'humanité et toutes les notions de l'honnête; livre condamnable entre tous, mais qui accuse autant le siècle pour lequel il fut composé que la main qui l'a écrit! Le premier châtiment de Machiavel fut d'avoir trop réussi. Il inspira tant de crainte aux tyrans et aux gouvernements libres, que les uns et les autres n'osèrent l'employer. La postérité en a infligé un autre à son nom.

Le caractère du pape Léon X était l'expression trop fidèle de son temps pour qu'il pût lui-même essayer de retremper le génie italien. Quoiqu'il fût d'un caractère doux et généreux, il s'emparait de Pérouse sur Paul Baglione, de Fermo sur Freducci, de plusieurs autres petites villes sur des petits seigneurs par des moyens qui le montraient comme un disciple assez fidèle de Machiavel. Quoiqu'il ne manquât pas d'accorder aux graves études et aux lettres sérieuses la protection qu'elles étaient en droit d'attendre de lui, son goût personnel, ses encouragements les plus spontanés étaient, pour toutes ces œuvres élégantes et légères, plus faites pour récréer les loisirs d'une nation que pour en fortifier le génie. Il faisait plus d'honneur aux comédies de Bibbiena et de Machiavel, représentées, malgré leur licence, devant les cardinaux, qu'au poème de *la Christiade*, commandé par lui-même, et à l'Introduction de Paul Jove qu'il mettait cependant à côté de Tite Live. Parmi les hommes qui l'approchaient, Bembo était plus écouté que Sadolet, et l'enjoué Bibbiena plus encore que Bembo, qui finit par trouver la cour pontificale trop frivole pour sa gravité. Qu'attendre après tout de celui qui donnait cinq cents sequins pour une épigramme, qui délivrait le diplôme d'archipoète à un de ses bouffons, et faisait monter au Capitole un sot versificateur dans une cérémonie où les farces du carnaval se mêlaient à la pompe d'un triomphe? Pasquin lui-même, dans les railleries qu'il se permettait du haut de son piédestal du

Capitole, s'était rarement montré aussi légèrement cruel que le souverain pontife.

Le goût de Léon X dans les arts ne serait pas non plus à l'abri de tout reproche, si sa main n'avait eu un bonheur inouï. Il négligeait Michel-Ange, l'artiste préféré de Jules II, soit qu'il ne comprît point ce génie original et terrible, soit qu'il ne pût souffrir en lui le républicain de Florence. Il ne goûtait pas le vénérable et consciencieux Léonard de Vinci. Toutes ses faveurs furent pour le jeune peintre d'Urbain, Raphaël, que Bramante avait déjà présenté à Jules II. Encore le méconnut-il d'abord, en le chargeant de continuer l'église Saint-Pierre. La décoration des salles du Vatican, confiée au fils de l'école religieuse de l'Ombrie, perfectionné par l'étude des contours de l'école florentine, permit enfin au grand artiste de s'immortaliser par ses chefs-d'œuvre de *la Transfiguration*, de *la dispute du Saint Sacrement* et de *l'École d'Athènes*.

Léon X était né dans un temps de luttes religieuses et politiques qui n'était point fait pour son génie sceptique et délicat. Au fond de l'Allemagne, le moine augustin Martin Luther (1517) commençait à attaquer la suprématie pontificale et à saper les bases de l'unité catholique; et les peuples las des intolérables abus qu'on n'était jamais parvenu à réformer dans l'Église, peu édifiés par la cour de Rome, cynique avec Alexandre VI, belliqueuse avec Jules II, païenne avec Léon X, commençaient à se précipiter vers ces nouveautés. Léon ne voyant là qu'une *querelle de moines*, n'y prit pas garde d'abord, il ne s'intéressait qu'aux discussions des savants. En 1519, pour comble d'embarras, Charles, roi d'Espagne, de Naples, et maître des Pays-Bas, était élu empereur d'Allemagne. S'il menaçait l'Europe, il menaçait plus encore l'Italie. Jules II avait rêvé de relever la papauté du moyen âge; et voici que l'empire se relevait, comme au temps des Hohenstauffen, menaçant l'indépendance du saint-siège et de la péninsule, par ses prétentions sur le Milanais et par la possession même de Naples. La tâche du vainqueur des hérétiques d'Albi, de l'adversaire de Frédéric II, la mission du grand Innocent III incombait à l'hôte amolli des jardins de Malliana.

Machiavel comprit la grandeur du danger ; il essaya d'arracher le pape à ses longs entretiens, aux doux loisirs de la chasse et de la pêche. « Il faut, lui dit-il, montrer à l'Italie son rédempteur. Avec quel amour, avec quelle soif de vengeance il sera accueilli par toutes ces provinces qui ont tant souffert de l'inondation étrangère ? Quel peuple lui dénierait l'obéissance, quel Italien lui refuserait l'hommage ? Ce barbare empire est à tous odieux, c'est le moment de prendre une résolution courageuse. » Léon X, après avoir traité trop légèrement l'affaire de Luther, en fut effrayé outre mesure. Au moment où il fallait se garder de l'empereur, il se jeta dans ses bras. D'abord il s'était opposé de toutes ses forces à une candidature dont le succès était si dangereux pour le saint-siège et l'Italie. Charles-Quint élu, il suspendit la vieille loi qui interdisait le cumul de la couronne impériale et du trône de Naples, pour obtenir la condamnation de Luther à Worms ; et il s'allia même avec le nouvel empereur-roi pour chasser les Français du Milanais et y ramener un Sforza. Il livrait l'indépendance de l'Italie pour sauver l'unité de l'Église. Faux calcul ! L'empereur était politiquement intéressé au maintien de la foi ; et s'il était impuissant à étouffer un schisme que le pape eût plutôt conjuré par d'opportunes concessions, l'Italie devenait à coup sûr esclave, et le saint-siège dépendant, sans aucune compensation. Jules II n'avait voulu relever qu'un fantôme dans Maximilien, Léon X rendit à l'Italie un maître dans Charles-Quint.

Satisfait de la promesse de Parme et de Plaisance pour prix de sa coopération, se réservant le chimérique espoir de chasser Charles-Quint lui-même, après avoir chassé avec lui les Français, le pape prépara avec la plus grande activité cette guerre si funeste à l'Italie. Il fomenta lui-même un soulèvement parmi les Milanais, assez mécontents du gouvernement de Lautrec ; Jules de Médicis, maître alors de Florence, attaqua Gènes ; le marquis de Pescaire et Prosper Colonna à la tête d'une armée composée d'Italiens, d'Espagnols, d'Allemands et de Suisses, entrèrent sur le territoire de Parme, tandis que le vieil ennemi des Français, le cardinal

..

de Sion Matthieu Schinner, à la tête des Suisses, descendit les Alpes. Abandonné de François I^{er} que Charles-Quint occupait sur le Rhin et les Pyrénées, n'ayant pas l'argent nécessaire pour solder ses Suisses, secondé seulement de Venise et du duc de Ferrare, le gouverneur du Milanais, Lautrec, perdit Parme, la ligne de l'Adda, et fut un matin, le 19 novembre, surpris en trahison dans Milan par l'armée ennemie. Il n'eut que le temps de s'échapper sur le territoire vénitien, et laissa la capitale du Milanais, Lodi, Pavie, Plaisance et Parme au pouvoir des armées du pape et de l'empereur. Léon X mourut (1^{er} décembre) au milieu de la joie d'un triomphe qui devait coûter si cher à l'Italie.

Adrien VI, bataille de la Bicoque (1521-1523).

Cette mort porta un nouveau coup à l'Italie. Les cardinaux Médicis et Schinner, s'étant éloignés de l'armée, Colonna avec les Espagnols continua la lutte au nom seulement et au profit de l'empereur-roi son maître. Le conclave lui-même, sous le coup de conspirations formées à Florence, à Urbino et à Pérouse, poussa à l'excès la politique de Léon X, et éleva au pontificat Adrien d'Utrecht, l'ancien précepteur de Charles-Quint (janvier 1522). Adrien VI, d'origine flamande et absolument étranger à l'Italie, était, par la gravité de son esprit et l'austérité de ses mœurs, la critique vivante de Léon X, mais ce choix était en même temps comme la sanction de la politique du dernier pontife.

Pendant l'absence du pape, encore à Utrecht au moment de son élection, Prosper Colonna, malgré la rentrée du duc de Ferrare dans sa capitale et de Lautrec dans le Milanais, tint bon dans la position de la Bicoque, où il s'était fortifié. Les Suisses de Lautrec lui firent bientôt l'occasion belle en demandant impérieusement à leur général, argent, congé ou bataille. Lautrec les conduisit (mai 1522) sur la Bicoque. Arrivés en face de l'ennemi, ils attendirent à peine que toute l'armée fût en ligne, se précipitèrent pour enlever l'artillerie espagnole par un chemin creux, où ils furent broyés sans pouvoir se défendre et essuyèrent une défaite complète. Lautrec ne pouvant plus tenir la campagne re-

passa en France. Les dernières villes qui étaient au pouvoir des Français, se rendirent aux impériaux. Prosper Colonna s'avança même sur Gènes pour renverser le doge Octavien Fregoso, chef du parti français, surprit la ville (30 mai), la livra au pillage, et y établit pour doge Antoniotto Adorno. L'Italie put juger les bénéfices de cette guerre, que Léon X croyait avoir entreprise pour son salut, et que sa mort avait laissée à la charge des Espagnols.

Prosper Colonna fit bientôt sentir que lui seul avait vaincu : le commerce de la riche ville de Gènes fut frappé pour longtemps ; un descendant des Sforza, François, fut ramené dans le duché de Milan, mais sans en recevoir l'investiture ; instrument de Prosper Colonna, il ne put même protéger ses sujets contre les exactions et les pilleries des chefs et des soldats répandus dans son duché. Prosper Colonna n'écoula ses plaintes que lorsque le Milanais ruiné ne put plus nourrir ses troupes, et il passa alors dans les États de l'Église, où il permit à ses soldats les mêmes excès. On réclama ; le vice-roi de Naples, Lannoy, frappa des taxes sur tous les États, pour l'entretien des troupes espagnoles et impériales : vingt mille ducats par mois sur le duché de Milan, quinze mille sur Florence, huit mille sur Gènes, cinq mille sur Sienne, quatre mille sur Lucques. Les Espagnols faisaient payer à l'Italie le prix de son asservissement.

Adrien VI n'était pas homme à remédier à ces maux. Ce pape intègre faisait passer le pontife avant le souverain. Dès son arrivée, il rendit ses domaines au duc de Ferrare, moins Modène et Reggio, son duché d'Urbain à François de la Rovère, et tenta de faire la paix entre les deux rivaux, pour tourner leurs armes contre les Turcs, qui venaient de prendre Rhodes, et travailler à la réforme de la cour pontificale et de l'Église. Les Italiens prirent son abnégation politique pour de la trahison, son zèle religieux pour de l'envie, son austérité même pour de la barbarie. Ils crurent voir l'étranger en personne intronisé dans le sanctuaire même de l'Italie, et ils ne l'appelèrent plus que le pontife barbare, *il barbaro pontefice*.

Persuadé bientôt par la pratique des affaires que le pon-

tife souverain ne pouvait rester étranger à la politique, et effrayé des obstacles qu'il rencontrait partout, Adrien VI s'abandonna tout entier à son ancien élève. François I^{er} cherchait à soulever le royaume de Naples, et rassemblait une nouvelle armée pour reconquérir le Milanais. Le pape entraîna toute l'Italie contre les Français. Le 31 août 1523 à Rome, Adrien VI, le duc de Milan, la république de Venise qui résista longtemps, le cardinal Jules de Médicis maître de Florence, les maîtres de Gènes, de Lucques, de Sienne s'engagèrent à défendre l'Italie, c'est-à-dire à la conserver à l'empereur Charles-Quint. Ce ne fut pas cependant sans que le sentiment national protestât. Avant que l'armée française atteignit les Alpes, une tentative d'assassinat eut lieu à Milan sur François Sforza. Les guelfes essayèrent un mouvement à Florence. Quand Bonnivet, retardé quelque temps par la découverte de la trahison du connétable de Bourbon, descendit les Alpes et s'avança sur le Tessin, le général vénitien, François-Marie d'Urbin se refusa à passer l'Adda, et le général du pape, Frédéric de Mantoue, à passer le Pô, et à soutenir Prosper Colonna, chef des troupes allemandes et espagnoles, comme s'ils ne considéraient pas comme italien le territoire occupé par l'empereur-roi. La mort d'Adrien VI, arrivée le jour même où Bonnivet passa le Tessin, fut saluée à Rome avec une joie indécente, que la personne du pape ne méritait pas.

Clément VII, bataille de Pavie (1523-1525).

Le conclave lui-même parut prendre courage et revenir sur la politique impériale, en donnant pour successeur à Adrien VI, Jules de Médicis, qui prit le nom de Clément VII. Celui-ci s'était toujours montré l'ami de l'empereur-roi; il avait jeté Léon X dans son alliance, et poussé au saint-siège Adrien VI. Il entretenait son parent, Jean de Médicis, chef des bandes noires, auprès de Prosper Colonna. Mais Médicis était Italien, maître de la république de Florence, doublement intéressé à l'indépendance de la péninsule. On pouvait espérer qu'il verrait l'abîme où l'alliance impériale menaçait de jeter le saint-siège et l'Italie.

Dans les premiers jours de son pontificat, Clément VII resta fidèle à la politique qu'il avait conseillée comme cardinal. Satisfait d'assurer le gouvernement de Florence à ses jeunes parents, Hippolyte et Alexandre, sous la régence du cardinal Passerini, il continua à soutenir Charles-Quint de ses troupes et de son argent.

Mais les nouveaux revers des Français commencèrent à lui ouvrir les yeux. Bonnivet au lieu de profiter d'une maladie de Prosper Colonna et du désarroi de la ligue ennemie, pour attaquer Milan, s'était contenté de se fortifier à Lodi, à Monza et à Crémone. Le vice-roi de Naples, Lannoy, eut le temps de prendre, avec de nouveaux renforts, la place de Colonna mourant ; le connétable de Bourbon, passé sous les drapeaux de l'empereur, celui d'amener d'Allemagne six cents landsknechts. Tous deux entraînant alors les Italiens, marchèrent avec des forces supérieures sur les Français, battirent Bonnivet à Biagrasso, Bayard à Rebecco, et les rejetèrent sur la Sesia. Blessé lui-même, Bonnivet laissa le commandement à Bayard, qui protégea la retraite jusqu'à ce qu'il tombât mortellement atteint ; et les villes d'Alexandrie, de Lodi, les seules qui restassent encore au roi de France, ouvrirent leurs portes aux alliés (1524).

Cette victoire était trop complète : l'équilibre européen était rompu, l'Italie livrée à discrétion au vainqueur. L'empereur-roi, sur le conseil de Bourbon, poursuivait déjà sa victoire jusqu'au bout et passait les Alpes pour attaquer François I^{er} chez lui et conquérir la Provence. Clément VII commença à revirer. Pour la première fois il parla de paix à Charles-Quint, comme il convenait, disait-il, au *père commun des fidèles*. Il chercha même à détacher de lui le roi d'Angleterre et les Suisses. Un grand nombre d'Italiens passèrent en Provence, à Marseille, pour défendre François I^{er}.

La prompte apparition sur les Alpes de François I^{er}, vainqueur sur son territoire, rejeta le pape et les États italiens, sinon dans le parti de l'empereur, au moins dans l'indécision. En voyant le roi de France descendre les Alpes, entrer dans Milan derrière l'armée de Charles-Quint désorganisée, et mettre le siège devant Pavie, le pape et les Vénitiens incer-

tains conclurent avec François I^{er} un traité de neutralité qui garantit leur territoire. Étrange résolution ! rester neutres quand c'était d'eux-mêmes qu'il s'agissait. Mieux valait partager avec l'un des adversaires les chances d'une victoire ou d'une défaite, qui les eût rendus un objet de crainte ou au moins de respect.

Les Italiens du parti de la liberté, le duc de Ferrare, les volontaires guelfes de la Toscane, se joignirent au duc d'Albany, qui à la tête de dix mille gens d'armes français se dirigeait déjà sur Naples ; à l'approche de celui-ci, le parti angevin remua dans les Abruzzes. Mais le connétable de Bourbon redescendit bientôt les Alpes avec un renfort de landsknechts, rallia Lannoy et marcha sur les lignes de siège de François I^{er}. Le roi était obligé de livrer la bataille entre l'armée ennemie et la garnison de Pavie, commandée par un homme déterminé, Antonio de Leyva. Tous les généraux étaient d'avis qu'il levât son camp. Bonnivet persuada au roi qu'il ne devait pas reculer et François I^{er} laissa les ennemis s'emparer des plus avantageuses positions. Le 25 février (1525), il engagea le combat pour ne pas lever le siège. Son artillerie fit d'abord merveille, mais bientôt il la masqua en se jetant à la tête de sa gendarmerie au milieu de l'armée ennemie ; les arquebusiers espagnols le reçurent avec un feu nourri qui jeta le désordre parmi les siens. Au milieu du combat Antonio de Leyva fit une sortie, les Suisses soldés lâchèrent pied pour la première fois ; tout l'effort du combat se porta autour du roi, qui après avoir vu tomber sa plus brillante noblesse fut obligé de remettre son épée et de se constituer prisonnier entre les mains de Lannoy. La France perdit son roi, l'Italie beaucoup plus, sa liberté.

Tandis que la reine mère, régente de France, traitait de la rançon de son fils transporté en Espagne, les généraux de Charles-Quint mirent le pays à la discrétion de leurs troupes qu'ils ne payaient pas. Clément VII et Venise offrirent vingt mille ducats pour qu'on retirât les troupes de leur territoire ; les généraux reçurent l'argent sans satisfaire aux conditions promises, levèrent de nouvelles contribu-

tions sur tous les États indépendants, autorisèrent toutes les déprédations à Milan, à Pavie, à Parme et à Plaisance, et frappèrent sur Venise une nouvelle taxe de cent mille ducats.

Conspiration de Morone, triste essai de guerre nationale, prise de Rome (1523-1527).

L'excès du mal ranima une dernière étincelle de patriotisme dans l'Italie sur le point de succomber. Machiavel qui écrivait alors sa belle histoire de Florence et méditait, Tite Live à la main, comment les États grandissent et tombent, composa son traité sur l'art de la guerre pour ramener ses compatriotes à l'esprit et à la discipline militaires. Il écrivit pour Raphaël Girolamo, ambassadeur auprès de Charles-Quint, ces sages et honnêtes conseils qui tendaient à faire sortir la diplomatie de ces voies tortueuses et criminelles où, avec son approbation même, elle s'était autrefois engagée et avilie. Clément VII, le duc de Ferrare, Sforza, la république de Venise se rapprochèrent. L'occasion était favorable; les souverains de l'Europe sentaient la nécessité de rétablir l'équilibre dérangé par la victoire de Pavie. Lannoy et Bourbon, à la cour, se disputaient les remerciements de l'empereur.

Malheureusement les souverains de l'Italie ne surent que conspirer. Le chancelier du duc de Milan, Morone, qui avait le plus contribué à l'expulsion des Français, conçut le plan du complot. Le commandant des troupes de Charles-Quint, en Italie, était alors Pescaire, né Italien quoique d'origine catalane, dévoré d'ambition et de plus jaloux de Lannoy et de Bourbon. Le chancelier Morone lui proposa la couronne de Naples. Il n'avait qu'à disperser ses troupes dans les places du Milanais pour les laisser surprendre par les Italiens déjà en armes. Clément VII, suzerain du royaume de Naples, le déliait de tout serment de fidélité envers Charles-Quint et le couronnerait lui-même roi. Les puissances étrangères, la France, l'Angleterre promettaient leur appui. Sforza deviendrait réellement duc de Milan, et l'Italie serait indépendante et débarrassée des barbares. C'était un coup

d'État universel contre l'empire dans la péninsule. Pescaire, que Morone tenait cependant pour le plus cruel et le plus faux des généraux de Charles-Quint, écouta toutes les ouvertures, débattit les conditions, le plan et balança peut-être ; puis il prévint son maître, se fit dévoiler tous les fils de la conspiration, jeta enfin le masque, saisit Morone, s'empara de la capitale du Milanais, et voulut s'assurer même de la citadelle de Milan. François Sforza résista pour la première fois ; il s'enferma avec huit cents hommes dans la forteresse, et fit feu sur les Espagnols.

Il fallait combattre ; Clément VII lui-même s'y résolut, et laissa son conseiller, Schomberg, vendu à l'empereur, pour écouter Giberti, ardent ami de l'indépendance italienne. A la mort de Pescaire, qu'on regarda comme un châtiment de sa trahison, une ligue *sainte*, sous la protection du pape, fut signée entre tous les États italiens et le roi de France, sorti de Madrid, pour la délivrance de la péninsule (mai 1526). « Cette fois, disait Giberti, il ne s'agit pas d'une petite vengeance, cette guerre va décider de la délivrance ou de l'esclavage de l'Italie. Nos descendants regretteront de n'avoir pas vécu de notre temps pour jouir de cet honneur. » Si l'Italie fait alliance avec François I^{er}, disait un autre, c'est pour son bien et non parce qu'elle aime les Français, *fa per ben suo non perchè ama i Francesi*.

Décevantes illusions, que la plus affreuse réalité détruisit promptement ! Les Milanais poussés à bout par les excès de la soldatesque espagnole, et comptant sur les secours de la ligue, se soulevèrent pour soutenir leur duc, assiégé dans la citadelle. Mais le duc d'Urbin à la tête des troupes vénitiennes, Guido de Rongoni et le commissaire Guicciardini à la tête des troupes pontificales, sous prétexte d'attendre des secours des Suisses, restèrent l'un sur l'Adda, l'autre sur le Pô. Les Milanais furent écrasés. Le connétable de Bourbon, revenu d'Espagne avec des troupes et de l'argent, rentra sans difficulté, par Gènes, dans la Lombardie, acheva de bloquer la citadelle, déjà obligée de renvoyer une partie de sa garnison faute de vivres, et, malgré une démonstration tardive du duc d'Urbin, promptement suivie d'une re-

traite honteuse, contraignit François Sforza à capituler le 24 juillet.

Le mois suivant, Clément VII tenta de reprendre l'occasion perdue en dirigeant sur Gènes André Doria, ennemi de l'empereur, avec onze galères et le duc d'Urbin avec une armée, tandis que lui-même attaqua Sienne et Naples. Mais le levain des vieilles discordes fermentait encore au sein d'une ligue dont l'indépendance était le but. Le saint-siège et Venise se regardaient toujours avec défiance. Les Siennois eux-mêmes mirent en fuite les soldats pontificaux. Le duc d'Urbin, François-Marie, se rappelait trop qu'un Médicis l'avait dépouillé; un servile esprit d'imitation classique se glissait enfin jusque dans cette guerre de la liberté et paralysait aussi les courages et la tactique militaire. Le duc d'Urbin tenait à passer pour un *Fabius Cunctator*; il ne s'attachait qu'à éviter une action et croyait en temporisant avoir raison du connétable de Bourbon, cet autre Annibal. Pour appuyer la flotte qui assiégeait Gènes il se contenta de bloquer et de prendre Crémone. Pendant ce temps, le vice-roi de Naples, Lannoy, passa avec une nouvelle armée dans le midi de la péninsule, et au nord, l'Allemand George Frundsberg franchit les Alpes à la tête de treize mille landsknechts.

Le pape retomba dans le découragement. François I^{er} malgré ses promesses oubliait l'Italie; le trésor pontifical était épuisé; les tributs de la chrétienté divisée commençaient à lui manquer. Les Colonna profitaient de la guerre pour commettre au nom de l'empereur mille excès dans la campagne de Rome. Clément VII chercha à désarmer ces ennemis héréditaires du saint-siège et licencia imprudemment quatre mille hommes de troupes rassemblées pour sa sûreté personnelle. Le cardinal Pompée Colonna, ennemi juré de Clément VII, qui n'avait traité avec lui que pour lui tendre un piège, surprit un matin, 20 septembre 1526, avec huit mille paysans, les portes de Saint-Jean de Latran, et le Pontesisto, traversa Transtévère, Borgo Vecchio et se dirigea sur le Vatican. Le pape appela en vain le peuple aux armes, et se réfugia au château Saint-Ange. Le Vatican, l'église de Saint-Pierre, les palais des cardinaux, le Borgo Nuovo fu-

rent pillés sans pitié au milieu de l'indifférence du peuple et des cris des moines qui annonçaient la fin du monde et le règne de l'antechrist.

Rome allait voir bien d'autres misères. Clément VII, entre Lannoy dans le royaume de Naples, Bourbon et Frundsberg dans le Milanais, en passa par où voulut l'ambassadeur de Charles-Quint, et licencia ses troupes. Assiégé de funestes pressentiments, il semblait vouloir ne laisser à Rome que son prestige pour toute défense. Mais au nord, Bourbon n'était plus maître de ses soldats; après avoir dévoré le Milanais, ils voulaient une autre proie : Florence ou Rome. Ceux qui étaient nouvellement arrivés, surtout sous la conduite du luthérien George Frundsberg, joignaient à l'avidité du soldat la fureur du sectaire; ils croyaient faire œuvre sainte en portant le fer et le feu dans les murs de ce qu'ils appelaient *la sacrilège Babylone*. Ces bandes sans discipline et sans vivres, n'écoutant plus rien, se mutinant, tuant leurs officiers, et menaçant le connétable lui-même, passèrent le Pô, s'abattirent dans les campagnes de Plaisance et de Parme, et entraînèrent Bourbon au delà des Apennins. Le duc d'Urbain par rancune ou plutôt par couardise comme l'assuraient les Italiens, suivait seulement à distance cette cohue féroce qu'il eût peut-être pu disperser.

Le pape s'aperçut trop tard que le seul prestige de Rome ne serait point une défense contre ces furieux. Il vendit trois chapeaux de cardinaux, arma la jeunesse, le peuple et les bourgeois, éleva à la hâte quelques retranchements du côté du Borgo; mais Bourbon donna l'ordre de monter à l'assaut (6 mai 1527), et courut lui-même aux retranchements au milieu des feux nourris de l'armée romaine. Il tomba un des premiers frappé d'une balle que Benvenuto Cellini se vanta d'avoir tirée; mais ses soldats eurent raison en une heure des défenseurs de Rome mal disciplinés sous leurs *caporioni*; les murs furent escaladés; Clément VII en prière, au Vatican, s'enfuit par la longue galerie de la cité Léonine au château Saint-Ange; les vainqueurs au nombre de plus de trente mille hommes se précipitèrent dans la ville, massacrèrent à coups de hallebardes

et de piques ceux qui avaient les armes à la main, puis s'emparèrent des ponts qui menaient au Transtévère pour s'assurer le pillage de toute la riche et sainte cité.



CHATEAU SAINT-ANGE.

Au temps de la chute de l'empire romain, et du sac des Goths et des Vandales, Rome ne souffrit rien de plus affreux. Hommes et choses, femmes et enfants, biens publics, privés et sacrés, furent pris à discrétion par les barbares; les couvents furent forcés, les religieuses violentées, les autels dépouillés, les tombeaux profanés, la bibliothèque du Vatican saccagée, les chefs-d'œuvre de Michel-Ange et de Raphaël souillés, déchirés comme les monuments de l'idolâtrie. Enfin, l'Italien Colonna revint à Rome lâcher encore ses paysans pour emporter ce que les barbares avaient dédaigné, pour outrager ce qu'ils avaient oublié; mais ce hideux spectacle désarma le démon de la vengeance: celui qui n'avait jamais pardonné, qui venait se venger encore, protégea et racheta, le cœur brisé, tout ce qu'il put sauver.

Charles-Quint couronné empereur et roi à Bologne (1529).

Tel fut le prélude de la chute et de la ruine de l'Italie.

Comme s'il y avait encore place pour une espérance dans ce grand désastre, Florence chassa Médicis, rétablit le gouvernement républicain, et se rendit maîtresse de Livourne et de Pise. Le duc de Ferrare s'assura de Modène; Venise, de Ravenne; les petits tyrans réparurent dans la Romagne.

Deux souverains étrangers, François I^{er}, Henri VIII, intéressés à arrêter l'agrandissement de Charles-Quint, et mis en devoir de venger le sac de Rome, conclurent une ligue à la fin de 1527 pour délivrer le pape et arracher l'Italie à ses oppresseurs. Lautrec, général déjà si malheureux dans la péninsule, fut mis à la tête d'une nouvelle armée française; l'amiral André Doria, homme d'énergie et d'expérience, passa du pape au service de la France. Le commencement de la campagne parut heureux; Lautrec s'empara d'Alexandrie, puis emporta Pavie qu'il livra au pillage pour venger la défaite de 1525; André Doria attaqua le port de Gènes, força Antoniotto Adorno à se retirer dans le Castelletto, et fit reconnaître par la ville le gouvernement français; les ambassadeurs des principaux États de l'Italie vinrent au-devant de Lautrec. Le pape réussit à s'échapper du château Saint-Ange et se réfugia sous la protection de la ligue.

Mais Lautrec ne combattait que pour son maître, les princes et les républiques que pour elles-mêmes, personne pour l'Italie. Lautrec refusa aux instances des Italiens de prendre Milan pour ne pas refroidir le zèle des Vénitiens qui n'auraient plus rien à redouter; il se jeta dans la Romagne, la Marche, traversa le Tronto (10 février 1528), et entra dans le royaume de Naples où il s'empara de Barlette, Venouse, Nole, Aversa et assiégea par terre Naples, bloquée sur mer par André Doria. Venise rappela de l'armée de la ligue ses épirotes, et Florence les bandes noires qu'elle avait à sa solde. François I^{er} enfin, se croyant déjà sûr de Naples, par Lautrec, et de Milan contre laquelle il envoyait maintenant dix mille hommes, sous le commandement de Saint-Pol, ne ménagea rien pour ruiner Gènes, cette clef de l'Italie qu'il était si difficile de garder; il travailla à lui susciter une rivale dans Savone. Doria, Génois avant tout, après avoir fait des remontrances qui ne furent point écou-

tées, offrit ses services à l'empereur. La mer redevenant libre, Naples fut ravitaillée.

Lautrec bientôt affamé lui-même succomba à la peste. Le marquis de Saluces qui prit le commandement des débris de l'armée fut obligé de capituler dans Aversa devant le prince d'Orange, sorti enfin de Rome avec l'armée d'occupation. Les Espagnols rentrèrent dans toutes les places du royaume de Naples. André Doria, aussi de retour à Gènes, en chassa le gouverneur français, fit déclarer ses compatriotes pour l'empereur, combla le port de Savone, détruisit le Castelletto et donna sous la protection de l'empereur une nouvelle constitution aristocratique à sa patrie. Saint-Pol isolé dans le Milanais fut surpris et fait prisonnier à Landriano par Antonio de Leyva (1528). Tout fut fini.

Clément VII se résigna le premier; plus indisposé contre Venise, le duc de Ferrare et Florence, grandis ou délivrés par son malheur, que contre Charles-Quint, il consentit, au prix de quelques villes, à la restauration du pouvoir impérial en Italie. L'empereur n'eut qu'à débarquer à Gènes sur les galères d'André Doria, pour recueillir les fruits de sa victoire désormais définitive. L'Italie, ruinée par quarante années de guerres et de ravages, ne pouvait plus rien pour sa défense; *la majeure partie des paysans, s'il en faut croire la lettre d'un contemporain, étaient morts soit de faim, soit de peste, soit autrement.* Venise et Florence, les deux seules villes encore libres, ne pouvaient trouver de soldats. Charles-Quint, arrivé à Bologne (1529), y manda Clément VII, et dicta ses lois à la péninsule. Venise dut restituer au pape Ravenne et Cervia; au royaume de Naples les villes qu'elle possédait sur les rivages de l'Adriatique, et payer trois cent mille ducats. Florence dut recevoir les Médicis et payer une somme plus forte encore. François Sforza, trop chétif pour pouvoir vivre longtemps, fut laissé en possession du duché de Milan, qui devait revenir à l'empereur à sa mort. Alphonse d'Este se reconnut feudataire de l'empire pour Ferrare, et de l'Église pour Modène et Reggio. Frédéric de Gonzague échangea son titre de marquis de Mantoue contre celui de duc, et prêta hommage. Le duc Charles III de Savoie, et le marquis de

Montferrat, jusqu'alors dévoués à la France, vinrent d'eux-mêmes à Bologne se ranger sous la protection de l'empereur-roi.

Tout étant ainsi réglé, le 22 février et le 24 mai, Clément VII, dans la ville de Bologne, posa les deux couronnes d'Italie et de l'empire sur le front de Charles-Quint. La restauration impériale et pontificale fut complète : la vieille alliance du sacerdoce et de l'empire de nouveau proclamée ; et l'Italie, tenue dans une dépendance toute féodale, releva soit du pape, soit de l'empereur, sacrifiée comme toujours à l'union des deux pouvoirs. Pour renouer complètement la tradition du moyen âge, Clément VII annonça la prédication d'une croisade contre l'invasion mahométane, et l'empereur déclara la guerre à l'hérésie allemande.

SEPTIÈME PÉRIODE.

DOMINATION AUSTRO-ESPAGNOLE (1530-1789)

CHAPITRE XVI¹.

DERNIÈRE RÉSISTANCE DE L'ITALIE; CHUTE DE LA RENAISSANCE; RESTAURATION CATHOLIQUE (1530-1584).

CHUTE DE FLORENCE ÉRIGÉE EN DUCHÉ POUR LES MÉDICIS (1529-1538). — ORGANISATION DU POUVOIR DE L'EMPEREUR ET DES NOUVEAUX SOUVERAINS; CHUTE DE LA RENAISSANCE. — ESSAI DE RÉSISTANCE DE PAUL III ET DES FARNÈSE; CONSPIRATION DE FIESQUE (1540-1549). — RÉSIGNATION DE JULES III; OTTAVIO FARNÈSE ET PIERRE STROZZI; CHUTE DE SIENNE (1549-1555). — PAUL IV; DERNIÈRE LUTTE; LE DUCHÉ DE PARME ET PLAISANCE; LES PRÉSIDENTS; TRAITÉ DE CATEAU-CAMBRÉSIS (1555-1559). — ASSERVISSEMENT DES PRINCES ITALIENS; PIE IV, PIE V; RESTAURATION CATHOLIQUE DANS LES LETTRES ET DANS LES ARTS (1559-1572). — GRÉGOIRE XIII ET FRANÇOIS DE MÉDICIS; MISÈRE DE LA PÉNINSULE; LES BRAVI ET LES BRIGANDS (1572-1584).

Chute de Florence érigée en duché pour les Médicis (1529-1538).

Dans la restauration impériale et pontificale qui termina si malheureusement pour la péninsule les guerres d'Italie, l'empire avait gagné beaucoup plus que le saint-siège. Charles-Quint était plus puissant au xvi^e siècle que les Othon et les Frédéric au x^e et au xii^e. Il réunissait sans conteste la couronne de Naples à celle de l'empire; il n'était pas seulement le suzerain, mais le véritable maître de la Lombardie. Le pape n'avait pas attendu qu'il vint solliciter la couronne impériale à Rome; il avait été la lui offrir à Bologne; et là encore, au centre de la péninsule, il lui avait conféré non la couronne de fer des Lombards, mais la couronne d'Italie. Plus puissant que Charlemagne, Charles-Quint traitait le pape en vaincu; maintenant il voulait convoquer un concile

¹ Voy. Botta, *Histoire d'Italie*; Ranke, *Histoire des Papes*.

où il pèserait de tout le poids de ses victoires pour y terminer à sa guise les querelles religieuses, et imposer à la cour de Rome les concessions qu'il croyait nécessaires aux exigences de l'opinion, et à un besoin impérieux de réforme.

Le saint-siège poursuivit d'abord sans y songer l'œuvre commencée avec l'empereur, afin d'en recueillir aussi les fruits. Une seule ville, Florence, refusa de se soumettre au vieux droit italien ressuscité après une suspension de trois siècles. Clément VII, avec l'approbation de Charles-Quint, lança (1350) contre elle les bandes féroces du prince d'Orange.

La république n'était pas en état de résister. Déjà, secrètement attaqué dans son principe par les partisans des Médicis, les *Palleschi*, le gouvernement républicain, à Florence, était encore comme au temps de sa grandeur, mais sous d'autres noms, divisé par les factions aristocratique et démocratique; les citoyens imposés (*supportanti*) voulaient remplir seuls les magistratures; les *statuali*, ne payant que les impôts indirects, ambitionnaient les droits politiques. En langage vulgaire, c'étaient les deux partis des *arrabbiati* ou enragés, et des *piagnoni* ou pleurards. L'approche du danger, le souvenir de Savonarole, rappelé par quelques moines, fit passer le pouvoir, au moment décisif, aux mains des piagnoni. Le gonfalonier Nicolas Capponi, chef des arrabbiati, fut remplacé par Balthasar Carducci, un vrai piagnone. Dans une heure d'enthousiasme, le peuple, animé par les prédications de Benoist de Foiano et de Zacharie, moines, proclama, sur une motion du gonfalonier Carducci, le Christ roi *perpétuel* de la république de Florence. Une commission des Dix de la guerre requit pour la défense de la patrie, la garde du palais et de la constitution, composée de trois cents jeunes nobles, la garde urbaine de quatre mille hommes, et l'*ordinanza* de Machiavel. On y joignit les restes des bandes noires; Michel-Ange se chargea de diriger la défense des fortifications; on confia le commandement de toutes les troupes au condottiere Malatesta de Baglione, général expérimenté, *mais impie, cruel, souillé de vices*; et pour montrer qu'on était résolu à repousser l'attaque par tous les

moyens, on rasa les maisons de campagne et les bois de plaisance qui pouvaient gêner la défense.

Ces efforts d'un patriotisme tardif et local furent inutiles. Le prince d'Orange, après s'être rendu maître du val d'Arno supérieur, établit son camp sous les murs de Florence au Piano à Repoli ; Ferdinand de Gonzague, sur la rive droite de l'Arno, occupa Pistoie et Prato. De vigoureuses sorties, les hardies tentatives de François Ferruccio qui fut fait prisonnier, tout couvert de mortelles blessures à Gravignana, ne servirent que d'épisodes héroïques à la chute de la liberté. Le condottiere Baglione qui *vendait le peuple, la ville et le sang des Florentins once à once*, se voyant suspecté, livra décidément un bastion à l'ennemi et pointa son artillerie contre la ville. Les Florentins, pour éviter les horreurs du pillage, s'engagèrent à payer quatre-vingt mille écus et à recevoir les Médicis à la condition qu'on leur garantit l'amnistie et la liberté. Mais aussitôt les exilés rentrèrent ; quelques partisans des Médicis, Vettori, Guicciardini l'historien, Valori et Philippe Strozzi, firent créer par un dernier parlement une *balie*, qui condamna à mort ou à l'exil les ennemis d'Alexandre de Médicis, et permit à celui-ci, proclamé duc de Florence par Charles-Quint, de rentrer sans condition dans la ville de Cosme et de Laurent. L'année suivante, la *seigneurie*, le gonfalonier étaient supprimés ; le parlement remplacé par un sénat de quarante-huit *ottimati*, et Alexandre déclaré duc perpétuel et héréditaire par le nouveau gouvernement.

Ce fut le signal de la chute de tout ce qui restait de liberté dans la Toscane. Le gouvernement démocratique de Lucques avait tout employé pour se faire pardonner son existence ; sous la menace des arquebuses espagnoles une oligarchie plus dévouée encore à Charles-Quint, fut investie du pouvoir. A Sienne, Ferdinand de Gonzague intima aux habitants l'ordre de rappeler les exilés, de reconstituer le *mont des neuf* et de prendre pour capitaine de leurs troupes, Alphonse Piccolomini, duc d'Amalfi, vendu aux Espagnols. L'empereur, de retour en Italie à la fin de l'année 1532, sanctionna à Bologne toutes les conditions nouvelles d'asservissement, et pour les maintenir contre les soulèvements du dedans et

les attaques du dehors, imposa à chaque État une somme destinée à l'entretien d'une force régulière qui fut mise sous le commandement d'Antonio de Leyva, gouverneur de Milan. L'Italie payait elle-même les frais d'une servitude qui devait durer un siècle et demi !

Clément VII vit bientôt lui-même dans quelle critique situation il avait placé son autorité spirituelle aussi bien que sa souveraineté politique ; il éluda tant qu'il put la convocation du concile demandé, il se rapprocha de François I^{er} en donnant à un de ses fils sa nièce Catherine de Médicis, et fit conclure par ses légats de Bologne et de Romagne, une alliance avec le duc de Ferrare, sous prétexte de surveiller les bannis. Tous les États encore libres de la péninsule se fussent unis, si Alexandre de Médicis n'avait eu un ennemi à Rome dans la personne de son frère Hippolyte, qui blâmait les excès de son despotisme tout novice ; et ils eussent trouvé un appui dans François I^{er} qui accréditait auprès de Sforza un agent, Merveille, chargé de lui persuader d'échanger la suzeraineté impériale contre la suzeraineté française.

L'avènement du pape Paul III (1534), coupa court à ces menées d'un tardif repentir. Ce pontife paraissait persuadé que la restauration de la foi catholique et la réforme de l'Église étaient les meilleurs moyens de rendre au saint-siège son indépendance et son pouvoir, et par là même à l'Italie sa liberté. Il ne fut d'abord occupé que de relever le pape avant le prince temporel ; il fit entrer au conclave l'onctueux Contarini, l'ascétique Caraffa, le docte Sadolet, le patriotique Giberti ; il opéra quelques réformes dans la rote, la chancellerie, la pénitencerie, fonda pour le recrutement du haut clergé l'ordre des Théatins, et manifesta à Charles-Quint le désir de s'entendre avec lui pour régler les affaires spirituelles de la chrétienté.

Il se tint éloigné avec soin des affaires politiques alors fort compliquées. François I^{er}, après avoir vengé l'assassinat de son agent dans le Milanais, par la conquête de la Savoie, attendait maintenant sur les Alpes, après la mort de Sforza, que l'empereur se prononçât sur ses droits. Philippe Strozzi, chassé de Florence par celui qu'il y avait installé, et prêt à

tenter un coup de main contre lui, accusait auprès de l'empereur, Alexandre de Médicis qui venait de faire empoisonner son frère Hippolyte comme une *méchante guêpe*. Enfin Frédéric, duc de Mantoue, réclamait la succession ouverte du Montferrat, et prenait encore le maître de l'Italie pour juge. Le pape Paul III, pour recevoir dignement Charles-Quint à Rome, en 1536, mit un impôt extraordinaire sur les Romains, et fit démolir plusieurs maisons et palais qui gênaient sa triomphale entrée.

L'empereur récemment vainqueur des infidèles à Tunis, et enivré de sa gloire, ne tint même pas compte des désirs, des prières d'un serviteur aussi auguste et aussi dévoué. Il se laissa gagner par l'habile défense que fit l'historien Guicciardini de son maître, et donna sa fille illégitime à celui-ci malgré la haine que lui portait Paul III; il daigna reconnaître les droits de Frédéric sur le Montferrat; mais, malgré la protestation du pape, il s'adjudgea le Milanais, et en dépit de ses exhortations à la paix, il prodigua l'insulte à François I^{er} en plein consistoire, et lui déclara la guerre comme au *perturbateur de la chrétienté* (1536).

L'Italie ne secourut la France dont le territoire fut envahi que par une conspiration et une entreprise de bannis, toutes deux inutiles. Le 6 janvier 1537, un dilettante de crime qui commettait le mal pour le mal, et ménageait une mauvaise action comme une œuvre d'art, pour l'effet dramatique et la difficulté vaincue, Lorenzino Médicis, assassina dans un prétendu rendez-vous d'amour, le nouveau duc de Florence Alexandre. A cette nouvelle, Philippe Strozzi rassembla les bannis sur le territoire de la Mirandole pour rentrer à Florence et restaurer la liberté. Les piagnoni s'agitèrent, encourageant les nobles à tenter quelque chose. Mais les ministres du duc, le cardinal Cibo, Guicciardini, Vettori et les autres se rendirent maîtres de la situation; ils pesèrent sur les délibérations du sénat et firent donner pour successeur à Alexandre, Cosme de Médicis, fils de Jean des bandes noires, descendant d'un frère de Cosme, le Père de la patrie. Rien ne fut changé si ce n'est le nom du maître. Philippe Strozzi trouva déjà tout-puissant le nouveau duc reconnu

par Charles-Quint, fut défait par son général Vitelli, et jeté en prison où il se donna la mort en demandant un vengeur.

Le pape Paul III resta fidèle à lui-même au milieu de la guerre. François I^{er} avait fait alliance avec Soliman qui ravageait les côtes de l'Italie; le pape ménagea entre Ferdinand, archiduc d'Autriche, Gènes et Venise, une ligue pour arrêter en commun les ravages de l'amiral turc (Chéreddin-Barberousse). Il fit plus encore l'année suivante (1538) : il ménagea entre l'empereur et François à Nice une trêve qui devait durer dix ans pour permettre aux chrétiens de faire aux Turcs une guerre que la jalousie de Venise contre André Doria et Gènes fit échouer.

Organisation du pouvoir de l'empereur et des nouveaux souverains; chute de la renaissance.

L'empereur profita seul de cette paix pour affermir sa domination.

Le duc de Guasto, nommé gouverneur de Milan, et don Pedro de Tolède, vice-roi de Naples, commencèrent à transformer en un gouvernement régulier ce qui n'avait été jusque-là qu'une occupation violente. Sur l'ordre de Charles-Quint, qui comprenait toute l'importance militaire du Milanais, le duc de Guasto mit la vallée du Pô à l'abri d'une surprise. Il fortifia la capitale, y acheva cette citadelle qu'on regarda longtemps comme la plus parfaite de l'Europe, et fit de Côme, Crémone, Lodi, Tortone, Novare, Alexandrie, autant de places fortes. Onze compagnies de gens d'armes, huit de cavalleries légères, quinze mille hommes d'infanterie espagnole furent entretenus même en temps de paix. Charles-Quint réunit l'autorité militaire et l'autorité civile dans les mains du gouverneur. Un sénat nommé par le roi parmi les citoyens des communes et investi du droit de refuser sa ratification aux choix des fonctionnaires de l'administration, de la justice et des finances, fut la seule limite opposée à son pouvoir; garantie assez puissante cependant pour amener quelquefois la révocation d'un gouverneur, entre autres celle de Guasto lui-même.

Dans le royaume de Naples, les vice-rois avaient remplacé

le ban féodal par une force régulière. Une maison militaire de cent gentilshommes tant espagnols qu'italiens, cinq compagnies de gendarmes espagnols, onze d'italiens, dix mille hommes d'infanterie, dont six mille Espagnols, en tout vingt-quatre mille hommes formèrent l'armée ordinaire du vice-roi. Don Pedro de Tolède appuya ces ressources militaires d'un système politique plus efficace encore. Il s'aïda contre le pape son suzerain de l'esprit d'indépendance du clergé napolitain, contre le clergé du pouvoir du saint-siège ; il combla les nobles attirés à Naples d'honneurs, qui en firent l'objet des jalousies bourgeoises ; il conféra aux bourgeois une part de puissance judiciaire qui les exposa à la haine de la noblesse. En contenant tous ces éléments de résistance les uns par les autres, il les soumit à une forte hiérarchie de fonctionnaires administratifs et judiciaires, moitié espagnols et moitié italiens dépendants tous d'une haute cour appelée *Santa Chiara* ; et il transmit ainsi à ses successeurs une autorité telle qu'ils purent élever le chiffre des impôts à une somme considérable pour l'époque.

L'empereur vint lui-même fréquemment en Italie pour présider à cette organisation décisive qui mettait le sceau à l'asservissement de la péninsule. En 1540, il investit solennellement son fils, Philippe, du duché de Milan, comme pour annoncer qu'il ne le céderait jamais ; l'instabilité du gouvernement des petites républiques de Lucques, et surtout de Sienne, était une tentation continuelle pour l'ambition de Cosme et même du pape. Charles-Quint prit Lucques sous sa protection. Il envoya Granvelle dans la république de Sienne avec de pleins pouvoirs pour y organiser le gouvernement à sa guise.

A l'exemple du maître, les princes italiens rendirent aussi leur pouvoir plus absolu dans leurs États. Le saint-siège, sous Clément VII, avait déjà saisi la ville d'Ancône longtemps indépendante, et la tenait en respect au moyen d'une citadelle bâtie sur la hauteur qui domine la place. Paul III, pour être plus sûr des États de l'Église, les livra à ses créatures ; il fit son neveu Ottavio, duc de Camerino, dont fut dépouillé l'héritier d'Urbain Gui d'Ubaldo ; il donna à son

propre fils Pierre-Louis, gonfalonier de l'Église, les duchés de Nepi et de Castro, et l'envoya châtier rudement la ville de Pérouse qui avait méconnu son autorité. A Florence, le jeune duc Cosme désabusa cruellement ceux qui l'avaient élevé dans l'espoir de gouverner sous son nom; il les éloigna tous, le cardinal Cibo, Vettori, Guicciardini, Vitelli même; il attira à lui seul toute l'autorité, dirigea arbitrairement les délibérations du sénat, la justice, les finances, et fut assez puissant pour se passer des troupes espagnoles et en armer pour son propre compte.

Le pape Paul III, dont le neveu Ottavio avait épousé Marguerite, fille naturelle de Charles-Quint, parut mettre aussi sa puissance spirituelle au service de l'empereur; il scella l'esclavage des corps par celui des consciences. Sous l'empire d'une forte réaction de l'esprit catholique commençait à se répandre à la cour pontificale l'opinion que la renaissance des lettres, l'étude de l'antiquité profane, étaient la source des désordres dont l'Église souffrait alors. Paul III ne se contenta pas de fonder en 1540, sur la proposition d'Ignace de Loyola et de François-Xavier l'ordre des jésuites, destiné à combattre partout l'hérésie, et à raffermir la foi; en 1542, il ressuscita la vieille inquisition dominicale, et la centralisa à Rome par l'établissement d'un tribunal supérieur et universel dont il confia la présidence à l'inflexible Caraffa. Dès ce jour le plus inoffensif examen des choses de la foi fut interdit. Le cardinal Contarini dont les opinions religieuses inclinaient vers la justification, et qui tenta un accommodement en Allemagne avec les protestants, fut comme disgracié. Tout ce qui sentait la nouveauté fut surveillé, proscrit. Le livre du *Bienfait du Christ* fut brûlé, Bernard Ochino, moine prêcheur et bien d'autres, exilés. En l'année 1543, Caraffa interdit l'impression d'aucun livre ancien ou moderne sans sa permission; l'année suivante parut le premier *Index* qui contenait soixante et dix ouvrages, et la persécution et la terreur se répandirent dans toute la péninsule.

Toute la littérature s'en ressentit. L'historien Paul Jove mit sa plume vénale à la discrétion des oppresseurs de son

pays. Guicciardini complice de l'asservissement de Florence laissa, des luttes de l'ambition, de l'intérêt, de la haine, de l'envie où s'abîma sa patrie, un tableau effrayant de netteté, mais où ne trouvent leur place, ni le regret ni la plainte.

Les poètes évitèrent tout sujet sérieux et traitèrent les autres avec la plus grande froideur. La baguette magique de l'Arioste, elle-même, perdit toute sa puissance. A la place du *Roland furieux*, Alamanni écrit alors *Giron le Courtois*, et Bernard Tasso *Amadis de Gaule*. Berni chante les anguilles, le chardon, la peste; Fracastor une maladie honteuse; Firenzuola la joie et les cloches; Varchi les œufs durs et le fenouil. Dans les arts on élève plus de forteresses et de palais particuliers que d'églises et de monuments publics. La grande sculpture descend aux détails de l'ornementation; l'art qui avait animé les murailles du Vatican se rabaisse aux proportions du portrait. Sangallo élève à Rome le palais Farnèse, et les citadelles de Civita Vecchia, d'Ancône, de Florence, de Montefiascone, de Nepi, de Pérouse. Galeas Alezzi ouvre à Gènes la Rue Neuve, et bâtit ces beaux palais des Grimaldi, des Sauli, des Banchi où ne s'abritent plus la force et l'indépendance mais l'opulente oisiveté. Benvenuto Cellini, le plus fantasque des caractères du temps, au lieu de s'immortaliser par quelque grande œuvre dont il était bien capable, dépense son talent à des ouvrages d'orfèvrerie qui lui rapportent davantage, et le Titien ne consacre sa merveilleuse science du coloris et de l'expression qu'à représenter les grands personnages de son temps. Pour tout dire, en un mot, un effronté et cynique valet, l'ignoble Arétin, devient à beaux deniers comptants l'arbitre du goût et le dispensateur de la gloire, se fait redouter des souverains comme un *fléau*, et décorer par ses compatriotes du nom de *divin*!

Un seul homme qui survivait à toutes les gloires du commencement de ce siècle, Michel-Ange, proteste par sa sombre tristesse autant que par son talent contre cette décadence. A soixante-deux ans il entreprend, sur la demande du pape, d'achever le couronnement de Saint-Pierre, et commence sa fameuse page du *Jugement dernier*; maintes fois cependant, au milieu même de son ouvrage, il se sent gagné par le

découragement ; il s'enferme des mois entiers sans voir personne ; il passe des jours sans manger ; il a sans cesse présent à la pensée ces mots qu'il grave au bas d'une statue de la Nuit : « Il est doux de dormir, plus doux encore d'être de pierre, pendant le règne du mal et de la honte. »

« Grato m'è 'l sonno e più l'esser di sasso,
Mentre che il danno e la vergogna dura. »



ÉGLISE SAINT-PIERRE.

Essai de résistance de Paul III et des Farnèse ; conspiration de Fiesque (1540-1549).

Il était impossible que Paul III ne sentît pas que la dernière puissance encore libre, indépendante en Italie, le saint-siège, devait être entraînée aussi dans cette débâcle politique de la péninsule ; trop fidèle peut-être à ce népotisme traditionnel qui consistait à fonder des principautés en faveur de parents dans lesquels les papes espéraient toujours des instruments dociles, Paul III chercha d'abord à obtenir seulement par persuasion de l'empereur, le Milanais, ou au moins Lucques et Sienne. Quand la guerre recommença entre Charles-Quint et François I^{er} à propos de l'assassinat d'un ambassadeur, envoyé par ce dernier à la Porte otto-

mane, il eut avec l'empereur une entrevue à Busseto, en 1543, et en reçut peut-être une promesse. Pour aider la bonne volonté impériale, les Farnèse, dépassant les intentions du pape, se mirent en rapport avec les nombreux émigrés qui séjournaient à Rome et à Venise, avec les mécontents de Milan, de Naples, de Sienne et de Gènes. Tandis que les flottes française et turque assiégeaient Nice, et que le duc d'Enghien, dans le Piémont, remportait sur Guasto la victoire de Cérisoles (1544), Pierre-Louis Farnèse, gouverneur pontifical à Plaisance, poussa le réfugié florentin Pierre Stozzi sur Milan et son frère sur les ports de Telamone et d'Ercole déjà attaqués par les Turcs dans l'État de Sienne.

La paix de Crespy qui survint peu de temps après évita peut-être alors une rupture. Un rapprochement complet parut avoir lieu entre le pape et l'empereur. La grossesse de Marguerite, fille illégitime de Charles-Quint, épouse d'Ottavio Farnèse, en était la cause. Le pape Paul III consentit enfin à ouvrir à Trente un concile. Par les soins de l'empereur et du pape, allait être rétablie l'unité religieuse et politique en Allemagne et en Italie. Charles-Quint en signe d'alliance laissait le pape investir son fils, Pierre-Louis, du duché de Parme et de Plaisance destiné à protéger au nord les États de l'Église.

Les premières séances du concile de Trente (1545) parurent mettre le sceau à la cordiale entente de Paul III et de Charles-Quint. Sous l'impulsion de l'inquisiteur Caraffa et du jésuite Lainez, les pères maintinrent l'autorité de la tradition catholique, condamnèrent les nouveautés, sommèrent les dissidents de rentrer dans le giron de l'Église ; et l'empereur fort de l'appui moral et politique du saint-siège partit pour ramener l'Allemagne aussi à la soumission impériale et pontificale.

Le succès complet de Charles-Quint au delà des Alpes rompit cependant cette union si bien cimentée. L'Allemagne protestante entièrement domptée, toute espérance était perdue pour le saint-siège et pour l'Italie. Paul III rappela tout d'un coup ses troupes de l'armée impériale, et transporta de Trente à Bologne le concile qui voulait maintenant

réformer la cour de Rome et la hiérarchie. En même temps Pierre-Louis, de sa nouvelle principauté de Parme et de Plaisance, fit mouvoir les fils de l'intrigue qu'il avait nouée partout. Les Siennois mécontents de Granvelle chassèrent les Espagnols et rétablirent le *mont des neuf*; à Lucques, le gonfalonier François Burlamachi, avec la milice bourgeoise levée dans la ville et aux environs, tenta de surprendre Pise, Pistoie et de révolutionner même quelques villes de la Romagne pour s'en faire un État particulier (1546).

L'empereur encore vainqueur des protestants malgré les inquiétudes que lui donnait l'Italie, adressa de graves plaintes au pape; Paul III avait voulu, disait-il, l'embarquer dans une mauvaise entreprise pour l'y abandonner ensuite. Il envoya un nouveau gouverneur, Ferdinand de Gonzague, dans le Milanais, et don Diego de Mendoza, dans la Toscane. Le pape se tourna vers la France; il demanda pour Horace Farnèse une fille illégitime de Henri II. On vit tout d'un coup les factions italiennes groupées comme autrefois sous les drapeaux de l'empereur et du pape : d'un côté, les gouverneurs de Milan et de Naples, Cosme de Médicis à Florence, Doria à Gènes, les prélats demeurés à Trente; de l'autre côté, les Farnèse, Sienne, Lucques, les émigrés et les prélats qui s'étaient rendus à Bologne.

En 1547 on en vint aux mains sur plusieurs points à la fois, sur les bords du Pô, dans la rivière de Gènes et même à Naples où les nobles et les bourgeois ordinairement si divisés se conjurèrent au cri d'*union*, contre don Pèdre qui voulait introduire dans le royaume le redoutable tribunal politique de l'inquisition espagnole. Le vieux parti guelfe échoua partout. Don Pèdre, à Naples, désarma les Napolitains, en renonçant à son projet; dans la Toscane, l'agent impérial força Sienne à livrer Burlamachi, réintégra une garnison espagnole dans la ville et la contint désormais par une forteresse. A Gènes, Jean-Louis de Fiesque, comte de Lavagna, appuyé par la France et le duc de Parme, réussit à faire assassiner Gianettino Doria, neveu du grand Doria, et jeta dans Gènes le cri de *Vive la liberté!* Mais au milieu du tumulte, il tomba à la mer en voulant passer d'un vaisseau

dans un autre et se noya ; les conjurés se dispersèrent éperdus. André Doria garda son autorité dans la ville et la citadelle à l'empereur. Dans la Lombardie enfin où les deux ennemis les plus terribles, Ferdinand de Gonzague et Pierre-Louis s'épiaient de plus près, le 10 septembre, Anguissolo surprit la garde du palais de Louis et l'assassina ; le surlendemain Ferdinand de Gonzague survint, s'empara de Plaisance et de son territoire et échoua seulement devant Parme dont le habitants proclamèrent Ottavio Farnèse.

La colère du pape, qui aimait son fils plus que ne le méritaient ses abominables vices, fut d'abord excessive. Sur le refus de l'empereur de rendre Plaisance, il parla de s'allier avec la France, avec Venise, avec les Suisses, mais sans oser franchir le dernier pas ; il craignait surtout la présence du jeune Philippe qui, sur l'ordre de son père, vint surveiller pendant deux ans l'Italie. En 1548, il réclama Plaisance et Parme comme biens immédiats de l'Église, et enleva Parme à Ottavio, en échange d'Amerino. Mais c'était un acte d'hostilité indirect et timide de la part du nouvel Alexandre III, et une dernière douleur l'attendait. Ottavio, pour la fortune duquel il avait encouru le blâme, refusa d'obéir, et s'entendit avec Ferdinand de Gonzague pour rester maître de ce qu'il appelait son patrimoine. Le cardinal Alexandre Farnèse lui-même, qui conduisait toutes les affaires du saint-siège, était d'accord avec le rebelle. Paul III, frappé de stupeur et plein de colère, eut une explication terrible avec Alexandre, et mourut quelques jours après (1549).

Résignation de Jules III ; Ottavio Farnèse et Pierre Strozzi ; chute de Stienne (1549-1553).

L'avènement du pape Jules III, pontife ami du repos, qui négligeait les affaires pour la construction de son magnifique jardin, la *Vigna di papa Giulio*, n'était pas favorable à une lutte d'indépendance.

Jules III rappela le concile à Trente (1550), et rendit Parme à Ottavio. Celui-ci, pour arracher Plaisance à Ferdinand de Gonzague, invoqua l'appui du nouveau roi de France, Henri II. Seul, en Italie, il croyait pouvoir ce que le pape

Paul III n'avait pas osé. Il reçut dans Parme une garnison française, commandée par de Thermes, et appela aux armes tous les bannis et les mécontents, entre autres Pierre Strozzi et Bentivoglio, qui firent des enrôlements dans le petit comté de la Mirandole, et aidèrent Sienne à chasser Mendoza et la garnison espagnole. L'étendard de la France flotta de nouveau au centre de la péninsule comme une promesse d'indépendance.

Jules III s'emporta contre Ottavio, « ce misérable ver de terre qui osait se révolter en même temps contre un pape et un empereur ; » Ferdinand de Gonzague et le pape envahirent ensemble le territoire de Parme et de la Mirandole ; le duc de Florence, Cosme I^{er}, déclara la guerre aux Siennois. Venise, qui voyait avec raison dans toutes ces entreprises autant d'agitations stériles, essaya de conjurer de derniers malheurs. Elle parvint à ménager, entre le pape et Ottavio Farnèse, une trêve qui laissa celui-ci en possession de Parme. Elle ne fut pas assez heureuse pour retirer de la lutte les autres États italiens, et Sienne fut la dernière victime de cette lutte de l'indépendance.

Tandis que les Français pénétraient dans le Piémont et y prenaient Verceil et Ivree, Sienne appela dans ses murs le Français de Thermes. Grâce à lui, elle se défendit pendant toute l'année 1553. Mais quand, en 1554, Pierre Strozzi l'eut remplacé avec tous les exilés et quelques Français, Cosme de Médicis ne ménagea plus rien pour écraser le fils de son vieil ennemi.

Un condottiere féroce, serviteur de l'étranger, pris à sa solde, Jean-Jacques de Médicis, fait marquis de Marignan par Charles-Quint, bloqua Sienne à la tête de troupes espagnoles et allemandes, ravagea impitoyablement les environs, et fit d'un pays jadis couvert d'habitations et d'une culture florissante la triste Maremme d'aujourd'hui. Pierre Strozzi tenta une entreprise sur Florence et fut battu à Lucignano. Blaise de Montluc, avec quelques troupes françaises, essaya encore de prolonger la résistance. Après avoir perdu vingt mille habitants par le fer ou la faim, Sienne capitula enfin le 17 avril, et se mit sous la protection espagnole, en de-

mandant une constitution libre pour toute concession (1555).

Paul IV; dernière lutte; le duché de Parme et Plaisance; les présides; traité de Catéau-Cambresis (1553-1559).

L'avènement de Paul IV et l'abdication de Charles-Quint offraient à l'Italie une meilleure occasion. Le cardinal Carraffa, grand inquisiteur, était un de ceux qui avaient imprimé à la cour pontificale cette direction vigoureuse, destinée à raffermir le catholicisme ébranlé. Homme d'une nature ardente, emportée, qu'aiguissait encore l'ascétisme monacal, il apporta la même impétuosité dans les affaires politiques. Né en 1476, il avait vu l'Italie encore libre du ^{xv}^e siècle. Il comparait l'Italie de cette époque à « un instrument merveilleusement d'accord, dont les quatre cordes étaient Rome, Milan, Naples et Venise, » et il n'avait pas assez de malédictions contre Alphonse et Louis le More, « ces âmes malheureuses et perdues qui, par leurs divisions, avaient détruit cette admirable harmonie. » Charles-Quint, en déposant la couronne impériale, n'avait pu la poser sur la tête de son fils. Avec l'Espagne et les Pays-Bas, il n'avait pu lui transmettre que le duché de Milan, sous la suzeraineté du nouvel empereur, Ferdinand, son frère, et le royaume de Naples et de Sicile. Le pape n'avait donc en face de lui qu'un roi et non un empereur (1556).

À peine couronné à Saint-Pierre, il remua l'Europe pour délivrer l'Italie. Ses ambassadeurs empêchèrent la trêve de Vaucelles d'aboutir à la paix; lui-même il arrêta les cardinaux partisans de l'Espagne, confisqua les biens de ceux qui s'enfuyaient, entre autres des Colonna, soutint Sienne, attaqua ouvertement le vice-roi de Naples, et enfin conclut avec le roi de France, Henri II, cette alliance devant laquelle Paul III avait toujours reculé. Le roi d'Espagne se défendit avec autant de résolution qu'eût fait *un César*. Le duc d'Albe envahit avec les Espagnols le territoire pontifical; le duc de Florence, Cosme I^{er}, tout dévoué à l'Espagne, pressa les Siennois dans Montalcino et poussa Martin Bernardini à imposer aux Lucquois *la loi martinienne*, qui institua, en faveur des

familles alors maîtresses du gouvernement, une oligarchie héréditaire. Attaqué jusque dans Rome par les Espagnols, bientôt maîtres de Ponte Corvo et de Terracine, Paul IV agit avec l'énergie d'un pape du moyen âge ; il déclara Philippe II déchu de son royaume de Naples, qu'il offrit au duc de Guise et aux Français; il nomma le duc d'Este, Hercule, son généralissime, fit cardinal son neveu, Charles Caraffa, homme d'énergie, mais adonné à tous les vices, et tenta de soulever toute l'Italie contre ce nouveau maître. A Rome on le vit armer et passer en revue la population; assis souvent à table des heures entières, buvant avec une ardeur fiévreuse le *mangia-guerra* de Naples, il se répandait en invectives contre ses ennemis, contre Cosme de Médicis, *ce fils du diable*, contre les Espagnols, *ces schismatiques, ces damnés de Dieu, cette semence de juifs et de maures, véritable lie du monde*.

Philippe II, à la nouvelle de l'approche du duc de Guise à la tête de quinze mille hommes, fit quelques concessions aux Italiens pour les diviser; il rendit la ville de Plaisance moins la citadelle à Farnèse, dont le duché fut ainsi constitué. Il livra à Cosme de Médicis la ville de Sienne que celui-ci visait depuis longtemps. Ce fut son salut en Italie. Tenu en échec par Hercule d'Este, le gouverneur du Milanais fut obligé de laisser d'abord passer le duc de Guise, qui s'empara de Compli et franchit le Tronto pour assiéger Civitella. Mais le duc d'Albe le repoussa, reporta la guerre sur le territoire pontifical, où il déchaîna les Colonna, et marcha sur Rome. La grande victoire de Saint-Quentin, remportée par Philippe II sur les Français, porta un coup encore plus terrible aux espérances du pape et de l'Italie. Le duc de Guise déclara qu'aucune force humaine ne l'empêcherait de voler à la défense de sa patrie. Inébranlable jusqu'au dernier moment, le pape ne céda que lorsqu'il vit les Romains eux-mêmes prêts à ouvrir aux Espagnols les portes de Rome, et pour éviter à la capitale du monde chrétien une prise d'assaut et un nouveau pillage.

Irrité de ces revers, le pape se retourna impétueusement contre les instruments mêmes de sa politique mondaine;

il sacrifia le cardinal Caraffa qui fut déposé, et ses autres neveux jetés dans l'exil; il ne pensa plus qu'au gouvernement spirituel de l'Église, et fit retomber sur les ennemis de la foi le mal qu'il n'avait pu faire à ceux de l'Italie.

Le sort de la péninsule fut définitivement réglé, à la suite du traité de Cateau-Cambrésis (1559), qui rétablissait la paix entre l'Espagne et la France. Philippe II laissa définitivement Plaisance moins la citadelle à Ottavio, Siennese et son territoire à Cosme I^{er} de Médicis, mais en s'y réservant pour le tenir dans une sorte de dépendance, les ports d'Orbitello, Talamone, Portoferraio, Monteargento et Saint-Étienne que l'on appela *les présides*. Le duc de Savoie, Philibert-Emmanuel, recouvra la Bresse, le Bugey, la Savoie, le Piémont à l'exception de Turin, Chieri, Pignerol, Chivasso et Villeneuve, qui furent retenues par le roi de France, et de Verceil et d'Asti, retenues par le roi d'Espagne, jusqu'à ce que la question d'hérédité mise en avant par le roi de France eût été résolue. Par là, la domination austro-espagnole fut inébranlablement affermie au nord et au midi de la péninsule; le saint-siège, qui avait espéré partager la domination de l'Italie, se trouva condamné à l'impuissance; les ducs de Florence, de Parme et de Ferrare, furent tenus dans la dépendance, et la frontière même de l'Italie resta aux mains des étrangers.

Ce qui avait été commencé en 1530 aux conférences de Bologne se trouva achevé en 1559, dans une petite ville de Flandre; et l'Italie, sous le joug de l'empereur Ferdinand, et du roi catholique Philippe II, l'un suzerain du Milanais et des petits duchés voisins; l'autre, duc de Milan et roi de Naples, tomba comme anéantie sous le poids d'une double servitude.

Le spectacle que donnèrent les habitants de Rome et le conclave, après la mort du dernier des papes guelfes, montra combien le malheur avait aigri et abaissé les âmes. Le peuple romain arracha de leurs piédestaux et brisa lâchement les statues qu'il avait élevées à Paul IV dans la première joie de son avènement. Le conclave, par un de ces brusques retours qu'on est si souvent à même de constater, contre la

politique suivie par le pape décédé, porta au saint-siège Pie IV, pape doux, mondain et attaché aux étrangers par son frère le duc de Marignan, dévoué à Cosme I^{er} et à Philippe II.

Asservissement des princes italiens; Pie IV, Pie V; restauration catholique dans les lettres et dans les arts (1550-1572).

Une nouvelle phase commença à partir de cette époque pour l'Italie; elle ne résista plus à la servitude; elle s'y résigna, elle s'y précipita. Son brillant génie même qui s'était égaré dans les sentiers glissants de la renaissance, expia son scepticisme païen dans les rigueurs de la pénitence et quelquefois les petitessees de la superstition.

Le nouveau pape donna l'exemple de la résignation; tout occupé d'embellir Rome où il construisit la *Porta-Pia*, et fit percer la rue de Montecavallo, et de protéger les côtes contre les pirates barbaresques, par les fortifications du Borgo, d'Ancône et de Civita-Vecchia, il n'eut d'autre but que la paix dans ses relations avec les puissances étrangères. Sollicité par l'ambassadeur de Savoie, d'aider son maître à recouvrer Genève devenue protestante: « Où en sommes-nous, lui dit-il, pour qu'on vienne me faire de pareilles propositions? C'est la paix qu'il me faut avant tout. » Il était convaincu que le saint-siège ne pouvait se maintenir longtemps sans l'appui des princes, et chérissait surtout ceux qui régnaient sur l'Italie. Il pensa un instant à conférer à Cosme le titre de roi, il aurait voulu le faire au moins archiduc. Il ne refusa rien à Philippe II, son vassal, pour le royaume de Naples; il laissa opposer la formalité de l'*exequatur* à ses propres décrets, et combattit encore moins les mesures que prit le roi dans le Milanais pour restreindre les privilèges laissés par Charles-Quint au sénat, et les dernières libertés communales.

Le saint-siège regagna, il est vrai, au spirituel ce qu'il perdit au temporel. Dans les dernières sessions du concile de Trente, qu'il eut la gloire de rouvrir en 1563, le pape Pie IV, par les concessions politiques faites au prince, conjura les réformes religieuses qu'on paraissait disposé à lui

arracher. En cessant d'invoquer ses droits sur les couronnes, il obtint qu'on ne parlât plus de réformer l'Église *dans son chef*. Le concile, au lieu de s'élever au-dessus de lui, s'abassa devant son autorité. Non-seulement on maintint la tradition, le dogme dans toute sa rigueur ; mais on releva, on étendit le pouvoir du saint-siège sur toute la catholicité. Le pape resta seul juge des changements à opérer dans la discipline, infaillible dans les choses de la foi, interprète suprême des canons, chef incontesté des évêques ; et Rome put se consoler de la perte définitive d'une partie de l'Europe, en voyant sa puissance doublée dans les nations catholiques du midi, qui se resserrèrent religieusement autour d'elle.

Les souverains laïques de l'Italie n'eurent point cette compensation. Cosme I^{er} de Médicis put en toute liberté contenir par la terreur ses sujets de Florence et de Sienne encore frémissante, fortifier Grosseto, Livourne, fonder l'ordre de la chevalerie de Saint-Étienne contre les pirates, construire quelques galères, creuser des canaux, endiguer des rivières et tenter de repeupler et d'assainir les Maremmes ; mais en s'emparant de la petite ville de Folignano sur Niccolo Orsini, il encourut le mécontentement des souverains, et ne les apaisa qu'en acceptant pour son fils François la main de l'archiduchesse Jeanne, princesse autrichienne. Le duc de Savoie, Philibert-Emmanuel, qui avait donné la victoire à Philippe II sur le roi de France à Saint-Quentin, parvint à recouvrer, à la faveur des troubles de la France, toutes ses villes du Piémont. Mais il n'obtint pas plus du roi d'Espagne que du pape, les secours qu'il désirait pour soumettre Genève.

Le duc de Parme et Plaisance, Ottavio, appartenait à l'Espagne par sa femme Marguerite, longtemps gouvernante des Pays-Bas, et son fils Alexandre, élevé par sa mère dans des sentiments tout espagnols, et, plus tard, général de Philippe II. Guillaume de Gonzague, duc de Mantoue, qui tenait de Charles-Quint le Montferrat, et de Philippe, Guastalla, avait besoin des troupes du Milanais pour se faire obéir par ses sujets, comme le prouve la révolte de Casale, en 1565.

A Ferrare, le duc Hercule avait partagé les projets de

Paul IV; sa femme avait été véhémentement soupçonnée de calvinisme. Leur fils, Alphonse II, n'épargna rien pour faire oublier le mauvais renom de ses parents aux cours de Vienne et de Madrid. Il exila sa propre mère. Il demanda en grâce pour épouse une princesse autrichienne, l'archiduchesse Barbara. Ces alliances étaient moins un honneur fait aux petits princes italiens qu'une garantie prise contre eux. Fières et dédaigneuses, s'asseyant au foyer des princes italiens comme par droit de conquête, et persuadées qu'elles descendaient jusqu'à eux, ces archiduchesses faisaient ordinairement de leur époux leur premier sujet, et rendaient toujours présents l'œil et le sceptre de l'étranger au sein des petits gouvernements qui se croyaient libres. La première d'entre elles, Marguerite de Parme, dévoilait les secrets et les défauts d'Ottavio à l'ambassadeur espagnol, et eût mieux aimé, assurait-elle, couper la tête à son propre enfant que de déplaire à son frère Charles-Quint.

La présence de Philibert de Savoie, d'Alphonse de Ferrare, de Guillaume de Gonzague à la diète d'Augsbourg, convoquée en 1566 contre les Turcs, les dépenses faites par ces princes pour y faire acte de dévouement, témoignèrent suffisamment qu'ils n'étaient plus que les vassaux de l'empire.

Sous le pape Pie V (1566) s'acheva l'œuvre de la restauration catholique et de l'asservissement de la péninsule. Ce saint, mais inflexible vieillard, dont le peuple admirait la tête toujours nue, la longue barbe blanche et le visage rayonnant de piété, fit admettre dans tous les États italiens l'inquisition romaine, et surveilla sévèrement la foi et les mœurs. Les évêques furent astreints à la résidence, les moines et les nonnes à une sévère réclusion. Le *collegium germanicum*, fondé par les jésuites, devint une pépinière de prêtres pour l'Italie et l'Allemagne. Les abus disparurent en partie, les scandales diminuèrent dans Rome. Des cardinaux recommandables par leur piété donnaient le ton à la cour romaine : le politique Gallio di Como, l'administrateur Salviati, San-Severina, l'homme de l'inquisition, et Madruzzi, surnommé le Caton du sacré collège. Tiépolo, ambassadeur de Venise, rendait un peu plus tard à la ville sainte ce té-

moignage : « Rome s'efforce à sortir de la déconsidération où elle était tombée ; elle est devenue plus chrétienne dans ses mœurs et dans sa manière de vivre. »

En Lombardie, l'archevêque de Milan, Charles Borromée, digne émule de Pie V, ne se contenta pas de réformer les églises et le clergé, les moines et les religieuses ; il restreignit les divertissements publics, veilla sur la sainteté des mariages et sur la conduite générale des laïques ; son zèle l'entraîna même hors des limites de son pouvoir. Il prétendit prêter à ses décrets religieux le secours de la force militaire, et le gouverneur de Milan plia sous l'ascendant d'un zèle pur de toute ambition politique.

Cette réforme, tout ecclésiastique et disciplinaire, n'eut malheureusement rien de pratique ni de viril. On rétablit le culte sans retremper les caractères ; on raffermir la foi sans corriger les mœurs ; on dompta la pensée sans relever les âmes. Une seule action grande sortit de cette époque. Pie V détermina une ligue contre les Turcs entre les États italiens et l'Espagne ; sous la conduite de don Juan, les vaisseaux de Venise, de Gênes, de la Toscane, de Naples et des États de l'Église remportèrent la glorieuse victoire de Lépante (1571) : « Il fut un homme envoyé de Dieu, nommé Jean, » put s'écrier Pie V dans son enthousiasme. Mais à côté quels scandales et quelle bassesse !

Les Médicis donnaient les plus tristes exemples. Des rumeurs effroyables couraient sur la mort subite et rapprochée de deux des fils de Cosme. On assurait que l'un d'eux, Jean, avait dans une partie de chasse assassiné, par jalousie, son frère Garzia, et que Cosme avait immolé le fratricide dans les bras de sa mère quelques jours après. Le troisième, François, bien que marié à l'archiduchesse Jeanne, entretenait publiquement avec Bianca Capello une liaison que semblaient aiguillonner chaque jour de nouveaux scandales ; et Cosme assouvissait au fond de son palais de fougueuses passions irritées encore par une sombre mélancolie. Tout cela n'empêcha pas le pape Pie V de conférer à Cosme, on ne sait trop de quel droit, le titre de grand-duc, en 1569 ; et cet acte fit voir jusqu'où étaient descendus les princes italiens.

Les autres petits souverains dont la vie n'était pas fort exemplaire se montrèrent fort jaloux. Le duc de Ferrare et le duc de Savoie, protestèrent auprès des cours de Madrid et de Vienne, et prétendirent garder le droit de préséance que le pape venait ainsi de changer. Ils tenaient à rester au moins les premiers parmi les esclaves. Le droit de préséance ! tel était dans la commune servitude l'objet de la fiévreuse rivalité des princes ; pour le soutenir leurs savants dépensaient beaucoup de science héraldique et féodale, leurs ambassadeurs se battaient aux cours de Madrid et de Vienne.

Toute indépendance fut aussi proscrite de la littérature et des arts. Les académies de Rome, de Naples, de Modène se dispersèrent. Tout ce qui avait fait l'admiration du siècle précédent, on le tint pour paganisme. Carnesecchi fut livré au pape par Cosme de Médicis, Guido Zanetti, par Venise. Un profond philosophe, Giordano Bruno, erra longtemps poursuivi par les inquisiteurs jusqu'à ce qu'enfin il tombât au pouvoir de Rome et finit par le feu. Un seul de ces novateurs, Bernard Patrizzi, esprit bizarre et entiché de la cabale, trouva grâce devant l'inquisition. L'étude de l'antiquité même fut presque abandonnée ; Alde Manuce, à Rome, ne rencontra pas une dizaine d'élèves qui consentissent à lire encore les poètes grecs et latins. La cour classique de Ferrare même, où brillaient les deux sœurs du duc, Lucrezia, épouse du duc d'Urbin, et surtout la fameuse Éléonore si douce d'abord et depuis si fatale au Tasse, eut grand'peine à défendre ses délassements de prédilection contre la proscription générale. Elle était obligée de chercher une compensation à ses sacrifices dans la représentation de ces pièces à machines qui sont l'origine de l'Opéra ; et c'était bien rarement qu'elle osait se transformer en *cour d'amour*, comme elle le fit une fois sous la présidence de son poète bien-aimé.

La religion tint la plume et le pinceau, presque sans rival. Le jésuite Bellarmin défendit avec un grand appareil de science, qui n'est pas toujours il est vrai de très-bon aloi, des prétentions pontificales renouvelées du moyen âge. Baronius écrivit ses savantes annales ; l'histoire politique se

tut, ou eût mieux fait de ne point parler. Noël Conti, Bardi, Campana, Tarcagnola succédèrent à Paul Jove et à Guicciardini. L'épopée héroïque tombée si bas avec Giron le Courtois, ne se releva que par le sentiment chrétien, dans la *Jérusalem délivrée*, du Tasse; et un peu plus tard l'indépendance d'esprit du poète eut presque autant de part à ses malheurs que la hardiesse de ses desirs.

Dans les arts, les disciples de Raphaël étaient tombés dans l'affectation, ceux de Michel-Ange dans l'extraordinaire. Les Carrache, à Bologne, animèrent seuls la toile par un idéal chrétien tout nouveau, Louis dans sa *Vocation de saint Matthieu*, Auguste dans son *saint Jérôme*, Annibal dans son *Ecce homo*. Les *Madones*, les *Vierges* se multiplièrent; elles couvrirent les murs des églises, envahirent les places publiques, et devinrent l'ornement ordinaire des foyers même les plus pauvres. Enfin la musique religieuse naquit avec Palestrina comme pour célébrer dignement la restauration catholique.

Malgré tous ces dehors, la réforme religieuse et morale n'arriva pas au fond des âmes. Les princes qui appuyaient les décrets pontificaux ne se les appliquaient point à eux-mêmes. Ceux qui accusaient tout haut les Médicis, suivaient tout bas leurs exemples. Le peuple contractait ces habitudes de dévotion étroite et extérieure qui sont encore aujourd'hui l'un des traits de son caractère; il apprenait à accommoder la religion avec le vice; et la moralité n'en devenait pas meilleure. Le paganisme était vaincu, le christianisme restauré, mais point où il avait surtout besoin de l'être, dans les mœurs.

Grégoire XIII et François de Médicis; misère de la péninsule; les bravi et les brigands (1572-1584).

La perte de la liberté ne fut point compensé par la prospérité matérielle. On s'en convainquit clairement pendant les règnes de Grégoire XIII à Rome, et de François I^{er} à Florence.

Grégoire XIII, quoique d'une piété bien moins profonde que son prédécesseur, suivit dans le gouvernement spirituel l'impulsion vigoureuse qui avait été donnée par Pie V. Il

fonda à Rome le collège de toutes les nations , et accomplit une œuvre vraiment européenne par la réforme du calendrier en 1582. Mais comme souverain temporel le pape avait d'autres soins. L'administration pontificale avait d'abord eu d'heureux effets dans un pays livré autrefois aux caprices d'une foule de petits tyrans. La Romagne, la Marche assez doucement gouvernées par les légats avaient joui d'une certaine prospérité ; le lin de Faenza, le chanvre de Pérouse, le vin de Montefiascone étaient très-recherchés ; mais bientôt les impôts mis sur les personnes, les biens, le commerce, pour remplacer les revenus de la chrétienté perdus, tarirent toutes ces ressources. La ville d'Ancône, entre autres, frappée d'un impôt sur les entrées perdit cette foule de marchands grecs, turcs, arméniens et autres, qu'on voyait affluer dans son port, et ne se releva jamais de ce coup. Grégoire XIII, déjà à bout de ressources, voulut faire reviser les diplômes des petits fiefs de la campagne et les privilèges des cités, pour en obtenir le rachat, et il ne récolta que les troubles et la révolte.

François de Médicis, plus docile encore que son père au joug espagnol, obtint, en 1576, de l'empereur et du roi d'Espagne, par des concessions que Cosme avait refusées la reconnaissance de son titre grand-ducal, avec le droit de préséance sur les autres ducs. Moins réservé que jamais, il établit dans son palais Bianca Capello, qui ne perdit rien de son affection pour lui avoir donné un enfant supposé, et qui devint même sa femme après la mort de l'archiduchesse. Prince tout espagnol il se sépara complètement du peuple ; à la manière de Philippe II, il ne vécut plus qu'au milieu de courtisans, de favoris qui commencèrent à former une noblesse dans cet État jadis tout démocratique ; mais il laissa dépérir par sa négligence tous les éléments d'ordre et de prospérité de la Toscane. La ville de Livourne seule gagna quelque développement, grâce aux privilèges commerciaux qu'il lui accorda ; mais le reste du pays devint désert auprès de ce qu'il avait été sous Cosme I^{er}. Pise, de vingt-deux mille âmes, tomba à huit mille ; et en 1575 une conjuration faillit renverser ce tyran voluptueux qui ne songeait pas même au lendemain.

Dans le Milanais où les gouverneurs avaient respecté les débris des anciennes libertés, on rencontrait encore quelque activité. On recherchait les armes et les broderies de Milan; les métiers à laine étaient très-occupés à Côme et dans la capitale; les travaux de canalisation continuaient; Milan passait pour la plus populeuse ville de l'Italie et renfermait jusqu'à trois cent cinquante mille habitants. Mais à Naples les exigences et la vénalité de l'administration tarirent toutes les sources de la prospérité; tandis qu'en Lombardie de riches familles, les Marignani, les Sforze, les Serboni, les Borromée, les Trivulze étalaient un luxe princier, la noblesse napolitaine, promptement ruinée par la vie de cour, se retira dans ses châteaux et vécut en opprimant ses paysans. La bourgeoisie elle-même écrasée par les impôts et surtout par les caprices des vice-rois fut atteinte et ruinée. On poursuivait les malheureux contribuables au point d'enlever les toits des maisons pour en vendre les matériaux, lorsque tous les meubles avaient été saisis. Les villes tombèrent en décadence; des localités autrefois très-florissantes, comme Giovinazzo dans la Pouille, disparurent complètement; toute une province désolée, la Calabre, ne fut plus traversée qu'en caravanes.

Dans toute la péninsule le brigandage s'organisa, comme aux grandes époques de misère. Les mécontents, les bannis, les gens ruinés et les mauvais sujets se réunirent par bandes sous la conduite de chefs hardis et aventureux, et exercèrent de sanglantes représailles. Les gorges des Apennins, les petits châteaux qui s'y élevaient, devinrent le refuge de ces *bannis* ou *bandits* qui remplaçaient les condottieri, et furent comme la dernière et sauvage protestation de l'indépendance nationale. Le peuple loin de les mépriser les appela les *bravi*. Les grands, des princes, des cardinaux même, allèrent souvent chercher chez eux les hommes de main dont ils avaient besoin pour exercer leurs vengeances ou même satisfaire leurs cupidités.

Marco Bernardi de Cosenza, dans la Calabre; Pierre Leonello de Spolète, dans la Marche; Alphonse Piccolomini, seigneur de Monte Marciano et de noble famille, dans les

Apennins, devinrent la terreur de la péninsule. Il fallut une véritable expédition militaire des Espagnols pour détruire Marco Bernardi et sa bande. Alphonse Piccolomini dans les États de l'Église enlevait des châteaux et même de petites villes ; le pape Grégoire XIII augmenta ses forces militaires et donna au cardinal Sforza les pouvoirs les plus étendus pour débarrasser le patrimoine de Saint-Pierre de ce brigandage. Grégoire XIII ne put cependant désarmer Piccolomini qu'en lui accordant sa grâce et la restitution de ses biens.

Tel était l'état où la restauration impériale et pontificale avait réduit la péninsule à la fin du **xvi^e** siècle.

CHAPITRE XVII.

L'ITALIE AU **xvii^e** SIÈCLE, ENTRE LA DÉCADENCE DE L'ESPAGNE ET LA GRANDEUR DE LA FRANCE (1584-1700) ¹.

SIXTE-QUINT ET FERDINAND I^{er} (1584-1590). — LE PAPE CLÉMENT VIII ; LE MOINE CAMPANELLA (1590-1605). — LE PAPE PAUL V ; CHARLES EMMANUEL I^{er} (1605-1618). — DON PÈDRE DE TOLÈDE ET LE DUC D'OSSUNA ; CONSPIRATION DE VENISE (1618-1620). — AFFAIRE DE LA VALTELINE (1620-1626). — LE PAPE URBAIN VIII ; SUCCESSION DE MANTOUE ; PRISE ET RUINE DE CETTE VILLE ; MAISON DE GONZAGUE-NEVERS (1626-1631). — ÉTAT MATÉRIEL ET MORAL ; SCIENCES, LETTRES ET ARTS. — INNOCENT X ; MASANIELLO ; LUTTE DE LA FRANCE ET DE L'ESPAGNE EN ITALIE (1635-1639). — ALEXANDRE VII ET CLÉMENT IX ; CHARLES-EMMANUEL II ET FERDINAND II ; GUERRE DE CANDIE (1639-1675). — INNOCENT XI ; RÉVOLTE DE MESSINE ; BOMBARDEMENT DE GÈNES ; AFFAIRE ET RUINE DE CASALE (1675-1700).

Sixte-Quint et Ferdinand I^{er} (1584-1590).

A la fin du **xvi^e** siècle, après la dernière résistance du saint-siège et des républiques, la péninsule était tombée dans le plus complet découragement. Deux hommes d'énergie essayèrent de la relever sur le seuil du **xvii^e** siècle, et de

¹ Voyez Botta, *Histoire d'Italie* ; Dugu, *Histoire de Venise* ; Ranke, *Histoire de la Papauté*.

la mettre à même de profiter de la restauration de la France, sa protectrice naturelle depuis qu'elle était tombée sous le joug de l'Espagne : Sixte-Quint, souverain pontife, et Ferdinand I^{er} grand-duc de Toscane.

Félix Peretti, d'une pauvre famille slave réfugiée à Montalto, avait été élevé à la rude école de l'indigence ; il avait souvent dans sa jeunesse surveillé les fruits et gardé les pourceaux ; reçu dans un couvent de franciscains, il s'était élevé par un mélange assez rare d'érudition théologique et de savoir-faire administratif que relevaient encore un esprit décidé et un caractère ferme. Il était âgé de soixante-quatre ans, et atteint de quelques infirmités, lorsqu'il fut élevé à la papauté (1584). Cet honneur parut l'avoir rajeuni, retrempé ; c'est ce qui a fait dire que le lendemain de son exaltation il jeta loin de lui ses béquilles. Le premier depuis longtemps, il comprit que le pape, souverain temporel, ne pouvait s'absorber exclusivement dans ses devoirs religieux, sans mettre en danger sa puissance spirituelle même ; et il entreprit d'abord de détruire le brigandage et de relever les finances du saint-siège.

Dès les premiers jours, les mesures les plus énergiques furent prises contre les brigands. On mit à prix la tête de leurs chefs ; on rendit leurs parents responsables et solidaires de tous leurs méfaits. Le saint-père trouva bons tous les moyens employés contre eux ; il n'y eut à espérer de lui aucune pitié. « Tant que je vivrai, avait-il dit le jour même de son couronnement, tout criminel subira sa peine capitale. » Au bout de deux ans les ambassadeurs félicitèrent le pape sur la sécurité des routes du domaine pontifical.

Grégoire XIII avait mangé, au dire de Sixte-Quint, les revenus de trois pontifes : les siens, ceux de son prédécesseur et ceux de son successeur. Sixte-Quint fit des économies considérables sur les dépenses de la chambre pontificale ; il créa un certain nombre d'emplois vénaux, et établit des *monti* nouveaux sur la consommation du vin, du bois, et même sur les petites industries. En peu de temps il eut payé ses dettes, et put mettre annuellement de côté un million d'écus en or, réserve qu'il destina à parer aux grands

événements, comme une croisade, une famine ou une invasion du domaine de Saint-Pierre.

L'excédant ordinaire des recettes fut employé par lui à embellir Rome. Depuis que Sixte IV avait joint encore les deux rives du Tibre par le pont de Travertino, qui porte toujours son nom, la partie basse de la ville avait été entièrement renouvelée; au delà du fleuve s'élevaient les merveilles du Vatican, le Belvédère, les Loges, le palais Chigi; en deçà la chancellerie de Jules II, les palais Farnèse et Orsini. Mais les collines de la ville haute étaient toujours abandonnées; l'église de Sainte-Marie des Anges, le palais des Conservateurs, sur le Capitolin, n'y attiraient pas les habitants. Sixte-Quint, pour repeupler ces belles et célèbres collines, y amena l'eau, dont elles manquaient, par des travaux qui rivalisent avec ceux des Romains. Il fit venir de vingt-deux milles sur le Capitolin et le Quirinal, tantôt sous terre, tantôt sur des aqueducs, cette *aqua felice* qui donne en vingt-quatre heures vingt mille cinq cent trente-sept mètres cubes d'eau et entretient vingt-sept fontaines; il perça un grand nombre de rues, facilita les communications entre la haute ville et la basse, et doubla pour ainsi dire la ville de Rome.

L'ancien moine franciscain faisait aussi de la réaction contre le paganisme dans l'art, et était heureux de célébrer dans ses œuvres le triomphe de la foi chrétienne. Il surmontait d'une croix le bel obélisque que l'architecte Fontana éleva avec tant de peine et de bonheur sur la place Saint-Pierre; il précipitait de leurs colonnes les statues de Trajan et d'Antonin pour y faire monter saint Pierre et saint Paul; il détruisait pour bâtir ses églises ou réaliser ses plans les monuments de l'antiquité, le beau temple de Sévère même, et faillit sacrifier à ce vandalisme chrétien l'admirable tombeau de Cécilia Metella; mais, avant tout, cet esprit positif se proposait toujours un but d'utilité publique, et Rome se releva réellement sous son pontificat.

La mort du grand-duc de Florence, François, fut aussi favorable à la Toscane que celle de Grégoire XIII aux États de l'Eglise. Le duc François et le cardinal Ferdinand de Médicis, rarement en bonne intelligence, s'étaient encore brouillés

après l'avènement du pape Sixte-Quint. Dans l'automne de 1587, François étant tombé malade, Ferdinand vint à Florence ; il y eut réconciliation. Mais quelques jours après la fièvre de François empira, Bianca Capello elle-même fut atteinte de la même maladie ; l'époux et l'épouse dont la passion avait troublé la cour de Toscane, même l'Italie, moururent à deux jours de distance, et le cardinal Ferdinand devint duc de Florence. Mille bruits non prouvés en coururent à son détriment ; mais le nouveau duc les étouffa bientôt sous le poids de ses bienfaits.

Homme éclairé, de sens pratique et de résolution, Ferdinand I^{er} répara les misères causées par la négligence de François. La prospérité de Livourne fut entretenue ; la ville de Pise relevée par l'ouverture d'un canal qui la fit communiquer avec Livourne, au point que les Génois assistèrent bientôt aux foires qui y furent tenues tous les ans. Le cours de l'Arno reçut une direction plus avantageuse ; on s'occupa de dessécher les terrains inondés, et on reprit le projet de repeupler la Maremme, en facilitant l'écoulement des eaux et en arrêtant les débordements du lac Fuccechio. Enfin Ferdinand entretint une marine militaire assez considérable pour aller relancer les barbaresques jusqu'à Bone, et il essaya de ranimer les lettres et les arts, qui avaient fait la gloire de sa patrie et de ses ancêtres.

Le pape Sixte-Quint et Ferdinand étaient faits pour s'entendre. Leur politique extérieure commença à trahir plus d'indépendance vis-à-vis de l'étranger. Sixte-Quint poursuivit jusque sur le territoire des Espagnols, les brigands qui étaient quelquefois protégés par eux. Ferdinand congédia tous les Espagnols que François avait pris à sa solde, et confia ses forteresses aux Italiens dont il n'avait pas à se méfier. Tous deux entretenirent de bons rapports avec la république de Venise ; le pape aimait particulièrement cette ville, qui l'avait aidé à détruire les brigands. Il assurait souvent « qu'il verserait volontiers son sang pour elle. » Ils se rattachèrent encore les Gonzague de Mantoue et Gènes, menacée par Charles-Emmanuel I^{er} de Savoie, qui espérait tout obtenir de l'Espagne en se faisant son plus zélé partisan.

C'était déjà un foyer de résistance. Mais il fallait trouver du secours au dehors. La France, depuis vingt-cinq ans en proie aux horreurs d'une guerre religieuse, qui paralysait toute sa politique extérieure, se débattait encore avec peine sous les efforts et les intrigues de Philippe II. Ferdinand et Venise favorisèrent autant qu'ils purent la restauration d'un pouvoir fort et national. La république devinant la première où était l'avenir, eut le courage de reconnaître Henri IV avant tous les autres États. Ferdinand après elle entra en relations d'amitié avec le nouveau roi, et tandis que le duc de Savoie s'emparait sur lui de Barcelonnette et d'Antibes, il se jeta sur le château d'If et y mit bonne garnison.

Sixte-Quint hésitait ; il menaçait de rompre avec la république, pour laquelle il avait promis de verser son sang ; il se laissa cependant bientôt fléchir par les Vénitiens, et reçut même M. de Luxembourg, envoyé de Henri IV, en audience particulière. L'ambassadeur d'Espagne, Olivarès, réclama, menaça ; Sixte-Quint s'emporta contre une semblable hardiesse. Philippe II poussa de nouveau les bandits sur le territoire pontifical, et intercepta les convois chargés de grains que Ferdinand faisait venir pour l'approvisionnement de la Toscane. Sixte-Quint alla jusqu'à parler d'excommunication contre le catholique roi d'Espagne. Cet homme énergique recula cependant devant une aussi grande tâche, et mourut dans l'indécision le 7 août 1590, poursuivi lâchement par les malédictions du peuple, qui brisa ses statues, et décida qu'on ne décernerait désormais plus cet honneur aux pontifes vivants. C'était éviter au moins les dangers de l'erreur ou de l'ingratitude, épargner à Rome les saturnales de l'idolâtrie de la veille et des auto-da-fé du lendemain !

Le pape Clément VIII ; le moine Campanella (1590-1603).

Sixte-Quint mort agita encore le conclave. Le parti des Médicis ou des Français parvint d'abord à faire un pape, sinon hostile, du moins peu dévoué à l'Espagne, Urbain VII. Mais celui-ci mourut au bout de sept jours ; la lutte recommença. Le vice-roi de Naples, pour en finir, fit reparaitre les brigands ; Olivarès menaça les cardinaux d'un siège ;

Grégoire XIV, pape tout espagnol, fut élu, mais ne régna que sept mois. Une troisième lutte, plus ardente encore que les précédentes, s'ouvrit. Le cardinal de San-Severina, porté par les Espagnols, manqua un jour la papauté d'une seule voix; « l'inquiétude, dit-il lui-même, fit sortir de son corps une sueur de sang. » Le cardinal Aldobrandino, créature de Sixte-Quint, beaucoup moins dévoué aux Espagnols, fut enfin élu le 20 janvier (1592), et prit le nom de Clément VIII.

C'était une victoire pour l'Italie. L'abjuration de Henri IV, son entrée à Paris en 1594 en fut une autre; on la célébra dans la péninsule comme un événement national. Le pape, qui jusque-là avait ménagé les Espagnols, et reçu seulement en secret les ambassadeurs de Henri IV, ne résista plus aux instances du grand-duc de Florence. En vain le parti espagnol quitta Rome avec les cardinaux qui le dirigeaient, en vain le duc de Sessa, ambassadeur de Philippe II, jeta les bandits des Abruzzes sur les terres de l'Église. Soutenu par les Vénitiens, par le duc de Toscane, par l'empereur lui-même, auquel les Italiens fournissaient des secours contre les Turcs, le pape passa outre; il déclara, dans une cérémonie solennelle (8 septembre 1595) Henri IV réconcilié avec l'Église catholique, et rétablit ainsi entre les puissances orthodoxes un équilibre favorable à sa propre indépendance et à l'affranchissement de l'Italie.

La péninsule s'aperçut bientôt en effet qu'elle avait trouvé contre l'Espagne un puissant appui. Alphonse II, duc de Ferrare, de Modène et de Reggio, mort en 1597, avait laissé son héritage à don César son cousin, à défaut d'héritier direct. Clément VIII réclama, comme fief du saint-siège, la ville de Ferrare, lança l'excommunication contre don César, qui prétendait à toute la succession, et fit un emprunt pour appuyer d'une armée les foudres spirituelles.

Les chances ne paraissaient pas favorables d'abord au saint-siège. La cour d'Espagne, qui croyait avoir à se plaindre de Clément VIII, était fort mal disposée. Le grand-duc de Toscane, beau-frère de don César, abandonnait cette fois le pape. La république de Venise même l'empêchait de re-

cruter des soldats dans la Dalmatie. Henri IV, désireux avant tout de *relever les lis auprès de la cour de Rome*, oublia ce qu'il devait à Venise, au grand-duc, et offrit d'envoyer une armée au delà des monts pour remettre le pape en possession de Ferrare. Don César, obligé de céder, rendit la ville après en avoir enlevé les archives, la bibliothèque et l'artillerie de son prédécesseur, et il se contenta désormais du titre de duc de Modène et de Reggio. La ville de Ferrare perdit tous ses avantages, tout son éclat de capitale, et vit bientôt s'élever, sur l'emplacement du palais ducal et du beau belvédère chanté par ses poètes, une citadelle qui tint facilement en respect une ville promptement dépeuplée.

Philippe II, qui depuis trente ans n'avait rien laissé faire en Italie, sans sa permission, fut obligé de céder cette fois. Il signait alors, avant de mourir, la paix de Vervins, qui annonçait le rétablissement de la puissance française et la décadence de l'Espagne. Son successeur, Philippe III, abandonnait même le plus fidèle des serviteurs de sa maison en Italie, Charles-Emmanuel I^{er}, duc de Savoie, auquel Henri IV arrachait en 1600, par le traité de Lyon, le Bugey, le Valromey et Gex, en échange du marquisat de Saluces.

Une nouvelle ère semblait s'ouvrir pour l'Italie avec le xvi^e siècle. Elle se tournait tout entière avec espoir vers la France. Le saint-siège n'avait que des caresses pour elle. Le savant cardinal Baronius répétait à qui voulait l'entendre que la papauté n'avait jamais reçu d'aucune nation autant de services. « Peut-on souffrir, s'écriait le cardinal-neveu Aldobrandino, par les mains de qui passaient toutes les affaires, peut-on souffrir que les Espagnols veuillent commander dans la maison d'un étranger malgré lui ; » et ce n'était peut-être pas sans arrière-pensée qu'il mettait des millions en réserve et entretenait une armée de douze mille hommes.

N'ayant plus rien à démêler avec la France depuis la paix de Lyon, Charles-Emmanuel I^{er} de Savoie commençait à comprendre que c'était en Italie, aux dépens de l'Espagne, qu'il fallait chercher à s'agrandir ; et il entra dans d'intimes relations avec Henri IV, si longtemps son ennemi. En atten-

dant mieux, il achevait d'organiser le sénat établi par son père à Carignan sur le modèle des parlements français; il ranimait l'agriculture et le commerce, et fortifiait Turin, ville italienne; il composait lui-même un parallèle entre les grands hommes anciens et modernes, écrivait son *Grand héraut*, compilation d'armoiries, et commençait à fonder la puissance militaire de son petit État.

Ferdinand de Toscane, trop heureux de voir monter sur le trône de France Marie de Médicis, n'avait pas tenu longtemps rigueur à Henri IV. Il s'enhardissait jusqu'à envoyer son amiral, Ingherani, à la tête de sa flotte, combattre les Turcs dans l'Adriatique, et cherchait à s'emparer sur eux de l'île de Chypre même. Au nord et au midi de l'Italie, les Milanais et les Napolitains eux-mêmes commençaient à s'agiter sous le joug de fer de l'Espagne.

C'était peut-être le moment de tenter quelque chose; le cardinal Aldobrandino proposa un instant à Venise une ligue contre l'Espagne. Mais le cardinal Aldobrandino et Ferdinand étaient ennemis jurés. Le premier cherchait autant à agrandir le saint-siège aux dépens du second qu'à chasser les Espagnols. Henri IV, d'ailleurs, n'était pas encore assez affermi en France pour agir au dehors.

Il n'y eut alors qu'une tentative dans le royaume de Naples, et ce fut une de ces révoltes isolées, étranges et folles, si fréquentes dans la péninsule, et que le malheur seul explique.

Un dominicain, Thomas Campanella, penseur profond s'il n'eût été encore plus grand rêveur, s'arracha tout à coup à ses élucubrations philosophiques et à ses songes pour appeler, nouveau Savonarole, ses compatriotes à la liberté. Il croyait, sur la foi de l'Apocalypse, que le XVII^e siècle devait être en Italie le signal d'un cataclysme où s'abîmerait la domination espagnole, et il forma le projet de fonder une sorte de république théocratique universelle. Il commença d'abord par soulever la Calabre, sa patrie; des moines, non seulement dominicains, mais franciscains et augustins, entraînés par son éloquence, se mirent à prêcher les doctrines du nouvel envoyé de Dieu, et soufflèrent sur les cendres mal

éteintes des factions napolitaines. Plusieurs évêques même et quelques barons, suivirent les moines; une armée, recrutée en partie de bandits, sortit de la Calabre. Le comte de Lemos, vice-roi de Naples, en eut bientôt raison. Les malheureux qui furent saisis périrent dans d'affreux supplices. Thomas Campanella, qu'on regarda comme fou, fut jeté dans un cachot, où il resta vingt-sept ans, et passa de la rêverie d'une république universelle à celle d'un universel saint-empire.

Cette tentative suffit pour mettre sur ses gardes le gouvernement espagnol déjà plein de méfiance. Philippe III, à Rome, excita le cardinal Farnèse, chef de sa faction, contre Aldobrandino; les garnisons des présides de Toscane furent augmentées : le gouverneur de Milan, Fuentes, rassembla un nombre de troupes assez grand pour effrayer toute la péninsule. Il eût peut-être fait davantage si le roi d'Espagne, Philippe III et son ministre, le duc de Lerme, satisfaits de maintenir leur domination, n'eussent mis tous leurs soins à éviter une intervention de Henri IV au delà des Alpes.

Le pape Paul V; Charles Emmanuel I^{er} (1605-1618).

La mort de Clément VIII, en 1605, ralentit encore davantage ce mouvement tout français. Les cardinaux avaient élu d'abord Léon XI, pape entièrement favorable à Henri IV, et dont l'élection fut célébrée avec joie en France. Mais ce vieillard ne survécut que quelques jours à son exaltation. Le cardinal Borghèse le remplaça sous le nom de Paul V. Élu en dehors de toute combinaison politique, préoccupé presque exclusivement des prérogatives de son autorité spirituelle, il indisposa contre lui tous les États d'Italie par son ardeur quelquefois intempérante à soutenir ses droits.

On consentit d'abord presque partout à faire des concessions à un pape que l'expérience rendrait sans doute bientôt plus traitable. Gènes révoqua une ordonnance qu'elle avait portée contre des assemblées réellement politiques des jésuites. Le duc de Savoie abandonna ses droits sur la nomination litigieuse de plusieurs bénéfices. Le vice-roi de Naples

fit demander l'absolution pour le président du conseil qui avait exécuté une ordonnance royale contraire aux prétentions pontificales dans le royaume.

Mais à Venise, les points de conflits s'envenimèrent tous les jours au point d'amener bientôt un éclat. La cour de Rome et le conseil des Dix étaient aux prises sur toutes choses : sur les frontières des deux territoires, sur les limites des juridictions temporelle et spirituelle, sur les rapports de commerce et la dime. Le plus dangereux, c'est que ces conflits exprimaient un antagonisme de théorie beaucoup plus grave. Le Vénitien fra Paolo Sarpi défendait alors avec beaucoup de science et d'ardeur les droits laïques de l'État contre les prétentions soutenues par le cardinal Bellarmin, en faveur du pouvoir spirituel; et le doge nouveau Léonard Donato, était le disciple de ce célèbre jurisconsulte. Le pape éclata enfin à propos de deux ecclésiastiques coupables, arrêtés par la justice séculière; il lança l'excommunication et l'interdit sur la république. Le sénat ordonna au fidèle clergé de la république de ne point tenir compte des censures et de continuer ses fonctions. Les jésuites et les capucins seuls désobéirent et furent bannis. Paul V, hors de lui, fit des préparatifs de guerre, la république augmenta ses troupes; les deux adversaires cherchèrent des secours, le pape auprès du roi d'Espagne, le conseil des Dix auprès du roi de France.

Les gouverneurs espagnols, en Italie, poussaient Philippe III à la guerre; le parti protestant, en France, sollicitait Henri IV de l'entreprendre. Les deux rois furent plus sensés. François de Castro et le cardinal de Joyeuse, envoyés, à cet effet, en Italie, parvinrent à tout accorder en 1607, par un compromis. Le doge livra à l'envoyé français, et par considération pour le roi de France, les deux ecclésiastiques coupables; mais il ne renonça à aucun des droits de l'État, et maintint l'expulsion des jésuites et des capucins.

La mort du grand-duc Ferdinand, qui n'eut point dans Cosme II un successeur digne de lui, fut encore une perte pour l'Italie. Le duc de Savoie, Charles-Emmanuel, pratiqua la seule vraie politique nationale; le fils du général de Phi-

lippe II se posa même hardiment en prince italien, en adversaire de l'Espagne; brave, résolu, il ne lui manqua que de savoir proportionner ses entreprises à ses moyens et aux circonstances. En 1609, il embrassa avec ardeur les projets que formait le roi Henri IV, l'année même qui précéda sa mort. A la tête de ses propres troupes et de renforts amenés par Lesdiguières, il rêvait déjà de s'emparer du Milanais et de le réunir à ses possessions héréditaires érigées en royaume. L'indifférence de Cosme II, époux de l'archiduchesse Madeleine, sœur de l'empereur Ferdinand, ne l'arrêta pas plus que les remontrances de Venise. Il comptait sur la France.

Resté seul contre l'Espagne par la mort de Henri IV et l'abandon de la régente, Marie de Médicis, il refusait encore de désarmer. « Mes armées piémontaises, disait-il, sont la sauvegarde actuelle de l'Italie. Naples et Milan appartiennent au roi très-catholique; les embarras de Venise se multiplient; la Toscane est soumise et comme assiégée dans ses possessions; le pape ne se décide pour personne; Gènes, par sa proximité de Barcelone, reçoit en quelques jours les ordres de Madrid. Peut-on parler de la lueur d'indépendance qui brille à Lucques et à Saint-Marin. Si je désarme, il n'y aura plus dans la péninsule d'hommes libres et généreux; elle ne contiendra que des traitres et des esclaves. » Il fallut l'intervention du pape, de Venise, de Cosme II, pour obtenir de Charles-Emmanuel qu'il envoyât au moins son fils Philibert faire quelques soumissions au roi Philippe, en l'année 1611

A la mort de François de Mantoue, qui n'avait survécu que quelques mois à son père Vincent, en 1612, Charles-Emmanuel se montra encore moins traitable, quoique la cause ici fût plus personnelle qu'italienne. François n'avait de sa femme Marguerite de Savoie, fille de Charles-Emmanuel, qu'une fille âgée de trois ans, et laissait sa succession à son frère le cardinal Ferdinand. Charles-Emmanuel I^{er} réclama comme fief féminin, au nom de sa petite-fille, le Montferrat avec la ville de Casal, et, en 1613, occupa hardiment la plus grande partie du territoire qu'il réclamait. Il eut d'abord

tout le monde contre lui : l'empereur Ferdinand évoqua l'affaire à son tribunal, le gouverneur de Milan et Cosme de Toscane mirent leurs troupes en mouvement, Venise et la France même lui firent de vives remontrances. Il fit tête hardiment à tous ; il rappela son ambassadeur de Venise, rejeta la médiation de la France et du pape, reçut vigoureusement le gouverneur du Milanais Mendoza à Vercell, à Asti, attaqua Novare (1614), et vit revenir bientôt à lui ses alliés naturels.

La république de Venise, depuis quelque temps en guerre avec les Uscoques, pirates illyriens, protégés par l'empereur, ne pardonna point au gouverneur de Milan, don Pèdre de Tolède, et au vice-roi de Naples, Giron d'Ossuna, de prendre parti dans une affaire qui ne les regardait pas. Elle fit alliance avec le duc de Savoie, lui fournit un subside de cinquante mille scudi par mois, et entraîna la régente de France, effrayée de l'union de l'empereur et de Philippe III. Lesdiguières, gouverneur du Dauphiné, passa les Alpes et occupa le Montferrat. Venise enrôla quatre mille Suisses dans le canton protestant des Grisons. Le duc de Savoie et la république firent alliance avec les Pays-Bas. On crut un instant à une guerre générale. Le gouverneur de Milan avait ses troupes sur le territoire de Venise et sur celui du duc de Savoie : d'Ossuna, bloquait avec sa flotte le golfe de Venise ; Cosme II, de Toscane, envoyait ses armées sur le Pô, à travers les États de l'Église et du duc de Modène.

Le pape Paul V, qui voyait déjà les *mécréants et les hérétiques* prêts à se ruer sur l'Italie, adjura les partis de poser les armes, et parvint à tout pacifier. Le roi d'Espagne, Philippe III, redoutait particulièrement la guerre. La régente de France cherchait à l'éviter. Deux accommodements qui prirent le nom de paix de Madrid (1618), conjurèrent l'orage. Le duc de Savoie retira ses troupes du Montferrat, mais en réservant ses droits sur lesquels l'empereur dut prononcer. Venise rendit Gradisca, dont elle s'était emparée, mais obtint le supplice des plus terribles des forbans dont elle avait voulu purger l'Adriatique. L'Espagne cependant sortit de ce conflit très-amointrie, et le duc de Savoie, fort grandi dans l'opi-

nion générale, au point que les Bohémiens eurent quelque temps après la pensée de le choisir pour roi.

Don Pèdre de Tolède et le duc d'Ossuna; conspiration de Venise (1618-1620).

Les représentants de la puissance espagnole en Italie, le gouverneur de Milan et le vice-roi de Naples, étaient ordinairement des personnages remuants, qui, fort désireux de se faire une réputation aux dépens de la péninsule, entraînaient souvent leur gouvernement plus loin que celui-ci ne voulait, et se trouvaient toujours mécontents, quand la paix trompait leur attente. Don Pèdre de Tolède et le duc d'Ossuna cherchèrent à prendre une revanche sur Venise en 1618.

Tout en rejetant les circonstances romanesques du récit de Saint-Réal, on ne peut nier qu'une tentative dangereuse n'ait été faite contre l'indépendance de la république. Un Français, au service de Venise, Jacques-Pierre, homme de main et corsaire très-expérimenté, forma avec quelques autres le projet de soulever plusieurs régiments, de se saisir de l'arsenal et de renverser la république; l'ambassadeur espagnol Bedmar, le gouverneur de Milan et le vice-roi de Naples n'y étaient point étrangers. Mais quelques conjurés eurent l'imprudence de se vanter de l'appui espagnol. Un beau matin, le conseil des Dix, par suite de ces indiscretions sans doute, fit arrêter et mettre à mort plusieurs coupables; l'ambassadeur Bedmar sortit de la ville, le conseil des Dix ordonna de rendre grâce à Dieu, qui avait sauvé la république, et obtint la révocation du gouverneur de Milan.

Le duc d'Ossuna avait essuyé un second échec; il craignait maintenant le sort de don Pèdre; on le vit affecter tout à coup dans son gouvernement de singulières allures pour un vice-roi d'Espagne. Il se faisait le protecteur du petit peuple contre les nobles; il abolissait la taxe du pain et d'autres impôts qui pesaient sur le pauvre, et faisait pendre les barons, sans cérémonie, comme d'autres citoyens. Les *lazzaroni* le portaient aux nues, l'*eletto* du peuple, Grimaldi,

alla le défendre à la cour de Madrid quand des plaintes y eurent accès contre lui.

Malgré cette défense, la cour paraissait mal disposée. Le duc d'Ossuna soudoya alors des troupes étrangères, des Français, des Wallons, séquestra les biens des riches et sonda même Venise et le gouvernement français (1619). Quand on lui parlait de l'envoi d'un nouveau gouverneur : « Je le recevrai, disait-il, avec vingt mille hommes. » Cependant le cardinal Borgia, nommé gouverneur, n'eut qu'à s'emparer par surprise du Castelnuovo à Naples pour faire taire toute cette jactance (1620). D'Ossuna s'embarqua pour l'Espagne, fut magnifiquement reçu d'abord par le roi et par son ministre, et, peu de temps après, jeté dans une prison où il mourut promptement, dit-on, d'une attaque d'apoplexie.

Affaire de la Valteline (1620-1626).

L'Italie ne sut user à propos de l'union et de la protection de la France que dans l'affaire de la Valteline; encore la France fit-elle la principale besogne.

Au commencement de la guerre allemande de Trente ans, en 1621, les Espagnols du gouverneur de Milan, et les Allemands de l'archiduché d'Autriche avaient occupé cette vallée sous prétexte de secourir leurs coreligionnaires révoltés contre les Grisons. Les deux branches de la maison austro-espagnole se donnaient maintenant la main. Le roi d'Espagne pouvait faire passer des troupes en Allemagne au secours de l'empereur et l'empereur en Italie au secours du roi. C'était un danger terrible pour l'Europe même; Marie de Médicis appuya les représentations du duc de Savoie, de Venise, du nouveau pape Grégoire XV, qui se rappela alors ses devoirs d'Italien au milieu de ses préoccupations religieuses. La Toscane seule, livrée alors par la mort de Cosme II à l'archiduchesse Christine, sa mère, et à l'archiduchesse Madeleine, sa veuve, tutrices du jeune Ferdinand, abandonna la cause commune.

La maison d'Autriche fut obligée de reculer. Une convention faite entre les puissances mit provisoirement la Valteline en dépôt entre les mains du pape (1622), et on né-

gocia. A la mort de Grégoire XV l'empereur et le roi d'Espagne espérèrent reprendre le terrain perdu. Mais le conclave justement effrayé porta au saint-siège Urbain VIII (Matteo Barberini), esprit actif et tout politique comme il n'en avait pas paru depuis quelque temps sur le saint-siège. L'entrée au ministère français du cardinal de Richelieu fut encore plus décisive. Sous cette main vigoureuse on prit de promptes mesures pour garantir la Valteline de l'ambition autrichienne.

Le duc de Savoie avait aussi ses projets et ses rêves. Dans une conférence à Suse avec Lesdiguières et l'ambassadeur de Venise, il parla de s'emparer de Gènes, du Montferrat, de Milan même. Le seul espoir raisonnable et fondé des coalisés fut atteint. Le marquis de Cœuvres, en 1624, enleva brusquement la Valteline aux troupes du pape qui fut soupçonné de ne l'avoir pas fait opiniâtrément défendre. Le duc de Savoie et Lesdiguières occupèrent aussi une partie des deux rivières; mais des troupes de l'Espagne arrivèrent promptement, dégagèrent le territoire de Gènes et envahirent même celui du duc de Savoie (1625). Richelieu et le pape, satisfaits, conclurent l'année suivante la paix de Mouzon qui rendait le canton de la Valteline aux Grisons, et lui assurait la liberté de son culte et l'élection de ses magistrats. La république de Venise qui avait à se venger de l'Espagne, le duc de Savoie toujours intempérant dans son ambition, se plaignirent amèrement; c'était cependant beaucoup dans les circonstances présentes, pour l'Italie; le pape Urbain VIII en jugea ainsi.

Le pape Urbain VIII; succession de Mantoue; prise et ruine de cette ville; maison de Gonzague-Nevers (1626-1631).

Celui-ci était cependant aussi bon prince italien que souverain pontife. Ses actes étaient ceux d'un homme qui médite de grands projets politiques; il entourait de nouveaux remparts le château Saint-Ange, élevait une muraille sur le Monte Cavallo, un arsenal sur les terrains de la bibliothèque du Vatican, une manufacture d'armes à Tivoli; il creusait un port à Civita-Vecchia et rassemblait de nombreuses troupes.

Toute l'autorité il la concentrait en ses mains. Pour garder même le secret de ses desseins, il avait cessé de former une consulte d'État, et n'accordait sa confiance qu'à son neveu, Taddeo Barberini, qu'il comblait de richesses et d'honneurs.

Mais Urbain VIII voulait une occasion favorable et une entreprise sérieuse. La mort prochaine du duc de Mantoue, Vincent II, à la fin de 1627, parut la lui offrir. Celui-ci allait laisser pour son plus proche héritier le chef de la branche des Gonzague établie en France, Charles, duc de Nevers et de Rethel. Un prince tout français d'origine et d'éducation devait être salué avec espoir par les Italiens auxquels il assurait l'appui de la France. Le pape fit venir en secret auprès du duc mourant le jeune duc de Nevers, pour prendre possession du duché, et chercha à garantir encore davantage ses droits, en lui faisant épouser une petite-fille d'un des derniers ducs, François IV. Il semblait que l'empereur et le roi d'Espagne, qui n'avaient point été consultés, eussent seuls à se plaindre. On vit trop clairement que la servitude n'avait point guéri l'Italie de ses divisions et de ses rivalités. Les États italiens restèrent ou hostiles ou indifférents à cette affaire capitale.

Le duc de Guastalla et le duc de Savoie réclamèrent l'un Mantoue et l'autre le Montferrat, et donnèrent ainsi à l'empereur l'occasion de mettre le séquestre sur la succession en litige. Le grand-duc de Toscane, Ferdinand II, et Édouard, duc de Parme, depuis 1622, flottèrent irrésolus entre l'Autriche et la France. A Modène, Alphonse III, qui venait de succéder à César d'Este, tombait après la mort de son épouse dans une noire mélancolie qui lui ôtait toute activité, en attendant qu'il se retirât chez les capucins et laissât sa succession à son fils François. Dans la république de Venise, à la suite de longues querelles entre les *Cornéristes* et les *Zénistes*, entre la bourgeoisie et la noblesse, cinq correcteurs nommés contre l'institution du fameux conseil des Dix (1628), mettaient alors des bornes à ce pouvoir prompt et secret qui depuis plusieurs siècles assurait, mais à un prix terrible, la tranquillité publique; enfin à Gènes, la bourgeoisie et le peuple excités par un certain César Vachero, tentaient d'arracher à la noblesse le

partage des magistratures de la république, et de remplacer la vieille constitution de Doria. Le pape Urbain VIII fit tout pour arracher les Italiens à leurs querelles et il conjura Richelieu de montrer une armée vers les Alpes : « Si le roi paraissait seulement à Lyon, il promettait de se mettre en campagne. » Mais Richelieu ne voulait rien entreprendre au dehors avant d'en avoir fini en France avec la Rochelle. Heureusement pour Charles de Nevers, le duc de Savoie s'embarassa encore dans plusieurs entreprises à la fois. Tandis que le gouverneur de Milan échouait devant Casale défendu par quelques Français, lui-même, après la prise d'Alba, Trino, Moncalvo, s'arrêta là, pour se tourner contre Gènes. Il complota avec le chef du peuple, Vachero, homme perdu de vices et capable de tout, le renversement du sénat et le massacre des nobles. Au bout de cette conspiration Vachero voyait la couronne de doge et le duc de Savoie la possession même de Gènes. La conspiration fut découverte, Vachero pendu ; et Gènes éleva contre le duc de Savoie cette quatrième enceinte de murailles qui s'étend dans un espace de huit milles du phare à la vallée de Bisagno.

L'intervention de Richelieu au commencement de 1629 parut seulement rendre la guerre sérieuse. L'apparition de Louis XIII sur les Alpes décida le pape et Venise jusque-là indifférents. Le duc de Savoie, lui-même, battu à Suse par les Français, fut forcé de faire cause commune avec les confédérés contre l'Autriche, et de revenir à sa politique naturelle. Il était temps d'agir ; l'empereur Ferdinand II écrasait alors les protestants en Allemagne, au milieu de la guerre de Trente ans, et menaçait l'Europe. Mais en se contentant de débloquer Casale, Louis XIII exposa à une grande catastrophe l'Italie laissée sans défense après son départ.

L'empereur irrité envoya en Italie, par l'Adda et l'Oglio, une armée de trente-cinq mille hommes. C'était ce qu'il y avait de plus remuant et de plus avide parmi ces féroces soldats que produisait la guerre de Trente ans. « On montrera aux Italiens, disait-on à Vienne, qu'il y a encore un empereur. — Depuis sept ans, ajoutait le champion du catholicisme en Allemagne, Ferdinand II, Rome n'a pas été saccagée. » Venise

n'était pas moins menacée; l'ambassadeur espagnol prononçait sur elle le *delenda est Carthago*. Charles-Emmanuel, en retournant à la maison d'Autriche aussi facilement qu'il l'avait abandonnée, consentit tacitement à la leçon qu'on méditait, et qu'il ne prévoyait pas si terrible.

Richelieu en personne, avec une armée conduite par Bassompierre et Schomberg, essaya en vain de détourner le coup; le duc de Savoie l'arrêta aux sièges de Saluces et de Pignerol (1630); et l'armée allemande, arrivée sous les murs de Mantoue, la prit d'assaut le 18 juillet et la mit à sac; elle ne s'en releva jamais. Charles-Emmanuel, cœur vraiment italien, mais esprit intempérant et fantasque, mourut de douleur, laissant sa succession à son fils Victor-Amédée.

L'empereur et le roi d'Espagne, apaisés par cette cruelle satisfaction, consentirent en 1631 à la paix de Chierasco. Dans l'état où ils l'avaient mis, ils crurent pouvoir laisser au Français Charles de Nevers, son héritage, en détachant seulement quelques indemnités pour les ducs de Savoie et de Guastalla. La maison de Gonzague-Nevers prit possession du duché au milieu de son propre deuil et du deuil du pays. Deux des fils du prince Charles de Rethel mouraient alors; un enfant restait seul pour recueillir un peu plus tard ce fardeau. Le Mantouan avait été tellement désolé par les Allemands et par la peste, le nouveau duc lui-même était dans une telle détresse qu'il fallut emprunter des troupes à Venise pour occuper les places fortes.

La catastrophe terrible de Mantoue acheva de décourager les Italiens. Persuadé que la France ne cherchait dans la péninsule qu'une diversion utile à ses intérêts, Urbain VIII lui-même ne songea plus qu'à satisfaire son ambition personnelle. En 1633, à la mort de François-Marie, duc d'Urbin, Taddeo Barberini, en vertu d'un certain droit de *dévolution* alors fort en usage, envahit le petit duché. En vain le duc de Toscane réclama, au nom de sa femme, Victoria; les mesures avaient été si bien prises, que les sept villes et les soixante et dix châteaux du duché furent occupés en un clin d'œil. Le pape ne consentit à laisser à Victoria que les biens allodiaux, et pour affermir sa conquête, con-

serva tous les privilèges des villes et châteaux , et laissa vivre Saint-Marin même de sa vieille et innocente liberté. La péninsule retomba dans l'indifférence et l'atonie du siècle précédent.

État matériel et moral ; sciences , lettres et arts.

Il n'y eut guère alors non plus de prospérité matérielle ou morale qui pût consoler l'Italie de tant de faiblesse ou d'agitations stériles. La république de Venise devait à sa fermeté, à la sagesse de son gouvernement, et la Toscane à l'esprit éclairé de quelques-uns de ses princes, de conserver encore quelque chose de cette richesse qui avait autrefois débordé dans toute la péninsule. Venise faisait encore presque seule le commerce du Levant. Ferdinand II entretenait pendant son règne l'agriculture et l'industrie de la Toscane. Sous lui on fabriquait chaque année à Florence pour trois millions d'écus d'étoffes de soie, de tissus d'or, d'argent et de serge. Les ducs de Savoie commençaient à faire de leur petit État une puissance toute militaire et italienne. Gènes conservait encore le commerce des côtes de l'Espagne et celui de l'Afrique.

La capitale des États de l'Église avait tous les dehors de la grandeur et même d'une prospérité croissante. On ne voyait plus renouveler dans son sein les merveilles du siècle précédent, mais elle s'embellissait encore. Chaque pape mettait sa gloire à éterniser son nom dans un nouveau monument. Une noblesse ancienne, nombreuse, brillante, y rivalisait de luxe et d'éclat ; c'étaient les Savelli, les Conti, les Orsini, les Colonna, les Gaetani. Depuis que les papes avaient cessé de créer des principautés à leurs neveux, pour leur faire partager leur puissance et leur prodiguer les revenus de l'Église, une noblesse nouvelle, les Aldobrandini, les Borghèse, les Ludovisii, les Barberini, surpassaient encore l'ancienne en opulence et même en fierté. La cour pontificale et toutes les nobles maisons donnaient à Rome une grande activité, un certain éclat.

Mais à comparer aux siècles précédents, quelle décadence ! Rome, dépossédée par les Turcs, n'était plus la maîtresse

d'un quart et demi de l'empire d'Orient; supplantée par les Portugais, elle n'avait plus le monopole du commerce des Indes; bravée en face même des Lagunes par les Uscoques, elle n'était plus la reine de l'Adriatique. Dans la Toscane, si Florence brillait encore, qu'étaient devenus Pise, Arezzo, Lucques, Pistoie? Gènes essayait bien des mécomptes dans le commerce africain, et s'épuisait à contenir les Corses rebelles. A Rome même quel éclat mensonger! Les finances du saint-siège, dans lesquelles se trouvait engagée la fortune de presque toutes les grandes familles, reposaient toujours sur le système funeste d'emprunt ou de *monti* qui, mangeant la moisson en herbe, ne pouvait manquer de conduire à l'abîme. A l'avènement d'Urbain VIII, la dette s'élevait déjà à dix-huit millions de scudi; elle atteignait, à la fin de son règne, trente millions, somme énorme pour le temps, et une population écrasée d'impôts et misérable, des villes ruinées, des campagnes négligées, commençaient à faire un triste contraste avec l'éclat de maisons princières. Des notes des ambassadeurs vénitiens, en 1621, constatent déjà cet état de décadence qui, depuis, ne s'est jamais arrêtée. Ils remarquent une grande pauvreté parmi les paysans et le bas peuple, et peu d'aisance, pour ne pas dire beaucoup de gêne dans le reste de la population. Bologne, Ferrare, devaient encore quelque éclat à leurs palais, Ancône à un reste de commerce avec la Turquie, mais les autres villes étaient tombées bien bas; l'*aria cattiva* commençait à faire de la campagne de Rome un désert.

La domination espagnole avait fait pis encore. Elle avait altéré l'humeur nationale, les coutumes traditionnelles de l'Italien. Sous la morgue et l'étiquette étrangères, disparurent ce bienveillant et vif échange de rapports entre toutes les classes, cette sociabilité que les Italiens devaient à la vivacité de leur humeur et à un ancien état démocratique qui avait confondu tous les rangs. La noblesse commença à se tenir à part; les titres, assez dédaignés auparavant, furent vivement recherchés et appréciés. L'aristocratie n'eut plus aucun intérêt dans les entreprises de l'industrie et du commerce; le noble italien, prenant quelque chose de l'hidalgo,

se para de titres sonores et ne fraya plus avec ses métayers qu'il avait traités autrefois en vrai chef de famille. Les règles d'une étiquette mesquine et pointilleuse entravèrent tous les rapports sociaux; les querelles de préséance entre les divers souverains, et entre les nobles à la même cour, devinrent les plus considérables questions politiques. A Rome, les cochers des grands seigneurs durent être très-experts sur les règles du cérémonial, très-habiles à arrêter leur voiture, à l'ouvrir, à la fermer, à céder le pas, à le prendre selon les armoiries des équipages qu'ils rencontraient. Les mœurs de toute la nation s'en ressentirent. Une frivolité universelle brisa tous les ressorts de l'esprit et du caractère. Ce qu'il y a de plus national, la passion et le plaisir même, perdirent de leur originalité native. L'ardeur et la jalousie, qui poussaient si souvent l'amour en Italie jusqu'à l'héroïsme ou jusqu'au crime, s'éteignirent dans le froid et mélancolique personnage de sigisbée. Une danse grave et maniérée devint la distraction la plus recherchée, et ce fut dans l'ancienne et remuante commune de Milan qu'on alla chercher les maîtres les plus accomplis dans cet art.

Les sciences, la littérature et les arts répondirent fidèlement à cet état social. Les deux princes les plus éclairés du temps, Ferdinand de Toscane et Charles-Emmanuel, essayèrent de fonder des académies; mais elles n'étaient occupées, selon la spirituelle expression d'un contemporain, celle de la Crusca même, qu'à *convertir les lances en fusseaux*. Une autorité religieuse et une domination politique plus ombrageuses l'une que l'autre, ne laissaient place à aucune pensée sérieuse, à aucune inspiration forte et libre. Au milieu des mille petites luttes de la haine et de l'égoïsme, toujours debout dans la servitude commune, la littérature perdit toute généralité, toute unité, comme la péninsule; elle ne fut plus animée, comme au temps de Dante et de Pétrarque, d'un souffle national; la langue écrite elle-même abandonna la grande tradition; les patois reprirent le dessus comme les municipalités; les poètes populaires ne chantèrent plus que dans l'idiome provincial; le théâtre de l'*Accademia* fut abandonné pour les tréteaux de la rue; Florence

elle-même rédigea son Dictionnaire toscan contre la langue italienne.

Quelques faits témoignent suffisamment de cette décadence générale. En Toscane, l'emploi de la méthode d'observation, appliquée principalement par Galilée à l'astronomie, par Torricelli à la physique, excita les craintes d'un pouvoir effrayé de tout ; Galilée, pour avoir essayé de populariser dans quelques dialogues ses découvertes sur le mouvement de rotation de la terre autour du soleil, fut mandé en 1633 à Rome, devant le tribunal du saint-office, obligé de se rétracter et condamné à une prison perpétuelle. Il ne dut qu'à l'intervention du duc de Toscane, son élève, l'adoucissement de sa peine.

A plus forte raison la littérature s'éloigna-t-elle de tout sujet profond, sérieux, qui eût trop fortement secoué les âmes. Le temps des épopées, des grandes histoires, était passé. Un certain Boccalini, qui écrivait à Venise avec cette liberté que permettait le conseil des Dix, toutes les fois qu'elle ne s'attaquait pas à lui, faisait entendre à l'Italie quelques bonnes vérités, dans ses commentaires à la façon de Machiavel sur les histoires de Tacite : « Si l'Italie, dit-il, considérerait quelle est cette paix dont elle se vante, elle reconnaîtrait aisément que ce poison de l'oisiveté n'est pas moins déplorable pour elle que la guerre et les maux de ses voisins. » Mais un peu plus loin, en croyant louer sa patrie, il mettait le doigt sur la véritable plaie, sur cette politique de faiblesse et d'illusion dont elle expiait alors la funeste habileté. « Ce sont, dit-il, d'habiles marchands que les Italiens, en ce qui concerne leur servitude ; et ils en trafiquent avec tant d'artifices, qu'en s'accoutrant d'un haut-de-chausse à la sévillane, ils donnent à croire que les voilà devenus de bons Espagnols, comme ils se font prendre pour d'excellents Français en se mettant au col une fraise de Cambrai. Mais lorsque enfin on veut en venir aux résultats, ils vous montrent plus de dents que n'en ont cinquante bottes de scies. » L'illusion est dans les derniers mots, la vérité est frappante dans les premiers.

A part ce Boccalini, les auteurs du xvii^e siècle, repous-

sant loin de leur pensée ces vérités dangereuses, faisaient de la littérature un jeu d'esprit, du style une affaire d'harmonie et d'images. La forme déjà perfectionnée n'ayant plus où se prendre, allait se tourmentant elle-même, se subtilisant de plus en plus et tombait dans la manière et dans l'afféterie. La pensée n'arrivait plus au jour que travaillée, défigurée, sous la forme d'une pointe. L'idée, le concept (*concetti*) n'était plus qu'un jeu de mots. Guarini, dans son *Pastor fido*, drame pastoral délayé en six mille vers, avait ouvert la voie à la fin du siècle précédent. Marini, le grand corrupteur du goût italien, dépensa dans son poème d'*Adonis* toutes les ressources d'une imagination sans vergogne, et toute l'intempérance d'un esprit sans mesure. Alexandre Tassoni, dans la *Secchia rapita* (le Seau enlevé), grande cause de querelle entre les anciennes républiques de Modène et de Bologne, eût pu, sous forme de satire, faire une leçon piquante et trop méritée à l'esprit de rivalité de ses compatriotes; il ne vit dans son sujet autre chose qu'une matière à plaisanteries souvent bouffonnes. François Bracciolini, dans *lo Scherno degli Dei* (la Moquerie des Dieux), traina dans la boue de la Toscane les dieux de l'Olympe, sans garantir des éclaboussures l'Église catholique. La poésie se sentant épuisée, faute d'aliments, appela la musique à son aide, et devint comme sa servante dans l'opéra, seule création originale peut-être du xvii^e siècle; encore l'opéra ne fut-il guère, avec Ranucci et Apostolo Zeno, qu'un art dans l'enfance.

Le génie des Italiens ne se fit jour, dans ce triste siècle des *seicentisti*, que là où à défaut de la liberté on lui laissa la licence, dans les époques de carnaval et dans la *Comedia dell' arte*, ce véritable carnaval de l'art dramatique. A Rome, à Venise, à Milan, à Naples, les fêtes de la folie prirent alors un grand développement et atteignirent leur perfection. Quand sonnait enfin la courte trêve de ce long jeûne de la liberté, l'imagination italienne, avec toutes ses ressources, avec toute sa vivacité, prenait une éclatante revanche où le costume en disait encore plus que la parole. Quelques-uns de ces personnages qui survécurent au carnaval constituèrent même la *Comedia dell' arte*, ou comédie populaire, et

des types ambulants, Pantalón, le naïf marchand ; Balanzoni, le procureur ; Spaviento, le capitán espagnol ; Brighella, l'intrigant , et les célèbres Arlequin et Polichinelle , conservèrent souvent le privilège d'une originalité tous les jours plus rare.

Dans les arts plastiques, les artistes, grâce à une profonde connaissance de la pratique, laissèrent encore d'étonnantes productions, quoique d'un ordre inférieur. Hommes de main avant tout, faisant facilement et vite, il suppléèrent à l'inspiration par la recherche, et s'écartèrent de la simplicité pour tomber dans le mauvais goût. Bernini , architecte, peintre, sculpteur, comme avait été Michel-Ange au siècle précédent, entoura la place Saint-Pierre de cette merveilleuse colonnade qui fait un si digne vestibule à la première église du monde ; mais il nuisit considérablement à l'effet intérieur de la coupole en y élevant un lourd maître-autel composé de colonnes torsées surchargées de franges, de festons, de volutes, et qui est comme un petit temple dans le grand. Il mania aussi le ciseau et broya les couleurs avec une prodigieuse facilité, mais il donna le signal de la décadence en ne sachant pas garder à chacun de ces deux arts leurs limites. Après lui Boromini , dans l'architecture, commença à briser les lignes , à bouleverser, à superposer les ordres, comme dans Saint-Jean de Latran et dans la façade de Sainte-Agnès. Le sculpteur Alexandre Algardi, de Bologne, voulut rivaliser avec la peinture dans son bloc d'Attila. Les vierges et les enfants de Fiammengo conservèrent quelques traces de correction et de sobriété.

Dans la peinture, on voyait finir alors les grands artistes religieux suscités par la recrudescence catholique de la fin du siècle précédent, les Carrache, le Dominiquin, le Guido. Après la *Judith* du premier et les *Apôtres* du second, le Guerchin, peintre d'humeur pacifique et bon croyant, suivit cette voie, dans son *Agar*, son *saint Jérôme*, son *Annonciation*. Mais le mépris de la règle et de la tradition, la libre allure, la fantaisie, la touche facile et expéditive surtout, furent le caractère général de ses contemporains et de ses successeurs. Michel-Ange-Caravage donna plus particulièrement

dans le bizarre, l'Albano dans l'afféterie, le chevalier d'Arpino dans l'idéal; un peu plus tard Salvator Rosa, peintre et poète, dans le fantastique; Giordano dans le gigantesque; tous cependant avec une incontestable habileté.

Innocent X; Masaniello; lutte de la France et de l'Espagne en Italie (1635-1639).

Le cardinal de Richelieu, en 1635, tâcha d'arracher décemment l'Italie à son apathie, et de l'enlever à la domination espagnole. Il avait dompté à l'intérieur la noblesse et le parti protestant; il prenait maintenant la conduite de la guerre de Trente ans et entraînait en lutte contre la maison austro-espagnole. La délivrance de l'Italie était le coup le plus sensible qu'il pût lui porter. Il voulut former une ligue de tous les États indépendants contre l'Espagne. Malheureusement Urbain VIII était encore dans le plus grand découragement; et tous les princes italiens, persuadés que la France n'avait que des vues intéressées, ne songèrent au milieu de la lutte qu'à leurs petites haines et aux objets de leur mesquine avidité.

Richelieu, pour la conquête du Milanais, ne put réunir, par le traité de Rivoli, que les ducs de Savoie, de Parme et de Mantoue; le premier même en lui donnant à choisir entre son alliance et la guerre. Les Barberini ne consentirent à s'armer que contre les Médicis, toujours mécontents de la perte d'Urbin. Le gouverneur du Milanais, marquis de Léganès, n'eut qu'à mettre le pied (1637) sur le territoire de Plaisance pour désarmer le faible Édouard de Parme. L'année suivante la mort le débarrassa de ses deux autres ennemis, Charles I^{er} de Gonzague, duc de Mantoue, et Victor-Amédée de Savoie. La veuve du premier, Marie, ne cherchant qu'à assurer à son fils une succession si contestée, se mit immédiatement sous la protection de la cour de Madrid; la seconde, Christine, princesse toute française, eut assez à faire de défendre son fils contre ses deux frères, Thomas et Maurice, l'un soldat au service de l'Espagne, l'autre cardinal dévoué à l'Autriche.

Le marquis de Léganès, ainsi favorisé, envahit le Piémont et marcha au-devant de l'armée française, conduite par le

cardinal La Valette. La duchesse de Savoie fit au moins preuve d'un grand courage : assiégée dans Turin par ses deux frères, qui avaient déjà saisi Verrue, Ivree, Aoste ; prise entre les Espagnols et les Français, elle refusa des secours de ses ennemis et de ses amis, pour ne point compromettre l'avenir de son fils (1639).

La tentative de Léganès sur Casale, dans le Mantouan (1640) secoua un instant l'indifférence de l'Italie. Le pape et Venise menacèrent d'envahir le Milanais ; le général français d'Harcourt en profita ; il prit Chiari et délivra Turin et Casale. Mais c'était tout ce que voulaient Urbain VIII et la république ; ils cessèrent ensuite d'appuyer la France.

Le pape trouva plus urgent de se saisir de Castro sur le duc de Parme, pour garantir ses créances, et suscita ainsi une guerre à l'intérieur, tandis que les Espagnols et les Français continuaient à se battre sur les frontières. Édouard, excommunié pour ses réclamations, envahit le territoire de Rome et n'eut pas de peine à réunir contre le pape les Médicis, les d'Este et Venise. Rome fut assiégée aux applaudissements des Espagnols, qui ne pardonnaient point à Urbain ses velléités d'indépendance, et le péril fut si grand que le pape toucha aux réserves amassées par Sixte-Quint au château Saint-Ange (1642). Les Italiens avaient dépensé plus d'énergie dans cette querelle particulière qu'ils n'avaient fait depuis longtemps contre l'Espagne.

Le gouvernement français parvint à terminer ces divisions, aussi funestes à l'Italie qu'à ses propres intérêts. En 1643, il fit la paix entre la duchesse régente de Savoie et ses deux frères, qui reçurent en apanage les deux villes de Nice et d'Ivrée. En 1644, il obtint du pape l'absolution du duc de Parme, à la condition que celui-ci donnerait de bonnes garanties à ses créanciers. C'était enfin un acheminement vers une ligue générale contre l'Autriche ; la mort d'Urbain VIII la fit encore échouer. Le parti espagnol parvint à porter au saint-siège Innocent X (Pamfili), dont le premier soin fut de faire rendre gorge aux Barberini, partisans des Français, et de les jeter en exil. Le cardinal Mazarin, successeur de Richelieu, fut obligé comme celui-ci d'user de violence pour

pousser les Italiens contre les Espagnols. Il n'avait plus rien à gagner au nord, où le Piémont était tout à fait débarrassé des troupes de Lèganès; une flotte française, armée à Marseille, vint agir sur le centre. Le grand-duc de Toscane, toujours porté pour l'Espagne, fut forcé de signer un traité de neutralité; le pape, sous les mêmes menaces, rappela les Barberini et donna un chapeau de cardinal à la maison d'Este, bien disposée pour la France. L'île d'Elbe, Piombino et Porto-Longone, dans les *Présides*, furent arrachés aux Espagnols.

Deux révoltes qui éclatèrent tout à coup (1647) contre la monarchie espagnole, faillirent l'ébranler encore bien davantage.

Philippe IV, tenu en haleine par la France, était obligé de beaucoup demander à ses sujets; les vice-rois, pour se faire bien venir, mettaient taxes sur taxes en Sicile et à Naples. Bientôt le mécontentement fut général; et comme on comptait sur les secours de la France, on s'enhardit à passer du blâme à la révolte. Palerme d'abord, toujours la première quand il s'agit de secouer la domination étrangère, se souleva. Le peuple assiégea les hôtels de la douane et de la monnaie, brûla les registres d'impôts, et sous un certain Giuseppe d'Alesio, batteur d'or, résolut d'établir un gouvernement populaire, et de soulever le reste de l'île. D'autres mouvements eurent lieu à Catane, à Termini, à Agrigente; mais Messine refusa de prendre part au soulèvement qui fut bientôt cerné dans Palerme. Giuseppe d'ailleurs renié déjà par quelques-uns des siens dont il comprimait les violences, et calomnié par les Espagnols qui l'accusaient de liaisons avec les Français, fut mis à mort par ceux qu'il avait conduits contre leurs maîtres.

A Naples le soulèvement alla plus loin. La Sicile était heureuse sous ses vice-rois en comparaison du royaume de Naples qui n'avait pas pour se protéger les restes d'une constitution libérale. Tout était taxé depuis longtemps, la viande, le vin, le poisson, la farine. La roue et le gibet faisaient justice des plus récalcitrants, et les cadavres des suppliciés coupés en morceaux étaient encore cloués aux

portes de la ville pour servir d'exemple. Le nouveau vice-roi, duc d'Arcos, non-seulement augmenta les gabelles, mais imposa aussi les fruits et les légumes qui avaient été oubliés. Quand on lui représenta la misère des habitants : « Qu'ils vendent leurs femmes et leurs filles, dit-il, et qu'ils payent leurs dettes. » Le mécontentement passa des bourgeois à quelques membres du clergé et de la noblesse ; il descendit jusqu'aux *lazzaroni* eux-mêmes, obligés de renoncer à leur douce indolence pour satisfaire le fisc ; et des rixes avec les agents du vice-roi éclatèrent presque chaque jour, au commencement de l'année 1647.

Parmi les agitateurs on remarquait Genovino, employé destitué, un frère carme, et surtout un pêcheur, Thomas Aniello d'Amalfi. Ce dernier ne s'était fait connaître d'abord que par les bons mots dont il assaisonnait dans les rues le débit de sa pêche ; mais depuis que sa jeune femme avait été condamnée à une forte amende pour avoir passé en fraude un bas rempli de farine, il se mêlait à tous les groupes et poussait à l'émeute ; une première fois, sous couleur d'un jeu fort en vogue, Mazaniello, comme on l'appelait familièrement, rassembla une bande de jeunes *lazzaroni*, armés de roseaux et de harpons, et les fit défiler devant le palais du vice-roi en adressant des railleries et des défis aux nobles. Le jeu devint bientôt plus sérieux.

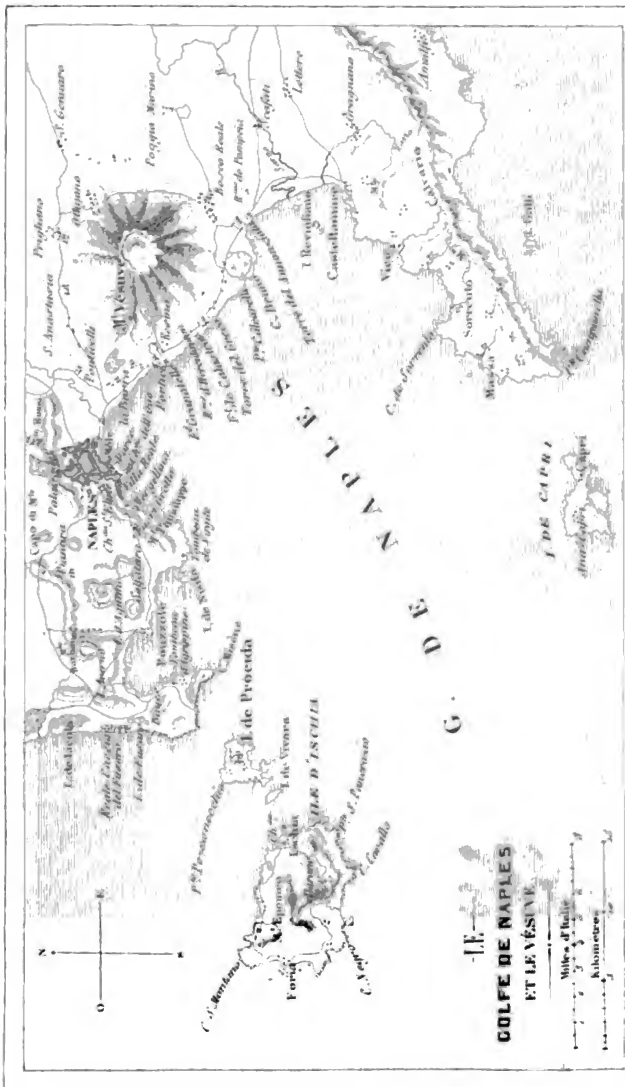
Le 7 juillet 1647, un marchand de figues appréhendé par les agents du fisc jetait ses fruits dans la poussière pour ne pas payer l'impôt ; la foule commençait à s'ameuter ; Mazaniello arriva avec une troupe armée de bâtons, chassa les collecteurs, aux cris de : « Vive le roi d'Espagne, mort au gouverneur ! » et alla piller le bureau des receveurs et brûler les registres ; l'*eletto* s'interposa pour apaiser le tumulte ; le peuple le repoussa à coups de pierres au cri de *vive Mazaniello*. Le vice-roi, arrivé sur le théâtre des événements, fut à son tour menacé, poursuivi dans l'église de Saint-François de Paule et obligé de promettre de diminuer les impôts. Mais il s'enfuit pendant la nuit dans le Castel-Nuovo et transforma l'émeute en révolution.

Genovino fit remarquer que peuple révolté est peuple

pendu s'il ne s'assure l'impunité. La bourgeoisie se joignit au peuple pour redemander les bonnes coutumes du temps de Charles-Quint. Mazaniello arma ses bandes, ouvrit les prisons, attaqua les Espagnols, se rendit maître de la ville, et resserra étroitement dans son château le duc d'Arcos. Sous prétexte de traiter avec le chef du mouvement, le duc de Montaleone et son frère Caraffa, pénétrèrent dans la ville à la tête de trois cents bandits, attaquèrent Mazaniello, tirèrent sur lui et le manquèrent ; le peuple furieux pendit Caraffa qui s'était laissé prendre et nomma Mazaniello capitaine général. Les brillantes promesses n'agirent pas davantage sur le pêcheur, qui refusa au prix de deux cent mille ducats de se séparer de ses frères. Il organisa la ville par quartiers ayant chacun son capitaine ; chassa les nobles qui ne voulaient pas s'enrôler et fit arborer partout un drapeau avec l'image de saint Janvier, du roi d'Espagne et les armes du peuple, pour témoigner de son respect pour la religion et le roi en même temps que des volontés populaires.

Le duc d'Arcos fut obligé de céder ; le 13 juillet, il proposa de rétablir toutes les immunités reconnues au temps de Charles-Quint, et d'accorder au peuple des suffrages égaux à ceux de la noblesse dans la nomination aux magistratures municipales ; le pêcheur d'Amalfi, investi des pleins pouvoirs du *très-fidèle peuple* de Naples, vêtu d'un riche costume espagnol que l'archevêque l'obligea d'endosser, se rendit à cheval au milieu de l'enthousiasme des lazzaroni, auprès du vice-roi, pour dresser le traité. Avant d'entrer dans le château il recommanda au peuple de garder ses armes, de mettre le feu au château s'il tardait trop à se montrer, et de lui faire la grâce d'un *ave Maria* s'il ne revenait pas. Le traité signé, il le rapporta, le lut, le commenta lui-même au milieu d'une cérémonie solennelle devant les portes de la cathédrale. Le diplôme régulier de capitaine-général lui fut délivré comme garantie du traité ; mais il refusa le collier d'or de trois mille ducats qui y était joint, résolu à redevenir pêcheur comme devant, aussitôt que la ratification serait arrivée d'Espagne.

Mais cette succession rapide d'événements, ce brusque



passage d'une pauvreté honnête et gaie à la richesse, et de la révolte à un triomphe inouï, peut-être quelque breuvage, s'il faut en croire la tradition populaire, altérèrent promptement la raison du capitaine-général. Exposé aux tentations et aux flatteries perfides de quelques-uns, aux résistances et à la jalousie des autres, condamné à l'exercice d'un pouvoir qui ne lui convenait pas, il se montra tout à coup violent dans ses répressions, fier dans ses exigences, extravagant dans toute sa conduite, et le peuple même s'éloigna de lui. Frappé davantage encore par cet abandon, Mazaniello se comporta comme un insensé ; il jetait des poignées de sequins à la mer et s'écriait : « Je suis le monarque universel et je ne suis pas obéi. » C'était là où on l'attendait. Quelques assassins surprirent le malheureux comme il venait de recevoir la communion dans le couvent del Carmine ; ils le tuèrent à coups d'arquebuse et portèrent sa tête au palais du vice-roi, au milieu des applaudissements ou de l'indifférence de ce peuple quelques jours encore auparavant ivre de sa personne.

Mazaniello mort, le vice-roi eut le tort de croire tout fini ; le rétablissement de la taxe du pain rappela bientôt au peuple celui qu'il avait perdu. La foule en masse se porta au lieu infâme où l'on avait jeté le corps de celui qu'elle avait idolâtré ; elle l'en tira, le promena par la ville, força le clergé, les troupes, les gens du vice-roi à l'accompagner, et chanta dignement l'*ave Maria* qu'il avait demandé. Le bruit se répandit même que la voix de Mazaniello s'était fait entendre, et que sa main avait béni en signe de remerciements. Au sortir de la cérémonie on se porta contre le palais du vice-roi ; la bourgeoisie donna cette fois pour chef au mouvement, François Toralto, seigneur populaire et plus expérimenté. Le vice-roi gagna du temps jusqu'à l'arrivée de don Juan. Celui-ci n'obtint pas davantage en tournant ses canons contre la ville. Les Espagnols furent deux fois repoussés, et les Napolitains résolurent de secouer tout à fait le joug de Philippe IV. François Toralto, qui ne paraissait pas assez décidé, fut tué. Un armurier, Gennaro Annese, qui s'était distingué dans la défense de la ville, fut nommé capitaine-général. Les emblèmes espagnols furent arrachés, la répu-

blique proclamée ; Annese appela à la révolte les autres villes d'Italie, et convoqua leurs députés à Naples pour y prendre des résolutions communes, et imiter l'exemple récent des Hollandais.

Ce mouvement arrivait à souhait pour seconder les desseins de la France. Mazarin était déjà parvenu à entraîner le pape dans son parti, en gagnant sa belle-sœur Olympia Maidalchina, qui gouvernait alors despotiquement la cour pontificale. Il poussa le duc de Modène par la promesse d'un subside et de quelques secours contre le gouverneur de Milan. En Savoie où la duchesse évitait de trop se compromettre vis-à-vis de l'Espagne, il chercha à assurer l'influence à Thomas de Savoie qui lui était maintenant dévoué ; enfin, il envoya des secours aux Napolitains et leur fit agréer comme chef le duc de Guise, dont la famille avait toujours eu des prétentions sur le royaume de Naples.

Henri de Guise, déclaré général de la *république royale* de Naples se rendit au milieu des Napolitains assez mal accompagné, mais annonçant l'arrivée de nombreuses troupes françaises. C'était le moment où Mazarin faisait avec l'empereur d'Allemagne la paix de Westphalie. La cour de Madrid restait seule en face de cette ligue formidable. Rien cependant ne réussit ; l'ambition et la jalousie divisaient les ennemis de l'Espagne. Les nobles à Naples s'étaient prononcés contre le mouvement, en haine d'Annese. Guise ne travaillait que pour gagner la couronne de Naples ; l'ambassadeur français, qui s'en doutait, ne lui prêtait qu'un faible appui. Gennaro Annese se défilait et de Guise et de l'ambassadeur, qui cherchaient à s'appuyer sur la noblesse ; plutôt que de voir succomber la république sous leurs intrigues, il penchait à retourner à l'Espagne. Mazarin, enfin, au moment où il aurait pu tourner toute son attention vers les affaires d'Italie, vit éclater la guerre civile de la Fronde.

Le comte Ognate, nommé vice-roi à la place du duc d'Arcos, mit habilement à profit les divisions de l'ennemi. Il gagna par des concessions Gennaro Annese et son parti, battit dans une sortie le duc de Guise auquel Annese ferma les portes de la ville, et une fois maître du fort Torrione

del Carmine, ne ménagea plus rien. Il rétablit en effet, à quelques adoucissements près, le despotisme traditionnel de l'Espagne, prononça, malgré l'amnistie, un grand nombre de confiscations et d'exécutions dont Gennaro Annese fut victime lui-même, et reçut vivement Thomas de Savoie, arrivé pour soutenir le mouvement quand tout était fini.

Toute la conspiration contre l'Espagne fut frappée, par contre-coup, dans le reste de la péninsule. Le duc de Modène, François, qui avait d'abord attaqué le gouverneur de Milan, Caracena, demanda la paix, et reçut garnison espagnole dans Correggio; son frère, le cardinal d'Este, renonça au titre de protecteur des Français. A Rome, une autre dona Olympia, épouse de Camillo, fils de Maidalchina, rivale de sa belle mère, ramena dans le parti espagnol un pape toujours prêt à subir un joug singulier, surtout à la cour pontificale. Dans la Savoie, Christine, en dépit de Thomas, assura le pouvoir à son fils majeur, Charles-Emmanuel II; le duc Ferdinand de Toscane aida les Espagnols à reprendre Piombino et Porto-Longone, en échange de la ville de Pontrémoli qu'il convoitait depuis longtemps (1651). Enfin le gouverneur de Milan, Caracena, reprit Trino, Crescentino, en 1653, entraîna décidément Charles II, de Mantoue, dans le parti espagnol, et s'empara avec lui de l'importante place de Casale toujours occupée par une garnison française.

Mazarin ne put agir en liberté contre l'Espagne que lorsqu'il fut délivré de la guerre de la Fronde. En 1654, Olympia Maidalchina, plutôt, il est vrai, par haine contre sa belle-fille que par amour pour les Français, ourdit de nouvelles intrigues et reprit le pouvoir. En 1656, Guise, à la tête de quelques vaisseaux rassemblés dans la Provence, surprit Castellamare, et tenta d'emporter Naples. Mais les victoires de Turenne, dans les Pays-Bas espagnols, firent bien plus, sinon pour renverser la domination espagnole, au moins pour rétablir l'influence française dans la péninsule. En 1658, Mazarin protégea le duc François de Modène, avec une armée mise sous les ordres de Thomas de Savoie, contre le gouverneur de Milan, le duc de Mantoue et l'empereur lui-même. En 1659, à la paix des Pyrénées, il fit rendre au duc

de Savoie, Verceil ; il obtint le pardon du duc de Modène, régla entre les Farnèse et le saint-siège l'affaire toujours pendante de Castro, et exigea une amnistie pour les délits politiques dans le royaume de Naples.

Alexandre VII et Clément IX ; Charles Emmanuel II et Ferdinand II ; guerre de Candie (1655-1673).

Quand, à la mort de Mazarin, Louis XIV se décida à gouverner par lui-même, tout était prêt pour donner un grand règne à la France. Les souverains de l'Italie ne parurent pas s'apercevoir des changements qui se préparaient en Europe.

A la mort d'Innocent X, en 1656, les cardinaux de Médicis, et Antonio Barberini, chefs du parti espagnol et du parti français, étaient restés longtemps aux prises ; mais un nouveau parti formé de ceux qui ne voulaient écouter que leur conscience, l'*escadron volant*, comme on l'appelait, en se portant tantôt d'un côté tantôt de l'autre, avait forcé les deux partis à renoncer à leurs prétentions et fait élire le cardinal Chigi, recommandable par sa vertu et son mérite, qui prit le nom d'Alexandre VII. Le nouveau pape parut d'abord marcher dans la voie que lui indiquait suffisamment son élection. Il interdit à ses neveux de venir à Rome, il prit pour secrétaire l'historien, tout romain, du concile de Trente, Pallavicini, aussi ennemi de l'ambition temporelle des papes que défenseur ardent de la suprématie spirituelle du saint-siège. Il laissa le soin des affaires temporelles à la *congrégation d'État* et fixa les conditions d'entrée et d'avancement dans les fonctions publiques. Mais bientôt il démentit les premières espérances qu'il avait fait concevoir ; il combla ses parents de biens et laissa son propre frère s'enrichir en vendant la justice dans le Borgo. L'austère Pallavicini interrompit la biographie du pape à la vue des scandales dont il avait d'abord espéré la fin, et une opinion très-défavorable au gouvernement ecclésiastique commença à se répandre en Italie.

La dette de l'État, toujours augmentée par les emprunts, s'éleva à cinquante-deux millions d'écus, l'administration fut plus mauvaise que jamais et la misère croissante. Les

plaintes montèrent jusqu'au saint-siège : « Ce sont là des fléaux, très-saint père », dit le cardinal Sacchetti en s'adressant à Alexandre VII, « pires que les plaies des Hébreux en Égypte. Des peuples qui n'ont pas été conquis par l'épée, mais qui sont venus sous l'autorité du saint-siège par des donations de princes ou par une soumission volontaire, sont traités plus inhumainement que les esclaves en Syrie ou en Afrique. Ce sont de ces choses qu'on ne peut voir sans verser des larmes. » L'esprit catholique, réveillé par le danger à la fin du xvi^e siècle à la cour de Rome, semblait lui-même entraîné avec le reste à la fin du xvii^e. Pallavicini, le dernier successeur des Baronius et des Bellarmin, mourut négligé ; les travaux théologiques furent suspendus ; après Girolamo da Narni, on n'entendit plus à Rome de bons prédicateurs. En architecture, on restaura seulement la Sapienza et Sainte-Agnès ; à côté s'élevèrent les splendeurs mondaines des palais Chigi et Pamfili ; et dans les vieilles églises la peinture religieuse disparut avec cette restauration de la foi qui l'avait un instant relevée.

Une faute du pape Alexandre VII acheva au dehors la déconsidération politique du saint-siège. Contrarié dans ses desseins sur Castro, par la paix des Pyrénées, Alexandre VII affichait un tel ressentiment contre l'ambassadeur français, duc de Créquy, que la garde corse du pape, en 1662, se crut autorisée à faire insulte au représentant de Louis XIV, protecteur naturel alors du saint-siège. Le grand roi demanda impérieusement réparation, et les vaines parades de résistance du pape, qui rassembla des soldats et en passa lui-même la revue sur le Monte-Mario, ne firent que rendre son humiliation plus profonde. Le grand-duc de Toscane rappela le pape au sentiment de la réalité par de tristes et sévères paroles. Alexandre VII fut obligé de licencier sa garde, de faire des excuses à l'ambassadeur, et d'élever une colonne en souvenir de la réparation. Un contemporain put dire avec raison, que le saint-siège, sans un miracle patent, ne se relèverait point de cette faute et de ce châtiment.

Sous le pacifique duc de Toscane, Ferdinand II, Florence reprit quelque prospérité ; il y attira, par ses brillantes fêtes,

tous les personnages de marque, et sa cour devint une véritable école de galanterie, où l'on se donna rendez-vous pour y goûter les plaisirs délicats et y apprendre les belles manières. Ferdinand rendit encore à la Toscane un service plus sérieux : Florence, qui avait été le berceau des lettres modernes au ^{xvi}^e siècle, devint le berceau des sciences au ^{xvii}^e. Grâce à une protection qui n'aurait plus permis le procès de Galilée, et surtout aux encouragements et à l'exemple personnels du prince, les sciences mathématiques et physiques furent cultivées avec autant d'enthousiasme que l'avait été précédemment la littérature. Torricelli, le disciple chéri de Galilée, fit les premières expériences fondamentales pour l'étude des liquides et des gaz ; Borelli réduisit les éléments de l'ancienne géométrie à deux cents propositions, et toucha presque la vraie théorie des comètes ; Viviani étudia la résistance et la mesure des solides. Le grand-duc de Toscane lui-même et son frère le cardinal Léopold inventèrent et perfectionnèrent des instruments pour l'étude des phénomènes naturels. Ils mettaient à la disposition des savants un local dans le palais Pitti, et les réunissaient en société sous le nom d'Académie *del Cimento*. Le secrétaire du nouveau corps savant, Magalotti, recueillit dans ses *Essais* les principaux résultats des études de l'Académie avec cette même plume, nette et quelquefois chaleureuse, dont il avait dépeint les athées et les indifférents dans ses *Lettres familières*. Cette louable impulsion, donnée par Ferdinand aux sciences, n'était peut-être pas alors le plus pressant, surtout le seul besoin de l'Italie. Il chercha cependant aussi à assurer une puissante alliance à son fils Cosme, en lui faisant épouser une princesse française, Marguerite-Louise, fille du duc d'Orléans.

Le duc de Savoie, Charles-Emmanuel II, fidèle aux exemples de ses prédécesseurs, donna à ses efforts un caractère plus politique. Il continua à tenir une forte armée sur pied. Il jeta à Turin les plans de ces utiles, mais quelquefois monotones monuments qui annonçaient la capitale d'un État réservé à de plus hautes destinées ; il centralisa l'administration de son duché, et pour en réunir les deux

parties, commença à faire percer ce beau chemin de la *Grotte*, qui mène de Lyon à Turin par les Échelles.

La république de Venise montra à cette époque que toute puissance, tout héroïsme n'étaient pas éteints chez elle, mais dans une guerre particulière, qui lui ôta tout pouvoir de songer aux intérêts généraux de la péninsule. Attaquée dans toutes ses colonies, dans l'Adriatique, dans la Dalmatie, par les Turcs, qui voulaient isoler Candie, elle en était venue à demander au pape la dime des biens ecclésiastiques, à vendre les titres de noblesse et l'entrée au grand conseil (1663). Tous les citoyens firent leur devoir; laïques et religieux, hommes et femmes, offrirent au trésor les trois quarts de leurs bijoux, de leur vaisselle d'or et d'argent. Les Morosini et les Mocenigo ajoutèrent à ces sacrifices, à ces dévouements, toutes les ressources de l'habileté et du courage; à Naxos, à Chio, à Lemnos, à Cos, dans les Dardanelles, au golfe de Lépante, partout dans ces parages, sur terre et sur mer, le sang chrétien et le sang musulman furent versés à flots. Venise eût peut-être accompli contre les Ottomans les plus grands desseins, si elle avait pu compter sur le reste de la chrétienté; mais secourue faiblement, et presque toujours en secret, même par le pape et l'Autriche, elle commençait à sentir qu'elle ne sauverait que son honneur.

Après la mort d'Alexandre VII, Clément IX, homme d'excellentes intentions, quoique manquant un peu d'énergie, élu par l'influence de l'*escadron volant* (1667), entra dans une voie meilleure. A Rome, il n'accorda à ses parents que de raisonnables faveurs; il ne donna pas le scandale habituel de bouleverser, pour les pourvoir, toute l'administration. Au dehors, la nomination au cardinalat de Léopold, frère du grand-duc de Toscane, rétablit entre la Toscane et le saint-siège une alliance précieuse et depuis longtemps rompue. Il tenta enfin de faire, de la lutte particulière des Vénitiens contre les Turcs, une affaire nationale, chrétienne même.

Cent trente mille scudi furent envoyés à la république de Venise par le trésor pontifical. Sur les pressantes invita-

tions du pape, le grand-duc de Toscane, les ducs de Savoie et de Modène, Lucques, firent passer de l'argent, des munitions et des soldats à Candie. Clément IX supplia toutes les cours de la chrétienté de tenter quelque chose en faveur de Venise; mais il n'obtint que du roi de France, et encore sous pavillon pontifical, l'envoi d'une flotte insuffisante. Le 27 septembre 1669, la ville de Candie capitula et Venise fit la paix. La chute de cette ville chrétienne porta un coup terrible au pape. Il mourut trois jours après en avoir reçu la nouvelle.

Cette guerre de Candie, comme l'insurrection de Masaniello, ne fut qu'un glorieux épisode dans la terne stérilité du xvii^e siècle. Après de longues discussions entre les Chigi et les Barberini, un vieillard de quatre-vingts ans, Clément X, élu après le désistement des deux partis, donna de nouveau l'exemple de prodiguer ses faveurs et les biens de l'Église à ses neveux. Le duc de Mantoue, Charles IV, qui avait succédé à son père en 1665, héritier des vices de sa famille, continua à dissiper l'argent de ses États en fêtes, perdit, par l'excès de la débauche, l'espoir d'avoir des enfants, et réveilla les prétentions et les intrigues de la maison d'Autriche sur le Montferrat.

En l'année 1670, le grand-duc de Toscane, Ferdinand II, mourut, et les premières années même de son successeur firent sentir à la Toscane et à l'Italie la perte qu'elles avaient faite. Cosme III était loin d'avoir les mêmes talents que Ferdinand II. Ennemi des lettres, étroitement dévot, il rompit avec les habitudes libérales de son père; un faste excessif et une piété exagérée changèrent tout le caractère de sa cour. Après la mort du cardinal Léopold, l'académie *del Cimento*, minée d'ailleurs par les querelles de Borelli et de Viviani, se dispersa. Le mariage, que le nouveau duc Cosme III avait contracté avec Marguerite-Louise, fille du duc d'Orléans, ne réussit point. La fière et élégante princesse ne cachait point son mépris pour son époux et pour sa couronne ducale. Cosme, méfiant, jaloux, rendait encore ses regrets plus amères. Ferdinand II était parvenu au moins à éviter le scandale. Quand il ne fut plus là, on en vint à une rupture

éclatante; pour mettre fin à des discordes qui cessaient d'être domestiques, la grande-duchesse quitta la Toscane et alla s'enfermer dans un couvent à Montmartre; fâcheuse cause de dissentiment entre la cour de Florence et la cour de France.

Charles-Emmanuel II sortit assez malheureusement, en 1672, de la réserve qu'il avait jusque-là gardée dans sa politique extérieure. De concert avec le banni génois, della Torre, il tenta de surprendre Savone et Gènes; le coup ayant manqué, la guerre éclata et fut vivement poursuivie dans les deux rivières entre le duc de Savoie et la république. Clément X adressa à l'agresseur des remontrances peu écoutées. Les deux partis, en 1673, furent obligés de reconnaître l'arbitrage de la France et d'accepter le jugement de Louis XIV, qui augmenta ainsi son influence au delà des Alpes sans profit pour l'Italie.

Innocent XI; révolte de Messine; bombardement de Gènes; affaire et ruine de Casale (1674-1700).

Les circonstances extérieures sollicitaient cependant tous les jours davantage l'attention des souverains de la péninsule. Sous le règne du moribond Charles II, dernier descendant de Charles-Quint, la monarchie espagnole tombait visiblement en décadence; à chaque grand traité de paix, depuis 1648, elle perdait une de ses provinces. La désorganisation intérieure était encore plus grande. La France de Louis XIV, au contraire, couvrait l'Europe de son ombre. Elle était si grande, même, que les autres souverains du continent se liguèrent alors contre elle (1674) pour lui arracher la Hollande. Les maîtres de l'Italie ne surent profiter ni de la grandeur de la France, ni de l'affaiblissement de l'Espagne; faute de s'entendre et de se décider à temps pour l'une ou pour l'autre, afin d'en obtenir quelque chose, ils furent victimes de toutes deux.

Le nouveau pape Innocent XI (1675), homme austère et intègre, donna au gouvernement intérieur des États pontificaux une direction hardie et heureuse. Il renonça complètement au népotisme et abolit un grand nombre de places qui n'avaient été créées que pour le besoin des titulaires; il

détruisit d'innombrables abus ou privilèges, réduisit d'un pour cent le taux de tous les *monti* précédemment établis, et rétablit l'équilibre des finances à la veille d'une banqueroute. Mais dans sa politique extérieure, fidèle au parti qui l'avait élevé, il aggrava les difficultés de la cour de Rome et du gouvernement français. Les autres ambassadeurs étrangers avaient renoncé, à Rome, au droit d'asile qui était une grande source d'abus. Il poussa trop vivement un souverain qui prétendait servir d'exemple aux autres et non les imiter.

Louis XIV trouva toute l'Italie soumise à l'influence austro-espagnole, quand il voulut la soulever. L'occasion était belle, cependant : les Messinois, pour défendre leurs vieux privilèges contre leur vice-roi, étaient en pleine révolte depuis 1674. Maîtres de leur ville dont ils avaient chassé les Espagnols, ils leur opposaient une vigoureuse résistance. Louis XIV tenta vainement de rendre l'Italie solidaire de ce mouvement : l'envoi, en 1675 et 1676, d'une flotte considérable sous le commandement de Duquesne, trente millions dépensés dans cette entreprise, la promesse faite aux Siciliens de les laisser libres de se choisir tel roi national qu'ils voudraient, enfin les trois victoires de Stromboli, d'Agosta et de Palerme, n'y firent rien. L'Italie resta neutre ou hostile, comme le pape. Cosme III ne voulait plus rien avoir à démêler avec cette cour qu'il connaissait trop par sa femme Marguerite-Louise. Après la mort de Charles-Emmanuel II, la Savoie était gouvernée par une femme sous la minorité de Victor-Amédée II. Les Palermitains mêmes, et quelques autres cités siciliennes, refusèrent de suivre Messine par haine contre les Français. Louis XIV finit par abandonner la courageuse cité aux ressentiments et aux vengeances de l'Espagne, sans rien stipuler pour elle à la paix de Nimègue signée en 1678.

L'Italie ne sut pas davantage opposer l'Autriche aux ressentiments de la France. En 1679, Louis XIV profitant des craintes que la maison d'Autriche inspirait à Charles IV de Mantoue, entamait des négociations avec lui pour se faire livrer l'importante place de Casale. Le cabinet autrichien, pour défendre l'Espagne et rendre quelque vie politique à

l'Italie, proposa aux États italiens de former une ligue. Il ne fut point écouté. Le pape resta comme auparavant brouillé avec Louis XIV, à propos du droit de franchise et de quelques autres difficultés ecclésiastiques, mais sans rien entreprendre contre lui. Le jeune duc de Savoie, Victor-Amédée, et Ferdinand de Toscane se laissèrent fasciner par Louis XIV, qui donna à l'un la fille du duc d'Orléans, et promit au fils de l'autre la reine même de Portugal. Le duc de Modène comme celui de Mantoue, oubliait les intérêts de l'Italie dans les plaisirs publics et secrets de l'opéra, qui faisait alors fureur en Italie. Venise ne songeait qu'à prendre une revanche sur les Turcs ottomans. L'Italie endormie, vit sans s'émouvoir le duc de Mantoue autoriser le général français, Catinat, à mettre garnison dans la citadelle de Casale (1681). Les princes renoncèrent même à user de cette vieille politique de bascule, dont après tout, la péninsule avait toujours été la victime. Arrivés au dernier degré de l'affaissement, ils parurent vouloir attendre le dernier coup sans s'inquiéter s'ils le recevraient de la France ou de l'Espagne.

Gènes et le saint-siège seuls, ostensiblement fidèles à l'Espagne, portèrent la peine de la neutralité des autres États. Les Génois cherchaient à gêner l'approvisionnement de la citadelle de Casale. Louis XIV demanda des explications, et, sur le refus du sénat, envoya contre la république le marquis de Seignelay. La flotte française vint se ranger devant le port de Gènes, et pendant quatre jours fit pleuvoir sur la ville une grêle de boulets, jusqu'à ce que le doge consentit à aller implorer à Versailles la clémence royale (1684).

Innocent XI, menacé dans sa puissance spirituelle par la déclaration de 1682 sur les libertés de l'Église gallicane, ne cédait pas un pouce même sur le droit d'asile. Louis XIV envoya l'ambassadeur marquis de Lavardin prendre possession de l'hôtel de l'ambassade, à la tête d'une troupe armée; en 1687, il fit saisir Avignon ainsi que le comtat Venaissin, et abrégéa par ces tracasseries les jours du pontife.

La guerre qui éclata l'année suivante, entre la France et l'Europe, ne secoua pas davantage la léthargie italienne. Venise venait de recommencer sa lutte contre les Turcs;

après avoir gagné par plusieurs victoires navales Coron, Modon, Lépante, Athènes, Thèbes, elle se croyait sur le point de saisir la Morée, et ne voulait point lâcher prise pour se jeter dans une guerre péninsulaire. Le nouveau pape Alexandre VIII, satisfait de quelques concessions de Louis XIV, qui voulait diminuer le nombre de ses ennemis, se radoucît au moment où sa résistance pouvait être utile. Victor-Amédée seul fit alliance avec les ennemis de la France; mais la petite guerre qui eut lieu en Italie ne fut qu'un épisode de la grande guerre de la ligue d'Augsbourg qui agita toute l'Europe. La péninsule en connut les misères sans en concevoir aucune espérance.

La première victoire remportée par le général français Catinat sur Victor-Amédée, à Staffarde (1690), amena à la suite du général autrichien, Eugène de Savoie, le fléau des armées allemandes et des contributions de guerre. Casale fut assiégée par le prince Eugène et le Montferrat ravagé. Les États de l'Italie, mis à contribution par leur suzerain l'empereur, durent payer : Mantoue, cinq cent mille scudi ; Modène, quatre cent quarante mille ; Parme, deux cent soixante et dix mille ; Lucques, quarante mille ; le grand-duc de Toscane, cent trois mille. Louis XIV tenta de profiter du mécontentement causé par ces exigences impériales, pour réunir les princes italiens dans une ligue contre l'Autriche. Le pape Innocent XII, successeur d'Alexandre VIII, homme tout religieux, déclina toute participation au plan proposé, ne recherchant que la paix en Italie pour pouvoir aider Venise contre les Turcs. Le grand-duc de Toscane en fit autant. L'Italie continua à rester désintéressée dans la guerre faite sur son territoire, et en partie défrayée avec son argent.

Catinat, en 1693, remporta la victoire de la Marsaglia sur Victor-Amédée, et fit ravager par une flotte les côtes de la Toscane; le prince Eugène pressa Casale et fit vivre ses bandes aux dépens du pays. Les princes italiens ne bougèrent pas. Tous les fléaux à la fois se déchainèrent sur l'Italie comme aux plus mauvais jours, sans les toucher davantage. Le Vésuve, l'Etna surtout jetèrent comme en sinis-

tre présage, des torrents de feu ; plusieurs tremblements de terre désolèrent dans la même année la Sicile, la Toscane, les États de l'Église. Plusieurs princes moururent subitement : François II de Modène, pour laisser son duché à Renaud d'Este ; Ranuccio II de Parme, après deux de ses fils pour faire place à François ; le duc de Savoie, Victor-Amédée, tomba malade des fatigues de la guerre ; l'héritier du grand-duc de Toscane, des fatigues du plaisir à Venise. Les bandits sortirent de leurs retraites dans les montagnes et se montrèrent hardiment dans les plaines et sur les grandes routes, comme les animaux malfaisants après un orage. Enfin, pour achever l'édification de l'Italie, l'empereur d'Allemagne et le roi de France, las de se battre comme sur un cadavre, terminèrent de ce côté leur différend aux dépens de la péninsule. Ils sacrifièrent ce qui ne leur appartenait pas, et détruisirent d'un commun accord la forteresse et les remparts de la place de Casale, principal objet du litige, et l'une des meilleures places fortes du pays (1695).

La paix suivit de près ces misères de la fin du XVII^e siècle. Le duc de Savoie signa, en 1696, avec Louis XIV, un accommodement particulier, que le traité de Riswick, signé l'année suivante entre toutes les puissances, convertit en une pacification générale. Le roi de France rendit au duc de Savoie ses États à peu près intacts, et choisit sa fille aînée pour son petit-fils, le duc de Bourgogne ; l'empereur retira ses troupes après avoir, il est vrai, fait payer leur retraite comme leur arrivée. La guerre de Venise et des Turcs se termina aussi, en 1699, et assez heureusement pour la république, qui répara en partie la perte de Candie, par des acquisitions en Morée. Le siècle parut se clore pacifiquement. Le pape Innocent XII, avant de descendre avec lui dans la tombe, eut la consolation de célébrer un jubilé de concorde et de conciliation. Paix bien mensongère cependant pour la malheureuse Italie ! Elle était à la veille de la mort du roi d'Espagne, qui ouvrait la succession de Charles-Quint, et qui livrait ses plus belles provinces comme un legs à d'avidés compétiteurs, comme pour autoriser encore une fois Montesquieu à l'appeler le « caravansérail » des ambitions étrangères.

CHAPITRE XVIII.

ESSAIS DE RÉFORMES EN ITALIE AU XVIII^e SIÈCLE (1700-1789).

GUERRE POUR LA SUCCESSION DU MILANAIS ET DU ROYAUME DE NAPLES QUI PASSENT A L'AUTRICHE (1701-1714). — CRÉATION DU ROYAUME DE SARDAIGNE POUR VICTOR AMÉDÉE I^{er} (1714-1721). — LE DUCHÉ DE PARME SUPPRIMÉ; NAPLES PASSE A UN BOURBON; LA TOSCANE A UN HABSBOURG (1720-1735). — GÈNES ET SAINT-MARIN (1735-1738). — GUERRE DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE; DÉFENSE DE GÈNES; LE DUCHÉ DE PARME RÉTABLI; LE ROYAUME SARDE AGRANDI (1740-1748). — ÉTAT DE L'ITALIE AU COMMENCEMENT DU XVIII^e SIÈCLE; ESSAIS DE RÉGÉNÉRATION FAITS PAR QUELQUES PRINCES. — INFLUENCE DU JANSÉNISME ET DE LA PHILOSOPHIE FRANÇAISE; LÉOPOLD I^{er}; TANUCCI; FIRMIAN CHARLES-EMMANUEL (1750-1769). — VENISE, GÈNES, ROME EN DEHORS DU MOUVEMENT; CLÉMENT XIII; BENOIT XIV; ABOLITION DE L'ORDRE DES JÉSUITES (1769-1774). — DÉFAUTS DE LA RÉGÉNÉRATION ITALIENNE; JOSEPH II; FERDINAND IV; VICTOR AMÉDÉE II; PIE VI (1774-1789).

Guerre pour la succession du Milanais et du royaume de Naples, qui passent à l'Autriche (1701-1714)

Le xvii^e siècle a été pour l'Italie le temps du plus profond découragement et des attermoiemens indéfinis. L'engourdissement est complet et comme voisin de la mort. Entre la monarchie espagnole agonisant avec Charles II, et la France ambitieuse et arrogante sous Louis XIV, la péninsule n'ose concevoir une pensée, former un projet, faire un mouvement, de crainte de rencontrer la mort au lieu de la délivrance. Plongée dans une sorte de sommeil léthargique à peine troublé par quelques convulsions internes, et par les lésions souvent profondes du fer étranger, elle se plait et s'endurcit dans cette immobile insensibilité si contraire à sa nature, mais si conforme à son malheur. Au commencement du xviii^e siècle, l'Italie fut violemment arrachée de son apathique indifférence; les événements vinrent lui poser plusieurs fois coup sur coup, et, quoiqu'elle fit, le problème de sa destinée. Mais soit impuissance, soit défaut d'énergie, en tout cas, faute d'union et d'accord de la part de ses princes, elle ne sut pas résoudre elle-même la question redoutable, et presque sans elle, mais surtout contre

elle, l'étranger encore lui octroya son sort tout fait. Son poëte d'alors, Filicaia, put regretter justement de la voir ceinte d'un fer qui n'était pas le sien, combattre avec le bras des nations étrangères pour rester, victorieuse ou vaincue, toujours esclave !

Del non tuo ferro cinta
Pugnare, col braccio dei stranieri genti
Per servire sempre, o vincitrice o vinta !

Longtemps déjà avant la mort du dernier descendant direct de Charles-Quint, Charles II, la diplomatie européenne avait essayé de disposer de la péninsule en tant qu'annexe de la monarchie espagnole. Des traités secrets avaient adjugé le Milanais et le royaume de Naples, tantôt à un prince bavarois, tantôt à un Autrichien, tantôt à un Français. Les souverains de l'Italie n'avaient pas été consultés à ce sujet, moins encore bien entendu les provinces qui étaient sacrifiées aux besoins de l'équilibre européen. Le dernier testament de Charles II (mort en novembre 1700), qui maintint l'intégrité de la monarchie espagnole, et transporta ses domaines italiens avec tout le reste à un petit-fils de Louis XIV, le duc d'Anjou, ne fut point mal accueilli dans la péninsule. Le pape Innocent XII avait eu dessein de parer aux périls de l'avenir en faisant une ligue des princes italiens, destinée à prévenir les invasions de l'étranger. Son successeur, Clément XI (Albani), renonça à cette idée ; il loua publiquement Louis XIV d'avoir accepté la succession, et écrivit une lettre de félicitations au nouveau chef de la monarchie espagnole, Philippe V, bien qu'il retardât, comme suzerain, de l'investir du royaume de Naples. Avec le pape, non-seulement Vaudemont, gouverneur du Milanais, et Medina-Cœli, vice-roi de Naples, firent proclamer Philippe V, mais le grand-duc de Toscane, le duc de Savoie, les petits ducs de Parme et de Modène, et les trois républiques, Venise, Gènes, Lucques, reconnurent la royauté du Bourbon. Ce qui plaisait sans doute aux Italiens, c'est que cela leur paraissait résoudre la question sans secousse, et de plus simplifier encore la position politique de

l'Italie. Rien n'était changé : un prince français prenait la place d'un Espagnol ; et puisqu'on faisait litière de l'indépendance, on y gagnait même, l'antagonisme de la France et de l'Espagne se trouvant par là terminé, et le repos de la péninsule assuré peut-être !

C'était compter sans le vieux maître de l'Italie, l'empereur, qui croyait ses titres féodaux du moyen âge rajeunis par le sang espagnol transfusé par mariage dans sa race. Les réclamations fort vives de Léopold en faveur de l'archiduc Charles, les rassemblements de troupes qu'il fit sur les Alpes tirèrent les princes italiens de leur illusion, mais non de leur apathie. Clément XI essaya d'abord d'empêcher Léopold d'introduire des troupes en Italie, et engagea la république de Venise à fermer les Alpes aux impériaux ; mais Venise se déclara trop épuisée par la dernière guerre pour en commencer une nouvelle. Le grand-duc de Toscane et les petits ducs ne se crurent point un intérêt immédiat dans la querelle. Il ne s'agissait que du nord et du midi de la péninsule, ils pensaient sans doute que cela ne les touchait pas. Le duc de Mantoue, Ferdinand, fit plus : il décida la lutte par une lâcheté. Prévoyant la guerre, et sachant que sa capitale, comme position militaire, serait un des principaux objets du débat, il la livra à Louis XIV pour soixante mille scudi qui devaient bientôt passer entre les mains des courtisanes vénitiennes. Ce fut le signal des hostilités.

Les Bourbons paraissaient d'abord beaucoup plus à même de s'assurer la succession espagnole en Italie que les Habsbourgs. Le seul des princes italiens qui eût pris parti, Victor-Amédée, s'était déclaré pour la France, avec l'arrière-pensée, il est vrai, de poursuivre avant tout ses intérêts. Assuré par là sur ses derrières, Catinat, déjà maître du Milanais, put prendre possession de Mantoue et de la ligne de l'Adige. L'échec qu'il essuya à Carpi, ceux de Chiari et Crémone, où Villeroi, son successeur, fut surpris et fait prisonnier ; la conspiration des marquis de Pescaire et d'Avalos contre le vice-roi de Philippe à Naples, n'ébranlèrent pas la puissance des Bourbons (1701-1702). Le nouveau roi d'Espagne, Philippe V, raffermir tout par sa présence. Aux fêtes de Pâques

de la même année, il fut reçu avec acclamation à Naples, y remplaça le vice-roi, diminua les impôts et combla la noblesse de faveurs. A Livourne, où il investit le grand-duc de la principauté de Sienne, on le traita comme le vrai souverain; après sa courte visite à son beau-père, le duc de Savoie, à Acqui, il entra triomphalement à Milan, le 18 mai, tandis que le duc de Vendôme battit Eugène à Luzzara, ravitailla Mantoue et reprit une partie des positions précédemment perdues.

La défection du duc de Savoie, qui passa à l'empereur sur la promesse du Montferrat et de plusieurs autres villes, changea les chances de la lutte. Vendôme, persuadé qu'il ne pouvait longtemps tenir le Milanais avec un ennemi derrière lui, se retourna brusquement contre le défectionnaire, à marches forcées, et, malgré le général autrichien Harremberg, accouru aussi vite à la défense de son allié, s'empara d'Asti et d'Aoste, tandis que La Feuillade conquit la Savoie et prit Verrue, après un siège de six mois (1704). Mais derrière lui les impériaux occupèrent le Mantouan, le Modenais, le Parmesan, levèrent des contributions en Italie, et menacèrent même Milan.

Vendôme voulut au moins se dédommager aux dépens du duc de Savoie; il mit le siège devant Turin en 1705. Le prince Eugène descendit subitement les Alpes, tourna l'Adige, le Mincio, l'Oglio, rencontra Vendôme sur l'Adda, et perdit au pont de Cassano trois mille hommes; mais Turin fut sauvée.

L'année suivante les Français étaient bien décidés à mettre la main sur cette ville. Vendôme, après avoir repoussé du Milanais l'armée autrichienne, alors privée d'Eugène, gardait l'Adige. Louis XIV fit d'immenses préparatifs. Soixante mille hommes, sous le commandement de La Feuillade, cent quarante canons, quatre-vingts mortiers, investirent Turin. Le prince Eugène, revenu à la tête de ses troupes, traversa audacieusement le Pô près de son embouchure, et le remonta encore par la rive droite. Marsin et le duc d'Orléans, envoyés à la place de Vendôme, rétrogradèrent avec lenteur par la rive gauche au lieu de le préve-

nir, et lui permirent de donner la main au duc de Savoie, avant que La Feuillade eût achevé l'investissement de la place. Attaqués dans leurs retranchements inachevés, les Français perdirent l'avantage du nombre et éprouvèrent une déroute complète; le duc d'Orléans ne put même effectuer sa retraite sur Casale pour couvrir le Milanais. L'armée française, découragée, se jeta à la débandade sur la route de France, laissant le Piémont au duc de Savoie, et le reste de l'Italie à l'Autriche.

Le duc de Savoie rentra dans Chivasso, Ivree, Verrue, Asti, et ordonna d'élever sur la montagne de Superga l'église que dans sa détresse il avait fait vœu de bâtir à la Vierge. Le prince Eugène n'éprouva pas plus de résistance dans le Milanais; il entra dans Novare, Pavie, Lodi, Come, Alexandrie, Tortone, Casale, Pizzighittone, et vit venir bientôt même les députés de la noblesse et du peuple de Milan, qui lui préparèrent un vrai triomphe. Le général français Medavy, isolé, se retira d'abord dans Mantoue avec les quinze mille hommes qui restaient en Italie, mais il reçut bientôt de Louis XIV la permission de signer (1707) une capitulation particulière, et revint librement en France en cédant Mantoue, Crémone et le château de Milan.

Il n'y eut plus qu'à se partager les dépouilles. L'empereur Joseph investit son frère l'archiduc Charles du duché de Milan, et en détacha Alexandrie, Valenza, la Valvezia et la Lomelline, pour dédommager Victor-Amédée de ses pertes dans la Savoie. Il déclara le duc de Mantoue, Ferdinand-Charles, allié des Français, déchu de ses États; adjugea Casale et Montferrat au duc de Savoie, et réunit Mantoue au Milanais. Tous les partisans de la France furent frappés de fortes contributions de guerre. Cosme dut payer cent cinquante mille doublons, le duc de Parme quatre-vingt-dix mille. Enfin le général autrichien Daun reçut ordre de marcher sur le royaume de Naples.

Ce ne fut point une conquête; la population tendit les bras aux envahisseurs. Après la prise de Capoue et d'Aversa, tombées sans coup férir, des députés portèrent au général autrichien les clefs de Naples pour l'archiduc, et ne deman-

dèrent que les privilèges du temps de Charles-Quint. Le peuple brisa les statues de bronze de Philippe V, et les jeta à la mer. De Naples, une flotte partit en 1708, pour Cagliari, et détermina la fuite du vice-roi bourbonien de la Sardaigne. L'empereur, bien plus entreprenant que ne l'avaient jamais été les rois d'Espagne, surprit même dans les présides de Toscane San Stefano, Orbitello ; et, se croyant l'arbitre de toute la péninsule, somma le duc de Parme et Plaisance de venir recevoir à Milan l'investiture de son duché, et s'empara de Commachio dans les États de l'Église.

Le pape sortit, mais trop tard de son indifférence. Il protesta contre la violation de son territoire, leva des troupes, fut battu, résista jusqu'au dernier moment et ne se résigna à reconnaître pour roi catholique Charles d'Autriche, que le 15 janvier 1709, à onze heures du soir, en voyant les impériaux, comme au temps de Bourbon, presque aux portes de Rome.

L'Italie, pour s'être abandonnée elle-même, fut livrée comme la rançon de l'équilibre européen, quand on fit la paix à Utrecht, en 1713. L'avènement de l'archiduc Charles à l'empire, en 1711, après la mort de Joseph I^{er}, reportait sur l'Autriche les craintes inspirées d'abord à l'Europe par la maison de Bourbon. Ce qu'on voulait maintenant, c'était empêcher la maison d'Autriche de réunir, comme au temps de Charles Quint, l'empire allemand à la couronne d'Espagne. On y parvint en lui livrant la péninsule. Le pape, lui-même, qui avait des prétentions sur des pays dont on disposait, n'eut point à donner son avis. On adjugea à l'empereur ce qui avait appartenu à l'Espagne, le Milanais, Naples et la Sardaigne, sauf la Sicile qui fut donnée à Victor-Amédée, avec le titre de roi convoité longtemps par ses ancêtres. Victor-Amédée I^{er} se hâta de prendre son titre nouveau. Il transmit à son fils, celui de duc de Savoie, et alla recevoir solennellement la couronne de Sicile à Palerme, des mains de l'archevêque. Il croyait avoir beaucoup obtenu pour lui-même et pour l'Italie, par la formation d'un royaume italien qui tenait une partie des Alpes et de la mer. Mais l'empereur, avant d'accepter à Rastadt, en 1714, le traité d'Utrecht,

eut bien soin de prendre encore ses garanties ; il se fit assurer la possession des présides dans la Toscane, et confirmer celle du Mantouan qui disparut du nombre des États libres. Charles VI tint ainsi l'Italie au XVIII^e siècle, dans une dépendance plus étroite que Charles-Quint au XVI^e, et la péninsule ne gagna à la guerre que de passer du despotisme épuisé et lointain de l'Espagne, sous l'empire de l'Autriche encore toute-puissante et toujours à sa porte.

Création du royaume de Sardaigne pour Victor-Amédée I^{er} (1714-1731).

Victor-Amédée, le plus puissant des souverains de l'Italie, fut le premier à éprouver combien sa nouvelle royauté même était précaire.

En l'année 1717, le ministre de l'Espagne, cardinal Albéroni, homme d'une ambition hors de proportion avec les ressources de la monarchie de Philippe V, résolut de remettre en question ce que les traités de Rastadt et d'Utrecht avaient décidé. L'empereur Charles VI et la république de Venise étaient depuis deux ans aux prises avec l'empire ottoman ; Charles VI, pour les frontières de la Hongrie ; la république, au sujet de la Morée. Venise perdait presque toute la presqu'île grecque qu'elle avait récemment conquise, et se défendait avec quelque peine dans l'Adriatique et sur les côtes de la Dalmatie ; le prince Eugène était plus heureux sur le Danube contre le croissant, mais il avait besoin de ce côté d'une grande partie des forces de l'Autriche. La paix précédente avait laissé des mécontentements et donnait lieu à des difficultés d'exécution. Le pape Clément XI ne pouvait oublier qu'on avait disposé sans son aveu de la Sicile et de la Sardaigne qu'il regardait toujours comme fiefs du saint-siège ; il était engagé dans une lutte très-vive avec le nouveau roi de Sicile, Victor-Amédée, au sujet des limites des deux puissances ; enfin les Siciliens, après avoir vu Victor-Amédée quitter Palerme, ne faisaient pas de différence entre ce maître italien et un maître étranger, et les Sardes trouvaient les Allemands plus rapaces encore que les Espagnols,

Tout à coup, en août 1717, le cardinal Albéroni jette sur les côtes de la Sardaigne une flotte rassemblée sous prétexte de secourir Venise contre les Turcs, et s'empare de l'île en moins de deux mois; l'année suivante, encouragé par ce premier succès, il envoie une autre flotte en Sicile devant Palerme, pour maintenir, disait-il, les privilèges de l'île violés par le duc de Savoie; il soulève Palerme, Catane, et prend dans Messine le vice-roi de Victor-Amédée. L'empereur, effrayé, se hâta de conclure avec la Porte ottomane la paix de Passarovitz, dont Venise, son alliée, fit les frais par l'abandon de la Morée (1718); et se plaignit de l'agression d'Albéroni devant les puissances signataires du traité d'Utrecht. Ce fut une occasion pour la quadruple alliance de river les fers de la péninsule.

Les Espagnols furent sommés de vider les deux îles, qui devinrent l'objet d'un échange entre l'empereur Charles VI et Victor-Amédée; l'Autriche réunit les deux parties du royaume des Deux-Siciles en deçà et au delà du phare, pour pouvoir défendre plus aisément l'île sitôt tombée au pouvoir des Espagnols. Victor-Amédée I^{er} échangea le titre de roi de Sicile contre celui de Sardaigne, qu'il était aussi plus à même de garder contre les attaques du dehors. Les Espagnols cédèrent devant les flottes et les armées de la ligue. Après la reprise de Messine héroïquement défendue, le reste de l'île fit sa soumission sur de vagues promesses; et le traité de la quadruple alliance reçut sa pleine exécution par la chute d'Albéroni, en 1720. Palerme fut surveillée par une forte citadelle élevée sur une hauteur voisine. Victor-Amédée I^{er} reçut, selon la forme traditionnelle, devant les chefs des trois ordres, le domaine de l'île de Sardaigne, et jura le maintien de ses libertés et privilèges. L'empereur nomma un vice-roi en Sicile, comme il nomma un gouverneur à Milan, un vice-roi à Naples; et l'entreprise d'Albéroni n'eut d'autre résultat que d'affermir la domination autrichienne en Italie, et d'affaiblir le nouveau royaume italien par un échange évidemment désavantageux pour les intérêts de toute la péninsule, mais non pour ceux de la maison de Savoie.

Le duché de Parme supprimé, Naples passe à un Bourbon, la Toscane à un Habsbourg (1720-1735).

La succession de l'Espagne en Italie était à peine définitivement réglée, que celles du duché de Parme et Plaisance et du grand-duché de Toscane, excitèrent les convoitises et les intrigues. Les Farnèse et les Médicis approchaient de leur fin.

François, duc de Parme, n'avait pour héritier qu'un frère, Antoine, âgé de quarante-cinq ans, monstrueusement obèse, qui ne promettait ni longue vie ni postérité, et une fille, Elisabeth, mariée au roi d'Espagne Philippe V. Le duché devait revenir à Elisabeth, cela ne faisait pas un doute, et l'empereur d'Allemagne était prêt à reconnaître les droits de don Carlos, un de ses fils; seulement, pour contenir les Bourbons, qui rentraient ainsi indirectement en Italie, il prétendait recevoir de don Carlos l'hommage féodal depuis longtemps prêté au pape, et cette prétention blessait à la fois le roi d'Espagne et le saint-siège.

La succession de Toscane était encore plus litigieuse. Jean Gaston, successeur de Cosme III, en 1723, était assez âgé, séparé de sa femme et sans enfants. Deux héritiers se présentaient : une sœur de Gaston, mais tout à fait étrangère, mariée à l'électeur palatin, d'ailleurs sans protection, et la même Elisabeth Farnèse, qui comptait moins sur sa parenté, assez éloignée avec les Médicis, que sur l'appui de l'Espagne. Mais ces deux titres étaient contestables; le duché de Toscane, selon les termes de la concession, n'avait été donné aux Médicis que de mâle en mâle; et dans Florence, qui croyait rentrer bientôt légitimement dans son ancienne indépendance, les uns songeaient à rétablir la république, les autres voulaient au moins choisir leur nouveau maître.

Les puissances qui avaient l'habitude de disposer de l'Italie comme d'une propriété, n'admettaient naturellement point cette prétention de la Toscane à l'indépendance; mais d'accord en cela, l'Autriche et l'Espagne l'étaient moins sur la prise de possession : Philippe V voulait faire succéder à Gaston, en vertu de son propre droit, et, en toute indépendance, un des fils de sa femme, le même don Carlos à qui

Parme et Plaisance étaient déjà destinées. L'empereur, qui revendiquait aussi la suzeraineté sur le grand-duché, ne consentait à y souffrir un Bourbon qu'avec le frein féodal de l'investiture. La vieille rivalité de la maison de Habsbourg et de la maison de Bourbon renaissait en Italie sous une forme nouvelle, et la péninsule, après avoir souffert de l'union de l'Autriche et de l'Espagne, souffrait maintenant de leur désunion.

Gaston, dès les premiers jours de son règne, avait vu ses deux adversaires prendre leurs précautions ; augmenter, l'un les garnisons des *présides*, l'autre les ouvrages de Porto-Longone. L'avidité des deux compétiteurs, qui allaient de son vivant jusqu'à se disputer les biens allodiaux, les fiefs, les palais, les joyaux, les meubles de la famille, le remplit bientôt de dégoût ; il avait essayé d'abord de relever la Toscane de l'abaissement où l'avait laissé tomber son père ; il finit par fermer les yeux et les oreilles, et laissa son valet, Julien Dami, le pourvoyeur de ses plaisirs, gérer les affaires du duché, et vendre la justice à beaux deniers comptant. Il ne demanda qu'à mourir en paix, et à clore sans plus de soucis la dynastie des Médicis.

Il ne le put. La mort du vieil et impotent Antoine, en 1730, mit déjà aux prises les Habsbourgs et les Bourbons.

L'empereur donna ordre au gouverneur de Milan d'entrer dans le duché de Parme et Plaisance pour assurer ses droits de suzerain. Le roi d'Espagne, de son côté, envoya six mille hommes de troupes, avec son fils don Carlos, dans la Toscane ; tous deux en dépit du pape Clément XII et de Jean Gaston, qui ne voulaient point qu'on disposât de leur propriété sans leur aveu. On s'arrangea d'abord sans coup férir à leurs dépens. Don Carlos voyant déjà Parme et Plaisance au pouvoir des Impériaux, consentit à prêter hommage pour ce duché. L'empereur, en 1732, de son côté, permit à don Carlos de débarquer à Livourne à la tête de ses six mille Espagnols ; et, à un mois de distance, celui-ci reçut à Florence, comme prince héréditaire, l'hommage jusque-là prêté au dernier Médicis, et prêta, comme duc de Parme et de Plaisance, serment de fidélité à l'Empire.

La question de suzeraineté dans la Toscane était encore pendante. Un événement bien éloigné, l'élection d'un roi de Pologne, ne permit pas qu'elle reçût une solution aussi pacifique. Le cardinal Fleury, ministre de Louis XV, jeté, par l'échec de son candidat, dans une guerre presque européenne, résolut d'en profiter pour soulever l'Italie contre l'Autriche. Selon la coutume, il fit briller à ses yeux l'indépendance. L'ambition d'Élisabeth et de don Carlos ne laissait pas de doute sur la coopération de l'Espagne. Le pape était mécontent, on pouvait compter sur son assentiment. Il fallait entraîner le roi de Sardaigne; la chose ne fut pas difficile. Deux ans auparavant, ce royaume avait changé de souverain. Victor-Amédée I^{er}, soit par mécompte politique, soit par faiblesse domestique, avait abdicqué en faveur de son fils Charles-Emmanuel I^{er}. Le jeune souverain était ambitieux; il l'avait prouvé à son propre père en le forçant assez rudement à rentrer dans sa retraite, dont il avait voulu sortir. Il fut convenu entre les alliés que don Carlos échangerait Parme et la Toscane, laissées à son frère Philippe, contre les Deux Siciles, dont il serait investi lui-même aux dépens de l'Autriche; et que le roi de Sardaigne, Charles-Emmanuel I^{er}, s'agrandirait du Milanais en abandonnant la Savoie à la France. La péninsule, débarrassée des Autrichiens, recouvrerait une sorte d'indépendance sous des princes étrangers, mais libres. La coopération de Venise et de Gènes n'eût pas été de trop pour atteindre ce but; mais on ne pouvait rien demander à la première, qui ne cherchait plus qu'à se faire oublier; à la seconde, occupée à maintenir les Corses.

Au commencement de l'année 1733, on résolut d'agir sans elles; au nord, Villars et Charles-Emmanuel envahirent le Milanais et s'en emparèrent promptement sur Daun, pris à l'improviste, et bientôt obligé de se concentrer dans Mantoue pour y attendre des renforts. Au midi, don Carlos, après avoir chassé le duc de Modène de ses domaines, se jeta, à travers les États de l'Église, sur le royaume de Naples. Le vice-roi impérial, Jules de Visconti, laissé sans secours, ne put résister. La marche de don Carlos ne fut qu'un triomphe. Les Napolitains, heureux d'avoir au moins un roi à

eux, bien qu'étranger, coururent avec enthousiasme au-devant de don Carlos, lui ouvrirent leurs villes les unes après les autres, et le proclamèrent solennellement roi des Deux-Siciles le 10 mai. Capoue et Gaète, où le vice-roi voulait se défendre, capitulèrent elles-mêmes assez promptement. De Naples, l'année suivante, don Carlos, à la tête d'une flotte considérable, fit voile vers Palerme, et y fut couronné avec la même facilité et la même allégresse, tandis que le gouverneur prince Lobkowitz, capitulait dans les citadelles de Messine et de Trapani (1734).

Maître du midi, don Carlos revenait déjà sur les présides pour rejoindre ses alliés et en finir avec la domination allemande en Italie. Mais les Autrichiens, renforcés de nouvelles troupes, avaient pendant ce temps repoussé deux fois le général français et le roi de Sardaigne à Parme et à Guastalla. Charles-Emmanuel, craignant d'être enfermé entre les Bourbons d'Italie et ceux de France, ne prêtait plus aux successeurs de Villars qu'un appui équivoque, et traitait même en dessous main avec la maison d'Autriche. Enfin, malgré les promesses faites par Louis XV, l'indépendance italienne n'était pas le but de la guerre; le cardinal Fleury, qui ne voulait point s'imposer de longs sacrifices pour donner le Milanais à Charles-Emmanuel, diminua promptement ses prétentions en Italie quand il fut certain d'obtenir quelque chose pour la France. Le traité de Vienne, qui ne parut guère, dans la péninsule, en rapport avec les succès de la guerre, ne consacra rien moins que l'indépendance italienne (1735).

L'empereur d'Allemagne laissa à don Carlos le royaume des Deux-Siciles avec les présides de Toscane; mais il conserva le Milanais et échangea les villes de Novare et de Tortone, cédées à Charles-Emmanuel contre celles de Parme et de Plaisance, au mépris des réclamations de Clément XII. La succession des Médicis, au grand étonnement des Toscans, fut adjugée au duc François-Étienne de Lorraine, gendre de l'empereur Charles VI, en échange de son duché héréditaire qu'il abandonnait à Stanislas Leckzinski, ex-roi de Pologne, et, après la mort de celui-ci, à la France. Ainsi

..

un nouvel État italien, le duché de Parme et de Plaisance, périt au profit de l'Autriche ; la considération politique du saint-siège fut encore atteinte ; la Toscane tomba entre les mains d'un prince autrichien. Pour toute compensation, le roi de Sardaigne obtint deux villes ; Naples et la Sicile réunis, devinrent l'apanage d'un roi sinon italien au moins national. C'était beaucoup cependant que le midi de l'Italie cessât d'appartenir en propre à l'étranger.

Gènes et Saint-Marin (1735-1736).

La paix qui suivit prouva que l'Italie n'avait pas gagné beaucoup en dignité et en indépendance. Le roi de Sardaigne, tombé tout à fait sous l'influence autrichienne, se tint pour honoré, en 1737, d'obtenir pour épouse une sœur du grand-duc désigné, François-Étienne. Tandis que les Napolitains et les Siciliens saluaient une ère nouvelle dans un roi qui résidait chez eux, les Toscans, à la mort de Jean Gaston, virent avec douleur le prince de Craon, à la tête de six mille Allemands, prendre possession du grand duché au nom de François-Étienne. La venue du grand-duc et de son épouse Marie Thérèse, en 1737, produisit une impression semblable, moins triste encore, cependant, que leur prompt départ. Il fallait se résigner à n'avoir plus de prince résident, plus de cour, mais un simple fondé de pouvoirs.

La république de Gènes avait demandé précédemment les secours de l'Autriche contre les Corses ; elle s'adressa maintenant au cabinet français contre un aventurier hardi, le baron Théodore de Neuhoff, qui s'était fait fort de délivrer et de défendre les insulaires. Déclaré roi par la grâce *de la très-sainte Trinité et l'élection des très-glorieux libérateurs et pères de la patrie*, celui-ci ne céda, en effet, que devant les menaces de Louis XV et le débarquement du comte de Boissieux à la tête d'une escadre. Quelque temps fugitif en Italie, en Piémont, en France, puis prisonnier pour dettes à Amsterdam, l'aventurier-roi, délivré par un juif, équipa encore trois vaisseaux en 1738, échoua contre Ajaccio, et alla terminer ses jours à Londres. Maillebois, successeur de Boissieux, soumit, après son départ, toute la Corse en une seule

campagne, en 1739, et les Génois purent déjà prévoir la perte d'une île qu'ils ne pouvaient pas défendre.

Dans les États de l'Église, la même année, le cardinal Albéroni montra par une entreprise ridicule la déchéance politique du saint-siège. Le grand ministre qui avait voulu bouleverser l'équilibre européen, chargé d'une légation dans la Romagne, profita de quelques troubles intérieurs dans Saint-Marin pour surprendre la ville avec quelques sbires; il prétendait mettre fin à l'existence de cette vieille et innocente petite république. Clément XII, plus sensé, désavoua son belliqueux légat; après avoir perdu la souveraineté de Parme et de Plaisance, il dédaigna de prendre celle de Saint-Marin; et la petite république, survivant comme par dérision sur le mont *Titanus*, avec son conseil des *Soixante*, ses deux *Capitaines* et son *Arringo* populaire, put porter jusqu'à nos jours ce mélancolique souvenir d'une antique liberté!

Guerre de la succession d'Autriche; défense de Gènes; le duché de Parme rétabli; le royaume sarde agrandi (1740-1748).

La mort de Charles VI, en 1740, pouvait amener dans la péninsule la chute de toute domination étrangère. La monarchie autrichienne, entourée d'ennemis, entre les mains d'une femme, Marie-Thérèse, semblait à la veille de périr. Tandis que chaque puissance s'apprêtait à en saisir un lambeau, la reine d'Espagne, Élisabeth, réclama Parme et Plaisance pour son fils don Philippe, Charles-Emmanuel I^{er}, le Milanais pour lui-même. L'action combinée des Bourbons d'Espagne et de Naples avec le roi de Sardaigne, sous la protection de la France, pouvait rejeter pour toujours les Autrichiens au delà des Alpes. Des troupes expédiées de Barcelonne et de Naples se rassemblèrent dans les présides; Charles-Emmanuel mit ses armées sur le pied de guerre. On chercha encore à entraîner le saint-siège et Venise. C'était, disait-on, l'occasion ou jamais d'expulser totalement les étrangers de la péninsule; le cardinal Albéroni, mieux inspiré cette fois, parla d'une ligue des États italiens.

Mais en 1740 même, était monté sur le saint-siège Be-

noît XIV (Lambertini), homme aimable et plein de bonté, qui sacrifiait toute sa politique au culte des lettres, comme Benoît XIII, un de ses prédécesseurs, à ses dévotieuses pratiques, et le gouvernement vénitien, toujours décidé depuis la paix de Passarovitz à vivre en se faisant oublier, répondit à toutes les offres qu'il n'avait pas d'autres pensées que la prospérité de ses peuples. On pouvait encore agir sans eux. Mortemar, à la tête des troupes napolitaines et espagnoles, envahit le Parmesan, et recueillit le duc de Modène, jeté dans le parti des Bourbons par la brutalité du gouverneur de Milan, comte Traun.

Charles-Emmanuel I^{er} fit tout manquer. Il craignait autant les Habsbourgs que les Bourbons dans la péninsule, et n'espérait pas obtenir des seconds le Milanais, s'il les aidait à s'emparer de la Toscane, de Parme et de Plaisance. Fidèle à la politique qu'il avait déjà suivie, il se fit marchander quelque temps pour gagner à coup sûr ; et après avoir négocié avec les Bourbons, il traita tout d'un coup avec Marie-Thérèse, et s'engagea à défendre le Milanais, Parme et Plaisance sur la promesse d'une nouvelle cession de territoire (1742).

Sans le roi de Sardaigne l'affranchissement de l'Italie était impossible. Charles-Emmanuel joignit ses troupes à celles des Autrichiens, dans le Parmesan et le Modenais, tandis qu'une flotte de l'Angleterre alliée à l'Autriche vint se ranger devant Naples et força don Carlos à rappeler ses troupes. L'armée franco-espagnole, commandée par don Philippe et Gages fut battue (1743) à Campo-Santo.

Le prince autrichien Lobkowitz compromit ce succès par trop d'ambition ; croyant Charles-Emmanuel suffisamment défendu par les Alpes, il poussa l'ennemi devant lui (en 1744) et traversa les États de l'Église pour enlever Naples au Bourbon Charles. Forcé de sortir de la neutralité, Charles attaqua Lobkowitz à Velletri, le culbuta, passa le Tibre et ramena jusqu'à Bologne les Autrichiens rappelés d'ailleurs par Charles-Emmanuel, battu aussi dans les Alpes. En traversant les États de l'Église, les Autrichiens et les Espagnols purent juger de l'indifférence du saint-siège. Les Romains assistaient à la guerre comme à un spectacle. Lobkowitz et Gages fu-

rent également bien traités à Rome. Quand les armées belligérantes campèrent successivement à Tivoli et à Viterbe, toute la ville se porta en foule pour voir les costumes et l'appareil militaire. Les Romains ne se fâchèrent qu'une fois contre les Espagnols, qui voulurent les enrôler et leur faire prendre parti; ils les chassèrent à coups de pierres.

Dès le printemps de l'année suivante les Bourbons résolurent de pousser vivement les Autrichiens et les Piémontais. Gênes, irritée contre l'empereur François et le roi Charles-Emmanuel, qui avaient, l'un donné, l'autre accepté le marquisat de Finale qui lui appartenait, se déclarait cette fois contre les Habsbourgs. L'Espagnol don Philippe et le Français Maillebois, passant sur son territoire en mars 1745, débouchèrent par le col de la Bocchetta dans le Montferrat, étendirent leur droite vers Parme et se joignirent aux Espagnols et aux Napolitains de Gages, qui venaient de descendre les Apennins. Les Autrichiens et les Piémontais étaient derrière le Tanaro entre Valence et Alexandrie. Le fils de Maillebois fit une pointe sur Milan et attira à lui les Autrichiens; Philippe tomba sur les Piémontais, les écrasa à Bassignano et les rejeta dans les Alpes. Les Autrichiens, menacés d'être pris entre deux armées, évacuèrent Alexandrie, Tortone, Parme, Plaisance, Milan, et se retirèrent derrière le Mincio.

Après ce succès décisif, la cour de France fit tout pour détacher Charles-Emmanuel de Marie-Thérèse : elle lui proposa le Milanais à l'exception de quelques places pour Venise et Gênes; elle ne demanda pour don Philippe que Parme et Plaisance, pour elle-même que quelques points dans les Alpes. On laisserait la Toscane à un prince autrichien indépendant, et la péninsule recouvrerait enfin son indépendance avec plusieurs princes de la maison de Bourbon, il est vrai, mais non prépondérants. Charles-Emmanuel ne voulut rien entendre. Il resta fidèle à l'Autriche et lui laissa le temps de réparer la défaite de Bassignano.

Marie-Thérèse, débarrassée en 1746 de la guerre avec la Prusse pouvait disposer d'une partie de ses troupes. Elle envoya Lichtenstein avec trente mille hommes au secours

des Autrichiens retranchés sur le Mincio. Devant ce déploiement de forces, don Philippe, Maillebois et Gages avec des troupes décimées par la maladie et l'indiscipline se perdirent par leurs discordes. Maillebois voulait reculer sous la place de Gènes pour s'y rétablir; le conseil d'Espagne s'y opposa; on fut obligé avec trente mille hommes de livrer bataille à quarante-cinq mille Autrichiens à Plaisance. Les Franco-Espagnols furent complètement battus, perdirent douze mille hommes tués ou pris, et sans s'arrêter repassèrent le Var (1746). Gènes elle-même, effrayée du compte qu'on allait lui demander, oublia que la ville était imprenable et ouvrit ses portes en stipulant à peine des conditions.

Tandis que les vainqueurs poursuivaient les Français au delà du Var, l'Italie, au lieu d'être délivrée des Autrichiens, faillit encore payer les frais de la guerre par la chute d'une de ses républiques. Les Autrichiens avaient imposé Gènes à cinquante millions, pillé sa banque, dévasté ses palais. Le doge, le sénat, le grand et le petit conseils des nobles pliaient sous le bâton autrichien tandis qu'on s'emparait déjà des deux rivières. Mais à la suite d'une rixe entre des enfants et quelques caporaux de l'armée d'occupation, le quartier populeux de Portoria se souleva tout entier, et l'émeute se répandit dans toute la ville. Le doge, les colléges des nobles essayèrent en vain d'intervenir : femmes, enfants, vieillards, laïques, prêtres, se mirent de la partie au son des coups rapides et fiévreux du tocsin. Les Autrichiens retranchés dans les trois rues de l'*Aqua verde* furent massacrés; un mortier, transporté à bras d'hommes sur une hauteur qui paraissait inaccessible, plongea sur les Autrichiens réunis dans la place Doria; le cordonnier Bava, le valet d'auberge Jean Carbone conduisaient le peuple à l'attaque. En cinq jours la ville fut reprise, et Jean Carbone alla remettre les clefs des portes au doge en le priant de les mieux garder.

Tout l'effort de la guerre se concentra sur Gènes (1747); les Autrichiens qui avaient passé le Var rétrogradèrent, et bloquèrent la ville avec une flotte anglaise. Louis XV envoya au secours de la république des officiers français, puis le duc de Boufflers. Les intrépides Génois, avec leurs barques, se

jouèrent des vaisseaux anglais sur cette mer, qui n'avait pas de secret pour ses enfants. Boufflers se multiplia sur les fortifications; il mourut de fatigue, et fut encore bien remplacé par le duc de Richelieu. Cette résistance héroïque, qui fit honneur à toute l'Italie, persuada à Marie-Thérèse que c'était assez de garder le Milanais. Le traité d'Aix-la-Chapelle, en 1748, termina la guerre de la succession d'Autriche en Italie.

Don Carlos fut confirmé dans la Sicile, François de Lorraine, empereur et époux de Marie-Thérèse, dans la Toscane, mais à la condition que le duché ne serait point uni à l'Autriche, et qu'un archiduc indépendant en serait bientôt investi. Marie-Thérèse garda le Milanais en cédant à Charles-Emmanuel le haut Novarais et Vigevano, et à don Philippe Parme, Plaisance et Guastalla. L'héroïque Gènes garda Finale. Huit années de guerre ne furent donc pas entièrement inutiles: le roi de Sardaigne, qui comparait l'Italie à un artichaut qu'il saurait manger feuille à feuille, s'agrandit encore; un duché indépendant fut reconstitué; une dynastie de Bourbons, adversaire naturelle de l'Autriche, s'affermir au midi; une sorte d'indépendance fut garantie à la Toscane. L'Italie devait ces améliorations à la politique indépendante, quoique égoïste, du roi de Sardaigne; à l'initiative de ses nouveaux souverains de la maison de Bourbon, à l'héroïsme de Gènes autant qu'à l'appui de la France et de l'Espagne. Évidemment c'était beaucoup pour elle, au milieu des convulsions de la première moitié du XVIII^e siècle, d'être sortie du tombeau de la monarchie espagnole, et d'avoir gagné des souverains à elle, bien que étrangers et imposés par l'étranger. Le premier résultat de ces changements pour la péninsule fut un commencement de régénération dont elle avait grand besoin.

État de l'Italie au commencement du XVIII^e siècle; essais de régénération faits par quelques princes.

L'état dans lequel était l'Italie au sortir des mains agonisantes de la dynastie de Charles-Quint avait vivement impressionné ses nouveaux souverains. Il montrait ce que peut

faire, pour le malheur d'un pays, une domination étrangère, qui ne songe qu'à recueillir au jour le jour les fruits de la conquête, sans se soucier même d'assurer ceux du lendemain.

Depuis un siècle et demi les gouverneurs du Milanais et de Naples, et, à leur exemple, les souverains indépendants, égoïstes ou oppresseurs, sauf de rares exceptions, avaient laissé se perpétuer les anciens abus ou en avaient fait naître de nouveaux. Ils n'avaient cherché qu'à exploiter à leur profit les privilèges, les vieilles institutions du moyen âge, au lieu de les réformer ou de les améliorer. La noblesse et le clergé, particulièrement, avaient été laissés en possession de leurs vieux droits* sur la chasse, la pêche, les moulins, les fours, la justice même, et étaient de vrais instruments de domination. De là, la situation la plus étrange.

Des législations, des coutumes anciennes et contradictoires qui remontaient dans le midi aux Normands, aux Hohenstaufen, aux Angevins, ou survivaient au nord dans Bologne, Florence, Pise, Sienne, aux institutions républicaines perdues, formaient un inextricable chaos où l'arbitraire trouvait merveilleusement son compte. Les franchises et les juridictions féodales et cléricales entravaient ou faussaient la justice et l'administration; les impôts n'étaient point les mêmes de pays à pays, de personne à personne; le pouvoir se faisait sentir partout inégalement, mais partout oppresseur; les fermiers généraux, auxquels on livrait les finances, les officiers vénaux qui représentaient l'autorité augmentaient encore le désordre. Enfin le pouvoir du saint-siège, bien plus engagé dans les institutions politiques en Italie que partout ailleurs, venait brocher sur le tout.

Dans les campagnes les droits de primogéniture, de mainmorte, les fidéicomis, le libre pacage, condamnaient la terre à la stérilité; dans les villes les vieux statuts des corporations et les monopoles récents étouffaient tout commerce et toute industrie. On ne trouvait presque plus de produits naturels dans la contrée la plus fertile de l'Europe, moins encore de produits manufacturés dans des villes qui avaient autrefois couvert les marchés de l'Europe de leurs

exportations ; et le mauvais état des routes surchargées de péage ne permettait point de transit à cette péninsule, admirablement située, qui avait au moyen âge servi de lien entre l'Europe et le Levant. Aussi le désert s'était fait dans ses campagnes ; la Pouille rappelait les temps de la décadence de l'empire romain. Dans le royaume de Naples les pâturages royaux s'étendaient de cinquante milles en longueur sur une largeur de trois à quinze milles. La mer même gagnait les côtes de la Méditerranée dans la Toscane et dans les États de l'Église. La plupart des villes de l'Italie centrale et méridionale étaient dépeuplées, les palais déserts ; les maisons tombaient en ruine et ne se réparaient point. La littérature et les arts même, qui avaient résisté jusque-là, avaient suivi le sort commun ; aucun nom ne mérita d'échapper à l'oubli à la fin du xvii^e et au commencement du xviii^e siècle.

Avant que le sort de l'Italie fût définitivement réglé, quelques nouveaux souverains, sans être assurés encore de garder leur conquête, cherchèrent à la mériter par des réformes et des améliorations utiles.

Le Bourbon Charles de Naples, conseillé par son ministre Tanucci, prit l'initiative. Les nobles furent arrachés à la vie de château et attirés à la cour ; l'administration des finances et celle de la justice entièrement refondues. Une *magistrature d'économie* paya l'arriéré des dettes et réalisa une augmentation de trois millions de recettes. Le nombre des crimes, des empoisonnements diminua ; les juifs attirés par des privilèges ravivèrent les transactions ; les côtes se mirent à l'abri des ravages des Barbaresques ; des lazarets et un collège nautique furent fondés. Dans la Sicile particulièrement Charles remplaça l'assemblée féodale des états généraux, *les trois bras de la Sicile*, par une junte presque exclusivement composée de Siciliens. Il commanda à Pascal Cirillo un code qui devait éclairer le chaos des lois napolitaines. Charles pouvait avec un juste orgueil, à la fin de son règne, énumérer les services qu'il avait rendus au pays dans le décret par lequel il instituait l'ordre de Saint-Janvier, comme pour en reporter le mérite au patron de son royaume. Le

palais de Caserte, élevé par l'architecte Vanvitelli avec les débris de Capoue et de Pouzzoles, deux autres à Capo-di-Monte et à Portici, le théâtre de Saint-Charles, le plus vaste du monde, et l'hospice des pauvres (l'Albergo), étaient déjà les signes extérieurs d'une incontestable renaissance.

Dans le duché de Parme et Plaisance, un certain Duttillot, Français d'origine, rendit à don Philippe les mêmes services que Tanucci au roi Charles. Sous son administration de nouvelles routes furent percées, l'industrie se raviva dans un pays qui avait tant souffert de la guerre. Bien plus, Parme devint à cette époque comme l'Athènes de l'Italie, grâce aux soins éclairés du théologien Contoni et du capucin Turchi. Les règlements de l'Université furent revus par le théatin Paciaudi, une académie des beaux-arts, une bibliothèque, créées, et non-seulement des génies nationaux comme le poète Parini, le savant Rossi, Bodoni, célèbre éditeur, mais des étrangers, le philosophe Condillac et l'historien Millot, vinrent faire honneur à cette brillante et libérale hospitalité.

Les rois intelligents et nationaux de la maison de Savoie ne pouvaient rester en arrière. Victor-Amédée I^{er}, qui finit si malheureusement, avait assuré le pays contre les entreprises du dehors au moyen de forteresses et de levées de troupes, rédigé un code pour toute la monarchie avec le concours de Corsignani, arraché l'enseignement aux jésuites et rétabli l'université laïque. Son successeur Charles-Emmanuel I^{er}, dont l'éducation avait été assez négligée, annonça l'intention d'imiter son père, grâce aux conseils du marquis d'Ormia.

Les étrangers eux-mêmes cédèrent au besoin de relever l'Italie. François I^{er}, comme duc de Toscane, avait envoyé dans ce pays le comte de Richencourt pour réparer avec les sénateurs Rucellai et Pompée Neri, les désordres des derniers Médicis; comme empereur, à Milan, il fit reprendre ces travaux hydrauliques dont la suspension est pour la Lombardie une menace de mort.

Le saint-siège, malgré l'impuissance à laquelle le condamnaient les souverains catholiques maîtres de l'Italie, suivit

l'exemple général. Clément XI essaya de relever le gouvernement ecclésiastique de la condamnation déjà portée contre lui au siècle précédent; il chercha à ranimer l'agriculture et l'industrie. Lui et ses successeurs réussirent mieux cependant en consacrant leurs soins au développement des lettres et des arts. Clément XI enrichit prodigieusement la bibliothèque du Vatican, par l'acquisition des manuscrits orientaux d'Abraham Ecchelensis, et de la bibliothèque particulière de Pie VII; il n'oublia pas même la collection d'antiques du Capitole. Son successeur, l'aimable et doux Benoît XIV rendit les relations du saint-siège plus faciles avec les États italiens, pour pouvoir se livrer sans embarras à ses goûts délicats et relevés. Quatre académies pour les antiquités romaine et chrétienne, l'histoire ecclésiastique et le droit canonique furent fondées à Rome; des chaires de chimie et de mathématique au collège de la Sapience, une de peinture et une de sculpture au Capitole. La bibliothèque Ottobuoni enrichit celle du Vatican. Rome vit presque renaître le temps de Léon X avec plus de décence et de sérieux, moins d'opulence et d'éclat, mais sans les ambitieux projets de la souveraineté temporelle. Tout eût été digne de louange si la position politique du saint-siège n'eût imposé aux papes d'autres devoirs peut-être vis-à-vis de l'Italie et de leurs propres États.

Au milieu du XVIII^e siècle déjà les travaux de l'esprit témoignaient d'une sorte de renaissance italienne. Au plus fort de la lutte dont l'Italie avait été le théâtre, J. B. Vico, dans sa *Science nouvelle*, cherchait les lois historiques du développement de l'humanité; et le sentiment des tristes retours de son pays de la liberté à la servitude, l'empêcha peut-être de briser le cercle infranchissable dans lequel il enferma l'histoire. Giannone avait déjà publié l'*Histoire civile* du royaume de Naples; Muratori laissait un véritable monument d'érudition pour l'histoire de toute la péninsule; Fabroni commençait à écrire ses *Vies des Italiens illustres*, qui ne manquent ni de science ni de goût; Denina animait d'une pensée philosophique ses *Révolutions*, et un jésuite, libre penseur, Bettinelli, correspondant de Voltaire, allait jusqu'à écrire sur le passé de son pays un livre intitulé *Ré-*

surrection de l'Italie. La péninsule semblait par l'histoire reprendre conscience d'elle-même.

Dans les lettres proprement dites, les deux plus célèbres poètes lyrique et dramatique du temps, Frugoni et Métastase, avaient encore souvent l'afféterie, la redondance du siècle précédent; Frugoni, directeur des plaisirs de la cour de Parme, épuisait sa veine dans les poésies de circonstance; Métastase, pensionné par la cour de Vienne, ne sortait pas du genre de l'opéra. Cependant le premier avait parfois, dans le vers *scioltto* surtout, un mouvement, un coloris qui eussent produit quelque chose de durable s'il avait rencontré de grands sujets; et Métastase savait varier le plaisir chéri des Italiens avec une richesse d'invention et d'harmonie qu'atteignait seule la musique de Pergolèse. Enfin, Algarotti dans ses *Essais* sur des sujets graves, Apostolo Zeno dans ses tragédies historiques imitées de Racine, Maffei dans ses travaux critiques et dans sa tragédie de *Mérope* montrèrent de loin un but plus élevé et plus sérieux.

Influence du jansénisme et de la philosophie française; Léopold I^{er}; Tanucci; Firmlan; Charles-Emmanuel (1750-1769).

L'avènement de nouveaux princes, la paix de quarante ans dont jouit l'Italie favorisèrent pendant la seconde moitié du XVIII^e siècle cette régénération de la péninsule qui suivit la chute de la domination espagnole.

En 1759, Charles de Naples, en devenant roi d'Espagne par la mort de son père, laissa sa première couronne à Ferdinand IV, son second fils qui, encore jeune, resta sous la tutelle de Tanucci. Après la mort de don Philippe de Parme (1765), Dutillet conserva aussi l'autorité sous Ferdinand, encore mineur. Les deux ministres réformateurs furent plus puissants que jamais. Dans la Toscane, la même année, le jeune Pierre-Léopold I^{er}, investi du grand-duché par son père François, était un prince pénétré de l'amour du bien et plein de volonté pour l'accomplir.

A la faveur du *pacte de famille* conclu (1761) entre tous les Bourbons de France, d'Espagne et d'Italie, la péninsule s'ouvrit tout entière aux idées françaises. Là où l'inquisition

romaine et espagnole avait régné si longtemps, pénétrèrent tout à coup et en même temps, avec la littérature, le jansénisme du XVII^e siècle et la philosophie du XVIII^e. Rien n'était plus menaçant pour l'Italie, qui s'était conservée encore tout ecclésiastique et féodale sous la domination espagnole. Tout imprégnées de l'esprit français, les nouvelles cours ne se contentèrent pas de favoriser la propagation des idées venues du pays qui en défrayait alors toute l'Europe ; sous leur inspiration ces princes tentèrent des réformes destinées à changer, à renouveler complètement la péninsule.

En Toscane, sous le nouveau grand-duc Léopold, qui faisait réimprimer sous la date de Londres, les livres italiens mis à l'index, et qui régénéra les universités de Pise et de Sienne, l'administration publique, la justice, l'agriculture et le commerce, furent l'objet de soins attentifs. Les magistratures inutiles, les juridictions particulières, les tribunaux privilégiés disparurent. Les lois devinrent uniformes pour tout le duché ; Joseph Vernaccini et Michel Ciani se chargèrent de rédiger un code que continua plus tard Lampridi. Des temps plus agités ne permirent pas de l'achever ; mais l'abolition de la peine de mort, la publicité de la procédure, l'impartialité de la justice, la régularité des formes judiciaires devaient en être les premiers fondements. L'unité des taxes, l'abaissement des douanes particulières, la restriction des fidéicommiss, l'autorisation d'enclorre les propriétés, l'abolition de plusieurs monopoles sur le tabac, l'eau-de-vie, le fer, etc., opérèrent une révolution complète. Dans l'agriculture et le commerce, les marchandises recommencèrent à circuler, l'importation et l'exportation presque suspendues reprirent. On n'eut plus assez des terrains cultivables ; le val de Nievole et celui de Chiana, une grande partie de la capitainerie de Pietra-Santa, qui étaient insalubres, furent desséchés et peuplés par des étrangers venus principalement de la Romagne. Ximenès et Fantoni, mathématiciens célèbres, très-versés dans la science de l'hydraulique, s'occupèrent du dessèchement des maremmes, et vainquirent la nature au moins dans celle de Sienne. Une augmentation considérable de revenus permit à Léopold d'élever des hos-

pices et des lazarets. Sûr de lui-même, le prince réformateur ne craignit pas de publier bientôt le compte rendu de son administration et de l'emploi des revenus publics.

Il y avait plus à faire encore dans le royaume de Naples. Tanucci réhabilita Giannone, frappé d'une sentence d'exil, et favorisa, dans la capitale, l'enseignement libéral du droit sous la direction de Gaetano Argento. Le ministre ne pouvait songer de suite à détruire la constitution féodale. Il restreignit au moins les privilèges des barons, et leur enleva entre autres le droit de justice; plus courageux contre la puissance ecclésiastique qui s'appuyait sur un personnel de plus de cent cinquante mille prêtres de tout ordre, c'est-à-dire sur le vingtième à peu près de la population, il abolit les dîmes ecclésiastiques, arrêta l'envahissement des biens de mainmorte, restreignit la juridiction ecclésiastique, et soumit les bulles du saint-siège à la sanction royale.

À Parme et à Plaisance, Millot et Mably écrivaient pour le jeune Ferdinand le *Cours d'histoire universelle* et les *Discours sur l'étude de l'histoire*, et lui enseignaient à savoir limiter son autorité et à respecter les droits des peuples. En attendant qu'il pût appliquer ces maximes, Dutillot, tout-puissant, augmenta les revenus de l'infant de quinze cent mille livres, limita les privilèges de mainmorte et les appels en cour de Rome, et refusa le tribut réclamé par le saint-siège pour l'investiture.

Dans le Milanais, le gouverneur Firmian, qui protégeait le naturaliste Vallisnieri et le comte philosophe Verri contre les préjugés populaires, fit dresser un tarif uniforme pour les monnaies et un cadastre pour une juste assiette de l'impôt; il embellit Milan, réunit cette ville par un canal au Tessin et à l'Adda, et dégagea de ses entraves le commerce des grains. La province qui ne comptait en 1749 que neuf cent mille habitants en avait onze cent trente mille en 1770. Joseph II, dans une visite en Lombardie en 1769, se montra animé d'un esprit plus libéral encore. Il créa une magistrature suprême, la *Camerale*, où siégèrent les jurisconsultes Carli, Beccaria et Pierre Verri, un *mont* pour consolider la dette publique et une chambre des comptes pour vérifier

les dépenses et les recettes. Il acheva de restaurer la grande université de Pavie, où brillèrent bientôt les célèbres Spallanzani, Tissot, Frank, Brambilla dans les sciences naturelles, Nani dans le droit et Volta dans la physique.

Le roi de Sardaigne, Charles-Emmanuel I^{er}, porta dans l'administration cet esprit qui lui faisait protéger contre la censure les *Révolutions d'Italie* de Denina. Il réforma les monnaies, attaqua les restes de l'influence féodale et ecclésiastique, et fit publier le *Codex carolinus*, pour ramener toutes ses provinces à l'unité de législation. Dans l'île de Sardaigne particulièrement, son ministre, le comte Jean-Baptiste Boggio, abolit les privilèges établis par l'Espagne, encouragea l'agriculture, repeupla quelques parties désertes, fit disparaître les vengeances héréditaires de famille et fonda les deux universités de Cagliari et de Sassari.

Le génie italien qui ne fait pas défaut aux époques les plus stériles ne manqua pas de répondre à tant d'encouragements ; il apporta son contingent dans ce siècle de sciences pratiques et positives. Galvani de Bologne et Volta de Côme, à force d'essais et d'expériences sur l'électricité, firent faire un pas immense à la physique. A l'exemple des Français, les Italiens portèrent tous leurs efforts sur les problèmes de philosophie et d'économie sociale. Plusieurs d'entre eux atteignirent d'un bond le premier rang : Genovesi à Naples, posa le principe de la libre circulation des produits et réforma quelques préjugés en agriculture ; l'abbé Galiani de Foggia étudia avec succès le crédit public. Deux hommes surtout firent une véritable révolution. En face de l'inquisition et de tribunaux où sévissaient l'arbitraire et le caprice sous le nom de justice, Beccaria, dans son petit livre *Des délits et des peines*, distingua le législateur du juge, à côté du juge demanda le jury, humanisa la procédure et posa les limites du droit de punir. Dans le pays des traditions et des ruines historiques, Filangieri de Naples, dans sa *Science de la législation*, rechercha et rencontra heureusement quelquefois les principes absolus des meilleures lois politiques, civiles et économiques.

Si la littérature n'atteignit point la même hauteur, elle ne

fit point entièrement défaut. Au moment où le consciencieux Tiraboschi, dans son *Histoire littéraire*, rappelait à la mémoire de ses contemporains tout ce que l'Italie avait produit de chefs-d'œuvre, où Fabroni faisait la biographie de ses hommes célèbres, deux hommes mirent le pied sur un terrain où l'Italie ne s'était encore aventurée que sur les pas des anciens. Goldoni porta la *Commedia dell'arte* des tréteaux sur le théâtre, arracha le dialogue à l'improvisation des acteurs, débarbouilla ses personnages, et chercha à peindre la société italienne; Gozzi, tout en voulant conserver le type original et la gaieté bouffonne des masques italiens, changea leur caractère : il les jeta dans un monde d'aventures romanesques, d'enchantements, de féerie, et trouva ainsi le genre nouveau de la tragi-comédie.

Venise, Gènes, Rome en dehors du mouvement; Clément XIII; Benoît XIV; abolition des jésuites (1763-1774).

Chose étonnante ! les plus anciens États de l'Italie, ceux qui avaient encore conservé une ombre d'indépendance, sur qui l'étranger n'avait pas mis la main, ne parurent guère participer à cette renaissance politique et morale. Il est inutile de parler des ducs de Modène, François III et Hercule-Renaud, qui méritent à peine d'être cités ; de la république de Lucques, qui, à la fin du siècle, ne comptait pas plus de quatre-vingt-huit familles originaires sur son livre d'or, et était encore gouvernée par des juges étrangers, ou par la *censure* antique du *Discolat*, sorte d'inquisition demi-politique et demi-religieuse. Mais Venise, Gènes, le saint-siège, restèrent à peu près dans l'engourdissement du siècle précédent.

Depuis que la paix de Passarowitz avait réduit la reine de l'Adriatique à ce qu'elle devait conserver jusqu'à sa chute, c'est-à-dire en Italie, au territoire borné par l'Adda, dans l'Adriatique à l'Istrie, la Dalmatie et une partie de l'Albanie ; dans la mer Ionienne, à Corfou, Céphalonie, Théaki, Zante, les Strophades et Cérigo, le gouvernement n'avait d'autre souci que de conserver à tout prix la paix au dedans et au dehors. L'antiquité de la constitution, l'œil des *observateurs*,

la liberté et la facilité des plaisirs assuraient la paix intérieure. Deux tentatives faites en 1761 et en 1775 par les patriciens pauvres appelés *Barnabites* pour changer ou *corriger* la constitution, ne réussirent point. Une politique extérieure d'égoïsme et d'isolement, pleine de corruption et de faux-fuyants, qui faisait monter la dette publique jusqu'à deux cents millions, et laissait les cadres de l'armée vides et les chantiers de marine déserts, assura aussi à la république la paix au dehors, mais en sacrifiant l'avenir au doux loisir de l'heure présente.

La décadence n'était pas égale dans la ville de Gènes, il s'en faut de beaucoup. La constitution, bien que favorable à la noblesse, ouvrait cependant le livre d'or à la bourgeoisie, et était loin de comprimer dans le peuple tout élan comme on l'a vu en 1747. Gènes laissa cependant échapper de ses mains l'île de Corse qu'elle possédait depuis près de six siècles. Les habitants de l'île avaient profité des malheurs des Génois, assiégés par l'Autriche, pour se révolter, et la république épuisée n'avait pu les contenir qu'en faisant occuper quelques points de l'île par des garnisons françaises. Les Corses indignés résolurent de se rendre tout à fait indépendants; ils constituèrent un gouvernement et prirent pour chef Pascal Paoli, homme de tête et de cœur. Leur premier acte d'hostilité fut dirigé contre ceux dont ils avaient secoué le joug; ils s'emparèrent sur eux de l'île de Capraia. Gènes s'adressa encore à la France, qui cette fois marchanda ses secours; et la république pour se venger de ses anciens sujets et recouvrer Capraia, consentit à céder en toute propriété à Louis XV une conquête qui lui avait coûté tant d'efforts au moyen âge et qui attestait son ancienne gloire (1768). L'année suivante, le lieutenant général de Vaux battit et chassa Paoli, occupa toute la Corse en exécution du traité, et détacha de la péninsule italique une île qui lui servait de boulevard et de point de relâchement dans la Méditerranée occidentale. Napoléon y vit le jour à ce moment, tout juste à temps pour être né Français (15 août 1769).

Le saint-siège ne fut pas seulement étranger aux innovations du temps, il y devint hostile. L'esprit de réforme qui

s'attaquait à Naples, à Florence, à Milan aux institutions du moyen âge, n'épargnait pas la constitution du clergé. Effrayé de cette tendance, le conclave donna pour successeur au pacifique Benoît XIV, le courageux Vénitien Clément XIII, en 1758. Mais le grand-duc Léopold, l'empereur Joseph II, méditaient des projets bien autrement redoutables pour l'Église. Clément XIII, qui avait pris la tiare avec la résolution de ne point reculer, vit battre en brèche la forteresse avancée du saint-siège, l'ordre des jésuites. Il ne put les défendre même en Italie; Tanucci et Dutillot, malgré ses exhortations et ses prières (en 1768), jetèrent sans façon les jésuites sur le territoire pontifical absolument comme avaient fait les ministres de France, d'Espagne et de Portugal, Choiseul, d'Aranda et Pombal. Clément XIII se roidit quand il vit le duc de Parme, vassal émancipé du saint-siège, imposer les ecclésiastiques de son duché, et interdire au pape de donner les bénéfices à d'autres qu'à des indigènes. Il réclama fièrement, comme pape et comme suzerain; déclara ces actes téméraires et lança l'excommunication contre tous ceux qui y avaient participé.

Cette revendication hardie d'un pouvoir déchu prouva au saint-siège que les temps étaient bien changés. Ferdinand protesta au nom de son indépendance et trouva un vigoureux appui. Choiseul, Tanucci, pour réduire le saint-siège, firent saisir Avignon, Bénévent, Pontecorvo. Le duc de Parme fit un pas de plus et abolit l'inquisition dans ses États; les plus faibles s'enhardirent de l'impuissance du saint-père. La république de Venise se rallia aux réformes; elle interdit les donations d'immeubles au clergé et mit des entraves aux vœux monastiques. François III de Modène lui-même sortit de son obscurité pour prendre part à la campagne; il abolit quelques immunités ecclésiastiques; il aurait volontiers revendiqué Ferrare si l'on ne l'avait arrêté. Le pape au milieu de ces agitations mourut de douleur en 1769. L'influence des princes, les dangers de la résistance, l'esprit du temps obtinrent du conclave l'exaltation du pacifique et doux Laurent Ganganelli, qui prit le nom de Clément XIV.

Le nouveau pape, nourri de la méditation de l'Écriture

sainte, était l'homme de la paix et de l'union; tout en lui était harmonie; il ne fit point lire au commencement de son pontificat la bulle *in cœna Domini*, et suspendit le monitoire lancé contre le duc de Parme. Il accomplit à l'amiable et sans bruit, de concert avec le roi, dans la Sardaigne, une partie des réformes nécessaires que les souverains temporels avaient faites avec éclat; une fois seulement il résista au gouvernement vénitien, qui après avoir longtemps hésité, procédait maintenant dans cette voie avec précipitation et hauteur. Ce qu'on voulait surtout obtenir du saint-siège, l'abolition des jésuites, il l'accorda, mais avec dignité cependant et à son heure. Une commission fut chargée de fouiller les archives de la propagande, de peser le pour et le contre et de donner son avis. Enfin le 21 juillet 1773: « Inspiré, dit-il, par le saint Esprit, et obéissant au devoir de ramener l'union dans l'Église, Clément XIV abolit et détruisit l'ordre des jésuites, ses fonctions, ses maisons, ses instituts; » et le saint-siège sous le plus modéré et le plus tolérant des papes fut atteint dans ses plus ambitieuses prétentions.

Défauts de la régénération italienne; Joseph II; Ferdinand IV; Victor-Amédée II; Pie VI (1774-1789).

La direction politique des affaires de l'Italie passa entre les mains de l'Autriche sans rien changer à la marche des choses. Un archiduc, Ferdinand, en épousant l'héritière du duché de Modène, commença une nouvelle dynastie autrichienne dans la péninsule. Une fille de Marie-Thérèse, Marie-Amélie, épouse de l'infant de Parme, Ferdinand, éloigna le Français Dutillot pour faire place, en 1773, à Llano, dont la faveur ne dura pas non plus. A Naples, en 1776, la nouvelle épouse du roi, Caroline, autre fille de Marie-Thérèse, lorsqu'elle eut donné un fils au roi et fut entrée dans le conseil, remplaça Tanucci par le marquis de la Sambucca et le chevalier écossais Acton, qui arrachèrent la Sicile au pacte de famille récemment conclu par les Bourbons. L'empereur Joseph II, maître sans contrôle après la mort de sa mère, tint la péninsule dans sa main.

L'Italie, loin d'être arrêtée par ces nouveaux changements, fut comme précipitée dans la voie où elle était déjà engagée. Il y avait quelque chose de plus fort que la politique, et qui l'entraînait, c'était l'irrésistible courant des idées françaises. Il faut le dire cependant, les maîtres de l'Italie firent parfois un choix arbitraire de ces principes, et les appliquèrent souvent avec précipitation et sans mesure. Ils adoptèrent moins ce qui était utile à leurs peuples que ce qui était favorable à leur pouvoir. Ils eurent plus à cœur de réformer les institutions ecclésiastiques que de réformer les institutions politiques; ils travaillèrent moins à la prospérité morale et matérielle de leurs États qu'au triomphe de leurs opinions philosophiques et jansénistes. En déclamant contre le despotisme clérical, ils ne songèrent souvent qu'à affermir le leur. Ils sévirent contre les abus de l'Église, abolis à leur profit, et ils épargnèrent les défauts ou les abus de leur propre gouvernement.

Dans un pays où la société reposait surtout sur l'intime alliance de l'Église et de l'État, il ne pouvait manquer cependant de se rencontrer quelque résistance. Après la mort subite et étrange de Clément XIV, Pie VI dut principalement son élection au contraste que présentaient son caractère et ses principes avec ceux de son prédécesseur. Homme éloquent, esprit positif, caractère résolu, celui-ci admettait quelques réformes, mais non pas celles qui étaient dirigées contre l'Église. Il gémissait de la misère où l'absence d'industrie et de commerce, la ruine de l'agriculture, l'accroissement de la dette avaient jeté les États romains. C'était avec peine qu'il constatait que, sous le règne de Clément XIII, on avait commis douze mille meurtres, dont quatre mille dans la capitale. En même temps qu'il augmenta le musée Pio-Clementino et fit élever l'élégante sacristie de Saint-Pierre, il tenta quelques réformes dans l'administration; il s'occupa d'assainir les marais Pontins en faisant achever le canal Sisto. Mais il était résolu à s'opposer vivement aux réformes qui avaient l'Église pour objet, et que des souverains imbus des doctrines jansénistes et philosophiques poursuivaient justement avec le plus d'ardeur.

C'était en vain que des hommes instruits et impartiaux, le Napolitain Melchior Delphico, les Vénitiens Ortès et Nani, le Piémontais Vasco, dans des ouvrages d'économie, tentaient de porter l'attention des princes sur des besoins aussi pressants. Joseph II s'occupait, surtout en Lombardie, de diminuer le nombre des religieux, et de soumettre le reste à l'évêque diocésain; il prétendait nommer l'archevêque de Milan et tous les évêques, changer à son gré les circonscriptions des diocèses, régulariser les revenus de l'Église, augmenter le nombre des cures, et faire élever les prêtres à sa guise. Dans l'administration, il cherchait volontiers à concentrer dans ses mains tout le pouvoir; il réunissait dans l'unique conseil de la magistrature comitiale, la commission ecclésiastique et la congrégation d'État; il rédigeait fort hâtivement un code applicable à toute la monarchie autrichienne, et abolissait presque complètement le système communal, si cher aux Italiens. Mais il n'ajoutait presque rien à la prospérité que la Lombardie devait au comte Firmian, et ne s'occupait pas de relever les ruines que la domination espagnole avait laissées dans l'industrie et le commerce.

Dans le royaume de Naples, la grande affaire du règne de Ferdinand IV fut de se soustraire au tribut de la haquenée et des six mille ducats dus au saint-siège. Il crut avoir beaucoup gagné en ne payant les six mille ducats qu'en 1777, aux *Saints-Apôtres*, pour effacer au moins toute trace d'hommage. Sambucca et Acton osèrent encore moins que Tanucci contre les privilèges féodaux. Quelques réformes dans l'armée, la construction de plusieurs gros vaisseaux de ligne, d'heureuses innovations dans le corps d'instruction de la marine, dus au chevalier Acton, et la fondation d'une colonie à San-Leuccio pour l'éducation du ver à soie et la fabrication du *gros de Naples*, furent les seuls bienfaits de leur administration, bien moins féconde que celle de leur prédécesseur. Ils laissèrent en vigueur les douze législations qui se disputaient le terrain dans le royaume. Dans la Sicile, Caraccioli, qui y fut envoyé avec le titre de vice-roi, eut le courage d'abolir l'inquisition, et de réorganiser le parlement de manière à en permettre l'entrée aux bourgeois des villes.

Mais il n'osa attaquer la féodalité dans ses possessions territoriales, et cette île, écrasée par des taxes de tout genre, parcourue par des brigands ou des pirates, était encore si souvent menacée de disette, que les révoltes y étaient plus fréquentes que partout ailleurs.

De tous les souverains, le grand-duc de Toscane, dont les soins s'étaient d'abord étendus à toutes les branches de l'administration, semblait, vers la fin du siècle, le plus exclusivement préoccupé des matières ecclésiastiques. Lui qui licenciait assez imprudemment l'armée toscane et sa propre garde, sous prétexte qu'il voulait rester en paix avec ses voisins, il allait jusqu'à rédiger le programme des concours pour les cures; il interdisait certaines dévotions ou pratiques, et certains livres de piété; plus semblable en cela à un disciple de Jansénius qu'au chef d'un État.

Le nouveau roi de Sardaigne seul, Victor-Amédée II (depuis 1773) ne suivait pas les errements des autres souverains; mais il tombait dans d'autres défauts. Catholique zélé, il renvoya tous les ministres de Charles-Emmanuel, qui avait cependant toujours ménagé dans ses innovations la cour de Rome, et interdit à la jeunesse d'aller étudier à l'université de Pavie, qu'il regardait comme infectée de jansénisme. Mais, quoiqu'il reconnût et dotât l'Académie des sciences, fondation particulière du grand mathématicien Lagrange, il aimait à répéter souvent qu'il faisait plus de cas d'un tambour que d'un savant; et en effet, il consacra tous ses revenus à entretenir un nombre de troupes hors de proportion avec ses petits États, et poussa l'excès jusqu'à endetter l'État de cent vingt millions.

Le pape Pie VI ne négligea rien pour arrêter les souverains d'Italie dans une voie qu'il regardait comme funeste. Il se rendit de sa personne auprès de l'empereur Joseph II, le patron des réformes, pour le faire revenir sur ses résolutions. Des hommages et des respects empressés furent le seul résultat de son voyage. Joseph II ne changea rien à sa manière d'agir. Dans un voyage qu'il fit, deux ans après, incognito en Italie en 1784, il rechercha les philosophes, encouragea les ministres réformateurs, visita l'université de

Pavie, et obtint du pape un concordat qui lui attribuait la nomination à l'archevêché de Milan, aux évêchés et aux bénéfices de la Lombardie autrichienne.

Le grand-duc de Toscane Léopold, comme janséniste, prêtait davantage le flanc; il empiétait beaucoup plus sur le terrain spirituel que ne le faisait le philosophe Joseph II. Le concile de Pistoie, rassemblé par son ordre en 1786, sous la présidence de l'évêque Ricci, décréta une véritable réforme. Les évêques et les prêtres étaient soustraits à la cour de Rome, l'infaillibilité du saint-siège limitée par l'Évangile, la célébration du culte ordonnée en langue vulgaire, les images représentant la Trinité, les indulgences et plusieurs autres pratiques prosrites du culte catholique. Toute l'Italie était en émoi; le pape, à l'occasion de quelques troubles religieux à Prato, condamna, par la bulle *Auctorem fidei*, cinq des propositions du synode comme hérétiques, et soixante et dix autres comme schismatiques, erronées, scandaleuses et calomniatrices (1789). Ce fut au milieu de ces querelles d'un autre siècle que la révolution française surprit la péninsule.

Les discussions des états généraux en France, celles du concile de Pistoie en Italie, montraient assez à quelle distance étaient les deux pays l'un de l'autre. En France, où le gouvernement n'avait récemment presque rien fait pour elle, la nation s'était instruite et formée elle-même. Dans la péninsule les souverains avaient fait des réformes prématurées et négligé souvent celles qui étaient nécessaires. Ils étaient restés au-dessus de leurs peuples au lieu de descendre jusqu'à eux. Ils avaient voulu éclairer leur intelligence sans retremper leur caractère, affranchir leur esprit sans pourvoir à leurs plus pressants besoins; ils n'avaient fait que violenter leurs habitudes religieuses, et n'avaient pas amélioré leur état moral.

En définitive, une partie de la péninsule n'était pas encore sortie du xviii^e siècle. Dans le reste, les réformes n'avaient été ni complètes ni bien mesurées; souvent peu appropriées aux mœurs, à la situation du pays, elles étaient en beaucoup de lieux tombées à faux, et dans d'autres

n'avaient point atteint ce qu'il fallait. « L'État pontifical, dit un panégyriste de Pie VI, était le plus mal administré de l'Europe après la Turquie. » Dans la Toscane une police inquisitoriale avait assez peu avantageusement remplacé la force armée. Dans l'armée sarde on se plaignait de voir les nobles seuls arriver au grade d'officier. Les premières tracasseries de l'administration autrichienne faisaient déjà regretter aux Lombards la perte de leurs libertés communales. La féodalité pesait encore sur les royaumes de Naples et de Sicile du poids de tous ses vieux abus. On y comptait mille trois cent quatre-vingt-quinze droits sur les choses et sur les personnes. Enfin, quoique les idées du XVIII^e siècle eussent pénétré l'Italie et suscité quelques écrivains et quelques poètes sérieux, il n'y avait encore chez elle ni esprit public ni virilité politique. La péninsule était encore le pays aux quatre-vingt mille moines, la terre d'adoption des sigisbées et des bandits. Les gouvernements n'avaient pas renoncé à l'inquisition politique en renversant l'inquisition religieuse. On ne rencontrait plus l'élan démocratique des républiques des XIII^e et XIV^e siècles, ni la tyrannie brillante des aristocraties du XV^e et du XVI^e. Il y avait encore l'ancienne division, l'ancienne ruse, et le despotisme de plus. Au milieu de ces circonstances, les horribles tremblements de terre qui ensevelirent Messine, en février 1783, sous un monceau de décombres, et engloutirent dans la Calabre cent villages et trente mille habitants, apparurent aux imaginations italiennes comme le présage de funestes événements.

Un sentiment profond, vivace chez les Italiens, les empêchait de reconnaître même les meilleures intentions de leurs souverains. Ces princes réformateurs n'étaient pas nés des entrailles de l'Italie, ils avaient été imposés par l'étranger; à chaque génération il semblait qu'ils prissent soin, par de nouvelles alliances, de retremper leur sang étranger; leurs idées, leurs principes, comme leur origine, étaient ultramontains. Pour l'Italien, qui avait le sentiment vague d'un passé tout plein d'indépendance et de grandeur, les mieux intentionnés de ses souverains n'étaient que des po-

destats, des tyrans ; et l'Italie, à la fin du siècle, malgré les incontestables bienfaits qu'elle en avait reçus, saluait son poète tragique national, dans Alfieri, dans celui qui animait ses œuvres des souvenirs de la patrie indépendante et d'un sentiment d'austérité et de grandeur républicaines ; elle l'entendait avec plaisir, en face du meilleur des princes, s'il n'avait été Autrichien et un peu janséniste, Léopold, stigmatiser le sceptre du septentrion, inexorable et dur qui pesait sur la langue même :

Boreal scettro, inesorabile, duro.

« Italie ! s'écriait-il, à quelle infâme servitude te voilà réduite pour n'avoir pas été à fond délivrée des Goths ! Ta langue elle-même a perdu son indépendance et sa pureté : »

Italia ! a quai ti mena infami strette
Il non esser dai Goti applen disgombrà !
Ti son le ignude voci anco interdette.

HUITIÈME PÉRIODE.

LA RÉVOLUTION (1789-1852).

CHAPITRE XIX¹.

RÉPUBLIQUES ET ROYAUMES NÉS SOUS L'INFLUENCE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET DE L'EMPE- REUR NAPOLEON (1789-1815).

L'ITALIE FAIBLE ET DIVISÉE; LES SOUVERAINS ET LES PEUPLES; FRANÇOIS ET MARIE-CAROLINE; LES FRANCS-MAÇONS. — GUERRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE SUR LES ALPES; MOUVEMENTS INSURRECTIONNELS DES ITALIENS (1792-1795). — BONAPARTE EN ITALIE; MONTENOTTE, LODI, CASTIGLIONE; RÉPUBLIQUES TRANSPADANE ET CISPADANE (1796). — ARCOLE, RIVOLI, PAIX DE CAMPO-FORMIO; LA RÉPUBLIQUE LIGURIENNE ET LA RÉPUBLIQUE CISPADANE; CHUTE DE VENISE (1797). — RÉPUBLIQUES ROMAINE, PAR-THÉNOPÉENNE ET TOSCANE; CHARLES-EMMANUEL II CHASSÉ DU PIÉMONT; LA PÉNINSULE RÉPUBLICAINE (1798). — RAPIDE DESTRUCTION DES RÉPUBLIQUES ITALIENNES PAR LES ANCIENS SOUVERAINS; RÉACTIONS SANGLANTES (1799). — MARENGO; TRAITÉ DE LUNÉVILLE; PIE VII ET FERDINAND RESTAURÉS; LES RÉPUBLIQUES CISPADANE ET LIGURIENNE RÉTABLIES (1800-1802). — LE ROYAUME D'ITALIE; NAPLES, LA TOSCANE, LUCQUES, GUASTALLA, DONNÉS A DES PARENTS DE L'EMPEREUR; ITALIE NAPOLEONNIENNE (1802-1808). — LE GOUVERNEMENT TEMPOREL DU SAINT-SIÈGE ABOLI; APOGÉE DE LA PUISSANCE IMPÉRIALE EN ITALIE; LE ROI DE ROME (1808-1812). — REVERS DE NAPOLEON; DISCORDS DES ITALIENS, D'EUGÈNE ET DE JOACHIM; OCCASION D'INDÉPENDANCE PERDUE; RESTAURATION (1812-1815).

L'Italie faible et divisée; les souverains et les peuples; François et Marie-Caroline; les francs-maçons.

Squarcia le vesti dell' obbrobrio; al crine
L'elmo riponi, al sen l'usbergo, destati
Dal lungo sonno, e sulle vette Alpine
Alla difesa ed ai trionfi apprestati.

« Déchire les vêtements de l'opprobre, prends le casque, endosse la cuirasse, et, réveillée d'un long sommeil, cours sur les Alpes à la défense et aux triomphes. » Ces vers, qu'écri-

1. Voy. Botta, *Storia d'Italia dal 1789 al 1814*; *Mémoires de Napoléon*, par Monthezon.

vait Fantoni dans une ode à l'Italie à la fin du XVIII^e siècle, recevaient de la révolution française un à-propos terrible et saisissant. Le grand débat entre la nation et la royauté de France, qui allait s'élever en Europe à la hauteur d'une lutte de la liberté contre l'absolutisme, devait poser encore une fois en Italie l'éternelle question entre l'indépendance nationale et l'oppression étrangère. Tous les principes sur lesquels reposait l'équilibre intérieur et extérieur des États allaient être ébranlés. Des temps venaient pour la péninsule où l'énergie, l'union et la sagesse étaient de mise.

Malheureusement l'Italie n'était guère préparée à se tenir à la hauteur des grands événements qui se préparaient.

La nation ne pouvait rien par elle-même. Une chose lui manquait, nous l'avons vu, après trois siècles de servitude, le caractère et l'esprit public. Dans les hautes classes de la société, c'était encore avec raison que le poète Parini flagellait la vie oisive et galante de l'aristocratie italienne. Le nombre des nobles que le comte Paul Verri rassemblait dans sa *société* connue sous le nom de *Il Caffè*, centre des idées et des doctrines nouvelles, n'était pas très-considérable. L'éducation publique de la bourgeoisie était un peu plus avancée. Encore le philosophe Beccaria se plaignait-il que, « dans une ville de cent vingt mille âmes il y eût à peine vingt mille personnes désireuses de s'instruire et disposées à sacrifier à la vérité et à la vertu. » Dans les campagnes l'ignorance était générale, l'indifférence et l'abjection complètes. Les masses avaient été rebelles même aux réformes tentées par les souverains.

Excepté dans les royaumes de Sardaigne et de Naples, l'esprit et les habitudes militaires ne se rencontraient pas davantage dans la péninsule. Les souverains avaient craint de donner des armes à la nation. La république de Venise, en face des fortifications et de l'arsenal que l'Autriche faisait construire dans le port de Trieste, n'entretenait plus qu'une douzaine de bâtiments de guerre en mer et vingt toujours en chantier. Sauf la digue de marbre des Murrazzi, ouvrage tout de défense, elle n'entreprenait rien. Deux mille hommes de troupes étrangères formaient toute sa défense. Gênes,

qui s'était bien fortifiée, malgré un événement récent, n'entretenait que quinze cents hommes. Le duché de Modène n'en avait pas davantage ; Parme, à peine la moitié, et Lucques, deux cents. Les deux plus considérables États de l'Italie centrale, le saint-siège et la Toscane ne pouvaient pas mettre en ligne dix mille hommes. Dans la Lombardie, soumise à l'étranger, les jeunes gens fuyaient le recrutement. Le gouvernement autrichien, pour occuper les citadelles, n'avait pu rassembler que quatre mille hommes parmi les malfaiteurs ou les repris de justice. L'armée du roi de Naples même, qui montait à quatorze mille hommes, était fort mal recrutée, plus mal disciplinée encore. Celle du roi de Sardaigne, de vingt-cinq mille hommes, et mieux organisée, n'avait que des généraux et des officiers inhabiles et ignorants.

C'était aux princes à suppléer par l'habileté et la prudence de leur conduite à ce qui manquait à leurs peuples. En réalité, l'exemple de la révolution française devait être peu contagieux dans leurs États. Ils avaient satisfait par leurs réformes la partie éclairée de la nation, et n'avaient rien à craindre des masses, plutôt hostiles que favorables au mouvement français. En revenant sur les choses faites mal à propos, en portant leur attention sur ce qu'ils avaient négligé, en développant ce qu'ils avaient heureusement commencé, ils pouvaient être tranquilles chez eux, et traiter librement avec la révolution française, isolée en Europe et prête à faire des sacrifices pour avoir des alliés.

Malheureusement l'Autriche pesait sur la péninsule. Effrayés des conséquences que la révolution française tirait des principes qu'ils avaient eux-mêmes invoqués, les Habsbourg, au lieu de mettre plus de mesure dans leur application, se retournèrent tout à coup contre ce qu'ils avaient fait, revinrent sur leurs réformes, bonnes ou mauvaises, et entraînèrent par leur exemple les autres souverains péninsulaires. A mesure que la révolution prit possession de la France, ils se groupèrent davantage autour de l'Autriche. Le grand-duc Léopold, devenu empereur en 1790, maria son second fils Ferdinand, à qui il laissa la Toscane, à Louise-Amélie,

filles du roi de Naples. Son aîné François, qui devait bientôt lui succéder à l'empire, donna sa fille Marie-Clémentine à l'héritier présomptif du Bourbon napolitain, et épousa lui-même en secondes noces Marie-Thérèse, une autre des filles de Ferdinand IV. Il n'y eut pas, en 1791, jusqu'au petit duché de Massa qui ne passât entre les mains d'un autre archiduc, Ferdinand, devenu déjà duc de Modène par son mariage avec la dernière héritière de la maison d'Este. Tous ces princes autrichiens parurent encore bien plus unis par la communauté des idées que par les liens du sang. Léopold démentit souvent comme empereur ce qu'il avait fait comme grand-duc ; les autres regardèrent le roi de Sardaigne, qui avait résisté à leur entraînement, comme le plus sage de tous, et ils l'imitèrent, le surpassèrent même dans ses résistances, au risque de mécontenter ceux qu'ils avaient jusque-là flattés, et de tromper les espérances qu'ils avaient fait naître.

Des mouvements excités par quelques nobles et par les bourgeois dans la Savoie, à Turin, à Milan et à Naples, au lieu d'avertir les princes, achevèrent de les effrayer. Ils se retournèrent avec impétuosité contre tout ce qu'ils avaient jusque-là favorisé, et un divorce funeste commença dans la nation. Les souverains cherchèrent leur appui dans la noblesse, entêtée des privilèges qu'ils avaient d'abord attaqués, et dans la masse de la population, qu'ils avaient méprisée pour son ignorance. La partie la plus généreuse et la plus éclairée de la noblesse et de la bourgeoisie se détacha d'eux, au contraire, et commença à attendre de la France sa délivrance et son salut.

Victor-Amédée II, toujours le plus résolu, proposa, dès la fin de 1791, à tous les princes italiens, de former une ligue contre leurs peuples et contre la France. Marie-Caroline, la femme du roi de Naples, Ferdinand, sans cependant encore rompre de précieuses relations commerciales avec le midi de la France, fit, après un voyage à Vienne, de secrets préparatifs, et surveilla rudement dans ses États les loges des maçons, foyers d'agitation politique. Le nouveau duc de Toscane revint sur plusieurs des réformes de Léopold, tout en annonçant l'intention de rester en paix. Le pape Pie VI lança

l'excommunication contre l'assemblée française qui détruisait une partie de la constitution de l'Église; cependant, dans le livre des *Droits de l'homme*, tentative de transaction entre des principes ennemis, il prit parti pour la liberté contre le despotisme, fit du christianisme le fondement de tous les droits, et tenta moins d'arrêter le torrent que de le détourner au profit de la religion. Seules les républiques de Venise et de Gènes, où le patriciat était cependant identifié avec l'État, mais où étaient grandes aussi les défiances contre l'Autriche et le roi de Sardaigne, parurent, malgré leur neutralité, pencher vers la France.

Guerre de la république française sur les Alpes; mouvements insurrectionnels des Italiens (1792-1795).

Telles étaient les dispositions de la péninsule lorsque la déclaration de guerre faite en 1792 par l'empereur François à la révolution française, jeta l'Italie dans la lutte. L'ambassadeur français Sémonville proposa vainement à Victor-Amédée II la cession de tout ce qui serait conquis sur les Autrichiens en Lombardie. Il fut reconduit, sans être entendu, à la frontière. Victor-Amédée envoya dix mille hommes sous Lazzari dans la Savoie et huit mille sous Curten dans le comté de Nice, pour menacer peut-être le territoire ennemi. La reine Marie-Caroline mit ses troupes en mouvement, et fit appareiller ses navires. La guerre commença, et l'Italie fut ainsi entraînée par ses souverains contre la révolution, dont elle pouvait peut-être attendre son indépendance.

Dès les premières hostilités éclata la division qui existait entre les souverains et leurs peuples. Dans l'armée de Sardaigne les soldats étaient fort mal disposés pour leurs officiers, de familles nobles. Les troupes du général Lazzari, attaquées par les Français dans les gorges de Mians, lâchèrent pied dès les premiers engagements; les habitants de la Savoie coururent avec enthousiasme au-devant des troupes françaises, qui occupèrent facilement Chambéry et presque tout le reste de la province. Dans le comté de Nice, Curten s'enfuit avec la même précipitation, et laissa le général français Anselme et l'amiral Truguet s'emparer de Nice, Mon-

talban, Villefranche et Oneille. Au midi de l'Italie, quand l'amiral Latouche vint avec une flotte française se ranger devant Naples, les francs-maçons saluèrent avec transport l'étendard de la liberté, se mirent en rapport avec les Français, et transformèrent les loges en clubs. Ferdinand fut obligé de promettre la neutralité et de reconnaître le gouvernement français. Le décret de la *Convention* qui réunit à la fin de l'année la Savoie et le comté de Nice à la France, punit Victor-Amédée de son initiative, en lui enlevant la partie de ses États qui lui était la moins dévouée.

Dès le début de la guerre, les maîtres de l'Italie purent se convaincre qu'ils n'auraient pas seulement contre eux les Français. L'empereur François fit descendre des Alpes dans la vallée du Pô de nouvelles troupes pour contenir le Milanais et appuyer Victor-Amédée II. Marie-Caroline, à l'intérieur, institua contre les francs-maçons une junte de conspiration, qui dressa des échafauds; au dehors elle demanda une flotte anglaise dans la Méditerranée, et s'engagea à envoyer dans la haute Italie six mille hommes; le pape en fit autant. Il y avait une partie de la population, la plus ignorante, sur laquelle les princes pouvaient encore compter : ils n'épargnèrent rien pour la tourner contre toutes les idées françaises et contre les classes éclairées qui les partageaient. Le caractère terrible des événements qui s'accomplissaient alors en France, en 1793, prêtait à des accusations intéressées. Elles portèrent leur fruit à Rome au commencement de cette année. L'ambassadeur français Basville qui voulait arborer à son hôtel les armes de la république, fut assailli et assassiné par la populace romaine, au mépris du droit des gens. Les Corses, qui étaient à peine rattachés à la France, se soulevèrent aussi à l'instigation de l'Autriche et de l'Angleterre sous Pascal Paoli.

Toute l'Italie cependant ne suivit pas. Le grand-duc de Toscane, le premier, par son ambassadeur Carletti, reconnut la république française. Les deux républiques de Venise et de Gènes, sollicitées d'un côté par l'Autriche et l'Angleterre contre la France, de l'autre par des citoyens ardents partisans des idées nouvelles, gardèrent strictement la neu-

tralité, mais sans savoir la rendre respectable par la levée d'une force militaire imposante. Dans une lutte de cette importance, c'était se livrer imprudemment au vainqueur. En 1793 les flottes du roi de Naples et celles de l'Angleterre surprirent d'abord en France Toulon, qui fut, il est vrai, bientôt reprise à la fin de l'année (21 décembre). Mais l'année suivante, en dépit du général autrichien Devins et des deux fils de Victor-Amédée, le général Dumas occupa le mont Cenis, le petit Saint-Bernard, et fit une tentative sur Aoste; le général Dumberbion violant le territoire de Gènes, tourna, par les sources du Tanaro, la forteresse du Saorgio, qui tenait les Français en échec, occupa le col de Tende, et resta maître de toute la crête des Alpes, des sources de la Stura à celles de la Doria Baltea (juin 1794).

Cet événement causa une grande sensation en Italie. On savait que l'intention de l'Autriche était d'agrandir Victor-Amédée dans le midi de la France, pour rester elle-même maîtresse de toute la Lombardie. Une conspiration formée à Turin même contre le roi, fut découverte et réprimée; les nobles et les riches auraient commencé à s'expatrier si le gouvernement n'avait arrêté l'émigration. Victor-Amédée interdit toutes les réunions et ferma même les académies et les casini. Mais, en Sardaigne, le peuple demanda la réunion des états, et força le vice-roi, assiégé dans son palais, à s'enfuir. A Naples, les loges des francs-maçons s'agitèrent plus que jamais. La junte de conspiration ne suffisant plus, Marie-Caroline établit une junte d'inquisition avec des pouvoirs extraordinaires, et procéda avec la plus odieuse rigueur. A Venise, le sénat, effrayé de la violation de la neutralité de Gènes, décréta d'abord l'armement, qui ne s'effectua cependant pas, de quarante mille hommes pour se défendre, au besoin, contre l'Autriche. A Gènes, le doge, après avoir protesté contre le passage des Français sur son territoire, ferma la maison du pharmacien Morando, rendez-vous des démocrates, organisa la garde urbaine et augmenta réellement le nombre des troupes.

Les souverains de l'Italie firent de nouveaux efforts contre la France en 1795; Victor-Amédée et Ferdinand de Naples

imposèrent les nobles, mirent à contribution les ornements des églises, et ordonnèrent des levées extraordinaires de troupes. Le pape Pie VI lui-même fit sa revue des ports de la côte et visita les soldats des garnisons. Le roi de Sardaigne, avec ses nouvelles recrues et un renfort de dix mille Autrichiens amenés par Wallis, reprit l'offensive sur les Alpes, tandis que les Anglais bloquaient Gènes, et, sous le nom de Paoli, s'emparaient de la Corse et lui donnaient un semblant de constitution. Il fut battu à Cairo (15 septembre), rejeté sur la Bormida, et perdit Vado, qui assura la position de l'armée française dans la rivière de Gènes. Ferdinand de Toscane et Venise crurent le moment déjà venu de se rallier au vainqueur; Carletti et Corsini, leurs ambassadeurs à la Convention nationale, reconnurent publiquement, à la fin de l'année, la république française. Une conspiration fut tramée à Palerme pour ériger la Sicile en république; de nouveaux mouvements eurent lieu à Cagliari et à Sassari. La paix déjà conclue avec la France par la Prusse et l'Espagne ne fit pas encore réfléchir les princes italiens. Le roi de Sardaigne refusa des mains de la France, avec la garantie de l'Espagne, la province du Milanais, pour prix du libre passage de nos armées. Il resta fidèle à l'Autriche, ainsi que le pape et Naples, et fit ainsi de la péninsule comme le prix de la lutte.

**Bonaparte en Italie; Montenotte, Lodi, Castiglione;
républiques transpadane et cispadane (1796).**

Le *Directoire* pouvait maintenant porter presque toutes ses forces en Italie.

Déjà, sur ses ordres, Schérer, mal surveillé à Ceva par les Piémontais, avait tourné l'aile gauche des Autrichiens à Loano, et l'avait rejetée sur Acqui (24 novembre 1795). Un des plus vieux et des plus habiles généraux de l'Autriche, Beaulieu, fut chargé de chasser les Français du sommet des Alpes et de la rivière de Gènes. Au printemps de 1796, il dirigea en personne son aile gauche sur le col de la Bocchetta, établit son centre aux sources de la Bormida, et envoya à sa droite les Piémontais, commandés par Colli, sur les Alpes,

occupées par les Français. Mais l'armée française d'Italie avait alors à sa tête l'homme dont le génie militaire allait pendant vingt ans éblouir et fasciner le monde, Bonaparte. En quelques jours, il enfonça le centre autrichien à Montenotte, battit la droite à Millésimo, la gauche à Dégò, acheva de séparer Colli de Beaulieu, et, s'attachant à la poursuite du premier, tandis que le second battait en retraite vers Milan, le défit encore à Mondovi, et arriva à Cherasco, à dix lieues de Turin (21 avril).

La proclamation lancée par le jeune vainqueur émut encore plus l'Italie que ses rapides succès. « Peuples d'Italie, dit-il, l'armée française vient rompre vos chaînes; le peuple français est ami de tous les peuples, venez au-devant de lui. Vos propriétés, vos usages, votre religion seront respectés; nous ferons la guerre en ennemis généreux et seulement aux tyrans qui vous tiennent asservis. » C'était donc bien la liberté, l'indépendance que la révolution française apportait à l'Italie. Un vainqueur généreux, un compatriote presque, le garantissait à la péninsule. Les princes italiens, le clergé ne furent plus capables d'arrêter la nation italienne. Elle se précipita avec enthousiasme au-devant de Bonaparte et des Français, et assura leurs rapides succès.

Les Piémontais Bonafous et Renza excitèrent à Albe un mouvement républicain, qui menaça bientôt tout le royaume, et Victor-Amédée demanda et obtint la paix par la remise des places d'Alexandrie et de Coni pendant la guerre. Bonaparte n'eut qu'à entrer sur le territoire de Parme et de Plaisance, où les Italiens remuaient déjà. Les ducs Ferdinand de Parme, Hercule de Modène s'engagèrent, le premier à payer deux millions, à fournir des chevaux, des grains, et à envoyer vingt tableaux, entre autres le *Saint Jérôme* du Corrège, au musée de Paris; le second, qui s'était même enfui à Venise, à payer jusqu'à six millions. Le pape et Ferdinand, ayant assez de contenir leurs peuples, se résignèrent à la défensive.

L'Autriche était isolée. Après avoir passé le Pô à Plaisance et forcé ainsi Beaulieu à abandonner la ligne du Tessin, Bonaparte lui enleva encore celle de l'Adda au rude combat de Lodi (10 mai), et resta maître de tout le Milanais jusqu'au

Mincio. Les villes de Pavie, Crémone et Milan, d'où l'archiduc gouverneur s'était enfui à Mantoue, ouvrirent leurs portes sans résistance. Les Milanais surtout accueillirent les Français comme des libérateurs. Ils se flattaient de l'espoir d'être placés à la tête de l'union italienne. Une congrégation d'État composée des partisans des idées françaises fut établie dans la ville, et une garde nationale organisée. Les vingt millions de francs que Bonaparte leva sur la Lombardie n'excitèrent même pas un grand murmure, si ce n'est à Pavie, où les paysans des environs, sourdement excités, pénétrèrent pour massacrer la garnison française. La ville, livrée aux soldats pendant une nuit, apprit que Bonaparte ne laisserait impunie aucune émeute.

Une nouvelle proclamation de Bonaparte publiée à Milan, couvrit ce premier discord et propagea dans toute la péninsule l'enthousiasme ressenti par les Milanais. « Que les peuples soient tranquilles, disait-il, nous sommes les amis des peuples. Rétablir le Capitole, réveiller le peuple romain après des siècles de servitude; tel sera le fruit de nos victoires. » Quelques villes du territoire vénitien, lassées du joug de l'aristocratique république, invitaient elles-mêmes les Français à violer la neutralité du territoire vénitien. Bonaparte occupa Bergame, prit Brescia, culbuta Beaulieu sur le Mincio, entra dans Vérone, Legnago qui lui assuraient la ligne de l'Adige, et commença le blocus de Mantoue. L'aristocratie de Venise, blessée au cœur, n'osa faire que des remontrances. Elle sentait, non-seulement dans les villes de la terre ferme, mais dans Venise même, s'agiter avec les encouragements de Villetard, secrétaire de l'ambassade française, le levain populaire. Les États du roi de Naples et du pape étaient plus agités que jamais. Dans une cérémonie solennelle, le premier consacra sa couronne au ciel et voulut pousser son armée à la frontière; il fut bientôt obligé de la rappeler pour comprimer une partie de ses sujets. Le pape Pie VI fit prêcher « contre les athées et les brigands de France; » mais la première de ses villes, Bologne, envoya par ses principaux magistrats demander sa liberté au vainqueur de l'Italie.

Avant de rejeter les Autrichiens au delà des Alpes, Bonaparte acheva d'embraser la péninsule. Il entra à Bologne, qu'il déclara libre et républicaine, et poussa sur Livourne, occupée par une flotte anglaise, une division qui s'empara des propriétés anglaises et occupa les forts. Cet encouragement suffit. Dans le duché de Modène, Reggio la première se déclara indépendante et envoya des députés à Milan pour commencer à fonder avec les Transpadans l'unité italique; Massa et Carrara, la Lunigiane, suivirent son exemple; Modène enfin entraînée par les patriotes, prononça la déchéance du duc; et Ferrare se détacha des États de l'Église pour se joindre à Bologne. Les deux souverains du midi et du centre durent céder devant cette redoutable propagande : ils demandèrent la paix. Ferdinand retira ses troupes de la coalition et ferma ses ports aux Anglais; le pape obtint un armistice en cédant Bologne, Ferrare, la citadelle d'Ancone, vingt et un millions, cent tableaux et cinq cents manuscrits.

Bonaparte sûr du midi de l'Italie, put recevoir l'Autrichien Wurmser qui descendit par l'Adige au mois de juillet avec soixante mille hommes. En quelques semaines il le rejeta au delà de l'Adige, par les batailles de Lonato et de Castiglione, le coupa du Tyrol, le mit en déroute à Bassano près de la Brenta, et le força à s'enfermer en désespéré avec les débris de son armée dans la citadelle de Mantoue. On pouvait déjà songer à organiser la liberté en Italie.

Le général français institua à Milan un *consiglio di stato* en attendant l'établissement d'une république transpadane, et mit sur pied une légion lombarde de trois mille cinq cents hommes qui fut mise sous le commandement de Lahos. En deçà du Pô, sur sa recommandation, les députés des quatre villes de Bologne, Ferrare, Modène et Reggio, proclamèrent leur union dans la république cispadane et pour première mesure de sûreté, décrétèrent aussi la formation d'une légion italienne de trois mille hommes. Victor-Amédée, menacé de perdre la Sardaigne, fut obligé d'accorder aux habitants la convocation régulière des cortès et la nomination de nationaux à toutes les charges de l'État. Son succes-

seur Charles-Emmanuel II, monté sur le trône à la fin même de cette année si féconde en événements, se rattacha sans arrière-pensée à la politique française. La Corse attaquée du port de Livourne, fut arrachée aux Anglais; enfin Gènes, jusque-là dans une neutralité douteuse, embrassa ouvertement, sous la menace des Anglais, le parti de la France, lui donna deux millions et lui en prêta autant jusqu'à la paix générale.

Arcole, Rivoli, paix de Campo-Formio; la république ligurienne et la république cisalpine; chute de Venise (1797).

Un dernier effort de l'Autriche empêcha le pape et Venise de suivre l'exemple général, et ce fut pour leur malheur. Le général Alvinzi, à la fin de 1796, descendit par le Frioul pour délivrer Wurmsers; Bonaparte, malgré l'infériorité du nombre et la position la plus critique, le repoussa d'abord à Arcole (15-17 nov.), puis le battit complètement à Rivoli (14 janvier 1797), rejeta les débris autrichiens au delà de la Piave, et reçut la capitulation du brave Wurmsers dans Mantoue.

Pendant que Bonaparte poussait son avant-garde sur les Alpes juliennes pour aller chercher la paix dans Vienne, il fit attaquer derrière lui les deux États qui lui résistaient encore.

Victor, à la tête d'une division, descendit au centre de l'Italie; trois légions de l'infanterie lombarde, trois de la cispadane en faisaient partie; pour la première fois le parti de la révolution et celui de la tradition italienne se trouvèrent aux prises sur les bords du Senio. Les soldats du pape ne tinrent pas un instant, Victor traversa la Romagne, s'empara d'Ancône et arriva jusqu'à Tolentino où la cour pontificale demanda la paix, au prix de trente millions, de l'abandon de Bologne, de Ferrare, d'Ancône et de la Romagne (19 février).

Dans les États de Venise les partisans des Français se rendent maîtres des villes de Bergame, Brescia et Crème sur les provéditeurs et y proclament la liberté. Mais le sénat retrouve quelque énergie en face de ses sujets révoltés; il

arme dix mille Esclavons, quatre mille Italiens, soulève et enrégimente les sauvages paysans des montagnes, ennemis des Français et des novateurs. Le soulèvement du Tyrol et l'arrivée d'une division autrichienne sur l'Adige, l'enhardissent encore. Persuadé que les Français qui marchaient sur Vienne allaient être coupés et détruits, il signe un traité secret avec l'Autriche et commence à agir. Brescia, Bergame sont attaquées; le 15 avril Vérone, au milieu d'un soulèvement, tombe au pouvoir des paysans et des Esclavons. Les Français surpris sont égorgés dans les rues, dans les hôpitaux, quatre cents sont jetés dans l'Adige; enfin quelques jours après, le 23, un lougre français réfugié dans le port de Venise est criblé de boulets et l'équipage massacré. Le lendemain, le sénat apprit que Bonaparte avait réduit l'Autriche à signer les préliminaires de Léoben. Le sénat terrifié demanda grâce au vainqueur. « Le sang de mes frères d'armes sera vengé, » répondit Bonaparte à ses envoyés; « je serai un Attila pour Venise; plus d'inquisiteurs d'État, plus de livre d'or, votre gouvernement est décrépît! » Premières paroles de menace prononcées par la France contre l'Italie même.

L'aristocratie vénitienne ne songea qu'à sauver Venise en se sacrifiant elle-même. Le dernier doge, Louis Manin, et le sénat renvoyèrent les Esclavons, désarmèrent les paysans et dépêchèrent au camp du général français trois députés chargés d'offrir des satisfactions et de s'entendre avec lui sur les modifications à apporter au gouvernement. Ce n'était pas une modification qui pouvait suffire au général et au peuple soulevé; le grand conseil de la noblesse, au milieu de la plus vive effervescence, renonça à la souveraineté, déclara la constitution abolie, la noblesse privée de ses privilèges politiques et convoqua les députés de toute la terre ferme pour aviser à l'établissement d'un gouvernement démocratique. Une municipalité provisoire, composée de citoyens de toute classe, reçut le général Baraguay-d'Hilliers avec cinq mille hommes de troupes, et livra les forts, les vaisseaux et l'argent que Bonaparte demanda comme satisfaction pour le passé et comme gage pour l'avenir.

Une réforme du gouvernement qui eût rajeuni la république, et quelques sacrifices, n'eussent pas été un grand mal pour Venise. Malgré quelques bruits alarmants répandus sur les propositions secrètes des préliminaires de Léoben, les Vénitiens espéraient en être quittes à ce prix. A Gènes, une émeute qui éclata en mai contre l'aristocratie ayant été fortement réprimée, le représentant de France Faypoult, et Bonaparte, prirent parti pour les vaincus, partisans de la France; mais ils en tirèrent seulement l'occasion de réformer la république de Gènes et non de la détruire. L'ancien gouvernement fut aboli, la noblesse privée de ses privilèges, le livre d'or brûlé. Une constitution nouvelle, s'appliquant à tous les habitants du territoire génois, conféra à deux conseils le pouvoir législatif, à un doge et à un sénat de douze membres le pouvoir exécutif de la nouvelle république, qui prit le nom de *ligurienne*.

La conduite de Bonaparte à Milan inspira encore plus de confiance à Venise. Le général français n'avait cessé de rappeler aux amis de l'indépendance de l'Italie, que leurs discordes d'autrefois avaient fait tout leur malheur, qu'il fallait s'armer et s'unir. Il fit alors davantage : il engagea les Cispadans et les Transpadans à se fondre en une seule république dite *cisalpine*, et promit d'y adjoindre encore les pays de Mantoue, Bergame, Brescia et Crème, de sorte qu'elle eût l'Adige pour limite et quatre millions d'habitants sous sa protection. Les députés et les gardes nationales des différentes villes du nord célébrèrent dans le lazaret de Milan la fédération des peuples italiens. Une constitution modelée sur celle que la France avait alors, avec deux conseils législatifs et un directoire de cinq membres, fut adoptée par la nouvelle république. Bonaparte nomma lui-même les cinq directeurs : Serbelloni, Alessandri, Moscati, Paradisi, Costabili, et les aida à organiser l'administration, l'armée et les finances.

Faire aussi du territoire de Venise une république sur le même modèle était le vœu du Directoire, l'ordre enjoint à Bonaparte. Le vainqueur ne remplit pas les vues de son gouvernement : le traité de Campo-Formio (17 octobre) fit

reconnaître la république cisalpine, qui était son œuvre, mais il sacrifia Venise, qui fut cédée avec l'Istrie, la Dalmatie et le Frioul, à la maison d'Autriche, et l'Italie put apprendre que les bienfaits de l'étranger ont toujours quelque chose d'incomplet et d'amer. Le dernier jour de Venise fut douloureux et digne. La municipalité révolutionnaire qui avait pris le gouvernement après la chute de l'aristocratie, refusa l'offre qui lui fut faite de songer à ses intérêts dans la ruine commune; elle ensevelit elle-même l'indépendance de sa patrie et reçut les Autrichiens le 19 janvier 1798.

Républiques romaine, parthénopéenne et toscane; Charles-Emmanuel II chassé du Piémont; la péninsule républicaine (1798).

« La liberté vous a été donnée, dit Bonaparte aux Cisalpins avant de les quitter, sans factions, sans massacre, sans révolution; sachez la conserver. Faites des lois sages et modérées, exécutez-les avec force et vigueur, remplissez vos légions de citoyens loyaux. Après tant d'années de tyrannie vous n'auriez pu recouvrer seuls la liberté, mais bientôt vous pourrez la défendre par vous-mêmes. » En attendant, il leur laissa vingt mille hommes sous le commandement de Berthier, pour assurer leur liberté et l'influence française dans la péninsule.

Le traité de Campo-Formio, malgré les paroles de Bonaparte, ne pouvait être qu'une trêve dans la péninsule. Il n'avait ni détruit la domination étrangère, ni fondé l'indépendance italienne, ni garanti la liberté des peuples. Il mettait en contact sur tous les points du territoire, l'indépendance nationale et la domination étrangère, la république et la monarchie, la France et l'Autriche. La révolution agitait, menaçait à l'intérieur tous les pays qu'elle ne possédait pas. Les souverains encore sur leur trône regardaient avec un œil de colère les nouveaux établissements républicains et surveillaient avec inquiétude leurs propres peuples.

Le roi Charles-Emmanuel II, soutenu par la France même contre les velléités républicaines de ses sujets, parvint à contenir plusieurs mouvements à Carignano, Novare et

Mondovi. A Naples, Marie-Caroline, après avoir abusé de la rigueur, eut recours à la clémence ; elle désavoua la junte d'inquisition et obtint ainsi quelque répit. Ce fut à Rome qu'éclata l'impossibilité de la paix de Campo-Formio. Le gouvernement romain était arrivé aux derniers degrés de l'épuisement et de l'impuissance : obligé de faire face aux exigences de la France avec des finances déjà perdues, il se suicidait, taxant lui-même les prêtres, vendant les biens de mainmorte, et mettant la main jusque sur les ornements d'église. Comment après cela réprimer les jansénistes, les philosophes, les novateurs tous les jours plus nombreux et soutenus par la France, mécontente des difficultés qu'opposait le pape à l'arrangement des affaires ecclésiastiques de la république ? Dans une émeute, les révolutionnaires, poursuivis par les soldats du pape, se réfugièrent dans l'hôtel de l'ambassadeur français ; le général Duphot voulut couvrir les insurgés de sa présence, il fut tué.

Heureux de trouver l'occasion de renverser un pouvoir dont la ténacité perpétuait l'agitation ecclésiastique en France, le Directoire demanda réparation pour le droit des gens outragé. A la tête d'une division des légions cisalpines et des Polonais de Dombrowski, enrôlés au service de Milan, Berthier apparut bientôt sur le Monte-Mario, fit capituler le château Saint-Ange et entra dans la ville ; le lendemain 15 février, le peuple, réuni sur le Forum, déclara le gouvernement pontifical aboli et proclama la république romaine. En vain le pape protesta, il fut transporté dans la Toscane ; en vain les Transtévérins, irrités par quelques excès des troupes françaises, et les montagnards des Apennins, se soulevèrent, ils furent réprimés. Des commissaires français promulguèrent pour Rome, Ancône et les territoires romains, une constitution toute française, avec les noms romains de consuls, sénat, tribuns ; et la péninsule compta un nouveau gouvernement révolutionnaire.

C'était une violation du traité de Campo-Formio. L'empereur d'Allemagne et le roi de Naples reprirent les armes. L'occasion leur semblait favorable. Charles-Emmanuel, inquiet par les Liguriens et les Cisalpins, qui soutenaient les

révoltés de ses États, était déjà las de sa situation nouvelle. Dans la péninsule, même républicaine, on commençait à sentir la prépondérance française autant que la liberté. Le gouvernement cisalpin ayant refusé un traité proposé par le Directoire, aux termes duquel il devait recevoir vingt-cinq mille Français dans ses places, et payer dix millions, Berthier avait expulsé les récalcitrants et imposé le traité. Les exactions, les spoliations commises aussi par des libérateurs qui ne pouvaient d'ailleurs être complètement désintéressés, semblaient lourdes. Enfin, l'introduction si brusque d'une liberté nouvelle, l'établissement d'institutions tout à fait exotiques et mal greffées sur les coutumes et les traditions nationales, causaient plus d'un froissement et d'un malaise.

Le roi de Naples Ferdinand, le premier, ordonna subitement une levée de quarante mille hommes, s'assura des secours de l'Angleterre, et en novembre entra sur le territoire romain avec cinquante mille hommes, commandés par le général autrichien Mack. Les troupes françaises, commandées par Championnet, étaient dispersées; le roi de Naples fit son entrée à Rome le 29 et détruisit le gouvernement républicain. Son succès fut de peu de durée. Le Directoire, obligé de garder les positions prises, et voyant déjà se former une nouvelle coalition, demanda à Charles-Emmanuel le secours de ses Piémontais et, sur ses hésitations, ordonna à Joubert, chef de l'armée d'Italie, d'entrer dans le Piémont. Une partie des villes comprimées par le roi ouvrit ses portes; les soldats piémontais passèrent dans les rangs français; Charles-Emmanuel, sur la sommation de Joubert, n'eut plus qu'à abdiquer ses droits sur le Piémont et à se réfugier en Sardaigne. La chute du dernier gouvernement monarchique du nord paya d'abord l'attaque du roi de Naples contre la république romaine.

Ce ne fut pas tout. Assuré de ne plus être inquiété sur ses derrières, Championnet concentra son armée et revint sur le roi de Naples. L'armée de celui-ci, rassemblée à la hâte, était tout indisciplinée. Parmi les officiers, les uns, attachés à la cour, étaient sans habileté; les autres, ayant quelque instruction, étaient imbus des idées françaises qu'ils allaient

combattre. Ferdinand, incapable de résister à Championnet, abandonna Rome, qui fut reprise, repassa les frontières de son royaume et rentra dans sa capitale. Accueilli par les murmures de la noblesse et de la bourgeoisie, voyant tomber au pouvoir de l'ennemi les forteresses de Pescara et de Gaëte, il abandonna lâchement la partie et s'embarqua lui et sa famille sur la flotte anglaise avec ses trésors, en chargeant de la défense Pignatelli, nommé vice-roi, et l'Autrichien Mack. Le premier demanda une trêve qu'il obtint au prix de deux millions; le second, dont les soldats en masse désertaient, dont les officiers étaient d'accord avec les républicains, conclut un armistice, et s'enfuit bientôt de sa propre armée dans le camp des Français. Les lazaroni seuls, auxquels Ferdinand et le vice-roi laissèrent prendre les armes, voulurent se défendre et commencèrent assez singulièrement par le pillage de plusieurs maisons et le meurtre de quelques patriotes. Les républicains, aidés de la bourgeoisie effrayée, appelèrent les Français et s'emparèrent du fort Saint-Elme. Après un combat de trois jours, livré par les Français et les républicains aux lazaroni, Championnet ne leur fit poser les armes qu'en promettant de faire respecter saint Janvier. Le lendemain 22 février, il entra dans la ville; il fut reçu avec joie par les lazaroni mêmes, quand il eut assisté au miracle du patron de Naples, et établit dans la ville un gouvernement provisoire qui proclama le 23 janvier 1799 la république *parthénopéenne*.

Des anciens souverains de la péninsule, il ne restait plus que le grand-duc de Toscane, Ferdinand! La dénonciation faite à la France d'une nouvelle coalition fut le signal de sa chute. Dans cette nouvelle lutte de la liberté contre le despotisme, il était nécessaire que l'Italie fût unanimement unie à la France. On ne pouvait compter entièrement sur le grand-duc de Toscane, toujours neutre depuis le commencement de la guerre. Le 25 mars, Berthier entra sur son territoire, lui signifia de quitter le pays, entra dans Florence et y installa comme partout un gouvernement provisoire aux tendances républicaines. Depuis les Alpes et l'Adige jusqu'au golfe de Tarente, les troupes françaises et les in-

stitutions républicaines couvraient la péninsule ; il n'y eut pas jusqu'à la république de Lucques qui n'eût alors sa petite révolution : elle substitua à son gouvernement aristocratique une forme républicaine toute française. Le Directoire croyait avoir atteint son but.

Rapide destruction des républiques italiennes par les anciens souverains ; réactions sanglantes (1799).

Cependant l'Italie n'était pas tout entière, corps et âme, avec la France, à la veille d'une lutte solennelle. Elle n'en portait tout au plus que les trois couleurs. La révolution n'était faite qu'à la surface. L'aristocratie et les paysans protestaient contre le nouvel état de choses et tournaient les yeux vers les anciens souverains ; les institutions nouvelles ne se soutenaient qu'avec l'appui déjà suspect et redouté de l'étranger qu'on avait d'abord accueilli.

Le gouvernement provisoire de la république parthéno-péenne, sous l'inspiration de Championnet, avait pris d'abord d'heureuses résolutions. L'abolition des fidéicommiss, des biens communaux, des juridictions baronniales, corvées, dîmes, etc., lui avait mérité l'approbation de la bourgeoisie et des villes, sinon celle de la noblesse et des campagnes ; mais bientôt l'établissement d'une taxe de guerre, l'éloignement de l'ancienne armée et des hommes d'armes des barons, fit bientôt assez de mécontents dans la bourgeoisie et dans les milices. Championnet fut obligé d'ordonner le désarmement général du pays conquis. La discorde des vainqueurs, le renvoi du commissaire Faypoult par Championnet, la destitution de Championnet et son remplacement par Macdonald, les exactions des soldats français difficilement réprimées, achevèrent de dépopulariser le nouvel établissement républicain, et encouragèrent des résistances qui n'avaient pas d'abord osé se montrer. Les prédications du cardinal Ruffo dans les Calabres suffirent pour grouper autour de lui sa célèbre armée de la *sainte-foi*. Des brigands dans la terre de Labour, dans les Abruzzes, entre autres le célèbre Fra-Diavolo, réunirent les bandits avec les paysans, et soulevèrent toutes les campagnes contre les Français et contre les républicains.

A Rome, après le départ des troupes de Ferdinand, on était parvenu à établir un gouvernement républicain régulier; mais les Romains chargés du gouvernement se montraient bien neufs dans les fonctions politiques, le peuple avait encore peu de respect pour une loi qui ne lui paraissait point entourée du prestige de la foi. Des émeutes éclataient à Civita Vecchia, à Subiaco, le brigandage s'organisait dans les Apennins.

Ainsi dans le midi de l'Italie la masse de la nation confondait dans une même haine les institutions républicaines et la domination étrangère.

Au nord on distinguait, mais cela n'était pas plus favorable à l'union, plus que jamais nécessaire alors, de la France et de l'Italie.

La république française avait pesé un peu lourdement sur sa fille aînée, la république cisalpine. Les ambassadeurs français qui s'y succédèrent, Trouvé, Fouché et Joubert, faisant les maîtres là où ils ne devaient être que protecteurs, avaient trois fois changé la forme du gouvernement républicain, et ne pouvaient réprimer les excès des agents, commissaires ou fournisseurs, qui s'enrichissant aux dépens des Français et des Italiens, rendaient les protecteurs odieux aux protégés. Aussi, en face des ennemis de la liberté nationale qui regrettaient encore le joug de l'Autriche, et des partisans quand même de la France, il s'était formé un parti nouveau dit *italien*. Ses chefs étaient Pino, Lahoz, Teuillié et Birague; ses soldats se recrutaient dans la *Société des rayons*. Son but était de rester affranchi de l'Autriche, mais sans dépendre des Français, et d'assurer l'indépendance de l'Italie par l'union des classes, sous la protection d'un patriciat républicain, et par la coopération de tous les États de la péninsule réunie contre tout étranger. Idée patriotique sans doute, que le passé justifiait, et qui pouvait être féconde pour l'avenir, mais que les circonstances présentes rendaient complètement inopportune.

Les alliés eurent beau jeu au milieu de ces divisions et en l'absence de Bonaparte, alors en Égypte. En 1799, l'Autrichien Kray et le Russe Souvarov n'eurent qu'à paraître sur

les Alpes, les Anglais en Sicile, les Russes et les Turcs dans le royaume de Naples. Schérer, chef de l'armée d'Italie, battu par Kray, à Magnano sur l'Adige (5 avril), abandonna le Mincio, l'Oglio et se réfugia derrière l'Adda. Moreau, qui lui succéda, perdit à son tour, contre Souvarov, la bataille du pont de Cassano (27 avril), évacua Milan avec toutes les autorités cisalpines, passa le Pô et prit position entre Valenza et Alexandrie. Au midi, Macdonald, après avoir perdu Crotona et Altamura, craignit de se trouver pris entre deux armées, battit en retraite devant les sanfedistes, les Anglais et les Russes, et, ralliant les troupes françaises de la Toscane et des États romains pour regagner les Alpes, laissa seulement quelques régiments à Naples, à Florence, Livourne et Rome.

Après son départ, les gouvernements révolutionnaires italiens ne tinrent pas longtemps. Les républicains de Naples, bientôt réduits à la capitale, l'abandonnèrent pour les forts quand les lazzaroni se soulevèrent à la première apparition du cardinal Ruffo et des sanfedistes. Décidés à se défendre jusqu'à la dernière extrémité dans le château Saint-Elme, le château Neuf et le château de l'OEuf, ils ne cédèrent que sur la foi d'une honorable capitulation, qui fut bientôt violée par un décret de Ferdinand et la connivence de l'ambassadeur anglais Hamilton; triste prélude de la restauration des Bourbons napolitains. Dans la Toscane, le gouvernement provisoire, récemment établi par les Français, tomba tout seul. Après la reddition de Sienna et de Livourne, l'autorité du grand-duc Ferdinand fut rétablie à Florence le 16 juin.

Dans la république cisalpine il y avait encore une force nationale capable d'influer sur les événements. Lahoz, au lieu d'agir de concert avec les Français, laissa, sans lui porter secours, Macdonald rejoindre seul Moreau dans les Alpes cisalpines, au prix du rude combat de la Trebia (17 juin); il se jeta dans les marches du centre pour y réunir, avec les bandes, une armée italienne, entièrement indépendante, qui eût servi successivement la péninsule des Français et des Autrichiens; projet tout à fait désastreux. A Novi (15 août), Souvarov rejeta entièrement Moreau et l'armée française dans

la rivière de Gènes; l'Italie fut livrée à ses nouveaux vainqueurs et punie de ses hésitations et de ses faux calculs.

Au centre, les villes de Rome et d'Ancône, défendues par Garnier et Monnier, avaient résisté encore aux attaques des Autrichiens, des sanfedistes de Ruffo et des brigands de Fra Diavolo; pressés de tous côtés, même par Lahoz, et sans espoir de secours, Garnier capitula le 30 septembre, Monnier le 13 novembre. Les Napolitains occupèrent Rome, les Autrichiens Ancône. D'un bout à l'autre de l'Italie la réaction fut maîtresse. Elle sévit avec fureur. A Milan, les Autrichiens envoyèrent une foule de prisonniers traîner les barques aux bouches du Cattaro. A Naples, la vengeance en délire parut prendre à tâche de dépeupler le royaume; après avoir laissé les sanfedistes donner, aux dépens des jacobins, des spectacles de cannibales sur la place de Naples, on procéda régulièrement; en quelques jours cent dix personnes furent décapitées, et des plus notables, trente mille jetées dans les cachots. A Rome aussi le nombre des incarcérations fut grand et les excès de la populace nombreux. Pendant que le conclave rassemblé à Venise donnait pour successeur à Pie VI, mort au mois d'août 1799, Pie VII (Chiaramonti), le gouvernement napolitain s'organisait provisoirement à Rome. L'empereur ne cachait pas lui-même sa pensée de rester maître comme par droit de conquête du Piémont et des légations romaines; le roi de Sardaigne n'était pas plus rappelé de son île que Pie VII n'était invité à prendre possession de l'État ecclésiastique. L'empereur d'Allemagne, les deux Ferdinand de Naples et de Toscane, comme ses vassaux, se disposaient à rendre enfin complet l'asservissement de la péninsule.

Marengo; traité de Lunéville; Pie VII et Ferdinand restaurés; les républiques cisalpine et ligurienne rétablies (1800-1802).

Le vainqueur d'Arcole et de Rivoli, maître de la France par le 18 brumaire, en paix avec l'empereur de Russie, sauva la péninsule de cette chute d'autant plus affreuse qu'elle suivait les plus brillantes espérances.

Au mois de mai , Mélas s'apprêtait à passer le Var pour envahir la Provence ; on ne laissait plus aucun espoir à Masséna , bloqué avec les dernières troupes françaises dans Gènes ; tout à coup , Bonaparte descendit le grand Saint-Bernard , passa avec son artillerie et ses bagages sous le feu du fort de Bard , et occupa une partie du Piémont. Masséna , après une longue et héroïque résistance , avait rendu la ville de Gènes aux Autrichiens , le 4 juin. Mais , depuis deux jours déjà , le premier consul était dans Milan et il y proclamait de nouveau la république , au milieu d'une joie qui tenait du délire. Mélas ramena en toute hâte ses troupes vers le Pô , espérant encore avoir raison de cette audace. Mais Bonaparte reprit le commandement de son armée , et , dans les plaines de Marengo , le 10 juin , acheva ce que le passage du Saint-Bernard avait si bien commencé : les Français rentrèrent dans Gènes ; l'empereur François , frappé d'épouvante , demanda un armistice pour traiter de la paix ; et la France redevint encore l'arbitre des destinées italiennes.

La France de 1800 n'était plus celle des années précédentes. Le premier consul Bonaparte n'arrivait pas en Italie avec les idées et les projets de la Convention et du Directoire. Il ne songeait pas à rendre la péninsule tout entière à l'indépendance , par conséquent à ressusciter les éphémères républiques de Rome et de Naples. Sur ce point , il ne parlait que de rétablir les conditions du traité de Campo Formio. Dans les pays mêmes où il maintenait la révolution , il pensait plutôt à réprimer qu'à exalter les espérances démocratiques.

Le pape Pie VII , en rentrant dans Rome le 3 juillet , y reçut tout d'abord les offres d'amitié du vainqueur de Marengo. Dans la réorganisation de la république ligurienne et de la république cisalpine , tout en prenant soin d'assurer l'influence française et les incontestables conquêtes de la révolution , Bonaparte ordonna de respecter les croyances religieuses du peuple italien , et s'efforça plutôt de se rattacher les hautes classes favorables à l'Autriche , que de flatter les passions populaires qui avaient d'abord accueilli la France. Dans le gouvernement du Piémont , Jourdan suivit , d'après

ses ordres, la même conduite. En tout, Bonaparte paraissait prendre à tâche d'opérer une transaction de principes dans la péninsule, de réconcilier par des concessions réciproques l'ancien régime et le nouveau.

L'Autriche, malgré Marengo, ne se résigna pas encore même à cette révolution mitigée qui lui laissait peut-être moins d'espérance. Elle dénonça l'armistice en novembre 1800 et renforça son armée sur le Mincio et l'Adige; la Toscane et Naples remuèrent encore sur les derrières des Français.

Malgré l'absence de Bonaparte, le général français Brune s'empara, sur les Autrichiens, de la ligne du Mincio et de l'Adige, Macdonald descendit sur leurs derrières par le Splügen et les coupa de leur retraite. Pendant ce temps-là, les républicains de la Cisalpine, de la Ligurie, les exilés de Naples prêtèrent main-forte à la France contre la Toscane et contre Marie-Caroline. Sommariva, gouverneur de la Toscane pour le grand-duc, avait armé les paysans; six mille Français ou Cisalpins entrèrent dans la Toscane, occupèrent Florence, Sienne, Arezzo, qui résista seule assez vivement, et suffirent pour maintenir le pays. La reine de Naples envoya en vain Roger Dumas à la tête de seize mille Napolitains au secours de Sommariva; le général français Miollis, aidé de Pino, général des Cisalpins, battit, près de Sienne, Roger Dumas, qui se rejeta dans les États de l'Église; et Murat, appelé par Pie VII lui-même, les fit rentrer tous dans le royaume de Naples.

Ces succès amenèrent les traités de Lunéville, de Madrid et de Florence, qui réglèrent, en 1801, le sort de la péninsule. Le pape fut réintégré dans les États de l'Église. Il dut recevoir seulement garnison française dans Ancône. Les républiques cisalpine et ligurienne furent reconnues comme par le traité de Campo Formio. Le roi de Naples ferma ses ports aux Anglais, céda à la France les présides et Piombino, reçut garnison dans Otrante, Brindes, et prononça une amnistie dans ses États pour tous les délits politiques. Le duc de Parme et Plaisance renonça à son duché en faveur de la France; mais son fils reçut, en dé-

dommagement, la Toscane, érigée en royaume d'Étrurie, aussi avec garnison française dans Livourne.

Ce n'était là ni la liberté ni l'indépendance que quelques Italiens avaient rêvées pour leur patrie. Trois gouvernements monarchiques étaient relevés dans la péninsule. L'Italie cependant pouvait s'estimer heureuse. Le nouveau royaume d'Étrurie était érigé au moins en faveur d'un prince italien. Dans le royaume de Naples, un frein était mis aux vengeances du roi. Le pape, qui rentrait à Rome, paraissait animé des meilleures intentions : « Soyez bons chrétiens, et vous serez d'excellents démocrates, » disait-il, pour accommoder la religion à l'esprit de son temps ; il commençait son règne en publiant une amnistie, prenait pour secrétaire d'État le cardinal Consalvi, réformait la cour de Rome et s'efforçait de rétablir les finances, le commerce et l'industrie. Enfin, l'Autriche se résignait à ne posséder plus que la Vénétie, et deux républiques prenaient rang parmi les États européens, l'une surtout formée de la plus grande partie du nord de la péninsule, comptant cinq millions d'habitants, quatre-vingts millions de revenu et quarante mille soldats, était un État respectable.

La péninsule payait ces avantages en tombant dans une sorte de dépendance de la France. Des garnisons françaises occupaient, en effet, tous les points importants de la côte, Otrante, Tarente, Brindes, Ancône, Livourne. Le général français Murat installait comme un vassal le jeune Louis de Parme dans le royaume d'Étrurie, et en devenait réellement le maître, lorsque Louis mort, son fils, Charles-Louis, mineur, succédait au duché sous la tutelle de sa mère. Bonaparte, sans adjuger encore à la France le Piémont, Parme et Plaisance, les gouvernait réellement. Le Piémont, considéré comme un district militaire, subdivisé en six départements, soumis aux lois françaises, était confié à l'administration de Jourdan, puis à celle de Menou. Parme et Plaisance avaient le même sort sous Moreau de Saint-Méry. Les événements récents avaient prouvé, il est vrai, que l'Italie seule ne pouvait rien par elle-même, et la reconnaissance des classes éclairées pour les Français, leur en-

thousiaste admiration pour le vainqueur de Marengo, leur rendaient facile et doux le devoir de la soumission.

En 1802, la république cisalpine, le plus libre et le plus puissant des États italiens, le montra suffisamment. Les Cisalpins cherchaient alors à consolider leur gouvernement. Bonaparte leur persuada d'envoyer dans la ville de Lyon, à moitié route de Paris et de Milan, une assemblée de quatre cents notables; et leur nouvelle constitution naquit sur une terre française, sous l'inspiration des hommes d'État du consul, au milieu de troupes et de revues brillantes, en présence même du libérateur et du vainqueur. Elle fut l'image fidèle de celle que Bonaparte lui-même avait donnée à la France. Un président et un vice-président, une *consulte* d'État investis du pouvoir exécutif, un corps législatif de cent cinquante membres, un tribunal de censure chargé de la surveillance et du maintien de la constitution, formèrent les principaux ressorts du gouvernement; trois collèges électoraux se recrutant eux-mêmes : un de grands propriétaires, un de lettrés et de clercs, un de négociants, servirent d'organes à la souveraineté publique. Enfin, on proposa la présidence de la république ainsi constituée à Bonaparte, à défaut d'un Italien, « assez accrédité, assez grand par ses services, assez dégagé de l'esprit local. » Bonaparte accepta, et nomma Melzi vice-président.

A l'exemple des Cisalpins, la république ligurienne, celle de Lucques, demandèrent à remanier leur constitution dans le sens du nouveau gouvernement français. Le commissaire français Salicetti, qui, au commencement de la révolution, avait organisé démocratiquement tous les États italiens délivrés, présida avec la même facilité à ces remaniements aristocratiques et monarchiques. Trois collèges électoraux, un sénat divisé en cinq magistratures, un doge et une consulte, rapprochèrent la constitution ligurienne de la cisalpine. On laissa le choix du premier doge à Bonaparte. Il désigna Jérôme Durazzo, fit relever la statue d'André Doria, ancien législateur de Gènes, et en accepta une pour lui-même à Sarzane, comme pour unir les temps anciens et modernes. A Lucques, un collège de douze *anziani* et un

gonfalonier couvrirent aussi de noms antiques des choses toutes nouvelles.

Bonaparte pouvait oser, quand la péninsule allait ainsi au-devant de lui. A la fin de 1802, il décréta la réunion définitive des six départements du Piémont au territoire français, et Victor-Emmanuel, successeur de Charles-Emmanuel, par l'abdication de celui-ci, dut se résigner à l'île de Sardaigne; l'Italie vit sa frontière occidentale au pouvoir de la France, comme l'orientale était déjà au pouvoir de l'Autriche; et là où elle paraissait libre, elle n'était plus que la protégée de la France.

Cette dépendance fut loin d'être sans compensation. Avec l'influence ou la domination française, s'introduisirent dans la mesure et la discrétion qu'imposait le pouvoir de Bonaparte, ces principes de liberté et d'égalité civile, vraies et légitimes conquêtes de la révolution française. Sous l'administration la plus régulière et la plus rationnelle dont eût joui depuis longtemps la péninsule, se développa une prospérité dont on avait perdu le secret. Melzi, à Milan, quoique sans ostentation, tint état de prince et ranima le luxe; le ministre des finances Prina améliora les revenus publics, au point que, malgré le tribut annuel qu'il fallait payer à la France, les caisses étaient pleines et les paiements faciles. Une armée tout italienne s'organisa, dont les légions devaient marcher de pair avec les brigades françaises.

De beaux monuments furent les signes extérieurs de cette renaissance. Sur l'ancien emplacement des murs du château de Milan, s'éleva le *forum Bonaparte*; on travailla à la cathédrale de Milan avec une telle rapidité, qu'on en fit plus dans l'espace de quelques années que depuis plusieurs siècles; et ce chef-d'œuvre auquel ont contribué avec tant d'harmonie tous les temps et tous les styles fut enfin terminé. Les études, l'instruction publique, firent de notables progrès, mais principalement dans la pratique. L'université de Pavie fut rouverte et dotée, ainsi que les académies et collèges du Piémont. Une époque d'abord aussi tourmentée et aussi mobile, fermée par la main un peu rude d'un gouvernement militaire, n'était pas très-

favorable aux travaux de la spéculation et au génie poétique. La philosophie sensualiste de Condillac était presque la seule qui eût des adeptes. Dans la poésie, tandis que Fantoni et Alfieri finissaient, en délirant, l'un des hymnes révolutionnaires, et l'autre des imprécations contre la France, Vincent Monti, abbé et membre de l'Académie des Arcades, refléta la mobilité des événements et des impressions de l'Italie. Après avoir chanté le *triomphe des Brutus*, en 1797, et le *retour d'Astrée*, en 1798, il célébra avec la même pompe l'Alexandre et le Charlemagne moderne. Mais, comme si l'Italie devait enfanter, à chaque époque, un homme extraordinaire, ce fut alors que le grand Canova ressuscita les merveilles de la statuaire antique.



CATHÉDRALE DE MILAN.

Le royaume d'Italie; Naples, la Toscane, Lucques, Guastalla, donnés à des parents de l'empereur; Italie napoléonienne (1802-1806).

La protection féconde de la France demandait cependant à être exercée avec une certaine discrétion. Elle était déjà payée de pertes douloureuses pour la péninsule et d'une

assez étroite dépendance. Si les plus raisonnables des Italiens pensaient que leur pays, ne pouvant encore se régénérer et se défendre seul, devait faire sans regrets ces sacrifices, il en était d'autres qui protestaient au nom de l'unité et de l'indépendance. Bonaparte les poursuivit comme des insensés, comme des amis du désordre. A Rimini, à Brescia, à Bologne, il y eut déjà, en 1803, quelques mouvements excités en faveur de la liberté contre la prépondérance française; ils furent réprimés avec la dernière sévérité. C'étaient là au moins des symptômes dont il fallait tenir compte.

Le nouvel empereur des Français, Napoléon, sacré à Paris par le pape Pie VII, ne le fit point. Le vice-président de la république cisalpine, Melzi, et ses principaux magistrats, Marescalchi, Paradisi, Salimbeni, etc., lui offrirent la couronne des anciens rois lombards. Il accepta ce qu'il n'avait pas peu contribué à faire demander. On stipula seulement que les deux couronnes seraient distinctes, que Napoléon seul les réunirait sur sa tête, et que le royaume passerait ensuite à un enfant mâle, ou à un fils adoptif de l'empereur, pourvu qu'il fût Français ou Italien. Le 16 mai 1805, au milieu des fêtes les plus brillantes, Napoléon prit lui-même, sur l'autel de Milan, sa nouvelle couronne. Les Italiens entendirent avec étonnement répéter cette vieille devise : *Dieu me l'a donnée, gare à qui la touche!* et quelques jours après le nouveau roi ouvrit en personne le corps législatif, et désigna pour vice-roi son fils adoptif Eugène Beauharnais.

Ce n'était là encore qu'un changement politique, mal vu seulement de quelques républicains assez peu nombreux. Cette dépendance du royaume d'Italie n'était que temporaire. Un avenir de liberté et de puissance pouvait être assuré au nouveau royaume. Mais ce ne fut pas tout. A Milan même, le doge de Gènes et les principaux magistrats de la république ligurienne vinrent demander à Napoléon « de réunir à l'empire cette Ligurie, premier théâtre de ses victoires. » L'empereur alla à Gènes (juin), y fut reçu avec des fêtes qui semblèrent un troisième couronnement, et

forma de la république trois départements et la vingt-huitième division militaire. Lui-même, enfin, de son propre mouvement, il réunit, par un décret du 21 juillet, Parme et Plaisance à la vingt-huitième division militaire, et érigea la principauté de Piombino, réunie à la république de Lucques, en un duché en faveur de Pascal Bacciocchi, marié à une de ses sœurs.

« Depuis la première fois que j'ai paru dans ces contrées, dit Napoléon dans ses Mémoires, j'ai toujours eu l'idée de créer indépendante et libre la nation italienne. Les réunions à l'empire des diverses parties de la péninsule n'étaient que temporaires; elles n'avaient pour but que de rompre les barrières qui séparaient les peuples, et d'accélérer leur éducation pour opérer ensuite leur fusion : j'aurais rendu l'indépendance et l'unité à l'Italie presque entière. » Si telle était l'intention future de Napoléon, en faveur d'un pays qu'il aimait et dont il parlait la langue, ses actes présents pouvaient donner prise à de funestes interprétations. En face de ces réunions de territoire, quelques esprits commençaient à séparer la cause de la liberté et de l'indépendance italienne de celle de la prépondérance de la France.

Dans la troisième coalition formée, en 1805, par les puissances européennes contre Napoléon, à l'occasion de ces usurpations mêmes, l'Autriche tenta de profiter des fautes de la France. En massant des troupes dans les États vénitiens, elle ne manqua pas d'envoyer dans le reste de la péninsule des émissaires qui promirent de sa part la liberté. On répandit le bruit que l'indépendance de l'Italie était la base de négociations entre la Russie et l'Autriche; que ces puissances voulaient former du Piémont, de Gènes, du Milanais, de la Vénétie, un royaume cisalpin en faveur de la maison de Savoie, maintenant expulsée de la péninsule. Mais la fascination exercée par Napoléon sur les Italiens, qui croyaient d'ailleurs la fortune de la France et celle de l'Italie étroitement liées, était encore trop grande. Le roi de Naples, Ferdinand, en accueillant au midi de l'Italie, malgré un traité de neutralité, les Anglais et les Russes, acheva de les édifier. La promesse de la liberté ainsi présentée ne

tenta personne. La trahison du roi de Naples et l'attaque de l'Autriche achevèrent seulement de livrer l'Italie à la France et à Napoléon.

Les Italiens contribuèrent eux-mêmes activement au résultat, tandis que Napoléon pénétra au cœur de l'Autriche et gagna la bataille d'Austerlitz (1805). Masséna joignit à ses cinquante mille Français seize mille Italiens pour culbuter l'archiduc Jean à Caldiero et le rejeter sur le Tagliamento. Ce fut avec une légion italienne que Gouvion-Saint-Cyr, derrière Masséna, alla bloquer la ville de Venise. Eugène, à la tête d'une armée lombarde, tint tête à Ferdinand de Naples et aux Anglo-Russes. Napoléon et l'Italie partagèrent les fruits de la victoire au traité de Presbourg. L'Autriche céda au royaume d'Italie Venise, avec la Dalmatie et l'Albanie, et perdit la péninsule avec la couronne du saint-empire. Un ordre de Napoléon, quelques jours plus tard, enleva Naples à Marie-Caroline, pour en faire don à un de ses parents.

Au commencement de janvier 1806, Joseph Bonaparte, frère de l'empereur, et Masséna, à la tête de cinquante mille hommes, se dirigèrent sur le royaume de Naples, précédés de cette formidable proclamation de l'empereur : « La dynastie de Naples a cessé de régner. » Les Anglais et les Russes s'étaient déjà rembarqués. Le roi, la reine, toute la cour s'enfuit à Palerme, laissant une régence provisoire, avec ordre de se défendre seulement dans quelques forteresses des provinces du nord et de se concentrer dans la Calabre. Rien n'arrêta l'armée d'invasion ; Joseph entra dans Naples le 25 février ; Gaëte et Pescara, dans les Abruzzes, furent bloquées et bientôt réduites ; Saint-Cyr se dirigea vers Tarente, et Reynier dans la Calabre, pour poursuivre les dernières résistances. Enfin, le 30 mars, Joseph Bonaparte fut proclamé roi de Naples, et reconnu par les premiers personnages du royaume, par le chef des sanfedistes Ruffo lui-même.

Ces changements étaient très-avantageux à la péninsule. Le royaume d'Italie embrassait maintenant une étendue de vingt-huit mille lieues carrées et comptait près de sept millions d'habitants. Par Venise et l'Albanie, il était maître de

la mer Adriatique et pouvait faire respecter le pavillon italien sur toutes ses côtes. Le royaume de Naples se trouvait enfin rattaché au nouveau système politique de l'Italie. Ce pays, de routine despotique et féodale, commença à jouir d'un gouvernement, sinon libre, au moins rationnel et régulier. Les juridictions et les privilèges féodaux furent supprimés, les fidéicommiss annulés, un grand nombre de couvents fermés; le code Napoléon devint la loi du pays et remplaça ces législations multiples et informes, restes de la barbarie. La même uniformité fut établie dans les finances; les corvées, services, droits, prélèvements, taxes de toutes sortes qui multipliaient le poids de l'impôt, cédèrent la place à un impôt foncier unique et sans exemptions; enfin on organisa l'instruction publique; Naples s'embellit, une voie s'ouvrit conduisant de la rue de Tolède à Capo di Monte et les rues furent éclairées.

Dans les différents séjours que fit Napoléon en Italie en 1807 et 1808, on ne peut le nier, il s'occupa avec intérêt et activité du bien-être général de la péninsule. Il assura les communications des Italiens au delà des monts par les magnifiques routes qu'il fit ouvrir à travers le Simplon, le mont Cenis, le mont Genève et le col de Tende. Il s'efforça de relever l'esprit militaire par l'établissement de la conscription; de hâter la fusion des peuples en les soumettant à une même administration, aux mêmes lois, au même système de finances, en réunissant des recrues des différentes provinces dans les mêmes bataillons. Il rendit l'activité à Gènes déjà réorganisée par Lebrun en lui commandant des vaisseaux.

Napoléon usa cependant aussi de sa puissance sans ménagement pour les susceptibilités de l'Italie. Les souverains y furent à sa dévotion. Eugène, par devoir autant que par dévouement, était son premier serviteur. Le roi de Naples, Joseph, s'était pris d'affection pour son nouveau royaume et voulait y rester; mais Napoléon avait besoin de lui en Espagne, il le remplaça, en 1808, par Joachim Murat. Il disposa enfin de l'Italie comme de sa conquête et la partagea entre ses parents ou la prit pour lui-même. Parme et

Plaisance furent définitivement réunies à la France ; la principauté de Lucques s'augmenta de Massa et Carrara ; le prince Borghèse devint gouverneur du Piémont et de Gènes ; sa femme, Pauline, sœur de l'empereur, reçut le duché reconstitué de Guastalla. La Toscane fut enfin enlevée au jeune Charles-Louis pour être réunie à la France.

Il est vrai, quelques bienfaits suivirent tous ces changements. Ainsi, en Toscane, une *junte de réorganisation* introduisit les institutions administratives et judiciaires de la France, importa des chèvres à fin duvet dans les environs de Sienne, développa l'industrie et le commerce de la paille d'Italie, des albâtres, des coraux, de la soie, établit une chambre de commerce à Livourne, ouvrit ou répara les routes d'Arezzo à Rimini, de Florence à Bologne, de Sienne à Pérouse, et donna des encouragements aux universités de Pise et de Florence, aux académies del Cimento, de la Crusca et des Géorgophiles. Mais l'Italie n'en était pas moins, et elle le sentait, l'humble satellite de la France, ses souverains les vassaux de l'empereur, son territoire comme le patrimoine de famille du vainqueur.

Il y avait encore moins de liberté à espérer pour elle que d'indépendance. Despote envers les rois ses vassaux, l'empereur voulait que ceux-ci le fussent envers leurs sujets. Il faisait lever par eux les hommes et les impôts à son gré ; il n'admettait aucune résistance à sa volonté, aucune garantie contre son pouvoir, et faisait poursuivre comme perturbateurs ceux qui demandaient encore des institutions libérales. L'acte du fils de la révolution, passé empereur, qui choqua le plus les Italiens, ce fut la constitution, en faveur de généraux ou d'administrateurs français, de dix-huit grands fiefs dans les royaumes de Naples, d'Italie et les États de l'Église. Ces fiefs ne donnaient aux titulaires que des revenus à la charge de l'État et non un pouvoir politique. Mais c'était créer une noblesse nouvelle, étrangère, qui chercha à se faire accepter de l'ancienne en la ménageant, et qui annonçait la restauration de l'aristocratie après celle du principe monarchique.

En présence de ces usurpations de fantaisie, sans prétexte



RENVOIS

pour les divisions territoriales de l'Italie en 1809.

Royaume de Naples		Royaume de Sicile	
1	Dep. de Naples	20	Dep. de Sicile
2	— de Capri	21	— de Trapani
3	— de Salerne	22	— de Messine
4	— de Benevento	23	— de Catane
5	— de Avellino	24	— de Syracuse
6	— de Caserta	25	— de Agrigento
7	— de Foggia	26	— de Caltanissetta
8	— de Brindisi	27	— de Trapani
9	— de Bari	28	— de Messine
10	— de Taranto	29	— de Catane
11	— de Brindisi	30	— de Agrigento
12	— de Bari	31	— de Caltanissetta
13	— de Taranto	32	— de Trapani
14	— de Brindisi	33	— de Messine
15	— de Bari	34	— de Catane
16	— de Taranto	35	— de Agrigento
17	— de Brindisi	36	— de Caltanissetta
18	— de Bari	37	— de Trapani
19	— de Taranto	38	— de Messine

et sans excuse, rien d'étonnant que le sentiment italien commençât à protester au moment même où la puissance de Napoléon et la prépondérance de la France dans la péninsule étaient à leur apogée. Dans les Calabres et dans les gorges des Apennins, les paysans, par instinct national autant que par ignorance, avaient perpétué contre le roi français qu'on leur avait donné, une guerre de partisans, redoutable sous d'audacieux bandits soldés par des ennemis. Une opposition plus formidable au sein des villes et dans la population éclairée s'organisa dès cette époque dans la *carbonerie*, entée sur les mystères de la franc-maçonnerie que ravivait un esprit politique de liberté nationale. Joachim Murat, qui avait d'abord plu aux Napolitains par sa mine avantageuse, vit déjà les *carbonari* s'unir aux royalistes et exciter des mouvements dans les Calabres et les Abruzzes; dans de petites expéditions sans cesse renouvelées dans ces deux provinces, il put juger de la puissance de cette double opposition faite au nom de l'ancien régime et de la liberté, momentanément conjurés contre lui. Mais ce fut contre le saint-siège, que vinrent échouer en Italie la puissance et la popularité de Napoléon et de la France.

Le gouvernement temporel du saint-siège aboli; apogée de la puissance impériale en Italie; le roi de Rome (1808-1812).

Le pape était le seul souverain libre et soustrait à l'omnipotence de Napoléon dans la péninsule. La liberté italienne n'avait plus d'autre asile que le Vatican. Quoique Napoléon et Pie VII se fussent unis dans le concordat pour rétablir le catholicisme en France, il s'en fallait beaucoup que leur entente fût complète. Sans compter les difficultés ecclésiastiques nées du concordat même, tout en Italie était aux deux souverains une occasion de conflit, et tous les deux mettaient un peu d'acrimonie, l'un dans son ambition, l'autre dans sa résistance. Pie VII n'avait cessé de réclamer les légations rattachées au royaume d'Italie; il avait protesté contre l'occupation d'Ancône. Il ne voulut pas davantage obtempérer aux volontés de Napoléon lorsqu'il l'eut sacré

empereur. Il arguait encore maintenant de ses anciens droits suzerains sur le royaume de Naples pour ne point reconnaître la nouvelle dynastie des Bonaparte; il refusait de fermer ses ports aux Anglais, éternels ennemis de la France. En vain Napoléon fit valoir son nouveau titre : « Votre Sainteté est souveraine de Rome, disait-il au pape, mais j'en suis l'empereur. — Le souverain pontife, répondit le pape, n'a jamais reconnu et ne reconnaît point de puissance supérieure à la sienne. Aucun empereur n'a le moindre droit sur Rome, l'empereur de Rome n'existe point. »

Dans ces termes le conflit n'était pas seulement entre Pie VII et Napoléon, mais entre l'Italie et une nouvelle domination impériale. La péninsule prit une vive part à cette lutte du pape et de l'empereur qui cachait encore une question d'indépendance. Le premier décret qui amena l'occupation de Rome, en 1808, par une petite armée, et la déclaration que les provinces d'Ancône, d'Urbain et de Camerino étaient réunies au royaume d'Italie, firent déjà une profonde impression. La conscience catholique des Italiens s'émut vivement de voir le pape comme retenu prisonnier dans le château Saint-Ange et les cardinaux enlevés, transportés, dispersés dans leurs diocèses. Mais leur patriotisme fut peut-être encore plus blessé de voir en la personne du pape le dernier prince indépendant de la péninsule frappé et dépouillé, ses soldats enrôlés dans l'armée française, ses magistrats et ses prêtres même, obligés de prêter serment de fidélité.

Engagé alors dans une lutte plus terrible que jamais contre l'Europe coalisée une quatrième fois contre lui en 1809, Napoléon qui voulait en finir avec l'Autriche ne ménagea pas non plus le saint-siège. Le vice-roi d'Italie, attaqué par l'archiduc Ferdinand, était rejeté sur l'Adige et reprenait avec beaucoup de peine les lignes de la Brenta et de la Piave. Au midi, des vaisseaux anglais débarquaient sur différents points de la côte de Naples douze mille Siciliens, et un fils même de Ferdinand IV et de Caroline, pour rallier les forces des royalistes et des carbonari contre Murat. Pie VII, opprimé et opprimé, paraissait faire cause commune avec les ennemis de l'empereur. Entre Essling et Wagram, Napoléon

signa (17 mai) un décret qui achevait la déchéance du pontife. « Charlemagne, mon auguste prédécesseur, disait-il, en concédant certains domaines aux évêques de Rome, ne les leur avait donnés qu'à titre de fiefs, et sans que Rome cessât de faire partie de son empire. » En conséquence, il réclama sur le pape la possession de ses domaines, et déclara Rome ville libre et impériale. La bulle d'excommunication préparée en réponse à ce décret par le pape, contre ceux qui porteraient atteinte aux possessions et immunités ecclésiastiques, n'eut pas le temps de paraître. Sur l'ordre de Miollis qui occupait Rome, le pape fut enlevé dans le Quirinal, mis dans une voiture fermée et transporté à travers la Toscane et le Piémont, à Savone, où il fut traité avec honneur et respect, mais laissé sans liberté et sans puissance.

Le bruit de la victoire de Wagram et la paix qui suivit couvrirent d'abord tout. Le 17 février 1810, Napoléon put réunir à l'empire, par un décret, le territoire de Rome et de Spolète, et déclarer Rome seconde ville de l'empire. L'institution d'une mairie qui fut confiée à Brassini, d'un sénat où figurèrent les princes Doria, Chigi, Aldobrandini, Barberini, etc., formèrent à la ville une sorte de gouvernement municipal, sous le nom duquel s'introduisit l'administration française. L'œuvre de Napoléon en Italie brilla d'un dernier éclat.

Le beau royaume d'Italie renfermait maintenant près de onze millions d'habitants; il comptait treize régiments d'infanterie, six de cavalerie, deux d'artillerie tous composés d'Italiens; les places de Mantoue, Venise, Peschiera, Legnano, Palma Nova, contenaient un immense matériel préparé par des Italiens. « J'ai réparé, disait Napoléon, le mal que j'avais d'abord fait aux Vénitiens à Campo Formio et à Lunéville; j'ai purgé aussi le centre de l'Italie des vices de l'administration des prêtres. » D'un bout à l'autre de la péninsule régnait une activité dont on était depuis longtemps désaccoutumé. Au moyen de la conscription, l'Italie était armée des Alpes au golfe de Tarente. Murat parvint lui-même à mettre au moins trente mille hommes sur pied dans le royaume de Naples. Venise, déclarée port

franc, bâti pour la défense de son port agrandi et de ses lagunes, les forts Malghera et Brondolo ; Gènes, aussi fortifiée de nouveau, fut augmentée d'un arsenal de construction, et entretenit deux vaisseaux de soixante-quatre canons, deux frégates, quatre corvettes.

On ne pensait pas seulement à la guerre. L'arc du Simplon s'éleva à Milan ; le canal de Pavie réunit le lac de Côme à l'Adriatique. A Naples, à côté des écoles nouvelles de génie et d'artillerie fut créé un jardin botanique. A Rome, Napoléon institua un fonds pour encourager les industriels et les agriculteurs ; il releva le collège de la propagande sur lequel il fondait des desseins tout particuliers ; il prit soin, là, comme dans toute l'Italie, de conserver les monuments précieux des arts dont il avait disposé d'abord en faveur de la France. L'Italie dut à l'intervention de Canova plus d'une heureuse restitution.

En se rappelant tous ces bienfaits et d'autres encore, on peut aisément croire que Napoléon s'était proposé, ainsi qu'il l'a dit, « de régénérer la grande patrie italienne. » Le nom de roi de Rome qu'il donnait à son fils, était, il l'a assuré, un acheminement vers ces desseins. Il attendait impatiemment le moment de le mener à Rome, de le couronner roi d'Italie et de proclamer l'indépendance de la belle péninsule sous la régence du prince Eugène. On pouvait cependant voir aussi là un nouveau pas de l'empereur dans l'exécution de son rêve favori, la restauration de l'empire de Charlemagne. Tandis que l'avenir était à peine entrevu on sentait la dépendance présente. Le nom de roi de Rome donné à un enfant flattait peu les Italiens, et n'effaçait pas celui du pontife souverain. On oubliait les bienfaits, on ne voyait que la servitude.

La liberté, au nom de laquelle les Français étaient venus en Italie, ils l'avaient violée dans ce qu'elle avait encore pour les Italiens de plus sacré, le pape, et maintenant on pouvait tourner contre les Français ce mot qui avait fait leur force. Pour détacher les Cisalpins d'Eugène, l'archiduc Jean leur avait récemment promis dans son manifeste, une indépendance véritable, au lieu de cette servitude déguisée

dont ils étaient victimes. Les Cisalpins n'avaient point ouvert l'oreille à l'Autriche. Mais cette parole avait été recueillie par les Romains qui ne pouvaient se faire au joug français. Murat, qui avait promis de confirmer la charte promise à ses sujets par son prédécesseur Joseph, continuait à gouverner despotiquement, et à côté de lui l'ambassadeur anglais, lord Bentinck, prenait le moyen le plus sûr de l'attaquer, en éloignant du gouvernement de Sicile Ferdinand et Caroline, et en forçant leur fils François à octroyer en 1812 aux Siciliens une constitution libérale modelée sur celle de l'Angleterre. La littérature commençait à exprimer ce malaise italien sous la domination française. Le fier et indépendant Ugo Foscolo, dans ses *Tombeaux* et ses tragédies, conquérait toutes les sympathies sur le mobile courtisan Monti, et à côté de lui, Hippolyte Pindemonte exaltait dans son *Arminius* le défenseur de l'indépendance nationale.

Revers de Napoléon; discordes des Italiens, d'Eugène et de Joachim; occasion d'indépendance perdue; restauration (1813-1815).

L'Italie, n'étant point unie tout entière et de cœur à Napoléon, ne le soutint pas énergiquement et sans arrière-pensée quand l'heure des revers fut arrivée. En l'année 1812, le prince Eugène et Murat avaient conduit les légions italiennes à la suite de Napoléon dans la triste campagne de Russie; et le quatrième corps de la grande armée avait couvert de ses cadavres les champs de bataille de la Moscowa et de Malojaroslavetz. Quand Eugène et Joachim, après la désastreuse retraite, revinrent en Italie (1813) pour y rassembler, sur l'ordre de l'empereur, les troupes qui devaient, avec celles de la France, relever en Allemagne la gloire de Napoléon compromise en Russie, ou au moins défendre son œuvre en deçà des Alpes, ils trouvèrent la péninsule bien changée. L'Italie avait à pleurer un grand nombre de ses enfants morts loin d'elle pour une cause qu'elle ne comprenait pas. Des vingt-sept mille hommes sortis d'Italie, Eugène n'en avait ramené que trois cent trente-trois.

Les plaintes contre la domination et l'administration fran-

caises devinrent très-vives et se manifestèrent hautement. Le blocus continental, sévèrement observé dans la péninsule, imposait des gênes et des privations qui parurent plus dures qu'auparavant ; le sentiment de la dignité, de l'indépendance nationale se révélait maintenant que la gloire française qui l'éclipsait avait reçu une atteinte. Les anciens républicains du nord de l'Italie, les carbonari au midi relevèrent la tête ; les partisans de l'ancien régime, les nobles non ralliés, les habitants des campagnes, entêtés dans leur répulsion instinctive contre les innovations, reprirent courage ; lord Bentinck, de la Sicile où il était placé, profita de tout habilement et prit à tâche d'exalter surtout les sentiments d'indépendance comme plus propres à pousser les peuples à d'énergiques déterminations. Dans une lutte suprême, où l'abnégation était peut-être de mise, les Italiens commencèrent à songer à eux-mêmes.

Malheureusement ils n'y songèrent point tous de la même façon. Ils se rencontrèrent, en général, en ce point : qu'ils voulaient profiter des désastres de la France pour se séparer d'elle, et rejeter sa domination pour reprendre leur indépendance. Mais les uns crurent que leur retour sous les anciens souverains dont ils obtiendraient aisément des constitutions, serait la plus sûre garantie de leur bonheur ; les autres formèrent le projet de se détacher seulement de la France, mais de garder les souverains français que la guerre leur avait donnés en se sauvant avec eux ; un troisième parti enfin, qui s'intitulait celui des Italiens purs, ne voulait entendre parler ni des Autrichiens, ni des Français, ni des anciens princes, ni des nouveaux ; il forma le projet de sauver l'Italie par ses seules forces en instituant un gouvernement tout national.

Il n'y avait guère de chance alors pour les Italiens qu'en faisant cause commune avec leurs souverains français. Mais Eugène et le roi de Naples étaient incapables de s'entendre. Le premier, qui n'avait jamais eu confiance dans les Italiens, les prit en défiance en voyant leurs dispositions ; il se serra plus que jamais aux côtés de l'empereur, et, en 1813, il porta toutes ses forces françaises et italiennes sur la Piave, pour

tenir en respect les Autrichiens qu'il ne put cependant empêcher d'entrer en Vénétie. Joachim, qui avait ressenti parfois avec impatience le joug du maître, ouvrit déjà, en 1813, les oreilles aux flatteries des carbonari, qui pensèrent un instant pouvoir compter sur lui. Bentinck se fit fort de lui faire conserver sa fortune par les puissances dans le naufrage même de celle de Napoléon. Murat crut encore de son devoir et de son intérêt de soutenir les derniers efforts de l'empereur, en 1813, et à la fin de cette année, il partagea les périls de la campagne d'Allemagne et de la bataille de Leipzig.

Cette dernière défaite et l'invasion du territoire français dans les premiers mois de l'année 1814, détachaient entièrement la cause de l'Italie de celle de la France. Souverains et peuples devaient maintenant songer à se pourvoir eux-mêmes. Ils défendaient encore la France en se sauvant; on y songea, mais sans résolution et surtout sans accord. Le vice-roi Eugène, quand il vit l'impossibilité de sauver l'empereur en se sacrifiant, refusa d'abandonner la péninsule avec les légions de l'Italie, comme l'ordonnait Napoléon, et annonça la résolution de défendre son royaume et son peuple contre les alliés; mais il agit avec hésitation et sans élan. Il resta tout Français au lieu de se faire Italien; il disgracia les deux généraux Zucchi et Pino, au lieu de chercher à se les attacher, et parut craindre d'exciter chez les Lombards le sentiment de l'indépendance nationale. Murat, qui se sépara plus promptement de l'empereur et traita même, au commencement de 1814, avec l'Autriche et l'Angleterre, tint aussi à distance plusieurs généraux; il se défia encore plus des Napolitains, des carbonari surtout, qui voulaient lui imposer une constitution; il les fit poursuivre et pendre, dans les Calabres, comme des brigands; les Italiens, ainsi tenus à l'écart, conspirèrent, les uns pour les anciens souverains, les autres pour l'établissement de républiques gardiennes de l'indépendance.

Les deux rois, enfin, ne furent pas d'accord. Eugène ne pouvait pardonner à Murat d'avoir abandonné l'empereur trop tôt; Murat songait à devenir roi de toute l'Italie, au

lieu de borner ses désirs à garder Naples. Ils voulaient se sauver chacun aux dépens l'un de l'autre.

Au moment de l'action, ces divisions paralysèrent tout. Tandis que le vice-roi Eugène se concentra à Vérone pour défendre l'Adige contre l'armée autrichienne conduite par Bellegarde, Murat lança un manifeste contre lui, tout en essayant de le gagner encore en dessous main ; il occupa ensuite Rome, Ancône, Bologne, et gêna ainsi toutes les opérations de celui qu'il eût dû soutenir. Les Italiens, au lieu d'appuyer les deux rois, firent tout pour les décourager. Les anciennes bandes des sanfedistes, et quelques carbonari qui voulaient une constitution à tout prix, essayèrent de proclamer les Bourbons dans la Calabre. Dans l'armée même de Murat, quinze généraux, dont le plus ardent était Guillaume Pepe, conspirèrent pour lui imposer une constitution. On levait le drapeau de l'indépendance italienne dans les légations, on tramait des conspirations républicaines et autrichiennes à Milan.

Eugène essaya de rallier les cœurs et les volontés par un peu d'énergie et quelques combats heureux sur le Mincio ; Murat les rendit inutiles en donnant la main à Bellegarde par Bologne, et perdit tout. Bentinck, sur lequel il avait compté, débarqua, avec sept mille Siciliens et Anglais, en Toscane, et, malgré ses représentations, déclara cette province soustraite à l'administration française, s'empara de Gènes et occupa ainsi, entre les deux rois français, tous les points importants de la péninsule.

Eugène et Murat, divisés entre les alliés hostiles ou traîtres et leurs peuples mal disposés, ne pouvaient plus rien. Ils furent réduits à tout espérer de la générosité des alliés, sans avoir rien fait pour leur imposer du respect. Le 16 avril, le vice-roi, à Mantoue, signa un armistice par lequel il renvoya au delà des Alpes les troupes françaises, et déclara remettre son sort à la bienveillance des puissances. Quelque temps après, Joachim, renonçant à ses vastes projets, ramena ses troupes vers le royaume de Naples. L'aveuglement des Italiens fut égal à celui de leurs souverains ; ils espéraient obtenir des alliés la liberté, ou tout au moins des

constitutions. Gènes demandait à lord Bentinck le rétablissement de l'ancienne république. La petite ville de Lucques ressuscitait déjà sa vieille indépendance. A Milan, le sénat envoya une députation aux puissances alliées pour demander la liberté et exprimer quelques timides vœux en faveur d'Eugène.

Une insurrection fomentée en dessous main, à Milan, par les partisans de l'Autriche, et conduite par des patriotes abusés aux cris de : « A bas les Français ! Une constitution ! » donna aux Italiens l'occasion de connaître les véritables dispositions des alliés. La constitution napoléonienne avait été dissoute, quelques agents du gouvernement même massacrés, entre autres le ministre des finances, Prina ; un gouvernement provisoire constitué allait proclamer l'indépendance italienne. Le général autrichien Bellegarde, du consentement même d'Eugène, qui voyait tout fini pour lui, mit le pied sur le territoire milanais et entra sans résistance dans la capitale du royaume d'Italie sous prétexte d'y maintenir l'ordre ; deux mois après, le 12 juin, le traité de Paris rendit l'Italie, jusqu'au Pô et au Tessin, à la monarchie autrichienne.

Ce ne fut que le commencement de la restauration. A partir de ce moment, chaque jour ramena, dans la péninsule, de par la volonté des alliés, un des anciens souverains. Le 24 mai, Pie VII, déjà libre depuis quelque temps, fit son entrée dans sa capitale, et y reçut la promesse de la restitution de tous ses États. Le 21 juin, Victor-Emmanuel I^{er}, de retour à Turin, reprit possession du Piémont et annonça bientôt aux Génois, déjà constitués en république, qu'ils faisaient partie de son royaume. Le 6 juillet, les habitants de Parme, Plaisance et Guastalla apprirent que leur territoire était constitué en un duché en faveur de l'ex-impératrice des Français, Marie-Louise ; l'héritière des anciens Bourbons de Parme étant dédommée aux dépens de Lucques, érigée en principauté. Le 16 juillet, François IV, sous la protection des baïonnettes autrichiennes, rentra à Modène et à Reggio, et obtint aussi, pour sa mère, la restitution de Massa Carrara. Le 17 septembre, le grand-duc Ferdinand arriva dans la

Toscane, où un gouvernement provisoire, établi en son nom, lui avait déjà préparé les voies. Il n'y eut pas jusqu'au prince de Monaco qui ne fit reprendre possession de sa principauté par un secrétaire anglais, tandis que l'innocente Saint-Marin réorganisa son aringo.

Quelques mois après la chute de l'empereur, l'édifice qu'il avait péniblement construit pendant quinze ans, était tombé comme un château de cartes. Les libéraux et les républicains, dupes de leurs calculs, victimes de leurs divisions, voyaient une domination qui n'enchaînait pas l'avenir remplacée par un despotisme sans espoir; le plus ardent ennemi des Français, le poète Ugo Foscolo, s'exila de son plein gré devant les Autrichiens, et jura de ne plus remettre le pied sur le sol esclave de l'Italie.

Murat resta seul d'abord debout, mais peu de temps. Menacé au dedans par les partisans des Bourbons qui rappelaient Ferdinand, et par les carbonari qui demandaient une constitution, au dehors, par Ferdinand IV, et même, en dessous main, par les Autrichiens, il ne pouvait durer. Quand Napoléon, en février 1815, quitta l'île d'Elbe pour tenter encore la fortune en France, Joachim voulut sortir de cette position insoutenable et remettre en question les destinées de l'Italie. Il rentra à la tête de l'armée dans les légations et occupa Ancône et Bologne, en prenant cette fois pour drapeau l'indépendance italienne. Mais quelques volontaires de la Romagne accoururent seuls au-devant de lui. La Lombardie ne répondit à l'appel que par une conspiration militaire qui compromit ses généraux. Après le combat indécis du Panaro, Joachim fut obligé de rétrograder à Occhiobello et à Carpi devant les Autrichiens. Il défendit encore Bologne bravement; mais une défaite complète essuyée à Macerata et les nouvelles désastreuses de France ne lui laissèrent plus d'espoir.

Rentré dans le royaume avec quelques fidèles, il signa le traité de Casalenza par lequel il abandonna son royaume; les Autrichiens, triomphants dans Naples, y rappelèrent Ferdinand IV, le dernier des anciens souverains de la péninsule; et le traité, sorti du congrès de Vienne, clos à la fin de

l'année, consacra les derniers événements qui restauraient les anciens princes et l'ancien régime dans la péninsule. Une tentative aventureuse de Joachim n'y changea rien. Jeté par une tempête avec quelques-uns de ses compagnons seulement, près du bourg de Pizzo, il fut saisi, maltraité par les habitants, et, sur les ordres impitoyables du roi restauré, tué comme un bandit.

Des conquêtes faites par les Français et des États fondés par Napoléon en Italie, il ne resta plus rien ; l'ancien ordre de choses parut entièrement rétabli. La révolution française et la main d'un grand homme ne remuèrent cependant pas vainement la péninsule. On avait entrevu la possibilité de l'indépendance. Des germes féconds d'idées et d'institutions se trouvaient déposés dans le sol. Le souvenir du royaume d'Italie chez les uns, celui des républiques cisalpine et ligurienne chez les autres, étaient encore une espérance. Les idées de liberté et d'égalité civile avaient pour toujours ruiné dans l'opinion éclairée les privilèges du vieux régime ; l'indolence italienne ne survivait pas à une guerre de vingt ans. Les Piémontais et les Romagnols se rappelaient avec orgueil que Napoléon les tenait pour d'excellents soldats ; tous compétaient, sur les champs de bataille de l'Europe, de nobles victimes, tombées, sinon pour la cause de la patrie, au moins pour celle de la liberté générale, représentée, malgré les apparences, par un grand homme. Soumis quelque temps aux mêmes institutions politiques, réunis dans la même égalité civile, rapprochés dans les mêmes brigades, les Italiens sentaient encore qu'ils pouvaient former une nation. Enfin, au dedans, avaient commencé à se développer le caractère et l'esprit public qui manquaient à la péninsule vingt-cinq ans auparavant ; au dehors, l'Italie pouvait encore jeter les yeux avec amour, avec regrets, vers cette France qu'elle avait accueillie trop vite, et trop vite abandonnée, mais qui était encore comme vivante dans son sein. Souvenirs glorieux ! chères espérances ! laissés par la révolution française pour faire le tourment ou l'émulation de la péninsule.

CHAPITRE XX.

RESTAURATION; OPPOSITION LIBÉRALE ET INSURRECTIONS RÉVOLUTIONNAIRES (1815-1846).

RÉTABLISSEMENT COMPLET DE L'ANCIEN RÉGIME (1815-1820). — OPPOSITION DE 1820; INSURRECTIONS DE 1821; DÉFAITES DE RIETI ET DE NOVARE. — RÉACTIONS SANGLANTES (1823-1830). — INSURRECTIONS DE 1831 ET 1832; LE MÉMORANDUM DES CINQ PUISSANCES; L'ÉDIT DU CARDINAL BERNETTI; OCCUPATION D'ANCÔNE. — CHARLES-ALBERT, FERDINAND II, LÉOPOLD II, GRÉGOIRE XVI; LA JEUNE ITALIE (1833-1845). — STATISTIQUE DE LA POPULATION, DES FORCES DE TERRE ET DE MER, DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, ETC. (1840-1845). — REGRUDESCENCE LIBÉRALE ET RÉVOLUTIONNAIRE EN ITALIE; INSURRECTIONS DE RIMINI ET DE LA CALABRE (1843-1846).

Rétablissement complet de l'ancien régime (1815-1820).

Le désappointement de l'Italie fut grand, lorsque, après vingt-cinq années de bouleversements et de guerres, elle se trouva retombée, par les traités de Vienne, au-dessous de l'état où la révolution française l'avait surprise.

En 1789, en effet, l'Autriche n'avait, dans la péninsule, que le Milanais, séparé de ses États héréditaires par les évêchés du Tyrol et les républiques de Venise et des Grisons. Maintenant, par la réunion de la Lombardie aux États vénitiens, elle possédait sous sa main un royaume de cinq millions d'habitants et de quatre-vingt-quatre millions de revenu; elle menaçait le Piémont par le Tessin, et l'Italie centrale par les garnisons qu'elle avait droit d'entretenir à Ferrare, Plaisance et Commacchio. Les deux États libres, qui rappelaient encore la vieille et glorieuse Italie, les républiques de Gènes et de Venise, avaient disparu. Dans le reste de la péninsule, les princes autrichiens de Toscane, de Modène et de Parme n'étaient que les vassaux de la puissance dominante; les autres, le pape, le roi de Naples, le roi de Sardaigne plus indépendants d'elle, en apparence, mais restaurés par ses secours et ne pouvant se soutenir que par elle, lui étaient plus que jamais liés par la reconnaissance et la communauté des intérêts.

On pouvait espérer au moins que l'empereur d'Autriche

et les souverains restaurés, accommodant les intérêts de leur domination avec les besoins nouveaux du siècle, garantiraient ces principes sages de liberté et d'égalité qui jouissaient déjà depuis vingt ans comme du droit de bourgeoisie dans le monde social. Il n'en fut rien. L'ancien régime revint à peu près en entier avec les anciens souverains, quelquefois même on rétrograda au delà du XVIII^e siècle. Des institutions de Joseph II, de Léopold I^{er}, de Tanucci, furent condamnées comme la cause et le commencement de tout le mal.

L'empereur d'Autriche donna l'exemple. Le 16 avril 1815, une proclamation du maréchal Bellegarde, chef des troupes d'occupation à Milan, annonça que les provinces italiennes formaient un État particulier sous le nom de royaume lombardo-vénitien. L'établissement d'un vice-roi résidant six mois à Milan et six mois à Venise ; l'institution d'une cour et de ses grands officiers ; l'obligation pour tout nouveau roi de prendre la couronne de fer ; la division du royaume en deux gouvernements avec Venise et Milan pour chefs-lieux ; la subdivision des gouvernements en provinces, des provinces en districts, et de ceux-ci en communes, firent d'abord espérer aux Lombards qu'ils conserveraient une sorte d'indépendance sous un prince autrichien. Ils furent promptement détrompés. L'archiduc Antoine, nommé d'abord vice-roi en 1816, n'ayant pas voulu soumettre son administration au contrôle de Vienne, fut remplacé par l'archiduc Reinier, qui se montra plus docile.

Avec lui, toutes les institutions qui, sous la domination française, étaient au moins une promesse d'indépendance, le sénat, les corps législatif et consultatif, la cour des comptes, les ministères des finances, de l'intérieur, des affaires étrangères ; dans l'armée, l'état-major, l'artillerie, le génie, les écoles militaires, les fabriques d'armes, enfin les cours judiciaires, tout fut aboli. Le pouvoir de la commune rétabli en apparence ne servit qu'à présenter des vœux à Vienne. Dans l'ordre judiciaire, le tribunal suprême de révision ne fut qu'une fraction du tribunal suprême, siégeant en Autriche. L'armée italienne dissoute vit la plupart de ses

officiers destitués ou mis à la retraite, et ses soldats, vêtus de l'habit blanc, distribués dans les différents régiments sous le drapeau jaune et noir. Enfin, le code autrichien fut promulgué avec quelques aggravations pour les délits politiques; la noblesse remise en honneur; le clergé et les moines réintégrés dans leurs possessions et privilèges; la censure contre la presse régulièrement instituée; une police tracassière organisée, et la dénonciation ordonnée comme un devoir, sous peine d'un châtiment sévère. Les canons autrichiens braqués sur la grande place de Milan, et les canonniers montant la garde, la mèche allumée, ne laissèrent pas même d'illusion à la servitude.

Malgré la modération de caractère de Pie VII, et les lumières de son secrétaire d'État Consalvi, le décret organique du 16 juillet 1816 ne rétablit aussi que l'ancien régime dans les États de l'Église. L'État pontifical se divisa en dix-huit légations, comprenant quarante-quatre districts et six cent vingt-six communes. Mais toutes les légations furent confiées à des prélats; on ne laissa aucune indépendance au gonfalonier et aux *anziani* des communes. Rome et Bologne, les deux principales villes mises en dehors du droit commun, la première avec ses *conservateurs* et son *sénateur*, la seconde avec son conseil de quarante *sages* et ses six *conservateurs*, magistrats d'apparat sans puissance réelle, n'eurent que l'ombre d'un gouvernement municipal. Dans l'ordre judiciaire, à côté de juges de paix, de tribunaux de première instance et de cours d'appel à Rome, à Bologne et à Macerata, on institua *quatorze* tribunaux d'exception, inaccessibles aux laïques, et dont ressortirent réellement tous les jugements d'importance. Enfin, Pie VII rétablit les jésuites, restaura l'inquisition, supprima le code français au profit des quatre-vingt-quatre mille lois en vigueur avant la révolution; rendit aux barons, au clergé, presque tous les anciens privilèges, et ne conserva guère de la domination française que le système des impôts, sans préjudice de quelques anciennes taxes aussi rétablies.

Le roi de Sardaigne, Victor-Emmanuel I^{er}, à peine rentré

dans le Piémont, proclama, sans ambages, par son premier édit, que les États sardes étaient replacés dans la situation où ils se trouvaient en 1790. En conséquence, il ouvrit et feuilleta l'almanach royal de 1793, et rétablit l'administration, la justice, les lois, emplois, titres et fonctions en l'état. Il n'eut d'autre soin que d'étendre et d'approprier à la ville de Gènes et à son territoire, privés de toute liberté, le système général, et couronna son œuvre en livrant l'éducation aux jésuites et en instituant des oblats de la sainte Vierge, prêtres séculiers qui faisaient vœu spécial d'obéissance au pontife. En Toscane, à Modène, à Parme, même restauration ; on ferma à Florence les écoles d'art.

A Naples, l'œuvre demandait plus d'adresse. Murat, avant de déposer sa couronne, avait obtenu des promesses, en faveur des principaux chefs de son armée, et quelques garanties pour le royaume. La Sicile jouissait encore de la constitution qu'elle avait obtenue en 1812. Obligé de conserver leur grade aux généraux et officiers de Murat, Ferdinand prodigua au moins les faveurs et les avancements à ses fidèles de Sicile. Pour ne garder des lois françaises que ce qui lui plaisait, il les fit refondre dans un code napolitain.

En 1816, plus hardi, il se débarrassa de la constitution gênante de la Sicile, déclara réunie l'administration des provinces en deçà et au delà du Phare, et prit le titre de roi du *royaume uni des Deux-Siciles* ; et comme il ne devait plus convoquer le parlement sicilien, il décréta *permanent et immuable* le quantum d'impôt voté par la dernière session parlementaire, en 1813. Son ministre de la police, Canosa, tint tête aux *carbonari*, qui commençaient à s'agiter, en leur opposant une secte d'ultra-royalistes, les *calderari* (chaudronniers). On en vint aux mains dans plusieurs endroits ; la guerre civile fut imminente. Le danger parut tel, que les puissances signataires du traité de Vienne furent obligées de réclamer le renvoi du ministre, et de faire passer quelques troupes autrichiennes dans le royaume. Ferdinand I^{er} (IV) ne prit sa revanche que par le concordat de 1819 avec Rome, dans lequel il parvint à se soustraire

au tribut de la haquenée, mais rendit à l'Église sa censure, une partie de ses biens, de ses redevances et de ses droits, abolis depuis près d'un siècle.

Opposition de 1830; insurrections de 1831; défaites de Rieti et de Novare.

Cette restauration de l'ancien régime, depuis les Alpes jusqu'au golfe de Tarente, fit succéder promptement chez les Italiens le mécontentement à la confiance. L'expression en fut d'abord timide. Dans la Lombardie, quelques nobles avaient, par amour de la liberté, favorisé la chute de la domination française, entre autres Confalonieri, Porro, Arrivabene; ils firent d'assez vives remontrances au gouvernement autrichien, dont ils avaient espéré mieux, et qui leur donnait pis. Dans le royaume de Naples, les généraux et officiers qu'on appelait, en souvenir du dernier roi, les *muratins*, entre autres Guillaume Pepe, essayèrent de défendre quelques-unes des institutions napoléoniennes.

A défaut de tribune publique et de presse libre, l'opposition se fit jour dans la littérature. Au moment où la péninsule perdait plus que jamais l'espoir de devenir une nation, les lettres quittèrent les traditions latines et grecques de la renaissance pour se retremper aux sources patriotiques, et devinrent tout italiennes. En face du saint-siège, complice de l'Autriche dans la restauration du despotisme, elles abjurèrent aussi tout paganisme pour chercher les harmonies entre le christianisme et la liberté. L'école romantique, en lutte avec la littérature classique, soutenue par les vieux partisans de l'Autriche, devint une véritable protestation nationale.

Manzoni, le premier de tous, dans ses *hymnes sacrés*, s'efforça de retremper, de purifier aux sources de la grâce, cet amour de la liberté que la philosophie et la révolution avaient inspiré à l'Italie. On saisit avec plus d'empressement encore qu'il ne l'avait peut-être cherché, les allusions politiques dans son *Carmagnola*, où les Italiens sont aux prises avec les Italiens; dans son *Adelchi*, où le royaume lombard d'Italie tombe sous l'épée de l'empereur Charlemagne. Le

poète lyrique Berchet, moins timoré, anima ses odes d'un amour passionné pour l'Italie. Grossi préluda à son épopée nationale des *Croisés* par une nouvelle en vers, *Ildegonda*, empruntée à la vie italienne, et qui eut un succès prodigieux. Silvio Pellico, dans son *Eufemio di Messina*, mit en action la haine de la domination étrangère. Encore inconnu, le jeune Leopardi adressa à Angelo Maï, qui venait de retrouver la république de Cicéron, une *canzone* toute frémissante de douleur et de colère.

La littérature se partagea en deux camps. Silvio fonda, en 1818, la revue littéraire *le Conciliateur*, pour faire la guerre à la *Bibliothèque italienne*, revue austro-milanaise, qui défendait les théories classiques et méritait les sympathies autrichiennes. Le noble Confalonieri, le jurisconsulte Romagnosi, tous les nouveaux écrivains en vogue, y concentrèrent si puissamment leurs efforts, que le gouvernement autrichien comprit bientôt le danger, interdit la représentation d'*Eufemio*, et supprima *le Conciliateur*, qui ne vécut qu'une année.

Chassée de la littérature, l'opposition se réfugia dans les sociétés secrètes. La *charbonnerie*, mystifiée par la maison d'Autriche et les anciens souverains, avait repris une nouvelle énergie, par le désir de réparer sa faute, et par l'adjonction de l'ancien parti bonapartiste ou français. Elle couvrait toute la péninsule, soit par ses propres *ventes*, soit par ses liaisons avec les autres sociétés secrètes des *adelchi*, des *adelfi* et des *apofasimeni*.

Le principal foyer était dans le royaume de Naples; tous les muratins, nombreux dans l'armée, y étaient affiliés, et des communes entières, dans la Calabre, étaient organisées en *ventes*; mais il rayonnait en Romagne, en Lombardie, en Piémont, et les voyages mystérieux, les correspondances occultes sillonnaient et enlaçaient toute la péninsule. Déjà, au commencement de 1820, le gouverneur de Milan, comte Strassoldi, portait les peines les plus terribles contre ceux même qui ne dénonceraient pas les carbonari; et il instituait une commission à Venise pour la recherche des coupables.

Il ne fallut que la nouvelle de la révolution espagnole et la proclamation d'une constitution à Madrid pour allumer l'incendie. Le carbonarisme s'était emparé de presque toutes les positions dans le royaume de Naples : non-seulement il embrassait la bourgeoisie, les communes, dans les Abruzzes et dans les Calabres, il était encore dans quelques ministères, il possédait plusieurs hauts grades dans l'armée ; il s'organisait en milices dans les campagnes, et croyait pouvoir compter même sur le roi, ou au moins sur son fils, le duc de Calabre, retenus seulement, pensait-on, par la crainte de l'Autriche. Une constitution était le vœu de tous.

Guillaume Pepe, général muratin, lié avec quelques ministres, affilié à la *haute vente*, organisateur des milices, guettait l'occasion favorable de forcer la main à la cour. Au milieu d'ordres et de contre-ordres, le mouvement éclata tout à coup au mois de juillet 1820, à Nola et à Avellino, aux cris de : *Vive le roi et la constitution !* poussés par les carbonari et les soldats. Guillaume Pepe, alors à Naples, s'échappa sous le coup d'une arrestation, entraîna quelques régiments, se rendit à son quartier général et demanda une constitution. Ferdinand envoya contre lui Carascosa ; mais celui-ci était à moitié gagné. La révolution fit aussitôt son explosion à Naples. Abandonné de tous, le roi fut obligé de proclamer la constitution d'Espagne ; il nomma Guillaume Pepe général en chef de toutes les forces du royaume-uni, composa un nouveau ministère, une junte pour l'établissement de la constitution, et nomma son fils vicaire général pour aviser à l'exécution de ses décrets.

Huit jours après, Guillaume Pepe entra en triomphe dans la ville de Naples à la tête de l'armée constitutionnelle, au milieu d'une population ivre d'enthousiasme ; le roi et le vicaire général prêtaient serment à la constitution, et convoquaient le parlement ; la révolution était achevée sans une goutte de sang, presque sans désordre.

L'Italie tout entière en fut émue. En Lombardie, le comte Confalonieri, Porro, Pallavicini, etc., se concertèrent sur les moyens de soustraire la patrie à la domination autri-

chienne. Là où il n'y avait point d'armée nationale il ne pouvait être question d'insurrection; on tourna les yeux vers Turin. L'armée piémontaise s'enhardissait ainsi que les sociétés par l'exemple de Naples. Un des princes du sang, le prince de Savoie-Carignan, avait toujours paru favoriser les pensées d'émancipation. On pouvait espérer en lui, on le lui fit comprendre. Il ne s'agissait de rien moins que de réunir la Lombardie au Piémont, et de reconstituer, agrandir, le royaume d'Italie. Les Lombards et les Piémontais voulurent cependant voir la révolution napolitaine à l'œuvre.

Quelques dissentiments parurent d'abord l'entraver. Tandis que toutes les villes, dans un élan unanime, élisaient leurs députés pour le parlement de Naples, Palerme, faisant exception, demanda un parlement sicilien et la séparation de l'île. Les fonctionnaires napolitains voulurent résister; le peuple se souleva, tua le prince de la Cattolica, se jeta sur l'artillerie, massacra les Napolitains, et se rendit maître de la ville. Les prêtres et les moines combattaient avec les ouvriers et les citoyens. Le moine Volmica, nommé colonel, portait les épaulettes sur sa robe de capucin. Le nouveau gouvernement napolitain ne reçut point favorablement les envoyés de la nouvelle junte instituée à Palerme. Toute l'île n'avait pas suivi le mouvement de la capitale. Il ne pouvait être question de séparation au moment où l'on avait plus que jamais besoin d'union. Florestan Pepe, frère du général en chef, envoyé dans l'île, à la tête de cinq mille hommes, circonscrivit le mouvement dans Palerme, et parvint à forcer la junte à entrer en négociation; le peuple, plutôt que de se soumettre, se souleva encore, renversa sa junte, et en institua une nouvelle; mais, après quelques jours de bombardement, il accepta la capitulation, qui laissait au parlement de Naples, composé des députés des deux parties du royaume, à résoudre la question.

Le roi de Naples ouvrit le parlement au 1^{er} octobre, et jura de nouveau la constitution. Guillaume Pepe remit noblement ses pouvoirs de généralissime au souverain, après en avoir fait usage surtout contre le zèle exalté de quelques carbonari. Tout paraissait en bonne voie.

Mais il fallait compter avec la *sainte-alliance*. Le prince Ruffo, ambassadeur de Ferdinand à Vienne, avait refusé obéissance au nouveau gouvernement; le prince de Cariati et le duc de Capriola, chargés d'une mission extraordinaire, ne purent parvenir auprès de l'empereur d'Autriche. Un congrès des puissances se réunit à Laybach pour aviser au moyen d'étouffer la révolution. En vain le roi Ferdinand lui-même invoqua son indépendance, et protesta de sa résolution à défendre le royaume et la constitution; invité seulement à se rendre au congrès de Laybach, il se décida à partir, mais n'obtint des Napolitains la permission de s'y rendre qu'après avoir juré de nouveau la constitution, et laissé, pendant son absence, au prince royal tous les droits de la souveraineté.

Tout commença alors à décliner. La division, la faiblesse se mirent dans le camp de la révolution. Le roi et le parlement refusèrent de ratifier les conditions faites par le général Florestan Pepe en Sicile, et perpétuèrent la guerre en envoyant dans l'île, pour soumettre Palerme, le général Coletta. Le parlement napolitain, composé de gens honnêtes mais sans énergie, prit des résolutions tardives ou mal conçues, craignant avant tout, par trop de hardiesse, d'indisposer l'Autriche, et ne se mettant point en défense contre elle. Au pouvoir même, le prince royal, deux ministres, Carascosa et surtout Coletta, mal disposés pour la révolution, entravaient plus qu'ils ne hâtaient les préparatifs de guerre.

Le 28 janvier 1821, le roi Ferdinand, tout changé, adressa du congrès de Laybach, à son peuple, une lettre menaçante. Il revenait, disait-il, avec l'aide de ses magnanimes alliés, détruire un gouvernement qui lui avait été imposé par des moyens criminels, et promettait d'octroyer bientôt, à son gré, à ses deux royaumes, des institutions stables et libérales. Le 6 février, en effet, le général Frimont, après avoir adressé une proclamation aux Napolitains, passa le Pô à la tête de quarante mille hommes.

L'Italie ne pouvait rester indifférente à une lutte qui était celle de la domination étrangère et de l'indépendance ita-

lienne. Le Lombard-Vénitien frémissait et implorait l'appui du Piémont; le comte Confalonieri était en correspondance active avec Charles-Albert. Celui-ci s'entourait de tous les représentants de la *fédération italienne*, mais il hésitait. Le 11 janvier, il avait encore laissé sabrer, dans la salle de l'université de Turin, des rassemblements d'étudiants, et arrêter le prince de la Cisterne. Le 10 février, à la nouvelle que Frimont avait passé le Pô, et que Bubna, autre général autrichien, voulait occuper quelques places dans le Piémont, l'insurrection éclata sur plusieurs points à la fois, à Alexandrie, à Asti, à Pignerol, aux cris de : *Guerre à l'Autriche, vive la constitution!* Les comtes Palma, Lisio et Santa Rosa étaient à la tête du mouvement.

Turin hésita d'abord; mais la citadelle fut saisie par un hardi coup de main. Santa Rosa, à la tête de l'armée, entra à Turin, entraîna la population, et adressa au roi une sommation constitutionnelle ferme et respectueuse. Décidé à ne point affronter l'Autriche et à ne point trahir ses sujets, Victor-Emmanuel abdiqua en faveur de son frère Charles-Félix, alors à Modène, et institua régent en son absence Charles-Albert, qui proclama solennellement la constitution et institua une junte provisoire. La révolution de Piémont éclatait un peu tard pour appuyer celle de Naples. Tout dépendait cependant encore des premières rencontres des Autrichiens et des Napolitains.

À Naples, le régent, malgré une lettre de son père, avait juré de se défendre; le parlement avait accepté la guerre; mais on y était mal préparé. Les vétérans revinrent, il est vrai, sous les drapeaux; les jeunes gens, poussés par leurs mères, leurs femmes, s'armèrent. Mais l'enthousiasme ne suffisait pas. Carascosa put occuper, avec une armée sérieuse, la route de Naples entre Gaète et les Apennins; Guillaume Pepe n'avait dans les Abruzzes que des miliciens pleins d'ardeur, mais mal instruits et plus mal disciplinés encore; les fortifications étaient en mauvais état; le régent et le ministre de la guerre Coletta n'avaient point assuré les munitions et les approvisionnements. Guillaume Pepe voyant Frimont diriger toutes ses forces contre lui, ne voulut point

l'attendre dans l'état où il était; il s'avança, le 7 mars, sur Rieti et fut battu. Ce premier échec démoralisa complètement les miliciens; Pepe les retint encore à peu près jusqu'à Antrodocco; mais là, après un petit engagement malheureux, il les vit s'enfuir par toutes les routes, et se rabattit sur Salerne, en apprenant que Carascosa, sans même voir l'ennemi, avait reculé jusqu'à San Germano. L'entrée du roi Ferdinand et des Autrichiens à Naples n'était plus qu'une affaire de temps.

L'échec de Rieti frappa aussi la révolution de Piémont et la conspiration lombarde. Sommé par les constitutionnels de marcher contre les Autrichiens, arrêté par les ordres de Charles-Félix, qui enjoignait au gouverneur de Novare, Salier de La Tour, de faire rentrer le Piémont dans le devoir, Charles-Albert, le 20 mars, nomma Santa Rosa ministre de la guerre, et passa, pendant la nuit, au camp de Bubna, déjà en marche pour soutenir Salier de La Tour. La *confédération italienne* de Milan, qui avait préparé une junte de gouvernement, une garde nationale, et n'attendait qu'un mot de Charles-Albert pour se déclarer, ne bougea pas. Santa Rosa, resté seul responsable de la révolution piémontaise, ne voulut pas tomber sans avoir fait un effort. Pendant qu'il contenait les carabiniers royaux à Turin, il envoya les généraux Ferrero, Marzoni et Saint-Marsan au-devant de l'armée austro-piémontaise de Bubna et La Tour à Novare. Mais, le 9 avril, l'armée constitutionnelle était en déroute, vaincue par le nombre, après avoir fait bonne contenance pendant quelques heures.

Les deux échecs de Rieti et de Novare furent promptement suivis de la restauration du pouvoir absolu un moment ébranlé.

Le 24 mars, le parlement napolitain reçut l'ordre de se dissoudre et les portes de Naples furent ouvertes aux troupes autrichiennes; Pepe et les chefs les plus compromis de la révolution prirent la fuite. Le général Roussaroll essaya en vain de prolonger la révolution dans la Sicile et y proclama la république; il ne réussit point. Une régence provisoire

instituée à Naples s'occupa de poursuivre tous ceux qui avaient pris part à la révolution.

Dans le Piémont, Santa Rosa vaincu remit la citadelle de Turin à la garde nationale et congédia la garnison; l'armée La Tour-Bubna y entra paisiblement le 18 avril, et quelques jours après Victor-Emmanuel, par un nouvel acte, abdiqua sa couronne en faveur de Charles-Félix, fidele exécuteur de la volonté des alliés. Pour contenir les populations encore frémissantes, douze mille Autrichiens occupèrent dans le Piémont Stradella, Tortone, Alexandrie, Valenza, Casale, Verceil; ils y devaient rester jusqu'en 1823. Le roi de Naples Ferdinand, qui licencia son armée, demanda aussi à garder vingt mille Autrichiens en attendant qu'il rassemblât dix mille Suisses. Ces troupes étrangères ne devaient quitter son royaume qu'en 1827.

L'Autriche avait prouvé une fois de plus qu'elle était la vraie maîtresse de l'Italie. Sous son égide les souverains satisfirent leurs vengeances. Dans le Piémont, tous ceux qui avaient pris la tête du mouvement furent décapités; ceux qui s'étaient enfuis, exécutés en effigie. Ferdinand à Naples établit une junte de censure et des conseils de guerre qui procédèrent avec une incroyable cruauté. En peu de temps il y eut jusqu'à seize mille personnes dans les prisons. On comptait encore neuf exécutions capitales en 1822. L'empereur d'Autriche fut obligé de modérer cette aveugle réaction et obtint encore une fois la destitution de Canosa qui avait été réintégré à la police. Le gouvernement de Milan, où il n'y avait eu que des complot sans commencement d'exécution, n'épargna cependant pas la rigueur. Un tribunal extraordinaire institué à Venise neuf mois après les événements, condamna au *carcere duro* perpétuel dans le fort de Spielberg. Confalonieri, à vingt ans Maroncelli, à quinze Silvio Pellico, etc. Les États de l'Église et de Modène, qui n'avaient pris aucune part au mouvement, mais où les sociétés secrètes existaient aussi, subirent le contre-coup des réactions et des vengeances. La défiance n'y connut plus de bornes; on sévit avec rigueur, sous prétexte de prévenir.

Réactions sanglantes (1823-1830).

Au congrès de Vérone tenu en 1823, les grandes puissances absolues prirent des résolutions propres à assurer pour longtemps l'asservissement de la péninsule comme garantie de la paix de l'Europe. Un système rigoureux d'oppression et de répression contre tout désir, contre toute pensée même de liberté et de changement, fut appliqué aux peuples italiens des Alpes au golfe de Tarente. Le cabinet de Vienne resserra les chaînes de l'administration bureaucratique du Lombard-Vénitien, et perfectionna encore sa police tracassière. Toute initiative fut enlevée aux communes; dans l'organisation judiciaire l'avocat lui-même devint un fonctionnaire le plus souvent muet ou parlant à huis clos; l'enseignement se réduisit à un apprentissage mécanique; la littérature, méprisée, fut regardée avec défiance ou même poursuivie; on interdit les associations d'une nature quelconque et les voyages aux hommes influents; un espionnage présent en tous lieux, à toute heure et suivi d'effets terribles rendit les Lombards suspects les uns aux autres, et fit prendre la politique en horreur dans les familles. Le gouvernement autrichien, au moins, contint la noblesse et le clergé, en admettant dans le code civil la plupart des résultats de la révolution, et assura aux populations un certain bien-être.

Les autres souverains y mirent moins de ménagement; Charles-Félix donna des gages non équivoques aux souverains qui l'avaient mis sur le trône. Il rétablit la corvée, livra l'instruction primaire aux frères ignorantins, rendit, en 1826, un décret qui interdisait l'enseignement de l'écriture et de la lecture aux enfants de parents qui ne pouvaient justifier d'un revenu de quinze cents livres et se montra intolérant et cruel surtout envers les Vaudois. Dans le royaume de Naples le vieux Ferdinand, roi depuis 1759 et sous la jeunesse duquel avait agi Tanucci, passa ses dernières années à exercer des rigueurs qui rappelaient celles de sa femme Marie-Caroline, en 1799. L'année même de sa mort, en 1826, il instituait deux commissions militaires pour en

finir plus promptement avec les crimes de haute trahison dont il se voyait sans cesse entouré. Son successeur, François 1^{er}, débuta par le licenciement de la garde nationale et l'enrôlement de volontaires suisses qui arrivèrent au moment où portaient les Autrichiens.

Léopold II, duc de Toscane, et Charles-Louis, duc de Lucques, successeurs de Ferdinand et de Marie-Louise, en 1824, se signalèrent seuls par des réformes opportunes.

Ce fut dans les États du pape que par une étrange aberration, l'oppression et la répression eurent le moins de mesure. Léon XII (della Genga), élu en 1823, n'observa point les ménagements de son prédécesseur Pie VII. Celui qui excitait toutes les cours à l'intolérance, et entraînait en lutte avec les rois de France et d'Espagne, ne pouvait être modéré dans ses États. La restriction, puis l'abolition des congrégations de gouvernement; la destruction des tribunaux de districts, le rétablissement de la juridiction épiscopale sur les affaires civiles, la faculté illimitée de faire des fidéicommiss, de créer des majorats et des biens de main-morte, l'abolition de la commission de vaccine, la restitution du droit d'asile aux églises, le rétablissement du latin dans les tribunaux, les curies, les écoles, la persécution des juifs, furent les prémices du nouveau gouvernement.

Cette fougueuse réaction ranima les carbonari et suscita de nouvelles sociétés secrètes : les barnabistes dans les Deux-Siciles, les *pelerini bianchi* dans les États de l'Église. Les trois frères Cappozoli soulevèrent en 1828 les deux communes de Bosco et Montforte. Del Caretto, envoyé contre eux, les battit, fit exécuter vingt individus, en condamna quinze à perpétuité, cinquante à terme, rasa Bosco et éleva à sa place une colonne pour servir d'épouvantail à la contrée. Le gouvernement pontifical opposa aux pèlerins blancs la ligue des sanfedistes, qui avait ses chefs dans le sacré collège, la noblesse et le haut clergé. La lutte d'abord sourde des deux sociétés dégénéra en une anarchie véritable où les brigands ne manquèrent pas de faire leur partie. A Frosinone et à Faenza le mal fut au comble. On exécuta les *pèlerins blancs*, témoin Targhini, et on se contenta d'emprison-

Le contre-coup de la révolution de juillet se fit sentir surtout dans les États du souverain le plus hostile aux désirs secrets de l'Italie. L'avènement de Ferdinand II et de Charles-Albert faisait naître quelques espérances. Il n'y avait rien à attendre de Grégoire XVI.

Les villes de Bologne, de la Romagne, de Modène, de Parme, pleines d'agitation depuis la nouvelle révolution, étaient en fréquentes communications. On y complotait de se soulever en commun pour délivrer tout le centre de la péninsule. Un prince, le duc François de Modène, ami du chef du parti libéral à Modène, Ciro Menotti, paraissait encore tremper dans le complot; ce fut justement ce qui lui ôta tout ensemble au moment de l'explosion. Le comité bolognaise se défiant de Ciro Menotti, à cause de ses relations avec le duc, refusa de se déclarer le même jour que lui, 3 février. Menotti donna seul le signal, se vit trahi par le duc, entouré dans sa maison avec ses complices et fait prisonnier. Mais le lendemain 4, la ville de Bologne répondit par un succès à ce premier échec : le prolégat fut obligé de s'enfuir à Florence, où tout resta calme à cause de la douceur du gouvernement. Un gouvernement provisoire, sous la présidence de Bevilacqua, déclara aboli le pouvoir pontifical dans la ville et la province de Bologne, et arbora les couleurs italiennes.

Le soulèvement se propagea alors comme une traînée de poudre dans tout le centre de l'Italie. Le duc de Modène, vainqueur le 3, fut obligé de s'enfuir le 5 de sa capitale, mais en emmenant avec lui l'infortuné Menotti. Le 7, à Ferrare, les troupes papales furent refoulées dans la citadelle; le 10, l'agitation gagna Parme; le 13, la duchesse Marie-Louise fut obligée de partir escortée de cinq cents soldats pour transporter le siège de son gouvernement à Plaisance. A la fin de février, dans les légations, Pesaro, Urbino, Fano, Fossombrone, Senigaglia, Osimo, s'étaient déclarées. Le 12 février, Rome, où l'on arrêtait par jour cinquante personnes; et Ancône, pourvue d'une forte garnison, paraissaient prêtes à prendre part au mouvement. Le colonel Sercognoni, envoyé par le gouvernement provi-

soire de Bologne, entraîna Ancône le 17. Grégoire XVI, dont l'avènement était si étrangement accueilli, envoya en vain à Bologne le cardinal Benvenuti en qualité de légat à *latere*; celui-ci fut arrêté et conduit prisonnier à Bologne. L'Ombrie imita alors la Romagne; Pérouse, Spolète, Foligno, Terni, Narni, firent leur adhésion. Le 4 mars, les députés de toutes les villes soulevées, réunies à Bologne, proclamèrent le *Statut constitutionnel provisoire des provinces-unes italiennes*. Un gouvernement exécutif central pour le nouvel État fut constitué, avec l'avocat Vicini pour président, et Amaroli, Mamiani, Bianchetti, Armandi, Orioli, pour principaux ministres.

Mais l'initiative bolonaise s'arrêta là. Le nouveau gouvernement français sorti de la révolution avait proclamé le principe de la non-intervention, et le comte de Saint-Hilaire, au nom de Louis-Philippe, roi des Français, le dénonçait à la cour de Vienne. Le ministère révolutionnaire ne pensa qu'à consolider son œuvre par la modération même et à profiter des bénéfices de ce principe. Les jeunes gens des villes, pleins d'impatience, voulaient commencer la guerre de propagande dans les États voisins, des paysans même offraient leurs bras. Le gouvernement de Bologne ne voulut point donner prétexte aux Autrichiens d'envahir les légations; comptant gagner par sa prudence la protection française, il arrêta sa propagande, amortit l'élan des campagnes, contint les jeunes gens. Il faisait des vœux pour un soulèvement en Piémont, à Naples; il savait que les réfugiés préparaient un mouvement dans la Savoie, que Guillaume Pepe, à Marseille, méditait de passer dans le royaume de Naples. Il comptait sur ces tentatives; mais si elles échouaient, il voulait ne pas compromettre le succès des légations.

Fidèle, peut-être à l'excès, à ses déclarations, Louis-Philippe fit disperser les rassemblements qui menaçaient la Savoie, et empêcha Pepe de s'embarquer à Marseille. Le cabinet autrichien, moins scrupuleux, et agissant dans la péninsule comme chez lui, ordonna à Frimont de passer le Pô pour rétablir dans leurs capitales les souverains de Modène et de Parme. A la suite des Autrichiens, le duc Fran-

çois rentra à Modène le 10 mars , et Marie-Louise à Parme le 13.

Le gouvernement italien, toujours confiant à Bologne , espéra encore arrêter les Autrichiens par son innocence même. Le général Zucchi, en retraite avec sept cents Modenais , fut d'abord mal reçu par le président Vicini et obligé de désarmer sur le territoire de Bologne. Les proclamations de l'Autriche , maitresse des deux duchés, l'abandon visible de la France, tirèrent enfin de son illusion le gouvernement révolutionnaire. Il nomma Zucchi commandant en chef de toutes les forces des provinces-unies italiennes ; le général Armandi, ministre de la guerre, partit pour la Romagne. Il était trop tard : le 20 , les Autrichiens s'avancèrent en colonnes serrées par Modène et Ferrare sur Bologne ; le gouvernement abandonna la ville , qui n'offrait aucune défense , et remit son pouvoir à Zucchi , Ferretti et Tiberio Borgia.

Le triumvirat , à la tête des troupes de ligne , qui , outre les volontaires , formaient à peine un corps de quatre mille hommes, se retira pas à pas, avec le cardinal prisonnier Benvenuti , sur Ancône ; à Rimini , l'arrière-garde soutint pour l'honneur du drapeau un brillant combat qui assura la retraite jusqu'à cette ville. Mais Ancône ne pouvait tenir non plus ; le triumvirat capitula le 26 mars entre les mains du cardinal Benvenuti , en stipulant seulement la suspension de la marche des troupes autrichiennes, et la garantie des personnes et des propriétés de tous ceux qui avaient pris part à la révolution , capitulation promptement violée ! Frimont s'avança rapidement jusqu'à Macerata ; le bâtiment l'*Isola* , qui portait à bord les fugitifs d'Ancône, fut capturé, et tous ceux qu'il contenait jetés dans les prisons de Venise. Enfin la cour de Rome lança les sanfedistes, les paysans de la Sabine, contre les libéraux dispersés, déclara nulle la convention signée par le légat du pape, et menaça de mort et de confiscation près d'un million de citoyens.

Une révolution aussi modérée, aussi malheureuse, forçait au moins la sollicitude des cabinets éclairés de l'Europe. Sur l'initiative de la France , les ministres des cinq grandes

puissances présentèrent au cardinal Bernetti un mémorandum où, d'un accord unanime, ils demandaient des réformes administratives et politiques de la plus absolue nécessité. Application générale à la capitale et aux légations des innovations administratives et judiciaires dont l'expérience avait confirmé la bonté dans les autres États; admissibilité des laïques à toutes les fonctions de l'ordre administratif et judiciaire; formation de municipalités électives dans les villes et communes, et de conseils provinciaux permanents pour l'administration des légations; création d'un conseil d'État central, composé des personnages les plus recommandables choisis par le pontife, et chargé comme cour suprême de toutes les branches de l'administration civile et militaire, et de la surveillance de la dette publique; tels étaient les principaux points sur lesquels le mémorandum attirait l'attention du gouvernement pontifical. Le cardinal Bernetti annonça que les vœux des puissances seraient satisfaits; il parla de l'ère *nouvelle* que la sollicitude de Sa Sainteté allait préparer aux États romains.

Les troupes autrichiennes n'eurent pas plutôt quitté les légations que ces promesses furent violées. Le gouvernement pontifical ne pouvait se résoudre à les tenir. La cour de Vienne, qui convoitait les légations, ne tenait pas à y faire disparaître des causes de révolte qui pouvaient amener une nouvelle intervention. L'édit du 5 juillet détruisit toutes les espérances : il n'accordait point l'élection aux conseils provinciaux; il réservait au gouverneur de la province de valider les délibérations de ces conseils; il ne disait pas un mot de l'admissibilité des laïques aux fonctions publiques, ni de la création d'un conseil d'État, et conservait tous les abus dans l'ordre judiciaire.

Des pétitions signées par des conseils municipaux et la garde nationale protestèrent contre cet édit; de nombreuses députations vinrent à Rome à plusieurs reprises, et pacifiquement, apporter les plaintes réitérées des provinces. Le gouvernement pontifical y répondit en envoyant le cardinal Albani dans les légations à la tête des bandes sanfedistes. On tenta encore de résister; la présence de deux jeunes Bonaparte

excitait les courages; des rencontres sanglantes eurent lieu en janvier 1832 à Césène et à Forlì, où les soldats du cardinal se conduisirent odieusement. Le cabinet autrichien en prit occasion de faire occuper de nouveau Bologne. Le gouvernement français, pour faire face aux circonstances et arrêter les réactions, riposta par l'occupation d'Ancône, mais sans grand résultat. Le saint-siège procéda avec rigueur contre les mécontents et ne revint pas sur l'édit du 5 juillet. La ville d'Ancône, qui adressa au légat une solennelle remontrance, fut excommuniée; les conseils de Forlì, Ravenne, dissous pour avoir formulé quelques plaintes; et plusieurs conseillers de la province de Bologne ayant donné leur démission, un édit du 10 avril fit savoir qu'aucune démission ne serait acceptée, et que les délibérations des conseils seraient valables, quel que fût le nombre des conseillers présents. Enfin, le saint-siège licencia toute garde urbaine; et, confessant son impuissance et ses défiances, prit à sa solde une armée de cinq mille Suisses. L'occupation d'Ancône ne fut qu'une impuissante protestation qui dura jusqu'en 1838.

**Charles-Albert, Ferdinand II, Léopold II, Grégoire XVI;
la Jeune Italie (1833-1843).**

La révolution de 1830 et l'insurrection de la Romagne n'eurent d'autre résultat, en Italie, que d'étendre encore le système d'oppression qui lui était appliqué depuis 1815.

L'Autriche augmenta ses troupes dans la Lombardie, rendit plus sévères toutes les peines portées contre les délits politiques, et abolit, dans le code, une grande partie des dispositions libérales de Joseph II et de Marie-Thérèse. Le saint-siège et le duc de Modène organisèrent les sanfedistes en corps de volontaires avec une solde assurée et des privilèges. Un régime de commissions militaires, tribunaux d'exception, où les mêmes hommes dénonçaient et jugeaient, où l'accusé acceptait son défenseur de la main de son juge, pesa sur toute la Romagne, particulièrement sur Bologne, Ferrare, Ancône et Fermo.

On prit contre la pensée même les précautions les plus minutieuses; les universités de Turin et de Bologne furent

fermées, l'introduction des livres étrangers défendue par les gouvernements, punie de la prison ou des fers; des professeurs, des médecins de l'université de Modène se virent condamnés aux galères, pour conversations avec des suspects, pour doctrine impie ou conduite immorale, *ordinairement compagne indivisible du libéralisme*. Dans le Lombard-Vénitien, les pièces les plus innocentes, l'*Esther* d'*Engaddi* et la *Gismonda* de Silvio Pellico ne purent obtenir d'être représentées; le nom seul de Silvio Pellico, rendu cependant à la liberté, résigné et repent, faisait peur. En Toscane même, sous le grand-duc Léopold II, prince bienveillant, mais contraint de suivre l'impulsion générale, l'*Anthologie*, recueil tout littéraire, fut supprimée à Florence.

L'Italie désormais ne put guère protester par la presse et par les conspirations qu'au dehors, et cette protestation de l'exil prit un caractère plus révolutionnaire qu'auparavant. Le libéralisme constitutionnel qui avait éclaté dans les conspirations de 1821 et de 1831 était vaincu, découragé. Un grand nombre de jeunes Italiens ou d'exilés étaient venus étudier en France. Ils y puisèrent dans les rangs de l'opposition des principes républicains.

Un jeune homme, fils d'un professeur de médecine à l'université de Gènes, Mazzini, fonda à Marseille, avec plusieurs réfugiés, en 1832, le journal et la société de *la Jeune Italie*; il se sépara du carbonarisme constitutionnel de la restauration, rompit avec l'aristocratie, avec la royauté, avec la papauté, avec le passé, et vit, dans l'établissement d'une république unitaire, le moyen radical et unique de rendre à l'Italie la liberté et l'indépendance. Pendant deux ans, cette propagande, mystérieusement répandue par les numéros du journal dans toute l'Italie, étendit, multiplia, exalta la conspiration nouvelle. En 1833, l'Italie parut d'un bout à l'autre sur un volcan. Trois complots furent découverts, l'un tramé entre autres à Naples par les fils du général Roussaroll, treize personnes furent fusillées à Palerme; treize officiers ou bourgeois dans les États sardes; le chevalier Ricci, garde d'honneur du duc de Modène, fut exécuté. Le Spielberg s'ouvrit pour de nouveaux suspects du Lombard-Vénitien.

Dans la Toscane même, la prison et l'exil frappèrent plusieurs personnes. Excités par ces rigueurs, l'exilé Mazzini et le général polonais Ramorino, avec quelques réfugiés italiens et polonais, partirent de Gènes, en 1834, avec la résolution de soulever la Savoie et le Piémont. Arrivés à Annemasse, après des efforts incroyables, ils n'avaient réuni que huit cents hommes. Ramorino abandonna le premier ses compagnons avant d'avoir vu l'ennemi; en une journée, Mazzini vit échouer les résultats d'une propagande de deux années, et, pour quelque temps, un silence complet succéda dans la péninsule à cette courte et stérile agitation.

Quelques gouvernements surent au moins en profiter pour conjurer de nouveaux orages par des réformes timides encore, mais qui réalisèrent ça et là quelques progrès.

Le roi Charles-Albert donna l'exemple. En 1836, il détruisit, dans l'île de Sardaigne, toute juridiction féodale, tant civile que criminelle, déchargea les paysans de la corvée pour l'exploitation et le transport du sel des salines royales, et établit des conseils généraux et municipaux à la nomination du roi, mais jouissant d'une certaine liberté. En 1837, il fit abolir tout service personnel et reviser toutes les prestations féodales en argent ou en nature, et un code fut publié pour toute la monarchie, qui reproduisit à peu près tous les principes du droit français. Cependant, une protection inefficace des cultes dissidents, une certaine exagération de la puissance paternelle, une grande sévérité contre les déserteurs, la consécration d'une partie des privilèges de la noblesse et du clergé, l'égalité civile lésée en plusieurs points, l'amovibilité des juges, le secret de la procédure, laissèrent encore à désirer. Enfin, en l'année 1842, l'administration des provinces de terre ferme fut entièrement régularisée par une nouvelle division des intendances générales ou préfectures en trois classes : 1^o Turin, Chambéry, Gènes; 2^o Alexandrie, Cuneo, Nice, Novare; 3^o Annecy, Casal, Ivree, Saluces, Savone, Verceil.

Ces soins administratifs ne furent pas les seuls qui honorerent le règne de Charles-Albert. Un chemin de fer fut résolu de Chambéry à Aix-les-Bains; un pont, jeté sur le

torrent des Usses, fit communiquer Annecy avec Genève; Gènes fut fortifiée; un bâtiment de guerre y mit à la voile pour faire le tour du monde; une société d'agriculture, fondée sous les auspices de Charles-Albert, tenant chaque année des congrès, disposant d'un journal et de fonds assez considérables s'occupa de propager l'enseignement agricole, de fonder des fermes modèles, de répandre les nouveaux procédés, et de favoriser, par tous les moyens, les progrès de la culture dans les belles vallées de la Savoie et du Piémont. Ce qui est plus extraordinaire, Charles-Albert accomplit ces réformes, réalisa ces progrès, sans s'obérer, avec un budget annuel de soixante-dix à quatre-vingts millions et des impôts dont la moyenne ne s'élevait pas, par individu, à plus de dix-sept francs par an.

Le grand-duc Léopold de Toscane et celui de Lucques avaient toujours montré un esprit assez libéral. Léopold II favorisa l'université de Pise, fonda une école d'agriculture, une ferme modèle, supprima le bague de Pise, commença des chemins de fer de Florence à Pise, de Pise à Livourne, reprit l'œuvre séculaire du dessèchement des Maremmes, abolit même la peine de mort, et, malgré les plaintes de Grégoire XVI, ferma l'entrée de ses Etats aux jésuites. MM. Hombourg, Baldasseroni et Compini assuraient l'exécution de ces libérales dispositions du souverain; et la Toscane, par les mœurs polies et pacifiques de ses habitants, autant que par la beauté de son climat, attira une foule d'étrangers. Le petit prince de Lucques alla jusqu'à établir une garde nationale dans ses Etats.

Habile à discerner ce qu'il pouvait permettre et ce qu'il devait concéder, le cabinet autrichien afficha même bientôt la prétention de réaliser, dans le Lombard-Vénitien, les plus grands progrès compatibles avec sa domination. En 1838, le jour où il vint se faire couronner solennellement roi du Lombard-Vénitien à Monza, le nouvel empereur Ferdinand prononça une amnistie générale, flatta l'aristocratie lombarde par la création d'une garde noble, et annonça quelques mesures heureuses. L'institut de Milan fut rétabli, un nouveau fondé à Venise, les deux universités de Padoue

et de Pavie obtinrent quelques faveurs. Le gouvernement ne put s'empêcher d'obtempérer aux désirs, aux sacrifices des communes en faveur de l'instruction secondaire et surtout primaire. On forma le projet d'un chemin de fer qui devait relier Milan, Mantoue, Vérone, Venise, et qui est aujourd'hui en partie achevé; un pont fut construit pour rattacher Venise à la terre ferme. Mais les premières dignités de l'armée, de la magistrature, de l'administration continuèrent à être prodiguées aux Autrichiens. Les deux assemblées centrales de Milan et de Venise, les conseils communaux, n'eurent pas plus d'indépendance qu'auparavant; le commerce de Trieste fut toujours favorisé aux dépens de celui de Venise. La police et la délation continuèrent à rester à l'ordre du jour. La liberté personnelle et celle de la presse furent toujours de vains mots.

Dans la plupart des États, les sciences positives, l'industrie cessèrent au moins d'inspirer les mêmes défiances. La nation s'y adonna avec un certain entraînement; et les souverains les favorisèrent dans l'espoir de détourner les esprits de toute préoccupation politique. Pendant plusieurs années, depuis 1838, les congrès scientifiques se succédèrent avec rapidité dans les principales villes, à Turin, Pise, Florence, Padoue, Lucques, etc. Les plus intéressantes questions sur l'établissement d'écoles industrielles, l'amélioration du sort des ouvriers, la réforme des prisons, la propagation de l'enseignement dans les basses classes, l'abaissement des douanes, l'association des libraires ou l'établissement d'une foire pour les livres, comme celle de Leipsick en Allemagne, y furent posées et débattues avec autant de savoir que de zèle.

Deux États seulement ne jouirent ni de la paix, ni du progrès lent mais réel du reste de la péninsule; le royaume des Deux-Siciles et le territoire romain surtout.

Ferdinand II ne tint point tout ce qu'il avait promis le jour de son avènement. Une émeute assez grave ayant éclaté à Syracuse (1837) à l'époque du choléra, il fit fusiller cinquante-cinq personnes et profita promptement de l'occasion pour achever de fondre les deux administrations des provinces, en deçà et au delà du phare. La Sicile n'eut même

plus sa constitution particulière, ses magistrats nationaux, sa commission représentative à Naples. Les surintendances furent rétablies dans les vallées et toutes confiées à des Napolitains. Cette unité administrative eût pu être au moins un bienfait; on en fit un fléau. Ferdinand ne songea qu'à étendre à la Sicile le monopole du tabac et du sel, le timbre et la conscription. Il laissa l'île sans routes, sans instruction primaire, et la soumit à un régime de commissions militaires, de tribunaux d'exception et de délation, qui lui fit regretter encore davantage sa vieille constitution.

Le roi prit un peu plus soin des provinces napolitaines. Il avait, avec son ministre Angelo, un goût assez prononcé pour les lettres et les arts. En 1842, la taxe sur les livres fut diminuée de cinq pour cent. Naples s'embellit, un port militaire fut creusé à Castellamare. Une chaire d'agriculture s'ouvrit à l'université de Naples, des agriculteurs instruits furent envoyés dans différentes communes; l'immense *tavoliere* de Pouille fut attaqué, des chemins de fer commencés de Naples à Castellamare et à Capoue. Mais l'essentiel fut négligé. Ce n'était point la constitution législative et administrative qui faisait défaut à Naples. Toutes les traditions françaises avaient à peu près survécu au royaume de Murat. Mais la pratique mensongère de ces institutions, le mauvais choix des fonctionnaires en faussaient entièrement l'esprit et faisaient sentir plus vivement le besoin d'une constitution politique, seule capable d'assurer les fruits d'une bonne législation et d'une administration rationnelle.

Le pape Grégoire XVI fit encore moins d'améliorations dans ses États, malgré les recommandations de plusieurs des puissances qui avaient signé le mémorandum. En 1836, il revint même sur les concessions faites en 1831 à la ville de Bologne, et détruisit l'élément laïque introduit dans l'administration de cette ville. Pendant tout son règne il n'eut pas un instant de repos; il lui fallut chaque année prononcer des sentences de mort, d'exil, de galères et de prison. Ami des arts et de la science, il fit reconstruire la basilique de Saint-Paul hors des murs, créa un jardin botanique, un musée étrusque, fonda, dans les dernières années, une école d'a-

gricuture, deux écoles gratuites à Rome; mais il ne voulut point entendre parler de l'établissement de télégraphes, de chemins de fer, de réparations de route, d'industrie; à grand'peine il autorisa un service de vapeur sur le Tibre. Il défendit à ses savants d'assister aux congrès scientifiques de l'Italie; il augmenta les privilèges du clergé, de la noblesse, et laissa tomber les finances dans un état qui rappelait les plus déplorables jours du gouvernement pontifical.

Statistique de la population, des forces de terre et de mer, du commerce, de l'industrie, de l'instruction publique, etc. (1840-45).

L'Italie, sinon sous le rapport politique, au moins sous le rapport moral et matériel, avait donc réalisé quelques progrès, vers l'an 1840, si l'on en excepte les États de l'Église et la Sicile. Partout, cependant, elle était loin de suivre, même à distance, les principales nations de l'Europe, et on pouvait encore constater, dans son état matériel et moral, plus de lacunes que de progrès. Quelques détails de statistique le prouvent aisément.

Sa population, ses revenus, ses armées, sa marine, s'étaient légèrement augmentés.

La population totale de l'Italie s'élevait à près de 24 millions ainsi répartis : Lombardo-Vénitien, 5 600 000; Naples et Sicile, 8 500 000; Sardaigne, 4 500 000; Église, 2 700 000; Toscane, 1 500 000; Parme, 465 000; Modène, 400 000; Lucques, 140 000; Saint-Marin, 7800; Monaco, 7000.

Ses revenus se montaient à 400 millions : Lombardo-Vénitien 150 millions, Naples et Sicile 115 millions, Sardaigne 80 millions, Église 40 millions, Toscane 21 millions, Parme 7 millions, Modène 5 millions, Lucques, Saint-Marin, Monaco 1 500 000 francs.

Le Lombardo-Vénitien et la Sardaigne supportaient assez aisément leurs charges, quoique le premier se plaignit avec raison de payer, non à son profit, un tiers de plus que les autres provinces autrichiennes. Les communes de la Lombardie trouvaient même encore 80 millions à employer pour des travaux d'utilité publique; et le roi de Sardaigne

en 1845 avait 50 millions de réserve à consacrer à des entreprises de chemin de fer. Mais les États de l'Église et Naples souffraient de la lourdeur des taxes et de leur mauvaise répartition, ce qui n'empêchait pas le saint-siège d'être en proie à un déficit qui atteignait le chiffre de ses revenus.

Les forces militaires de la péninsule pouvaient atteindre 260 000 hommes de troupes réglées. Sardaigne 60 000 soldats, 40 000 de réserve, 10 000 miliciens; Lombardo-Vénitien 60 000 soldats, Naples et Sicile 60 000, Église 16 000, Toscane 8000, Modène 7700, Parme 1800, Lucques 750 soldats, 2000 gardes nationaux; Saint-Marin, 40 soldats, 900 gardes nationaux. Parmi ces troupes, cependant, 15 000 Suisses servaient dans les troupes du pape et de Naples; 60 000 Italiens étaient enlevés au Lombardo-Vénitien pour s'instruire et servir loin de leur patrie. Les deux seules armées nationales et sérieuses étaient celles de la Sardaigne et de Naples, la première surtout.

La marine de l'État comptait à peu près 200 navires, 40 000 marins: Lombardo-Vénitien 2 vaisseaux, 10 frégates, 4 vapeurs, 74 petits bâtiments, 20 000 marins; Naples et Sicile, 2 vaisseaux, 5 frégates, 2 vapeurs, 43 petits bâtiments, 10 000 marins; Sardaigne 1 vaisseau, 5 frégates, 2 vapeurs, 24 petits bâtiments, 10 000 marins; Toscane, Église, quelques petits bâtiments, plusieurs vapeurs.

La statistique industrielle et commerciale n'était pas trop défavorable à certains pays quoiqu'elle répondit peu à la fécondité, au mouvement qui avait caractérisé l'Italie à l'époque de sa grande prospérité; mais pour d'autres les résultats étaient déplorables.

En l'année 1841, le mouvement commercial sur la côte vénitienne était en exportation: 157 vaisseaux de long cours, valeur 5 000 000 fr. et 1320 vaisseaux caboteurs, valeur 16 000 000 fr.; en importation: 3059 vaisseaux de long cours ou gros caboteurs, valeur 22 000 000 fr. et 953 petits caboteurs, valeur 5 000 000 fr. Le mouvement de Trieste était encore bien plus favorable; importation: 868 gros vaisseaux, valeur 70 000 000 fr. et 3323 caboteurs, valeur 25 000 000 fr.; exportation: valeur 40 000 000 fr. (gros

bâtiments), et autant à peu près en caboteurs. Cette contrée était, il est vrai, la plus favorisée.

Dans le royaume de Naples, l'importation dans les provinces en deçà du phare ne représentait en 1839 qu'une somme de 45 000 000 fr. et l'exportation de 43 000 000 fr. Dans les différents ports du royaume, on comptait seulement à l'entrée 2407 vaisseaux de toute grandeur, à la sortie 2372. Dans les provinces au delà du phare, l'exportation n'atteignait que 23 000 000 fr.; l'importation allait à 42 000 000 fr. Le nombre des bâtiments était de 938 sortants et de 1569 entrants. Le mouvement maritime de la Toscane n'était pas non plus ce qu'il devait être; 548 bâtiments à Livourne, 245 à l'île d'Elbe. L'importation était encore assez considérable, mais les traités des marchands toscans avec le gouvernement arrêtaient le développement d'exportation que comporterait la fécondité de ce beau pays.

Les États de l'Église étaient encore plus mal partagés; ils ne comptaient guère sur la côte occidentale qu'un mouvement de 169 petits bâtiments, et sur l'Adriatique de 1065; l'importation représentait en général la somme de 92 000 000 fr., et l'exportation 31 000 000 fr. seulement.

Un phénomène plus singulier était la diminution assez notable du mouvement commercial dans la ville de Gènes, seul port considérable d'un des États les mieux organisés. De 1827 à 1835 la recette de la douane avait diminué de 6 254 016 fr. à 5 636 471 fr. En l'année 1819 le nombre des bâtiments sardes venant dans le port s'élevait à 6225, celui des bâtiments étrangers à 1117; en 1838, le nombre était réduit pour les premiers à 1826, et pour les seconds à 958 bâtiments.

Dans tous les pays il était à remarquer que l'importation l'emportait de beaucoup sur l'exportation. Cependant l'Italie abonde en richesses végétales et minérales; les grains, riz, maïs, froment des rives du Pô; le tabac, la manne, la garance de la Toscane, les arbres de toute espèce, depuis le châtaignier, le noyer et la vigne jusqu'au palmier, à l'aloès, à l'oranger, au citronnier, au figuier, au pistachier, au co-

tonnier et à la canne à sucre ; enfin, les marbres du Vicentin, de Carrare ; les jaspes ; le jaune de Sienne, les albâtres, la pouzzolane, le soufre, l'alun, l'acide borique, pourraient rendre davantage dans des conditions meilleures.

Les éléments d'industrie ne manquent pas non plus à la péninsule, ils produisent annuellement 12 000 000 de livres de soie brute ; Lombardie, Venise et Tessin, 7 000 000 ; Piémont et Gènes 2 000 000, Naples 1 200 000, États de l'Église 800 000, Parme, Modène, Lucques 550 000, Toscane 300 000 ; les neuf dixièmes de ce précieux produit étaient exportés. Dans le Lombard-Vénitien, seulement, il y avait vers 1840, 320 manufactures de soie, et plus de 3000 métiers à la Jacquart ; dans la Toscane plus de 200 manufactures, dont une tenue par un certain Matteoni entretenait 800 métiers ; dans le royaume de Sardaigne, principalement à Gènes, on comptait 590 métiers.

Après les manufactures de soie, celles de laine, de coton, de papier, sont les plus nombreuses et les plus importantes. Dans le Lombardo-Vénitien il y avait 292 fabriques d'étoffes, de coton et de laine, 548 de draps ; dans la Toscane, 97 fabriques de papier et 112 d'étoffes de laine. Dans le royaume de Sardaigne, 312 fabriques de coton, 62 de laine. Dans le royaume de Naples le nombre des manufactures s'était augmenté depuis 1824, mais faiblement ; parmi les autres industries on peut compter celle des pailles tressées en Toscane, des bijoux de corail à Naples et à Gènes.

Les États de l'Église étaient, sous le rapport de l'industrie, les plus arriérés. 394 fabriques de tous genres, n'occupant pas 6310 ouvriers, vivaient à peine à Rome ; les manufactures de soie de Bologne, de Pérouse, étaient fort inférieures ; celles de laine à Spolète et à Pergola, en mauvais état ; le gouvernement romain les avait encouragées d'abord par des primes, mais celles-ci furent bientôt supprimées. Des industries autrefois florissantes, celle des voiles à Bologne, qui occupait 12 000 ouvriers, les fabriques de soie de Rimini, qui occupaient 1000 métiers, étaient entièrement tombées.

Ainsi, le Lombard-Vénitien, grâce à la conservation de l'ancienne organisation communale, à la multitude de ses

rièrès, de ses travaux d'irrigation, jouissait d'une prospérité suffisante par rapport à son état politique, quoiqu'on ne pût comparer l'activité des deux ports de Venise et de Trieste à celle qui distinguait autrefois la seule république de Venise. Le Piémont avait fait en agriculture quelque progrès, si Gènes avait beaucoup perdu de ses relations commerciales et de son importance dans la Méditerranée. Mais la Toscane n'avait point toute la fécondité dont elle avait joui au moyen âge, ses anciens travaux de terrassement tombaient en ruine, sa production avait diminué, l'activité industrielle et commerciale des villes de Florence et de Pise n'était pas comparable à ce qu'elle avait été au temps de leur splendeur, la Maremme était bien loin d'être vaincue. Dans le royaume-uni des Deux-Siciles, c'était bien pis. L'Ile, l'ancien grenier de l'Italie, était réduite à un état misérable; une population rare et pauvre, assez intelligente pour comprendre sa dégradation, errait au milieu des débris de deux grandeurs déchues, et de campagnes incultes ou envahies par les marais; quelques rares troupeaux de mouton paissaient sur le reste. Sans le soufre, cet or de la Sicile, dont le gouvernement avait fait un monopole, la Sicile eût été presque sans commerce. Les campagnes malsaines et désolées, privées d'arbres et de culture, des environs de Rome offraient seules un aspect plus triste.

Ce qui paralysait la richesse naturelle de l'Italie et l'activité des habitants, c'était l'excès de la protection, la rareté des capitaux et des voies de communication, la division des États, la multiplicité des douanes particulières, la variété des poids, mesures et monnaies. Les gouvernements avides ne comprenaient pas leur propre intérêt et maintenaient à un taux très-élevé les taxes d'entrée et de sortie. Le succès des entreprises était trop problématique pour que les riches propriétaires osassent y engager une partie de leur fortune. Les communications au dehors et à l'intérieur étaient difficiles; les Alpes percées sur bien des points étaient cependant encore un obstacle. L'Italie possède beaucoup et de bons ports; les forêts des Alpes et des Apennins peuvent lui assurer une bonne marine; cependant, presque toutes ses

productions étaient et sont encore expédiées sous pavillon étranger dans les contrées lointaines. Les voies de terre sont encore rares ou en mauvais état, surtout dans les États de l'Église, Naples et la Sicile; les voies de fer sont encore une exception. En 1845, le roi de Sardaigne avait le projet de relier Chambéry à Turin par un chemin de fer tournant le mont Cenis; le roi de Naples, la même année, voulait diriger deux voies de Naples sur Termoli, dans la province de Molise et sur Lecce, dans la terre d'Otrante. Les Apennins étaient franchis, la mer Adriatique reliée à la mer de Sicile; ce ne furent que des projets.

Les divisions politiques, la variété des poids, mesures, monnaies, la multiplicité des douanes, non-seulement d'État à État, mais de ville à ville, étaient encore plus funestes. De Milan à Florence, dans un espace de cent cinquante milles italiens, il y avait huit droits de douanes à payer; de Bologne à Lucques, sept dans l'espace de cent vingt-trois milles. Aussi, la péninsule était la terre classique de la contrebande, principalement à Naples et dans les États de l'Église; l'ancien bandit s'était fait contrebandier. Il trouvait des éléments nombreux de succès dans son audace, dans les accidents physiques du pays, dans la lourdeur des taxes et dans la connivence des employés fort mal rétribués.

En 1843, l'établissement d'un tarif uniforme sur tout le cours du Pô parut indiquer que l'Autriche et le Piémont voulaient entrer dans une nouvelle voie. L'idée d'une association douanière, d'un zollverein, germa un instant en Italie. La configuration physique de l'Italie, l'unité de la religion, du langage, des mœurs, semblait devoir rendre la chose facile; mais la susceptibilité bien naturelle des autres États vis-à-vis de l'Autriche, qui possède la plus riche et la plus puissante partie de la péninsule, la fit abandonner. On craignit de payer d'un asservissement complet la rançon de quelques avantages matériels: l'unité des poids, mesures, monnaies, n'a même pu être obtenue.

La statistique morale de l'Italie vers 1840 et 1845 présentait aussi quelques progrès, mais encore plus de lacunes. Le

nombre des crimes et délits n'avait pas beaucoup diminué. Il avait suivi à peu près la progression de la population, un peu au-dessous dans la Lombardie et la Toscane, au-dessus dans les États de l'Église et le royaume de Naples. Le nombre des crimes contre les personnes, des assassinats, habitude traditionnelle dans la péninsule, avait peut-être légèrement diminué, mais les attentats contre la propriété, les délits, avaient suivi plutôt une échelle de progression. Les crimes restés impunis, faute d'en connaître l'auteur, étaient toujours très-considérables; le despotisme du gouvernement, l'arbitraire de la justice, entretenaient ce préjugé qui considère le simple témoignage devant les tribunaux comme une dénonciation.

Depuis un certain nombre d'années, la libéralité des particuliers entraînant celle même des gouvernements, avait beaucoup fait sur certains points pour soulager les misères et l'ignorance du peuple par l'établissement d'hôpitaux, d'asiles, de maisons de travail, de caisses d'épargnes, et surtout d'écoles publiques; mais il restait encore plus à faire.

Le royaume Lombardo-Vénitien paraissait surtout en première ligne sous le rapport de l'instruction publique: on y comptait en 1841, pour l'instruction primaire, plus de 100 écoles principales, et à peu près 3700 écoles ordinaires pour les garçons, et 1700 pour les filles; cependant le tiers des garçons et les deux tiers des filles en âge d'apprendre à lire et à écrire ne jouissaient pas encore de ce bienfait. L'instruction secondaire, divisée en *gymnases* comprenant six années d'études, et en *lycées* comprenant deux années, comptait à peu près 6000 écoliers dans les établissements de l'État, et 2300 dans les établissements privés. Les deux universités de Pavie et de Padoue comptaient à peu près chacune 1500 étudiants; l'instruction primaire était gratuite là où les communes avaient pu faire les frais d'établissement d'une école. Malheureusement la défiance du gouvernement central, en ôtant à l'enseignement toute liberté, toute originalité, paralysait tant d'institutions, depuis les universités, où les professeurs nommés par le gouvernement enseignaient sur des textes expédiés de Vienne, jusqu'aux écoles

primaires , où les devoirs des sujets envers leur souverain étaient comparés dans le catéchisme autrichien à ceux d'*esclaves fidèles* envers leur *maître*.

En 1840 , une nouvelle ordonnance sur l'instruction publique avait fait faire un grand pas au royaume de Sardaigne , qui compta bientôt près de 300 établissements assez importants d'instruction publique ; un plan d'études plus libéral fut adopté , une part plus grande faite à l'élément laïque , la loi d'ignorance de 1842 tomba en désuétude ; cependant il y avait beaucoup à regretter pour l'enseignement primaire , principalement dans l'île de Sardaigne.

Mais la Toscane , le royaume de Naples , les États de l'Église , malgré quelques tentatives , faisaient encore honte à l'Europe civilisée. A côté des deux universités de Pise et de Sienne , qui comptaient 650 élèves , des écoles secondaires aussi assez florissantes , la Toscane , sur 284 000 enfants en âge de fréquenter les écoles , n'en comptait en 1843 que 23 300 jouissant de l'enseignement primaire. Outre l'université et quelques établissements à Naples , le royaume ne comptait encore en 1840 que 4 lycées , à Salerne , Catanzaro , Bari , Aquila. Sur 100 habitants , en 1836 , au dire de l'intendant de la province de Molise , on en trouvait un sachant lire. Dans la Sicile c'était encore pis. Le roi Ferdinand avait enfin en 1840 ordonné l'établissement d'une université à Palerme. Dans les États de l'Église , outre les grands établissements universitaires de Rome et de Bologne , on ne trouvait d'écoles publiques que dans les grandes villes , à Pérouse , Spolète , Ancône , etc. Dans les campagnes , l'ignorance de la lecture y était générale. A Rome même , il y avait encore des quartiers où l'enseignement primaire était insuffisant , et on pouvait évaluer à 15 sur 100 le nombre de ceux qui ne savaient pas lire.

Recrudescence libérale et révolutionnaire en Italie ; Insurrections de Rimini et de la Calabre (1843-1846).

Une pareille situation ne pouvait manquer de préoccuper en Italie les esprits éclairés et les cœurs généreux. Ces progrès lents , mais sensibles ; ces lacunes , bien plus grandes

encore, reportaient les imaginations italiennes sur la situation politique de leur patrie. Le défaut d'unité, l'absence d'un centre d'action et de vie, l'injure de la domination étrangère, l'absence d'institutions politiques, se trouvèrent, après dix années d'oppression, plus vivement ressentis que jamais, mais on ne s'entendit pas davantage sur les moyens de remédier au mal.

Quelques-uns, effrayés de l'ascendant de l'Autriche, qui représentait jusqu'à un certain point le progrès matériel, et ne se faisait pas faute de s'en glorifier, songeaient à opposer dans le pape le principe guelfe au nouvel empire autrichien; d'autres s'éloignaient avec horreur d'un pouvoir qui avait toutes les rigueurs et tous les vices du despotisme, et qui laissait ses peuples dans le plus misérable état matériel et moral. Ici, on prétendait ne plaider les droits de l'Italie que par la parole, et n'avoir gain de cause qu'à force de patience et de résignation; là on ne prenait conseil que du désespoir, on était prêt à tout tenter.

Des esprits distingués et des écrivains brillants représentaient ce mouvement plein d'effervescence; le professeur Montanelli demandait que Léopold II ajoutât à la douceur de son gouvernement le bienfait d'institutions constitutionnelles et libérales. Un philosophe d'un profond mysticisme, M. Gioberti, en 1843, dans son livre *Del primato morale e civile degl' Italiani*, voulait réconcilier l'Église avec la liberté pour faire pénétrer l'esprit politique et national dans les masses. Il ne voyait de salut pour l'Italie que dans l'unité spirituelle, dans une confédération d'États ayant le pape pour président et arbitre; et dans son livre intitulé *Le Jésuite*, il prétendait arracher le saint-siège à ses vieux errements, et accommoder le souverain pontificat aux besoins du siècle. Le comte Balbo, dans ses *Speranze d'Italia*, cherchait au dedans à réconcilier les princes avec le libéralisme, en attendant de leur générosité les constitutions qu'on avait voulu leur arracher. Au dehors, il mettait son espoir dans les institutions militaires du Piémont, et la réconciliation des peuples avec leurs princes; il convoitait la Lombardie pour la maison de Savoie, mais il était résigné à

attendre que l'Autriche eût l'occasion de se dédommager en Turquie. Moins mystique que Gioberti, et moins politique que Balbó, esprit indépendant et modéré, Mamiani, exilé depuis 1831, tentait de relever le courage de ses compatriotes en répandant les principes d'une philosophie qui était un compromis entre la raison et le sentiment, la science et la foi.

Deux poètes, tirailleurs plus hardis et plus aventureux, attaquaient à la fois guelfes et gibelins; Nicolini, dans sa tragédie d'*Arnould de Brescia*, exaltait le premier tribun de l'Italie, l'ennemi des papes, le fondateur du principe républicain, brûlé à Rome dans un moment de trêve par le pape Adrien IV et l'empereur Frédéric Barberousse. L'anonyme toscan, Philippe Giusti, dans ses chants, dans ses vers clandestins, demandait à Dante s'il regrettait encore que César eût abandonné les jardins de l'empire. « Si l'Italie est morte, répondait-il à Lamartine, que veulent ces armées qui veillent sur elle nuit et jour? Est-ce pour empêcher les morts de se réveiller que l'Allemagne envoie ses soldats camper en Italie? Est-ce que les ossements de nos pères épouvantent l'héritier des Césars? » Plus hardis encore, les comités des exilés à Malte et à Londres, réveillaient la *Jeune Italie*. Mazzini formulait décidément son programme religieux, politique et social. Il remplaçait le catholicisme par une sorte de théophilanthropie dont *Dieu* et le *peuple* étaient les deux termes; il prétendait reconstituer l'Italie par l'unité et la centralisation, dans une république indivisible et démocratique dont Rome serait le centre. Après la Rome des Césars et la Rome des papes, il annonçait l'avènement de la Rome du peuple.

Quelques bruits de guerre entre la France et l'Europe, en 1840, suffirent déjà pour provoquer çà et là des explosions. En 1841, la ville d'Aquila, dans le royaume de Naples, vit cinquante de ses enfants envoyés en prison, quatre fusillés. En 1843, l'effervescence était générale dans les États romains et les Deux-Siciles. Au moment de l'action les Calabres restèrent immobiles. Quelques jeunes gens des plus hardis de Bologne marchèrent au combat malgré le contre-

ordre, et furent réprimés par les carabiniers pontificaux. Les troupes suisses dans la Romagne, les garnisons autrichiennes à Rovigo et à Ferrare, furent renforcées. Les commissions militaires s'ouvrirent à Naples et dans les États romains, et elles agirent avec une telle cruauté qu'elles provoquèrent de nouveaux mouvements. Les frères Bandiera, en 1844, fils d'un amiral autrichien, avec quelques marins italiens, tentèrent de secourir les Calabres, échouèrent encore, et payèrent leur entreprise de leur tête.

Les persécutions de la police obligèrent dans la Romagne les citoyens les plus recommandables de la contrée à s'enfuir et à se cacher dans les Apennins, retraite ordinaire des bandits. Traqués comme des bêtes fauves, et en assez grand nombre, ils prirent le parti désespéré de s'emparer de Rimini et d'adresser à l'Europe une solennelle protestation, dans laquelle ils se contentaient de dénoncer, avec douleur, l'oubli du mémorandum de 1831, comme la cause de tout le mal. Ce manifeste ne sauva pas plus ces malheureux que la prise de Rimini : chassés bientôt de leur conquête, obligés de s'enfuir sur le territoire de Toscane, ils furent livrés aux vengeances pontificales par le grand-duc, obligé de céder aux exigences de la diplomatie.

Le pape Grégoire put terminer son règne en paix ; la défense courageuse, quoique inutile, de quelques pauvres religieuses martyrisées par le czar, releva seule ses derniers jours. La plaie de l'Italie paraissait cependant appeler plus énergiquement que jamais le remède ; M. d'Azeglio, noble piémontais, dans ses *Ultimi casi di Romagna*, prenait en 1846 la défense des insurgés de la Romagne, dont il avait sondé les plaies pendant un voyage de plusieurs mois. « C'étaient, disait-il, des hommes qui n'avaient plus un coin de terre où poser le pied, qui étaient toujours à la veille de perdre la liberté ou la vie. » « Tel qu'il est, disait le vénérable Cino Capponi en mai 1846, le gouvernement romain ne peut régir l'État, parce qu'il est réduit par la nécessité de sa nature à craindre toute réforme, à empêcher toute amélioration. Dans l'état actuel, on dirait que la justice est en lutte avec la religion. » De jeunes écrivains toscans, Ga-

leotti, Canuti, en exprimant d'ardents désirs de réformes, adjuraient les peuples de prendre patience, et conjuraient les princes de faire quelque chose. Tout en respectant l'autonomie de chaque État, ils se réunissaient cependant dans cette pensée que le pape, dans les États de l'Église, cessât de *gouverner* pour se contenter de *régner*. Moins confiants, les affiliés ardents de la *Jeune Italie* travaillaient dans l'ombre à réaliser leur conception de l'unité absolue et démocratique de la péninsule.

Tel était donc en 1846 l'état de l'Italie. Les souverains ne faisaient pas assez ou ne faisaient rien pour leurs peuples. La terreur était à peu près le seul ressort du gouvernement. Dans la nation, l'aristocratie et la haute bourgeoisie ressentaient vivement leur infériorité et leur servitude. Elles souffraient de voir l'étranger regarder leur pays comme un musée historique, et une terre de délasement et de convalescence; il ne leur suffisait point que l'Italie régnât dans la musique par ses maestri et ses virtuoses. Elles se rencontraient dans la pensée d'unir toutes les forces vives du pays, la religion, les princes et les peuples, de les retremper par la concorde et la confiance, pour les tourner vers le double but de la liberté et de l'indépendance. Aigries par l'oppression et la misère, dans les États de Rome et dans les Deux-Siciles, et partout plus développées qu'à l'époque de la première révolution, les masses avaient moins de confiance dans leurs souverains, moins de foi dans la modération et la patience; elles écoutaient plus volontiers les conseils qui leur venaient de l'exil et qui les poussaient contre leurs maîtres; mais elles étaient aussi travaillées d'un besoin vague d'indépendance; sans s'en rendre compte, elles désiraient, elles attendaient quelque chose. Ainsi l'Italie émigrée n'était point complètement d'accord avec l'Italie restée chez elle, les hautes classes avec les masses; le libéralisme et le radicalisme se disputaient en face du despotisme vivant. Cependant toutes ces divergences des idées et des passions, aussi bien que les vieilles rivalités provinciales, commençaient à se fondre dans un sentiment très-vif : la haine de l'Autrichien, le véritable et le seul maître de la péninsule.

Le libéral et le démocrate, aussi bien que le Piémontais et le Toscan, le Romagnol ou le Sicilien, se rencontraient dans le même désir de soustraire le pays à l'empereur ou aux princes qui, par leur conduite, n'étaient que ses protégés et ses instruments. Le sentiment italien, national, couvrait, absorbait tous les autres. Ce fut au milieu de ces circonstances que le pape Pie IX parut.

CHAPITRE XXI¹.

RÉVOLUTION CONTEMPORAINE.

PIE IX; LES RÉFORMES (JUN 1846-OCTOBRE 1847). — FERDINAND II; LES CONSTITUTIONS (OCT. 1847, 18 MARS 1848). — INSURRECTION A MILAN (17-25 MARS). — GUERRE D'INDÉPENDANCE; CHARLES-ALBERT; RÉACTION NAPOLITAINE DU 15 MAI; BATAILLE DE CUSTOZZA (25 MARS-8 AOÛT). — LES RÉPUBLIQUES A VENISE, A ROME, A FLORENCE; ASSASSINAT DE ROSSI, FUITE DU PAPE (SEPT. 1848, FÉVR. 1849). — NOUVELLE GUERRE; BATAILLE DE NOVARE; PRISE DE ROME; CHUTE DE VENISE (MARS-AOÛT 1849). — RÉTABLISSEMENT DES ANCIENS GOUVERNEMENTS; ÉTAT ACTUEL (1850-1852).

Pie IX; les réformes (juin 1846-octobre 1847).

Ce fut avec une anxiété plus grande encore que de coutume, que la foule recueillie sur la place du Quirinal, vit le 14 juin clore et murer devant elle les portes du conclave. On peut le dire, l'Italie et l'Europe étaient dans la même attente. Il y avait à réparer dans l'État romain une détresse et des désordres immenses, et l'effervescence de l'Italie poussée à bout préoccupait toutes les puissances. Les membres du sacré collège, la plupart étrangers aux affaires et nommés par Grégoire XVI, comprendraient-ils toute l'étendue de leurs devoirs? L'ambassadeur français Rossi, Ita-

1. Voy. pour ce chapitre : *Die Kriegerischen Ereignisse in Italien. 1848-1849* ; Laforge, *L'Italie et la France*; Pepe, *Révolutions et guerres d'Italie*; Cautaneo, *Insurrection de Milan*; Farini, *Lo Stato romano. Actes officiels de la république romaine*, Paris, Amyot. Différents articles de la *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} mai 1849, 15 août, 15 novembre 1850, etc. Journaux français et étrangers.

lien exilé comme Muratin en 1819, et depuis citoyen de Genève, professeur à Paris, enfin pair de France, fit tout pour inspirer aux cardinaux une heureuse résolution. « Nous voulons, avait dit M. Guizot, chef du cabinet français, un pape italien qui comprenne l'esprit de son siècle et accorde au peuple les réformes dont il a besoin. »

Quand on vint proclamer du haut du balcon (17 juin) le nom du cardinal Mastai Ferretti, une immense acclamation de joie salua le nouvel élu. Quelques jours après, comme Pie IX prenait possession, selon le vieux cérémonial, de la vénérable basilique de Saint-Jean de Latran, une fête prodigieuse, saisissante, que les Romains improvisèrent eux-mêmes, témoigna que ce n'était pas seulement le couronnement d'un pape, mais un événement national, italien, que Rome enivrée célébrait.

Mastai Ferretti, après avoir voulu entrer dans les gardes nobles en 1815, s'était fait prêtre en 1818. Envoyé en mission en 1823 au Chili où il propagea la foi catholique, il fut chargé à son retour de la direction de l'hospice apostolique de Saint-Michel. Son zèle lui valut bientôt l'archevêché de Spolète en 1827, l'évêché d'Imola en 1832, le chapeau de cardinal en 1840. Il touchait, au moment où il fut élu pape, à sa cinquantième année. Ce qui l'avait distingué dans toutes ses fonctions, c'était surtout sa charité, sa douceur, sa raison éclairée. On pensait que le nouveau pape saurait abaisser ses regards vers la terre, et qu'il accommoderait ses devoirs religieux aux nécessités de son époque. « Ce serait élever la majesté papale au-dessus des intérêts des partis, disait le cardinal Altieri en le proposant au sacré collège, que de placer sur la chaire de Saint-Pierre un prélat dont la vie a été consacrée à la gloire de la religion et au soulagement de l'humanité. »

Pie IX parut de suite répondre aux espérances qu'il avait fait concevoir. Le 1^{er} juillet, il renvoya ses quatre mille Suisses, milice détestée des Romains et qui avait quelquefois mis de l'excès dans la répression. Le pasteur des âmes et le souverain de Rome ne voulait plus être gardé par des étrangers.

Le 15, il ordonna que les portes de toutes les prisons fus-

sent ouvertes, et envoya aux habitants de la Romagne la promesse formelle de prochaines améliorations administratives. Le 16, une illumination subite à Rome remercia et encouragea le pontife; et le lendemain un décret général d'amnistie rappela tous les exilés qui promettaient par écrit de ne point abuser du pardon. Le soir même, par une magnifique nuit d'été, le pape, arraché à ses fécondes veilles par la joie reconnaissante de tout le peuple romain, fut obligé de lui donner, aux flambeaux, une bénédiction qui ne fut jamais reçue avec autant de véritable émotion.

Ce n'était là que des dons de joyeux avènement. L'État romain appelait des mesures plus sérieuses, des réformes essentielles; « mais, comme l'écrivait Rossi, le sillon était ouvert. »

Pie IX, le 8 août, choisit pour secrétaire d'État le cardinal Gizzi, le représentant véritable des idées libérales, dans le sacré collège; et sur ses conseils, il changea les cardinaux des légations, diminua les dépenses de la cour, imposa le clergé et nomma une commission de jurisconsultes pour la réforme des lois civiles, criminelles et pénales des États romains. Il n'y avait plus à s'y méprendre, une ère nouvelle commençait pour l'Italie. La parole de vie était cette fois tombée du Vatican. Tous les esprits, tous les cœurs se tournèrent vers Pie IX. Le saint-siège était relevé de la condamnation portée contre lui par Cino Capponi; Pie IX semblait la réalisation vivante de la pensée de Gioberti; la religion rattachait au mouvement les masses d'ordinaire indifférentes ou hostiles, et la péninsule pouvait espérer de renaitre enfin.

Sous cette unanimité apparente imprimée un moment à tous les esprits, se cachaient cependant des désirs et des besoins de nature diverse. En premier lieu, ce que nul n'osait contester, même parmi les rétrogrades, c'était la nécessité de certaines réformes, d'améliorations administratives, judiciaires, matérielles, dont l'absence mettait l'Italie au-dessous de tous les peuples. Les souverains ne reculaient eux-mêmes devant ces réformes que par crainte d'être obligés de concéder davantage. Mais l'aristocratie, la haute bourgeoisie,

fort éclairées en Italie et pénétrées de sentiments libéraux, ne s'arrêtaient pas là : elles ne regardaient ces réformes que comme un acheminement vers des institutions politiques, constitutionnelles, qui leur donneraient la part légitime d'influence que méritaient leurs lumières et leurs richesses. Enfin, l'instinct national, quoique aveugle, des masses, voyait au bout du mouvement et comme dernier résultat, la lutte contre l'étranger, l'Autrichien, la conquête de l'indépendance ; et si celle-ci ne pouvait être atteinte que par le sacrifice des souverains et l'union de l'Italie entière en un seul État, on ne reculait pas, quelques têtes ardentes, au moins, devant cette dernière et suprême lutte ; loin de là, l'union de la péninsule, du sommet des Alpes au golfe de Tarente, apparaissait comme le but supérieur et suprême de tous les efforts, l'utopie désirable et réalisable peut-être, le vrai et définitif avenir de l'Italie.

Pie IX avait le cœur et la pensée assez hauts pour comprendre quelle conduite il fallait tenir au milieu de ces circonstances ; il pensait à réaliser progressivement chez lui et à séconder dans la péninsule, ce qui était dans la mesure du temps, et à ne pas se laisser entraîner au delà. « Il nous faut dix ans, disait-il, pour faire pénétrer l'esprit national et politique dans les masses. » Il y travailla, dès les premiers jours, avec son ministre Gizzi. Il demanda aux corps municipaux et ecclésiastiques les meilleurs moyens pour améliorer l'éducation populaire ; il institua des commissions chargées d'examiner l'état de toutes les branches de l'administration ; mais il prit soin d'éviter encore de toucher tout ce qui menait directement à la politique.

Le respect et les sympathies de l'opinion générale encourageaient l'œuvre de Pie IX. A son exemple, les autres souverains entrèrent dans la voie des réformes. Le roi Charles-Albert, à la fin de l'année 1846, établit dans les écoles de droit, des chaires publiques d'histoire de la jurisprudence, d'encyclopédie du droit, et de philosophie. L'administration impopulaire de M. de La Margherite fut obligée de faire quelques concessions. Le grand-duc de Toscane forma une commission pour la réorganisation de l'enseignement, et fonda

d'abord une école normale théorique et pratique. Le gouvernement de Parme laissa ses municipalités protester contre les jésuites. Le duc de Lucques supprima les établissements de jeu dans ses États; on put espérer quelque chose de l'avènement de François V à Modène.

Ceux qui désiraient pour l'Italie plus que des réformes, s'effacèrent d'abord devant Pie IX comme pour ne point le troubler. Dans la spéculative université de Pise (*Pisa cogitabunda*), tout imprégnée des doctrines de Gioberti, le politique Montanelli ne voulut point qu'on parlât encore de constitution; l'impulsion réformatrice étant partie de Rome, il désirait seulement qu'on adhérât au programme romain : « Mieux valait, dit-il, trois pas avec Rome que quatre sans elle. » A Turin, M. Balbo récusait ce qu'il appelait la politique des utopistes et des révolutionnaires, et M. Petitti fit savoir à la *Revue diplomatique*, qu'on ne songeait en Piémont qu'à rester dans la voie des sages progrès où le gouvernement venait d'entrer. De Londres, le chef de la *Jeune Italie* lui-même, Mazzini, écrivit au saint-père comme pour abdiquer entre ses mains. Dans son livre de *l'Italie dans ses rapports avec la liberté et la civilisation moderne*, il vit dans l'initiative du pape le commencement d'une ère nouvelle, et Ricciardi, un de ses adeptes, se montra de son avis dans ses *Conforti all' Italia*. En France, l'opposition constitutionnelle, par la voix de M. Thiers, encouragea le saint-père, et M. Guizot tenta seulement de modérer le mouvement pour l'assurer, on est en droit de le croire. L'ambassadeur anglais, lord Minto, se montra plus ardent, mais on se défiait de ses encouragements et de ses excitations.

Ce qui manqua à Pie IX, ce fut la promptitude de la résolution, et le secours d'hommes pratiques en état de réaliser les inspirations de son cœur. Il fallait, après avoir proclamé la déchéance de l'ancien système de gouvernement, réorganiser promptement le nouveau, et en faire sentir de suite les bienfaits pour être en droit de refuser des vœux encore prématurés. On avait mis à l'écart les instruments du despotisme, la justice arbitraire, l'armée suisse;

il était nécessaire de créer promptement les instruments d'un gouvernement libéral, de réorganiser les tribunaux, de lever une armée romaine et d'armer la garde nationale. Les menées de la faction rétrograde qui commençait à effrayer la conscience de Pie IX, les impatiences des masses dont les passions longtemps contenues fermentaient déjà, en faisaient un devoir impérieux. D'un côté, les hommes et les classes intéressés aux abus imploraient l'appui de l'Autriche; de l'autre, la haine de l'étranger renaissait plus vive. Le 5 décembre 1846, les Apennins furent éclairés par des feux nocturnes d'un bout à l'autre de l'Italie. Le vieux cri national, « hors les barbares, » *fuori i barbari*, était souvent affiché sur les murailles, ou poussé dans des réunions politiques.

Pie IX hésita, ou se heurta contre d'invincibles obstacles; il ne fit presque rien quand les jours étaient des années, et il laissa aux imaginations italiennes le temps de s'emporter. Il fallut quelques troubles à Bologne et à Ferrare au sujet de la rareté des grains pour le décider à organiser la garde nationale dans ces deux villes seulement. Inépuisable dans sa charité et ami des lumières, il secourut les populations pauvres de Rome, épuisées par un long hiver, et ordonna la restauration de l'université de Bologne. Le 23 décembre, dans son encyclique, la religion parla un langage dont la grave mansuétude et l'onctueuse douceur allaient droit au cœur des hommes du siècle; mais c'était vainement que chaque jour apportait au pape de nouveaux encouragements. Il ne pouvait sortir sans rencontrer une foule ivre de joie qui lui criait par soixante mille bouches : « Courage, saint-père; fiez-vous à votre peuple. » Pour la première fois, le successeur de l'apôtre recevait les compliments des représentants des républiques de l'Amérique et du sultan turc. Rien de décisif cependant ne se fit.

L'action politique du pape parut comme entravée, soit mauvaise volonté, soit impuissance, par de sourdes et inextricables difficultés. Les commissions nommées pour la réorganisation de l'armée, la création d'établissements agricoles, l'augmentation des écoles primaires, etc., au printemps

de 1847, n'avaient encore rien fait, si ce n'est une modification provisoire et tout à fait incomplète dans l'organisation des tribunaux. Le 19 avril 1847 seulement, c'est-à-dire après dix mois de règne, le pape annonça l'intention de choisir les plus notables habitants des provinces pour en former une *consulte* chargée de concourir avec lui à l'élaboration des lois de l'État. Le 15 mai, à grand'peine, il régla la liberté de la presse; le 31, il promit seulement la formation de la garde civique et l'établissement à Rome d'un sénat chargé de l'administration communale. On parlait d'une union douanière qui pouvait mener à une alliance politique entre le saint-siège, la Toscane et la Sardaigne; rien n'aboutit. Tout un ensemble d'intérêts, d'abus, de préjugés qui avaient pour eux la sanction du temps, toute une armée de fonctionnaires de tous degrés, qui combattaient pour leur position et que Pie IX n'avait pas le courage de frapper, défendirent le terrain pied à pied avec une redoutable persévérance.

On pouvait apercevoir déjà au milieu de 1847 les dangers de ces hésitations; l'ambassadeur français, M. Rossi, tout en ménageant l'Autriche, poussait le pape à déterminer nettement la portée de ses réformes, à les faire à temps, et non à se les laisser arracher, pour pouvoir ensuite, s'il le fallait, résister avec vigueur; à ce prix, il promit l'appui du gouvernement français. Un illustre théatin, le vénérable père Ventura, qui saisissait toutes les occasions de prêter au pape le secours de sa puissante parole, ne craignait pas de s'écrier: « Si l'Église ne marche pas avec les peuples, les peuples ne s'arrêteront pas, mais ils marcheront sans l'Église, hors de l'Église, contre l'Église. » Les manifestations devenues plus fréquentes par l'arrivée des exilés, et organisées d'ordinaire par un certain Cicervacchio, cocher et batelier, qui était devenu une sorte de personnage, prirent un nouveau caractère. Elles ne furent plus l'expression instantanée, vive et naturelle, de l'opinion publique. Enthousiastes et bruyantes quand le saint-père avait fait quelque chose, elles devinrent froides et presque menaçantes quand on le soupçonna de s'arrêter devant les résistances des rétrogrades. Ce ne fut

plus qu'un moyen de peser sur le saint-siège et de l'entraîner. Le *motu proprio* du 12 juillet contenait encore plus de promesses que de réalités, et exprimait la volonté du saint-père de garder intact le dépôt qui lui avait été confié; une manifestation de ce genre fut organisée le 15. Elle parut si dangereuse que le cardinal Gizzi, le lendemain, interdit le retour de ces *dimostrazioni in piazza*, qui menaçaient la sécurité publique et la liberté du saint-père; défense que la réalisation de quelqu'une des promesses si longtemps attendues eût avantageusement remplacée!

L'Autriche était menacée dans le Lombard-Vénitien par ce mouvement libéral; elle ne perdit pas de temps. Depuis le commencement de l'année, ses troupes avaient été augmentées, ses garnisons renforcées en Italie. Le 22 juin, elle adressa au pape une note assez sévère, pour l'engager à ne point favoriser un mouvement qu'il ne saurait plus ensuite arrêter. Moins d'un mois après, Cicervacchio découvrit une conspiration qui devait éclater le 15 juillet, au moment où la foule se rassemblerait pour voir le feu d'artifice sur la place du Peuple. On en accusait un certain colonel Freddi, tristement célèbre dans la Romagne, et jusqu'au cardinal Lambruschini et au directeur de la police, Grassellini, qui passaient pour les chefs du parti rétrograde.

La garde nationale, dont l'organisation avait été décrétée, mais non effectuée, dès le 5, se forma d'elle-même; tous les gens modérés s'armèrent, descendirent dans la rue sous la conduite des Rospigliosi, des Borghese et des Aldobrandini. Ils arrêtèrent une collision qui aurait pu être sanglante, entre les exaltés et leurs adversaires. Le cardinal Gizzi, qu'on accusait d'irrésolution, donna sa démission; Ferretti, cardinal plus résolu, entièrement dévoué au pape et aimé des libéraux, lui succéda. Mais le lendemain 16, on apprit que, par une fâcheuse coïncidence, les Autrichiens avaient augmenté de douze cents hommes leur garnison à Ferrare; et quelques jours après, la nouvelle se répandit que, non contents d'occuper le château, ils avaient brutalement saisi les portes de la ville, occupées par la garde civique.

Le cardinal Ferretti protesta énergiquement, et fut appuyé par le roi de Sardaigne et le grand-duc de Toscane. La question n'était plus seulement administrative et pontificale, elle était politique et italienne; le mouvement fut singulièrement accéléré par cet acte de l'Autriche. Grâce aux discours, aux menées des exilés, on commença à accuser non la volonté, mais la faiblesse de Pie IX; on se persuada que l'acquisition de constitutions libérales serait le plus sûr moyen d'obtenir et de garantir les améliorations et les réformes; on crut entrevoir déjà que la liberté ne pourrait être assurée qu'en conquérant préalablement l'indépendance, et on s'y prépara. La révolution entra dans sa seconde phase; elle devint constitutionnelle et nationale. Aux cris de : vive Pie IX, vivent les réformes, furent substitués ceux de : vivent les constitutions, vive l'indépendance. La question d'Italie devint la première des cabinets de l'Europe.

Le gouvernement français, favorable au libéralisme italien, mais fort intéressé à ménager l'Autriche, prit à tâche de calmer l'effervescence, et d'éviter une collision. Il aimait mieux mécontenter au besoin les Italiens que les exalter outre mesure; et il s'y résignait. Il blâma, dans les expressions surtout, l'énergie de la protestation de Ferretti et du pape, mais il obtint le retrait des troupes autrichiennes. Il promit son appui aux réformes administratives de Pie IX, mais il déclara l'octroi de constitutions inconciliable avec la situation générale de la péninsule. L'ambassadeur d'Angleterre, lord Minto, au contraire, heureux de pouvoir prendre en Italie l'influence de la France, appuya résolument partout les constitutionnels, les révolutionnaires même, et tous se tournèrent avec espoir vers le cabinet de Saint-James, comme leur seul espoir et leur véritable appui.

Depuis le mouvement des Autrichiens sur Ferrare, on ne pouvait plus parler aux Italiens de modération. « Père Ventura, dit Pie IX, découragé lui-même en voyant sa protestation blâmée, la France nous abandonne; nous sommes seuls! — Dieu nous reste, répondit celui-ci, marchons. » De ce jour, la péninsule se précipita en avant. Le nouveau cardinal-ministre Ferretti, était plein de confiance. « Nous mon-

trérons à l'Europe, disait-il, que nous savons nous suffire à nous-mêmes. » Il organisa la garde nationale, par les soins de son honorable commandant le prince Rospigliosi, et prépara une loi pour la conscription ; chaque jour, de braves officiers, vieux soldats de l'empire, consacrerent quelques heures à l'instruction des conscrits, milice nouvelle, destinée à être plus tard la véritable protectrice de l'ordre public dans les États romains. Le cardinal organisa en même temps le conseil et le sénat municipal de Rome, et s'occupa de poser les bases et de déterminer les attributions de la *consulte d'État* qu'il devait bientôt convoquer.

La Toscane et la Sardaigne avaient marché derrière le saint-siège ; elles le devancèrent maintenant.

Déjà à l'exemple du pape, Léopold II avait, le 6 mai, autorisé sous de certaines conditions la critique des actes du gouvernement. Les manifestations commencées sur le modèle de Rome devinrent si fréquentes, que le grand-duc fut obligé de concéder davantage. En septembre, pour satisfaire aux demandes des nouveaux journaux, l'*Alba*, la *Patria*, le *Livournais*, et arrêter les manifestations populaires, il accepta le programme d'un nouveau ministère, qui portait l'organisation d'une garde civique, l'augmentation de l'armée, l'établissement de conseils provinciaux électifs, et la création d'une représentation nationale centrale.

L'entrée au ministère de M. le comte Serristori, connu à Livourne pour l'usage charitable qu'il faisait de sa fortune, et de M. le marquis de Ridolfi, écrivain libéral et précepteur du jeune duc, assuraient l'exécution de ce programme. L'organisation de la garde nationale sur une large base et l'abolition de la présidence du *buon governo*, administration qui confondait la justice avec la police, en furent les premiers gages.

Depuis plusieurs mois, Charles-Albert semblait arrêté dans la voie des réformes. Froid et grave, il se soustrayait aux manifestations qu'on essayait pour l'encourager, et se contentait de faire à l'Autriche une assez aigre guerre de tarifs. L'affaire de Ferrare le réveilla. L'idée de l'indépendance italienne, d'un royaume italien à fonder peut-être, trouva

écho dans son cœur, aussi bien que dans celui du dernier des Piémontais, ennemis séculaires de l'Autriche. Le 30 septembre, par plusieurs ordonnances détaillées, l'administration des provinces fut confiée à des conseils généraux, la police réunie et subordonnée au ministère de l'intérieur, les finances séparées de l'administration, la censure adoucie, une banque fondée à Turin, et l'instruction publique en partie enlevée aux jésuites, que Gioberti n'avait pas craint d'appeler les *fils dégénérés de Loyola*. On répéta dans toute l'Italie quelques expressions énergiques qui auraient échappé à Charles-Albert contre l'Autriche; lui-même ne se déroba plus aux manifestations qui l'accueillirent à Turin, à Nice, à Gènes, au mois d'octobre. « Mes peuples, mes frères, » dit-il aux Génois qui lui demandaient l'amnistie, « ce que vous demandez sera fait, vous serez contents.... Je vous accorderai tout ce qui pourra vous rendre heureux ! »

Enfin le 3 novembre, la base de l'union des trois puissances libérales fut posée. Les ambassadeurs du saint-siège, de la Toscane et de la Sardaigne, signèrent à Turin les conditions équitables d'une alliance intime, qui avait pour but de développer l'industrie italienne et le bien-être des populations; ils invitèrent le roi des Deux-Siciles et le duc de Modène, à prendre place dans ce faisceau industriel des puissances italiennes et à les suivre dans la voie du progrès général. C'était évidemment le point de départ d'une union politique bien plus importante; les populations le sentirent avec joie; et un des hommes les plus éclairés et les plus modérés de l'Italie, détermina parfaitement le sens de tous ces efforts. Dans son *Programma per l'opinione nazionale*, M. d'Azeglio posa comme le premier devoir des Italiens de se régénérer, de réformer leurs institutions dans le lambeau de la péninsule qui leur était laissé, et de se rendre eux-mêmes dignes d'un regard de la Providence; il ne cacha point que l'indépendance de l'Italie était le but suprême du parti libéral, et que celui-ci attendait le moment avec calme et résolution. Mais il ne voulait point cueillir le fruit avant sa maturité. Il sentait que les Italiens avaient besoin avant tout que des institutions fortes et sagement mesurées leur

fissent le tempérament et les mœurs publiques qui leur manquaient.

La mort de Marie-Louise duchesse de Parme (fin novembre), vint raviver justement cette question, la dernière à laquelle il fallait penser. D'après les traités de 1815, le duc de Lucques devait hériter de ce duché, mais à la condition de ne conserver de son patrimoine précédent que Pontremoli, et de laisser Lucques à la Toscane, et Fivizzano à Modène. Le seul souvenir des traités de 1815 était fait alors pour irriter la fibre nationale. Les habitants de Fivizzano et de Pontremoli déclarèrent qu'ils préféreraient se rattacher comme Lucques à la Toscane ; les journaux de Rome, de Turin, de la Toscane surtout épousèrent leurs désirs. Mais les Autrichiens entrèrent à Parme et à Modène, pour réprimer les habitants des deux duchés qui se soulevaient aussi, et opérer la saisie de Pontremoli et de Fivizzano. Il fallut laisser s'accomplir encore une des conséquences des traités détestés. Il en resta dans les masses une irritation profonde contre l'Autriche et même contre les souverains de l'Italie. Les exaltés crurent pouvoir, bien qu'à tort, reprocher à ceux-ci leur faiblesse ; les radicaux commencèrent à répandre qu'on n'arriverait à rien avec tous ces attermoiemens ; ils semèrent la défiance et la suspicion même contre les princes réformateurs. Le comité des émigrés de la *Jeune Italie*, siégeant à Londres, renoua le fil des conspirations un instant détendu dans les différents centres de l'Italie ; il prêcha de nouveau les soulèvements comme le seul moyen de précipiter l'octroi des constitutions, et la grande crise, d'où devaient, croyaient-ils, sortir la liberté et l'indépendance de l'Italie.

Ferdinand II ; les constitutions (oct. 1847, 18 mars 1848).

La révolution commença. L'étincelle partit comme de coutume aux pieds du Vésuve et de l'Etna, dans les États du souverain qui s'était le plus décidément prononcé contre les concessions. Déjà les 1^{er} et 2 septembre, sur un signal donné de Naples, Reggio et Messine avaient pris les armes. Ce mouvement prématuré ne réussit point. Reggio fut bom-

bardée, Messine réprimée; vingt-cinq prisonniers furent fusillés, et l'université de Naples fermée. Mais depuis, les manifestations se succédèrent avec un caractère tous les jours plus hostile, à Livourne, à Florence et à Rome même.

Le mouvement atteignit enfin les provinces soumises à l'Autriche. Il s'y prononça d'abord par une opposition légale et de sourdes conspirations. Dans les deux assemblées centrales de Milan et de Venise, deux députés, Nazzari et Manin, présentèrent des pétitions pour l'exécution loyale de la *patente autrichienne* de 1815; quelques hauts personnages tournèrent comme en 1821 leurs regards vers le roi de Sardaigne, Charles-Albert. Les officiers autrichiens virent le vide se faire autour d'eux dans les salons, les soldats furent hués dans les rues; on saisit quelques occasions de montrer les drapeaux de la ligue lombarde; en attendant le moment de se mesurer avec l'armée de l'Autriche, on attaqua sa régie en s'imposant des privations volontaires. Là, comme partout, cependant, on ne songeait généralement qu'à des institutions libérales.

Tout dépendait encore de celui qui avait réveillé l'Italie. Pie IX avait passé de l'hésitation à la crainte. La péninsule marchait aux constitutions; il recula aux réformes. Le jour où il ouvrit (fin novembre 1847) la consulte si longtemps annoncée, il eut soin d'établir que les décisions de cette assemblée ne pouvaient être que des avis soumis au ministre et au sacré collège; et il lui donna pour président le cardinal Antonelli. Dès les premiers jours, malgré les efforts de l'ambassadeur français, Rossi, il y eut conflit entre l'assemblée et le pouvoir sacerdotal, peu accoutumé à rencontrer en face de lui l'examen et la délibération. Pendant les quelques mois que siégèrent la consulte et le sénat romain, avec son président Corsini, ils ne parvinrent pas à faire adopter un seul de leurs projets; et les ministres laïques que le pape admit dans son conseil, dès le 18 décembre, n'eurent guère plus d'influence.

Effrayé des proportions que prenait le mouvement qu'il n'avait pas su guider; découragé par l'accord de l'Autriche et de la France qui voulaient le maintien des traités de 1815,

bien qu'elles ne fussent pas aussi unanimes sur les concessions à faire au parti libéral, Pie IX retomba tout à fait dans la dépendance du parti grégorien. Ce fut une fatale victoire remportée sur l'âme généreuse du pontife. Le parti libéral et modéré à Rome, ne se sentant plus secondé, abandonna la partie. Il accusa l'entêtement sacerdotal, il se tint à l'écart et se résigna au besoin à une catastrophe dont il ne serait pas le plus à plaindre. Les chefs des radicaux, révolutionnaires ardents et résolus, prirent la place désertée par le pape et les libéraux, et les masses les suivirent avec l'empressement qu'elles avaient d'abord témoigné au chef de l'Église et aux constitutionnels. Le premier divorce entre les princes et les peuples eut lieu là où l'union avait paru d'abord consacrée par la religion même.

Au commencement de l'année 1848, la péninsule était comme un terrain mouvant, secoué par une lave intérieure qui cherche à faire éruption. Le gouvernement autrichien augmentait ses bataillons dans la Lombardie pour être en mesure d'agir au premier prétexte; le roi Charles-Albert appelait dix mille hommes de réserve sous les drapeaux. Le cabinet français formait un corps expéditionnaire aux environs de Toulon et de Marseille, pour ne pas laisser tout faire à l'Autriche, et garantir l'influence et les principes français en Italie; des vaisseaux anglais croisaient en vue de la Sicile. L'ambassadeur français, M. Bresson, parcourait l'Italie pour tout calmer; lord Minto, au contraire, pour tout encourager. Le 3 janvier, déjà les dragons autrichiens s'abritaient des groupes formés dans les rues de Milan. Quelques jours après, à Venise, au milieu d'une collision entre les soldats et le peuple, Manin et Tommaseo étaient arrêtés par la police autrichienne. Le 12, une révolte sérieuse éclata à Palerme.

Les désordres engendrés par la négligence coupable du pouvoir, et les symptômes d'agitation étaient tels, que le roi Ferdinand II avait promis pour le 12 janvier l'arrivée d'un nouveau lieutenant général, le duc de Serra Capriola, chargé de faire les réformes nécessaires. Le 12, personne n'avait paru. Les libéraux crurent qu'on s'était joué de leur bonne foi; ex-

cités d'ailleurs par des agents anglais qui ravivaient le souvenir de la constitution de 1812, ils se mirent à la tête du peuple; et, aux cris de : Pie IX, la ligue italienne et sainte Rosalie, patronne de Palerme, ils livrèrent bataille aux troupes et les resserrèrent dans les forteresses et dans le château royal. Le cabinet napolitain, enchanté de trouver cette occasion de sévir, envoya le général Sauguet avec dix vaisseaux de guerre et six mille hommes; mais ces nouvelles troupes furent vigoureusement repoussées les 15, 16, et l'insurrection se propagea bientôt dans toute l'île. Le 18, elle était de l'autre côté du détroit; dix mille hommes se rassemblèrent pour marcher sur Naples, criant comme en 1821 : « Constitution, constitution ! »

Le roi, effrayé cette fois, renvoya son ministre de la police del Carretto, nomma un nouveau lieutenant général en Sicile et publia une amnistie; mais cela ne suffit plus. Le général Sauguet fut forcé d'évacuer Palerme après une lutte opiniâtre; le 26, il n'y eut plus au pouvoir des troupes de Ferdinand dans toute l'île, que le château de Messine; et le 27, à Naples, vingt mille hommes descendirent dans les rues, bannières déployées, et firent retentir la longue rue de Tolède, du palais à la place du Marché, des cris de « Vive la constitution ! » Le général Statella, lui-même, conseilla au roi de céder; le lendemain 28, un nouveau ministère composé de Serra Capriola, longtemps ambassadeur à la cour de France; Buonomi, prince de Torella, et Bozzelli, écrivain et juriste distingué, entra en fonctions; et le 29, la constitution fut définitivement promise et les bases du gouvernement représentatif assurées. Avec un peu de vigueur, le roi aurait peut-être maîtrisé le mouvement; quelques-uns ont pensé qu'il avait voulu jeter l'idée constitutionnelle comme un brandon de discorde dans les États des princes qui avaient voulu l'entraîner à des concessions. *M' hanno spinto*, aurait-il dit, *io li spingerò*.

L'effet de ces nouvelles arrivant coup sur coup dans toutes les villes de la péninsule fut prodigieux. Le roi, qui passait pour le plus absolu avait, bon gré, mal gré, laissé loin derrière lui tous les autres princes; les journaux, les clubs de-

vinrent plus ardents que jamais en Toscane, à Rome et à Turin. Quand la constitution napolitaine parut le 11 février, modelée sur la charte française de 1830, il n'y eut plus guère moyen de résister. Le duc de Toscane en octroya une semblable le 15, par crainte des mouvements tumultueux de Livourne. Le pape ne sachant si le gouvernement parlementaire était compatible avec sa double position de pontife et de prince, recula plus effrayé que jamais entre les bras des rétrogrades ; mais Charles-Albert se prépara à imiter les souverains de Naples et de Toscane. Prince tout militaire, aimant mieux avoir à combattre les Autrichiens qu'une opposition de tribune, il eût été plus disposé à satisfaire le sentiment national, à tenter de donner l'indépendance à l'Italie que des libertés constitutionnelles à son peuple ; cependant il céda à l'entraînement général.

Le Lombard-Vénitien frémissait maintenant sous le joug en voyant dans toute la péninsule les conquêtes de la liberté ! Le maréchal Radetzki, commandant des forces militaires autrichiennes à Milan, en appela aux mesures extrêmes de compression. Le *jugement stataire* en vertu duquel on pouvait être jugé et pendu en deux heures fut inauguré le mardi gras, au commencement de ce long carnaval ambrosien qui amène ordinairement tant d'étrangers à Milan. La fête fut morne, malgré les efforts de M. de Fiquelmont. « Soldats, » dit Radetzki en annonçant à ses troupes la ferme volonté de l'empereur de défendre le Lombard-Vénitien, « que les insensés ne vous forcent point à déployer le drapeau de l'aigle à deux têtes ; contre votre fidélité et votre valeur, les coupables efforts du fanatisme et de la rébellion se briseront comme le verre fragile contre le roc. » M. d'Azeglio répondit à ces paroles, dans ses *Lutti di Lombardia*. « L'affranchissement de l'Italie, dit-il, dépend d'accidents extérieurs que l'esprit ne peut prévoir, mais que notre cœur pressent. Portons nos regards sur l'État même de la chrétienté et nous demeurerons convaincus que Dieu a fixé l'heure à laquelle doivent crouler de grandes iniquités. » Le jour même où ces paroles étaient publiées en Italie, le 24 février, s'écroulait en France un trône, à l'existence duquel se ratta-

chait l'équilibre européen, pour faire place à la république. L'heure, en effet, parut sonner.

Ce fut en Italie comme un vent impétueux tombant sur un brasier. Les impatients, les exaltés poussèrent un immense cri de joie. Les modérés accueillirent la nouvelle avec plus d'inquiétude que d'espérance. « Vous nous menez ventre à terre, écrivit M. d'Azeglio; nous ferons en sorte de n'être point désarçonnés. » Ils ne croyaient point encore l'Italie prête; ils se jetèrent cependant à la suite des événements. Il ne s'agissait non plus pour les princes de marchander les concessions. Les radicaux étaient forts de l'exemple de la France. Celle-ci était passée du gouvernement constitutionnel à la république; c'était le moins que l'Italie fit un pas à sa suite, et entrât dans le gouvernement constitutionnel. Charles-Albert le comprit; il promulgua le 4 mars sa constitution déjà préparée et prit un nouveau ministère à la tête duquel se trouvait le comte César Balbo. Le roi de Naples, quelques jours après, consentit à une concession nouvelle; il s'engagea à nommer les pairs sur une liste de trois candidats élus. Enfin, Pie IX poussé par les événements et par Rossi, devenu d'ambassadeur français, conseiller du pontife, revint à ses premiers projets et promulgua aussi le 15 mars une constitution appropriée à la situation particulière des États romains. Toute la péninsule indépendante était constitutionnelle.

Ces constitutions modérées étaient viables, quoique un peu hâtivement élaborées. Celle même de Rome, bien qu'entravée par le pouvoir politique du collège des cardinaux érigé en sénat en face des deux autres assemblées ordinaires, pouvait peut-être aussi fonctionner avec de la bonne volonté et quelques améliorations. Le manifeste du gouvernement provisoire de la république française écrit par Lamartine, garantissait ces précieuses conquêtes, mais rien de plus. « Si les États indépendants de la péninsule, disait-il, étaient envahis; si l'on imposait des limites ou des obstacles à leurs transformations intérieures; si on leur contestait à main armée le droit de s'allier entre eux pour consolider la patrie italienne, la république française se croirait

elle-même en droit d'armer pour protéger ces mouvements légitimes de croissance et de nationalité des peuples. » Mais la liberté des États indépendants ainsi garantie, la question du Lombard-Vénitien était réservée. « Les traités de 1815, disait encore le manifeste, n'existent plus en droit; toutefois les circonscriptions territoriales de ces traités sont un fait que la république admet comme base et comme point de départ dans ses rapports avec les autres nations. »

Insurrection à Milan (17-23 mars).

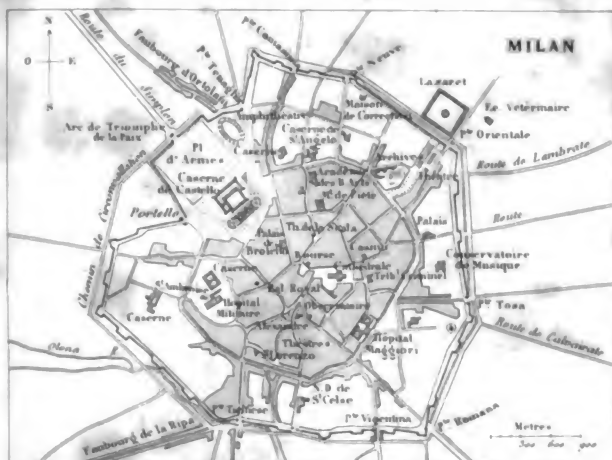
Cette question n'était autre que celle de l'indépendance italienne, elle se posa d'elle-même le 18 mars à Milan. C'était bientôt; la liberté n'était pas fondée encore. Déjà le 17, la nouvelle de la révolution de Vienne et la chute de Metternich, avaient exalté tous les esprits. Le vice-roi effrayé partit précipitamment pour Vérone. Le lendemain matin, le gouverneur, comte O'Donnell, fit afficher que l'empereur convoquait l'assemblée centrale du royaume Lombard-Vénitien pour le 3 du mois de juillet prochain. Cette proclamation ne parut qu'une dérision ou un leurre; les Milanais se répandirent en foule par les rues, sur la place du Dôme et sur celle des Marchands. Le podestat, comte Casati, vint pour calmer l'émotion; on le porta vers le palais du gouverneur qui fut envahi, et le comte O'Donnell au pouvoir des Milanais fut obligé de décréter l'armement de la milice. Ce fut le premier acte d'hostilité.

Le soir, Radetzki se retira au château, bâtiment massif, centre de l'ancienne forteresse, et se contenta d'occuper militairement les bastions, la place du Dôme et celle des Marchands, le Palais royal, la Police, l'Hôtel de ville, le Commandement, ainsi que les principales rues qui aboutissent à ces points principaux. Son but était de cerner et de diviser l'émeute. Ce fut une nuit solennelle, la pluie tombait par torrents. Le peuple milanais s'arma, éleva silencieusement ses barricades, et entassa les projectiles sur les toits des maisons. Le podestat Casati, partisan secret de Charles-Albert, était à sa maison de la Taverna, avec quelques nobles, quelques écrivains et des jeunes gens pleins d'ardeur; il hé-

sitait, mais Cernuschi, Cattaneo, Terzaghi, formés déjà en comité de guerre, organisèrent la résistance. Le 19 au matin Radetzki fit une sommation, et menaça la ville du bombardement et du sac ; on lui répondit en se jetant dans les rues au son du tocsin et aux cris de : vive Pie IX ; le combat commença. Le premier jour les Milanais ne cherchèrent qu'à couper les communications de l'armée ; l'affaire la plus rude eut lieu sur la place de la Cathédrale, d'où un corps de Tyroliens embusqué dans les galeries faisait un feu plongeant et meurtrier. Les Milanais n'avaient pas encore beaucoup d'armes et manquaient de munition.

Le 20 la lutte se caractérisa. Radetzki eut beaucoup de peine à garder ses communications, à faire passer des munitions et des vivres aux corps engagés dans l'intérieur de la ville ; il lui fallait faire enlever chaque barricade sous un feu meurtrier parti de toutes les fenêtres, et sous une grêle de projectiles lancés du haut des maisons. Il fut obligé d'abandonner successivement la Cathédrale et la Police ; un parlementaire vint de sa part proposer le soir un armistice de quinze jours ; il n'avait point ce qu'il fallait pour un bombardement. Casati et les collaborateurs qu'il s'était adjoints penchaient à accepter ; le comité de guerre et les combattants refusèrent.

Le 21, Radetzki perdit ou abandonna tous les points qu'il occupait dans l'intérieur ; on commença à attaquer les bastions et les portes, entre autres la porta Ticinese, et la porta Tosa pour ouvrir les communications avec le dehors. Tous les citoyens de vingt à soixante ans vinrent s'inscrire sur les listes paroissiales ; on lança des ballons dans la campagne pour requérir du secours ; un armistice de trois jours, proposé par les consuls étrangers, fut encore repoussé. Enfin un envoyé de Charles-Albert vint offrir les secours de son maître. Casati voulait qu'on s'engageât immédiatement pour la réunion du Lombard-Vénitien ; le comité de guerre qui comptait quelques républicains ne promit que sa reconnaissance et attendit d'abord l'initiative de Charles-Albert. Casati et les albertistes, Borromeo, Porro, Durini s'érigèrent néanmoins en gouvernement provisoire, commencèrent à se



saisir de l'administration, des finances, et annoncèrent la réunion d'un congrès pour prononcer sur les destinées du pays.

Le 22, Radetzki se vit menacé à la fois par la ville et la campagne. L'hôtel du Commandement, la porta Tosa, un bastion tombèrent au pouvoir des Milanais. Les insurgés de Como, de la Suisse italienne, de Monza, commencèrent à combiner avec le peuple de Milan l'attaque des bastions. Si Charles-Albert se décidait tout à coup à passer le Tessin, l'armée autrichienne était perdue. Le soir, Radetzki entretenait un feu continu et nourri de ses canons et de ses bombes du haut des bastions, et peu à peu fit filer ses troupes par les allées des remparts, et les concentra au château. Là, il alluma un grand feu de paille, de foin, de chariots et de bagages; et à la lueur d'une colonne de flamme qui éclairait toute la ville, les Milanais virent le maréchal abandonner le château et battre en retraite, avec les familles des officiers, les employés, les otages, et plusieurs régiments italiens obligés sous peine de mort de suivre le reste. Milan était libre; mais l'armée autrichienne sauvée.

Le même jour, 22, le gouverneur militaire Zichy abandonnait Venise. Depuis que le peuple avait délivré Manin le 17, il y avait chaque jour collision avec les troupes; le matin du 22 l'arsenal avait été pris. Zichy, n'ayant pas assez de monde pour résister, abandonna la place par convention. Tandis qu'on installait un gouvernement provisoire favorable à Charles-Albert, Manin poussa sur la place Saint-Marc le cri de : Vive la république vénitienne!

« C'est maintenant ou jamais, » s'écria Salvagnoli, le rédacteur de *la Patrie* à Florence, en apprenant la victoire de Milan; et il ne fut que l'écho de tout le peuple italien. Rien n'était alors plus naturel que ce cri. L'Europe était ébranlée jusque dans ses fondements; les deux grandes monarchies d'Allemagne, l'Autriche et la Prusse, battues par les émeutes de Vienne et de Berlin, étaient menacées de la même chute que la royauté française. Les nationalités paraissaient à refaire aussi bien que les gouvernements. On pensait pouvoir compter sur le concours et la protection de Pie IX, que les

imaginations enthousiastes se représentaient comme un Alexandre III. Toutes les populations dans les villes s'armèrent, à Florence, à Bologne, à Gènes, à Modène et à Parme en dépit des ducs bientôt obligés de partir, à Naples et en Sicile même, pour voler au secours des Lombards; sans les attendre, les villes de Brescia, Bergame, Vicence, Trévise, Padoue, se soulevèrent contre les Autrichiens assaillis de tous côtés. La croix du saint-père était l'égide de cette sainte guerre de l'indépendance; il ne s'agissait plus que de trouver une épée pour conduire à la victoire tous ces dévouements. Le 23 au soir, jour où il reçut la nouvelle de la délivrance de Milan, Charles-Albert se décida à jeter la sienne dans la balance, et le lendemain matin ses premiers bataillons passèrent le Tessin.

Guerre d'indépendance; Charles-Albert; réaction napolitaine du 15 mai; bataille de Custozza (25 mars-8 août).

C'était un peu tard; deux jours plus tôt, la guerre eût peut-être été terminée d'un coup. Surpris par une armée régulière, il eût été difficile à Radetzki d'opérer sa retraite promptement et en bon ordre à travers un pays soulevé dont les bandes de volontaires commençaient déjà à détruire les ponts et à ouvrir les canaux. Grâce à ces deux jours de retard, Radetzki, après un engagement sans importance à Margnan contre quelques bandes de volontaires, put traverser l'Adda en bon ordre.

Dans un moment où l'audace était encore de mise, Théodore Lecchi, nommé général des troupes lombardes à Milan par le gouvernement provisoire, proposa au roi arrivé le 26, de ressaisir l'occasion perdue. Il s'agissait de descendre le Pô, sur des pyroscaphes avec une colonne de l'armée sarde pour s'emparer de Mantoue ou au moins couper la retraite à Radetzki, et d'envoyer quelques régiments au secours des volontaires partis déjà pour le Tyrol italien, tandis que le gros de l'armée descendrait le Pô en ligne directe. Le roi Charles-Albert, militaire savant, ne voulut point s'écarter des règles de la stratégie classique; et Radetzki, suivi seulement par quelques bandes mobiles, rallia les garnisons de Bres-

cia et de Bergame, passa l'Oglio, la Chiese, le lac de Garde et prit position le 30 dans le redoutable quadrilatère formé par les forteresses de Peschiera, de Vérone, de Mantoue et de Legnano, qui est la clef stratégique de la haute Italie. Il ne pouvait plus être question d'un coup de main ; Radetzki était là avec le gros de son armée, à portée de concentrer le reste dispersé à Modène, Reggio, Vicence, Trévise, et de recevoir même des secours de l'Autriche. Il fallait maintenant une guerre en règle.

En face de cette nécessité, ce n'était pas trop que l'Italie tout entière, princes et peuples, se levât comme un seul homme. Mais les souverains n'étaient point complètement d'accord avec leurs peuples, et moins encore entre eux. Charles-Albert qui venait au secours du Lombard-Vénitien n'était pas sûr de ces populations qui hésitaient aussi à se donner à lui. Il avait vu avec déplaisir la république proclamée à Venise par Manin, bien que, d'après la déclaration même du gouvernement provisoire, il n'y eût rien là de définitif. Dès l'arrivée de Charles-Albert à Milan, il s'éleva quelques dissentiments : les Lombards virent avec jalousie un Piémontais, Sobrero, mis au ministère de la guerre ; le roi eut de la peine à laisser porter à l'armée lombarde l'uniforme vert aux couleurs de l'Italie. Les Lombards dans leur enthousiasme avaient déjà fixé aux hauts sommets du Brenner la limite de l'Italie ; Charles-Albert, plus prudent, était encore fidèle à la devise de sa famille : descendre le cours des siècles et celui du Pô. Satisfait de la ligne du Mincio, du lac de Garde, et des collines du Stelvio, il ne voulait point mettre contre lui la confédération germanique en envahissant le Tyrol, et ne secourait la Vénétie, qui paraissait républicaine, que dans la mesure de ses intérêts. Sa diplomatie n'allait point à l'enthousiasme lombard.

Les autres souverains avaient peu d'avantages matériels, positifs à retirer de la guerre ; ils partageaient bien moins encore l'entraînement de leurs peuples. Si Charles-Albert après une guerre heureuse fondait au nord un puissant royaume, qui unirait à Milan, par les deux villes de Gènes et de Venise les deux mers Adriatique et Toscane, ne pèse-

rait-il pas sur eux comme l'Autriche même ? Rossi disait en vain : « Le mouvement national et guerrier qui emporte l'Italie est une épée ; ou Pie IX prendra résolument cette épée en main, ou la révolution la tournera contre lui. » Pie IX hésitait ; les événements français l'avaient tout à coup posé en précurseur, presque en complice d'une révolution non pas seulement italienne, mais européenne. Devait-il pousser à l'ébranlement général, lui qu'on regardait comme la clef de voûte de l'ordre ? comme père des fidèles pouvait-il patroner la guerre même de l'indépendance ? comme souverain, était-il enfin de son intérêt de favoriser la formation d'un royaume du nord, contre lequel d'anciens papes avaient lutté ? Il laissa mais sans se déclarer, les volontaires se réunir, s'armer sous le commandement de Durando qu'avait désigné Charles-Albert. Le grand-duc de Toscane, prince autrichien, peu disposé à porter les armes contre sa maison, voyait avec crainte le roi de Sardaigne agir déjà en dessous main à Parme et à Modène pour remplacer les souverains de ces pays. Ce fut avec peine qu'il détacha quelques régiments de sa petite armée et les envoya sur le Pô avec les volontaires, sous le commandement d'abord de Ferrari et ensuite de Laugier.

Le roi de Naples était le plus mal disposé pour la guerre d'indépendance : l'arrivée à Naples, le 29 mars, du vétéran du libéralisme italien, Pepe, avait excité une effervescence qui le dominait ; mais au fond, il était très-hostile. C'était avec regret que le 3 avril, il accordait à la future assemblée le droit de modifier la constitution, et donnait le suffrage universel. Avec plus de peine encore il voyait la Sicile, pleine des souvenirs de 1812, réunir (15 mars) un parlement national qui allait bientôt prononcer sa déchéance. Ferdinand II n'ignorait pas que la main de l'Angleterre était dans ce soulèvement et qu'il était question même, de faire passer l'île au duc de Gènes, un des fils de Charles-Albert. Comment pouvait-il favoriser de gaieté de cœur l'agrandissement de celui qui le menaçait au midi ? A Naples, même, les libéraux parlaient de le déposer en faveur de son fils ; quelques républicains trouvaient plus court encore de

le chasser. Tout en autorisant bientôt la formation d'une armée d'expédition pour la guerre d'indépendance sous le commandement de Pepe, le roi Ferdinand guetta la première occasion de trahir ou de combattre la liberté de son peuple et l'indépendance de la péninsule.

L'Italie ne pouvait pas beaucoup plus compter sur l'appui énergique et désintéressé des deux seules puissances qui fussent satisfaites de sa levée de boucliers. L'Angleterre poursuivait avant tout ses desseins sur la Sicile ; disposée à la donner au prince de Gènes à de bonnes conditions, elle ne voulait pas du tout voir le père de celui-ci, Charles-Albert, réunir dans la Méditerranée Gènes et Venise. La France républicaine, d'abord fort embarrassée chez elle, eût appuyé volontiers la guerre d'indépendance, mais beaucoup moins l'ambition de Charles-Albert. Le *gouvernement provisoire* commença à réunir un corps d'observation vers les Alpes ; il prévint les puissances italiennes qu'il interviendrait au premier appel. Mais quelques émigrés ou républicains seuls désiraient, et même peu vivement, dans leurs affaires, l'intervention française ; Charles-Albert la repoussa nettement ; roi, il ne voulait point de l'appui d'une république. L'enthousiasme général d'ailleurs, et un instinct trop développé par l'expérience, n'admettaient point dans une guerre contre l'étranger les secours de l'étranger. C'était tout au plus un dernier recours dont on ne voulait point se priver en cas de défaite. En attendant, le patriotisme avait ses illusions pardonnables, mais dangereuses. On répéta après Charles-Albert, *Italia farà da sè*, « l'Italie fera par elle-même. » On alla même plus loin ; l'Italie, s'écrièrent sur tous les tons ses propres journaux, « l'Italie n'a besoin de personne. Cette fois, elle ne demandera rien aux autres, elle donnera même beaucoup à tous. »

Les opérations de la guerre commencèrent réellement le 6 avril. Charles-Albert à la tête de cinquante mille hommes donna l'ordre de marcher sur le Mincio ; Durando déclara ses drapeaux bénis par le nouvel Alexandre III, et concentra son armée à Bologne. Radetzki avait rallié toutes ses troupes, au nombre de cinquante mille hommes, près de Vérone, et

envoyé un renfort à Trente pour maintenir ses communications par le Tyrol avec l'Autriche; il était dans une position admirable pour la résistance, mais non sans quelque danger. Zucchi, général en chef nommé par les Vénitiens, commençait à couper sa retraite sur la Piave, en occupant Vicence, Trévisé, Padoue, etc.; Durando commençait sa marche vers le Pô; les volontaires lombards traversaient le lac de Garde et le Tonnal sous le commandement d'Allemandi pour se jeter dans le Tyrol, couper Radetzki de Trente, et donner la main aux insurgés de la Vénétie. Le 8 Charles-Albert dirigea ses deux ailes sur Goïto et Monzambano aux bords du Mincio. L'engagement fut de peu de durée, les Piémontais s'emparèrent du pont de Goïto. On s'attendait à une bataille générale; mais le 10, Radetzki jeta les troupes nécessaires dans Peschiera et dans Mantoue, se replia sur l'Adige et abandonna à son ennemi la ligne du Mincio. Ce premier succès remplissait déjà les Italiens d'espérance, lorsqu'on apprit que le 10, Pie IX, cédant à la faction grégorienne, avait désavoué Durando.

Il fallait se hâter; Radetzki ne cherchait qu'à laisser au corps de réserve autrichien qui se formait alors sur l'Isonzo le temps de le rejoindre sous Vérone. On pouvait peut-être dans cette guerre de l'indépendance mêler habilement la tactique et l'enthousiasme, employer les volontaires et les soldats réguliers. En faisant soutenir les quatre mille volontaires d'Allemandi, par des régiments piémontais, et en précipitant sa marche sur l'Adige, malgré les garnisons de Peschiera et de Mantoue, le roi faisait courir autant de risque à Radetzki qu'il en courait lui-même. Charles-Albert ne le voulut point. Il croyait, et c'était aussi prudence, devoir ménager la seule armée de l'Italie; il craignait peut-être de trop devoir aux peuples. Il garda toutes ses troupes, prit le temps de construire un pont solide à Goïto, établit lentement son armée sur la rive gauche du Mincio, étendit sa ligne de Mantoue à Peschiera et commença à investir cette place que dominant quelques hauteurs voisines. Radetzki eut le temps de faire rejeter par les Autrichiens de Trente dans le Tonnal

et le lac de Garde, les 19 et 20, les légions pleines d'ardeur mais fort mal disciplinées d'Allemandi.

Le 27 seulement, fortement établi sur la rive gauche du Tessin quoique trop étendu de Mantoue à Peschiera, Charles-Albert reprit l'offensive. Il faisait prier le pape de revenir sur son désaveu; Antonelli lui-même présentait à ce sujet une supplique à Pie IX; les Toscans et les Modenais enfin arrivés avaient pris position à Governolo, d'où ils inquiétaient Mantoue; Durando après avoir passé le Pô se dirigeait sur Padoue pour aller soutenir Zucchi contre l'Autrichien Nugent, qui amenait l'armée de réserve. Charles-Albert le matin du 29 fit sortir ses bataillons des positions de Villa Franca, et de Summa Campagna, et marcha sur la hauteur de Pastrengo qui protégeait Vérone. Après un combat d'avant-garde de six heures, les Autrichiens abandonnèrent la position, achevèrent d'isoler Peschiera, et commencèrent à découvrir Vérone. Radetzki ne voulait point encore de bataille.

On n'eut pas le loisir de s'applaudir de ce succès. Le même jour 29, Pie IX rompit ouvertement par une encyclique avec le rôle qu'on avait espéré le voir jouer; il désapprouva hautement, comme père de tous les chrétiens, la guerre entreprise contre les Autrichiens. Il se rappela qu'il était pontife, et oublia entièrement qu'il était souverain. « Cette encyclique, écrivit M. d'Azeglio, est tombée au milieu de nous comme une bombe; l'armée en a été presque dissoute. » « Vous avez effacé » s'écria le père Ventura en s'adressant aux conseillers du saint-père, « les plus belles pages de l'histoire ecclésiastique du XIX^e siècle; vous avez empêché le pontife d'accomplir sa plus magnifique mission temporelle, vous avez arraché à Pie IX la gloire de donner son nom à son siècle. » Plus triste fut encore la prise d'Udine par l'Autrichien Nugent sur Zucchi et sa marche sur la Piave à la tête des trente mille hommes de réserve.

Le 1^{er} mai, l'émeute grondant pour la première fois sous le balcon du Quirinal, arracha encore quelques instants Pie IX aux influences qui lui avaient dicté l'allocution du 29 avril. Il écrivit à l'empereur d'Autriche le 3 pour l'engager à renoncer volontairement à une domination « qui ne

pouvait être ni durable ni glorieuse. » Tout en laissant la présidence du conseil au cardinal Soglia, il appela décidément un laïque au département des affaires étrangères ; il choisit Mamiani, écrivain distingué et proscrit depuis 1831. Celui-ci obtint la convocation des corps représentatifs pour le 5 juin, et s'occupa d'organiser une ligue des princes italiens. Le roi de Naples avait décidément autorisé Pepe à partir à la tête de seize mille hommes, et promis de le faire suivre bientôt d'un autre corps de vingt-quatre mille hommes ; il accrédita des chargés d'affaires auprès du pape et auprès du roi de Sardaigne et convoqua l'assemblée des députés de son royaume pour le 15, tout en enjoignant à Pepe, décidé du reste à n'en rien faire, de ne pas passer le Pô, sans ses ordres.

Le moment décisif approchait. Parme et Modène s'étaient définitivement données à Charles-Albert ; à Milan le gouvernement provisoire appelait la Lombardie à voter à la fin du mois sur ses destinées. Charles-Albert sentait le besoin de décider le vote par quelques succès avant l'arrivée du corps de réserve autrichien ; les émigrés à Milan, Mazzini entre autres, commençaient à se plaindre des circonspections et des lenteurs de cette *guerre royale*. Le 6 mai le roi fit attaquer Santa Lucia dont la possession lui eût permis de commencer les opérations contre Vérone. Cette position prise et reprise plusieurs fois, resta après deux jours de combat au pouvoir des Autrichiens ; Nugent, qui conduisait la réserve, fut plus heureux encore quelques jours après contre l'armée romaine commandée par Durando et Ferrari ; il passa la Piave, le 8, dispersa sous Trévise le corps de Ferrari le 9 et rejeta Durando avec les débris de l'armée vers Vicence, seule maintenant entre lui et Radetzki ; on n'avait plus espoir pour empêcher la jonction qu'en Pepe, déjà arrivé un peu tard le 13 à Ancône.

Les événements de Naples (15) eurent la plus désastreuse influence sur les opérations militaires du nord. Ce jour-là, devait avoir lieu l'ouverture des chambres ; toute la ville était en émoi ; dans la formule du serment, le roi n'avait point fait mention du droit conféré aux députés par le dé-

cret d'avril d'étendre la constitution. L'assemblée préparatoire de la veille avait été fort tumultueuse. Le lendemain, au moment où les députés se rendaient à la séance, quelques barricades s'élevèrent ; elles s'étendirent bientôt dans toute la large rue de Tolède qui va de la place du Palais-Royal à Capo di Monte. Les troupes napolitaines et suisses vinrent prendre place devant le palais et au *Largo Castello*, place voisine de là ; au milieu de ces mouvements un coup de feu partit et le combat commença vers midi. Le parlement reçut ordre de se dissoudre, et obéit devant la force armée après avoir protesté. La résistance opposée par la garde civique fut très-vive sur la place du Palais même dont les hôtels furent pris d'assaut, et près de la barricade Saint-Ferdinand ; mais les Suisses en débouchant par des rues obliques du *Largo Castello* sur le derrière de cette barricade, coupèrent bientôt en deux la longue rue de Tolède, et emportèrent ensuite aisément toutes les autres barricades. La victoire de Ferdinand fut moins fâcheuse encore pour le royaume de Naples, que l'ordre envoyé à Pepe de faire rétrograder son armée pour l'Italie.

Pepe venait de convenir avec Charles-Albert (le 18) de passer le Pô et de se porter entre Radetzki et de Thurn, successeur de Nugent, déjà arrivé à Vicence. Le 20, il reçut la missive de Ferdinand. Poussé par l'enthousiasme des Bolognais, il se décida à désobéir ; mais il se convainquit bientôt qu'il ne pouvait entraîner son armée. Le 22, l'avant-garde de la réserve autrichienne commença la jonction tant désirée, et Radetzki, ne craignant plus rien de Pepe, ordonna à de Thurn de retourner sous les murs de Vicence, pour y forcer Durando qui s'y était réfugié avec douze mille Romains. Le 26, en effet, les régiments napolitains, déjà arrivés à Ferrare, donnèrent l'exemple de l'abandon de la cause italienne ; et Pepe ne conserva bientôt plus avec lui qu'une division d'infanterie et une de cavalerie, qu'il eut même beaucoup de peine à retenir.

Assuré désormais sur ses derrières, Radetzki reprit l'offensive. Le 27, à la tête de quarante mille hommes divisés en trois colonnes, artillerie en tête, il quitta Vérone et se

dirigea sur Mantoue ; il offrait le flanc à l'ennemi , mais sa marche était si bien conduite qu'il ne fut point attaqué et entra dans la forteresse le 28 au soir. Son intention était de déboucher par Mantoue sur la rive droite du Mincio et de dégager le cours inférieur de cette rivière , pour enlever Goïto , ou tout au moins attirer Charles-Albert de ce côté et permettre à la garnison de Vérone de ravitailler Peschiera , bombardée depuis le 23 et déjà à bout de vivres. Charles-Albert , inquiet , fit repasser aussi , le 28 , une partie de ses troupes sur la rive droite , par le pont de Goïto. Le matin du 29 , Radetzki commença ses opérations ; Laugier , posté à Governolo avec les recrues et les étudiants toscans et modenais , fit heureusement bonne contenance et arrêta les Autrichiens tant qu'il eut des munitions. Charles-Albert eut le temps de s'établir à Goïto , et le 30 au matin se porta sur le flanc du maréchal , qui poursuivait déjà les Toscans sur l'Oglio et pouvait faire une pointe sur Milan découvert. Radetzki fut obligé de faire retourner sa première brigade contre les Piémontais en avant de Goïto , et se vit repoussé avec une perte assez sensible. Il se replia sous la protection des canons de Mantoue et apprit que les Piémontais chargés du blocus de Peschiera avaient empêché les Autrichiens laissés à Vérone de se faire jour et forcé la citadelle à se rendre. Ces trois jours furent les plus honorables de la campagne pour les Italiens.

Le maréchal autrichien avait besoin de se relever. Vicence , assiégée par de Thurn , venait , ainsi que la Lombardie , de voter sa jonction avec le Piémont. Le 2 juin , Radetzki quitta de nouveau Mantoue , repassa l'Adige (le 5) par Legnano , et se dirigea sur Vicence avec trente mille hommes pour achever de débarrasser ses derrières et pouvoir se porter en avant ; il ne laissait sous Vérone que vingt mille hommes devant l'armée piémontaise. Charles-Albert n'osa le suivre au delà de l'Adige , ayant derrière lui Mantoue et Vérone , et bien qu'il entendit bientôt commencer le bombardement contre Vicence. Au lieu de livrer une bataille , il se jeta assez inutilement sur le plateau de Rivoli , le 10 , et s'en empara sans peine. Le maréchal en profita ; il acheva d'occuper au-

tour de Vicence le Bacciglione et les monts Beriques, força Durando à abandonner la ville et à promettre de ne point servir avec ses troupes, pendant trois mois, contre les Autrichiens. Quand Charles-Albert (le 13) se décida à attaquer les Autrichiens de Vérone pour effectuer le passage de l'Adige et secourir Vicence, l'avant-garde de Radetzki, déjà de retour, lui apprit qu'il était trop tard. On célébra en Italie la prise du plateau de Rivoli de glorieuse mémoire ; on oublia que, maître de Vicence, Radetzki s'embarrassait peu maintenant d'être coupé du Tyrol.

La position était, en effet, bien changée au désavantage des Italiens. L'Autrichien Welden, arrivé avec de nouveaux renforts, prenait Trévise et Padoue, isolait Venise, et ne laissait plus à Pepe et au seul bataillon qu'il avait entraîné d'autre parti que de se jeter dans Venise pour défendre la lagune. Charles-Albert était maintenant presque seul. Le comte Mamiani, à Rome, ne pouvait, bien que ministre, faire prévaloir ses desseins. Le 5 juin, à l'ouverture de l'assemblée romaine, il n'avait point présenté de programme, faute d'avoir pu s'entendre avec le pape sur la rédaction des passages relatifs à la politique extérieure. Le roi de Naples rappela même quelques régiments napolitains d'abord prêtés à Charles-Albert ; on se plaignait à Florence du peu de dévouement du ministre Ridolfi. L'assemblée nationale française, dans sa séance du 25 mai, invitait la commission du pouvoir exécutif à prendre pour règle de conduite son vœu unanime d'*affranchir l'Italie* ; mais Charles-Albert refusait toujours l'intervention républicaine, et bientôt la France, toute à ses discordes, n'allait plus être à même de la lui offrir.

Le roi de Sardaigne fit venir ses réserves restées jusqu'alors et bien à tort dans le Piémont ; il pressa la formation de l'armée lombarde et l'équipement des volontaires qu'il n'avait pas jusque-là fort activé. Il parvint ainsi, dans le courant du mois de juin, à rassembler quatre-vingt mille hommes sur le Mincio, tout en laissant encore, assez malheureusement, des garnisons à Parme, à Modène, à Bologne même. Mais Radetzki, grâce à l'arrivée d'un nouveau renfort venu

du Tyrol, en avait autant; et toutes ses troupes étaient bien équipées et disciplinées, tandis que les derniers bataillons lombards étaient assez mal instruits et armés, et déjà moins ardents qu'au commencement de la guerre.

Les encouragements de l'Italie vinrent encore, au commencement de juillet, briller comme une dernière espérance sur l'armée piémontaise. Le 6 juillet, pendant que Pepe organisait la défense de la lagune, l'assemblée vénitienne déclara se fondre dans le Lombard-Vénitien, et installa un gouvernement favorable à Charles-Albert; quelques jours après, le parlement sicilien, trop longtemps occupé de ses luttes intestines, élut décidément roi un de ses fils, le duc de Gènes. Depuis qu'il avait reçu ses réserves et ses renforts, Charles-Albert, ayant son quartier général à Roverbella, augmentait tous les jours sa droite vers Mantoue, qu'il espérait forcer comme Peschiera, aux dépens même de sa gauche toujours à Rivoli. Au milieu du mois de juillet, les Modenais et les Toscans, revenus à Governolo, avaient terminé déjà l'investissement de la place sur la rive droite du Mincio; le roi lui-même, décidé enfin à agir, acheva, vers le 20, celui de la rive gauche, en s'étendant presque jusqu'au Pô. Radetzki, concentré depuis quelque temps à Vérone, saisit pour reprendre l'offensive le moment où il vit la ligne de son adversaire plus étendue que jamais des hauteurs de Rivoli aux environs de Mantoue, mais très-faible sur le premier point.

Après avoir fait donner déjà, le 22, à la hauteur de Rivoli un assaut qui fut vigoureusement repoussé par le général Lichnowsky, le maréchal mit pendant la nuit ses masses en mouvement, pour reprendre le cours du Mincio. Il fallait percer la ligne de l'ennemi et s'emparer des hauteurs qui commandent l'Adige et le Mincio, et qu'occupaient les Piémontais depuis la retraite des Autrichiens. Le 23, le matin, la gauche de Radetzki s'étendit légèrement jusque vers Roverbella, pour surveiller le quartier général de Charles-Albert; la droite, en colonnes nombreuses et fortement appuyée du centre, se dirigea sur les collines de Sona et de Somma Campagna. Le général piémontais de Sonnaz, qui comman-

dait cette aile affaiblie, n'avait que douze mille hommes pour résister à près de quarante mille : il fut obligé de céder aux brigades Liechtenstein et Wohlgemuth. Charles-Albert, de Villa Franca, vit lui-même l'impossibilité de remédier immédiatement au vide qu'il avait laissé ; il abandonna le village de Custozza et livra le Monte Vento, qui touche au Mincio même, tandis que de Sonnaz, menacé d'être coupé, fit évacuer Rivoli et repassa avec sa division sur la rive droite, par Mozambano, dont il fit détruire le pont.

Le lendemain dès le matin (24), le maréchal, continuant son mouvement, donna l'ordre de passer le Mincio sur deux points, pour s'établir à cheval sur la rivière et attaquer son adversaire avec l'avantage de cette position. Le roi, qui avait concentré ses troupes de la rive droite à Villa Franca, sortit enfin de l'inaction et se dirigea sur les hauteurs abandonnées la veille, avant que Radetzki eût achevé sa conversion. Le général Bava au centre, les princes de Savoie et de Gènes aux deux ailes, reprirent vigoureusement Custozza et Somma Campagna, après quatre heures d'engagement. L'échec de la veille était presque réparé ; le lendemain, dès le matin, six heures, ils recommencèrent le combat et montèrent à l'assaut de Sona et de Monte Vento pour rejeter l'ennemi dans le val du Mincio, vers de Sonnaz qui avait occupé sur la rive droite les hauteurs de Volta parallèles à celles de Custozza. Radetzki était perdu si le mouvement réussissait ; mais le maréchal avait, pendant la nuit, repassé avec une partie de ses troupes sur la rive gauche, et donné à Vérone l'ordre d'envoyer une nouvelle brigade sur le flanc des Piémontais.

C'était un jour d'étouffante chaleur. Le général de Sonnaz n'agit point à Volta ; Bava ne fut pas long à s'apercevoir qu'au lieu d'attaquer l'ennemi, il allait être obligé de se défendre ; il reprit ses positions de la veille après avoir déjà fatigué ses troupes. Les Autrichiens, en gravissant la montagne si disputée de Somma Campagna, perdirent quelques hommes par la chaleur ; Radetzki se montra au milieu de ses régiments et parla de donner l'exemple à la tête de ses grenadiers. Bava et les deux princes, attaqués en tête et en flanc,

résistèrent jusqu'au soir ; mais ils furent enfin obligés d'abandonner la position avec son gros village de Custozza , et de se replier avec d'assez grandes pertes à Villa Franca : c'était une défaite.

Le soir à minuit , pendant que les Autrichiens reposaient sur le champ de bataille , Charles-Albert commença sa retraite , sur la rive droite , par Goïto , et dépêcha un courrier en France pour demander des secours et la possession du Lombard-Vénitien. Le lendemain , il livra encore un combat assez malheureux à Volta , pour gagner le temps de s'établir sur un autre affluent du Pô. Radetzki ne lui laissa ni le temps de s'établir ni celui de recevoir des secours. Charles-Albert ne put s'arrêter ni sur l'Oglio ni à Crémone , ni sur l'Adda pendant quatre jours de retraite et de poursuites précipitées. Tandis que l'ennemi prenait déjà position à Lodi , à Monza , à Pavie même , il rentra à Milan le 3 août , avec une armée moitié découragée et débandée , et y trouva un comité de guerre , composé de républicains , rétabli et presque menaçant.

Lombards et Piémontais , au moment suprême , ne surent pas s'entendre. Le comité de guerre envoyait des émissaires soulever Brescia , Bergame et la Vénétie , et faisait barricader les portes de Milan et les faubourgs. Charles-Albert ayant son parc d'artillerie au delà du Pô , et une partie seulement de ses troupes avec lui , ne pensa pas que la ville eût assez de provisions de bouche et de guerre. Le gouvernement français n'acceptait point qu'on mît des conditions à son intervention. Les Piémontais et les Milanais s'accusaient mutuellement ; ils faillirent en venir aux mains. Dans cette triste situation , Charles-Albert signa une capitulation , le 6 au soir , et partit , dans la nuit , de Milan ; les troupes piémontaises évacuèrent la ville le lendemain (7) , suivies d'une foule considérable de citoyens qui fuyaient les vengeances de l'Autriche ; et Radetzki y entra à la tête de ses troupes victorieuses. Le même jour l'ambassadeur piémontais demanda sans condition l'intervention française ; mais il était trop tard. Charles-Albert dut signer un armistice aux termes duquel il cédait les forteresses de Peschiera , de Rocca d'Anfo , avec le

matériel de défense, et promettait de retirer de la Vénétie ses forces de terre et de mer. « La bannière impériale, put dire (le 10) Radetzki, flotte de nouveau sur les murs de Milan, il n'y a plus un ennemi sur le sol lombard. »

Les républiques à Venise, à Rome, à Florence; assassinat de Rossi; fuite du pape (sept. 1848, février 1849).

La bataille de Custozza ne frappait pas seulement la cause de l'indépendance, mais celle de la révolution. Radetzki avait ordonné à Welden sur ses derrières, de se jeter sur Bologne pour forcer le ministre romain Mamiani à retirer ses troupes de la guerre. Les autorités ne voulant pas exposer la ville aux horreurs de la guerre, laissaient déjà entrer les bataillons autrichiens; mais le peuple se jeta au-devant d'eux le 9 août, et les repoussa avec perte, au delà du Pô. Le pape protesta contre la violation de son territoire. Cependant satisfait de voir les Autrichiens partis, il refusa de ratifier les propositions énergiques faites par son ministre aux députés romains; et Mamiani fit place à un ministère provisoire qui commença par proroger le parlement disposé à la guerre.

Le roi de Naples, Ferdinand II, tira encore plus résolûment parti de la défaite du Piémont contre la Sicile. Charles-Albert, après Custozza, ne pouvait plus accepter pour son fils la couronne que les Siciliens lui avaient offerte. Ferdinand II, le 3 septembre, fit partir huit bateaux à vapeur et six mille hommes, avec ordre de prendre d'assaut Messine où Pronio avec quatre mille hommes résistait toujours dans la citadelle. Le gouvernement révolutionnaire de Sicile, déjà fort divisé avant l'élection du duc de Gènes, l'était encore plus après le refus de celui-ci. Il n'était pas encore parvenu à mettre une armée raisonnable sur pied; la garde nationale seule était organisée, et on s'était résigné à accepter le service des forçats que le gouvernement napolitain avait lâchés pour compromettre la révolution sicilienne.

La malheureuse Messine n'avait guère d'autres défenseurs que ses habitants qui s'étaient armés et enrégimentés. Les feux de la citadelle, située sur une langue de terre qui com-

mande le port, et une sortie de Pronio permirent aux troupes napolitaines de s'établir et de commencer les opérations dès le 4. Messine envoya demander des secours au parlement; mais la ville républicaine fut peu secourue par la royaliste Palerme. Pendant la lutte, les Suisses et les Napolitains de Ferdinand, au nombre de quinze mille hommes, furent soutenus et ravitaillés par le camp établi de l'autre côté du détroit; Messine ne reçut par terre que des renforts insignifiants et tardifs. Ce combat inégal dura cependant huit jours. La citadelle, la flotte et les batteries inondèrent la ville d'une pluie de bombes et de fusées qui fit les plus grands ravages et alluma plusieurs incendies. Les forts restés encore au pouvoir des Messinois, essayèrent quelque temps de répondre au feu, et furent bientôt éteints. Après avoir perdu les fortifications et les barricades, élevées hors de la ville, les Messinois se battirent encore dans les faubourgs, au milieu des décombres des maisons, et le sac commença. Les amiraux anglais et français, Parker et Baudin, intervinrent enfin pour faire cesser la boucherie et sauver le reste de la ville, le 3 septembre au soir. Un armistice entre le roi Ferdinand et le parlement sicilien suspendit même la guerre et établit pour quelque temps une zone neutre entre l'armée napolitaine et celle de Sicile, venue trop tard au secours de Messine.

La liberté italienne (17) ne se défendait plus qu'à Venise. Le jour même où les commissaires de Charles-Albert devaient recevoir l'investiture de la cité et province de Venise (9 août), on avait appris la nouvelle de l'armistice. La république y fut de nouveau proclamée, le pouvoir confié à un triumvirat avec Manin pour président, et la défense militaire à Guillaume Pepe. Ce vétéran du libéralisme dont le patriotisme classique ne s'est jamais démenti, tira fort habilement parti du peuple vénitien et des volontaires qui lui étaient restés.

La Lagune ou l'Estuario est une sorte de lac oblong, formé par les cours d'eau qui se jettent au fond de l'Adriatique et séparé seulement de cette mer, par des îles longues et étroites, coupées de canaux où les gros vaisseaux ne peu-

vent pénétrer. Elle couvre un arc de cercle de près de quarante lieues et renferme deux cent mille habitants. Vers le sommet de l'arc s'élève Venise, et çà et là de gros bourgs tels que Chioggia et Mestre autrefois bien plus considérables; du côté de la terre et de la mer quarante forts avantageusement situés, et dont les principaux sont ceux de Lido, de Malghera, de Brondolo et Treporti, protègent cette situation admirable pour la défense. Pepe depuis son arrivée avait augmenté les fortifications des points principaux, organisé en légions et discipliné autant qu'il était en lui les milices dont il pouvait disposer. Selon la volonté de son gouvernement ballotté sans cesse entre la crainte et l'espoir, il restait tantôt sur la défensive, et tantôt prenait l'offensive contre les corps autrichiens qui commençaient à pénétrer dans la lagune et à s'y fortifier. Là cependant le drapeau italien était encore debout.

Cette résistance, favorisée par la nature des lieux, suffit pour entretenir les espérances et ranimer les passions italiennes. La France et l'Angleterre avaient offert leur médiation dans cette guerre de l'indépendance, et le gouvernement français répétait encore par la bouche du général Cavaignac que les traités de 1815 ne pouvaient servir de bases à la paix. A Turin, Charles-Albert retirait lentement ses vaisseaux de l'Adriatique; il n'avait pas encore renoncé à tout espoir. S'il avait écouté le parlement piémontais, assemblée patriotique, mais qui ne se faisait pas une idée bien nette de la situation, il aurait repris la guerre. Mais l'effervescence s'était accumulée principalement dans les États romains et dans la Toscane, où s'étaient réfugiés tous ceux qui avaient dû quitter le champ de bataille de la Lombardie.

Là, les passions radicales, affranchies du frein des partis modérés, ne savaient plus ce que c'était que la prudence. On ne se proposait plus que Venise pour exemple; on ne pouvait rien faire, disait-on, avec les princes. Le roi de Naples était un parjure qui ne voulait ni indépendance, ni liberté; il dispersait encore le 5 septembre l'assemblée peu docile, convoquée précédemment, le 5 juillet. Pour le roi Charles-Albert, il était au moins un tiède ou un malhabile;

le pape Pie IX n'avait plus qu'une conscience timorée. Venise le montrait suffisamment, on ne réussissait qu'avec les mains et sous le drapeau républicains. Il fallait faire une guerre de peuple, constituer l'Italie en une république unitaire ou fédérative, et se lever comme un seul homme contre l'Autriche. C'est ce que répétaient les clubs sur tous les tons, à Rome, à Bologne, à Florence, à Livourne, à Gènes même. En attendant on faisait des collectes patriotiques pour prolonger la résistance de Venise.

Pie IX, le grand-duc de Toscane, Charles-Albert avaient grand-peine à résister à ces emportements de l'opinion aigrie par les revers, exaltée par des rêves. Le pape avec un ministère provisoire depuis la retraite de Mamiani voyait avec désespoir le gouvernement glisser de ses mains. Le grand-duc de Toscane cédant aux accusations portées contre l'indolence du ministère Ridolfi, avait confié le ministère à Capponi qui n'était déjà guère mieux vu que son prédécesseur. Le roi de Sardaigne restait entouré des ministres qui l'avaient poussé à la guerre. Le 5 septembre l'insurrection de Livourne suscitée par Guerrazzi donna un élan nouveau au mouvement révolutionnaire. Le grand-duc remercia Capponi et chargea le professeur Montanelli de former un ministère. On pouvait tous les jours s'attendre à Rome à un mouvement semblable. Le pape se décida enfin à sortir par un moyen quelconque de ses tergiversations qui perdaient tout; il appela (le 15) au ministère le seul homme peut-être qu'il eût parmi ses conseillers, l'ancien ambassadeur français, Rossi.

Celui-ci entreprenait une rude tâche dans un moment bien difficile; il venait essayer de faire triompher la raison au milieu du règne des passions. Réorganiser civilement les États romains, pratiquer loyalement la constitution, rétablir les finances, la police, telle était sa politique intérieure. Au dehors il ne reniait pas la cause de l'indépendance; mais il ne pensait pas le moment venu d'y travailler encore. En tout cas, il ne croyait pas que les passions radicales, et les peuples y pussent suffire sans les souverains; il préparait seulement l'avenir, en ménageant une ligue des États ita-

liens, en réorganisant l'armée, en s'efforçant de rallier les peuples et les princes. Pendant son court ministère, il donna des gages à cet avenir; il appela Zucchi à la tête de l'armée; il encouragea l'abbé Rosmini à rédiger pour l'Italie un projet de constitution fédérale qui devait investir une diète résidant à Rome, du pouvoir de régler les intérêts nationaux et généraux de la péninsule. C'était une avance faite à une idée féconde et qui sous différentes formes prenait possession déjà de l'Italie. En effet, le 8 octobre Montanelli appelé décidément au pouvoir en Toscane faisait entrer dans son programme, la formation d'une constituante italienne; et un peu plus tard Gioberti en Piémont convoquait un congrès à Turin, dans le but de faire prévaloir les mêmes idées d'union sinon de fusion complète.

Le gouvernement de Rossi n'était donc point en opposition avec les tendances de la péninsule. Mais son tempérament d'homme d'État n'allait point aux passions aventureuses, qui s'agitaient. Il voulait marcher à son but avec mesure, par voie diplomatique; il entendait ménager la transition du passé à l'avenir. La papauté, il prétendait la maintenir dans toute son indépendance et sa dignité comme « la dernière grandeur vivante de l'Italie; » il l'accommodait et la réconciliait seulement avec les nécessités et les conditions du temps présent. Pour l'Italie, il ne voulait point entendre parler d'unité, mais seulement d'union; ce n'était point une constituante élective qu'il chargeait de fixer ses destinées, mais un congrès de plénipotentiaires; tous principes de prudence, que les passions n'étaient point disposées à écouter. Le plus malheureux surtout, fut que Rossi était particulièrement antipathique à toutes les classes, à tous les partis dans la péninsule. Il eut beau tenir tête aux rétrogrades et aux radicaux, il n'eut pas même pour lui le parti modéré; les premiers criaient au proscrit de 1815, les seconds à l'ami de Metternich; les libéraux n'osaient s'enrôler sous un chef aussi impopulaire.

Rossi poursuivit sa marche avec courage, n'opposant aux injures que le dédain. C'était, le 15 novembre, l'ouverture du parlement qu'il avait convoqué; il devait donner con-

naissance de son programme. Comme il venait de descendre de voiture et traversait d'un pas ferme et la tête haute, la foule fort animée et hostile sur son passage, un misérable s'avança, lui porta à la gorge un coup de couteau et disparut. Rossi fit encore un pas et tomba. L'assemblée était en séance, occupée à se constituer. La nouvelle s'y répandit en un clin d'œil; il s'y fit spontanément un profond silence d'anxiété et d'effroi; puis, la discussion entamée fut reprise, sans qu'un mot ou un geste témoignât des sentiments de l'assemblée. « Il faut connaître, » a dit à propos de ce lâche silence, un des députés romains, « il faut connaître les mœurs de notre pays, pour juger une telle conduite, et savoir que l'homme qui dirait un mot pour dénoncer le coupable serait assassiné le lendemain. » Tristes mœurs, qu'ont faites à l'Italie plusieurs siècles de servitude et de juridiction arbitraire, mais dont elle doit se corriger, si elle veut être digne de cette liberté qui n'a de vrais et solides fondements que dans la fermeté des caractères et dans le courage public.

Ce forfait isolé, tout porte à le croire, fut le coup le plus funeste pour l'avenir de la péninsule; il mit entre l'Italie et la conscience de Pie IX une tache de sang; il précipita une révolution à qui, bien qu'elle en eût, on pouvait reprocher d'avoir débuté par un crime. La fin de la journée qu'avait ouverte le meurtre de Rossi, et la nuit avaient été fort tumultueuses. Les radicaux, les libéraux même se croyant débarrassés d'un obstacle, voulaient faire un pas de plus. Le lendemain, les soldats et le peuple divisés en bandes se portèrent en masses compactes sur le Quirinal, demandant le rappel de Mamiani, l'entrée au conseil de Sterbini, Galletti et surtout la *constituante italienne*; l'idée de l'unité emportait maintenant toutes les imaginations. Le pape encore tout frémissant d'indignation de la mort de son ministre ne voulut rien entendre. La foule s'émut et devint menaçante; une fusillade la dispersa; mais le lendemain, 17, elle revint armée; deux canons furent braqués sur la porte du Quirinal et le pape céda. Mamiani, Galletti, Sterbini entrèrent au conseil; et le programme du 18, présenté au

parlement romain, contint la promesse tant désirée d'une constituante italienne chargée de rédiger un traité d'union fédérale.

Mais le sang de Rossi, et l'émeute de la veille avaient tout entaché aux yeux de la conscience de Pie IX. La révolution était maintenant sanglante devant lui ; il n'écoula plus que ceux qui , dès les premiers jours , avaient entravé sa généreuse initiative , et l'avaient peut-être mis dans la situation où il se trouvait maintenant. Il laissa libres dans leur action le nouveau ministère et le parlement et ne songea plus qu'à fuir. Le 25 au soir, tandis que le comte Spaur ambassadeur de Bavière se présentait au Quirinal pour parler à Sa Sainteté, la comtesse Spaur sa femme, prit dans sa voiture, par une porte dérobée, le pontife habillé en simple prêtre, traversa la ville avec lui, et le mit sur la route de Gaëte. Pie IX demandait un asile pour la papauté fugitive à Ferdinand II.

C'était une résolution pleine de hasards. Pie IX abandonnait le parti modéré et livrait la place à la révolution. De Gaëte, il écrivit qu'il ne renonçait point à ses droits et nomma par deux fois une commission exécutive ; les personnages désignés refusèrent de se charger du gouvernement. Si le pape ne se croyait pas assez fort pour faire respecter, lui présent, l'autorité pontificale, comment des chargés de pouvoir l'auraient-ils pu, au nom d'un pape absent, qui se couvrait de la protection du plus impopulaire des rois de la péninsule ? Le parlement romain, pénétré de la gravité de la situation, et « pour essayer tous les moyens de conciliation avec le souverain en rentrant dans la vérité du régime constitutionnel, » envoya une députation des chambres et de la commune à Gaëte. Elle était chargée de supplier le saint-père ou de rentrer dans ses États ou de nommer une régence qui choisirait un ministère ; les députés ne furent pas admis sur le territoire napolitain. Il n'y avait plus de gouvernement ; le pouvoir était aux plus hardis.

Mamiani et le parlement avaient beaucoup de peine à calmer l'agitation à Rome depuis le départ du pape. La nouvelle de l'injure faite à leur députation les désarma complé-

tement. Le 8 décembre, une manifestation eut lieu pour demander la déchéance du pape et la formation d'un gouvernement provisoire. Les représentants nommèrent le prince Corsini, sénateur de Rome, Zucchini, sénateur de Bologne, et Camerata, gonfalonier d'Ancône; puis ils investirent du pouvoir exécutif une junte provisoire qui devait exercer son mandat « dans les termes des statuts » et cesser ses pouvoirs dès le retour de Pie IX. C'était encore un moyen de sauvegarder les droits du pape; la protestation de Pie IX et de son ministre Antonelli contre ce gouvernement, formé d'hommes cependant modérés, acheva d'exaspérer les Romains. Le nombre des exilés et des fugitifs de la Lombardie et du reste de l'Italie augmentait tous les jours à Rome. Un célèbre et audacieux partisan, Garibaldi, qui avait tenu quelque temps près du lac de Côme, après la défaite de Custoza, venait d'arriver à Rome. Le parti modéré était débordé; il ne pouvait plus tenir entre le pape fugitif et les radicaux maîtres du terrain. On demandait, de toute part, une constituante. Mamiani essaya encore de résister, et d'obtenir l'éloignement des agitateurs étrangers; il fut impuissant et donna sa démission ainsi que Zucchini. Galletti, Sterbini, Armellini, vieillard septuagénaire, prirent le gouvernement le 20 décembre; le 26, le parlement convoqua les citoyens romains au suffrage universel pour élire une constituante, et se déclara dissous.

Rome avait suivi jusque-là l'initiative de la Toscane; elle la lui donna maintenant. En dépit de l'excommunication lancée d'avance par le pape contre les électeurs qui prendraient part à l'élection et contre les représentants élus, le ministère romain et la junte provisoire s'occupèrent d'organiser le suffrage universel. Florence ne voulut point rester en arrière; Montanelli, qui s'était adjoint au ministère le républicain livournais Guerrazzi, annonça, le 8 janvier, la convocation d'une constituante toscane, et proposa une loi pour l'élection des députés qui devaient être envoyés à la constituante italienne. Dans les États romains, trois cent quarante-trois mille votes, sur une population de deux millions huit cent mille âmes, répondirent à l'appel du gouvernement

provisoire romain. Cent quarante-quatre députés, dont un seul, le général Ferrari, était en dehors des États romains, se réunirent le 6 février 1849 à Rome; et, après quinze heures de délibération, un premier décret, adopté le 9 par cent quarante-trois voix contre onze, prononça la déchéance temporelle du pape, avec garantie de son indépendance spirituelle, et proclama, comme forme du gouvernement romain, la république démocratique. Le même jour, en l'absence du grand-duc de Toscane, parti aussi l'avant-veille pour Saint-Étienne, un gouvernement provisoire s'installait à Florence. Il proclama bientôt (18) aussi la république, prononça la dissolution du parlement et convoqua une constituante. Ainsi, deux républiques, produit d'une effervescence générale et d'une situation désespérée, étaient nées soudainement au centre de l'Italie, entre l'armée autrichienne et l'armée napolitaine. Deux triumvirats, à Rome Armellini, Salicetti, Montecchi; à Florence, Guerrazzi, Montanelli et Mazzoni, furent chargés de les constituer et de les défendre.

Nouvelle guerre; bataille de Novare; prise de Rome; chute de Venise (mars-août 1849).

Dans le premier moment d'enthousiasme, tout parut facile. Le triumvirat romain réorganisa l'armée selon ses vues, réunit à l'État les biens ecclésiastiques en promettant de doter le culte, émit un papier-monnaie, et décréta sur les riches familles un emprunt forcé. Zucchi, ancien général du pape, s'enfuit impuissant à Gaëte. Dans la Toscane, Guerrazzi, avec le général Apice, marcha contre Laugier, entraîna ses troupes, qui fraternisèrent avec les siennes, et décida ainsi le grand-duc à s'enfuir auprès du pape à Gaëte. Les deux républiques, romaine et toscane, parlaient de s'unir fraternellement; et Florence consentait à s'effacer devant Rome. A Parme, à Ferrare, à Brescia, à Milan, où les exactions et les vengeances autrichiennes pesaient déjà, à Gènes même, on commençait à remuer en faveur des républicains.

En réalité, rien n'était plus hasardeux que ce qui venait

d'être tenté dans le centre de l'Italie. La question politique se trouvait compliquée d'une question religieuse. Les deux nouvelles républiques étaient fort mal vues des rois de Naples et de Sardaigne, celle de Rome surtout. Le pape Pie IX aurait voulu réunir ces deux souverains contre ceux qui l'avaient chassé, et il y aurait réussi sans la profonde inimitié de Ferdinand II contre Charles-Albert. Après avoir longtemps hésité, il se décida, le 18 février même, à demander en termes assez ambigus, par le cardinal Antonelli, les secours des quatre puissances catholiques de France, d'Autriche, d'Espagne et de Naples. On ne pouvait douter de l'empressement de l'Autriche à restaurer le pape dans ses États. La France ne pouvait guère elle-même rester inactive ; tous les gouvernements qui s'y étaient succédé depuis le commencement de la révolution italienne avaient voulu intervenir ; sa flotte était prête depuis longtemps ; seulement le sens de son intervention était plus douteux. L'assemblée constituante républicaine, sortie de l'élection de 1848, envisageait la question au point de vue politique, et ne prétendait pas faire la guerre, en Italie, aux principes qu'elle avait établis en France. Le gouvernement du nouveau président, Louis-Napoléon Bonaparte, tenait plus de compte des principes religieux ; il n'était pas fâché de faire quelque chose pour le souverain pontife et le parti catholique en France. Les apprêts de l'expédition se firent sans résolution bien arrêtée ; et elle devait partir sans que le ministère et l'assemblée se fussent bien clairement expliqués sur son but.

Charles-Albert, cœur vraiment italien, voyait avec peine les préparatifs de cette nouvelle intervention étrangère en Italie. Il eût voulu l'éviter, en rétablissant lui-même les souverains chassés. La jalousie du roi de Naples, l'opposition même de son parlement ne le lui avaient point permis. Loin de là, le parlement de Turin, rouvert depuis le 1^{er} février, demandait impérieusement le renouvellement de la guerre contre l'Autriche ; Gènes même, en cas de refus, menaçait de proclamer la république. Entre l'invasion étrangère qui menaçait l'Italie, et la république qui menaçait son trône,

Charles-Albert résolut de tenter encore une fois la fortune des armes dans la guerre d'indépendance.

Le 5 mars, la chambre des députés de Turin et la consulte des réfugiés lombards ayant formellement demandé la guerre, le roi reçut la démission de Gioberti, prit un nouveau ministère dans la majorité belliqueuse, avec Ratazzi pour président ; et, malgré les représentations de la France et de l'Angleterre, dénonça, le 12, l'armistice au maréchal Radetzki. Il ne pouvait se dissimuler que les chances étaient très-défavorables pour le Piémont. Il ne comptait point sur les deux nouvelles républiques, qui avaient assez de se constituer ; moins encore sur le roi de Naples, qui dissolvait pour la troisième fois (le 12 même) le parlement pour la troisième fois rassemblée. Le Piémont était complètement seul, et l'armée ne marchait qu'avec répugnance à cette guerre toute « politique, » imposée au roi par le parlement. Le roi, triste et sombre, sentant qu'il ne faisait point la guerre en son propre nom, mais au nom de ceux qui le poussaient, obéit comme à une nécessité fatale, et pour sortir, par la victoire ou par la mort, d'une situation désespérée.

Il s'y prépara courageusement. On ne pouvait sérieusement compter dans la Lombardie, malgré les promesses et les efforts de la consulte lombarde, que sur le patriotisme de Bergame et de Brescia. Le général Chrzanowski, ayant sous ses ordres Ramorino et Cossato, concentra soixante-cinq mille hommes sur le Tessin, et donna ordre à La Marmora de se porter sur Parme et Plaisance. Malheureusement le choix des officiers n'était pas irréprochable ; il y avait encore dans l'armée un certain nombre de jeunes recrues peu exercées, et on avait beaucoup à regretter dans l'administration des subsistances et dans l'intendance. Radetzki ne mit en ligne que de vieilles troupes parfaitement disposées, bien pourvues, au nombre aussi de soixante mille ; il chargea Nugent, Haynau, Wimpfen de contenir derrière lui la Lombardie.

Les hostilités commencèrent le 20. A dix heures du matin, le roi passa le premier le pont de Buffalora sur le Tessin ; le même jour une émeute éclata à Brescia. L'intention de Chrzanowski était de rejeter les Autrichiens sur le Naviglio

Grande , pour faire une pointe sur Milan ; Ramorino à l'aile droite , envoyé à Mortara , était chargé d'observer l'ennemi à Pavie et de donner la main à La Marmora. Mais Radetzki , pendant la nuit du 19 au 20 , avait replié ses troupes sur Pavie ; il jeta , de son côté , un pont sur le bas Tessin et fit passer deux brigades sur la rive droite , sans rencontrer aucune résistance de la part de Ramorino , qui resta inactif. Cette faute grave perdit tout. Le 21 , l'armée piémontaise repassa le Tessin , pour se porter au-devant des Autrichiens qui continuaient à déboucher de Pavie. Durando fut envoyé en avant-garde pour renforcer la position de Mortara ; Chrzanowski dirigea le reste sur Sforzesca et Vigevano pour le soutenir. Mais le retard des vivres arrêta plusieurs brigades. Les Piémontais soutinrent un brillant combat , le 21 , à Sforzesca , sans pouvoir empêcher les Autrichiens d'achever leur mouvement , et Durando , presque isolé à Mortara , se laissa enlever ce village dans un combat de nuit , avec perte de deux mille hommes tués ou pris.

Il fallut songer à battre en retraite sous Novare , « pour y risquer le tout pour le tout. » Chrzanowski rangea les quarante-quatre mille hommes qui lui restaient sur une ligne profonde , d'environ trois mille mètres de longueur. L'ennemi parut le 23 mars au matin , et porta tous ses efforts sur les hauteurs de la Bicocca , pour tourner la gauche piémontaise. Le roi y resta au milieu d'une pluie de projectiles ; ses deux fils les ducs de Savoie et de Gènes , à la tête de leurs brigades , chassèrent deux fois les ennemis de la Bicocca. Mais au moment où Chrzanowski s'apprêtait à faire un mouvement sur la droite pour dégager la gauche , le village de la Bicocca fut pris et la route occupée. C'était la clef de la position ; la gauche se débanda sur Novare , le centre et la droite commencèrent à reculer. Charles-Albert essaya de les ramener , sinon pour vaincre , au moins pour mourir ; « la mort même ne voulut pas de lui. » Le soir , à huit heures , le malheureux roi rassembla les princes , les généraux , son conseil. « Messieurs , dit-il , je me suis sacrifié à la cause italienne ; pour elle j'ai exposé ma vie , celle de mes enfants , mon trône ; je n'ai pu réussir. Je comprends que ma personne pourrait

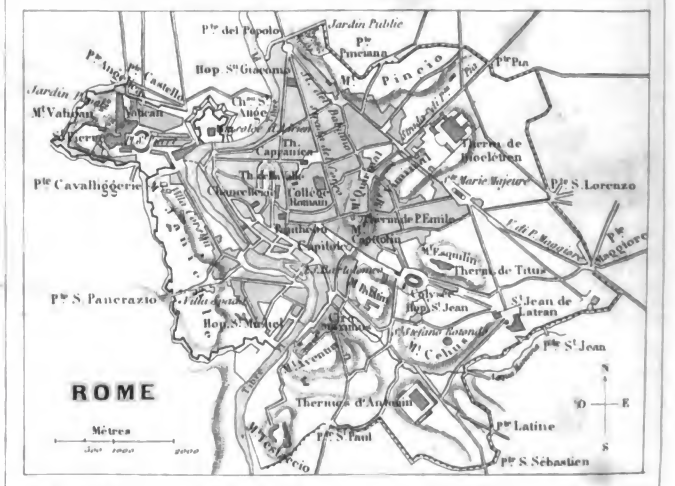
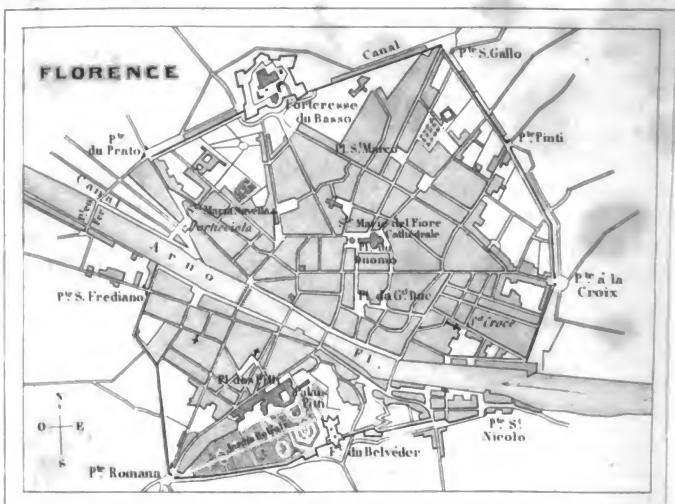
être aujourd'hui le seul obstacle à une paix désormais nécessaire. Je ne pourrais pas la signer. Puisque je n'ai pu trouver la mort, j'accomplirai un dernier sacrifice à mon pays ; je dépose la couronne et j'abdique en faveur de mon fils, le duc de Savoie. » Il partit, le soir même, sans dire où il allait ; et Charles-Emmanuel II fut chargé de négocier la paix. Il commença douloureusement son règne, en signant un armistice, et en envoyant un de ses généraux pour soumettre Gènes qui, plutôt que d'accepter la paix, voulait proclamer la république.

La défaite de Novare entraîna la chute de Brescia. Depuis trois jours maîtres de la ville et bien barricadés dans les rues, les Brescians ne pouvaient croire aux mauvaises nouvelles venues du Tessin. Ils firent pendant deux jours consécutifs (27 et 28) de vigoureuses sorties contre Nugent qui voulait s'établir pour commencer le bombardement ; Nugent lui-même périt dans l'une d'elles. La nouvelle de la conclusion de l'armistice, arrivée le 29, trouva encore des incrédules et exalta le patriotisme des autres jusqu'au délire ; on jura de s'ensevelir sous les ruines de la ville. Haynau arriva le 31, et menaça vainement la ville du sac, du pillage et d'une ruine complète. Après un combat acharné, il ne resta maître le soir que de deux portes et de quelques maisons en ruine. Le lendemain, 1^{er} avril, le combat recommença avec une égale fureur ; la municipalité traita au milieu du jour ; mais un certain nombre de malheureux refusèrent d'abandonner les barricades et se firent tous tuer au milieu d'horribles scènes de massacre et d'incendie. La prise de la ville avait coûté aux Autrichiens un général, trois colonels, trente-huit officiers et quinze cents hommes ; trois cents maisons étaient détruites. Haynau se fit livrer encore près de cent des chefs de l'insurrection qui furent décapités sans pitié, et mit sur la province un impôt de six millions.

Les illusions de la démocratie romaine ne furent point ébranlées par les revers successifs de la cause de l'indépendance. La Marmora, après avoir débouché sur Gènes avec sa division par les vallées de Polcevera et de Bisagno, emporta le 5 avril le faubourg Saint-Pierre-d'Arena, et le palais Tursi-

Doria sur les républicains, et leur permit de s'embarquer. Le 20 avril, le général napolitain Filangieri, après la dénonciation de l'armistice au parlement sicilien, par Ferdinand II, apparut en vue de Taormina au pied de l'Etna, et s'en empara le 4. Le 12, à Florence, le gonfalonier Ubaldino Peruzzi, encouragé par les mouvements des Autrichiens sur Pontremoli et Fivizzano, se mit à la tête de la garde civique et reprit le pouvoir au nom du grand-duc et de la constitution. Mais Mazzini, arrivé à Rome depuis le 6 mars, était entré dans le triumvirat le 29, jour où la défaite de Novare avait été apprise à Rome. Nouveau Rienzi, mêlant les passions du tribun avec les élans du mystique, il pensait sauver tout en évoquant, dans la ville éternelle, Dieu et le peuple, sur les ruines du gouvernement et de l'Eglise. Il croyait venu au milieu de tous ces désastres, le règne qu'il avait si longtemps rêvé. « Italiens, frères, disait-il, le Piémont trahi, Gènes tombée, la Toscane agitée par les tentatives d'une réaction coupable, la vie, la véritable vie italienne se concentre dans Rome. Que Rome soit le cœur de l'Italie. Qu'elle accomplisse des actions dignes de ses pères. C'est de Rome que par la force de l'exemple, la vie doit refluer aux membres épars de la grande famille italienne. Le nom de Rome, de la Rome du peuple, la Rome républicaine, sera béni en Italie, et pour longtemps glorieux en Europe. » Après la guerre royale il annonçait la guerre républicaine et proclamait la levée en masse.

Les armées catholiques de l'Europe marchaient déjà contre lui. Les Autrichiens s'établissaient à Parme et à Modène pour marcher bientôt sur Bologne; une armée napolitaine se rassemblait sur le Garigliano. La souveraine de l'Espagne armait dans ses ports. Le 25 avril enfin, le général français Oudinot débarqua avec sept mille hommes à Civita Vecchia. Que venait faire au juste cette nouvelle armée? on ne le savait trop encore. Le gouvernement français avait dit récemment, par l'organe de M. Odilon Barrot, « qu'il n'entrerait pas dans sa pensée d'imposer à l'Italie un gouvernement, ni celui de la république, ni un autre. Son seul but était de se trouver présent aux événements dans le double intérêt de



Préface par A. Vuillemin

Librairie de L. Bachellet et Comp^{ie}

Crane par E. George

l'influence française et de la liberté qui pourrait courir des dangers. » Le général Oudinot proclama lui-même, en prenant possession de Civita Vecchia, « qu'il ne venait point imposer aux populations un gouvernement qui serait opposé à leurs vœux. » Les Romains ne savaient que penser. Ils croyaient l'assemblée française plutôt favorable qu'hostile et avaient élevé à la présidence de l'assemblée Charles Bonaparte, prince de Canino, dans l'espoir de flatter le président de la république française. Ils s'abritaient sous un article de notre constitution de 1848, qu'ils affichaient sur la route de Rome. Après quelques pourparlers assez aigres, le général Oudinot déclara qu'il avait ordre d'entrer dans Rome, se mit en marche le 28, et arriva devant la ville le 29.

Rome divisée inégalement du nord au sud par le Tibre, offrait à l'armée française sa partie occidentale, appelée Transtévère, entourée de vieux murs, presque tous datant du moyen âge, assez forts, mais sans fossés et sans glacis. Cette ligne de muraille forme vers le nord-ouest un angle assez prononcé qui renferme l'église Saint-Pierre et le jardin du Vatican; elle est percée de quatre portes principales du nord au sud, Angelica, Cavaliggere, San Pancraccio et Portesi. Le 30 avril, au matin, la petite armée française s'avança en trois colonnes, musique en tête, vers les portes Angelica, Portesi et San Pancraccio pour faire une reconnaissance ou surprendre la ville. Elle n'était guère alors forte que de huit mille hommes. La garnison de Rome, composée de sept régiments romains de ligne, de deux bataillons lombards, des légions de Rome, de Bologne, du Piémont, des corps de Garibaldi et des Polonais, montait à peu près à trente mille hommes. Garibaldi, posté avec sa légion au village Sant'Antonio, tenta de faire un accueil fraternel aux soldats français, pour les gagner ou les attirer, puis battit en retraite en tirillant. Les chasseurs et un bataillon du 20^e se précipitèrent au pas de course sur les hauteurs de San Pancraccio. Ils furent reçus par un feu rasant de la villa Panfili; au milieu du désordre, Garibaldi se retourna, et isola une partie des hommes du 20^e qui furent entraînés dans la ville. Les deux autres attaques furent aussi inutiles. Oudi-

not ayant eu un certain nombre de blessés et de prisonniers, se retira à une journée de marche de la ville. Il fallait un siège en règle.

La nouvelle de l'attaque de Rome fut différemment accueillie en France, selon les passions et le point de vue des pouvoirs constitués. L'assemblée, fidèle à ses principes, invita le gouvernement « à prendre sans délai les mesures nécessaires pour que l'expédition d'Italie ne fût pas plus longtemps détournée du but qui lui avait été assigné. » Le président de la république, plus particulièrement préoccupé de sauvegarder l'honneur des armes françaises, ne cacha point son désir de venger l'affront qu'elles avaient essuyé. M. de Lesseps, envoyé extraordinaire, arrivé bientôt à Rome, fit provisoirement suspendre les hostilités, et tenta d'obtenir par des négociations l'occupation pacifique du territoire romain à titre de protection. Le triumvirat romain tout en continuant à l'intérieur son œuvre contre les institutions ecclésiastiques, employa tout pour se faire bien venir de l'armée française; il renvoya ses prisonniers, offrit des présents aux officiers et aux soldats français.

Mais pendant cet armistice entre la France et les Romains, les autres gouvernements italiens poursuivirent leurs progrès. Le 18 mai, les Autrichiens rétablirent le duc Charles III, à Parme. Le maréchal d'Aspre, sur l'invitation du grand-duc de Toscane, Léopold II, occupa Pise et Lucques. La municipalité florentine qui avait elle-même rétabli le gouvernement du grand-duc fit en vain des représentations; le commandant autrichien arriva le 11 devant Livourne, occupée par les républicains, pointa ses canons contre les murailles à sept heures du matin, entra par la brèche, et resta maître de la ville à midi, après quelques excès. Florence elle-même fut obligée d'ouvrir ses portes; c'était la volonté du grand-duc qui ne voulait plus même entendre parler de la constitution. Les Autrichiens y entrèrent le 25 et y désarmèrent, comme partout, la garde civique. Dans la Sicile, le général Filangieri continua son mouvement, emporta Catane et se dirigea sur Palerme. Le Polonais Mieroslawski, audacieux soldat et ardent tribun, fit merveille avec

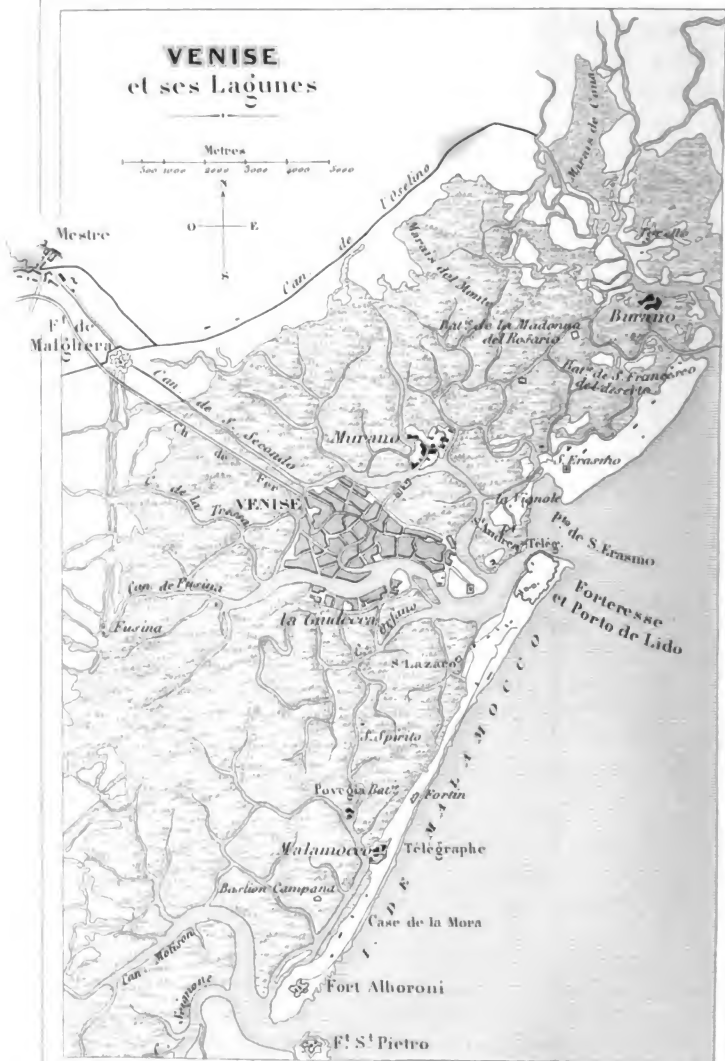
une petite armée composée plutôt de volontaires étrangers que de Siciliens ; mais l'armée napolitaine arriva néanmoins bientôt devant Palerme , disposée à la traiter comme Messine. Grâce aux amiraux français et anglais la capitale obtint, le 15 mai, capitulation, et une amnistie dont furent exceptées cependant cinquante-trois personnes.

Dans les États romains les Autrichiens et les Napolitains n'avaient pas non plus déposé les armes. L'Autrichien Wimpfen était arrivé devant Bologne depuis le 8 mai ; le général Bellini et le professeur Alessandrini défendirent la place avec quelques bataillons de troupes régulières et la jeunesse de la ville, et firent même quelques sorties heureuses par les portes Galluzza et Castiglione. Mais le 12, un corps de volontaires , parti de Rome , sous la conduite de Montarini , fut vigoureusement repoussé, un bombardement sérieux commença le 14, et la municipalité capitula le 16. Le triumvirat romain ne trouva de consolation à la perte de Bologne que dans l'affaire qui eut lieu à Velletri entre les Napolitains et la légion Garibaldi, et dont chaque parti s'attribua le succès. Rome était néanmoins découverte et menacée par quatre armées. Le 25 mai les Autrichiens étaient déjà devant Ancône ; le 26, les Espagnols, commandés par Fernando de Cordoba, débarquaient à Gaëte et recevaient la bénédiction du pontife ; enfin les Français occupaient le Monte Mario, en face de Porta Angelica.

Mais la France, dont l'armée s'était depuis peu montée à plus de vingt-cinq mille hommes , se réservait en tout cas l'entrée dans Rome. Les trois autres puissances catholiques en étaient prévenues , le moment décisif approchait ; la France, quelles que fussent ses sympathies , ne pouvait rester simple spectatrice de l'événement. Le 29 mai , l'envoyé extraordinaire, Lesseps, était parvenu à obtenir du triumvirat romain une convention par laquelle « l'appui de la France était assuré aux populations romaines, et l'occupation du territoire consentie. » Mais le général Oudinot refusa la convention, exigea que le gouvernement romain « réclamât la protection des armes françaises, » et en cas de refus, annonça la reprise des hostilités « contre la place »

pour le 4 juin. Il y avait maintenant accord dans les pouvoirs en France; la nouvelle assemblée législative qui venait de prendre la place de la constituante, voulait avec Louis-Napoléon Bonaparte, l'entrée dans Rome. Le siège recommença.

Déjà le 3, dès le matin, en dehors de la ville, le général Sauvan s'empara de Ponte Mole, au sud de Rome, pour s'assurer le passage sur la rive gauche, et le général Mollière emporta les villas Corsini et Panfili sur les Romains qui se plaignirent d'avoir été surpris. Le lendemain, l'armée française entama les parallèles devant le mur qui court sur le Janicule. Le général Oudinot en eût bien plus tôt fini avec la résistance s'il avait dirigé son attaque sur le Vatican; mais il ne voulait point causer de dommages dans le quartier qui renferme tant de merveilles. Les travaux très-habilement dirigés par le général Levaillant, furent achevés le 12, et le bombardement commença, mais dirigé principalement sur les fortifications. Pendant les quinze jours que dura la lutte, on peut dire que l'attaque fut conduite avec autant de précautions et de ménagements que la résistance fut courageuse. La France voulait témoigner de son respect pour la ville éternelle; et les défenseurs de Rome sentaient que c'était alors pour la dernière citadelle de la révolution partout vaincue qu'ils combattaient. On put compter les projectiles qui s'égarèrent par malheur sur quelques monuments. L'assemblée romaine resta en permanence. Le triumvirat multiplia les mesures d'enthousiasme, et les Romains les actes de courage contre la science stratégique et la valeur de l'armée française. Le 21, trois brèches furent ouvertes; les Français et les Romains se rencontrèrent en face. Enfin le 29, un combat décisif eut lieu. C'était le jour de Saint-Pierre : l'action dura jusqu'à la nuit. Le gouvernement romain fit allumer, comme à l'ordinaire, cette magnifique girandole de lumière qui n'éclaire habituellement qu'une fête. Elle illumina cette fois une défaite. Les Romains, après une longue résistance, cédèrent à la valeur française deux bastions et la partie du Janicule enfermée dans la ville, pour se retirer sur Montorio derrière de nouvelles fortifications. Du



Dresser par J. Vuillemin

Librairie de L. Hachette et C^{ie}

tirage par F. E. George

Janicule le bombardement pouvait être terrible pour la ville; les batteries ne furent dirigées que sur Montorio et sur les combattants. Là encore la résistance ne pouvait être longue. Garibaldi et les siens voulaient abandonner le Transtévère et se borner à défendre le reste de la ville. Mais on apprit bientôt qu'un mouvement insurrectionnel tenté pour changer le gouvernement avait échoué à Paris (13 juin), et qu'Ancône était prise; on se convainquit que tout était fini. Garibaldi sortit pendant la nuit du 1^{er} au 2 juillet avec sept mille hommes; le triumvirat donna sa démission et la municipalité alla régler avec Oudinot l'entrée pacifique des vainqueurs. Pendant que l'armée française entra dans Rome le 2, l'assemblée discuta les derniers articles de la constitution, qu'elle proclama le lendemain, 3, du haut du Capitole. Mais le 4, au soir, un bataillon français vint occuper les abords de l'assemblée, pénétra dans l'enceinte, et en fit sortir les députés, malgré une protestation qui fut remise entre les mains du colonel. Quelques jours après, tandis que Garibaldi, errant dans les Apennins, entre les quatre armées ennemies, voyait les siens se débander et échappait presque seul à toutes les recherches, la municipalité romaine elle-même était dissoute, et les armes pontificales remplaçaient celles de la république.

La chute de Venise fut le dernier acte de la révolution et de la guerre d'indépendance. Depuis dix-sept mois, l'héroïque cité sous les ordres de Manin et de Pepe déployait le plus grand courage et s'imposait toutes les privations. Elle défendait pied à pied les canaux, les îles et les forts de la lagune. Les Autrichiens n'avançaient que tranchée par tranchée. Après la bataille de Novare, Manin, devenu dictateur, et l'assemblée avaient répondu à la lettre de Haynau par le serment de se défendre à toute extrémité. Au milieu du siège de Rome le fort de Malghera après avoir subi un bombardement d'un mois avait été abandonné. « On ne peut se faire une idée, dit la *Gazette d'Augsbourg*, de l'état de ruine auquel le fort était réduit; on tombait tous les trois ou quatre pas dans un trou creusé par une bombe; le sol était semé de mitraille, c'était un monceau de ruines; tous les

canons étaient hors de service; aucune troupe au monde n'aurait prolongé plus longtemps la résistance. » Des deux plus vaillants défenseurs de la lagune, Ulloa et Rosaroll, le dernier fut emporté d'un boulet de canon au fort Brondolo le 28 juin. Après la chute de Rome, l'Italie devait perdre tout espoir. Venise résista encore. Le 7 juillet, Pepe fit chasser l'ennemi d'un pont de la Brenta, et quelques jours après ordonna une sortie hors de Brondolo pour ramasser des vivres. Mais le nombre des soldats réguliers et des volontaires italiens diminuait chaque jour; on était obligé de mobiliser la garde civique. Sur la fin de juillet, les tranchées furent poussées tout près de la ville, et les boulets commencèrent à atteindre la place Saint-Marc; on abandonna la partie de la ville la plus exposée. Mais bientôt le choléra se déclara dans les quartiers où la population s'était entassée, et le 8 août l'assemblée fit savoir à Pepe qu'il n'y avait plus de pain et de poudre que pour quinze jours. Celui-ci prolongea encore la défense jusqu'à ce qu'on obtint une capitulation honorable. Le 25 enfin, après avoir assuré le départ des débris des milices, il s'embarqua lui-même avec le gouvernement révolutionnaire et l'état-major, et le 28 août Venise après avoir agi comme aux jours de sa puissance et de sa gloire, vit de nouveau le drapeau autrichien flotter sur la place Saint-Marc.

**Rétablissement des anciens gouvernements; état actuel
(1850-1852).**

Après de profondes agitations, les souverains et les gouvernements restaurés avaient à rétablir la tranquillité, et à conjurer autant que possible les périls de l'avenir, en faisant la part des nécessités légitimes et des exagérations inséparables des temps de révolution. La première partie de cette tâche a presque seule été essayée jusqu'ici (mars 1852), si ce n'est dans le royaume de Sardaigne où la seconde aussi a été honorablement tentée. D'accord sur la nécessité présente de l'ordre, les deux puissances étrangères dont l'influence a le plus de poids en Italie, l'Autriche et la France n'avaient point les mêmes vues sur les conditions d'avenir de la péninsule;

rien n'a donc pu être commencé à ce sujet qui importe cependant à la tranquillité de l'Europe entière, aussi bien qu'à la prospérité et au bonheur de l'Italie.

Le vainqueur de l'Italie septentrionale a fait peser sur le Lombard-Vénitien reconquis les rigueurs de l'état de siège, poussé quelquefois jusqu'à de regrettables vengeances. Le gouvernement de Vienne en prenant soin avant tout de sa domination, continue comme auparavant à tenir la main à la satisfaction des besoins matériels les plus pressants, mais à la condition d'avoir sa forte part de la prospérité qu'il permet. Il continue la voie de fer qui doit relier toute la vallée du Pô; mais il a fait payer cher à la Lombardie les frais de la soumission. Après avoir répudié pour la monarchie entière, toute constitution représentative, il n'a pas même encore accordé de garanties locales à ses provinces italiennes. S'il eût pu y faire dominer la langue allemande dans l'instruction publique, pour prouver sa volonté de ne pas reculer dans la péninsule, il l'eût fait; il en a au moins largement prescrit tout dernièrement encore l'enseignement. La présence récente du jeune empereur François-Joseph pendant un voyage n'a pas réconcilié les vainqueurs et les vaincus. Le maître est plein de défiance et les sujets pleins de tristesse. Sous prétexte de josphisme, quelques lois civiles du XVIII^e siècle même sont menacées. Les petits ducs de Parme et de Modène, Charles III et François V restaurés par l'Autriche, sont comme avant 1848 ses véritables préfets gardés par ses soldats.

Parmi les princes indépendants de la péninsule, le roi des Deux-Siciles Ferdinand II et le grand-duc Léopold ont agi conformément aux désirs et à l'influence de l'Autriche. Le saint-siège est resté partagé entre les conseils venus de Vienne et ceux venus de France, penchant d'abord visiblement vers les premiers, inclinant faiblement aujourd'hui à prêter l'oreille aux seconds. Le jeune roi de Sardaigne Charles-Emmanuel II entouré d'hommes de modération et de fermeté, est entré courageusement dans des voies sagement libérales, et se rattache franchement à l'influence française.

Après avoir repris à la pointe de l'épée sur les constitutionnels et les radicaux ses trois capitales, Naples, Messine et Palerme, après avoir dissous coup sur coup trois assemblées parlementaires, Ferdinand II ne veut plus entendre parler de constitution. Celle qu'il avait consentie a été déclarée par lui et demeure indéfiniment suspendue. L'indifférence des masses dans les campagnes est d'accord en cela avec la volonté du souverain. Les classes élevées ou bourgeoises, ont seules encore des regrets; mais cela suffit pour que la tranquillité ne soit point complète. Les commissions ajoutent de temps en temps de nouveaux coupables aux nombreuses condamnations qui ont suivi les tristes événements du royaume, et n'épargnent point les hommes de l'éducation la plus distinguée. Le souverain commue fréquemment les condamnations à mort; mais les galères, les prisons sont pleines; l'humanité a quelque chose à redire aux traitements qu'y subissent de trop nombreux malheureux. La Sicile particulièrement est soumise à un régime militaire exceptionnel. Le gouvernement a repris son allure régulière, ses finances sont en assez bon état; mais depuis deux années de paix, aucun remède efficace n'a été apporté des deux côtés du Phare, en Sicile surtout, aux défauts sinon de l'administration, au moins des administrateurs; aucune amélioration notable n'a été tentée dans l'instruction primaire, dans l'agriculture, dans les voies de communication. Les trois voies de fer partant de Naples dans trois directions ont été continuées en deçà du Phare; mais en Sicile, rien. Le général Filangieri, investi du gouvernement militaire et plein de bonne volonté, voudrait y ouvrir des voies nouvelles pour relever le commerce, fonder des écoles. Tous ses efforts échouent à Palerme et à Naples. Tout ce qu'on avait à regretter avant 1848, on le regrette encore. Le roi Ferdinand II ne veut plus être roi constitutionnel; il a reçu du pape pour son hospitalité de Gaète le titre de *Rex piissimus*; ne pourrait-il point être encore roi réformateur?

Le grand-duc Léopold II a aussi par un décret du 21 septembre 1850, suspendu indéfiniment l'exercice de la constitution du 15 février 1848. Incapable de se maintenir avec

ses propres troupes en Toscane, il a passé quelques mois auparavant (22 avril) avec l'Autriche une convention par laquelle celle-ci entretient un corps d'occupation de douze mille hommes dans ses principales places. Léopold s'est ainsi réduit à peu près à l'état de dépendance où sont depuis longtemps les ducs de Parme et de Modène. Les Autrichiens sont maîtres chez lui. Il n'y peut faire respecter par eux les étrangers. Si l'Angleterre lui demande réparation pour une injure faite à un citoyen anglais, il s'abrite derrière l'empereur d'Autriche, et mérite qu'on lui demande si son État compte encore sur la carte d'Europe. Le cabinet de Vienne vise encore plus loin. Il a obtenu du grand-duc (5 novembre) un traité de poste. Il voudrait unir Trieste et Venise à la Méditerranée par un chemin de fer aboutissant à Livourne. Il songe à conclure avec la Toscane une union douanière. Le gouvernement oppose à ces tentatives d'absorption politique peu de résistance; obéré par les désordres des événements précédents, par la solde des troupes autrichiennes, il ne peut même que faiblement travailler à des améliorations intérieures aussi nécessaires qu'en Sicile.

Il y a cependant en Toscane de louables efforts. Les voies de fer se continuent de Florence sur Pise, Lucques et Sienne. L'instruction publique y fait quelques progrès. Il est question d'établir six grands lycées à Florence, Lucques, Sienne, Pise, Pistoie, Livourne; une école secondaire par ville de quatre mille âmes, et une école primaire par commune.

La politique est davantage sous l'influence autrichienne. La constitution représentative n'est que suspendue. On voudrait en obtenir l'abolition du grand-duc. Quelques velléités rétrogrades menacent même les lois les plus respectées, les fameuses lois léopoldines. L'œuvre de Léopold I^{er} serait détruite par Léopold II. Il est probable que le grand-duc fera une cote mal taillée. Il sacrifiera le dernier vestige des événements de 1848, et conservera intact l'héritage libéral de son aïeul. Baldasseroni l'emportera sur Boccella.

Rome est le point où la politique autrichienne et la politique française se trouvaient surtout aux prises. Le gouverne-

ment français ne prétendait pas avoir envoyé une armée à Rome pour rétablir dans son intégrité le gouvernement clérical et surtout les abus ou les négligences de l'ancienne administration. La cour de Gaëte de son côté, soutenue par le cabinet autrichien, ne voulait point payer par trop de sacrifices les secours de la France dont elle aurait même désiré se passer si elle l'avait pu. Les cardinaux della Genga, Vanicelli et Altieri institués comme commissaires le 1^{er} août 1849, dévoilèrent assez maladroitement dès les premiers jours les mauvais vouloirs et les méfiances de la cour de Gaëte. Rentrés à Rome grâce à la France, ils se contentèrent dans leur manifeste de remercier le « bras invincible et glorieux *des armées catholiques*. » Non contents d'annuler tous les actes du gouvernement républicain, ils commencèrent à rétablir tout le vieux système administratif et judiciaire, que Pie IX lui-même avait d'abord voulu réformer; ils instituèrent une sorte d'inquisition contre tous les employés de l'État, et exercèrent des représailles fort étendues contre tous ceux qui avaient pris part aux mouvements constitutionnels ou républicains. Les représentations des autorités militaires françaises n'y firent rien. Le président de la république se crut obligé d'adresser un assez sévère avertissement aux conseillers imprudents du saint-siège. « J'apprends, écrivit-il à un de ses aides de camp (M. Edgar Ney), que les intentions bienveillantes du saint-père comme notre propre action restent stériles en présence de passions et d'influences hostiles. On voudrait donner comme base à la rentrée du pape, la proscription et la tyrannie; dites de ma part au général Rostolan qu'il ne doit pas permettre qu'à l'ombre du drapeau tricolore on commette un acte qui puisse dénaturer le caractère de notre intervention. Je résume ainsi le pouvoir temporel du pape : *amnistie générale, sécularisation de l'administration, code Napoléon et gouvernement libéral*. »

La cour de Gaëte parut d'abord vouloir regarder comme non avenue cette lettre écrite tout à fait en dehors des voies diplomatiques. Cependant un *motu proprio* du 19 septembre accorda une amnistie à tous ceux qui n'avaient point parti-

cipé comme députés ou chefs militaires à l'établissement de la république, et promit une réorganisation administrative et judiciaire. Ce n'était pas encore tout ce qu'avait demandé Louis-Napoléon Bonaparte, ni tout ce que désirait le gouvernement français. L'accomplissement même de ces promesses se fit longtemps attendre. Ces résistances mal déguisées de l'esprit clérical contre un protecteur plein de ménagements mais français, la désaffection profonde ou l'indifférence des populations romaines, la difficulté d'une réorganisation sérieuse du gouvernement au milieu de pareilles circonstances, retarda aussi longtemps la rentrée du pape à Rome. Tout était tranquille dans les États romains au commencement de 1850. Les Espagnols, les Napolitains s'étaient retirés. La France songeait à réduire son corps d'armée à une seule division dans Rome ainsi que l'Autriche dans les légations. C'était là l'ordre mais non un gouvernement.

Le pape ne fit sa rentrée à Rome que le 4 avril 1850, escorté par le général français Baraguay-d'Hilliers et le prince Altieri, commandant de la garde noble. La conduite de Pie IX rentré à Rome fut plus prudente, plus dégagée des influences qui l'avaient de nouveau emporté sur lui à Gaëte et à Portici; il remercia cette fois en termes explicites « la nation française et l'illustre président de la république qui s'étaient fait une gloire de le ramener dans les murs de Rome. » Le 10 septembre 1850 enfin, le cardinal Antonelli organisa par deux édits les départements ministériels, établit un conseil d'État et dans les deux mois suivants promit une consulte des finances, et réorganisa l'administration des provinces et celle des communes.

Le plus important des ministres du saint-père, selon la nouvelle organisation, est le ministre secrétaire d'État, président du conseil, chargé à la fois des rapports avec l'étranger, de la signature et de la promulgation des lois à l'intérieur. Ce ministre ne peut être qu'un cardinal. Le conseil d'État, composé de neuf membres ordinaires et de six extraordinaires, nommés par le pape, et présidé par le cardinal secrétaire d'État, n'émet que de simples opinions et quand

il est consulté. La consulte des finances, nommée aussi directement par le pape ou sur une liste de candidats formée par les conseils provinciaux, n'a pouvoir que de reviser, de donner des avis, et peut être dissoute. Les États romains sont divisés en quatre légations : Bologne, Ancône, Pérouse et Bénévent ; Rome et les environs restant sous un régime spécial. Les communes sont administrées par une *magistrature* désignée par le pouvoir, et par des conseillers municipaux élus par certaines catégories d'électeurs. Ce sont, on le voit, de bien faibles concessions auprès de ce que Pie IX avait paru vouloir faire au commencement de son pontificat. La consulte des finances n'a pas encore réellement fonctionné, et l'état financier laisse encore grandement à désirer. Le saint-siège trouve difficilement à effectuer un emprunt ; les juridictions mixtes et les juridictions ecclésiastiques, ainsi que maintes formes surannées de procédure, continuent à subsister. Les améliorations projetées dans l'instruction, le commerce, les voies de communication, sont peut-être pour longtemps encore suspendues. Des capitaux ont cherché à s'engager dans des projets de chemin de fer romain ; ils se sont promptement retirés. La nouvelle organisation communale a même fait rétrograder les municipalités romaines, au delà de 1816. Somme toute, le gouvernement temporel ne se soutient que par l'appui des troupes étrangères, qu'il supporte avec peine, et il cherche à se former une force armée suffisante pour le protéger. Il en rassemble, dit-on, les éléments au dehors pour pouvoir remercier bientôt les puissances catholiques qui l'ont restauré. Libre alors, il promet aux États romains des bienfaits qu'il a mis en réserve pour en disposer en toute indépendance. Il est peu probable cependant que la France et l'Autriche retirent entièrement leurs soldats. Peut-être par défiance l'une de l'autre, peut-être dans l'intérêt du pouvoir temporel, elles garderont un pied, l'une à Civita Vecchia, l'autre à Ancône.

Le Piémont avait aussi bien des plaies à fermer, bien des institutions à raffermir, après la révolution et la guerre. Tandis que Ramorino était mis en jugement et exécuté pour sa conduite à Novare, le 22 juillet, Charles-Albert mourait à

Oporto en Portugal, le 28, en repoussant avec colère une adresse du parlement qu'il accusait de sa perte. Le 6 août suivant, le jeune roi signa la paix avec l'Autriche à de dures conditions. La démarcation des frontières était conservée; mais le roi de Sardaigne s'engageait à renoncer à tout titre sur le Lombard-Vénitien et à payer une indemnité de guerre de soixante-quinze millions de francs. L'Autriche se serait montrée plus accommodante sur l'indemnité, si elle avait pu obtenir du Piémont d'autres sacrifices sur les institutions libérales qu'il possédait depuis peu; mais Charles-Emmanuel refusa de transiger sur ce point. Il jura de nouveau, au mois de décembre de l'année 1849, le *statuto fondamentale* donné par Charles-Albert, et inaugura avec résolution et prudence le régime libéral, en s'entourant de ministres éclairés et fermes, dont MM. d'Azeglio, Cavour et La Marmora ont été jusqu'ici les plus distingués.

La constitution sarde est à peu près celle qui avait été donnée à la France en 1830. Le sénat nommé à vie répond à l'ancienne chambre des pairs française; il représente l'élément conservateur. Les députés de la seconde chambre sont élus par les citoyens qui possèdent un certain capital ou qui payent un certain cens. Cette chambre vote sérieusement l'impôt. L'égalité de tous les citoyens devant la loi et l'impôt, leur admissibilité à tous les emplois, la liberté individuelle, l'inviolabilité du domicile, la liberté de la presse sauf l'abus, sont garanties. La religion catholique est déclarée religion de l'État, mais la tolérance proclamée.

La mise en pratique de ce régime a été jusqu'à présent assez heureuse. La chambre des députés élue en 1849 n'avait pas voulu ratifier le traité du 6 août; celle qui s'est réunie en 1850 a, sur la proposition du comte César Balbo, accompli ce sacrifice nécessaire par un vote silencieux; elle a également assez heureusement réglé la situation financière. Le déficit pour l'année 1850, malgré la guerre et l'indemnité à payer à l'Autriche, peut s'évaluer seulement à vingt-six millions. La dette totale du royaume de Sardaigne n'absorbe guère plus du sixième de ses revenus actuels, qui présentent un total approximatif de quatre-vingt-dix millions. Plus

sieurs lois d'un grand intérêt pour l'avenir du royaume ont été votées. Une banque nationale, formée de la fusion des deux banques de Gènes et de Turin, a été fondée par une loi du 1^{er} juillet. Les chemins de fer qui doivent achever de relier Turin au Lombardo-Vénitien, à Gènes, à la France, sont continués avec ardeur. De nouvelles voies de communication bien nécessaires ont été adoptées dans l'île de Sardaigne. L'instruction publique est devenue plus générale, plus laïque, plus libérale. Des traités basés sur le libre échange ont été passés avec l'Angleterre, la Hollande, la Belgique, l'Espagne; une convention sur la propriété littéraire avec la France.

L'exercice régulier de cette liberté prudente et féconde, bien que jeune encore, n'a rencontré jusqu'à présent d'obstacle que dans une affaire qui touchait au domaine spirituel. Sur la proposition du ministre de la justice, M. Siccardi, les chambres avaient voté l'abolition d'un tribunal de justice civil et criminel privilégié, présidé par l'évêque (*foro ecclesiastico*), et rendu les cas qui en ressortissaient jusque-là aux tribunaux ordinaires. Bientôt une nouvelle loi devait régler le contrat de mariage dans ses rapports avec la loi civile. Le saint-siège protesta contre des changements reconnus cependant par lui chez d'autres grandes nations catholiques; les deux archevêques de Turin et de Sassari, dans leurs circulaires, encouragèrent ouvertement le clergé à la désobéissance. Le gouvernement sarde s'est conduit avec prudence et fermeté; il a fait juger, avec tous les ménagements possibles, les deux prélats, qui ont été condamnés à l'exil. Il a commencé avec le saint-siège des négociations au milieu desquelles il a sacrifié les personnes pour essayer de sauvegarder ses droits. La sagesse n'a peut-être pas été égale des deux parts. Tout devient depuis, sur le terrain du spirituel, une occasion de conflit. Les doctrines du professeur de droit canon, M. Nuitz, ont encore été dernièrement condamnées par la cour de Rome; M. Farini, alors ministre de l'instruction publique, écrivain romain distingué adopté par le Piémont, a déclaré que le professeur n'avait enseigné que les doctrines de l'État; mais, par esprit de concession, il lui a confié

une autre chaire. La querelle en est là avec Rome ; les notes, les chargés d'affaires se sont succédé à Rome et à Turin sans arriver encore à conclure, comme on le voudrait, un concordat. Mais le Piémont continue sagement et résolument son œuvre. La loi sur le contrat de mariage n'est pas abandonnée. M. Buoncompagni, nouveau ministre de la justice et de l'instruction publique, écrivain distingué, esprit libéral, l'a présentée aux chambres bien disposées en 1852. Tout porte à croire qu'elle sera adoptée, malgré les répugnances du clergé.

Telle est aujourd'hui la position des différents États de la péninsule sous l'influence prédominante de l'Autriche contre-balancée par la France. Après les récentes agitations de l'Italie et les rares efforts qui ont été faits pour en prévenir de semblables, on sent que ce n'est point là un état définitif. L'ordre rétabli dans le Lombard-Vénitien, à Rome et dans la Sicile, n'est encore que la compression ; ce n'est pas le développement libre et régulier de la vie politique. Les canons braqués sur la place du Dôme à Milan, mèches allumées, l'état de siège en Sicile, les garnisons françaises ou autrichiennes dans les États romain et toscan en sont la meilleure preuve. Des faits déplorables, ici l'assassinat d'un secrétaire de Radetzki, là d'un assesseur général de la police à Rome, des conspirations avortées, des exécutions, des mouvements comprimés, des emprisonnements encore nombreux, montrent que les passions, qu'encouragent les comités d'exil à Paris et à Londres, ne sont pas éteintes dans ces malheureux pays.

On ne peut demander à l'Autriche qu'elle fasse de bonne grâce plus qu'elle n'a fait jusqu'ici en Lombardie. Elle sent qu'elle n'est pas aimée, et elle s'y résigne. Elle veut garder et exploiter sa belle conquête : c'est sa dernière raison. Ne peut-on pas espérer davantage des souverains nationaux ? Le roi de Naples ne peut se le dissimuler ; il ne suffit pas d'avoir pour soi, en deçà du Phare, l'appui des masses inintelligentes et souvent aussi paresseuses des bras que de l'esprit ; c'est assez pour rester le maître, pas assez pour être roi ; s'il veut soustraire la Sicile au delà du Phare aux suggestions

de l'Angleterre qui la guettera toujours, il faut, par de promptes réformes, effacer les bons souvenirs de la constitution insulaire de 1812. Contre le souvenir et l'espérance, l'état de siège ne peut rien. Ce n'est pas en vain non plus que la couronne de Palerme a été montrée à un prince de la maison de Savoie.

Si la protection des baïonnettes étrangères pèse aux souverains de Rome et de la Toscane, il faut qu'ils trouvent un appui aussi sûr et plus satisfaisant dans leurs propres sujets. Les exilés guettent la moindre complication européenne : le cas échéant, ils seront reçus avec d'autant plus d'empressement que les princes se seront plus confiés à l'étranger. L'expérience récente sans doute n'encourage point les souverains; mais ils doivent songer que la paix est propre à fonder d'une manière durable ces institutions que les temps de révolution montrent et n'affermissent point. Comme homme et comme père de la chrétienté, Pie IX a le cœur ouvert à l'oubli et à la mansuétude; qu'il ouvre ses oreilles aux conseils d'une expérience pratique des choses humaines.

L'exemple du Piémont est là, plein d'encouragement et de consolation. Au pied des Alpes, il y a un souverain confiant et un peuple apaisé qui s'entendent; une parole italienne y descend d'une tribune libre et prudente. Dans l'état actuel de l'Europe, une première épreuve de la vie constitutionnelle est délicate pour la monarchie sarde. Mais dans une récente crise, elle a montré qu'elle n'était point au-dessous. Le jeune roi, le ministère, l'opposition, ont lutté de dévouement pour la terminer, et M. Ratazzi a pu devenir président de l'assemblée sans ébranler le ministère d'Azeglio. Il n'est rien là que n'eût pu imiter le grand-duc de Toscane, si les Autrichiens l'avaient permis. La même constitution ne peut servir de modèle aux États romains; mais il est des institutions provinciales, municipales, tout à fait dans les mœurs de l'Italie, qui pourraient décharger le pontife d'une lourde responsabilité; il est surtout des réformes civiles, judiciaires, qui seraient pour ces populations un grand apaisement.

Les rapports des États italiens entre eux laissent aussi

beaucoup à désirer. Que les Autrichiens se fortifient à Vérone et sur le lac Majeur, et les Piémontais à Casal, il n'y a là rien d'étonnant : le cabinet de Vienne n'a pas oublié sa surprise en 1848, ni le Piémont peut-être abdiqué son ambition. Malheureusement il y a autant de ressentiments politiques que religieux dans la conduite du saint-siège vis-à-vis du cabinet de Turin. Le roi de Naples Ferdinand II, aussi, montre un peu de jalousie du libéralisme de Charles-Emmanuel. La tribune de Turin ne doit pas être pour eux un épouvantail, mais un encouragement ; elle n'est pas un danger, elle peut être un secours.

En somme, il y a en présence, dans chaque État, sur la question d'organisation intérieure et la question d'indépendance, trois politiques, qui ont été essayées chacune, et qui sont toujours représentées par des partis puissants.

Pour la question d'organisation intérieure, la politique absolutiste, la politique réformatrice ou constitutionnelle, la politique radicale.

La première, appuyée par l'Autriche, est maîtresse à Naples et à Florence, et contestée à Rome ; la seconde, plus ou moins avouée par la France, est victorieuse à Turin ; la troisième, dont les adeptes sont exilés, menace surtout les États où triomphe la première.

Pour la question d'indépendance, la politique du *statu quo*, la politique fédéraliste, celle de la fusion ou de l'unité, qui s'adaptent chacune différemment aux besoins de la politique intérieure de chaque parti.

La politique du *statu quo ante bellum* est la seule officielle et patente ; elle a pour premier soutien l'Autriche, dont elle garantit la domination. Il s'en faut cependant beaucoup que cette politique soit pratiquée partout sans arrière-pensée. Le cabinet de Vienne, s'il n'était surveillé par la France, prendrait pied volontiers dans les légations, et il regarde toujours le Piémont avec défiance. Ce n'est pas pour rien, d'autre part, que le Piémont augmente sa force armée ; la fusion avec la Lombardie est un espoir et une vengeance qu'il nourrit en secret. Il pourra attendre l'occasion longtemps ; mais si elle se présente, il tentera de la saisir.

La politique d'unité n'est plus que le rêve d'un démocrate mystique, qui croit personnifier en lui l'Italie entière, et qui est anathématisé par ses coreligionnaires mêmes.

La fédération, sous une forme ou sous une autre, est l'idée la plus vive qui ait survécu à la révolution; l'Autriche l'exploiterait volontiers à son profit, si elle ne rencontrait pas tant de répugnances. Le roi de Naples est peut-être le seul qui n'en veuille point du tout entendre parler, heureux d'isoler son pouvoir absolu derrière les Abruzzes et au delà du Phare. Pie IX, désabusé, vient encore, il est vrai, de mettre à l'index le dernier livre de Gioberti, *Des erreurs et des aventures, des remèdes et des espérances*. Mais il ne faudrait pas beaucoup pour rouvrir son cœur à la confiance et aux grandes pensées. La fédération, que les souverains indépendants y songent, n'est pas seulement le mot de ralliement des exilés qui ne suivent pas Mazzini, mais le vœu d'un grand nombre de cœurs italiens et d'esprits sensés. On ne saurait se le dissimuler cependant, en face de l'Autriche récemment victorieuse, l'Italie ne peut rien seule, pas même se confédérer. Mais il y a encore à Rome un drapeau qui dans ses plis porte de trop glorieux souvenirs pour qu'il ne soit pas toujours un signe d'indépendance et de liberté en même temps qu'une garantie de puissance et d'ordre. Que les Italiens mettent en lui leur confiance; il ne la trompera point. La France, pour qui toute possession au delà des Alpes ne serait qu'un affaiblissement, ne demande rien à l'Italie, si ce n'est l'oubli de rivalités séculaires, la sagesse des espérances et de la conduite, l'esprit d'union et l'amélioration des mœurs publiques qui la rendront digne de reprendre son rang parmi les grandes nations.

Avril 1852.

FIN.

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES.

LES CHIFFRES INDIQUENT LES PAGES.

A

- ABAILARD**; son influence en Italie, 159.
ABBÉ (l') dignitaire à Gènes, 256.
ACADÉMIES en Italie: Académie de médecine de Salerne, 240; Académie de Naples, 311, 403; Académie gréco-florentine, 317; des beaux-arts, fondée par Ludovic le More, 345; de Modène, 403; della Crusca, 428, 518; Académie des sciences du Piémont, 482; Académies du Piémont florissantes, 512; Académie des Arcades, 513; des Géographes, 518.
ACCOPIATORI, commission électorale à Florence, 315, 321.
ACCERSE, jurisconsulte florentin, 239.
ACTON, ministre écossais de Ferdinand IV, roi des Deux-Siciles, 479, 481.
ADALBERT, archevêque de Milan, 88.
ADALBERT 1^{er}, comte de Lucques, 99, et roi d'Italie, 103, 104.
ADALBERT II, roi d'Italie, 110, 112, 113, 114.
ADALHARD, conseiller de Pepin, roi d'Italie, 84, 88, 89, 90.
ADELCHI, société secrète italienne, 535.
ADELCHIS, fils du roi Didier, 82, 83.
ADELCHIS, duc de Bénévent, 92, 93, 94.
ADELFI, société secrète italienne, 535.
ADELHAÏDE (la belle), 109-112, 117, 120.
ADELHAÏDE DE MONTERRAT, mère et tutrice de Roger II, 145, 152.
ADMINISTRATION, impuissante au IV^e siècle, 4.
ADOLPHE DE NASSAU; ses rapports avec Othon Visconti, 222.
ADONI (famille plébéienne génoise des); sa lutte avec les Fregosi, 281, 315, 327. — Antoniotto 1^{er}, 285. — Raphaël, 308. — Prosper, 321, 323. — Antoniotto II, 360, 371, 380.
ADRIEN (l'empereur). Son tombeau, plus tard château Saint-Ange, 48.
ADRIEN 1^{er}, pape, 89.
ADRIEN IV, pape, 162, 163, 166.
ADRIEN VI (d'Utrecht), ancien précepteur de Charles-Quint, 370, 371, 372.
AËTIUS, général romain, 23; sa querelle avec Boniface, 24; sa victoire à Châlons, 25; sa mort, 27.
AFFRANCHISSEMENT DES VILLES, voy. VILLES.
AFRIQUE (diocèse d'), 3; usurpation de Gildon, 16; expédition d'Attale, 20; émigration romaine, 28.
AGILULF, roi lombard, 61, 62, 65.
AGNELLO (Giovanni), doge à Pise, 271; il est chassé, 272.
AGNÈS (l'impératrice), 133.
ACOBIO (Jacques d'), conservateur à Florence, 255.
AGRICULTURE. Elle est ruinée au IV^e siècle, 6; les Ostrogoths se partagent et font cultiver le sol italien, 37; ordonnance de Théodoric sur l'agriculture, 41, 522; sociétés d'agriculture fondées par Charles-Albert et Léopold II, 553; chaire d'agriculture à l'université de Naples, 553; école d'agriculture à Rome, 555.
AGRIGENTE participe aux vèpres siciliennes, 219; elle se soulève contre Philippe IV, 434.
ALAMANNI, poète italien, 364, 391.
ALARIC 1^{er}, roi visigoth; envahit l'empire, 15, 16; batailles de Pollentia et de Vérone, 17; il assiège Rome, 19; fait Attale empereur, 20; prend et pille Rome, 21; meurt à Cosenza; son tombeau, 22.
ALARIC II, allié de Théodoric, 36; épouse sa fille, 40; meurt à Poitiers, 42.
ALBA, journal italien, 577.
ALBANI (le cardinal), légat de Grégoire XVI, 549.
ALBANO (l'), peintre italien, 432.
ALBE (le duc d') envahit le territoire pontifical, 397; marche sur Rome, 398.
ALBERGARIA, droit d'exiger des vivres, 146.
ALBERGO (l'), hospice des pauvres, fondé par Charles IV, 470.

- ALBÉRIC, duc de Spolète, mari de Marozie, 104, 105; le fils de Marozie, 107.
 ALBÉRIC, comte de Tusculum, 115, 116.
 ALBÉRIC, comte de Romagne, 283.
 ALBÉRIC, voy. BARBIANO, ROMANO.
 ALBÉRONI (le cardinal), ministre de Philippe V, 456; il soulève la Sicile, 457; son entreprise sur Saint-Marin, 453.
 ALBERT D'AUTRICHE; sa contestation avec Boniface VIII, 228.
 ALBERT, voy. AZZON.
 ALBERTI (famille florentine des); sa puissance à Florence, 279, 283; Benedetto, 282; lutte avec les Albizzi, 289; les Alberti exilés, 315.
 ALBIGEOIS persécutés par Innocent III, 184, 186; la guerre des Albigeois condamnée au concile de Latran, 187.
 ALBIZZI (famille florentine des); ils gouvernent Florence, 277, 278, 282, 285; contiennent les Alberti et les Médicis, 289; leur exil, 299; Maso Albizzi, 286; son administration libérale et pacifique, 292, 295, 298; Renaud Albizzi exile Cosme de Médicis, 298; est exilé, 299.
 ALBOIN conquiert l'Italie et fonde le royaume des Lombards, 56, 58.
 ALBORNOZ, légat du pape Innocent; ses efforts pour rétablir l'autorité pontificale dans Rome, 267, 268, 270-273.
 ALCUIN; ses relations avec le Mont-Cassin, 87.
 ALDE MANUCE, célèbre imprimeur vénitien, 404.
 ALDIËS, 61; leur condition sous les Lombards, 69, 70, 87.
 ALDOBRANDINO (le cardinal), 413 (voy. CLÉMENT VIII). — Aldobrandino, cardinal-neveu; sa lutte contre les Espagnols, 414-416.
 ALDOBRANDINI (les), famille romaine de noblesse récente, 426. — Le prince Aldobrandini, sénateur à Rome, 521. — Les Aldobrandini à la tête d'un mouvement de modérés à Rome, 575.
 ALESIO (Giuseppe d'), batteur d'or, soulève la Sicile; il est mis à mort, 434.
 ALESSANDRI, un des cinq directeurs de la république cisalpine, 499.
 ALESSANDRINI, professeur italien, 617.
 ALEXANDRE II (Anselme de Baggio, évêque de Lucques), 133, 134, 135.
 ALEXANDRE III excite et soutient les viles lombardes dans leur lutte contre Frédéric Barberousse, 166-172.
 ALEXANDRE IV travaille à constituer l'unité de la péninsule italienne, 202-204.
 ALEXANDRE V (cardinal de Candie), 290, 291.
 ALEXANDRE VI (Borgia), 331; son incertitude dans ses alliances, 334, 335; sa lutte contre Charles VIII, 338, 340, 343; contre Louis XII, 344, 347, 350, 351.
 ALEXANDRE VII (cardinal Chigi); ses réformes, 440; ses démêlés avec Louis XIV, 441; sa mort, 443.
 ALEXANDRE VIII obtient des concessions de Louis XIV, 448.
 ALEXANDRIE DE LA PAILLE, fondée par Alexandre III, 169, 170, 173, 185, 189, 195, 201, 214, 223, 247 et *pass.*; cédée par Joseph I^{er} à la Savoie, 454; se révolte, 539, 541; devient préfecture du Piémont, 552.
 ALEZZI (Galéas); travaux qu'il fait exécuter à Gènes, 361.
 ALFIERI, poète tragique national de l'Italie, 465.
 ALGARBI (Alexandre), sculpteur bolonais, 431.
 ALGAROTTI, littérateur italien, 472.
 ALIGERN, chef ostrogoth, frère de Teias, 51-52.
 ALLEMAGNE. La famille carlovingienne en Italie, 79-96; lutte du saint empire et du saint-siège (950-1250); empereurs saxons, 110-123; établissement de la domination allemande en Italie par Othon le Grand, 111; empereurs franconiens; querelle des investitures, 123-151; maison de Souabe ou de Hohenstaufen, 151-197; Frédéric Barberousse, Alexandre III et la ligue lombarde, 151-174; Henri VI et Innocent III, guelfes et gibelins; Frédéric II, Grégoire IX et Innocent IV, 174-197; grand interrègne; chute de la domination allemande, 198-200; relations des empereurs d'Allemagne des maisons de Habsbourg, 215; d'Autriche, 228; de Luxembourg et de Bavière, 244 et *seq.*; avec l'Italie; maison d'Autriche. 306; Frédéric III, Maximilien, Charles-Quint, Ferdinand I^{er}, Ferdinand II, Ferdinand III, Léopold I^{er}, Joseph I^{er}, Charles VI et Charles VII; maison d'Autriche-Lorraine: François I^{er}, Joseph II, Léopold II, François II (voy. ces mots).
 ALLEMANDI (le général) en Lombardie, 552, 593.
 ALMARAN, marquis de Montferrat, 114.
 ALOPO (Pandolfello), favori de Jeanne de Naples, 293.
 ALPHONSE V LE MAGNANIME, roi d'Aragon et de Sicile sous le nom d'Alphonse I^{er}, 294-313.
 ALPHONSE II, roi de Naples, 338.
 ALTIERI (le cardinal), 569, 624.
 ALTIERI (le prince), 625.
 ALVIANO (Barthélemy d'), général vénitien, 344, 354, 360, 361.
 ALVINZI, général autrichien; ses défaites à Arcole et à Rivoli, 497.

- AMALARIC, roi visigoth; ses relations avec Théodoric, 42, 46, 47.
 AMALASONTHE, fille de Théodoric, 39, 46, 47, 110.
 AMALFI; sa liberté se développe sous ses consuls, 99; son commerce, 233.
 AMAROLI, ministre à Bologne en 1831, 547.
 AMATUS, patrice romain, 59.
 AMBROISE, archevêque de Milan, 9, 10, 12, 102.
 AMBROISE, chanoine de Milan, 126.
 AMÉDÉE V LE GRAND, duc de Savoie, 244.
 AMÉDÉE VII LE ROUGE, duc de Savoie, 284.
 AMÉDÉE VIII, 296; pape sous le nom de Félix V, 300, 303, 307.
 AMIDEI (famille florentine des), 187.
 AMUND, l'homme libre chez les Lombards, 69.
 ANACLET II, pape, 148.
 ANAFESTUS (Paulutius), premier doge de Venise, 74.
 ANAGNI (traité d'), 227.
 ANASTASE, empereur d'Orient; ses relations avec Théodoric, 38-41, 42.
 ANASTASE, le bibliothécaire, 72, 88.
 ANCÔNE, 170, 179, 183, 216, 227, 507, 509; garnison française, 510; réunie au royaume d'Italie, 520; prise par Murat, 526, 528, 546; se soulève, 547, 548; occupée par les Français, 550; écoles publiques, 563, 594; Comerata, gonfalonier, 608, 617, 619; Ancône légation pontificale, 626.
 ANDRÉ, roi de Hongrie; ses différends avec Jeanne de Naples; sa mort, 256, 259.
 ANDRONICOS CALLISTOS, savant grec accueilli par Cosme de Médicis, 310.
 ANGE, voy. MICHEL-ANGE, PERGOJA.
 ANGELO, ministre de Ferdinand II, 555.
 ANGELICO DE FIESOLE (Frà), peintre italien, 311, 312.
 ANGILBERT, conseiller de Pépin, roi d'Italie, 84.
 ANGILBERT, archevêque de Milan, 91.
 ANGLETERRE; relations avec l'Italie; saint Colomban; Guillaume le Conquérant, 136, 141; Jean sans Terre, 184, 187; Henri VIII (voy. ce nom), 355 et seq.; les Anglais bloquent Gènes, 493; les Anglais en Sicile, 506; exclus des ports du royaume de Naples, 509; accueillis par Ferdinand, 515, 516, 520; l'Angleterre traite avec Murat, 525, 526, 590, 591; intervention de Parker à Messine, 602, 611; traité avec la Sardaigne, 628.
 ANGISSOLO, 327.
 ANJOU (première maison d'), à Naples; Charles d'Anjou, frère de saint Louis, 206 et seq. (voy. CHARLES, JEANNE, LOUIS, LADISLAS, RENÉ).
 ANNESE (Gennaro), armurier, capitaine général de Naples, 437-439.
 ANSCAR, marquis d'Ivrée, 98.
 ANSCAR, duc de Spolète, 108.
 ANSELME, archevêque de Milan, 89.
 ANSELME, autre archevêque de Milan, 100.
 ANSELME DE BAGGIO, évêque de Lucques, 133; pape (Alexandre II), 134.
 ANSELME (saint), 239.
 ANSPERTO, archevêque de Milan, 94-96.
 ANSPRAND, roi lombard, 75.
 ANTHEMIUS, empereur d'Occident, 30.
 ANTOINE (l'archiduc), vice-roi du royaume lombard-vénitien, 531.
 ANTONELLI (le cardinal), ministre de Pie IX, président de la consulte d'Etat, 580, 593, 608, 610, 625.
 ANTONINA, femme de Bélisaire, 48, 53.
 ANZIANI (conseil des), à Bologne, 274; à Lucques, 511, 532.
 APENNINS, 274; brigandage organisé, 505; guerre de partisans contre les Français, 519, 566, 573, 619.
 APICE (le général), 609.
 APOFASIMENI, société secrète italienne, 535.
 APPIANO (Jacob d'), seigneur de Pise, 286; son fils vend la seigneurie, 287.
 AQUA SPARTA (cardinal d'); pacife Florentine, 227.
 AQUATICUM, péage sur les eaux, 61.
 ARAGON, (voy. ESPAGNE).
 ARCADIVS, empereur d'Orient, 14; ses rapports avec l'Occident, 15, 16.
 ARCAUTOLO (l'), architecte florentin, 287.
 ARCHITECTURE religieuse en Italie aux XII^e et XIII^e siècles; monuments; architectes, 236, 237, 238; renaissance du XVI^e siècle; Brunelleschi et l'architecture grecque, 311, 312; mauvais goût du XVII^e siècle; Bernini, 431.
 ARCOS (le duc d'), vice-roi de Naples, 435; sa conduite occasionne les révoltes de Masaniello et de Gennaro Annese, 436-438.
 ARDABURIUS, général de Théodose II, 23; expédition en Occident, 24.
 ARDARIC, chef barbare, 35.
 ARDÉRICH, archevêque de Milan, 109.
 ARDICH, roi d'Italie, 119-122.
 ARECHIS, duc de Bénévent, 83-84.
 ARÉTIN (le divin), 391.
 ARÉTIN, (voy. BRUNI).
 ARÉTINS (les), vaincus à Campaldino, 226.
 ARGENTO (Gaetano), professeur de droit à Naples, 474.
 ARGYROPYLE (Jean), savant grec de la cour de Cosme de Médicis, 410.
 ARIA CATTIVA, 427.
 ARIALD, chef de factieux à Milan, 133.
 ARIANISME s'élève contre l'orthodoxie, 12, 43, 44, 45.
 ARIOSTE (l'), poète italien, 365-366.

ARIOWALD, roi des Lombards, 68.
 ARIPERT I^{er}, roi lombard, fonde la dynastie bavaroise, 71-72.
 ARIPERT II, sa cruauté, 75.
 ARISTOTE (le texte d') retrouvé pur, 364.
 ARMAGNAC (le comte d'), auxiliaire des Florentins, 284.
 ARMANDI (le général), ministre de la guerre, à Bologne, 547, 548.
 ARMÉE, l'armée seule institution vivante avec l'Eglise au IV^e siècle propre à sauver l'Italie; elle est composée de barbares, 11; condottieri aux XIII^e et XIV^e siècles (voy. ce mot). Armée italienne organisée par Bonaparte, 512, 517, 531; forces militaires de la péninsule italienne vers 1845, 547.
 ARMELLINI, membre du gouvernement provisoire à Rome, 608; triumvir, 609.
 ARNAUD DE BRESCIA, 151, 159, 160, 161, 163, 164, 260, 261.
 ARNULF, roi de Germanie, conquiert l'Italie, est couronné empereur, 101-102.
 ARPINO (le chevalier d'), peintre italien, 432.
 ARRABBIATI ou COMPAGNACCI, parti moyen à Florence, 339, 343, 344, 384.
 ARRIABENE, patriote italien, seconde Confalonieri, 534.
 ARTÉMIDORE, savant grec de la cour de Théodoric, 37, 209, 271, 285.
 ARTS, en Italie, 232; arts majeurs, mineurs, à Florence, 209, 278, 279, 282. Arts de la laine, 278. Arts (écoles d'), fermées à Florence, 533.
 ASPAR, général de Théodose II, secourt Valentinien II, 23.
 ASSEMBLÉES (voy. DIÈTES).
 ASSERETO (Blaise d'), amiral génois, 299.
 ASSISE, résidence de papes, 175, 204; son gouvernement municipal, 346.
 ASTOLPHE, roi des Lombards, 79-81.
 ATAULF, roi visigoth, épouse Placidie, 22.
 ATENOLPHE, duc de Bénévent et de Capoue, 104.
 ATHALARIC, 46, 47.
 ATTALE, empereur d'Occident, 20, 21.
 ATILA, roi des Huns, battu à Châlons, 25; prend Aquilée et Milan, 26; meurt, 27, 35.
 ATTO, chassé de Milan, 136, 137.
 AUBIGNY (d'); ses exploits en Italie, 337, 340, 342, 348, 350.
 AUDEFLÈDE, femme de Théodoric, sœur de Clovis, 40.
 AUGUSTIN (saint), enseigne à Rome, 10; meurt à Hippone, 24.
 AUTHARIS, roi lombard, régularise la conquête, 60, 61, 65.
 AUTRICHE, domination austro-espagnole en Italie (1530-1789), 383-386, *pass.* Lc

Milanaise et le royaume de Naples passent à l'Autriche (1714), 450, 457; guerre de la succession d'Autriche, 463. Maison d'Autriche - Lorraine: François I^{er}; Joseph II; Léopold II; François II, 505, 525. Traité de Paris (1815) qui lui rend l'Italie, 527, 550; l'Autriche comprime la Lombardie; Ferdinand III, 553, 619.
 AVALOS (marquis d'); sa conspiration contre le vice-roi de Naples, 452.
 AVARES; leurs luttes contre l'empire d'Occident, 57, 59, 61, 72, 73, 84.
 AVERSA, prise par le Normand Drengot, 131; Richard d'Aversa, 132; Aversa se soulève contre Manfred, 199; est prise par Lautrec, 380; capitule avec le prince d'Orange, 381; est prise par Daun, 454.
 AVIGNON. Papauté française d'Avignon. Clément V, 231; le grand schisme, 275-303.
 AVITUS, empereur d'Occident, 28.
 AVOGORO (Louis) livre Brescia par trahison, 357.
 AZEGLIO (M. d'), publiciste piémontais, 569, 578, 583, 584, 593; ministre d'Etat, 627.
 AZZO, jurisconsulte italien, 239.
 AZZOGUIDI (Taddeo des), chasse de Bologne le légat du pape, 274.
 AZZON; 110.
 AZZON (Albert), duc de Modène et de Reggio, 114.

B

BACCIOCCHI (Pascal), duc de Lucques, beau-frère de Napoléon, 515.
 BAGLIONI (famille des), chassée de Pérouse, 350; Paul Baglione, 352; Malatesta de Baglione, condottiere à Florence, 384-385.
 BAGNONI (Etienne), conspire avec les Pazzi, 321.
 BAILLIS normands de Sicile, 152.
 BAJAZET, sultan turc; ses relations avec Alexandre VI, 338.
 BALBO (le comte César), publiciste piémontais, 564, 572; ministre de Charles-Albert, 584, 627.
 BALDASSERONI, ministre de Léopold II, de Toscane, 553, 623.
 BALDERICO, duc de Frioul, 90.
 BALIES, commissions judiciaires à Florence, 278, 282, 298, 299, 308, 315, 321, 327, 344, 385.
 BANDIERA (les frères); ils tentent de soulever la Calabre, 596.
 BANDITS ou BANNIS, réfugiés dans les Apennins, 407; poussés par Philippe II sur le territoire pontifical, 412, 413; infestent les plaines et les grandes routes, 419.

- BANQUES. Banquiers de Florence, [278](#).
Banque de Turin, [578](#); banque piémontaise, [628](#).
- BARAGUAY-D'HILLIERS, ramène Pie IX dans Rome, [625](#).
- BARBARA, femme d'Alphonse II, de Ferrare, [402](#).
- BARBERINI (le prince), sénateur à Rome, [521](#).
- BARBEROUSSE, voy. FRÉDÉRIC I^{er}.
- BARBIANO (Albéric de), condottiere au service des Visconti; ses ravages, [285](#); il passe aux Florentins, [288](#).
- BARDI, historien italien, [405](#).
- BARNABISTES, société secrète dans les Deux-Siciles, [543](#).
- BARTHOLE, professeur de droit à Pise, [239](#).
- BASILE (saint), traduit du grec en latin, [310](#).
- BASILISCUS, usurpateur, [35](#).
- BASSOMPIERRE en Italie, [425](#).
- BATAILLES; de Pollentia, Vérone, [17](#); Mont Fesule, [18](#); Vérone, [35](#); l'Adda, [56](#); Faenza, [50](#); Rome, [51](#); mont Lacenaire, [51](#); Vulture, [52](#); Asti, [73](#); Capoue, [94](#); Trebbia, [101](#); Adda, [102](#); Brescia, [104](#); Fiorenzuola, [105](#); Basentello, [116](#); Véronde, [120](#); Campo Malo, [125](#); Civitella, [132](#); Legnano, [171](#); Cortenuova, [192](#); Meloria, [194](#); Oliveto, [197](#); Cassano, [203](#); Arbia, [205](#); Capriolo, [207](#); Grandella, [208](#); Tagliacozzo, [211](#); Naples, [226](#); Meloria, [225](#); Campaldino, [226](#); Curzola, [228](#); Orlando, Falconara, [229](#); Montecatini, [246](#); Montevoglio, [248](#); Alto Poiseio, [250](#); Lucques, [256](#); Gallipoli, Cagliari, Sapienza, [266](#); Pola, [280](#); Governolo, [286](#); Rocca-Seca, [291](#); Arbedo, [295](#); Zagonara, [295](#); Aquila, [296](#); Crémone, [297](#); Macalo, [297](#); Serchio, [297](#); Soncino, [297](#); Ponza, [299](#); Barga, [298](#); Penna, Anghiari, [301](#); Mont'Olmo, [302](#); Monte Lauro, Casal Maggiore, [304](#); Caravaggio, [304](#); Sarno, [313](#); San Fabiano, [314](#); Troia, [314](#); Deux Jumeaux, [323](#); Poggio Imperiale, [324](#); Campo Morto, [325](#); Rapallo, [336](#), [339](#); Fornovo, [340](#); Atripalda, [349](#); Seminare, [350](#); Cérignoles, [350](#); Garigliano, [352](#); Agnadello, [354](#); Casalecelino, [356](#); Ravenna, [357](#); Novare, [360](#); Guinegate, [360](#); Marignan, [362](#); Bicoque, [370](#); Biagrasso, [373](#); Rebecca, [373](#); Pavie, [374](#); Landriano, [381](#); Gravignana, [385](#); Cérises, [393](#); Lucignano, [401](#); Lépante, [403](#); Suze, [424](#); Stromboli, Agosta, Palerme, [444](#); Staffarde, Marsaglia, [448](#); Carpi, Chiari, Crémone, [452](#); Luzzara, Cassano, Turin, [453](#); Turin, [454](#); Parme, Guastalla, [461](#); Campo Santo, Velletri, [464](#); Bassignano, [465](#); Plaisance, [466](#); Mians, [490](#); Cairo, [490](#), [493](#); Montenoite, Millesimo, Dego, Mondovi, [494](#); Lodi, [494](#); Lonato, Castiglione, Bassano, [496](#); Arcole, Rivoli, Senio, [497](#); Magnano, Cassano, Trebia, Novi, [506](#); Sienna, [509](#); Caldiero, [516](#); Panaro, Occhiobello, Carpi, Macerata, [528](#); Rieti, Antrodocco, Novare, [540](#); Marignan, [588](#); Goito, [592](#); Pastrengo, [593](#); Santa Lucia, Trévise, [594](#); Custozza, [599](#); Volta, [600](#); Sforzesca, Mortara, Novare, [612](#).
- BAUDOUIN II, empereur de Constantinople; ses concessions aux Vénitiens, [157](#); il implore le secours des chrétiens, [195](#); il fuit de Constantinople, [206](#).
- BAUX (Barral de), podestat de Milan, [207](#).
- BAUX (Hugues des), battu par Matteo Visconti, [246](#).
- BAYA (le cordonnier), soulève Gènes contre l'Autriche, [466](#).
- BAYA, général piémontais, [599](#).
- BAYARD défend la Mirandole, [356](#); combat à Marignan, [362](#) et meurt à Rebecco, [373](#).
- BAZILE, empereur d'Orient proclamé à Rome, [119](#).
- BÉATRIX, femme de Boniface, de Toscane, puis de Gottfried, [133](#).
- BÉATRIX TENDA, femme de Philippe-Marie Visconti qui la fait décapiter, [295](#).
- BÉATRIX DE PROVENCE, femme de Charles d'Anjou, [206](#), [207](#).
- BEAUMARNAIS (Eugène), vice-roi d'Italie, [514](#), [516](#), [520](#), [523](#), [524](#), [525](#), [526](#), [527](#).
- BEAULIEU, général autrichien; sa campagne en Italie, [493](#), [494](#), [495](#).
- BECCADELLI (Ant.), de Palerme, savant, protégé d'Alphonse le Magnanime, [310](#).
- BECCARIA (famille des), toute-puissante à Pavie, [270](#); Pavie leur est enlevée par Carmagnola, [295](#).
- BECCARIA, jurisconsulte, [474](#); *Les délits et les peines*, [475](#); ses plaintes contre l'ignorance, [487](#).
- BEDMAR, ambassadeur espagnol; sa conjuration contre Venise, [420](#).
- BELFREDOTTI, tyran de Volterra, [271](#).
- BÉLISAIRE; il s'empare de la Sicile, [47](#); de Naples, [48](#), [49](#); son rappel, [50](#); sa rapacité, [53](#).
- BELLA (Giano della), prieur des arts à Florence, [224](#).
- BELLARMIN, jésuite, cardinal, défend les prétentions pontificales, [401](#), [417](#).
- BELLEGARDE, général autrichien; ses opérations en Italie, [526](#), [527](#), [531](#).
- BELLINCIONI, poète italien, [329](#).
- BELLINI (le général), [617](#).
- BELLO, poète italien, [339](#).
- BELVEDÈRE (le), [410](#).

- BEMBO** (le cardinal), secrétaire de Léon X, 360; son appréciation littéraire, 365, 367.
- BÉNÉVENT**, érigée en duché pour le Lombard Zotto, 58, 59; se soulève deux fois contre Luitprand, 77, 78; soutient le fils de Didier contre Charlemagne, 83; reste indépendante avec le nom de Lombardie, 84; lutte contre Pépin, 86; donne l'hospitalité au roi Louis II, 94; état moral, 98; le duché est affaibli, 99, 100; soumis à Pandolfe, 116; divisé en trois principautés : Bénévent, Capoue et Salerne, 117, 129; le prince seconde les ravages des Normands, 131; bat Léon IX, 132; Bénévent attaquée par Robert Guiscard, 139; abandonnée par Grégoire VII, 140; cédée au pape, 206, 208; pillée par les soldats de Charles d'Anjou, 209; assurée par traité au saint-siège, 313; enlevée par Ferdinand IV, 478; Bénévent, légation pontificale, 626.
- BENOÎT IV**, pape; sa guerre contre les Sarrasins, 93, 103.—Benolt V, 113.—Benolt VI et Benolt VII, 116.—Benolt VIII, 121.—Benolt IX, chassé et rétabli, 126; vend une part de son siège, 129.—Benolt X, évêque de Velletri, 133.—Benolt XI, 231.—Benolt XIII, pape d'Avignon, 286, 290, 464.—Benolt XIV (Lambertini); sa douceur, 464; il protège les lettres, 471; sa mort, 478.
- BENOÎT DE NURSIE**, fondateur du Mont-Cassin, 44, 59.
- BENTINCK** (lord), ambassadeur anglais à Naples, 523, 524, 525, 526, 527.
- BENTIVOGLIO** (famille bolonaise des); Jean, secondé par Jean Galéas Visconti pour s'emparer de la tyrannie à Bologne, 286; les Bentivoglio se soulèvent et gouvernent, 302; Jean prend parti contre le pape, 325; Francesca Bentivoglio assassine Manfredi, 327, 346; les Bentivoglio attaqués par les Marescotti, 349; entrent dans la ligue formée contre César Borgia, 350; Jean Bentivoglio se laisse enlever Bologne par Jules II, 352; les Bentivoglio rappelés par Bologne révoltée; 356; soulèvés par Ottavio Farnèse contre la domination espagnole, 396.
- BENVENUTI** (le cardinal), légat *a latere*, 547, 548.
- BENVENUTO CELLINI**, 378, 391.
- BÉRCHET**, poète lyrique italien, 535.
- BÉRENGER 1^{er}**, duc de Frioul, 95, 98; roi d'Italie, 100-105.
- BÉRENGER II**, marquis d'Ivrée, roi d'Italie, 108-114.
- BERGÂME**, duché lombard, 59; Louis II y meurt, 94; prise d'assaut par Arnulf, 101; puissance de l'évêque, 115; état politique, 144; douze consuls, 153; se soumet à Barberousse, 167; se révolte, 168; est comprise dans la paix de Constance, 173; tient Milan en respect, 176; révolutions populaires, 186; reconnaît Philippe della Torre, 207; rapports avec Charles d'Anjou, 214; reconnaît Jean de Bohême, 253; prise par Azzo d'Este, 254; honore Pétrarque, 260; conquise par Carmagnola, 295; cédée aux Vénitiens, 297, 304; prise par Louis XII, 354; occupée par Bonaparte, 495, 497; attaquée par le sénat de Venise, 498; agrégée à la république cisalpine, 499; se soulève contre l'Autriche, 588, 589; de nouveau, 613.
- BERGOLINI** (famille démocratique des), à Pise, 268.
- BERNARD**, roi d'Italie, 88, 89.
- BERNARD** (saint), à Milan, 158, 160, 161.
- BERNARDI** (Marco), de Cosenza, brave calabrais, 407, 408.
- BERNARDINI** (Martin), impose aux Lucquois la loi martinienne, 327.
- BERNETTI** (le cardinal); son ministère; son édit, 549.
- BERNI**, poète italien, 391.
- BERNINI**, architecte, peintre et sculpteur italien, 431.
- BEROALDE LE JEUNE**, bibliothécaire du Vatican, 364.
- BERTRAND DE GOTH**, 232. Voy. CLÉMENT V.
- BERTRAND DU POÏET**, 248-254, légat.
- BESSARION**, évêque de Nicée, cardinal, littérateur de la renaissance, 309.
- BETTINELLI**, historien italien, 471.
- BEVILACQUA**, président du gouvernement provisoire à Bologne, 546.
- BIANCA CAPELLO**, femme de François de Médicis, 403, 404, 411.
- BIANCHETTI**; son ministère, 547.
- BIBBIENA**, cardinal, ami de Léon X, 360, 367.
- BIBLIOTHÈQUE** de Niccolò Niccoli, 310.—du Vatican, 271, 310, 364, 379.—Bibliothèque médicéo-laurentienne, 310.—Bibliothèque de Pie VII, 471.—Otto-buoni, 471.
- BIRAGUE**, chef du parti italien, en cisalpine, 505.
- BISIGNANO** (le prince de), appelle Charles VIII en Italie, 335.
- BLANCHE VISCONTI** épouse François Sforza, 301.
- BLANCHE DE SAVOIE**, 346.
- BLANCS** (faction des), à Florence, 216, 258.
- BOCCACE** (Jean), littérateur florentin, 260, 264.
- BOCCALINI**, écrivain vénitien, 429.
- BOCCANERA** (Simon), premier doge de Gènes, 256, 270.

- BODONI, célèbre éditeur italien, 470.
 BOECE, préfet de Rome, 41; sa querelle avec Théodoric; ses écrits; sa mort, 45.
 BONÉMOND, fils de Robert Guiscard, 141.
 BOLARDO (le), gouverneur de Reggio, et poète, 329.
 BOLOGNE, 20; se donne à Luitprand, 76; on y étudie le droit, 151. — Bologne, république lombarde, combat pour la liberté italienne, 167; réaction contre la noblesse, 224; les Lambertazzi, gibelins, 243; Bologne se révolte, 514, 518; occupée par Murat, 526 et 528; capitale des provinces unies d'Italie, 547; occupée par l'Autriche, 550; l'université fermée, 551; durement traitée par Grégoire XVI, 555; industrie, 559; troubles, 565 et 573; l'université rétablie par Pie IX, 581; Bologne prend les armes, 588; Zucchini, sénateur, 608, 615, 617; Bologne, légation pontificale, 626.
 BONACOSI (Passerino), 253.
 BONAPARTE (famille des); Napoléon; campagne d'Italie, 94 et seqq., 507; Marengo, 508; nommé président de la république cisalpine, 511-514 (voy. NAPOLÉON). — Joseph, roi de Naples, 516, 517, 523. — Pauline, princesse Borghèse, duchesse de Guastalla, 518. — Louis-Napoléon, président de la république française; sa politique à l'égard de l'Italie, 610, 618, 624, 625. — Charles, prince de Canino, président de la constituante italienne, 615.
 BONAVENTURE (saint), le docteur séraphique, 214, 239.
 BONIFACE VII, antipape, 116, 117. — Boniface VIII; ses prétentions; sa querelle avec Philippe le Bel; sa mort, 227-230; sa mémoire ridiculisée, 240. — Boniface IX, pape à Rome, 284, 286.
 BONIFACE, comte d'Afrique; sa lutte avec Aétius, 24.
 BONIFACE, missionnaire de Grégoire II, 76, 78; sacre Pépin le Bref, 179.
 BONIFACE, marquis de Toscane, 124; comte de Modène, Reggio, Mantoue et Ferrare, 132.
 BONIFACE, voy. ESTE.
 BONNE DE SAVOIE, femme de Galéas Sforza, 316; régente à Milan, 323.
 BONNIVET; sa campagne en Italie, 372-374.
 BORELLI, mathématicien italien, 442; sa querelle avec Viviani, 444.
 BORGHÈSE (le cardinal), pape Paul V, 416.
 BORGHÈSE, famille romaine, de noblesse récente, 518; Borghèse, mari de Pauline Bonaparte, gouverneur de Gènes et de Piémont, 518; les Borghèse à la tête d'un mouvement de modérés à Rome, 575.
 BORGIA (famille des), 313 (voy. CALLISTE III et ALEXANDRE VI). César, 334, 338, 344, 347-352. — Lucrezia, 350. — Cardinal Borgia, 421. — Tiberio Borgia, triumvir à Bologne, 548.
 BORGINO (J. B.), ministre de Charles-Emmanuel I^{er}, 475.
 BORGO, 351, 377, 378, 400, 440.
 BORISO, roi de Sardaigne, 167.
 BOROMINI, architecte italien, 431.
 BORROMÉE (famille milanaise des); leur héritage ravi aux Pazzi, 321; Charles Borromée, archevêque de Milan; ses réformes, 403; luxe princier des Borromée, 407. — Le cardinal Borromée, 544. — Borroméo, membre du gouvernement provisoire à Milan, 586.
 BOSCO, soulèvement, 543.
 BOSON, gendre de Louis II; sa tentative sur le royaume d'Italie, 95, 96, 98.
 BOSON, marquis de Toscane, 108.
 BOUFFLERS; secourt Gènes, 466; meurt de fatigue, 467.
 BOURBON (Jacques de), mari de Jeanne de Naples, 293.
 BOURBON (le connétable de); sa trahison, 272; Rebecca, 373; Pavie, 374; prise de Rome, 378.
 BOURBONS (famille des), à Parme, don Philippe, 467; sur le trône des Deux-Siciles, Ferdinand IV, 472, 529.
 BOURGEOISIE, voy. LIGUE LOMBARDE.
 BOURSES, 299, 308, 315.
 BOZZELLI, publiciste italien, ministre à Naples, 582.
 BRACCIO DE MONTONE, célèbre condottiere, 291-296.
 BRACCIO (Forte), autre condottiere, 299.
 BRACCIOLINI (François), poète bouffon, 430.
 BRAMANTE, architecte italien, 329; ses ouvrages, 345, 359, 368.
 BRAMBILLA, savant italien, 475.
 BRANCALEONE, Bolognais, sénateur de Rome, 199, 204.
 BRASSINI, maire de Rome, 521.
 BRAVI italiens, 407.
 BRESCIA, prise par Narsès, 53; duché lombard, 56; sa révolte contre la France, 514; contre l'Autriche, 588; nouvelles révoltes, 600, 609, 611, 613.
 BRESSE et BUGÉY, rendus à Philibert-Emmanuel, 399; le Bugéy lui est retiré, 414.
 BRIENNE, Gauthier de Brienne, 179, 256, 257. — Jean de Brienne, roi de Jérusalem, 189. — Yolande de Brienne, femme de Frédéric II, 189.
 BRUNE (opérations du général), en Italie, 509.
 BRUNELLESCHI, architecte italien; son

dôme, 238 ; il ressuscite l'architecture grecque, 311.
BRUNETTO LATINI, savant et poète, 240.
BRUNI L'ARÉTIN (Leonardo), érudit italien, 309 ; chancelier de Florence, 310.
BRUNO (Grégoire V.), 118.
BRUNO (Giordano), livré au pape par Venise, 404.
BRUTIUM ; sa position, 5 ; mine d'or exploitée, 41.
BUBNA, général autrichien ; ses opérations en Italie, 539-541.
BUCCELIN envahit l'Italie, 52.
BULGARE (Bouche d'or), professeur de droit à Bologne, 165.
BULGARES ; leur invasion en Italie avec les Lombards, 57.
BUONACCORSI (Ph.), littérateur italien, 329.
BUONCOMPAGNI, ministre piémontais, 629.
BUONDELMONTI (famille florentine des), 187.
BUONOMI, comte de Torella, ministre à Naples, 582.
BURGUNDES, 18, 23, 25, 59.
BURLAMACHI (Fr.), gonfalonier de Lucques, 394.
BUSCHETTO DE DULYCHIUM, architecte italien ; le dôme de Pise, 236.
BUSSETO (entrevue de), 393.
BUSSOLARI (Jacob), frère augustin, 270.

C

CADASTRE, 308.
CAFFARO, prise par les Pisans, 157.
CAFFE (il), société aristocratique italienne, 437.
CAGLIARI, son université, 475 ; mouvements séditieux, 493.
CALABRE, réunie à l'Apulie, 5 ; reprise par Totila sur Bélisaire, 50. Guerre de partisans contre les Français, 519-525. Progrès de la charbonnerie en Calabre, 535, 536 ; effervescence, 565, 566.
CALDERARI (chaudronniers), secte ultraroyaliste, opposée aux carbonari, 533.
CALENDRIER grégorien, 406.
CALEO (Tristan), historien italien, 329.
CALLIMACHUS EXPERIENS, littérateur italien, 329.
CALLINICUS, exarque de Ravenne, 64.
CALLIOPAS, exarque de Ravenne, 72.
CALLIXTE II, termine la querelle des investitures, 147 ; médiateur entre Pise et Gènes, 157.
CAMERALE, magistrature suprême établie à Milan par Joseph II, 474.
CAMERATA, gonfalonier à Ancône, 608.
CAMERINO (le duc de), 94. — La marche de Camerino réunie au duché de Spolète, 92. — Camerino soulevée par Innocent III, 179. — Camerino soutient l'entreprise d'Albornoz, 267 ; est gouvernée par les Varani, 346 ; prise par César Borgia, 349. — Ottavio de Medicis, duc de Camerino, 389. — Camerino réunie au royaume d'Italie, 520.
CAMPANA, historien italien, 405.
CAMPANELLA (Thomas), moine dominicain, 415 ; il soulève la Calabre ; sa captivité, 416.
CAMPANIE, 5, 23 ; délivrée de Genséric, 29, 62.
CAMPANILE, 236.
CAMPO SAMPIERI (famille des), à Padoue, 181.
CAMPO SANTO (galerie du), à Pise, 237.
CANCELLIERI (des), 285.
CANDIANI (famille des), à Venise, 108.
CANDIE (guerre de), 443-444.
CANE (Facino), tyran d'Alexandrie, 288, 292.
CANE LE GRAND, voy. **SCALA**.
CANOSA, ministre de la police, à Naples, sous Ferdinand II, 533, 541.
CANOSSA ; Henri IV suppliant, 138, 142.
CANOVA, statuaire italien, 513-522.
CANTACUZE (Jean), indisposé par Gènes contre Venise, 266.
CANTI CARNASCIALESCHI, 347.
CANUTI, écrivain toscan, 567.
CAPECE, noble napolitain, soulève la Sicile, 210 ; son supplice, 212.
CAFORIONI, chefs de quartiers à Rome, 258, 261, 274, 278.
CAPOUE s'affranchit de Bénévent, 99 ; détruite, 152.
CAPPONI (Neri), guerrier florentin, 299, 301, 305, 308. — **Capponi** (Nicolas), gonfalonier, chef des arrabiati, 384. — Capponi (Cino), 566, 570. — Ministre de Léopold II en Toscane, 604.
CAPPOZOLI (les trois frères), leur soulèvement en Sicile, 543.
CAPRIOLA (le duc de), 538.
CAPTIVITÉ de Babylone, 230.
CAPULETTI (famille florentine des), 242.
CARACCIOLI, vice-roi de Sicile, 481-482.
CARACENA, gouverneur de Milan, 439.
CARAFFA, cardinal, 386 ; interdit à son gré l'impression des livres, 390 ; inquisiteur, 393 ; son portrait, 397. — Charles Caraffa, cardinal, 398 ; déposé, 399.
CARASCOSA, général de Ferdinand IV, 536, 540.
CARAVAGE (Michel-Ange), peintre italien, 431, 432.
CARBONARI, 519-544.
CARBONE (Jean), valet d'auberge, soulève Gènes contre l'Autriche, 466.
CARDONE (Raymond I^{er} de), guerrier catalan au service de Florence, 250. — Cardone (Raymond II de), général es-

- pagnol à Naples, 357; ses succès en Italie, 358; lutte contre Alviano, 360, 361. — Cardone (Jacques de), vainqueur à Aquila, 296.
- CARDUCCI (Balthazar), piagnone, gonfalonier de Florence, 384.
- CARETTO (le général del), 543; ministre de la police à Naples, 582.
- CARIATI (le prince de), 538.
- CARITEO, poète italien, 315; sa faveur, 329.
- CARLETTI, ambassadeur de Toscane, reconnaît la république française, 491, 493.
- CARLETTO, fils de Louis le Germanique, 95.
- CARLI, jurisconsulte italien, 474.
- CARLOMAN, frère de Charlemagne, 82.
- CARLOMAN, fils de Louis le Germanique, 95, 96.
- CARLOS (don), fils de Philippe V et d'Élisabeth Farnèse, 458, 456, 460, 461, 467.
- CARLOVINGIENS. Leur domination en Italie, 79-96.
- CARMAGNOLA (François), condottiere au service de Venise, 95-98.
- CARNESECCI, livré au pape par Cosme de Médicis, 404.
- CAROLINE, fille de Marie-Thérèse, femme de Ferdinand IV, 479.
- CARRACHE (Louis, Annibal et Auguste), peintres italiens, 405, 431.
- CARRARE (les), famille souveraine à Padoue; Jacques; Padoue se donne à lui, 247; Padoue enlevée aux Carrare, 251; Marsilio soulève Padoue et en est proclamé seigneur, 255; Visconti soulève Padoue contre les Carrare, 267; François Carrare entre dans une ligue contre Venise, 280; lutte contre les Scala, 283, 285; François réunit leurs possessions aux siennois, 288; il est décapité, 289.
- CARRARE; exploitation de ses marbres, 339; se déclare indépendante, 426; adjointe à Lucques, 518, 559.
- CARROCCIO florentin, 154, 166, 171, 192, 193, 250.
- CARUS HOMO, premier sénateur de Rome, 178.
- CASATI (le comte), podestat à Milan, 585; membre du gouvernement provisoire, 586.
- CASERTE (le comte de), 208; palais de Caserte, 470.
- CASSIODORE, gouverneur du midi de l'Italie, 38, 43, 46.
- CASTELLETO (le), 380; il est détruit, 381.
- CASTINUS, maître de la milice, 23.
- CASTRACANI (Castruccio), 246-253; (famille des), 265; François, 232.
- CASTRO (duché de), donné à Pierre-Louis Farnèse, 390; saisi par Urbain VIII, 433.
- CATANE, prise aux Sarrasins, 137; séditions, 434, 457, 616.
- CATANZARO (Ruffo) soulève la Calabre, 202 — Catanzaro, lycée établi par Ferdinand II, 563.
- CATHARI ou purifiés, secte italienne, 185, 191.
- CATHERINE DE FLANDRE, 229.
- CATHERINE DE SIENNE (sainte), 274.
- CATHERINE, femme de Jean Galeas, 288.
- CATHERINE CORNARO, 318, 327.
- CATHOLICISME; conversion des Lombards, 65; le catholicisme favorisé par Aripert, 72; par Luitprand, 77.
- CATINAT, met garnison dans Casale, 447; sa victoire à Staffarde, 448, à Marsaglia, 452.
- CATTOLICA (le prince de la), 537.
- CATTANEO, 586.
- CAVAIGNAC (le général); sa politique à l'égard de l'Italie, 603.
- CAVALCABO (Jacques); Crémone se donne à lui, 247.
- CAVALCANTI (Guido), savant et poète florentin, 240.
- CÉLESTIN III, 177.
- CÉLESTIN V, pape; son abdication, 227.
- CELIDONIUS, 26.
- CENSIO, préfet de Rome, 137.
- CENSOR ou CURATOR, 5.
- CERCHI (les) protecteurs des blancs de Florence, 226.
- CERNUSCHI, membre du comité de la guerre à Milan, 586.
- CETHEGUS appelle Justinien en Italie, 51.
- CHALCONDYLE (Démétrius), savant grec de la cour de Cosme de Médicis, 310.
- CHAMBERY, occupée par les Français, 490; préfecture du Piémont, 552.
- CHAMPIONNET (campagne de) en Italie, 502-504.
- CHANCELLERIE de Jules II, 410.
- CHARLES MARTEL; ses relations avec Grégoire III, 78.
- CHARLES 1^{er} ou CHARLEMAGNE, gendre de Didier, 82; roi d'Italie, 83; organise l'Italie et comprime des révoltes, 84; empereur d'Occident, 85; *missi dominici* et capitulaires, 86, 88, 90.
- CHARLES II LE CHAUVÉ, 90; roi d'Italie, 94, 95.
- CHARLES, fils de Louis le Germanique, empereur et roi d'Italie, 94.
- CHARLES III LE GROS; sa déposition, 96.
- CHARLES VI et CHARLES VII, rois de France; leurs rapports avec Gènes, 285, 313.
- CHARLES IV DE LUXEMBOURG, empereur; ses rapports avec l'Italie, 267, 268, 269, 272, 273.

- CHARLES-QUINT**, 238, 361, roi d'Espagne et de Naples, 368; empereur, 369; sa lutte contre François I^{er} en Italie, 370; Clément VII demande la paix, 373; Pavie, 374; ligue contre Charles-Quint, 380; il dicte des lois à l'Italie, 381; il est couronné à Bologne, 382; sa puissance, 383, 384, 385, 386, 387; organisation de son pouvoir en Italie, 388-395; son abdication, 397.
- CHARLES VI**, empereur d'Allemagne, 455, 456, 458, 459, 463.
- CHARLES VI** et **CHARLES VII**, rois de France, suzerains de Gènes, 285 et 313.
- CHARLES VIII**, suzerain de Gènes, 327; son expédition en Italie, 324; il entre à Florence, 337; à Naples, 338; ligue contre lui, 339; bataille de Fornoue, 341, 343.
- CHARLES DE VALOIS**; avances de Boniface VIII, 228; ses revers en Sicile, 229.
- CHARLES DE CALABRE**, 251.
- CHARLES I^{er}**, d'Anjou, roi de Naples et de Sicile, 206-221; ses victoires à Grandedella, 208, et à Tagliacozzo, 211; vèpres siciliennes, 219; sa mort, 220, 221.
- CHARLES II LE BOITEUX**, 220, 221, 227.
- CHARLES III DE DURAS**, roi des Deux-Siciles, 281, 282.
- CHARLES II**, roi d'Espagne et de Naples, 445, 450, 451.
- CHARLES VI** (l'empereur), roi de Naples.
- CHARLES VII** (don Carlos, fils de Philippe V), duc de Toscane, de Parme et de Plaisance, 458, 459; roi des Deux-Siciles, 460, 461, 464, 467; son administration, 469, 470, 472.
- CHARLES** (l'archiduc), 452-457.
- CHARLES** de Mantoue, voy. GONZAGUE.
- CHARLES III**, duc de Savoie, 381.
- CHARLES-ALBERT**, prince de Savoie-Carignan, 537; régent de Piémont, 539, 540; roi de Sardaigne, 545; ses réformes libérales en Sardaigne, 552, 553; en Piémont, 571, 576, 577, 578; alliance de Turin, 578, 580-583; sa constitution de 1848, 584; sa lutte contre l'Autriche, 587-604, 610, 611; son abdication, 612; sa mort, 627.
- CHARLES-EMMANUEL I^{er}**, duc de Savoie (1580-1630), 411, 412; traité de Lyon, 414-416; sa politique nationale, 417; ses luttes, 417-425; sa mort, 425-428.
- CHARLES-EMMANUEL II**, duc de Savoie, 439, 440; sa forte administration, 442, 444-446.
- CHARLES-EMMANUEL I^{er}**, roi de Sardaigne, 460; combat la maison d'Autriche et s'agrandit, 461-464, 465; ses agrandissements, 467; son abdication, 512.
- CHARLES-EMMANUEL II**, duc de Savoie, 512; roi de Sardaigne, 513, 521; paix avec l'Autriche, 527; réformes libérales, 531.
- CHARLES-FELIX**, roi de Piémont, 539-541; administration rétrograde, 542-545.
- CHARLES-LOUIS**, duc de Parme, 510; dépouillé de la Toscane, 518; duc de Lucques, ses réformes, 543; Charles III, rétabli à Parme par l'Autriche, 616, 621.
- CHÉREDDIN BARBEROUSSE** ravage l'Italie, 388.
- CHIGI** (les), 444; le prince Chigi, sénateur à Rome, 521.
- CHILDEBERT**, roi de France, envahit l'Italie, 60.
- CHIOZZA** (guerre de), 280, 281.
- CHOISEUL**, sa politique envers le saint-siège, 478.
- CHRISTIAN** (l'archevêque), vicaire général d'Italie, 170.
- CHRISTINE**, archiduchesse de Toscane, 421.
- CHRISTINE DE FRANCE**, femme de Victor-Amédée, 432, 439.
- CHRISTOPHORUS** (le primicier), 82.
- CHRYSLORAS**, Grec érudit, 287, 309.
- CHRYSTOMK**, évêque déposé à Constantinople, 13.
- CHRYSTOSTOME**, traduit en latin, 310.
- CHYZANOWSKI** (le général); ses opérations en Italie, 611, 612.
- CIANI** (MICHEL), jurisconsulte italien, 473.
- CIBO** (François), fils d'Innocent VIII, 327; le cardinal Cibo, 387, 390.
- CICERVACCHIO**, révolutionnaire italien, 574, 575.
- CIMABUE**, peintre italien, 238.
- CIOMPI** (famille des), 278, 279, 282.
- CIRILLO** (Pascal), jurisconsulte napolitain, 469.
- CISALPINE** (république), établie par Bonaparte, 499; opprimée par Trouvé, Fouché et Joubert, 505; réorganisée par Bonaparte, 508; sa constitution; Bonaparte président, Melz, vice-président, 511, 522, 523.
- CISTERNE** (le prince de la), 539.
- CIVITA DI CASTELLO**, 319; les Vitelli en sont maîtres, 346; César Borgia s'en empare, 350.
- CIVITA VECCHIA**, émeute, 505; influence française, 614, 615.
- CLAUDE** (l'empereur), 2.
- CLAUDE DE TURIN**, hérésiarque, 80, 83.
- CLAUDIEN**, poète latin, 10, 19.
- CLÉMENT II** (évêque de Bamberg), pape, 129. — Clément III (archevêque de Ravenne), antipape opposé à Grégoire VII, 140-142. — Clément IV, pape français, excommunique Manfred, 208; sa mésintelligence avec Charles d'Anjou, 210, 211. — Clément V (Bertrand de Goth, archevêque de Bordeaux), 231; réside

- en France, 232; sa lutte contre Henri VII, 244-246. — Clément VI, 258; ses rapports avec Nicolas Rienzi, 260; jubilé de 1350, 264; sa politique, 265. — Clément VII (le cardinal Robert de Genève), abîmpape à Avignon, 277, 281. — Clément VII (Jules de Médicis), 372; soutient Charles-Quint, 373, 374; conspire avec Morone, 375, 376; prise de Rome, 378; Clément sacre Charles-Quint à Bologne, 381; ses derniers actes, 386. — Clément VIII (cardinal Aldobrandino), 413, 416. — Clément IX, sa conduite sage, 443; il veut faire secourir Venise contre les Turcs, 444. — Clément X, son népotisme, 444. — Clément XI (Albani), 451, 452, 456; encourage l'agriculture, l'industrie, les lettres et les arts, 474. — Clément XII, 459, 460, 461, 463. — Clément XIII, pape vénitien, sa fermeté, 478, 480. — Clément XIV (Laurent Ganganelli), 478; abolit l'ordre des jésuites, 479; sa mort étrange, 480.
- CLEPH ou KLEPH, roi lombard, 58.
- CLOTHAIRE III imploré par Pertharit, 73.
- CODE (premier) de navigation rédigé à Amalfi, 10.
- CODEx CAROLINUS de Charles-Emmanuel I^{er}, 475.
- CODE napolitain, 533.
- COEUVRES (le marquis de) enlève la Valtelline, 422.
- COLEONI, lieutenant de Sforza, 304.
- COLETTA (le général), 538, 539.
- COLLÈGES; collège et imprimerie à Rome, 364; *Collegium germanicum*, 402; collège de toutes les nations, 406; collèges du Piémont florissants, 512.
- COLLI, général piémontais, 493, 494.
- COLOMBAN (saint), fondateur du monastère de Bobbio, 65.
- COLONI francs, anciens aldes lombards, 87.
- COLONIE industrielle de San Leuccio, 480.
- COLONNA (famille romaine des); ses luttes contre les Orsini, 224, 255, 261, 286, 346, 351; Jacques et Pierre Colonna, cardinaux, excommuniés par Boniface VIII, 227; chassés de Rome, 228, rejoignent Nogaret, 229; Sciarra Colonna fait Boniface prisonnier, 230; les Colonna reçoivent à Rome l'empereur Louis de Bavière, 251; sont contenus par Rienzi, 261; le bravent, 263; prennent parti contre Sixte IV; exécution du protonotaire Colonna, 325; le cardinal Colonna conseille à Charles VIII d'assembler un concile, 338; Prosper Colonna; sa conduite pendant l'invasion française en Italie, 361, 369-373; le cardinal Pompe, 377; accès des Colonna dans Rome, 377, 379; leurs biens confisqués, 397; ils se déchainent sur le territoire pontifical, 398; leur luxe, 426.
- COMACCHIO, occupée militairement par Didier, 82; usurpée par l'archevêque de Ravenne, 84, 95; détruite par Venise, 108; prise au pape par Joseph I^{er}, 455.
- COMACINI MAGISTRI, 76.
- COME, 185, 207, 407, 454.
- COMINES avertit Charles VIII de la ligue formée contre lui, 340.
- COMITES DOMESTICI, 5.
- COMMEDIA DELL' ARTE, 235.
- COMMERCE en Italie, 214, 232, 329; chambre de commerce à Livourne, 518; commerce favorisé à Trieste aux dépens de Venise, 554, 557, 558.
- COMMUNALE (révolution), voy. VILLES, 196.
- COMNÈNE (Emmanuel); sa ligue avec Frédéric, 163. — Alexis; ses rapports avec Venise, 180.
- COMPAGNACCI, faction florentine, 339.
- COMPINI, ministre de Léopold II, en Toscane, 533.
- COMPOSITION, abolie par Théodoric, 40.
- CONCILES, fréquents au IV^e et au V^e siècle, en Afrique, en Gaule et en Orient, rares en Italie, 12, 16; Constantinople, 13, 26; Ephèse, 26; Chalcedoine, 26; Saint-Jean de Latran, 72, 160, 187, 189, 357; Lyon, 195, 215; Pise, 290; Constance, 291, 294; Bâle, 298, 300, 303; Ferrare, 300; Florence, 300, 309; Lausanne, 303; Pise, 356; Bologne, 393; Trente, 393, 394, 395, 400, 401; Pistoie, 483.
- CONCORDATS, de Worms, 147; entre Pie VI et Joseph II, 483; entre Pie VII et Napoléon, 519; entre Ferdinand I^{er} et Pie IX, 533.
- CONDILLAC, en Italie, 470.
- CONFALONIERI, noble italien; sa lutte pour l'indépendance de l'Italie, 531, 535, 536, 539; sa captivité, 541.
- CONGREGATION d'État, à Rome, 440.
- CONGRÈS, de Sarzane, 275; de Laybach, 538; de Vérone, 542.
- CONNÉTABLES normands en Sicile, 152.
- CONRAD II, le Salique, empereur allemand, chef de la maison de Franconie, 123-126.
- CONRAD III de Hohenstaufen, 151, 158, 179.
- CONRAD IV, fils de Frédéric II, roi des Romains, 199, 200.
- CONRAD, duc de Lorraine, 112.
- CONRAD, fils de Henri IV; sa révolte, 41, 114.
- CONRAD DE SOUABE, 147, 148.
- CONRAD LUTENHARD, marquis de Spolète, 177.

- CONRAD D'ANTIOCHE, 212.
 CONRADIN, fils de Conrad III, 200, 202.
 CONRADIN, fils de Manfred, 210-212.
 CONSALVI (le cardinal), secrétaire d'État de Pie VII, 510, 532.
 CONSEILS. — Conseil des correcteurs de lois à Gènes, 154; conseil des Dix, à Venise, 223; grand conseil à Venise, 223; à Florence, 339; consiglio di stato, 496; conseil des quarante sages, à Bologne, 532.
 CONSERVATEUR, dignité à Milan, 255; à Rome et à Bologne, 532.
 CONSILIATOIRES, 154.
 CONSTANCE DE SICILE, 175, 176, 178.
 CONSTANCE, femme de Frédéric II, 188.
 CONSTANCE, femme de Pierre III, d'Aragon, 218, 220, 227.
 CONSTANT II, empereur d'Orient; le type, 72, 73.
 CONSTANTIN, tyran de Gaule et d'Espagne, la révolte, 18.
 CONSTANTIN, antipape, 82.
 CONSTANTIN, empereur romain, 2, 3.
 CONSTANTIN III POGONAT, empereur d'Orient, 74. — Constantin VIII, 108. — Constantin IX, 119.
 CONSTANTINOPLE, but de sa fondation, 3; conciles, 13, 26, 66; différends des patriarches avec Rome, 76; cour de Constantinople, 81.
 CONSTANTINUS, successeur de Stilicon, 22.
 CONSTITUTIONS garantissant l'élection régulière des papes, 90.
 CONSTITUTION donnée à la république cisalpine, 499.
 CONSULAIRE (collège), 54, 80.
 CONSULAT, aboli par Odoacre, rétabli au bout de sept ans, 34; rétabli de nouveau sous Théodoric, 38; l'élection du consul soumise à la sanction de l'empereur d'Orient, 39; le consulat au XIII^e siècle, 153, 165.
 CONSULS DE COMMUNES. à Gènes, 153.
 CONSULS DES PLAIDS, à Gènes, 153.
 CONSULTÉ D'ÉTAT, à Rome, 577.
 CONTARINI (le cardinal), 386; sa disgrâce, 390.
 CONTI (famille romaine des); son luxe, 426.
 CONTI (Noël), historien italien, 405.
 CONTONI, théologien parmesan, 470.
 CORNÉRISTES, bourgeoisie de Venise; leur lutte avec les zénistes, 423.
 CORRECTEURS (les cinq), à Venise, 423.
 CORRECTEURS DE LOIS, à Gènes, 154.
 CORRÈGE (LE), peintre italien; son saint Jérôme, 494.
 CORREGGE (famille des). — Giberto de Correggio, 255; les Corregge, hôtes de Pétrarque, 260.
 CORSE, fait partie du diocèse d'Italie, 3, 4; les Sarrasins, 86, 157, 158, 165, 166, 225, 227; la Corse enlevée à Pise, 233; se révolte contre Gènes, 427; expédition de Neuhoft, 462; la Corse indépendante, Paoli, 477; se soulève contre la France, 491; prise par les Anglais, 493; arrachée aux Anglais, 497.
 CORSIGNANI, jurisconsulte italien, 470.
 CORSINI, ambassadeur de Venise à la Convention, reconnaît la république, 493. — Corsini, président du sénat romain, 580; sénateur de Rome, 608.
 CORTESE DE SARDAIGNE, 496.
 CORTESE (Paul), érudit italien, 329.
 COSSATO (le général), 611.
 COSTABILI, un des cinq directeurs de la république cisalpine, 499.
 COURTENAY (Philippe de), 213.
 COUVENTS, voy. MONASTÈRES.
 CRAON (le prince de), lieutenant de François-Etienne en Toscane, 462.
 CREDENZA, sorte de conseil, à Pise, 154.
 CREDENZA di santo Ambrosio, à Milan, 182.
 CRÈME, soumise à Crémone, 148; auxiliaire de Milan contre la maison de Souabe, 164-166; rebâtie, 175; prise par Sforza, 305; par Louis XII, 354.
 CRÉMONE, prise par Théodoric, 36; par les Lombards, 61; ses écoles, 88, 94, 115; affaires épiscopales, 116, 126, 144, 145; guerre avec Milan, 148-166; se ligue contre Barberousse, 168-173, 176, 182, 185; lutte avec Plaisance, 186; assemblée des états, 189; Doara podestat, 199, 202, 213; diète, 214, 245; Cavalcabo, 247, 253, 254; prise par Carmagnola, 295; livrée à Sforza, 301, 302; prise par Louis XII, 354, 358; cédée à l'Autriche, 454.
 CRÉQUI (le maréchal de); sa querelle avec Alexandre VII, 441.
 CRESCENTIUS, chef du parti national à Rome, 115, 116; patrice et consul, 117; ses relations avec l'empire d'Orient, 118; il fait à son gré des papes et est pendu, 119; conduite de sa veuve, 120, 261.
 CRESCONIUS, son recueil de canons, 74.
 CRISTOFORO (le moine), 544.
 CUMES, reconquise par Totila sur Bélisaire, 50; défendue par Aligern contre Narsès, 51; rachetée par Grégoire II aux Lombards, 75.
 CUNIMOND, roi gépide, 56.
 CURATOR OU CENSOR, 5.
 CURIALES, 5.
 CURSUS ou poste publique, 41.
 CERTEN, général piémontais, 420.
 CURTIS REGIA, cour royale chez les Lombards, 67.
 CYPRIEN, comte romain, 32.
 CYPRIEN (foire annuelle de SAINT-), 41.

D

DAIMBERT, évêque de Pise, 157.
 DAMASE I^{er}, pape, 12.
 DAMASE II, ancien évêque de Brixen, 122.
 DAMI (Julien), favori de Jean Gaston de Médicis, 459.
 DAMIENS (Pierre) demande la réforme, 128, 130; partisan d'Alexandre II, 135, 239.
 DANDOLO, famille de négociants vénitiens. — Le doge Dandolo, 180-226.
 DANTE, 226, 229; caractère littéraire de son poème, 240, 241, 242, 243; exhortations du Dante à Clément V, 244; son exil, 249; regrets de Florence, 259; citations du Dante, 229, 241, 242, 243.
 DATIVI; remplacent les duumvirs et les quatuorvirs, 54.
 DAUN (le général autrichien) marche sur Naples, 454, 460.
 DÉCRETALES (fausses), 90. Recueil canonique de Grégoire IX, 121.
 DECURIONUM ORDO, 5.
 DÉFENSEURS de la cité, 5, 12.
 DELFICO (Melchior), économiste napolitain, 481.
 DENINA, historien italien, 471, 475.
 DENYS LE PETIT, auteur d'un recueil de canons, 63.
 DESIDERIUS, abbé du Mont-Cassin; pape, 142.
 DEVINS, général autrichien, 492.
 DÉVOLUTION (droit de), 425.
 DIAVOLO (Frà), bandit des Abruzzes, 504, 507.
 DICTATUS PAPAE, 138.
 DIDIER, roi des Lombards; sa lutte contre les papes et contre Charlemagne, 81-83.
 DIÈTES, ASSEMBLÉES, etc. : Aix-la-Chapelle, 89; Pavie, 95, 120, 126; Roncaglia, 121, 165; Crémone, 189, 214; Ravenne, 190; assemblée de Paquara, 190; conférences de Lodi, 319; Augsbourg, 402; conférence de Suze, 422; assemblées centrales de Milan et de Venise, 554, 580.
 DIETRICH VON BERN, 43.
 DIOSCORIDE, édité en Italie, 364.
 DISCOLAT, sorte d'inquisition à Lucques, 476.
 DIX (les), à Florence, 296, 298; à Venise, 223, 307, 326, 384, 417, 420, 423.
 DIEM, frère de Bajazet, 338.
 DOARA (Anselme de), général de la ligue lombarde, 170; sa puissance à Crémone, 181; excommunié par Innocent IV, 199; auxiliaire d'Eccelesino, 202; passe aux guelfes, 203.
 DOARA (Buoso de), 207; exilé de Crémone; sa mort, 213.
 DOMBROWSKI, général polonais, 501.

DOMINICAINS, 191, 193, 343, 344 (voy. SAVONAROLE).
 DOMINIQUE, fondateur de l'ordre des Dominicains, 184, 186.
 DOMINQUIN (le), peintre italien, 431.
 DONATELLO, sculpteur italien, 311.
 DONATI (famille florentine des), favorable aux noirs, 226.
 DONATO (Léonard), doge de Venise, 417.
 DONIZON, poète italien, 240.
 DORIA, famille génoise, 155; sa lutte contre les Grimaldi et les Fieschi, 215; victoire de l'amiral Doria à la Meloria, 225, 226; rivalité des Doria et des Spinola, 234, 245; Paganino Doria bat Pisani à Gallipoli, 266; Lucien Doria tué à Pola; Pierre Doria prend Chiozza, 280; André Doria au service de Clément VII, 377; de la France, 380; de Charles-Quint, 381, 388, 394; assassinat de Gianettino, 394, 395; la statue d'André Doria relevée à Gènes, 511; le prince Doria sénateur à Rome, 521.
 DOUZE (les), à Lucques, 269; à Sienne, 272.
 DRENGOT prend Aversa, 131.
 DROCTULF, gasinde lombard, 60.
 DRAGON, chef normand, fils de Tancrede, 131.
 DROIT, 165, 239.
 DUCHÉS FÉODAUx en Italie, 97.
 DUMAS, général français, 492.
 DUMERBION, général français, 492.
 DUNGAL, adversaire de Claude de Turin, 88.
 DUPHOT, assassiné à Rome, 501.
 DUQUESNE bombarde Messine, 446.
 DURANDO (le général); ses opérations en Italie, 590, 595, 612.
 DURAZZO (Jérôme), doge de Lucques, 511.
 DURFORT (Hector de), comte de Romagne, 265.
 DURINI, membre du gouvernement provisoire, à Milan, 586.
 DU TILLOT, ministre français du duc de Parme don Philippe; son administration, 470, 472, 474, 478, 479.
 DUUMVIRS et QUATUORVIRS, 5, 54.

E

ECCELENO LE MOINE, voy. ROMANO.
 ECCELENSIS (Abraham), orientaliste, 471.
 ECCLESIASTICI francs, anciens aldes lombards, 87.
 ECCLESIASTIQUE (féodalité), 114.
 ÉCOLES d'IVRÉE, de Turin, de Crémone, de Florence, de Fermo, de Vérone, de Friuli, 88, 329, 368; écoles d'arts fermées à Florence, 533; écoles publiques en Italie, 5.

- ÉDOUARD**, duc de Parme, 423, 432, 433.
EGIDIUS démembre l'empire d'Occident, 29.
ÉGLISES : San Micheli, 287 ; Saint-Laurent, 312 ; San Giovanni, 312 ; Saint-Pierre, 359, 368, 391 ; sa sacristie, 480 ; coupole della Grazia, 331 ; Santa Reparata, 331 ; Saint-Marc, 332 ; Sainte-Marie des Anges, 410.
ÉGLISE, voy. **PAPAUTÉ**.
ÉLÉONORE DE PORTUGAL, 306.
ELETTO, dignitaire à Naples, 435.
ELEUTHERIUS, exarque de Ravenne, 65.
ÉMILIE, province d'Italie, 4 ; conquise par Narsès, 49, 57 ; cédée au pape, 81.
ENGHIEN (le duc d'), vainqueur à Cérisola, 393.
ENNODIUS, panégyriste de Théodoric, 37.
ENRIQUE (don) de Castille, 211, 212.
ENZIO, fils de Frédéric II, 193, 197.
ÉPIPHANE, évêque de Pavie, 30, 31, 35-38.
ÉPISCOPAT en Italie, 97 ; sa puissance, 121 ; sa chute politique, 144.
ÉRARD DE SAINT-VALÉRY, 211.
ESCLAVES, 69-70 (voy. **SERVI**).
ESPAGNE ; se soustrait à la domination romaine, 18, 411, 413, 432 ; Alphonse de Castille, empereur d'Allemagne, 200 ; maison d'Aragon, à Naples, 218 ; Alphonse III d'Aragon, 220 ; Alphonse V, 294 ; Ferdinand le Catholique (voy. ce mot) ; domination austro-espagnole en Italie (1530-1789), 383-480, pass. ; 610, 614, 617, 625 ; traité avec la Sardaigne, 628.
ESTE (famille d') ; les Esto vicaires de Milan et de Gènes, 177 ; puissants à Ferrare, luttent contre les Romano, 281 ; Azzo d'Este, marquis d'Ancône, 183-186 ; Boniface d'Este, 185 ; Aldobrandino, 186 ; Azzo VII, 186-190 ; le marquis d'Este à Ferrare, 201, 204 ; Obizzo d'Este, 207 ; Azzo d'Este, champion de l'aristocratie lombarde, 222 ; perd Modène, puis Reggio, 233 ; Ferrare, 249 ; Obizzo d'Este, 251 ; traité avec Florence, 254 ; Obizzo, 255 ; les d'Este résistent à Guarnieri, 257 ; hostiles à Rienzi, 262 ; démêlés avec Visconti, 267 ; Albert d'Este, 283, 284 ; Borso d'Este, duc de Modène et Reggio, 307, 319 ; Nicolas et Lionel son fils, poète, favorisent les lettres à Ferrare, 311 ; tentative de Nicolas, fils de Lionel, contre son oncle Hercule I^{er}, 319 ; Hercule trahit Florence, 323, 325 ; paix de Bagnolo, 326 ; Hercule V favorise les lettres, 329, 344 ; Alphonse d'Este, 355, 358 ; le cardinal Hippolyte d'Este, 358, 366 ; le duc de Ferrare seconde Lautrec, 370 ; recouvre ses domaines, moins Modène et Reggio, 371 ; allié de Clément VII, 375 ; Hercule d'Este, généralissime de Paul IV, 398, 401 ; Alphonse II courtise la maison d'Autriche, 402 ; favorise les lettres, ainsi que ses deux sœurs Lucrezia et Éléonore, 404 ; sa mort, 413 ; César d'Este, 423 ; Alphonse III, 423 ; François d'Este, duc de Modène, 423, 449 ; le cardinal d'Este favorable à la France, 434, 439 ; Renaud d'Este, 449 ; François III, 476, 478 ; Hercule Renaud, 476.
ÉTATS DE L'ÉGLISE, 300, 403, 408, 412, 449, 532, 541 ; population vers 1840 ; revenus, 556 ; armée, marine, 557 ; commerce, 558 ; industrie, 559 ; mauvaises routes, 561 ; instruction publique, 563 ; effervescence, 563 ; commissions militaires, 566.
ÉTATS GÉNÉRAUX DE SICILE remplacés par une junte, 469.
ÉTIENNE II, pape, sacre Pépin, 80 — Étienne III, 82 — Étienne IV ; son union avec la France, 89 — Étienne V oppose à Béranger Guido de Spolète, 100 — Étienne VI ; sa vengeance contre Formose, 102 — Étienne IX (Frédéric, abbé du Mont-Cassin), 133.
ÉTIENNE, évêque et duc de Naples, 84.
ÉTIENNE DE BAVIÈRE, 284.
ÉTIENNE, évêque italien, 88.
ÉTIENNE (ordre de Saint-), 401.
ÉTRURIE, 4 ; royaume d'Etrurie, 510.
EUDES DE CHAMPAGNE, adversaire de Conrad II, 124, 126.
EUDOXIE, veuve de Valentinien III, appelle Genséric en Italie, 27.
EUDOXIE, fille de Valentinien III, 27.
EUGÈNE II, pape, 90 — Eugène III, disciple de saint Bernard, 160, 161 — Eugène IV ; saluée avec le concile de Bâle, 298 ; il fuit à Florence, 299 ; sa mort, 303 ; il rétablit l'université romaine, 310.
EUGÈNE, questeur de Théodoric, 38.
EUGÈNE DE SAVOIE (le prince) ; sa campagne en Italie, 448, 453, 454, 456.
EUGÈNE, voy. **BEAUCHARNAIS**.
EUPHÉMIUS, duc sicilien, 92.
EUSÈBE DE CÉSARÉE, traduit du grec en latin, 310.
EUTHARIC, prince goth, 46.
EUTROPE, ministre d'Arcadius, 15.
EUTYCHES, 26.
EUTYCHIUS, exarque de Ravenne, 77, 80.
EXARCHAT de Ravenne, 63-73.
EXERCITALES, hommes libres chez les Lombards, 68.
EXHILARATUS, duc de Naples, 76.
EXSEQUATUR, 400.

F

FABRONI, historien italien, 471, 476.
FACINO CANE, voy. **CANE**.

- FAENZA**; occupée par les Lombards, 81-82; par l'archevêque de Ravenne, 84; se soumet à Barberousse, 167; seconde Innocent III, 185; devient guelfe, 193, 197; les Malatesti, 201; les Manfredi, 292; un Manfredi assassiné, 327; prise par les Vénitiens, 353; par le duc d'Urbin, 355; industrie, 406; révoltes, 543; cruautés de Rivarola, 544.
- FAGGIOLA** (Hugues de la), podestat de Gènes, 245-249.
- FALIERO** (Marino), doge de Venise, 266, sa mort tragique, 267.
- FANO**; ligue contre elle, 158; elle soutient Othon IV, chef du parti gibelin, 185; laissée aux Malatesta, 270; fermentes, 546.
- FANTONI**, mathématicien italien, 473, 486, 487.
- FANTONI**, poète italien, 513.
- FARINI**, ministre de l'instruction publique en Piémont, 628.
- FARNÈSE**, maison princière d'Italie, régnant à Parme et à Plaisance, 393, 394, 440, 458; Pierre Louis, 390, 393, 394; Alexandre, 395; Horace, 394; Pierre-Louis, 395; Ottavio, 389, 390, 395, 396, 398, 399, 401; Alexandre, 401; cardinal Farnèse, 416; François, 458; Antoine, 458, 459; Elisabeth, femme de Philippe V, 460, 463 (voy. PAUL III).
- FAYPOULT**, général français, 499-504.
- FÉLIX D'URGEL**; son hérésie se propage en Italie, 88.
- FÉLIX V** (Amédée VIII), pape schismatique, 300; il abdique, 303.
- FÉODALITÉ** en Italie, 97; petite féodalité laïque et ecclésiastique, 114; la féodalité ecclésiastique remplace la féodalité laïque, 122; fiefs déclarés immédiats, irrévocables et héréditaires par Conrad II, 126.
- FERDINAND**, duc de Calabre, 306.
- FERDINAND I^{er}**, roi de Naples, lutte contre Jean de Calabre, 313, 314; favorise les lettres, 315 et 329; alliance étroite avec le pape contre Florence, 319-321; guerre contre Florence, 322-326; paix de Bagnolo, 326, 327; alliance avec Florence contre Rome, 334; mort de Ferdinand, 337.
- FERDINAND II**, 337; roi de Naples, fuit à Ischia devant Charles VIII, 338; son retour; sa mort, 342.
- FERDINAND III** (Ferdinand le Catholique), roi d'Espagne, 333, 338; entre dans la ligue contre Charles VIII, 340; traité de Grenade avec Louis XII, qui lui donne le titre de roi de Naples, 348; Séminare et Cérignoles, 350; Garigliano, 352; conduite de Ferdinand, 353-359; traité de Malines, 360.
- FERDINAND IV DE BOURBON**, roi de Naples sous la tutelle de Tanucci, 472-474; lutte contre Clément XIII, 478 et 481; régénération napolitaine, 481; alliances de Ferdinand, 489; sa conduite pendant la guerre d'Italie, 491-503; il perd ses États de terre ferme; république parthénopéenne, 503, 506, 507, 509; il accueille les Anglais et les Russes, 515, 516, 523; il est rétabli par l'Autriche, 528; réaction; il prend le nom et le titre de
- FERDINAND I^{er}**, roi des Deux-Siciles, 533; concordat avec Rome, 533; révolution libérale à Naples, 536-541; dure administration, 541.
- FERDINAND II**, 545; d'abord libéral, se dément bientôt, 554, 555, 563, 582; concessions, 584, 591, 595, 597, 601, 603; donne asile à Pie IX à Gaète, 607, 610, 613, 621, 622.
- FERDINAND**, frère de Charles-Quint, archiduc d'Autriche, 388; empereur, 397, 399.
- FERDINAND II**, empereur d'Allemagne, 418-425.
- FERDINAND IV**; archiduc, 520; empereur, d'Autriche, 553.
- FERDINAND I^{er}** et II DE MÉDICIS, grands-ducs de Toscane, 408, 411, 413, 421, 423, 425, 426, 428, 439, 441, 442, 444.
- FERDINAND III**, 488, 489; reconnaît la république française, 493; perd ses États, 503; rétabli à Florence, 506, 507; la Toscane érigée en royaume d'Étrurie, 510; Ferdinand rentre à Florence, 528.
- FERDINAND**, infant de Parme, 474, 479, 494.
- FERDINAND**, duc de Modène, 489.
- FERDINAND DE MANTOUE** (le cardinal), 418.
- FERDINAND** (Charles), duc de Mantoue, 454.
- FERNANDO DE CORDOBA**, 617.
- FERRARI**, général piémontais, 590; député à la constituante romaine, 594, 609.
- FERRARE**; au pouvoir des Lombards, 81, 82; de l'archevêque de Ravenne, 84; de Thédald, 121; vassale des papes; entre dans la ligue contre les empereurs souabes, 168; les Este et les Salinqueria, 181; ville gibeline, 193; guelfe, 201, 202; le marquis d'Este capitaine du peuple, 204, 222; les Este expulsés, 233; rétablis, 249, 254, 267, 272; dépendants des Visconti, 283, 297, 298; Borso fait ériger Ferrare en duché, 307, 311, 325, 345, 353, 355, 358; Ferrare conquise par Clément VIII, 414, 427; livrée aux Français, 497; agitation, 546, 550, 566; troubles, 573, 575; renvue, 609 (voy. ESTE).

- FERRERO, général piémontais, 540.
 FERRETTI, 548. — Le cardinal Ferretti, 576, 577.
 FERRUCCIO (Fr.), 385.
 FIAMMENGO, sculpteur italien, 435.
 FICIN (Marsile), traducteur de Platon, 311, 317.
 FIESCHI (famille des), 215, 281, 321. — Sinibaldo Fieschi (Innocent III), 215, 245. — Louis Fiesco, 280. — Jean Louis de Fiesque, sa conspiration, 394.
 FILANGIERI, général napolitain, 614, 616, 622, 629, 631, 632.
 FILANGIERI, économiste italien, 475.
 FILELFO, savant; ses voyages, 310.
 FILICAIA, poète italien, 451.
 FILIPPESCHI (famille des), 242.
 FIRENZUOLA, poète italien, 394.
 FIRMIANI, gouverneur du Milanais, 474.
 FISCALINI francs, 87.
 FIVIZZANO (massacre de), 339, 579, 614.
 FLAMBERT, assassin de Béranger, 105.
 FLAMINIE, province romaine, 4; elle échappe à Alboin, 57; elle est gouvernée par des juges et dépend de l'empereur d'Orient, 62; elle est comprise dans la cession au pape, 81.
 FLEURY (le cardinal de), 460, 461.
 FLORENCE, 88; grandit sous Adalbert II, 99; sa constitution, 153-154; siège de la puissance guelfe, 185; podestats, 199; conseil de prudhommes, 209; révolution démocratique, 223; noirs et blancs, 226; industrie, finances, 235; arts, églises, 238-243; Florence soumise à Naples, 245; à Gautier de Brienne, 256; peuples gras et maigre, 263; peste de 1348, 264; révolution gibeline opérée par les Médicis, 277; agrandissement de Florence, 290; guerre contre Philippe-Marie, 302; Cosme de Médicis, 305; renaissance, 309; Pierre de Médicis, 315; Laurent et Julien, 317; guerre contre Sixte IV, 323; puissance de Laurent, 326; Savonarole, 331; guerres d'Italie, 331-359; rentrée des Médicis à Florence, 359; chute de Florence érigée en duché pour les Médicis, 383; François de Médicis, grand-duc, 406; restauration du grand-duc Ferdinand, 506; l'université encouragée, 518; réorganisation réactionnaire, 533, 531; soulèvement, 588; gouvernement républicain provisoire, 609; triumvirat, 614; Florence ouvre ses portes à l'Autriche, 616; convention avec l'Autriche, 623 (voy. MÉDICIS).
 FODERUM, droit d'entretien, 124.
 FOGLIANI (famille des): elle achète Reggione, 254; domine à Fermo, 346.
 FONTANA, architecte italien, 410.
 FORLÌ; usurpée par l'archevêque de Ravenne, 84; entre dans la ligue contre la maison de Souabe, 170; ville gibeline, 185, 197; ravagée par Guarnieri, 257; domination des Ordelfasti, 297, 325; des Riario, 327, 346, 347, 352; opprimée par l'Autriche, 550.
 FORMOSE, pape, 101, 102.
 FORMICLAIRE de Constant II, 71.
 FORNARI, famille génoise, 155.
 FORTUNAT, 86.
 FORUM BONAPARTE, à Milan, 512.
 FOSCARI; son alliance avec Florence, 296; ses malheurs, 308.
 FOSCOLO (Ugo), poète italien, 523, 528.
 FRACASTOR, poète italien, 391.
 FRANCE; ses rapports avec l'Italie sous les Carvingiens, 79-96; Robert, 123; Philippe 1^{er} excommunié, 136; saint Louis, son arbitrage, 193-214; Philippe III; démêlés avec l'Aragon, 220; Philippe IV et Boniface VIII, 227-230; Jean, 270; Charles VI, Charles VII avec Gènes, 285, 313; guerres d'Italie sous Charles VIII, 334-344; Louis XII, 337-360; François 1^{er}, 361-392; Henri II, 395-400; Henri IV, 412-418; Louis XIII, 424; Richelieu, 420-432; Louis XIV, 440-455; Louis XV, 477; république française, guerre sur les Alpes, 490-493; Bonaparte en Italie, 493-514; Napoléon empereur, 514-529; restauration, 529-545; Louis-Philippe, 547; république, manifeste de Lamartine, 584; Louis-Napoléon Bonaparte, 610; Oudinot, 614-618.
 FRANÇOIS D'ASSISE, 184, 186, 204.
 FRANÇOIS XAVIER, 390.
 FRANÇOIS 1^{er}, roi de France, 361; Mari-gnan, 362, 370, 372; Pavie, 374, 380, 386, 387, 392; Cérises, paix de Crespy, 393.
 FRANÇOIS (1^{er}) Étienne de Lorraine, duc de Toscane, mari de Marie-Thérèse, 462-467; reconnu empereur d'Allemagne, 467, 470, 472.
 FRANÇOIS II, fils de Léopold 1^{er}, 489; empereur d'Allemagne, 490; guerres d'Italie, 491; traité de Campo Formio, 499; hostilités, 501; projets de François II, 507, 508; événements de 1814 et 1815, 525-529; rétablissement de l'ancien régime en Italie, et ses suites, 530-550.
 FRANÇOIS 1^{er}, roi des Deux-Siciles; constitution libérale, 523, 543, 544.
 FRANÇOIS II, duc de Modène, 439, 440, 444, 447, 449.
 FRANÇOIS IV, duc de Modène, Reggio, Massa et Carrare, 546, 548, 550.
 FRANÇOIS V DE MODÈNE, 578, 621.
 FRANÇOIS-JOSEPH, empereur d'Allemagne, 621.

FRANCONIE (empereurs de la maison de), 123.

FRANCS ; l'invasion, 23 ; Châlons, 25 ; Clovis, 40-42 ; Théodebert, 49 ; Buccellin, 52 ; Mummolus, 59 ; Childebert II, 60 ; paix, 61 ; Clothaire III, 73 ; Charles Martel, 78 ; Pépin, 79-83 ; conquête du royaume lombard ; organisation de la conquête ; les coutumes franques se substituent aux coutumes lombardes, 87 (voy CHARLEMAGNE).

FRANCS-MAGONS, 491, 492, 535.

FRANGIPANI (famille romaine des) ; elle est à la tête de la noblesse, 147, 148, 160, 189, 211.

FRATESCHI, partisans de Savonarole à Florence, 335 ; vainqueurs des gris, 339 ; chute de leur crédit, 343.

FRATICELLI, montagnards des Apennins, 267.

FRAXINET ; pris par les Sarrasins, 100, 108 ; les Sarrasins de Fraxinet transplantés dans le Frioul, 109.

FREDDI (le colonel) désole la Romagne, 575.

FRÉDÉRIC I^{er} DE SOUAË, surnommé Barberousse, 147 ; empereur d'Allemagne, 161-176, 177 ; lutte avec Adrien IV, 161 ; diète de Roncaglia, 164 ; chute de Milan, 166 ; lutte contre Alexandre III et la ligue lombarde, 167 ; Legnano, 171 ; trêve de Venise et paix de Constance, 171-174, 175.

FRÉDÉRIC II, empereur d'Allemagne ; lutte avec Grégoire IX, 188 ; Cortenuova, 179, 184, 192, 197, 240 ; Meloria, 194 ; lutte avec Innocent IV, 194 ; concile de Lyon, 195 ; mort de Frédéric, 197, 240.

FRÉDÉRIC III, empereur, 306, 307, 312, 316.

FRÉDÉRIC D'AUTRICHE, cousin de Conradin, 210-212.

FRÉDÉRIC D'AUTRICHE, 246.

FRÉDÉRIC (le moine), 132 ; pape (Etienne IX), 133.

FRÉDÉRIC I^{er} D'ARAGON, roi de Sicile, 228, 229, 248, 251.

FRÉDÉRIC II, roi de Sicile, 342, 348.

FREGOSI (famille génoise des), 281, 315, 327, 360, 361. — Pierre, 309. — Paul, 315. — Baptiste, 321. — Giano, 358. — Octavien, 371.

FRÈRES DE LA JOIE, 209.

FRIGENIÉ transplante des barbares en Italie, 7.

FRIGGA, divinité lombarde, 56.

FRIMONT (opérations de), général autrichien en Italie, 538, 539, 547, 548.

FRILOU, érigé en duché, 57, 59, 83, 95 ; son étendue sous Béranger, 98, 100, 102, 109 ; donné au frère d'Othon le Grand, 114, 124, 170, 222, 249 ; tombe

au pouvoir de Venise, 296 ; de l'Autriche, 500.

FRUGONI, poète lyrique italien, 472.

FRUNDSBERG (George), chef de brigands allemands, 277, 278.

FUENTES, gouverneur de Milan, 416.

FUORUSCITI, exilés de Florence, 242, 244.

FINANCES ; pragmatique sanction de Justinien, 53, 235, 512 ; à Naples, 517 ; revenus de l'Italie en 1840, 556.

G

GADDO (Taddeo di), peintre italien, 287.

GAETANI (les), famille romaine d'ancienne noblesse, 426.

GAETE, 62, 84, 92 ; sa liberté se développe sous ses ducs, 99, 116, 129 ; prise par les Allemands, 176, 262, 299 ; prise par les Français, 348, 461, 516 ; reçoit Pie IX, 607, 609, 617, 624.

GAGR (le général), 464, 465.

GAIAZZO, commandant d'Alexandrie, 345.

GAINAS, général goth, 15.

GALEAS, voy. VISCONTI.

GALEOTTI, écrivain toscan, 566.

GALETTI, 606 ; ministre de Pie IX, 608.

GALIANI DE FOGGIA, économiste italien, 475.

GALIEN, découverte de ses œuvres, 364.

GALILEE, astronome italien, 429.

GALLIEN (l'empereur), 2.

GALLIO DI COMO (le cardinal), 402.

GALLIPOLI, 84, 212 ; prise par Venise, 326.

GALVANI de Bologne, physicien italien, 475.

GAMBACORTI (les), chefs du parti guelfe à Pise, 273 ; Pierre Gambacorta, chef du parti republicain, 285 ; Jean Gambacorta veld Pise aux Albizzi, 289.

GAMBARA, prophétesse barbare, 56.

GARIBALDI, duc de Turin, 72.

GARIBALDI, célèbre chef de partisans, 608, 615, 617, 619.

GARIGLIANO, occupé par une colonie militaire de Sarrasins, 100 ; les Sarrasins expulsés, 104 ; Garigliano repris par les Sarrasins, 108 ; bataille, 352.

GARNIER (opérations du général) en Italie, 507.

GASINDES, ou dizieniers lombards, 56 ; fidèles du roi, 67, 68.

GASPARONE, fameux brigand italien, 543.

GASTALDES, juges lombards donnés aux Romains, 61, 68.

GASTON DE FOIX, 349, 350, Ravenne, 357.

GAUDENTIUS, fils d'Actius, 27.

GAULE ; a le droit de cité, 2 ; s'affranchit de la domination romaine, 29.

GELASE I^{er}, pape, 34 ; Gelase II, 147, 157.

GEMISTUS PLETHO transporte en Italie le culte de Platon, 311.

- GÈNES**, 57, 62, 66; libre entre des villes asservies, 99; pillée par les Sarrasins, 108; leur prend la Sardaigne, 122; sa constitution, 153; rivalité avec Pise, 157; bataille de Meloria, 194; Mari, podestat, 201; lutte contre Venise, 223-227; commerce, 233, 234; finances, 235, 236, 244, 245, 246, 248; premier doge, 256; guerre de Sapienza, 266; guerre de Chiozza, 280, 281, 283, 284, 285, 287; Gènes indépendante, 300; se révolte contre Milan, 320; prise par les Français, 339; se révolte, 353; Français expulsés, 358; André Doria, 380; conspiration de Fiesque, 394, 401, 411, 414, 416; expulsion des jésuites, 417, 422-427; bombardement de Gènes, 447; les Génois perdent la Corse, 463; guerre de la succession d'Autriche, 465-467; décadence, 477; république ligurienne, 499; Gènes rendue aux Autrichiens, reprise par les Français, 508, 514; réorganisée par Lebrun, 517; gouvernée par Borghèse, 518; fortifiée, 522; prise par lord Bentinck, 526; redevient piémontaise, 527; réorganisation réactionnaire, 533; préfecture du Piémont, 552; fortifiée, 553; commerce, 558; industrie, 559, 578; se soulève, 588, 604; remue, 609, 610, 611, 613, 628.
- GÈNES** (le prince de), fils de Charles-Albert, 590, 591; roi de Sicile, 598.
- GENGA** (le cardinal della), 624.
- GENOVESI**, économiste napolitain, 475.
- GENOVINO**, complice de Mazaniello, 435.
- GENSERIC**, inquiète la Sicile et l'Italie, 25; appelé en Italie par Eudoxie, 27; détruit la flotte de Majorien, 29; rend Odoacre tributaire, 34.
- GENTILE** (Jérôme), tente de soulever Gènes, 320.
- GEORGES** (compagnie de Saint-), troupe de condottiere, 283.
- GEORGES D'AMBOISE**, 346, 349.
- GEORGES DE TRÉBIZONDE**, savant grec, réfugié en Italie, 309.
- GEORGIUS**, évêque de Préneste, 82.
- GÉPIDES**, 29, 35, 56.
- GERBERGE**, fille de Didier, femme de Carloman, 82.
- GERBERGE**, sœur d'Othon le Grand, 111.
- GERBERT**, 117, 119.
- GEROHUS**, 178.
- GHIBERTI**, architecte italien, 312.
- GHIRLANDAIO**, peintre italien, 328.
- GHISLA**, fille de Béranger I^{er}, 108.
- GIANNONE**, historien italien, 471, 474.
- GIBELINS** et **GUELFS**; luttes, 179, 243.
- GIBERTI** (le cardinal), 376, 386.
- GIEREMEI** (famille bolonaise des), 216.
- GILDON** (usurpation de) en Afrique, 1.
- GIOBERTI**, philosophe et publiciste italien, 564, 578, 605; ministre piémontais, démissionnaire, 611, 632.
- GIORDANO**, peintre italien, 432.
- GIOTTINO**, peintre italien, 287.
- GIOTTO**, peintre italien, 238, 287.
- GIOVINAZZO**; sa disparition, 407.
- GIROLAMO** (Raphaël), ambassadeur florentin, 375.
- GIROLAMO DE NARNI**, 441.
- GISULF**, premier duc de Frioul, 57, 78.
- GIUSTI** (Philippe), le Béranger italien, 565.
- GIZZI** (le cardinal), ministre de Pie IX, 570, 571, 575.
- GLANDEATICUM**, péage sur les forêts, 61.
- GLYCERUS**, empereur d'Occident, 30.
- GOLDONI**, écrivain italien, 476.
- GONDEBAUD**, 30.
- GONFALONIER**, dignité à Florence, 224, 279, 385; à Lucques, 512.
- GONSALVE DE CORDOUE**; ses victoires en Italie, 348-351.
- GONZAGUE** (maison de); Louis établit sa domination à Mantoue, 253, 254, 255; les Gonzague donnent l'hospitalité à Pétrarque, 260; Louis, 283; François secourt Florence, 285; Ferdinand, gouverneur du Milanais pour Charles-Quint, 385, 394, 395, 396; Guillaume, duc de Mantoue, 401, 402; Vincent, 418; François, 418; le cardinal Ferdinand, 418; Charles de Gonzague, duc de Nevers et de Rhétel, 423, 424, 425, 432; Charles II, 439; Charles IV, 444, 446, 447.
- GOTHUS**, 15, 18, 23, 30, 34; leur condition sous Théodoric, 38, 39, 40, 43, 53, passim.
- GOTTFRIED DE BASSE LORRAINE**, 132, 133, 135.
- GOTTFRIED LE BOSSU**, mari de Mathilde, 136.
- GOTTSCHALK**, fait révolter Bénévent, 78.
- GOUVION SAINT-CYR** (opération de), en Italie, 516.
- GOZZI**, écrivain italien, 476.
- GRADENIGO**, chef du parti aristocratique à Venise, 222; doge de Venise, 267.
- GRADO** (le patriarche de), 154.
- GRANACCHI** (François), décorateur italien, 328.
- GRANVELLE** (le cardinal), gouverneur de Sienna, 389; chassé, 394.
- GRATIN** (l'empereur), 13.
- GRASSELLINI**, directeur de la police, 587.
- GRÉGOIRE DE NAZIANZE** (saint), traduit du grec en latin, 310.
- GRÉGOIRE**, neveu de Luitprand, duc de Bénévent, 77.
- GRÉGOIRE**, duc de Naples, 104.
- GRÉGOIRE**, cardinal légat d'Innocent IV, 196.
- GRÉGOIRE I^{er}** (saint), pape, 59, 62, 65;
- Grégoire II**, 75; sa politique, 77, 78;

Grégoire III, 79; Grégoire IV, 91; Grégoire V (Bruno), cousin d'Othon III, 118, 119, 120; Grégoire VI (Jean-Gratien), antipape, 129; Grégoire VII (Hildebrand) ; sa lutte avec Henri IV pour les investitures, 135, 141, 257; Grégoire VIII, 147; Grégoire IX, 189, 191; Grégoire X, 214, 215; Grégoire XI, 275, 276; Grégoire XII, 289, 290; Grégoire XIII, 405, 408, 409; Grégoire XIV, 413; Grégoire XV, 421, 422; Grégoire XVI (religieux camaldule), 545, 553; son administration, 55, 56, 66.
GRIMALDI (famille génoise des), 245, 245, 281, 420.
GRIMOALD, successeur d'Arechis, duc de Benevent, 84, 86.
GRIMOALD, duc de Bénévent, roi lombard; sa lutte avec Pertharit, 72, 73.
GROSSI, poète italien, 535.
GUALANDI (famille des), à Pise, 155.
GUARINI, poète italien, 431.
GUARNIERI, 257, 264.
GUASTALLA, sous Guillaume de Gonzague et les ducs de Mantoue, 401, 423, 425; cédée à don Philippe, 467; reconstituée en duché pour Pauline Bonaparte, 518.
GUASTO, 388, 393.
GUDELIN, femme de Théodat, 47.
GUELFES; lutte avec les gibelins, 179-243.
GUERCHIN, peintre italien, 431.
GUERRA Guido, 208, 218, 238.
GUERRAZZI, insurgé livourne, 604; membre du gouvernement provisoire à Florence, 608; triumvir, 609.
GUILBERT, archevêque de Ravenne, 138.
GUICCIARDINI (famille des), à Florence, 313.
GUICCIARDINI, historien florentin, 385, 387, 390, 391.
GUIDO, duc de Spolète, 99, 100, 101; roi d'Italie, 102.
GUIDO, évêque de Modène, 109.
GUIDO, duc de Toscane, 104-106.
GUIDO DE VELATE, archevêque de Milan, 128, 129, 133, 135, 136.
GUIDO D'ARLATI, évêque d'Arezzo, 251.
GUIDO CAVALCANTI, 240.
GUIDO NOVELLO, 208, 209.
GUIDO DE MONTEFELTRO, 226.
GUIDO TORELLO, 296.
GUIDO (le), peintre italien, 431.
GUILLAUME I^{er}, le Conquérant, roi d'Angleterre; ses rapports avec Grégoire VII, 136, 141.
GUILLAUME D'AQUITAINE; la couronne lombarde lui est offerte, 123.
GUILLAUME BRAS DE FER, 131.
GUILLAUME DE POUILLE, 145, 148; poète, 240.
GUILLAUME I^{er}, LE MAUVAIS, roi de Naples, 162, 163, 164, 166, 168, 174.

GUILLAUME II LE BON, 168, 175, 176, 177.
GUILLAUME, fils de Tancred, 176, 177.
GUILLAUME, voy. MONTFERRAT, NOGARET.
GUINIGI (Paul), duc de Lucques, 286, 292; chasse, 297.
GUISCARD, voy. ROBERT.
GISE (Henri de), 338, 339, 398.
GUIZOT; sa politique à l'égard de l'Italie, 569, 572.
GUNDEBERGE, femme d'Ariowald, puis de Rotharis, 66.
GUNDEPERT, roi lombard de Pavie; sa lutte contre Pertharit, 72.
GUY DE MONTFORT, 209.

H

HABSBURG (maison de), 188, 459.
HAMILTON, ambassadeur anglais à Naples, 506.
HARCOURT (campagne de d'), en Piémont, 433.
HARREMBERG, 53.
HAYNAU, général autrichien, 611, 613, 619.
HAWKWOOD (Jean), condottiere anglais, 271, 273, 274, 284, 285.
HEDWIGE, sœur d'Othon le Grand, 111.
HELENE, femme de Manfred, 213.
HELMICHS, assassin d'Alboin, 58.
HÉNOTIQUE de Zénon (querelle de l'), 42, 41.
HENRI II LE SAINT, empereur d'Allemagne, 120-122.
HENRI III, 127-132.
HENRI IV; sa lutte contre Grégoire VII pour les investitures, 134-144.
HENRI V, 144-147.
HENRI VI, 175, 178.
HENRI VII DE LUXEMBOURG, 244-246.
HENRI II, roi de France; guerre d'Italie, 394, 397-399.
HENRI IV; ses rapports avec l'Italie, 412, 413, 414, 416, 418.
HENRI VIII, roi d'Angleterre; ses rapports avec l'Italie et la papauté, 355, 357, 358, 360, 361, 380.
HENRI LE LION, chef de la maison de Welf, 171.
HENRI, roi des Romains, 190, 192.
HERACLÈS; sa révolte, 23.
HERBATICUM, péage sur les prairies, 61.
HERBERT D'ORLÈANS, vice-roi de Sicile, 219.
HERCULE DE MODÈNE, 494.
HÉRIBERT, archevêque de Milan, 123-128.
HERIBERT, évêque de Reggio, 142.
HERLEMBALD, gonfalonier de l'Église, 134-137.
HERMANFROY s'allie à Théodoric, 40.
HERMANN, duc de Souabe, 108.

- HERMENGARDE, femme de Charlemagne, 82.
 HERMENGARDE, sœur de Marozie, 104, 105, 106, 110.
 HÉRULES en Italie (domination des), 81-86, *pass.*, 51, 52, 53.
 HILAIRE D'ARLES, 26.
 HILDEBRAND chassé de Ravenne, 77, 79.
 HILDEBRAND, duc de Spolète, 83.
 HILDEBRAND (le moine), 130-135 (voy. GREGOIRE VII).
 HINGMAR, 93.
 HIPPOCRATE, découvert sous la renaissance, 364.
 HOHENSTAUFEN, 175, 179.
 HOMBURG, ministre de Léopold II, 553.
 HONGROIS ou Madgyares, 101, 102, 105, 280, 281, 283, 286.
 HONORAT (le pape), appuyé par Narsès, 54.
 HONORIA, sœur de Valentinien III, 25, 110.
 HONORIUS, empereur d'Occident, 7, 14, 18, 19, 20, 21, 23.
 HONORIUS II, pape (évêque de Parme), 134, 135, 148; Honorius III, 187-189; Honorius IV; ses Capitulaires, 220, 221.
 HUGO, duc allemand de Toscane et de Spolète, 119.
 HUGO, jurisconsulte bolonais, 165.
 HUGUES, usurpateur de la Provence, 105; roi d'Italie, 106-109.
 HUIT (les) de la guerre à Florence, 277.
 HULDIN, chef barbare au service de Stilicon, 18.
 HUMILIÉS de Lombardie, 234.
 HUNALD, réfugié chez Didier, 82; lapidé à Pavie, 83.
 HUNIADÉ, 316.
 HUNS, 18, 23, 24; battus par Aétius, 25, 51.
 HYDRAULIQUES (travaux) de Louis le More à Milan, 330; canalisation à Milan, 407; travaux, 410, 411, 470, 473, 474, 480; canal Sisto, 480 (voy. MARREMMES, MARAIS PONTINS).
 I
 IBBAS, chef ostrogoth, 37, 42.
 IGNACE DE LOYOLA, 390.
 ILDEBALD, roi des Ostrogoths, 49.
 ILLYRIE; diocèse d'Illyrie, 3, 156.
 IMBORSAMENTO, 292.
 IMOLA passe sous la domination du saint-siège, 81, 84; se soumet à Barberousse, 167; entre dans la ligue lombarde, 170; querelle avec Bologne, 188; Imola attaquée par Visconti, 295, 296; reçoit pour duc un Riario, 319; dont la vie est menacée, 327, 316; Imola conquise par César Borgia, 347.
 INDEX, 390.
 INDUSTRIE en Sicile, 152; en Italie, 232; alliance de Turin relative à l'industrie italienne, 578.
 INDUSTRIE en Italie, 559.
 INGEBURGE, 178, 518, 522.
 INGHERANI, amiral toscan, 415.
 INNOCENT II, 148; prisonnier de Roger II, 149, 157; exilé d'Italie Arnaud de Brescia, 160.
 INNOCENT III s'immisce dans les affaires de tous les souverains de l'Europe occidentale, pour établir la prééminence spirituelle du saint-siège, 178-187.
 INNOCENT IV (Sinibaldo Fieschi); sa lutte contre Frédéric II, 195 197; contre Conrad IV, 197-200; contre Manfred, 200-202.
 INNOCENT VI, pape à Avignon, envoie en Italie Albornozy, puis Rienzi, pour recouvrer les possessions pontificales, 267-268.
 INNOCENT VII, 289.
 INNOCENT VIII; sa paix avec Ferdinand I^{er}, 326; son alliance avec Ludovic le More, 327; il laisse tomber Rome, 328.
 INNOCENT X (Pamili), porté par le parti espagnol, 433; sa mort, 440.
 INNOCENT XI; ses réformes, 445, 446; perd Avignon, 447.
 INNOCENT XII ne travaille que pour la paix italienne, 448; célèbre un jubilé, 449, 451.
 INQUISITEURS, 307, 390, 402, 478; junte d'inquisition à Naples, 492; inquisition rétablie par Pie VII, 532; prison d'inquisition, 544.
 INSTRUCTION PUBLIQUE en Italie, 512, 562; en Piémont, 571 et 578; en Toscane, 571, 572.
 INTERRÈGNE (grand) en Allemagne, 198, 200 et *sqq.*
 INVESTITURES (querelle des), 135, 149.
 IRÈNE, impératrice d'Orient, auxiliaire d'Adelchis en Italie, 84.
 IRNERIUS, jurisconsulte bolonais, 153.
 ISAAC, exarque de Ravenne, 66.
 ISABELLE DE VILLEHARDOUIN, bru de Charles d'Anjou, 213.
 ISABELLE DE FRANCE, femme de Galéas II Visconti, 270.
 ISABELLE, femme du neveu de Ludovic le More, 336.
 ISCHIA (lie d'), asile de Ferdinand II, 338; puis de Frédéric II, 348.
 ISTRIE, attaquée par Astolphe, 80; ses pirates, 108, 117; une partie de l'Istrie dépend de Venise, 296; cédée à l'Autriche par le traité de Campo Formio, 500.
 IVRÉE; son école, 88; puissance du marquis Anscar, 98; ruine du duché d'Ivrée, 114; son marquis affecte l'indépendance, 118; puissance du marquis

Adrien, [119](#); évêques de la marche d'ivrée, partisans de Henri II d'Allemagne, [121](#); lutte d'ivrée avec le comte de Maurienne, [150](#); préfecture du Piémont, [552](#).

ITALIE: [232-243](#), *Première période*. Sa décadence et sa chute, [395-476](#); son état au IV^e siècle de notre ère, sa déchéance politique, [1](#); son organisation politique, [3](#); impuissance de l'administration, ruine de l'agriculture, misère de la péninsule, [6](#); affaiblissement des caractères; décadence du sentiment religieux, de la littérature et des arts, [8](#); l'armée et l'Eglise, seules institutions vivantes, mais peu propres à sauver l'Italie, [11](#); dissolution et chute de l'empire d'Occident, [13](#); les barbares; Honorius et Stilicon, [14](#); l'Italie sauvée d'Alaric et de Radagaise; l'empire perdu, [16](#); prise de Rome, [21](#); saint Léon, Attila, Genséric, [25-28](#); seconde prise de Rome, [28](#). *Seconde période*. Les invasions et les royaumes barbares (476-888): Odoacre, roi des Hérules, [33](#); les Ostrogoths en Italie, [35](#); Prosperité de l'Italie sous Théodoric, [40](#); Boèce, [45](#); Vitigès et Belisaire, [47](#); Totila, [49](#); Narsès, [51](#); les Lombards et Alboin, [55](#); prise de Rome et de Ravenne; Antharis régularise la conquête; exarcat de Ravenne, [61](#); Rotharis législateur, [66](#); premier duc de Venise, [74](#); origine du pouvoir temporel des papes, [75](#); Astolphe et Didier; conquête franque, [79](#); Pépin (754) et Charlemagne (773) en Italie, [80](#) et sqq.; rétablissement de l'empire d'Occident (800), [85](#); royaume carlovingien d'Italie, [86](#); prospérité de l'Italie, [87](#); l'Italie enclavée dans la Lotharingie, [91](#); les Sarrasins, [93](#); décadence carlovingienne, [94](#). *Troisième période*. Es-sai d'une royauté nationale, (888-950): la féodalité en Italie; ducs et comtes; évêchés; villes libres, [97](#); le royaume italien; Marozie, [103](#); décadence de la royauté sous Hugues, [107](#). *Quatrième période*. L'Italie pendant la lutte du saint-empire et du saint-siège (950-1250): établissement de la domination allemande; empereurs saxons: Othon I^{er} (930-933), [111](#); Othon II; petite féodalité laïque et ecclésiastique (973-983), [114](#); Othon III; Crescentius; Sylvestre II (983-1001), [116](#); essai de restauration d'une royauté italienne; Henri le Saint; puissance de l'épiscopat (1002-1024), [120](#); empereurs franconiens: Conrad III; ambition des évêques; première révolte des villes, [123](#); Henri III; révolution politique et réforme ecclé-

siasique (1039-1048), [127](#); Léon IX; Hildebrand et les Normands (1048-1056), [130](#); Henri IV (1056-1106); Grégoire VII (1073-1085); querelle des investitures, [135](#); Urbain II et Mathilde, [141](#); Henri V et Pascal II; affranchissement des villes; chute politique de l'épiscopat (1106-1111), [144](#); succession de Mathilde, [146](#); schisme, [147](#); nouvel aspect de la péninsule au commencement du XII^e siècle, [149](#); monarchie normande; Roger II, [151](#); constitution des républiques italiennes; noblesse et bourgeoisie, [153](#); rivalités et guerres particulières entre les villes, [156](#); Arnaut de Brescia; révolution de Rome (1139-1152), [159](#); les empereurs souabes et la liberté italienne; Frédéric I^{er} Barberousse et Adrien IV (1152-1158), [161](#); juriconsultes italiens chargés de légitimer la conquête allemande, [164](#); Alexandre III et la ligue lombarde (1162-1177), [177](#); Henri VI (1183-1196), [174](#); état de l'Italie à l'avènement d'Innocent III (1196-1200), [178](#); guelfes et gibelins, catharins et patarins, [182](#); Frédéric II et Grégoire IX (1217-1241), [188](#); Innocent IV, [191](#); les villes affranchies, [197](#). — *Cinquième période*. Indépendance: les républiques et les tyrannies, 1250-1494. Grand interrègne; chute de la domination allemande, [198](#); Manfred et les podestats, [200](#); la maison d'Anjou, [205](#); l'aristocratie lombarde et la démocratie toscane; rivalité de Florence et de Pise, de Gènes et de Venise (1285-1294), [222](#); Boniface VIII; chute politique de la papauté 1294-1303, [227](#); captivité de Babylone: la papauté en France (Clement V, 1305), [231](#); prospérité de l'Italie, industrie, commerce, arts, sciences, lettres; Dante, [232](#); lutte des tyrans et des républiques; Petrarque et Rienzi, [258](#); peste de Florence de 1348; jubilé de 1350; Boccace, [263](#); les Visconti, à Milan, [265](#); le grand schisme (1338-1275); révolutions; décadence politique et morale de l'Italie, [286](#); les condottieri, Braccio, de Mantoue; Sforza Attendolo, [291](#); Carmagnola, [295](#); établissement des tyrannies (des Sforza à Milan, les Médicis à Florence), [303](#); état politique de l'Italie au milieu du XV^e siècle, [307](#); commencement de la renaissance, [309](#); guerres partielles; puissance des Médicis à Florence; éclat trompeur de la civilisation; Savonarole, [326](#). — *Sixième période*. Guerre d'Italie: nouvelles invasions des barbares (les Français, les Espagnols, les Allemands). L'Italie se livre

elle-même, [333](#); Charles VIII; Fornovo; chute des Médicis (1492-1498), [336](#); Louis XII conquiert le Milanais; Alexandre VI et César Borgia (1492-1503), [314](#); Jules II; ligue de Cambrai; guerre de l'indépendance (1503-1513), [351](#); Léon X et son siècle; sa politique égoïste et imprudente; lettres et arts (1513-1521), [359](#); Adrien VI, [370](#); Clément VII, [372](#); triste essai de guerre nationale, prise de Rome (1525-1527), [375](#); Charles-Quint, [379](#). — *Septième période*. Domination austro-espagnole (1530-1789) : dernière résistance de l'Italie; chute de la renaissance, [382](#); restauration catholique impériale et pontificale; lettres et arts, [404](#); misère de la péninsule; les bravi et les brigands, [405](#); l'Italie au XVIII^e siècle, entre la décadence de l'Espagne et la grandeur de la France (1584-1700); Sixte-Quint, [408](#); Clément VIII, Campanella, [415](#); Paul V, [416](#); Urbain VIII, [422](#); état matériel et moral de l'Italie; sciences, lettres et arts, [426](#); Innocent X; Masaniello; lutte de la France et de l'Espagne en Italie, [432](#); Alexandre VII, [440](#); Innocent XI, [445](#); essais de réformes en Italie au XVIII^e siècle (1700-1789), [450](#); puis-ance progressive de la Sardaigne, [456](#), [467](#); état de l'Italie au commencement du XVIII^e siècle; essais de régénération, [467](#); influence française, [472](#); Venise, Gènes, Rome en dehors du mouvement; abolition des jésuites, [476](#); défauts de la régénération italienne; Joseph II, Ferdinand IV; Victor Amédée; Pie VI, [479](#). — *Huitième période*. La révolution (1789-1852) : républiques et royaumes nés sous l'influence de la république française et de l'empereur Napoléon (1789-1815), [486](#); l'Italie faible et divisée, [486](#); guerre de la république française sur les Alpes; mouvements insurrectionnels des Italiens, [490](#); Bonaparte, républiques transpadane et cispadane, [493](#); ligurienne et cisalpine, [497](#); romaine, péloponnésienne et toscane, [500](#); la péninsule républicaine, [503](#); destruction des républiques et réactions, [504](#); Pie VII et Ferdinand, restaurés, [508](#); royaume d'Italie, [513](#); Italie napoléonienne, [515](#); le gouvernement temporel du saint-siège aboli, [519](#); apogée de la puissance impériale, [519](#); fin de l'empire; restauration de 1815, [523-530](#); rétablissement complet de l'ancien régime, [530](#); oppositions libérales et insurrections révolutionnaires (1815-1846), [534](#); Charles-Albert, Ferdinand II, Léopold II, Grégoire XVI; Jeune-Italie (1833-1845),

[550](#); statistique de la population, [556](#); des forces de terre et de mer, [557](#); du commerce, de l'industrie, [557](#), [558-562](#); de l'instruction publique, [562](#); recrudescence libérale et révolutionnaire en Italie (1843-1846), [563](#); révolution contemporaine. Pie IX, les réformes (1846-1847), [568](#); Ferdinand II; les constitutions de 1847 et 1848, [579](#); insurrection à Milan, [585](#); guerre d'indépendance; Charles-Albert; réaction napolitaine; Cusozza, [588](#); républiques à Venise, Rome, Florence; Rossi; fuite du pape, [601](#); Novare; prise de Rome; chute de Venise, [609](#); rétablissement des anciens gouvernements; état actuel, [620](#).

ITALIE — société et journal de la Jeune-), [565](#), [567](#); Mazzini, [579](#).

J

JACOB, jurisconsulte bolonais, [165](#).
JACOB, voy. APPIANO, BUSSOLARI.
JACOPONE (frà), moine mendiant, poète burlesque, [240](#).
JACQUES. voy. AGOBBIO, CARRARE, CALVALCABO, COLONNA, VERNE.
JACQUES D'ARAGON, [272](#).
JACQUES-PIERRE, entre dans la conjuration contre Venise, [420](#).
JANSÉNISME (le) pénètre en Italie, [473](#).
JARDINS et VILLAS; Fiésoles, [328](#); vigna di papa Giulio (III), [395](#); Careggi, [318](#), [328](#), [331](#); Caffaggiolo, [318](#); Poggio a Sano, [328](#); château de Frenzuala, [323](#).
JARDINS de Malliana, [358](#).
JAYME I^{er}, roi de Sicile, [220](#), [221](#), [227](#).
JAYME II, roi de Sicile, [249](#).
JEAN I^{er}, pape, couronne Justin, persécuteur des ariens, [44](#); emprisonné par Théodoric, [44](#), [45](#).
JEAN III, [55](#).
JEAN VIII, [91-96](#).
JEAN X, amant de Théodora, [104](#), [105](#).
JEAN XI, fils de Marozie, [106](#).
JEAN XII (Octavien), [112](#), [113](#).
JEAN XIII, [114](#).
JEAN XIV, [117](#).
JEAN XV, [117](#).
JEAN XVI (Philagathos), [119](#).
JEAN XVII, [121](#).
JEAN XVIII, [121](#).
JEAN XIX, [124](#).
JEAN XXII, [247](#), [248](#), [252](#), [264](#).
JEAN XXIII, [290](#), [293](#).
JEAN, primicier d'Occident, usurpe l'empire, [23](#); tué, [24](#).
JEAN DE CHALCÉDOINE, [63](#).
JEAN, évêque de Ravenne, [36](#).
JEAN L'ERMITE, [142](#).

- JEAN, fils de Crescentius, sénateur de Rome, 121.
 JEAN DE BOHÈME, en Italie, 253, 251.
 JEAN LE BON, 270.
 JEAN DE CALABRE, 313, 314.
 JEAN DE PARME, 259.
 JEAN DE PISE, 237.
 JEAN DE RAVENNE, 287, 309.
 JEAN DE VICENCE, moine, 190; Jean de Vignate, 291.
 JEAN SANS TERRE, ses rapports avec le pape, 184-187.
 JEAN l'archiduc, 516-522.
 JEAN ZIMISCES, empereur d'Orient, 114.
 JEANNE 1^{re} DE NAPLES, 258, 262, 263, 272, 277, 281, 282.
 JEANNE II, 291, 293, 299.
 JEANNE D'AUTRICHE, 401, 403.
 JÉSUITES, 369, 378, 379, 390, 402, 416, 417, 421, 422; rétablis, 532; enseignent en Piémont, 533; favorisés par Pie VIII, 525; expulsés de Toscane, 553; mal vus à Parme, 572; perdent l'instruction du Piémont, 578.
 JORDAN, comte de Capoue, 140, 141.
 JORDANS, 160.
 JOSEPH I^{er}, 454, 455.
 JOSEPH II, 471, 478, 479, 481, 482.
 JOUBERT, opérations de en Italie, 502.
 JOURDAN, administre le Piémont, 508.
 JUBILÉ, de 1830, 264; d'Innocent XII, 419.
 JUDICES LOMBARDS, 87.
 JUGEMENT statuaire, 583.
 JUIFS en Italie; heureux sous Théodoric, 38; maltraités à Rome et à Ravenne, 41; dépendent Naples contre Bélisaire, 69; persécutés, 543.
 JULES II, 351, 359, 366, 368.
 JULES III, 395, 396.
 JULIEN, comte romain, 39.
 JULIUS NEPOS, empereur d'Occident, 30.
 JUSTICIERS normands de Sicile, 152.
- K**
- KRAY, général autrichien (campagne de) en Italie, 505, 506.
 KLEPH, roi lombard, 53.
 KUMPERT, roi lombard, 74.
- L**
- LABOUR (terre de), occupée par les Français, 338; infestée par des brigands, 504.
 LADISLAS DE HONGRIE, proclamé roi de Naples, 282, 290, 291.
 LETO (Pomponio), archéologue italien, 329.
 LA FEUILLADE, 453, 454.
 LAGRANGE, mathématicien français, fonde l'académie des sciences en Piémont, 482.
 LAHOZ, chef du parti italien, en Cisalpine, 505, 506.
 LAINEZ (le jésuite), au concile de Trente, 393.
 LA MARMORA, 611, 612, 613; ministre en Piémont, 627.
 LAMBERT, duc de Spolète, 95.
 LAMBERT, fils de Guido, duc de Spolète, 101; empereur et roi d'Italie, 102.
 LAMBERT, archevêque de Milan, 104.
 LAMBERT, fils d'Adalbert II de Toscane, 106.
 LAMBERTAZZI (famille bolonaise des), 216, 243.
 LAMERESCHINI (le cardinal).
 LAMPRI, jurisconsulte toscan, 473.
 LAMPUGNANI, soulève Milan et rétablit la république, 303.
 LAMPUGNANI (André); sa conspiration, 320.
 LANCIA (le marquis de), 200, 210.
 LANDAU, condottiere allemand, 271.
 LANDINO (Christophe), professeur d'éloquence latine, 317.
 LANDO Michel, révolutionnaire florentin, 279, 282.
 LANDOLFO, écrivain italien, 88.
 LANDOLPHE, comte et évêque de Capoue, 92, 93.
 LANDOLPHE, évêque de Milan, chassé, 116.
 LANDOLPHE, évêque lombard, 133.
 LANDSKNECHTS, 373, 374.
 LANFRANC, de Pavie, 155, 239.
 LANGUE ITALIENNE, 428.
 LANNY, vice-roi de Naples, 371, 373, 374, 375, 377, 378.
 LA PALISSE, 388.
 LAPO (Arnolfo di), architecte italien, 238.
 LASCARIS (Constantin et Théodore), savants grecs, accueillis par Cosme de Médicis, 310.
 LATIFENDIA, 6.
 LATINO, légat à latere de Nicolas III, 216.
 LATOUCHE; son intervention à Naples, 491.
 LA TRÉMOUILLE, 346, 351, 360.
 LAUGIER, général de Charles-Albert, 590-596, 609.
 LAURE, amante de Pétrarque, 252, 259.
 LAURENT, évêque de Milan, 35, 38.
 LAUTREC, 369, 370, 380, 381.
 LAVARDIN, 417.
 LAVALETTE, 433.
 LAZZARI, général piémontais, 490.
 LAZZARONI (les), 503, 435; soulevés à Naples, 506.
 LECKZINSKI, 461.
 LEBRUN, réorganise Gènes, 517.

- LECCHI (Théodore), général des troupes lombardes à Milan, 588.
- LEGANER, 432, 433, 434.
- LEGNANO, 521, 589, 596.
- LEMOGIUS, exarque de Ravenne, 65.
- LEMONS le comte de), 416.
- LENTINI (Alaimo da), complice de Pro-cida, 218, 219.
- LÉON, le Thrace, empereur d'Orient; ses rapports avec l'Occident, 30; avec Théodoric, 35.
- LÉON, l'Isaurien, 75.
- LÉON, le Philosophe, 104.
- LÉON, archevêque de Ravenne, 83, 84.
- LÉON I^{er} (saint); son influence, 26; apaise Attila, 27; échoue avec Genséric, 27, 28; Léon III, 84, 85, 89; Léon IV, 92; sauve Rome des Sarrasins, 93; Léon VIII, 113; Léon IX évêque de Toul, 130, 132; Léon X, 360-370, 416; Léon XII (della Genga), 543, 544.
- LÉONARD, l'Arétin, savant, chancelier de Florence, 310.
- LÉONINE (cité), 92, 141, 142, 162, 163.
- LEOPARDI, poète italien, 535, 545.
- LÉOPOLD, grand-duc de Toscane, 472; sage administration, 473, 478.
- LÉOPOLD II de Toscane, réformes, 543; charte, 583; quitte Florence, 609; rétabli, 622.
- LETTRES en Italie; leur décadence au IV^e siècle, 10; elles sont favorisées par Pépin, 87; littérature sicilienne, 150, 151; lettres et sciences au XIV^e siècle, 239; Dante, 240; renaissance, 309; Florence sous les Médicis, 326; siècle de Léon X, 360; restauration catholique dans les lettres et dans les arts au VI^e siècle, 320 et 404; sciences, lettres et arts au XVII^e siècle, 426; influence du jansénisme et de la philosophie française en Italie, au XVIII^e siècle, 472.
- LEUCOTHOÉ (foire annuelle de), 41.
- LEUTHAR, chef franc, envahit l'Italie, 68.
- LEYVA (Antonio de), général de Charles-Quint, 374, 381, 385.
- LIBIUS SEVERUS, empereur d'Occident, 29, 0.
- LIGUES. — Ligue lombarde, 167; ligue de San Miniato, 179; ligue milanaise et pavesane, 185, 192; societas Lombardorum, 189, 318; ligue de Melfi, 326; ligue de Cambrai, 353, 355; ligue à Rome, 272, 274; sainte ligue, 376; sainte ligue de Venise, 357, 380.
- Confédération italienne de Milan, 610.
- LIGURIE, province du diocèse d'Italie, 4, 35, 57.
- LIGURIENNE (république), proclamée, 499, 501; réorganisée par Bonaparte, 508, 509; sa constitution toute française, 511; forme trois départements français, 515.
- LIVOURNE, appartient à Gènes, 295; prise par Florence, 380; prospérité, 411; prise par les Français, 496.
- LODI; lutte de la bourgeoisie contre l'épiscopat, 124; lutte contre Milan, 145; résiste à Innocent III, 185; prise par Carmagnola, 295; prise par Sforza, 305; paix de Lodi, 312; bataille, 600.
- LOMBARD (Pierre), théologien italien, 239.
- LOMBARDS, 51, 55; invasion, 57; les rois, 57; les trente-six duchés, 58; les Lombards sous les Francs, 83; Thème de Lombardie, 99, 101; ravages des Madgyares, 103; ligue lombarde, 167, 169, 188; societas Lombardorum, 189; royaume lombardo-venitien, 531; administration rigide de l'Autriche, 542; population, revenus, 556; armée, marine, 557; industrie, 559; instruction publique, 562.
- LONGIN, exarque de Ravenne, 54.
- LOREDANO, doge de Venise, 296.
- LORENZETTO, peintre italien, 287.
- LORENZO, peintre italien, 287.
- LORIA (Roger de), amiral aragonais, 219, 220.
- LOTHAIRE, fils de Louis le Débonnaire, 89-92.
- LOTHAIRE, fils du roi Hugues, 108, 109.
- LOTHAIRE DE SUPPLIMBOURG, empereur d'Allemagne, 147, 148, 150.
- LOUIS I^{er} LE DÉBONNAIRE, 88.
- LOUIS II, empereur et roi d'Italie, 91; lutte contre les Sarrasins, 92.
- LOUIS LE GERMANIQUE, 94.
- LOUIS, fils de Boson, roi d'Italie, 103, 105.
- LOUIS XII; guerre d'Italie, 318-357.
- LORIS, duc d'Anjou, roi de Naples, 281, 282.
- LOUIS II, roi de Naples, 282, 290, 291.
- LOUIS III d'ANJOU, 294, 296, 299.
- LOUIS I^{er}, duc de Parme, roi d'Etrurie, 509, 510.
- LOYOLA (Ignace de), fondateur de l'ordre de Jésus, 390.
- LUCERA, colonie des Sarrasins, 188-213.
- LUCÉRIE, chef-lieu de l'Apulie, 5.
- LUCIUS II, pape, 152, 170, 171, 176.
- LUCQUES, 51; lutte contre Pise, 158 et 225; Castruccio Castracani, 246-250; duc de Lucques, 251; Lucques vendue aux Rossi, 254; aux Scala, 255; au pouvoir de Pise, 256; Lucques indépendante, 268; la république de Lucques reçoit une constitution française, 511; est érigée en duché par Pascal Bacciocchi, 515; augmentée de Massa et Carrara, 518; Lucques indépen-

- dante, 527; érigée en principauté, 527, 553; population, revenus, 556; industrie, 559.
- LUDOLPHE, fils d'Othon le Grand, se révolte, 112.
- LUDOVISI famille romaine des), 126.
- LUITPERT, roi lombard, 75.
- LUITPRAND, roi lombard, 75; ses conquêtes et son administration, 76-79.
- LUITPRAND, historien lombard, 88.
- LUSIGNAN, roi de Chypre, 280.
- LUNIGIANA, 196.
- MACDONALD (opérations de), en Italie, 504, 505, 506, 509.
- M**
- MACHIAVEL, 250, 320; trompé par César Borgia, 350; appréciation littéraire, 366.
- MACK (opérations du général) en Italie, 502, 503.
- MAFFEI, critique italien, 472.
- MAGALOTTI, savant italien, 442.
- MAGIONE conspiration de la, 350.
- MAI (Angelo), érudit italien, 535.
- MAIDALCHINA (Cancello), 439; Olimpia, 438, 439.
- MAILLEBOIS (campagne de) en Italie, 462, 465, 466.
- MAJORIEN, empereur d'Occident, 28, 29.
- MAL'ARIA, 246.
- MALASPINA (le marquis Obizzo), 169, 194.
- MALATESTI (famille des), à Rimini, 201, 224 et sqq.; Malatesta de Baglioni, 384.
- MALATESTINO DE RIMINI, 249.
- MALAVOLTI (famille des), 285.
- MAMIANI le comte), 547; exilé, 565, ministre des affaires étrangères, 594, 608.
- MANDATS, forme d'élection, 184.
- MANFRED, fils de Frédéric II, 198-209.
- MANFREDI (famille des), à Faenza, 201, 292, 327, 346, 347.
- MANGIADORI; son entreprise sur San Miniato, 285.
- MANIACÉS le Catapan), 131.
- MANIN, dernier duc de Venise, 498.
- MANIN, 580; arrêté, 581; délivré, proclame la république à Venise, 587; président du triumvirat de Venise, 602, 619.
- MANSIONATICUM, droit de logement, 124.
- MANSNADIERI, hommes libres, 67.
- MANTOUE, 101, 120; réunie à Modène et Reggio, 120; république lombarde, sa constitution, 153; prise par Frédéric II, 192; Louis de Gonzague, 253; soulèvements; Mantoue érigée en duché, 381; Mantoue vendue à Louis XIV, 452; reprise par l'Autriche, 454; conquise par Bonaparte, 496; restituée à l'Autriche, 526.
- MANUFACTURES, 234-330.
- MANZONI, poète italien, 534, 544.
- MARC (église de Saint-), 236.
- MARCO POLO, voyageur vénitien, 226, 234.
- MAREMMES, fièvres, 169; travaux de Louis le More, 330; travaux de Cosme, 401; de Ferdinand I^{er}, 411; dessèchement, 553-560.
- MARESCALCHI, magistrat italien, 514.
- MARESCOTTI, faction bolonaise, 349.
- MARIE-CAROLINE, femme de Ferdinand IV de Naples, 489.
- MARIE-LOUISE, femme de Napoléon, 546; sa mort, 570.
- MARIES (fête des), à Venise, 108.
- MARINE, en Sicile, 152; en Italie, 517 et 557.
- MARIN II, pape, 102.
- MARINI, poète italien, 430.
- MARONCELLI, patriote italien, 541.
- MAROSZ, fait et défit les papes, 103, 110.
- MARPAHIS, maréchaux lombard-, 67.
- MARSILIO DE CARRARE, seigneur de Padoue, 255.
- MARTIN, jurisconsulte bolonais, 165.
- MARTIN, pape, 72.
- MARTIN IV, 217-220.
- MARTIN V, 294, 297.
- MARTINIENNE (loi) imposée aux Lucquois, 397.
- MARUFFO, amiral génois, 281.
- MASACCIO (le), peintre italien, 311.
- MASANIELLO; sa révolte à Naples, 435-437.
- MASSA, 156, 189, 196; adjointe à Lucques, 518.
- MASSÉNA (opérations de), en Italie, 508, 516.
- MATHILDE (la comtesse), 137-146; luttas pour son héritage, 183, 240.
- MAURIENNE, réunie au Piémont, 150.
- MAZZINI, exilé; sa première tentative, 552; son programme social, 565; chef de la Jeune-Italie, 572, 594; triumvir à Rome, 614, 632.
- MAXIME, empereur d'Occident, 27.
- MAXIMILIEN, empereur d'Allemagne, 334.
- MAZAPERLINI (ligue des), à Reggio, 182.
- MAZZONI, triumvir à Florence, 609.
- MÉDECINE, académie de Salerne, 240.
- MEDINA CORLEI (le duc de), vice-roi de Naples, 451.
- MENDOZA (Diego de), gouverneur autrichien, de Toscane, 394, 396, 419.
- MERULA, historien italien, 329.
- MERVILLE (meurtre de), ambassadeur de François I^{er}, 386.
- MÉDICIS (famille des), à Florence. Le nom originaire est Medici: Silvestro,

- 277**; Jean, **292**; Cosme, **315, 298**; Pierre, **315**; Laurent, **317, 384**; Julien, **317, 322**; Jean, **327**; Pierre, **334, 348**; Julien, **358, 363**; Jean, **58, 60** (voy. Léon X); Laurent, **361, 363**; Jules, **363** (voy. CLÉMENT VII); Hippolyte, **363, 387**; Jean, **372**; Alexandre, **373, 387**; Catherine, **386**; Lorenzino, **387**; Cosme, **387, 404**; Jean-Jacques, **396**; François I^{er}, **401, 411**; Jean, **403**; Ferdinand I^{er}, **409, 417**; Cosme II, **417, 421**; Marie de Médicis, **415**; Léopold (cardinal), **442**; Cosme III, **437**; Jean-Gaston, **458, 462**; le cardinal de Médicis, **440**.
- MÉLAS** (opérations du général autrichien), en Italie, **508**.
- MELZI**, vice-président de la république cisalpine, **511, 512, 514**.
- MESSINE**, vèpres siciliennes, **219**; bombardée par Ferdinand II, **601**.
- META**, terme de droit lombard; son explication, **69**.
- MÉTASTASE**, poète italien, **472**.
- MICHEL-ANGE**, **238, 312, 328, 352, 356, 359, 368, 384, 391**.
- MICHELLOZZO MICHELLOZZI**, émule de Brunelleschi, **311**.
- MICHELVI** (Vital), doge de Venise, **157**.
- MIEROWSLASKI** (le général), **616**.
- MILAN**, résidence de l'auguste d'occident, puis du préfet d'Italie, **3**; Milan, république, **111**; son rôle dans la guerre lombarde, **149, 197**; domination des della Torre, podestats, **201**; des Visconti, **218**; industrie, **234**; Milan érigée en duché, **285**; cathédrale, **286**; François Sforza, duc de Milan, **303, 324**; embellissements, **345**; le Milanais conquis par Louis XII, **346**; rentrée de Sforza **358**; Philippe II, investi du Milanais, **389**; le Milanais conquis par l'Autriche, qui en cède une partie au roi de Sardaigne, **454**; conquête française; le Milanais annexé à la république cisalpine, **499**; évacuée par Moreau, **506, 507**; prospérité, **512**; le Milanais annexé au royaume d'Italie, **515**; révolution de 1848, **585, 629**.
- MINISTERIALES** (servi), **71**.
- MINORI** ARTIFICI, **223**.
- MIOLLI** (opérations du général), en Italie, **509, 521**.
- MIRANDOLE** (famille de La), **256, 296**; Pic de la Mirandole, **329**.
- MISSI DOMINICI**, en Italie, **86**.
- MOCENIGO**, doge de Venise, **314**; Mocenigo, **443**.
- MODÈNE**, érigée en duché par la maison d'Este, **307**; annexé à la république cisalpine, **477**; population, revenus, **556**; armée, **557**; industrie, **559**; domination autrichienne, **579**; soulèvement, **588, 614**.
- MOEURS**, affaiblissement des caractères au IV^e siècle, **4**; décadence morale au XV^e siècle, **331**; état matériel et moral de l'Italie au XVII^e siècle, **436**; statistique morale de l'Italie, **561, 562**.
- MONACO** (principauté de), **528**; population et revenus, **536**.
- MONASTÈRES**: couvents; cloîtres. Mont-Cassin, désolé par les Lombards, **59**; rétabli par Grégoire II, **75, 146, 208**; de Bobbio, **165**; de Pontida, **168**; des dominicains, **310**; abbaye de Fiésoles, couvent de Saint Marc, **312** et **317**; San Secondo, **361**; Saint-Ambroise, **361**.
- MONT**, institution financière italienne, **235, 409, 456, 474**.
- MONTALEONE** (le duc de), gouverneur espagnol de Naples, **436**.
- MONTANELLI**, professeur à Pise, **564**; ministre, **604**; triumvir, 906.
- MONTANO** (Nicolas de), professeur italien, **320**.
- MONTESCHI** (famille florentine des), **181, 242**; Montecchi, triumvir à Rome, **609**.
- MONTFELTRI** (famille des), sa domination à Urbino, **224, 311, 346, 352, 363**; Guido, seigneur de Romagne, **226**; Frédéric, **302, 314**; duc d'Urbino, **323, 325**.
- MONTEFIASCONE**, **391, 406**.
- MONTI MARCIANO**, **407**.
- MONTERRAT**, **108**; donné par Othon le Grand à Almaran dont la famille y règne six siècles, **114, 115**; Adelhaide, **145**; Guillaume, **222**; branche des Paléologue, **270**; guerre avec Milan, **283, 306**; le Monterrat passe à Frédéric de Gonzague, **387**.
- MONTI** (Vincent), poète italien, **513-523**.
- MONTONE** (Braccio di), condottiere, **290-294**.
- MONZA**, **164, 165**; ses fours, **251, 268, 373, 553**; s'insurge, **587**; reprise par les Autrichiens, **600**.
- MOREAU** (campagne de), en Italie, **506**.
- MORGENGAB**, Lombard, **69**.
- MORONE**; sa conspiration, **375**.
- MOROSINI** (les), famille vénitienne, **443**.
- MUNDIUM** et **MUNDWALD**, termes de droit lombard, **67, 69, 70**.
- MURAT** (opérations de) en Italie, **509**; il est roi de Naples, **517, 528**; sa mort, **529, 533**.
- MURATORI**, historien italien, **471**.
- MURRAZZI** (digue de marbre des), **487**.
- MUSÉE** Pio-Clementino, **480**.
- MUSEUM** florentinum, **317**.
- MUSIQUE** religieuse, née avec Palestrina, **405**.
- MUSSATO**, poète italien, **240**.

N

NAPLES, duché, [159](#); république sous des ducs héréditaires *passim*, jusqu'à [151](#); Roger II, roi normand, [151](#); occupée par Louis de Hongrie, [258](#); révolution contre Jeanne, [281](#); Louis d'Anjou, [281](#); René-Alphonse I^{er}, [302](#); conquête de Charles VIII, [338](#); de Louis XII, [348](#); Ferdinand le Catholique, roi par traité, [348](#); Naples assiégée par l'autruche, [373](#); Morone, [375](#); Masaniello, [435](#); Naples saccagée par Daun, [454](#); don Carlos, [455-460](#); république parthénopéenne, [503](#); Russes et Turcs à Naples, [506](#); exécution, [507](#); donnée à Joseph Bonaparte, [516](#); Ferdinand IV rappelé par l'Autriche, [528](#); révolution libérale du général Pèpè, [536](#); l'Autriche domine de nouveau, [540](#); complots, [551](#); embellissements, [555](#); Agriculture, [555](#); population et revenus, [556](#); armée et marine, [557](#); commerce, [558](#); industrie, [559, 561](#); instruction publique, [563](#); révolution de 1847, 579; soulèvements, [582, 595](#).

NAPOLEON, empereur et roi d'Italie, [514-530](#).

NARSES, général de Justinien, [49](#).

NAVIGATION (code de), rédigé à Amalfi, [100](#).

NEGRI (les), famille génoise, [155](#).

NERI (Pompée), sénateur florentin, [470](#).

NERO, Florentin, [343](#).

NÉRON (chevaux de), [236](#).

NICCOLÒ NICCOLI; Cosme achète sa bibliothèque, [310](#).

NICE, [393, 433, 552](#); préfecture du Piémont, [578](#).

NICOLAS I^{er}, pape, [93](#).

NICOLAS II, [134](#).

NICOLAS III, [216](#).

NICOLAS IV, [221](#).

NICOLAS V, [303](#); encourage les lettres, [310](#).

NICOLINI, poète, [565](#).

NOBLESSE italienne; nouvellement créée par l'érection de dix-huit fiefs français en Italie, [518](#).

NOGERA, colonie de Sarrazins, [86, 205](#).

NOIRS (faction des), à Florence, [216, 243, 258](#).

NOLE, [80](#); révolution libérale, [536](#).

NORMANDS (invasions des) en Italie, [131, 145](#); monarchie normande en Sicile, [151](#) et sqq.

O

OBLATS DE LA SAINTE-VIERGE, prêtres séculiers, [533](#).

OCCIDENT (empire d'); sa dissolution et

sa chute ([395-496](#)), [14-32](#); son rétablissement avec Charlemagne, [85](#).

OCTAVIEN (Jean XII), [113](#).

ODDACE, chef des Hérules, [31-36](#).

OLGIATI (Jérôme); sa conspiration, [320](#).

OLYBRIUS, empereur d'Occident, [30](#).

OLYMPIUS, ennemi de Ravenne, [68](#).

OMBRIE, [57, 99](#); école de peinture d'Ombrie, [329, 368](#); l'Ombrie se soulève, [547](#).

OPÉRA; son origine, [406](#).

ORCAGNA (les deux), artistes italiens, [248](#).

ORDELAFFI, François, [270, 292-325](#).

ORDINANZA, [384](#).

ORDRE chevaleresque de Saint-Étienne, [401](#).

ORDRES, [184, 486, 191, 202, 240](#); mendiants, Franciscains, dominicains, [191, 193, 343, 344](#); templiers, [195](#); théatins, [386](#); capucins, [417](#) (voy. JESUITES.)

ORLANDI (famille des), [135](#).

ORSINI (famille des), [216, 290](#); Bertold Orsini, [216](#); le cardinal Orsini, [250](#); Paul Orsini, [250, 351](#); Niccolò, [401](#).

ORTINA, [86](#).

OSSUNA (Giron d'), vice-roi de Naples, [419, 420, 421](#).

OSTROGOTHUS, [27](#); envahissent l'Italie, [35](#); Théodoric et ses successeurs, [35-53](#).

OTHON I^{er} le Grand, roi de Germanie, [108](#); fonde la domination allemande en Italie, [111, 114](#).

OTHON II, [114-116](#).

OTHON III, [116-120](#).

OTHON IV de Brunswick, de la famille de Welf, [178, 187](#).

OTHON de Brunswick, [281](#).

OTRANTE, [84, 137, 509](#).

OTTIMATI, à Florence, [385](#).

OTTOBONI, Terzo, tyran de Parme, [288](#).

OUDINOT (le général), assiège Rome, [614-619](#).

P

PACATUS, panégyriste de Théodose, [10](#).

PACIAUDI, théâtre, [470](#).

PACTE DE FAMILLE, [472](#).

PADOUE, [57, 61](#); fait partie de la ligue lombarde, [158, 192](#); les Carrare et les Scala (voy. ces noms), [272, 283, 284, 285, 288, 289, 335, 361](#); devient autrichienne, [500, 553, 555](#); université favorisée; congrès scientifique, [554](#); université, [582](#); soulèvement, [588, 592](#); prise par Welden, [597](#).

PAIX de Constance, [173](#); de Sarzane, [266](#); de Turin, [281](#); de Capriana, [301](#); de Lodi, [312](#); Bagnolo, [326](#); paix perpétuelle, [362](#); Crespy, [393](#); Vervins, [414](#); Madrid, [419](#); Monzon, [422](#); Cherasco, [425](#); de Westphalie, [438](#); des

- Pyrénées, 439; de Nimègue, 446; de Ryswick, 449; d'Utrecht, 455; de Rastadt, 455; de Passarowitz, 457; 476; préliminaires de Leoben, 498 (voy. TRAITÉS.)
- PALAIS, Riccardi, 311; Farnèse, 391, 410; Chigi, 410; 441; Panfilii, 441; Pitti, 315, 442; Grimaldi, Sauli, Bianchi, 391; Orsini, 410; palais des conservateurs, 410.
- PALAVICINI, famille lombarde, 194, 195; maîtres de Plaisance, 199, 202, 203, 204, 205, 207; oberto Palavicino, 209, 210, 213; le cardinal Palavicini, 440, 441.
- PALÉOLOGUE (Jean), marquis de Montferrat, 270; Michel, 206, 215.
- PALERME, 137, 152, 170, 176, 191, 202, 217; vèpres siciliennes, 218, 219; 434, 446, 455, 457, 461-516; révolte, 537; junte, 537-538; conspiration, 551; université, 553; soulèvement, 582-617, 622.
- PALESTRINA, musicien italien, 405.
- PALLASUOLO, peintre italien, 328.
- PALLE DES MÉDICIS, 337.
- PALLESCHI, faction florentine, 384.
- PALMA NOVA, 524.
- PANDOLPHE, évêque de Milan, 116.
- PANDOLPHE TÊTE DE FER, 116.
- PANDOLPHE DE CAPOUE, 123.
- PANTHÉON D'AGRIPPA, 359.
- PAOLI (Pascal), affranchit la Corse de Gênes, 477, 491.
- PAPAUTÉ, voy. SAINT-SIÈGE.
- PARATA, droit de route, 124.
- PARLEMENT de Florence, 154; de Capoue, 188; de Naples, 313-385; de San Martino, 220.
- PARME, 4; prise par Théodoric, 36; par les Grecs aux Lombards, reprise par Autharis, 60, 115, 116, 134; tour à tour guelfe et gibeline, 134 et 199 passim; indépendante, gouvernée par des tyrans; Correggio, Rossi, Scala, Farnèse (voy. ces noms); Parme et Plaisance, 458, 462, 464, 465, avec Guastalla données à don Philippe, 467; Parme et Plaisance sous Moreau de Saint-Méry, 510; deviennent françaises, 515, 518; reorganisation réactionnaire, 538; Parme s'agite, 546; duché érigé pour Marie-Louise, 552; population et revenus, 556; armée, 557; industrie, 591, 572; devient autrichienne, 572; soulèvement, 583, 590; se donne à Charles-Albert, 594, 597; remue, 609, 614, 616.
- PARTHÉNOPEENNE (république) établie par Bonaparte, 503.
- PARTICIPATIUS (Angelus), doge de Venise, 87; les Participatii, 108.
- PASCAL 1^{er}, pape, 90. PASCAL II, 144-146.
- PATARINI, ou Souffre-douleur, faction florentine, 185, 191.
- PAUL, exarque de Ravenne, 76.
- PAUL DIACRE, historien national des Lombards, 55, 56.
- PAUL JOVE, historien italien, 365, 367, 390.
- PAUL 1^{er}, pape, 81. PAUL II, 315, 316, 318. PAUL III, 386-395. PAUL IV, 397, 398, 399. PAUL V (Borghèse), 416, 417, 418, 419.
- PAULIN, évêque de Nole, 10, 12.
- PAULIN (saint) d'Aquilée, 88.
- PAVIE assiégée par Odoacre, 31, 42; par Bélisaire, 49; prise par Alboin, 57; devient sa capitale et sa résidence, 58; duché lombard, 59, 98; saccagée par les Hongrois, 105; son rôle dans la guerre des villes lombardes, 148, 380; bataille de Pavie, 374, 454; prospérité de l'université, 512, 612.
- PAZZI, famille florentine, 315; sa conspiration, 321; François Pazzi, 321, 322; Jacob Pazzi, 322.
- PEINTURE, 331 (voy. ARCHITECTURE).
- PÉLAGE 1^{er}, pape, 54. PÉLAGE II, pape, ennemi des Lombards, 60, 62.
- PÈLERINS BLANCS, 543.
- PÉNITENTS BLANCS, 287.
- PELLICO (Silvio), publiciste italien, 535, 541, 544, 551.
- PENTAPOLE, 57, 62, 76, 80, 81, 216.
- PÉPÉ (Guillaume), général de Murat, 526, 534; révolution de Naples, 536, sa fuite, 540, 547; son retour, 590, 620.
- PÉPÉ (Florestan) comprime Palerme soulevée, 537, 538.
- PÉPIN LE BREF, 78, 79; ses deux expéditions en Italie, 80; cession faite au pape, 81.
- PÉPIN, fils de Charlemagne, roi d'Italie, 84, 86; il organise l'Italie, 87.
- PEPOLI (famille des), 262, 265; Taddeo, 253, 256.
- PERGOLA, sa manufacture de laine, 559.
- PERGOLA (Ange de la), condottiere, 295.
- PERGOLESE, musicien italien, 431.
- PERUZZI (Ubalдино), gonfalonier à Florence, 614.
- PÉROUSE, 67, soulèvement, 547; manufacture de soie, 559; écoles publiques, 563; légation pontificale, 626.
- PERTHARIT, roi lombard de Milan, 72-73.
- PERUGIN, peintre italien, 329.
- PESARO dévouée aux Hohenstaufen, 185; laissée aux Malatesta, 270; Alexandre de Montefeltro, 302; les Sforza, 346, 347; Pesaro prise par Léon X, 363, remue, 547.
- PESCAIRE, général de Charles-Quint, 369, 375, 376; conspiration du marquis de Pescaire à Naples, 452.
- PESTES, 126, 176, 189; de Florence, 264; 271, 272, 287, 288, 323, 381, 425.

- PÉTRARQUE le père, 229.
 PÉTRARQUE le poète; sa vie, 259-262; citations, 268, 271, 273, 275.
 PETRUCCI (famille florentine des); César, gonfalonier de Florence, 322; Paudolphe, 347, 350; Alphonse, 363.
 PÉLAGIATHUS, antipape grec, 119.
 PHILIBERT-EMMANUEL, duc de Savoie, 399, 401, 402, 404.
 PHILIPPE, archevêque de Ravenne, 202, 203.
 PHILIPPE DE SOUABE, gibelin, 178, 179, 182, 183.
 PHILIPPE II, roi d'Espagne, 389, 395, 397, 398, 399, 400, 401, 412, 414.
 PHILIPPE III, 414, 416, 417, 419, 421, 425.
 PHILIPPE IV, 434, 437.
 PHILIPPE V, 451, 452, 453, 454, 458, 459.
 PHILIPPE, fils de Philippe V, 460, 464-467.
 PHOTIN, gouverneur grec de Sicile, 92.
 PHOTIUS, prélat grec, 93, 96.
 PIAGNONI, sectateurs de Savonarole, 332, 339, 384, 387.
 PICS (famille des), à Modène, 254.
 PICCININO (Nicolas), condottiere italien, 293, 297, 299, 300, 301, 302, 306, 314, 315; les trois Piccinino, 302.
 PICCOLOMINI (famille des) Alphonse, 385, 407, 408; Éneas, pape, sous le nom de :
 PICHNUM, 4, 53.
 PIE II, 313, 314. — PIE III, 351; — PIE IV, 400, 402; — PIE V, 402, 403; — PIE VI, 480, 507; — PIE VII (Chiaramonti), 507; rentre dans Rome, 508; appelle Murat, 509, 510; sacre Napoléon, 514, 519, 520; sa captivité, 521; rentre à Rome, 527; réaction, 532; — PIE VIII, 545; — PIE IX (MASTAI FERRETTI), 568; réformes, 569, 571, 574; alliance de Turin, 574; réaction, 578, 580, 583; constitution de 1848, 584, 590, 592; encyclique, 593, 601, 604, 606; fuite à Gaète, 607; Pie IX proteste, 608, 610, 621; rentre à Rome, 625, 626, 630, 632.
 PIÉMONT, sous le comte de Maurienne, 150, 170, 214; entre dans la ligue lombarde, 170; appartient en partie à Charles d'Anjou, 214; Charles VIII, 336, 358; conquêtes des Français, 396; restituées, 399 et 401; invasion de Leganez, 432-434; succession d'Autriche, 465; le Piémont occupé par Bonaparte, puis administré par Jourdan, 508; par Menou, 510; forme six départements français, 512; prospérité de l'instruction publique, 512; gouvernement de Borghèse, 518; fermenté, 535; révolution, 539; exécutions, 541; industrie, 559, 560; instruction publique sous Charles-Albert, 571 et 578, 596, 597; état actuel, 600, 611, 612, 615, 626, 627, 629, 630.
 PIERRE (Saint-), l'église, la sacristie, 480; la place, 431.
 PIETRA SANTA, podestat guelfe de Florence, 200.
 PIETRO, frère de Jean X, 106.
 PIGNATELLI, vice-roi de Naples, 502.
 PIGEROL, 399, 425; se révolte, 539.
 PINDEMONTE (Hippolyte), poète italien, 523.
 PINO, chef du parti italien ou cisalpin, 505, 509; sa disgrâce, 525.
 PIOMBINO, 156, 434, 439, 509; réuni à Lucques, 515.
 PISANI (Vittorio), amiral vénitien, 266, 280, 281.
 PISE, 46; sa lutte contre les Sarrasins, 122; constitution, 153; Pise, ville guelfe; guerres avec Gènes, 158, 165, 167, Meloria, 245; dictature d'Ugolin, 225; lutte contre Florence, 1226; commerce, 233; industrie, 235; monuments, 236 et 237; concile de 1409, 290; université retablie, 317; affranchie du joug de Florence, 337; lui est vendue, 354; dépopulation, 406; l'université encouragée, 518 et 553; bague supprimée, 553, 554, 560; université, 563; derniers événements, 616.
 PISTOIE, république longtemps indépendante; sa constitution, 153; révolution démocratique, 223; s'allie à Gènes contre Pise, 225; soumise à Florence, 226; à Castiglioni, 250; à Ferdinand de Gonzague, 385.
 PITIGLIANO, général vénitien, 354.
 PITTI (Lucca), Florentin opulent, 308, 315.
 PLETHO (Gemistus), érudit grec, 309, 311.
 PLACIDIE, sœur d'Honorius, 21, 23, 24.
 PLAINE (la), parti politique à Florence, 315.
 PLAISANCE, 4, 36; prise par les Grecs reprise par Autharis, 60; rôle des évêques, 119, 126, 134; Plaisance enlevée à Mathilde par Henri IV, 142; guerre avec Pavie, 158; Barberousse, 165, 167; Plaisance entre dans la ligue lombarde, 169; paix de Constance, 173, 185; lutte avec Crémone, 186; *Societas Lombardorum*, 189; lutte contre Parme, 192; Palavicino, 199, 204, 214; Scotti, 233; Plaisance, prise par Carmagnola, 295; par Charles VIII, 337; cédée au pape, 358; Julien de Médicis, 361; Plaisance cédée à François I^{er}, 370; recouvrée par le pape, 371; dévotée par Bourbon, 378; P. L. Farnèse, 393; Ferdinand de Gonzague, 395; Ottavio Farnèse, duc de Plaisance, 399; Leganez, 432; Plaisance réunie à Parme, 458, 462, 465; à Guastalla, 467 (voy. PARME).

- PLATEATICUM**, péage sur les marchés. 61.
PLATON, son culte importé en Italie, 311, 364.
PODESTATS italiens, 165, 181, 182 et 599.
POGGIO BRACCIOLINI, savant, chancelier de Florence, 309, 310.
POGGIO ou **Montagne**, parti républicain à Florence, 315.
POGGIO impériale, 328.
POJET (Bertrand du), légat du pape Jean XXII, 248, 254.
POLENTA (famille véronaise des), 224, 259.
POLITIEN (Ange), poète italien, 317, 318, 328.
POMPEIANUS, préfet de Rome, 20.
POMPONAZZO (Pierre), philosophe italien, 365.
PONTANUS, savant, protégé d'Alphonse le Magnanime, 311.
PONTINS (marais), 41; leur assainissement, 480.
PONTREMOLI, 301, 337, 341, 439, 479, 614.
POPOLANI NOBILI, à Florence, 223, 282.
POPOLO MINUTO, 278, 279.
PORCARO (Ste ano), sa conspiration, 306.
PORRO, 534, 536; membre du gouvernement provisoire à Milan, 586.
PORTO LONGONE, 434, 439, 459.
POUILLE, reconquise par Rutila sur Bélisaire, 50; domination grecque, 117; domination normande, 131, 134, 140; Roger II, 151; conquise par Henri VI, 176; par Frédéric II, 188.
PRAGMATIQUE SANCTION de Justinien, 53.
PRAGDI, conseil de Venise, 155, 180.
PRENIDES, 399, 416, 434, 459, 461, 509.
PRIEURS DES ARTS à Florence, 223, 279.
PRIMATE (le), peintre italien, 364.
PRIVA, ministre des finances, 512; mas-sacré, 527.
PROCIDA (Jean de), sa conspiration, 218.
PROVENCE, influence des Provençaux en Italie, 209, 212.
PRUD'HOMMES à Florence, 5.
PULCI (les trois), poètes italiens; Louis, 328.
- Q**
- QUARANTIE** à Venise, 155.
- R**
- RADETZKI**, commandant autrichien à Milan, 583, 585, 591, 601, 611, 612.
RADAGAISE, chef barbare; battu et tué à Fésule, 18.
RAMORINO, général polonais au service du Piémont, 552, 611, 612, 626.
RANIERI DE PALERME, poète sicilien, 191.
RAPHAEL SANZIO, peintre italien, 368.
RASPANTI (famille pisane des), 269, 273.
RATAZZI, ministre piémontais, 611, 630.
RATCHIS, roi lombard, 79, 81.
RAVENNE, 4; son école militaire, 39, 42, 44; prise par Bélisaire, 49; résidence de l'exarque Longin, 55; exarchat, 55, 57, 61, 63, 74, 76; prise par Luitprand; par Ursus, doge de Venise, 77; par Astolphe, 80, 81, 99, 112, 115, 117, 118, 119; hostile aux Allemands, 124, 158; entre dans la ligue lombarde, 170; **Traversari**, podestat, 193; les **Polenta**, 224, 259; **Ravenne**, perdue par les papes, 353; bataille de **Ravenne**, 357; **Ravenne**, sous Venise, 380; retourne au pape, 381; son conseil dissous, 550.
RECCAREDE, roi arien, converti par saint Grégoire, 64.
REGGIO, 84; donnée à Albert Azzon, 114; déjà annexée à Modène, 115; annexée à Mantoue, 120; **Mazaperlini** et **Scopazati**, 182; dévouée à l'empire, 185; **Azzo d'Este**, seigneur de Ferrare, 222; chassé, 223; **Reggio** prise par du Poiet, 249; par Jean de Bohême, 253; passe aux **Gonzague**, 254; érigée en duché, 307; le **Boiardo**, 329; prise par la sainte ligue, 358; D. César, 413; se revolt contre l'Autriche, 579, 580, 589.
REGINPERT, duc de Turin, 75.
REINER, marquis de Toscane, 124.
REINER (archiduc), roi du **Lombardo-Vénitien**, 531.
RENAISSANCE GRÉCO-ROMAINE, 309.
RENAISSANCE FRANÇAISE en Italie, 512.
RENÉ d'ANJOU, 299, 309, 301, 302.
RENÉ II, 326.
RHÉTIE (les deux): leur position, 4.
RIARIO (famille des), 346, 347, 363. — Pierre, 318. — Jérôme, 319, 321, 324, 327. — Raphaël, 321.
RICCI (famille des), 277, 285.
RICCI (le chevalier); son exécution, 551.
RICCIARDI, publiciste italien, 572.
RICHARD d'AVERSA, comte de **CAPOCE**, 132, 134, 135, 139.
RICHARD de CORNOUILLES, empereur allemand, 202.
RICIMER, chef suève, 28, 30.
RIDOLFI (le marquis de), ministre de Toscane, 577, 597, 604.
RIENZI (Nicolas), tribun romain, 260, 261, 262, 263, 267.
RIMINI, prise par Théodoric, 36; par Kleph, fait partie de la Pentapole, 58; domination des **Malatesti**, 201; revient au pape, 381; révolte, 514, 518, 548; sa fabrique de soie, 559, 566.
RIVAROLA (le cardinal), ses cruautés à Faenza, 514.

ROBERT, roi de France, refuse la couronne lombarde, 123.
 ROBERT GUISCARD, roi normand de Sicile, 134, 137, 139, 140, 141.
 ROBERT, roi de Naples, 243-260.
 RODGAUD, duc de Frioul, 83.
 RONALDO, roi lombard, 71.
 RODOLPHE, roi de Bourgogne, bat Bérenger, 105, 107.
 RODOLPHE DE HABSBOURG, 215.
 ROGER, frère de Robert Guiscard, 137-141.
 ROGER BURSA, fils de Robert Guiscard, 141.
 ROGER II, roi de Sicile, 145, 148, 149, 151, 152, 240.
 ROMANO (famille des), 177, 191; Eccelino II, le Mothe, 170, 192; Eccelino III, le Féroce, 188, 203; Alberic, 190, 303.
 ROMANUS, exarque de Ravenne, 64.
 ROTHAN, général des jésuites, 545.
 ROSALINDE, femme de Pertharic, 73.
 ROSAMUNDE, femme d'Alboin, 56, 58, 110.
 ROSMINI (l'abbé), législateur italien, 605.
 ROSELLAI Cosme), peintre religieux, 328.
 ROSPIGLIOSI famille des), 575, 577.
 ROSSI ambassadeur français, 568, 590; ministre, 604; est assassiné, 606.
 ROSWEDA, femme poète du IX^e siècle, 88.
 ROTHARIS, roi lombard, 66; sa constitution, législation des Lombards, 67.
 ROMAGNE, féconde en condottieri et en tyrans; César Borgia, 329, 380; gouvernée par des légats pontificaux, 406, 528; fermentation, 535, 566; soulèvement, 575.
 ROMAGNOLI, jurisconsulte italien, 535.
 ROME; sa déchéance politique, 2; préfet particulier, 4, 12; assiégée, 19; prise par Alaric, 21, 23; par Genséric, 28; par Olybrius, 30; condition des Romains sous Théodoric, 38, 40, 41, 42, 43, 44; Bélisaire, 48; Rome assaillie par Vitigès, 48; par Totila, bataille, 50; prise par Narsès, 51; échappe à Alboin, 57, 83; sédition contre Léon III; Charlemagne couronné empereur, 85, 89; sauvée des Sarrasins, par Léon IV, 92, 102; Marozie, 103-138; Rome prise par Henri IV, 140, 148; Arnaud de Brescia y établit la république et un sénat, 159; Rome divisée en seize quartiers, 160; état de Rome en 1190, 178, 192; Rome bloquée par Frédéric II, 194, 224; Boniface VIII, 228, 257; Rienzi établit à Rome la république, 261, 262, 270, 274, 284; Martin V rentre à Rome, 295, 296, 316, 328, 329; Rome prise par Charles VIII, 338, 372; prise et pillée par Fundsberg et les soldats de Bourbon, 378, 405; embellissements, 410, 465; gouvernement républicain, 505;

excès de la populace, organisation du gouvernement napolitain, 507, 508; Rome occupée par une armée française, 520; déclarée ville libre et impériale, 521, 522; occupée par Murat, 526; organisée, 532; remise, 546, 548; instruction publique, 563; fête à l'élection de Pie IX, 569, 570, 573; violence des journaux, 583; sénat municipal, 577, 604; assassinat de Rosse, émeute, 606; fuite de Pie IX, 607; Corini sénateur, 608; assemblée constituante, 609; triumvirat, 609-614; Rome assiégée par Ondinot, 615, 616; prise, 619, 623; rentrée du pape, 625, 626, 629, 630, 62.
 ROME (le roi de), 522.
 ROMULUS AUGUSTULE, dernier empereur d'Occident, 31.
 ROUSSAROLI proclame la république en Sicile, 540; conspiration de ses fils, 551-620.
 ROVERE (famille italienne de), régnant à Urbino. — Julien, 318, 319, 334, 335, 338, 340, 351. — Léonard, 319. — François, 371. — François-Marie, 355, 356, 358, 372, 376, 377, 378, 425 (voy. SIXTE IV et JULES II).
 ROYAUTE nationale (essai d'une) en Italie, 97; essai d'une restauration, 120.
 RUCCELLAI; Sociétés des Jardins, 359.
 RUFFI les), famille génoise, 155.
 RUFFO (le cardinal), 506, 507; reconnaît Joseph Bonaparte, 516. — Le prince Ruffo, 538.
 RUFIN, ministre d'Arcadius, 15.
 RUGIENS, 31, en Italie, 34, 41.
 REGILA, roi des Huns, accueille Aétius, 24.
 RUSSIE; ses rapports avec l'Italie; Sonaroff, 505; Russes à Naples, 506; accueillis par Ferdinand, 515, 516.

S

SABINE ou VALÉRIE, province romaine, 4, 548.
 SACCHETTI (le cardinal), 441.
 SADOLET, savant italien, 360, 367, 386.
 SAINT-ANGE (château), autrefois tombeau d'Adrien, 48.
 SAINT-BONIFACE (famille véronaise de), 181, 190.
 SAINT-BONIFACE (le comte de), 201, 202, 204, 207.
 SAINT-MARIN (république de), 418, 426, 463; réorganise son aringo, 528; population, 556; revenus, 556; armée, 557.
 SAINT-SIÈGE; Grégoire II inaugure une politique d'équilibre, 77; les papes Grégoire III et Zacharie, 78; Etienne II et Etienne III; Pépin; le domaine temporel des papes, 80; Pascal I^{er}, Eugène et Grégoire IV, 89; Léon IV éloigne les Sarrasins, 92; Théodora, Jean X

- et Marozie, [103](#); lutte du saint-empire et du saint-siège, [11](#); Léon IX, Hildebrand et les Normands, [130](#); Grégoire VII: la querelle des investitures, [135](#); Urbain II et Matilde, [144](#); Pascal II: affranchissement des villes, [144](#); Adrien IV et Barberousse, [161](#); Alexandre III et la ligue lombarde, [167](#); Innocent III, [178](#); guelfes et gibelins, [182](#); Grégoire IX et Frédéric II, [188](#); Innocent IV, [194](#); Urbain IV, [205](#); Nicolas III, [216](#); Boniface VIII, [227](#); Clément V, la papauté en France, captivité de Babilone, [231](#); Jean XXII, [247](#); efforts d'Albornos pour ramener le pape à Rome, [271](#); le grand schisme, Urbain VI et Clément VII, [275](#); Martin V, [294](#); nouveau schisme, [298](#); Nicolas V, [305](#); Pie II, [313](#); Paul II, [315](#); Sixte IV, [317](#); Alexandre VI (Borgia), [334](#); Jules II: soumission des vassaux de l'Eglise, guerre de l'indépendance, [351](#); Léon X et son siècle, sa politique égoïste et imprudente, [359](#); Adrien VI, précepteur de Charles-Quint, [370](#); Clément VII, [372](#); pillage de Rome par les soldats de Bourbon, [378](#); essai de résistance à l'Autriche de Paul III et des Farnèse, [392](#); Paul IV, dernière lutte, [397](#); Sixte-Quint, [408](#); Alexandre VII et Louis XIV, [440](#); Innocent II, [445](#); Rome en dehors du mouvement libéral italien, Clément XIII, Benoît XIV, abolition des jésuites, [476](#); Pie VI, [480](#); Pie VII, [507](#); Grégoire XVI, Pie XI, [368](#).
- SAINTE-FOT (armée de la), [504](#).
- SALERNE s'affranchit de Bénévent, [99](#), [117](#), [131](#), [132](#), [139](#), [151](#), [176](#); son école de médecine érigée en académie par Roger II, [240](#); elle a un lycée, [563](#).
- SALICETTI, législateur des républiques italiennes, [511](#).
- SALIER DE LA TOUR, gouverneur de Novare, [540](#).
- SALIMBENI, magistrat italien, [514](#).
- SALINGUEIRA (famille des), à Ferrare, [181](#), [193](#), [201](#).
- SALVAGGIA, fille de Frédéric II, [193](#).
- SALVIATI, archevêque de Milan, [322](#), [402](#).
- SALVAGNOLI, publiciste florentin, [587](#).
- SALVATOR ROSA, peintre italien, [432](#).
- SALUCES, [361](#), [381](#), [414](#), [425](#), [552](#); préfecture du Piémont, [578](#).
- SAMNIUM, [4](#), [23](#).
- SANFÉDISTES, [506](#), [507](#), [526](#), [543](#), [518](#), [549](#), [550](#).
- SAN LEUCCIO (colonie industrielle de), [481](#).
- SANTA CHIARA, haute cour à Naples, [389](#).
- SAN SEVERINA (le cardinal), [402](#), [413](#).
- SAN SEVERINO (Robert de), condottiere vénitien, [323](#), [325](#), [326](#), [341](#), [342](#).
- SANTA ROSA (le comte de), [539](#); ministre de la guerre en Piémont, [540](#), [541](#).
- SANNAZAR, [345](#), [349](#); littérateur italien, [335](#), [349](#).
- SANEDO, duc vénitien de Naxos, [181](#).
- SARDAIGNE, fait partie du diocèse d'Italie, [3](#), [4](#); conquise par les Vandales, [29](#); les Sarrasins en sont chassés par Pépin, [86](#); par Pise, [122](#); qui la divise en quatre judicatures, [157](#), [158](#), [165](#), [166](#); la partage avec Gênes, [170](#); Enzo, fils de Frédéric II, en est roi, [193](#); reprise par Pise, et reste au pouvoir de la famille d'Aragon jusqu'en 1713, [225](#), [227](#), [233](#), [250](#), [300](#); la Sardaigne adjugée à l'Autriche (traité d'Utrecht), [455](#); échangée contre la Sicile par Victor-Amédée I^{er} et érigée en royaume, [456](#); le royaume sarde agrandi, [467](#); Charles-Emmanuel I^{er}, [475](#); Victor-Amédée II, [482](#); Charles-Albert, [512](#); conspirations et exécutions, [551](#); réformes libérales, [552](#); population et revenus, [556](#); armée, marine, [557](#); industrie, [559](#); instruction publique, [563](#), [620](#), [627](#); traites avec les puissances étrangères, [628](#).
- SARILON, comte du palais du roi Hugues, [108](#).
- SARMATES, [57](#).
- SARPI (fra Paolo), jurisconsulte vénitien, [417](#).
- SARRASINS battus par Charlemagne, [85](#); expulsés de Sardaigne par Pépin, [86](#), puis par Pise; pillent Rome, [92](#); battus à Bari, [93](#); s'allient à Naples et à Capoue, [96](#); colonies de Tarente; de Garigliano et de Fraxinet, [100](#), [102](#), [104](#); pillent Gênes, [108](#); transplantés dans le Frioul, [109](#); battent Othon II, [116](#); combattus par les Normands, [131](#); Mourad-bey soulève la Sicile, [188](#); les Sarrasins de Lucera auxiliaires de de Frédéric II, [189-197](#), [202](#), [208](#), [210](#), [212](#).
- SARUS, chef barbare au service de Stilicon, [18](#), [19](#), [20](#).
- SASONS, messagers royaux, [41](#).
- SASSO (Tommaso di), de Messine, [191](#).
- SACL, chef barbare au service de Stilicon, [17](#).
- SAULI, conspiration contre Léon X, [360](#).
- SAYAN (le général), [618](#).
- SAVELLI (famille romaine des), [261](#), [426](#).
- SAVONAROLE (Jérôme), moine dominicain; ses prédications à Florence, [331-343](#), [441](#).
- SAVONE, [380](#), [384](#), [445](#), [552](#); préfecture de Piémont, [578](#).
- SAXONS, [57](#).
- SAVOIE, appartient au comte de Mau-

- rienne, 150; commence à s'immiscer aux affaires de l'Italie sous Amédée V, 244; le duc médiateur entre Gènes et Venise, 281; Amédée le Rouge, 284, 296; Amédée VIII (Félix V), 300, 305, 306; Charles III se range du côté de Charles-Quint, 381; la Savoie conquise par François 1^{er}, 386; rendue à Philibert-Emmanuel, 399, 400, 401, 411; Charles-Emmanuel 1^{er}, 416; affaire de la Valteline, 422; discorde ininterrompues, 433, 446; conquête de la Savoie, par l'expédition, 453, 460 (voy. SARDAIGNE).
- SCALA** (famille veronoise gibeline des della): Martino, 204; Albuino, 222; Cane, 245, 247, 249, 251; Come, 246, 247, 249, 251; Martino, 249, 254, 256; Antonio, 283, 288.
- SCALI** (Giorgio), magistrat florentin, 282.
- SCANDER-BASSA**, général turc, 345.
- SCANDER-BEY**, secourt Ferdinand de Naples, 314, 317.
- SCHINNER** (Matthieu), cardinal de Sion, 355, 357, 362, 370.
- SCHISMES**, 147, 148, 166; grand schisme, 275, 300.
- SCHOLIE** ou corporations, 54; scholie militum, 54, 80.
- SCIENCES** en Italie, 232, 391 (voy. LETTRES).
- SCOPAZZI** (ligne des) à Reggio, 182.
- SCOTTO** (Alberto), podestat de Plaisance, 233.
- SCULDHINS**, centeniers lombards, 56, 68.
- SCULPTURE**, 331 (voy. ARCHITECTURE).
- SEIGNEURIE**, dignité à Venise, 155, 223, 278, 359, 385.
- SENIGALLIA**, 158, 270, 346, 390; fermentée, 546.
- SERRONI** (les), riche famille lombarde, 407.
- SÉNAT**; sa déchéance politique, 2; ses ambassades à Théodose, 9; à Attila, 25; obéit à Alaric, 20; à Ricimer, 28, à Odoacre, 31; il est aboli, puis rétabli, 34, 38; il admet des barbares dans son sein, 39, 41; Albinus, Boèce, Symmaque, 45; sénateurs exilés par Bélisaire, 48; le sénat rappelé dans Rome, par Totila, 50; le titre de sénateur, première dignité de Rome au moyen âge, 121, 417, 492, 497, 498; sénat créée à Rome, par Napoléon, 521; sénateur à Rome, 532.
- SERCOGNONI** (le colonel), 546.
- SÉRÈNE**, nièce de Théodose, 14, 19, 20.
- SERGIVS** 1^{er}, pape, 74. **SERGIVS** II, 91.
- SERGIVS** III, création de Marozie, 104.
- SERGIVS** IV, 121.
- SERRA** (les), famille génoise, 155.
- SERRA** (le comte della), 208, 413.
- SERRA CAPRIOLA** (le duc de), ministre napolitain, 581, 582.
- SERRATA** del maggior consiglio, 223.
- SERRISTORI** (le comte), ministre de Toscane, 577.
- SERVATUS**, comte romain, 39.
- SERVI**, ministériels et rustici, 71.
- SEVERE**, pape déposé par Bélisaire, 48.
- SEVERIN**, pape, 66.
- SFORZA** famille milanaise des, 291, 292, 293, 294, 296, 346, 347; Attendolo, 290, 291, 292, 293, 294; François, 297, 307, 311, 315; Ludovic le More, 324, 327, 330, 334, 340, 342, 346 Catherine, 327; Maria, 334; Galeas, 316, 319; Jean Galeas, 321, 323, 326, 336; Ascagne, cardinal, 338; François, 371, 372, 375, 376, 377, 381, 386; Maximilien, 358, 360, 361, 362, 407; cardinal Sforza, 408.
- SFORZINO**, général milanais, 323.
- SICCARDI**, ministre de la justice en Piémont, 628.
- SICILE**, fait partie du diocèse d'Italie, 3, 4; Genseric, 25; les Vandales, 29; Odoacre, 34; Bélisaire, 44, 62, 92, 137, 189, 140; littérature, 150, 151; prospérité sous R. ger II, roi des Deux-Siciles, 152, 164; Henri VI de Hohenstaufen, réunit la Sicile à l'empire, 174, 176, 179, 188, 191, 193, 196; avènement de la maison d'Anjou, 208; vèpres siciliennes, 219, 221; séparation de la Sicile et de Naples, 227, 228, 229, 299; Alphonse V, roi des Deux-Siciles, 311; Ferdinand le Catholique les réunit encore, 352; la paix d'Utrecht la donne à Victor-Amédée, 455; qui l'échange avec l'Autriche, 456; l'Autriche réunit les Deux-Siciles, 457; elles passent aux Bourbons d'Espagne, 461; les Anglais en Sicile, 506; conquête française, Joseph Bonaparte, 507; Murat, 517, 523, 524, 533, 540; la Sicile perd sa constitution particulière, 555; population et revenus, 556; armée et marine, 557, 560; routes, 561; effervescence, 565, 582, 588; parlement national, 590; nommé roi le duc de Gènes, 601, 616; régime militaire, 622; état de siège, 629.
- SINOINE APOLLINAIRE**, panégyriste d'Avitus et d'Anthémius, 30.
- SIENNE**, 140, 210, 213; révolution démocratique, 223, 225; industrie, 235, 518, 559; université, 563.
- SIGIFREDO**, comte de Milan, 103.
- SIGISMOND** s'allie à Theodoric, 40.
- SIGNORELLI** (Lucas), artiste italien, 328.
- SIMONETTA** (Cecco), ministre des Sforza, 321, 324.
- SINDWALD**, roi hérule, 53.
- SINOCULFE**, comte de Salerne, 92.

SISMONDI (famille pisane des), 155.
 SIXTE IV, pape, 318, 326, 410. SIXTE V, 409, 410, 411, 412.
 SOBRERO, Piémontais, ministre de la guerre à Milan, 589.
 SOCIÉTÉ des jardins de Ruccellai, 359.
 SOCIÉTÉ des rayons, 505.
 SOCIÉTÉS. *Società de' Gagliardi*, 182.
 SODERINI, gonfalonier de Florence, 315, 350, 358, 368.
 SOGLIA (le cardinal), ministre de Pie IX, 591.
 SOLIMAN, empereur turc, 388.
 SOMMARIYA, gouverneur de Toscane, 509.
 SONNAZ (de), général piémontais, 598, 599.
 SOPHIE (l'impératrice), 64.
 SORDELLO de Mantoue, poète italien, 191, 240.
 SOUABE (maison de, voy. HOHENSTAUFEN).
 SOUVAROV, général russe (campagne de) en Italie, 505, 506.
 SPAER (le comte), fait évader Pie IX, 607.
 SPIELBERG (prison du), 541, 551.
 SPINOLA (famille gènoise des), 155, 215, 218, 225, 234, 245, 248, 253, 281, 300.
 SPOLETE, 41, 42; duché, 57; donnée à l'Allemand Hugo, 119, 319, 346; soulèvement, 547; manufacture de laine, 559; écoles publiques, 563.
 STATALLA, général napolitain, 582.
 STATUALI, classe de citoyens à Florence, 384.
 STÉPHANIE, femme de Crescentius, 120.
 STERMINI, 606; ministre de Pie IX, 608.
 STILICON, Vandal, ministre d'Honorius; son administration et ses victoires, 14, 18; sa mort, 19.
 STRASSOLDI, gouverneur de Milan, 535.
 STROZZI (Philippe), patriote florentin, 385, 386, 387, 393, 396.
 SUBRIBICAIRE, 4.
 SUCONE (Pierre), seigneur d'Arezzo, 257.
 SUSSA (Thaddée de), grand justicier de Frédéric II, 195, 196, 197.
 SUEVES, 18, 22, 57.
 SUISSES, mercenaires des princes italiens, 160, 295, 323, 341, 346, 355, 357, 358, 360, 361; bataille de Marignan, 362, 369, 370, 374, 419; Suisses volontaires à Naples, 543, 550, 557, 566, 595, 602.
 SUPPORTANTI, classe de citoyens à Florence, 384.
 SUZE, 123, 150, 169, 170, 422.
 SYLVESTRE II, pape, 119, 120 (voy. GERBERT). SYLVESTRE III, 129.
 SYMMAQUE (le sénateur), 9.
 SYMMAQUE, préteur de Rome, 16.
 SYMMAQUE (le pape), 42.

SYMMAQUE, beau-père de Boèce, 45.
 SYRACUSE, 92, 176; serévolte, 554.

T

TANCRÈDE DE HAUTEVILLE, 131.
 TANCRÈDE, comte de Lecce, roi de Sicile, 176.
 TANUCCI, ministre de Charles de Naples, 469, 472, 474.
 TARCAGNOTA, historien italien, 405.
 TARENTE, prise par les Sarrasins, 93, 99; par Robert Guiscard, 137; principauté, 299, 316; garnison française, 510, 516.
 TARCHINI, pèlerin blanc, 543.
 TARLATI (famille des), petits tyrans de To-cane, 593.
 TARTAGLIA, chef de condottieri, 293.
 TASSILON, allié des Italiens contre les Français, 84.
 TASSO, duc de Frioul, 66.
 TASSO (Bernardo), père du Tasse, 390.
 TASSO (Torquato), poète italien, 404, 405.
 TASSONI (Alexandre), écrivain italien, 430.
 TEIAS, roi des Ostrogoths, 51.
 TERNI (traité de), 78, 346; soulèvement, 547.
 TERRACINE, 62, 313, 340, 398.
 TERRAGLI, 586.
 TERZO (Otoboni), tyran de Parme, 288.
 TESSIN; son industrie, 559.
 TEULLIÉ, chef du parti italien en Cisalpine, 505.
 THÉATINS, 386.
 THÉÂTRE DE L'ACADÉMIE, 428.
 THÉBALD, comte de Modène, 120.
 THÉBALD, archevêque de Milan, 138, 140.
 THÈME DE LOMBARDE, 99.
 THÉODAT, roi des Ostrogoths, 39, 47, 48.
 THÉODEBERT, roi franc, désole l'Italie, 49.
 THÉODELINDE, femme d'Autharis, puis d'Agilulf, 64, 64, 65, 110.
 THÉODEMIR, chef ostrogoth, 35.
 THÉODORA, 110, 116.
 THÉODORA, femme d'Adalbert, 11, 99.
 THÉODORA, sœur de Marozie, 104.
 THÉODORE, primicier de l'Eglise romaine, 90.
 THÉODORE DE GAZA, 317.
 THÉODORIC, roi des Ostrogoths, 35; conquiert l'Italie, 36; organise la conquête, 37-40; ses relations extérieures, 40-43; querelles religieuses, 43-45; sa mort, 45.
 THÉODOSE LE GRAND, 9.
 THÉODOSE II, empereur d'Orient, 23, 24.
 THÉOPHANIE, fils de Jean Zimisès, 114, 117, 119.
 THEOPHYLACTE, évêque italien, 88.
 THEODICHTA, fille de Théodoric, 40.
 THEUDIS, chef ostrogoth, 37.
 THOMAS D'AQUIN (saint), 239.

- THRASAMUND**, roi vandale, 40.
THRASAMUND, duc de Spolète, 77, 78.
THURN (le général de), 595.
TIBÈRE, empereur d'Orient, secourt le pape, 59.
TIEPOLO (Pierre), podestat de Milan, 192.
TIEPOLO, ambassadeur de Venise, 402.
TITIEN, le peintre italien, 391.
TITUS (l'empereur), 6.
TIVOLI, les Tiburtins, 160, 119, 158, 175, 422, 465.
TOMMASEO arrêté, 581.
TOPPI (famille des), 286.
TORALTO (François), 437.
TORELLI (le comte), 323.
TORRELO (Guido), 295, 297.
TORRE (famille des della), 193, 232, 445; Pagano della Torre, podestat de Milan, 201; Martino, 203, 204, 205, 207; Philippe, 207; Napoléon, 209, 216, 217.
TORRIANI (famille des), 244, 245, 247.
TORRICELLI, physicien italien, 429, 442.
TORTONE, brûlée par Barberousse, 162; rélatie, 164; sa ligne contre les Hohenstaufen, 169; Guillaume de Montferrat, 222; Lucchino Visconti, 263; république, 303; prise par Trivulce, 345; fortifiée, 388; prise par le prince Eugène, 454; tombe sous les ducs de Savoie, 461; prise par Maillebois, 465; par le duc de Modène; par les Français, 541.
TOSCANE, 22; conquise par les Lombards, 57; marquisat sous Adalbert II, 99; gouvernée par un Bouguignon, 108, 115; donnée à l'Allemand Hugo, 119; Mathilde, 140; domination papale, 145; Pise, Florence, Sienne, Lucques, Pistoie (voy. ces noms), s'érigent en républiques, 150 et 199 *passim*; démocratie toscane, 222; travaux, 235; les Médicis (voy. ce mot); la Toscane conquise par Charles VIII, 337; érigée en duché, 385; en grand-duché, 403; maison de Lorraine, 462; de Lorraine-Autriche 488; la Toscane occupée par Bonaparte, 495; chute du gouvernement provisoire français, 506; la Toscane remue, 509; la Toscane érigée en royaume d'Etrurie, 510; réunie à la France; junte de réorganisation, 518; arrachée à la France, 526; le grand-duc Ferdinand rétabli, 527; réorganisation réactionnaire, 533, 551; prospérité 553; population et revenus, 556; armée et marine, 557; industrie, 559; instruction publique, 563, 566 et 571-572; journaux, 583-680.
TOTILA, roi des Ostrogoths, 49, 50.
TOTO, duc de Nèpi, 82.
TRAISIGNIES, connétable de Charles d'Anjou, 207.
TRÉVISE, 57; soumise par Rotharis, 66; entre dans la ligue lombarde, 167; domination de Romano, 186, 192 et 193, 201; les Scala, 219; les Carrare, 284; soumise à Venise, 255 et 361; à l'Autriche, 355; annexée au royaume d'Italie; soumise à l'Autriche; se soulève, 588, 589, 592, 594, 597.
TRAITES de Ravenne, 36; Terni, 78; Pavie, 78 et 102; Anagni, 227; Ferrare, 298; Grenade, 248; Blois, 352; Malines, 360; Cateau-Cambrésis, 399; Lyon, 414; Rivoli, 432; de la triple-alliance, 457; Vienne, 461; Aix-la-Chapelle, 467; Campo Formio, 499-501; Lunéville, Madrid, Florence (1801), 509; Presbourg (1805), 516; Paris, 527; Casalenza, 528; Vienne, 528 et 529.
TRASARIC, roi gépide, 41.
TRAUX (le comte), gouverneur de Milan, 464.
TRAVAUX publics, 235 (voy. HYDRAULIQUE).
TRAVERSARI (Paul), podestat de Ravenne, 193.
TREMBLEMENTS de terre, 449, 484.
TRENTE (concile de), 393.
TRIESTE, 117, 355, 554; commerce, 557, 560, 578.
TRISSIN, écrivain italien, 365, 366.
TRIVULCE (famille milanaise des); Trivulcio proclame la république à Milan, 303; Trivulce, général de François 1^{er}, 341, 343, 345, 346, 356; luxe des Trivulce, 407.
TROIA, 117, 122, 151, 202.
TUFA arabit Odoacre, puis Théodoric, 35.
TURCINGES, 31.
TURCS; leurs luttes contre Venise, 287, 292, 312, 314, 316, 317, 323, 324, 334, 345, 371, 388, 393, 392, 402, 413, 415, 426, 443, 447, 449, 457; Turcs à Naples, 546.
TURIN, 88, 96; siège épiscopal important, 99; Charles VIII, 336; Turin à la France, 399; fortifiée, 415, 433, 442; assiégée par Vendôme, 453; occupation française, 500, 539, 405; université fermée, 550, 552, 554; banque, 678; alliance de Turin, 578; état actuel, 528, 631.
TUSCULUM et ses comtes dans la guerre lombarde, 115-168 *passim*.
TYPE de Constant II, 72.

U

- UBALDINI** (famille des), 286; Ottavio (le cardinal), 197, 202; Marzia, 270.
UBALDO (Gui d'), duc d'Urbini, 349, 350, 252.
UBERTI (Farinata degli), gibelin florentin; chassé, 204, 205.
UBERTINI (famille des), 286.

EGOLIN (le comte), 225, 226.
 ULLOA, général vénitien, 620.
 UMFROY DE POUILLE, 131, 132, 134.
 UNIVERSITÉS D'ITALIE; Bologne, 550, 573; Florence, 518; Gènes, 551; Modène, 551; Naples, 194, 555, 563; Padoue, 552, 562; Palerme, 563; Pavie, 329, 512, 554, 562; Pise, 317, 518, 553, 563; Rome, 310, 364; Sienne, 563; Turin, 550.
 URBAIN II, pape, 142, 143, 144, 157; Urbain III, 175; Urbain IV, 205, 207; Urbain V, 271-273; Urbain VI (évêque de Bari), 276, 277, 281, 284; Urbain VII, 412.
 URBAIN VIII (Matteo Barberini), 422, 423, 424, 425, 427, 432, 433.
 URBIN, prise par Belisaire, 48; ville impériale, 185, 350, 355, 356, 363, 370, 371; les Montefeltri, 224, 311; Guy d'Ubaldo, 349; César Borgia, 350; maison de la Rovère, 352; réunie au saint-siège, 425; au royaume d'Italie, 520; fermentée, 546.
 URSELO II, doge de Venise, 117.
 URSIN, rival de Damasc, 12.
 URSUS, second doge de Venise, 77.
 USCOQUES, 419, 427.
 USSANO, Florentin, 292.
 USSUM CASSAN, 318.

V

VACHERO (César), révolutionnaire génois, 423, 424.
 VALENTINEN II, empereur romain, 7.
 VALENTINEN III, empereur d'Occident, 23-27.
 VALERIE, province romaine, ancienne Sabine, 4.
 VALLA (Laurent); ses ouvrages; son exil, 310, 311.
 VALLISIERI, naturaliste italien, 474.
 VALORI, Florentin, 344, 385.
 VALTELINE, 358, 396, 419; affaire de la Valteline, 421.
 VANDALES; leur invasion, 18, 22, 24, 25, 29.
 VANICELLI (le cardinal), 624.
 VANVITELLI, architecte italien, 470.
 VARANI (les), seigneurs de Camerino, 346.
 VARCHI, poète italien, 391.
 VATICAN, 351, 368, 410.
 VAUDEMONT (René de), 324; Vaudemont, gouverneur du Milanais, 451.
 VELOX, chef de la milice, 64.
 VENDÔME (le duc de), en Italie, 453.
 VENISE, Vénétie et Vénètes; Vénétie, 4; les Vénètes finent aux lagunes, 25, 26; conquête lombarde, 57; la Vénétie relève de l'Orient, 62; Anafestus, premier doge, 74; Ursus, 77, 84; discordes

intérieures, 86, 87; Venise libre, 99; se détache de l'Italie et de l'Orient, 108; Urseolo II, 117; constitution, 154; guerre commerciale, contre Pise, 156, 157, 158; Venise accède à ligue d'Alexandre III, 168, 170; trêve de Venise, 172; le doge tué à Legnano, 193; traité avec Grégoire X, 215; despotisme aristocratique, 222; guerre contre Pise et Gènes, 226; commerce, 233, 234; finances, 235, 262; guerre de Sapienza contre Gènes, 266, 272, 277; guerre de Chiozza, 280; guerre contre Ph. M. Visconti, 300, 302; contre Strozzi, 304; état de Venise au *xv^e* siècle, 307; guerre contre Sixte IV, 325; ligue de Venise contre Charles VIII, 340; de Cambrai contre Venise, 353; Agnadello, 354; Venise pendant les guerres françaises d'Italie, 355-384, *passim*; victoire de Lépante sur les Turcs, 403; lutte contre Paul V, 417-420; conspiration contre Venise, 421, 422; Venise accède à la ligue contre l'Autriche, 424; lettres et arts, 429, 430; lutte héroïque contre les Turcs, 443, 444, 447-449; rôle de Venise au *xviii^e* siècle, 451-465, *passim*; Venise en dehors du mouvement, 476; l'invasion française, 491; discordes intérieures, 495; chute de Venise, cède à l'Autriche, 500; conclave où est élu Pie VII, 507, 515; Venise bloquée, 516, 521; Vénétie; 525, 535; tribunal extraordinaire, 541, 548; inséuit, 553; commerce, 557; industrie, 559, 560; troubles, 581; proclamation de la république, 587, 592, 595, 596, 600; Manin, président du triumvirat, 602, 603, 604; Venise assiégée et reprise par l'Autriche, 619, 620.

VENTES DES FRANCS-MAÇONS, 535.

VENTURA (le Père), théatin, 574, 576, 593.

VÉPRES SICILIENNES, 219.

VERCELLI; turbulence de ses évêques, 115, 119, 126 et 134; Verceil sous les marquis d'Ivrée, 120; lutte contre les comtes de Maurienne, 150; accède à la ligue contre Barberousse, 169, 173; résiste à Innocent III, 185; accède à la ligue lombarde, 189; devient guelfe, 195; les della Torre, 207; les Visconti, 222; les Este, 254; Verceil soumis aux Français, 396; à l'Espagne, 399, 419; au duc de Savoie, 440, 541, 552; préfecture du Piémont, 578.

VERME (Jacques del), condottiere italien, 284, 288.

VERNACCINI (Joseph), jurisconsulte italien, 473.

VÉRONE; bataille, 17; ville favorite de Théodoric, 41, 42; prise par Narsès 53; siège épiscopal important, 99.

- prise par Arnulf, 101; Manassès, 109; sous un marquis allemand, 115; guerre contre Padoue, 158; hostile à Barbe-rousse, 164; république, 167; emprisonne le pape, 176; lutte des Este et des Romano, 177-186; accède à la ligue lombarde, 189; attaquée par les Sarrasins, 192; les Scala, 222; industrie, 231; soulèvements, 267; chute des Scala, 284; des Carrare, 288; domination de Venise, 289; Vérone attaquée par Piccinino, 300, 301; par Venise, 356; prise par Bonaparte, 495; se soulève, 498; domination autrichienne, 500, 526, 542; révolution contemporaine, 589-599.
- VERRI** (le comte), philosophe italien, 474; Pierre Verri, jurisconsulte, 474.
- VESPASIEN** (l'empereur), 6.
- VESUVE** (éruption du), 449.
- VETTORI**, Florentin influent, 385, 387, 390.
- VIGENCE**; prodige, 94; guerre contre Padoue, 158; république, 167; paix de Constance, 173; les Romano, 181; lutte contre les Este, 183, 186; accède à la ligue lombarde, 189; les Scala, 249; Carrare, 284; domination de Venise, 289 et 356-559; soulèvement, 588; derniers événements, 589-597, *passim*.
- VICINI**, président des provinces unies italiennes, 547, 548.
- VICO** (J.), auteur de la *Science nouvelle*, 471.
- VICTOR II**, pape, 132; Victor III, 166.
- VICTOR-AMÉDÉE I^{er}**, duc de Savoie, 425, 432.
- VICTOR-AMÉDÉE II**, duc de Savoie, 446; lutte contre la France, 447; Staffarde et la Marsaglia, 448, 449-454; créé roi de Sardaigne, 455-457; son abdication, 460.
- VICTOR-AMÉDÉE II**, roi de Sardaigne, 482; sa politique autrichienne, 489-493; paix avec Bonaparte, 494, 496.
- VICTOR-EMMANUEL**, réduit à la Sardaigne, 512; redevient roi de Piémont, 527; réorganise son royaume, 532, 533; abdicque, 539, 541.
- VICTORIA**, femme de Ferdinand II de Toscane, 425.
- VICTORIN DE FELTRE**, savant italien, 311.
- VIDA**, poète italien, 365.
- VIGILE**, pape, appelle Justinien en Italie, 51.
- VIGNES** (Pierre des), chancelier de Frédéric II, 191, 195, 197.
- VILLANI**, historiens italiens. Jean, 264, 266, 268. — (Matteo), 264.
- VILLARS** (campagnes de) en Italie, 460.
- VILLEROI** (campagne de) en Italie, 452.
- VILLES**. Leur condition sous Théodoric, 39; sous Narsès, 53, 54. — Villes libres en Italie, 97 (voy. BOURGEOISIE). — Première révolte des villes, 125-127. — Chartes communales signées par Conrad fils de Henri IV, 140. — Affranchissement des villes, 144 et sqq. — Villes de Toscane, 146.
- VINCENT II**, duc de Mantone, 423.
- VINCI** (Léonard de), peintre italien, 329, 345, 364, 362.
- VITALIEN**, maître de la milice, 64.
- VITELLI** (les), famille romaine, 343; — Dominent à Civita di Castello, 346, 349, 350, 358, 390.
- VITERBE**, 221, 252, 261, 272, 465.
- VITIGES**, roi des Ostrogoths, 48, 49.
- VISCONTI** famille des). Sa domination à Milan, 155, 294. — Othon, archevêque de Milan, 207, 222. — Matteo, capitaine de Milan, 223-249. — Galeas, 248-251. — Azzo, 252-260. — Lucchino, 262, 264. — Jean, archevêque de Milan, 265-270. — Barnabo, 268-283. — Matteo, 270, 272. — Galeas, 270-276. — Jean-Galeas, 276-288. — Jean-Marie, 288-292. — Philippe-Marie, 288-303. — Gabriel-Marie, 288. — Valentine, 303. — Charles, 320. — Jules de Visconti, 460.
- VISIGOTHS**, 15. — Leur arianisme, 20, 25. — Se séparent des Ostrogoths, 45.
- VIVIANI**, physicien italien, 442, 444.
- VOLMICA** (le moine), colonel napolitain, 537.
- VOLTA** de Côme, physicien italien, 475.
- VOLTERRA**, 225, 271, 321, 328, 382.

W

- WALA**, conseiller de Bernard, roi d'Italie, 88, 89, 90.
- WALAMIR**, chef ostrogoth, 35.
- WALFREDO**, duc de Frioul, 102.
- WALLIS**, général autrichien, 493.
- WARNFRIED** (Paul), historien lombard, 88.
- WEILBLINGEN**, origine du nom de gibelin, 179.
- WELDEN**, général autrichien, 597, 601.
- WELF DE BAVIERE**, épouse la comtesse Mathilde, 142.
- WELF** Henri, de BAVIERE, duc de Saxe et de Toscane, 150.
- WELFS**, 177, 179.
- WENCESLAS** (l'empereur), 285.
- WHERGELD** chez les Lombards, 70, 71.
- WIDEMIR**, chef ostrogoth, 35.
- WIMPFEN**, général autrichien, 611, 617.
- WOHLGEMUTH**, général autrichien, 599.
- WURMSER** (campagne de) en Italie, 496, 497.

X

XIMÈNES, mathématicien italien, 473.

Z

ZACHARIE, pape, 78, 79.

ZACHARIE le moine, 384.

ZANETTI (Guido), philosophe italien, 404.

ZENISTES; faction vénitienne; sa lutte avec les Corneristes, 423.

ZENO, amiral vénitien, 280, 281, 284.

ZENO (Apostolo), auteur italien, 430.

ZENON, empereur d'Orient; ses rapports

avec le sénat de Rome, 31; avec Odoacre, 33; et Théodoric, 35; Hénottique, 42.

ZIANO, doge de Venise, 152.

ZICHY, gouverneur militaire de Venise, 587.

ZIMISCÈS (Jean), empereur d'Orient, 114.

ZOLLVEREIN, association douanière projetée, 561.

ZOSIME, 9.

ZOTTO, premier duc de Bénévent, 58, 59.

ZUCCHI, général italien, 525, 548, 592, 593, 605, 609.

ZUCCHINI, sénateur de Bologne, 608.

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES.

TABLE DES CHAPITRES.

PRÉFACE.....

PREMIÈRE PÉRIODE.

Décadence et chute de l'Italie romaine (395-476).

CHAP. I^{er}. État de l'Italie à la fin du IV^e siècle de notre ère (395). 1

CHAP. II. Dissolution et chute de l'empire d'Occident (395-476)... 14

SECONDE PÉRIODE.

Les invasions et les royaumes barbares (476-888).

CHAP. III. Les Ostrogoths en Italie; l'exarchat de Ravenne (476-563)... 44

CHAP. IV. Les Lombards; l'exarchat de Ravenne; origine du pouvoir temporel des papes (568-750)... 55

CHAP. V. Conquête franque. Empire d'Occident. Royaume carlovingien d'Italie (750-888).....

TROISIÈME PÉRIODE.

Essai d'une royauté nationale (888-950).

CHAP. VI. La féodalité en Italie; le royaume italien; abaissement de la papauté (888-950) 97

QUATRIÈME PÉRIODE.

L'Italie pendant la lutte du saint-empire et du saint-siège (950-1250).

CHAP. VII. Établissement de la domination allemande; les empereurs saxons; puissance des évêques (950-1024)... 111

CHAP. VIII. Les empereurs franconiens; la querelle des investitures (1024-1137); chute politique de l'épiscopat. 123

CHAP. IX. Les républiques et la monarchie normande; l'empereur Frédéric I^{er} et la ligue lombarde (1137-1183). 149

CHAP. X. Henri VI. Frédéric II, Innocent III et Innocent IV; Guelfes et Gibelins; les villes africaines (1183-1250)..... 174

CINQUIÈME PÉRIODE.

Indépendance; les républiques et les tyrannies (1250-1494).

CHAP. XI.	Le grand interrègne; la maison d'Anjou; décadence de la papauté (1250-1303).....	198
CHAP. XII.	La captivité de Babylone; prospérité de l'Italie; lutte des tyrans et des républiques (1303-1378).....	231
CHAP. XIII.	Le grand schisme; les condottieri; établissement des tyrannies (1378-1453).....	275
CHAP. XIV.	L'Italie princière; la renaissance (1453-1493).....	307

SIXIÈME PÉRIODE.

Guerres d'Italie.

CHAP. XV.	Nouvelles invasions des barbares; siècle de Léon X; conquêtes du Milanais et de Naples (1493-1529)....	333
-----------	--	-----

SEPTIÈME PÉRIODE.

Domination austro-espagnole (1530-1789).

CHAP. XVI.	Dernière résistance de l'Italie; chute de la renaissance; restauration catholique (1530-1584).....	383
CHAP. XVII.	L'Italie au XVII ^e siècle, entre la décadence de l'Espagne et la grandeur de la France (1584-1700).....	408
CHAP. XVIII.	Essais de réformes en Italie au XVIII ^e siècle (1700-1789).....	450

HUITIÈME PÉRIODE.

La révolution (1789-1852).

CHAP. XIX.	Républiques et royaumes nés sous l'influence de la république française et de l'empereur Napoléon (1789-1815).....	486
CHAP. XX.	Restauration; opposition libérale et insurrections révolutionnaires (1815-1846).....	530
CHAP. XXI.	Révolution contemporaine.....	568

FIN DE LA TABLE DES CHAPITRES.

